

# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18e Législature — 4e session**

**Vol. 1 - Séances du 8 janvier au 20 février 1935**

**1935**

**Texte établi par Donald Chouinard**

---

**Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard**









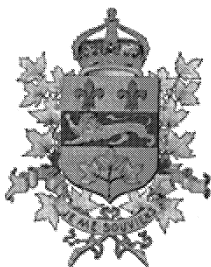
**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**18e Législature - 4e session**

**Vol. 1 - Séances du 8 janvier au 20 février 1935**

**1935**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18e Législature — 4e session**

**Vol. 1 - Séances du 8 janvier au 20 février 1935**

**1935**

**Texte établi par Donald Chouinard**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

## Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Donald Chouinard
<b>Introduction:</b>	Christian Blais
<b>Traduction:</b>	Mathieu Boily Tony Gagnon
<b>Révision et édition:</b>	Michel Rhéaume Donald Chouinard Marie Auger
<b>Indexation:</b>	Monique Fortier
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 1er trimestre 2010  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23915-3  
ISSN 0847-4273  
15 \$

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le Québec et le Canada en 1935

« Ce qui compte, aujourd'hui, c'est la question sociale », note Aimé Guertin, député de Hull, dans un discours à l'Assemblée législative. (12 février) Et « la diffusion et le contrôle de l'énergie électrique sont au nombre des questions sociales et économiques les plus importantes de notre époque », d'ajouter le ministre Honoré Mercier fils. (25 avril)

Depuis la clôture de la session parlementaire de 1934, la crise économique, le chômage, mais surtout la colonisation et la question de l'électricité sont les principaux sujets d'actualité qui préoccupent à la fois l'opinion publique et le monde politique québécois. Sans compter, bien sûr, la naissance des jumelles Dionne en Ontario, le 28 mai 1934, qui fait encore beaucoup jaser.

Les célébrations entourant le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier à Gaspé figurent également parmi les moments forts de l'année ayant précédé l'ouverture de la session parlementaire de 1935. En marge de ces festivités, le premier ministre du Québec, Louis-Alexandre Taschereau, reçoit la décoration de chevalier grand-croix de la Légion d'honneur, le 30 août 1934, des mains de Pierre-Étienne Flandin, ministre des Travaux publics de France, en visite au parlement. La même année, le tricentenaire de Trois-Rivières est commémoré dans le comté du chef de l'opposition, Maurice Duplessis.

Parmi les autres faits marquants de l'été 1934, on retient la fondation de l'Action libérale nationale (ALN), le 6 juin 1934. Paul Gouin – le fils de feu Lomer Gouin, premier ministre du Québec de 1905 à 1920, et le petit-fils du regretté Honoré Mercier, premier ministre du Québec de 1887 à 1891 –, est le chef de cette nouvelle formation politique. Ce nouveau parti modifie considérablement le paysage politique du Québec. L'ALN est, si l'on veut, l'expression du mécontentement et de la frustration de la jeunesse canadienne-française et de quelques dissidents libéraux contre la tiédeur du régime Taschereau notamment dans le champ de l'aide sociale.

Prudent et fidèle à ses convictions conservatrices en matière économique, le premier ministre prend maintenant conscience du tort politique que lui a causé sa résistance en faveur des réformes sociales que réclame un pan de la société québécoise. À l'été 1934, il cherche à regagner la faveur populaire. Il procède en instituant deux grandes consultations : en août, il dévoile la tenue prochaine d'un grand congrès portant sur la colonisation; plus loin dans le courant du même mois, il annonce la création d'une commission d'études sur la question hydroélectrique. Ces deux objets meubleront l'essentiel des débats de la 4<sup>e</sup> session de la 18<sup>e</sup> Législature.

En politique fédérale, l'année 1934-1935 est bien chargée. Une conférence interprovinciale se tient à Ottawa, le 30 juillet 1934. De nouvelles mesures relatives au chômage sont annoncées par le premier ministre canadien, Richard Bedford Bennett. Selon le premier ministre du Québec, il ressort que la contribution du fédéral pour les secours directs est loin d'être suffisante pour lutter contre le chômage.

À Ottawa toujours, la commission royale d'enquête sur les écarts de prix, présidée par le ministre du Commerce et député de Vancouver, Henry Herbert Stevens, met le gouvernement conservateur dans l'embarras. En 1934, Stevens réclame l'intervention de l'État pour mieux réglementer les pratiques des grands détaillants « qui achètent en masse, trichent sur le poids ou sur la qualité, versent des dividendes princiers et des salaires de famine<sup>1</sup> ». Il part en croisade contre ces monopoles, démissionne du Cabinet et fonde, en 1935, le Parti de la reconstruction<sup>2</sup>. Au Québec, en particulier, la commission Stevens est utile à Duplessis qui cherche à associer Taschereau à ce type d'exploitation financière.

En matière économique, le gouvernement conservateur de Bennett adhère désormais aux nouvelles théories de l'économiste britannique John Maynard Keynes. Celui-ci, dans ses plus récentes études, avait fait valoir les vertus de la régulation étatique dans le domaine fiscal. C'est dans ce contexte qu'Ottawa avait adopté, en 1934, une loi créant une banque centrale et c'est l'année suivante que la Banque du Canada commence ses activités.

Pour redorer son blason, le premier ministre canadien annonce son *New Deal*, au début de 1935. Inspiré par les théories keynésiennes, Bennett est plus interventionniste que ne le sont les libéraux à Ottawa ou à Québec à la même époque. Durant la session de 1935, il fait adopter une série de lois par le Parlement canadien touchant l'assurance-chômage, le salaire minimum, la création d'un conseil économique, la réorganisation des services de l'État, la réforme des pensions, le crédit rural, etc. Selon le secrétaire de la province de Québec, Athanase David, il ne faut pas se leurrer : « Le vent de réforme qui remplit actuellement l'atmosphère d'Ottawa est provoqué par ce même sentiment de crainte de l'électeur. La crainte du vote a rendu certaines personnes généreuses et a forcé les puissants à se pencher sur les petits et les humbles. » (29 janvier) Finalement, ces lois fédérales jugées audacieuses seront déclarées inconstitutionnelles par le Conseil privé<sup>3</sup>.

Parallèlement, le long marasme économique qui perdure depuis 1929 provoque des remous chez les jeunes intellectuels. Au Québec, la contestation est à l'honneur. Plusieurs revues d'idées voient le jour, en 1934 et en 1935, à l'exemple de ce que dépeint Jean-Charles Harvey dans son roman *Les Demi-civilisés*<sup>4</sup>. La revue *Vivre* (1934-1935) prône l'indépendance du Québec; *La Relève* (1934-1948) promeut l'émergence d'un nationalisme canadien-français et son relèvement catholique, économique et social; *Le Fasciste canadien* (1935-1938) d'Adrien Arcand véhicule des propos antisémites et des valeurs d'extrême-droite.

D'un côté et de l'autre, les idées fourmillent. Encore faut-il préciser qu'en 1934-1935 une génération entière de Québécois, devenue adulte pendant la crise économique, n'a connu que les secours directs comme mode de subsistance. Cette jeunesse impatiente espère se tailler une place sur le marché du travail ou encore repartir à neuf sur un lot de colonisation. Immanquablement, leur insatisfaction se tourne contre les administrations en place. Taschereau à Québec et Bennett à Ottawa sont pris à partie par ceux que la misère accable.

## Les parlementaires

Le Parlement de Québec est composé du lieutenant-gouverneur, de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. En 1934, un nouveau lieutenant-gouverneur est nommé en la personne d'Ésioff-Léon Patenaude. Assermenté le 3 mai 1934, il succède à Henry George Carroll<sup>5</sup>. Patenaude retrouve un univers qu'il connaît bien, ayant été député conservateur dans le comté de Laprairie (1908-1915) et dans le comté de Jacques-Cartier (1923-1925).

À l'Assemblée législative, huit sièges sont vacants à l'ouverture de la session. Quatre députés libéraux ont quitté leur fonction depuis la dernière prorogation : Lauréat Lapierre, député de Mégantic, a été nommé shérif du district de Québec, le 3 mai 1934; Joseph-Éphraïm Bédard, député de Québec-Comté, a été nommé vice-président de la Commission des liqueurs, le 8 mai 1934; Hector Laferté, député dans Drummond et ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, est devenu conseiller législatif de la division de Stadacona, le 27 juillet 1934; et, bien qu'il n'ait pas démissionné, Joseph-Wilfrid Morel, député de Témiscouata, ne siège pas durant la session.

Quatre autres députés libéraux sont décédés depuis la clôture de la dernière session. À la première séance de 1935, la Chambre s'ajourne par respect pour la mémoire de Désiré Lahaie, député de Papineau; de Médéric Duval, député de Montcalm; d'Augustin Legault, député de Gatineau; et de Georges Dansereau, député d'Argenteuil. Plus loin durant les travaux parlementaires, le député libéral de Montréal-Saint-Henri, Joseph-Maurice Gabias, meurt le 15 mai, ce qui porte à neuf le nombre de sièges vacants au Salon vert.

Au total, sur les 90 banquettes de l'Assemblée législative, 71 (puis 70) sont détenues par les libéraux, huit par les conservateurs et trois par des indépendants, tous dissidents du Parti conservateur.

Du nouveau au Conseil législatif. Le nouveau conseiller Hector Laferté devient président du Salon rouge. Il est le seul parlementaire, au Québec, à avoir présidé la Chambre basse (1928-1930) et la Chambre haute (1934-1936/1960-1966). Laferté succède à Jacob Nicol, conseiller législatif de la division de Bedford, qui, pour sa part, devient leader du gouvernement au



Conseil. L'historien Bernard Vigod affirme que « Laferté est entré au Conseil en partie pour aider Nicol à contrer la rhétorique des Thériault et Ouellet<sup>6</sup> ».

Car Élisée Thériault, conseiller législatif de la division de Kennebec, et Ernest Ouellet, conseiller législatif de la division de La Vallière, sont en rupture avec le gouvernement Taschereau depuis les élections générales de 1931. Il semble que les deux hommes sont amers de n'avoir jamais obtenu de portefeuille, à l'époque où ils étaient députés. Tous deux avaient espéré la direction du ministère de l'Agriculture, dit-on, mais c'était Adélard Godbout qui en avait hérité en 1930. Quoi qu'il en soit, les deux conseillers législatifs appuient désormais l'ALN. Taschereau tiendra des propos aigres sur ces deux hommes qu'il a lui-même nommés à la Chambre haute pour les remercier de leurs états de service. (10 janvier)

Notons par ailleurs que le conseiller législatif de la division de Lauzon, Eugène Roberge, meurt en fonction le 15 mai 1934.

Des changements sont apportés au Cabinet : Taschereau effectue son remaniement ministériel le 25 juillet 1934. Pour remplacer Hector Laferté, qui était ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, le premier ministre nomme Irénée Vautrin à la Colonisation et joint le département de la Chasse et des Pêcheries à celui du ministre des Travaux publics, Joseph-Napoléon Francoeur. Pour la circonstance aussi, le nouveau leader du Conseil législatif, Jacob Nicol, est assermenté ministre sans portefeuille. L'ancien leader George Bryson fils, conseiller législatif de la division d'Inkerman, cesse quant à lui d'être ministre d'État.

### **Le Parti libéral : l'usure du pouvoir**

L'année 1935 marque les 35 ans de vie publique de Louis-Alexandre Taschereau. Élu une première fois le 7 décembre 1900, il est devenu premier ministre le 9 juillet 1920. Il préside donc aux destinées du Québec depuis quinze années. En passant des prospères « années folles » à la grande dépression, Taschereau, qui fête ses 68 ans le 5 mars 1935, se confie : « Trente-cinq ans dans cette Chambre! C'est long et c'est court à la fois [...]. J'ai assisté, durant ces trente-cinq années, à bien des événements joyeux et tristes. J'ai vu l'évolution de la province de Québec pendant ce dernier tiers de siècle, il y eut des moments de bref bonheur, d'autres d'angoisse. »

Le premier ministre a ses contempteurs. Il a aussi ses admirateurs. Dans une publication réalisée pour souligner le 35<sup>e</sup> anniversaire de son entrée en vie politique, le publiciste Paul-E. Parent expose les qualités du premier ministre. Il le présente tel « un Canadien français qui a la conviction d'interpréter la pensée profonde de son pays<sup>7</sup> ». Le portrait est flatteur et la démarche partisane, mais le fond demeure fidèle à ce qu'a été le personnage :

[L]utteur infatigable, toujours victorieux, toujours menant de front, avec une égale fortitude et un égal succès, les tâches les plus difficiles et les plus accablantes, doué d'une vigueur morale et physique que ni l'âge ni la bataille n'ont pu entamer, l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre de la province depuis quinze ans, a fourni, en ce pays, à une exception près, celle de [Wilfrid] Laurier, la carrière la plus intéressante, la plus admirable et la plus constamment glorieuse que l'on ait connue depuis la Confédération.

Les traits bien accentués, la tête toute blanche, le torse droit, souple et mince, les manières dégagées, le geste sobre, la démarche sûre et régulière, il apparaît tout d'abord comme l'un des types les plus racés de notre peuple. [...] Dans les tracas et le flux de sollicitations qui l'assaillent quotidiennement, il paraîtra un peu trop laconique, il s'exprimera en style militaire et donnera peut-être l'impression d'être sec et cassant. [...]

L'électorat ne lui a jamais retiré sa confiance; il n'a pourtant rien de démagogique; jamais il ne tenta de soulever les foules par des flatteries ou de basses flagorneries, à tel point que ses propres amis, avant chaque appel au peuple, sont sous l'impression qu'il est impopulaire. [...]

Gouverner c'est prévoir. C'est aussi se conformer aux temps et aux circonstances. L'honorable Louis-Alexandre Taschereau n'a jamais donné dans ces flamboyantes chimères qui risquent de bouleverser d'un coup toute l'économie d'un peuple et de le plonger dans d'irréparables erreurs. Il marche par étapes, ajoutant, d'année en année, aux lois existantes, les perfectionnements et les nouveautés nécessaires à l'époque.

Devant le pouvoir fédéral et devant les empiétements de l'Ouest, il a toujours protesté énergiquement et défendu les droits du Québec. Quand on a voulu changer la constitution, il a opposé son veto aux novateurs. Il peut voir comme tout autre les imperfections du pacte fédératif, mais l'honorable Louis-Alexandre Taschereau n'acceptera une modification importante que le jour où il aura la certitude que ni son peuple ni sa province n'auront à en souffrir.

[L]'honorable Louis-Alexandre Taschereau joint une extrême habileté de joueur politique et de débater. Il n'a rien d'un tribun. Inutile de chercher dans ses grands discours publics la véhémence bourassienne [référence à Henri Bourassa] avec ses larges et vibrants aperçus historiques, ses accents passionnés, son lyrisme émouvant. Ce n'est pas son genre. Il ne soulève pas les foules, il se contente de les persuader. [...] D'une voix un peu sèche, en phrases saccadées, émaillées d'hésitations qui ne font que ponctuer davantage certaines argumentations, il s'explique en formules limpides, précises, pondérées. [...] Louis-Alexandre Taschereau n'oublie rien. Il laisse parler ses adversaires jusqu'à épuisement, et quand il croit qu'ils ont tout dit, il se montre au peuple, élève la voix et démolit leurs échafaudages. Là est un des secrets de sa suprématie; il sait écouter, tout écouter; il mesure parfaitement de la sorte la force ou la faiblesse du camp opposé.

C'est surtout à l'Assemblée législative qu'il déploiera, dans ce domaine, sa supériorité. Il y a usé trois chefs de l'opposition, il pourrait en user bien d'autres. Assis presque nonchalamment à son siège, la tête appuyée sur la main droite – sa pose caractéristique –, il entend placidement les véhémences diatribes de la gauche. De temps à autre, il lancera un mot d'esprit, une question embarrassante, parfois un rappel à l'ordre, et il laissera ensuite filer l'adversaire, en lui donnant toute la corde qu'il faut pour bien s'empêtrer. [...] À la fin, il se lève et prononce un de ses discours nets, transcendants, charpentés, où l'ironie se mêle à la justesse, à la raison. En un quart d'heure, parfois en cinq minutes, il aura vidé la question. [...] Il en est ainsi neuf fois sur dix.

En revanche, l'image de Taschereau est constamment mise à mal par ses adversaires. Les accountances du premier ministre avec les hauts milieux de la finance sont connus, et le principal intéressé ne s'en cache pas. En Chambre, il explique ce qui le pousse à être directeur de plusieurs grandes institutions financières et membre d'autant de conseils d'administration :

La politique ne paie pas, et les revenus que la province paie à ceux qui la servent ne durent pas longtemps. Vous le savez. Eh bien, M. l'Orateur, n'ai-je pas le droit d'accepter, lorsque je quitterai la vie politique, certains directorats si la loi le permet, pour que je puisse recommencer ma vie d'avocat que j'ai laissée depuis 15 ans, afin de mettre ma famille à l'abri du besoin et lui donner la chance de vivre honorablement?

Un directorat est une digne fin de carrière. On le conserve tant que l'on en est digne. On voudrait peut-être qu'en quittant la politique je rentre à mon foyer avec rien devant moi, que je rentre dans la vie privée vivre comme je le pourrais. Une compagnie française, le Crédit Foncier Franco-Canadien, une compagnie américaine, la Metropolitan Life, une compagnie anglaise, la Barclays Bank a demandé à un Canadien français de faire partie de son bureau de direction. Cette distinction ne s'adressait pas à moi, à cause de mes capacités, mais j'ai cru que je pouvais l'accepter parce que cela pourrait aider ces institutions à se populariser. Elles croyaient qu'un Canadien français pouvait contribuer à les faire connaître chez nous. (10 janvier)

Inutile de préciser que l'opposition ne se laisse pas attendrir par de tels arguments.

Les conservateurs, en Chambre, et les membres de l'ALN, en tournée dans la province, continuent d'attaquer de front le Parti libéral et son chef. Pour eux, Taschereau, le « trustard », n'est sensible qu'aux besoins des grandes compagnies et sourd à toute idée de réforme sociale. Le Parti libéral leur apparaît comme étant une « formation sclérosée et vieillie, incapable d'adapter des politiques aux difficultés du temps<sup>8</sup> ».

Certes, Taschereau croit fondamentalement aux vertus de l'entreprise privée. Et, d'après lui, le passé est garant de l'avenir : la clé du progrès avait reposé jadis sur l'initiative privée et sur le respect des contrats et de la propriété et, d'office, cette même doctrine serait le fer de lance de la reprise économique prochaine. En d'autres termes, le mieux-être du Québec repose sur le succès des grands financiers (banque, sociétés d'assurance), des grandes compagnies (électricité) et des grandes industries (bois, pulpes, pâtes et papiers). Voilà pourquoi le gouvernement Taschereau a toujours été enclin à intervenir en leur faveur.

Le premier ministre, conscient que le Québec est doté de riches ressources naturelles, sait également que les capitaux étrangers sont incontournables pour les développer. Rien ne l'empêche, en même temps, d'espérer mieux pour les siens :

Il nous faut des ingénieurs compétents, des techniciens formés chez nous qui pénétreront dans l'industrie, le commerce et les banques, en créeront de nouvelles, nous relèveront du marasme, du péril national dans lequel nous sommes, nous Canadiens français de la province de Québec, et qui pourront aider le Canada français à reprendre sa place dans la vie économique de la nation. Nous avons perdu du terrain dans ce domaine et il nous faut réagir, et vite, si nous ne voulons pas céder la place à tout jamais aux étrangers ou aux représentants d'une autre race. (24 avril)

À l'exemple de leur chef, la vieille garde libérale demeure fidèle à l'orientation économique suivie par le gouvernement depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. A priori, les libéraux sont partisans du laisser-faire sur le plan économique, tel que l'illustre le ministre des Terres et Forêts, Honoré Mercier fils : « Nous avons toujours cru et prétendu que, sauf lorsqu'une réglementation s'avérait nécessaire et justifiée par les circonstances, il n'était pas sage de tenter de diriger l'économie industrielle et commerciale avec toutes sortes de législations restrictives<sup>9</sup>. » (25 avril)

En matière sociale, compte tenu du triste état dans lequel se trouvent les finances de la province, Taschereau n'adhère à aucune des grandes réformes prônées, entre autres choses, dans les rapports de la Commission des assurances sociales (1932) ou dans le *Programme de restauration sociale* (1933). Aux yeux du premier ministre, ces principes sociaux sont « faux et destructeurs<sup>10</sup> ». En retour, il n'est jamais réfractaire à améliorer le sort de la population quand le besoin se fait attendre :

En 1909, j'avais l'honneur d'être ministre des Travaux publics et du Travail, lorsque le gouvernement de cette province a créé, avant tous les pays du monde, la première du genre sur le continent américain, une loi des accidents du travail, que nous avons appelée la loi Taschereau. N'aurais-je que cette œuvre à laisser à ma province, j'aurais droit d'en être fier. (21 février)

Les ministres libéraux cautionnent la prudence de leur chef. Parmi ceux-là, il y a Athanase David, secrétaire de la province :

Ainsi à certaines époques de la vie des peuples, lorsque les intelligences ne jugent plus avec le même raisonnement, la même modération, la même pondération qu'en temps normal, on allume, on attise, devrais-je dire, les passions du peuple, du moins de cet élément populaire qui n'est pas toujours le meilleur. C'est à ce moment, peut-être, que l'on crée cette impression que l'homme politique manque de sincérité, qu'il est un hypocrite et un égoïste. [...]

Je suis prêt à admettre, et j'y mets une certaine fierté que, dans Québec, on est prudent. On demeure sourd à certains appels que d'autres pays écoutent avec empressement. Je vois dans cette lenteur, faite de prudence, une source de tranquillité, de stabilité qui permet à notre peuple – sans rester indifférent à ce qui se dit – de demeurer sourd à des appels auxquels, ailleurs, des populations plus turbulentes n'ont pas su résister. (13 février)

Plus terre-à-terre, le trésorier parle de l'évolution « progressive » des réformes sociales dans le programme libéral :

On demande sans cesse des lois sociales. Y répondre implique généralement une augmentation de taxes. Quoique le public se rende compte de certains besoins, il lui arrive en général de ne pas faire suffisamment état de ce que ces demandes comportent.

Le record établi par la province de Québec dans le domaine de ses activités et de la législation destinée à améliorer la situation sociale et économique établit que l'on s'est montré méthodique, ordonné, progressif, c'est-à-dire que l'on a évolué sans perdre l'équilibre ni la raison. [...] Le gouvernement Taschereau continue à être une force d'équilibre au milieu des épreuves. (7 février)

Par contre, un sujet divise les opinions au sein du Parti libéral : l'hydroélectricité. À commencer par Téléphore-Damien Bouchard, président de l'Assemblée législative, et Oscar Drouin<sup>11</sup>, député libéral de Québec-Est, qui sont vendus à l'idée de municipaliser, voire de nationaliser l'hydroélectricité. Cette question, qui défraie les manchettes depuis le début de la crise économique, était devenue un enjeu national.

Un autre sujet de discorde : certains libéraux mettent en doute le leadership de Taschereau. Drouin serait même, selon l'historien Robert Rumilly, allé trouver Adélard Godbout et Jacob Nicol pour leur dire que Taschereau était en train de conduire leur parti à la ruine et qu'il devrait s'en aller<sup>12</sup>. Pendant que d'autres voient en T.-D. Bouchard « le chef que la province attend<sup>13</sup> », d'autres considèrent plutôt le ministre Joseph-Napoléon Francoeur comme le dauphin de Taschereau<sup>14</sup>. Joseph-Adélard Godbout fait aussi bonne figure. Mais c'est sans compter que le premier ministre Taschereau n'a pas l'intention de tirer sa révérence.

L'administration de la colonisation est un autre aspect qui entache la réputation du Parti libéral, Taschereau n'ayant jamais cru au succès véritable de cette entreprise. Soit. À l'été 1934, pour revigorer les troupes libérales et pour satisfaire l'opinion publique, Taschereau cède en annonçant la tenue d'un congrès national sur la colonisation.

Le premier ministre cède aussi à la pression populaire en instaurant une consultation sur l'électricité. Il confie la présidence de ces audiences à Ernest Lapointe, député libéral à la Chambre des communes. Car Lapointe est la personnalité libérale la plus respectée au Canada français. Libéraux et membres de l'ALN le tiennent en très haute estime. Ce n'est un secret pour personne que les relations entre Taschereau (plus conservateur) et Lapointe (plus réformiste) n'ont pas toujours été au beau fixe, mais le respect demeure entre les deux leaders. Ce rapprochement constitue, par le fait même, une occasion de refaire l'unité dans les rangs du Parti libéral.

Dans ses mémoires, Charles Gavan « Chubby » Power – député fédéral de Québec-Sud et organisateur en chef pour les libéraux du Québec lors des élections québécoises de 1931 – parle de ces deux hommes :

During those sessions I had a room in the House of Commons alongside Lapointe and kept in close touch with him. I endeavoured also to keep in touch with the rebel element in Quebec, and at the same time to bring about some arrangements or modus vivendi between Taschereau and Lapointe. Eventually, we arrived at a kind of armed truce, each party holding to its views. Taschereau believed that the federal Liberal Party was entirely too radical, and Lapointe believed that

Taschereau was the worst type of old-fashioned Whig, if not a Tory, and was from a Liberal standpoint too closely allied with the bigger interests in Quebec<sup>15</sup>.

Louis Dupire, du *Devoir*, décrit autrement les raisons d'être de « l'alliance Lapointe-Taschereau » :

Tous les partisans éprouvent, à cette heure-là, le besoin de serrer les rangs; et rien de tel pour noyauter ce mouvement qu'une solide caisse électorale. Or, il se trouve justement que le Parti libéral fédéral n'a ni sou ni maille et que, par contre, le provincial a une caisse et surtout possède, grâce à d'habiles lois, le moyen de l'alimenter par de nombreux et productifs chenaux<sup>16</sup>.

Il en était ainsi depuis la défaite du gouvernement de Wilfrid Laurier à Ottawa, en 1911. Le Québec était devenu l'assise principale du Parti libéral, tant sur la scène provinciale que sur la scène fédérale. La stabilité qu'offraient les gouvernements Gouin et Taschereau avait « fait d'eux les principaux pourvoyeurs de fond » de l'aile fédérale du Parti libéral, que dirige de William Lyon Mackenzie King depuis 1919<sup>17</sup>.

Ainsi donc, durant les travaux parlementaires de l'année 1935, l'électricité, la colonisation, mais aussi les finances publiques, le chômage et l'exploitation forestière sont les grandes priorités de l'heure pour le Parti libéral. Taschereau demeure confiant en l'avenir, même s'il avoue que le « fardeau du gouvernement est lourd ». (12 avril) N'était-il pas « aujourd'hui à la tête du seul gouvernement du monde qui ait résisté victorieusement aux grandes secousses de l'après-guerre<sup>18</sup> »? Qui mieux est, le gouvernement venait d'entrer dans la 38<sup>e</sup> année de son règne et, comme le premier ministre le dit si bien :

Le peuple de la province ne nous aurait pas accordé sa confiance depuis 38 ans si nos programmes politiques n'avaient pas été bons! J'ai plus confiance que cela dans l'intelligence, dans le bon jugement de la population de la province, dans le bon sens de nos bons campagnards. Nous ne les avons pas trompés, depuis 38 ans, et ils le savent! (6 mars)

### **Le Parti conservateur : « pas de quartier »**

Les conservateurs forment l'opposition officielle à l'Assemblée législative depuis 1897. Malgré le vent de mécontentement qui souffle contre le régime de Taschereau, rien n'indique que les électeurs québécois soient prêts à appuyer le Parti conservateur. Pour comble, les coffres du parti sont mal garnis et les conservateurs fédéraux de Bennett, au pouvoir depuis cinq ans à Ottawa, risquent la défaite aux prochaines élections générales, ce qui, par ricochet, défavorise l'aile provinciale.

Personne n'est dupe. Charles Ernest Gault – chef intérimaire de l'opposition conservatrice en 1931-1932 et député indépendant de Montréal-Saint-Georges depuis 1934 – est d'avis que si le gouvernement québécois est « au bord de la défaite », ce n'est « peut-être pas attribuable à la force du Parti conservateur, mais sans doute plutôt à la faiblesse du Parti libéral ». (19 février) Qu'à cela ne tienne, Maurice Duplessis entreprend de revigorer ses troupes.

Durant l'été 1934, Duplessis entreprend une tournée du Québec. L'objectif est de panser les blessures qu'avait pu causer sa victoire lors de la convention de Sherbrooke, en 1933, alors qu'il avait été élu à la chefferie du Parti conservateur. Il cherche à se réconcilier ceux qui avaient préféré son rival, Onésime Gagnon, député conservateur à la Chambre des communes.

En quelques mois, Duplessis tient 37 grandes assemblées<sup>19</sup>. Les foules sont au rendez-vous. La radio couvre la nouvelle. Dans les discours qu'il livre à la population, Duplessis est vindicatif. Il accuse Taschereau de tous les maux; il parle contre la dictature économique; parle contre les monopoles des compagnies d'électricité; plaide en faveur de la transformation du Conseil législatif en un conseil économique, etc.

Comme l'affirme l'historien Conrad Black, « jamais dans l'histoire du Québec un chef de parti n'avait effectué plus vaste tournée en dehors d'une campagne électorale<sup>20</sup> ». Duplessis fait

bonne figure. Selon le député conservateur de Montréal-Verdun, Pierre-Auguste Lafleur, Duplessis termine sa campagne avec « le sentiment que la classe canadienne-française est favorable à son programme ». (16 janvier)

Au cours de la session de 1935, Duplessis poursuit sur cette lancée. Mordant, le chef de l'opposition est plus populiste qu'auparavant. Dans son premier discours, il ouvre son jeu :

L'opposition a voulu coopérer avec le gouvernement pour toutes les bonnes mesures. Mais elle a constaté que le gouvernement ne veut pas adopter les mesures remédiatrices qui s'imposent. L'opposition ne fait pas une lutte d'homme contre homme, mais une lutte de principes. Elle a constaté depuis deux ans le manque de désir du gouvernement d'agir dans l'intérêt du peuple. Il n'est plus question de coopération. Aujourd'hui, elle ne peut plus coopérer davantage, car ce serait de la complicité. Nous respectons et nous respecterons les personnes, les droits de chacun. Nous disons fermement au gouvernement : nous ne sommes pas nombreux mais nous ne demandons pas de quartier et nous n'en donnerons pas. (10 janvier)

En Chambre, Duplessis expose le gouvernement sous son plus mauvais jour. Il dit qu'il « faut à tout prix débarrasser la province du régime le plus néfaste qu'elle ait connu » (12 mars) ou qualifie l'administration comme « un gouvernement traître à sa race et à sa province ». (28 mars) Il ne craint pas d'offenser ses adversaires. Le premier ministre proteste contre le ton que prennent les débats :

Je dis que jamais l'opposition n'est tombée aussi bas que sous la direction de mon honorable ami. Depuis 35 ans que je siège en cette Chambre, j'ai vu les Leblanc, les Flynn, les Tellier, les Cousineau, les Sauvé, mais jamais ils n'ont conduit leur parti dans les bas-fonds où l'a entraîné mon honorable ami et où il se débat aujourd'hui. (12 mars)

Jamais encore on ne s'était servi d'un tel langage en cette Chambre : « mauvaises lois », dit l'opposition, « lois spoliatrices », « lois iniques », « les ministres ne savent pas lire », « les ministres sont des farceurs », « les ministres n'ont pas lu la loi », « le ministre bafouille ». Et, c'est comme cela depuis le commencement de la session. Il n'y a pas une Législature dans le dominion où l'on se serve de pareil langage. (12 avril)

M. le président, je pourrais suivre le chef de l'opposition, dans le système qu'il a adopté et employer l'injure, les insinuations, les épithètes, pas grossières, mais offensantes. C'est le genre qu'il a adopté depuis le commencement de la session, et il verra où ça le conduira. Même ses amis en sont dégoûtés : ils viennent nous le dire. (10 mai)

En ce qui a trait au programme politique conservateur, les députés de l'opposition officielle parlent en faveur de la jeunesse, de la création d'un crédit agricole provincial, d'un programme de colonisation et de l'acceptation des pensions de vieillesse fédérales. D'un autre côté, cette opposition est petite et dispose de peu de moyen. Malgré le soutien actif d'Antonio Élie, député d'Yamaska, de Paul Sauvé, de Deux-Montagnes, de Martin Beattie Fisher, de Huntington, et de Pierre Bertrand, de Saint-Sauveur, force est de constater que Duplessis est toujours le premier au front. « Vous êtes bien l'opposition à vous tout seul », lui fait d'ailleurs remarquer le premier ministre, à la séance du 10 avril.

Les efforts déployés par Duplessis pour contrôler les actes du gouvernement sont à la hauteur de ses ambitions. Il se dépense sans compter<sup>21</sup>. Lorsqu'un ministériel rappelle que le chef de l'opposition a droit à une indemnité de 5 000 \$ par année, comparativement à 2 500 \$ pour un député, Duplessis sort de ses gonds :

Je tiens aussi à dire que j'ai quitté pour la politique un bureau professionnel, mon bureau d'avocat, qui me rapportait deux fois plus que je ne retire actuellement, sans compter les lourdes dépenses que je dois encourir, avec la perte de ma santé,

et le travail énorme qui m'est imposé. Je défie n'importe quel ministre et n'importe quel député de m'enlever un seul cheveu sur la tête. Je n'ai jamais retiré un sou de la politique, et si j'avais voulu en faire, j'aurais accepté les directorats de compagnies qui m'ont été offerts et que j'ai refusés parce que je trouvais indécent qu'un chef d'opposition ou un ministre pût occuper de telles fonctions publiques et occuper en même temps des directorats. Je suis pauvre. La vie politique m'a ruiné; elle ne m'a pas permis d'amasser un sou, alors qu'avec la pratique de ma profession j'eusse pu amasser une aisance raisonnable. [...] Je n'ai pas de directorats, mais je préfère ma position à celle de quelques autres. Je suis pauvre, ruiné, tandis que quelques-uns des ministres qui ont suggéré cette question sont entrés pauvres dans la politique et sont maintenant riches. (7 mai)

Taschereau reconnaît que ce salaire, son adversaire « le gagne plusieurs fois, le gagne richement, car il travaille fermement ». Les conservateurs en rajoutent. Sauvé tient à rendre hommage à son chef :

Il n'y a pas un homme qui ait mis autant de conscience et de courage à remplir son mandat que lui. S'il est un homme qui travaille, qui est assidu en Chambre, c'est lui. Il a mis tous ses efforts, toute son énergie, tout son bel esprit à servir la cause de sa province et de son parti. Il n'a pas attendu d'être chef de son parti pour agir ainsi : ce fut sa ligne de conduite dès son entrée en Chambre comme simple député. (10 mai)

Pierre Bertrand va dans le même sens, mais le député, qui n'a pas la langue dans sa poche, affirme que Duplessis est toujours là pour lui lorsque vient le temps de rédiger ses motions. « C'est lui qui me fournit les idées », dit-il candide, provoquant l'hilarité chez les parlementaires. On sent déjà la mainmise que veut exercer Duplessis sur ses troupes.

Omniprésent, combatif et convaincu que les libéraux administrent mal le Québec, Duplessis livre donc une rude bataille tout au long de la session.

### **Les « trois mousquetaires » : le Franc Parti**

Partisans de Camillien Houde, chef de l'opposition conservatrice de 1929 à 1931, et ensuite partisans d'Onésime Gagnon, à la convention de Sherbrooke en 1933, Aimé Guertin, Charles Ernest Gault et Laurent Barré siègent comme députés conservateurs indépendants depuis la session de 1934. Peu après, les conservateurs les ont invités à revenir au bercail, mais tous ont refusé. Le 12 décembre de la même année, le parti les a exclus formellement du caucus.

Entre-temps, l'idée de fonder une nouvelle formation politique, le Franc Parti, est discutée par Guertin, par Barré et par Robert L. Calder – organisateur de Camillien Houde dans la campagne à la mairie de Montréal en 1934. Tous souhaitent que Houde adhère au Franc Parti, ce que le maire de Montréal refuse<sup>22</sup>. Un parti est mort-né en quelque sorte.

À l'ouverture de la session de 1935, c'est donc à titre de députés indépendants que les trois hommes siègent à Québec. Selon les termes de Barré, ils ne veulent pas être « serviteur conservateur ou esclave libéral ». (16 janvier) S'il arrive que les journalistes de la Tribune de la presse les désignent comme les représentants du Franc Parti<sup>23</sup>, Taschereau, railleur, les qualifie autrement : « Athos, Porthos et Aramis! Athos, le plus éloquent des trois, le député de Hull (M. Guertin) évidemment, Porthos, le plus suave, le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), et Aramis, le député de Rouville (M. Barré), la plus fine rapière. » (10 janvier)

Le qualificatif est répété à quelques reprises durant la session, ce qui ne heurte aucunement. Laurent Barré répond même, à la séance du 14 février, que les « trois mousquetaires » se feront un plaisir d'apporter leur coopération pour aider le gouvernement à traverser la crise.

Les trois députés indépendants veulent bien concourir avec certaines des mesures du gouvernement, mais ils continuent de revendiquer davantage de mesures sociales. Leurs demandes sont calquées sur le contenu des rapports de la commission des assurances sociales, présidée à l'époque par Édouard Montpetit, directeur de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal.

En 1930, cette commission avait été chargée d'étudier les législations pouvant être adoptées relativement à l'assistance, l'assurance sociale et l'hygiène industrielle.

En résumé, Guertin, Barré et Gault souhaitent la mise en vigueur des pensions de vieillesse fédérales et l'adoption des mesures nécessaires concernant la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle et la sécurité du travail. Ils demandent aussi que des amendements soient apportés aux lois de l'assistance publique et des établissements industriels et commerciaux.

Pour sa défense, le gouvernement affirme avoir tenu compte, dans sa législation, des recommandations de la commission des assurances sociales. À ceux qui en doutent, le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, rétorque :

Si le gouvernement de cette province, en raison de l'acuité et de la persistance de la crise économique, n'a pas jugé à propos de mettre en vigueur certaines recommandations qui, nécessairement, appellent des mises de fonds abondantes, je dois dire qu'il est injuste de prétendre que notre législation sociale n'a pas subi, dans le sens du mieux et du progrès, des modifications importantes, depuis la réception de ce rapport<sup>24</sup>. (13 février)

Tout porte à croire au contraire que les conclusions de la commission Montpetit, déposées en 1932, apparaissaient plutôt comme des « innovations révolutionnaires<sup>25</sup> » aux yeux de Taschereau.

Au cours de la session, les relations sont cordiales entre les libéraux et les dissidents conservateurs. En toile de fond cependant, ce qui dérange davantage, c'est l'apparition de tiers partis. Joseph-Auguste Frigon, député libéral de Saint-Maurice, en fait état : « Nous serons donc en présence de quatre partis : les trois mousquetaires, les vrais libéraux, les vrais conservateurs et les libéraux nationaux [ALN]. Or, il y a dans la province, qu'on ne s'y trompe pas, deux grands partis, le Parti conservateur et le Parti libéral. » (17 janvier) Le trésorier Stockwell est du même avis : « Laissons vivre la démocratie. Ici au Canada, les deux principaux partis, soit le Parti libéral et le Parti conservateur, sont trop importants pour être ainsi balayés. [...] [J]e suis d'avis que le Parti conservateur et le Parti libéral se suffisent à eux-mêmes [...]. » (19 février)

On comprend que ces occurrences concernent l'autre parti, celui qui ne compte encore aucun député à l'Assemblée législative, mais qui fait beaucoup parler de lui : l'ALN.

### **L'Action libérale nationale : la « relibéralisation » du Parti libéral**

En juin 1934, les Montréalais Paul Gouin, Calixte Cormier, Fred Monk et Jean Martineau et, d'autre part, les Québécois Ernest Ouellet, René Chaloult, Émile Boiteau et Horace Philippon se rencontrent à Trois-Rivières pour discuter de la fondation d'une nouvelle formation politique. Les premiers souhaitent fonder l'Action libérale; les seconds, le Parti national. Après discussion, ils ébauchent les fondements de l'Action libérale nationale<sup>26</sup>. Un congrès se tient par la suite à Québec pour structurer l'organisation.

Solidaire du Parti libéral fédéral, l'ALN fera une lutte acharnée au gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau et donnera une voix au nationalisme de l'époque<sup>27</sup>. Le 28 juillet 1934, *Le Devoir* publie le programme de l'ALN, calqué sur le *Programme de restauration sociale*<sup>28</sup>. En prémisses, le régime Taschereau est mis en accusation :

La crise actuelle est due en grande partie à la mauvaise distribution dans le domaine économique, à l'avidité de la haute finance et aux abus de toutes sortes qui se sont glissés dans l'application du régime démocratique. [...] Au Canada et dans la province de Québec, nous en sommes encore aux théories. Nos gouvernants n'ont pas encore pris attitude sur les réformes d'ordre politique, économique et social préconisées par nos esprits les plus avertis.

Le conflit de juridiction entre les pouvoirs municipal, provincial et fédéral (raison qui devient facilement un simple prétexte), la confiance aveugle que certains de nos dirigeants placent encore en des formules dont la crise a démontré le danger, l'influence néfaste de la caisse électorale, l'absence de collaboration entre nos hommes politiques et nos économistes, l'inorganisation de l'opinion publique



retardent indéfiniment l'exécution des mesures les plus importantes et nous privent du plan d'ensemble qui seul nous permettra de remédier intelligemment à la situation.

L'Action libérale nationale est née de la nécessité de cette évolution. L'Action libérale nationale est née de la nécessité d'une action politique vivante et constructive qui, tout en sachant reconnaître la valeur de certaines œuvres antérieures et le mérite de leurs auteurs, se préoccupe avant tout du présent et de l'avenir. L'Action libérale nationale est née de la nécessité d'adapter la politique provinciale aux besoins urgents d'aujourd'hui, but qui actuellement ne saurait être atteint que par la « relibéralisation » du Parti libéral provincial<sup>29</sup>.

Afin d'assurer une meilleure répartition des richesses et afin d'enrayer le chômage, l'ALN présente un vaste plan de réformes socio-économiques : réformes agraires, ouvrières, économiques, financières, politiques et administratives, électorales, fiscales et judiciaires. En particulier, les trusts de la finance, de l'électricité et du papier sont ciblés comme responsables du piètre niveau de vie des Canadiens français. On dénonce aussi la présence de ministériels dans les conseils d'administration d'entreprises faisant affaire avec le gouvernement; on souhaite abolir la fonction de lieutenant-gouverneur; on entend ramener le bulletin de vote avec talon; et on explique vouloir réglementer les souscriptions aux fonds électoraux faites par les compagnies et limiter les souscriptions électorales individuelles.

En prônant les mesures présentes dans les deux moutures du *Programme de restauration sociale* – initiées par l'École sociale populaire de Montréal que dirige le père jésuite Joseph-Papin Archambault –, l'ALN s'attire naturellement les sympathies du milieu cléricale, des Jeune-Canada, de *L'Action catholique* et du *Devoir*. Les membres influents de l'Union des cultivateurs catholiques (UCC) et de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), traditionnellement associés aux conservateurs en matière politique, ne restent pas indifférents non plus<sup>30</sup>. Et si, au départ, Philippe Hamel décide de ne pas se rallier au mouvement, il changera d'avis en avril 1935<sup>31</sup>.

Peu de vieux libéraux se joignent à la cause de ces jeunes contestataires<sup>32</sup>. En revanche, l'appui des conseillers législatifs Ouellet et Thériault est majeur, puisqu'il implique que le programme de l'ALN trouvera écho dans les débats du Conseil législatif durant la session de 1935. Un autre appui de taille provient d'Édouard Lacroix, député libéral de Beauce à la Chambre des communes. Ce dernier est respecté dans sa circonscription et, par surcroît, il désapprouve entièrement les politiques de Taschereau. Lacroix invite donc les membres de l'ALN à venir parler de leur programme dans une assemblée à Saint-Georges de Beauce, le 12 août 1934<sup>33</sup>. Plus de 6 000 personnes se déplacent pour entendre Paul Gouin et ses sympathisants.

S'ensuivent plusieurs assemblées en province et de nombreuses causeries à la radio. L'ALN remporte un franc succès. On en veut pour preuve les commentaires que font les députés sur le parquet de l'Assemblée législative en 1935.

Pierre Bertrand, député conservateur de Saint-Sauveur, fait d'abord référence au fait qu'il y a « des libéraux qui sont fatigués du régime, et [qui] veulent fonder un nouveau parti ». (16 janvier) Le député libéral d'Iberville, Lucien Lamoureux, dit ensuite ne pas s'occuper « du nouveau Parti libéral », bien qu'il prône lui-même davantage de mesures sociales. (23 janvier) Hortensius Béique, député conservateur de Chambly, compare le Parti libéral et l'ALN : « Actuellement, dans Québec, il y a un parti libéral qui passe pour être exclusivement et sauvagement familial. Par contre, un Parti libéral se proclame avant tout, envers et contre tous, national. » (12 février) Aimé Guertin, l'un des « trois mousquetaires », en rajoute : « N'a-t-on pas vu un Paul Gouin, fils d'un ancien premier ministre libéral, las de l'inertie du gouvernement, faire le geste de rompre avec son parti et réussir à lancer un nouveau mouvement politique. » (12 février)

Quant au premier ministre Taschereau, il n'en fait pas de cas particulier, convaincu qu'il est que les tiers partis ne vont jamais bien loin. Son expérience politique lui dicte que tout finira par rentrer dans l'ordre, que les libéraux dissidents rentreront dans le rang le temps venu. Bref, Taschereau ne se fait pas de bile, comme en témoigne cet extrait :

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre parle d'accord chez les libéraux et de chicane chez nous, lui qui a été dénoncé par le fils de l'ancien premier ministre libéral de cette province, M. Gouin; dénoncé par un ancien ministre, M. Lapointe; dénoncé par deux anciens collègues maintenant conseillers législatifs; dénoncé par des libéraux les plus ardents. Il devrait être le dernier à parler de chicanes chez ses adversaires.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition parle de ceux qui ne s'entendent pas. Et de votre côté? Sherbrooke? Sherbrooke et Houde et les trois messieurs qui sont là? Et Ottawa? Je ne vous souhaite qu'une chose, c'est d'être aussi unis que nous le sommes dans la famille libérale; je vous souhaite dans la famille tory, qu'on soit aussi heureux, aussi unis, aussi loyal que chez nous.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous ne dites pas ça sans rire, dites? Vous n'en êtes pas capable?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** rit. (Rires dans les galeries)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous voyez bien, il rit!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La famille libérale s'entend bien. Il y a eu quelques défections. On a parlé du fils d'un ancien premier ministre. Si M. Paul Gouin croit devoir renier ses propres amis, se séparer du Parti libéral pour s'unir à mon honorable ami, et la chose se fait, mon honorable ami le sait, si M. Gouin croit devoir nous quitter, ça n'est pas une défection, c'est un abandon. Le Parti libéral le regrette, car s'il y a un beau nom intimement lié à l'histoire du Parti libéral, un nom porté par un des auteurs, un des continuateurs de l'œuvre du Parti libéral, c'est bien celui de M. Gouin. M. Gouin a cru devoir renier le parti de son père. Il a cru devoir renier ses amis libéraux pour aller dans une autre voie. Ce n'est pas nous qui le laissons, c'est lui qui nous laisse pour tomber dans les bras de mon bon ami. Il est tombé dans les bras du Parti conservateur. Je lui souhaite du succès là où il est tombé. (16 mai)

Maurice Duplessis se défend bien d'avoir formé une alliance avec l'ALN, bien qu'il dise estimer les qualités de Gouin, « malgré les divergences d'opinions qui nous séparent ». Taschereau lui rappelle pourtant que des journaux rapportent que Gouin avait demandé à ses membres de ne s'attaquer ni à Bennett ni à Duplessis.

Officiellement, parmi la cohorte des députés libéraux de l'Assemblée législative, aucun n'a rompu les liens avec leur parti. Sauf qu'Oscar Drouin, député de Québec-Est, fait montre de dissidence, plus encore qu'au cours des sessions précédentes. Dès son premier discours de la session, il met carte sur table :

M. l'Orateur, plus que jamais nous réalisons que nous, législateurs, nous sommes les continuateurs d'une lignée historique. Nous sommes membres d'un aréopage dont les membres se renouvellent sans cesse, qui ne doit jamais s'éteindre comme la lampe du sanctuaire, à qui a été confiée la mission d'assurer à la population les instruments d'une vie heureuse et féconde : mission donnée tout au début de notre régime représentatif, en 1792, et continuée depuis aux corps constitués pour l'administration du pays. [...]

J'entends rester libéral. Personne ne peut m'en empêcher. Le libéralisme n'est pas une question de faits ni de personnes mais un ensemble de doctrines philosophiques, sociales, économiques, nécessaires. Je serai libéral, toujours! Mais un libéral doré, jamais! Un libéral contre les trusts, toujours! Un libéral pour les trusts, jamais! Libéral-tory, jamais! Je suis libéral contre la dictature économique, toujours! On devra m'accepter comme cela, pas autrement. À la prochaine élection, je me présenterai comme cela, avec mon programme de réformes. [...]

Le libéralisme est pour moi la grande formule, la seule formule politique qui convienne au monde moderne. Aujourd'hui, cependant, il y a dans tous les pays un fort courant social dont il faut que les libéraux tiennent compte et qui s'accorde merveilleusement avec les principes qui sont à la base de leur doctrine. Le libéralisme devra devenir de plus en plus social ou il sera révolutionnaire. (15 janvier)

Mais les rumeurs de défection vont bon train. L'ALN invite les libéraux mécontents à les rejoindre. Au point que les professions de foi libérales sont chose courante durant la deuxième moitié de la session, surtout après que le journal montréalais, le *Star*, eut annoncé le départ de quelques ministériels :

- Joseph-Achille Francoeur, député libéral de Montréal-Dorion : « Je n'ai aucune intention de quitter les rangs et il me fait plaisir d'affirmer publiquement ma confiance envers le chef du gouvernement actuel, le gouvernement et le Parti libéral de cette province. Non seulement je suis libéral, mais je déclare que je ferai la lutte aux côtés de mon chef, l'honorable M. Taschereau. » (1<sup>er</sup> mars)
- Joseph Samson, député libéral de Québec-Centre : « Je suis libéral depuis 55 ans et je le resterai tant qu'il y aura un Parti libéral. J'ai exprimé parfois des idées qui m'ont valu des reproches. Des chefs libéraux m'ont même traité de fou, mais je serai libéral tant que mon parti continuera à servir la province [...]. » (1<sup>er</sup> mars)
- Oscar Drouin, député libéral de Québec-Est : « Depuis le début de la session, j'ai pris certaines attitudes indépendantes, mais je reste fidèle au Parti libéral et attaché aux principes du libéralisme. » (1<sup>er</sup> mars)
- Télesphore-Damien Bouchard, président de l'Assemblée législative et député libéral de Saint-Hyacinthe<sup>34</sup> : « Vingt fois on m'a demandé de prendre la direction de groupements politiques nouveaux qui étaient prêts à se lancer à l'attaque du gouvernement actuel; vingt fois j'ai refusé parce que je prétendais, comme je prétends encore, que le salut d'une nation ne se trouve pas dans le remplacement des hommes, mais dans le changement des idées et des principes d'administration. Quoique d'une nature absolument indépendante et réfractaire à un joug de domination quelconque, je suis un libéral de la vieille école des Laurier et des Mercier, croyant que notre parti, dont le principe fondamental est le relèvement des classes populaires, est assez grand pour contenir des hommes d'opinions différentes sur des problèmes particuliers, se réservant le droit d'essayer de faire triompher, même ouvertement, leur credo politique contre leurs chefs, pourvu qu'ils restent loyaux à ces chefs et surtout à ce grand principe fondamental. (25 avril )

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les idées prônées par l'ALN font leur chemin à l'Assemblée législative même si aucun représentant de cette formation n'y siège encore.

### **Le discours du trône**

Le 8 janvier, le nouveau lieutenant-gouverneur Ésiouff-Léon Patenaude prononce le discours inaugural<sup>35</sup>. Il parle des événements qui ont marqué l'année : la crise, la lente reprise économique, le congrès de la colonisation et la commission sur l'électricité. Patenaude enchaîne en faisant un bref bilan financier dans lequel il annonce la création de nouvelles taxes :

Les revenus de la province ont diminué d'au-delà de \$10,000,000; et, cependant, les besoins n'ont cessé d'augmenter, surtout à cause du chômage et des misères qu'il entraîne. Ce serait détruire le crédit et la vie économique de la province que d'essayer de faire face aux nécessités actuelles par des emprunts et d'en grever l'avenir. Il faudra donc prévoir de nouvelles sources de revenus, surtout pour l'assistance publique qui obère lourdement le budget provincial. Je crois pouvoir compter sur le patriotisme et l'esprit public de notre population pour accepter un léger fardeau additionnel qui est cependant absolument nécessaire.

Il passe ensuite au programme législatif :

La colonisation, le retour à la terre et le soin de garder attachés au sol les fils des cultivateurs constituent le grand problème de l'heure. Le gouvernement vous demandera de voter \$10,000,000 pour ces fins, et d'approuver un plan de politique colonisatrice vigoureuse. [...]

Enfin, le rapport de la commission d'enquête sur l'électricité suggérera probablement certaines réformes auxquelles il faudra donner suite.

Pour terminer, le lieutenant-gouverneur rappelle aux parlementaires que l'année 1935 marque le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du roi George V au trône. Le jubilé sera souligné dans tous les pays du Commonwealth.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par Alexandre Gaudet, député libéral de Nicolet. Il trouve les mots justes pour qualifier ce que sera, en grande partie, la session parlementaire de 1935 : « cette session, [...] portera dans l'histoire, j'en ai la conviction, le nom de session de la colonisation [...]. » Pour sa part, Jules Dorion, directeur de *L'Action catholique*, écrit que le temps des illusions est fini et que le travail des parlementaires « devra être ardu » pour mener à terme le train de mesures annoncé :

La confiance renaît, le monde se relève, et c'est vrai. Mais il est vrai aussi qu'il est toujours onéreux et souvent difficile de réédifier après un désastre. Quand le chômage a atteint l'acuité d'aujourd'hui; quand surtout il dure depuis aussi longtemps, personne ne peut nier l'étendue des dégâts à réparer. [...]

Plus que jamais les contribuables doivent se convaincre que les règlements et la législation ne sauraient seuls suffire à tout, et que chacun a sa part de sacrifice à faire pour contribuer au bien commun. [...]

Prions pour que nos législateurs travaillent avec sincérité et désintéressement; prions aussi pour que les administrés détournent les yeux des petits intérêts particuliers pour s'élever jusqu'à l'intérêt, qui est en définitive l'intérêt de chacun<sup>36</sup>.

Jusqu'au 17 janvier, date de l'adoption de l'adresse, les députés campent leur position respective sur les divers sujets d'actualité : le congrès sur la colonisation, la « commission Lapointe », les trusts, l'extension des contrats collectifs de travail, la crise, le chômage, les secours directs, la dette des municipalités, la jeunesse, le conseil économique, les assurances-chômages, les pensions de vieillesse, les directorats du premier ministre, l'ALN, etc.

Le ton est acrimonieux. L'heure est au règlement de comptes. « M Duplessis attaque et M. Taschereau défend le régime », résume *Le Devoir*<sup>37</sup>. « C'est une déclaration de guerre véritable que l'on s'est faite de part et d'autre », complète *L'Action catholique*<sup>38</sup>. Bref, selon *La Patrie*, on inaugure une session mouvementée avec, d'un côté, « un jeune politicien montant à l'assaut » et, de l'autre, « un chef de parti, sur la brèche depuis 15 ans, déployant une ardeur étonnante en défendant la forteresse qu'il commande et qui a paru inexpugnable »<sup>39</sup>.

### Les finances publiques

Le 7 février, le trésorier Ralph Frederik Stockwell prononce le discours sur le budget. Il passe en revue la situation économique pancanadienne pour en tirer un constat : « Le cultivateur est la clef de voûte de l'économie canadienne. » Il parle de la reprise des activités économiques, sans oublier qu'il reste encore un nombre élevé de sans-travail. Il se réjouit au moins qu'il n'y ait pas eu de grèves ou de lock-out notoires durant la dernière année.

Les revenus de la province sont équivalents à ceux du dernier exercice financier, c'est-à-dire bien en deçà des prévisions. Pour l'année fiscale 1933-1934, il dévoile des revenus de

28,2 millions de dollars contre des dépenses de 33,8 millions de dollars, ce qui correspond à un déficit de plus de 5,5 millions de dollars.

Les estimés budgétaires pour 1935-1936 sont de l'ordre de 33,5 millions de dollars pour les recettes et de 35,8 millions de dollars pour les dépenses. Le déficit prévu est de plus de 2,2 millions de dollars. Pour l'année courante, le gouvernement entend consacrer 18 % de son budget pour éponger les intérêts de la dette publique et 9 % pour constituer un fonds d'amortissement. En haut du pavé également, il y a la Voirie et les Mines qui ont droit à une part de 15,1 % du budget. En ordre décroissant viennent ensuite l'Agriculture, le Secrétaire de la province, l'Instruction publique, le Gouvernement civil, l'Administration de la justice et les Travaux publics, Chasse et Pêcheries qui, respectivement, se partagent des montants correspondant à 7 % de l'assiette fiscale en moyenne. Précisons toutefois que les 10 millions de dollars alloués à la colonisation ne sont pas comptabilisés dans cet énoncé.

Pour une deuxième année consécutive, Martin Beattie Fisher, député de Huntington, est le critique conservateur en matière de finances; Fisher sera d'ailleurs trésorier dans le premier gouvernement Duplessis, entre 1936 et 1939. Dans son discours, il s'inquiète de l'augmentation de la dette et dénonce le fait que la somme annuelle payée en service d'intérêts sur la dette a plus que doublé depuis l'entrée en fonction du trésorier en 1932.

Sur une note positive, Hortensius Béique, député conservateur de Chambly, est heureux de constater que le gouvernement ait décidé, après 14 années, dit-il, de « rendre ses comptes à la Législature, conformément à la loi, non d'après les recettes et les déboursés, mais d'après les revenus et des dépenses ». (12 février) Le même jour, Charles Allan Smart, député conservateur de Westmount, présente, sans succès, une motion de blâme à l'encontre du gouvernement, réclamant plus d'argent pour l'agriculture et davantage de lois sociales pour la classe ouvrière.

Le débat sur le budget se prolonge jusqu'au 19 février.

### **Les faits marquants de la session**

Taschereau et Duplessis se livrent une lutte ardente sur le parquet de la Chambre. À de multiples reprises, le chef de l'opposition accuse le premier ministre de faire de la politique préélectorale; Taschereau se défend en attaquant les politiques conservatrices du premier ministre canadien en matière de chômage. Les parlementaires savent qu'il s'agit de la dernière réunion du Parlement avant le déclenchement des élections générales, tant à Québec qu'à Ottawa. Ils veulent montrer ce qu'ils ont dans le ventre.

Cette session est, pour l'époque, la plus longue des annales parlementaires depuis la Confédération. L'opposition officielle étudie la majeure partie des projets de loi ainsi que les crédits des départements dans les moindres détails; elle montre la même vigueur jusqu'à la dernière minute de la session. Les députés siègent donc du 10 janvier au 18 mai 1935, réparti en 78 séances de travaux. Un total de 153 bills sont présentés en premier lieu à l'Assemblée législative et trois au Conseil législatif. Sur ce nombre, 179 seront sanctionnés par le lieutenant-gouverneur.

### **Le plan Vautrin**

Le 8 août 1934, c'est en ces termes que le premier ministre annonce la tenue d'un congrès à Québec sur la colonisation :

La colonisation est certes l'œuvre essentielle à notre prospérité nationale. Nous avons décidé, à la prochaine session provinciale, de demander à la Législature de voter un emprunt d'au moins 10 000 000 \$ tout entier destiné à la colonisation. Nous voulons grouper nos colons, faire des échanges de terrain avec les compagnies forestières, afin d'ouvrir aux fils du sol des régions qui leur étaient fermées, puis leur donner de plus grandes facilités d'établissement. À cet effet, nous convoquerons cet automne, à Québec, un grand congrès de colonisation auquel nous inviterons nos évêques, nos missionnaires-colonisateurs et les apôtres du mouvement, pour les consulter et recevoir leurs avis sur la manière la

plus utile de donner de l'ampleur à cette politique et d'obtenir les meilleurs résultats. Mais à la colonisation sur des terres nouvelles se rattachent intimement le retour à la terre et l'établissement des fils de cultivateurs dans les vieilles paroisses. Ceux-ci devront avoir leur large part des 10 000 000 \$. Il y a beaucoup de terres libres dans la province; nous voulons y placer les jeunes gens des vieilles paroisses que ces terres pourront faire vivre.

Les 17 et 18 octobre, au Café du Parlement, 300 congressistes discutent de colonisation, sous la présidence d'Irénée Vautrin, le nouveau ministre de la Colonisation. Treize sujets sont à l'étude, passant des besoins des colons, aux principes du retour à la terre, à la classification des sols<sup>40</sup>. Le 24 octobre, preuve de la bonne volonté du gouvernement, un arrêté ministériel ouvre à tous les cultivateurs la subvention destinée à l'établissement de leurs fils sur une terre. Depuis deux ans, cette subvention était limitée à 20 jeunes par comté.

En Chambre, le 27 février 1935, le ministre Vautrin présente les résolutions relatives au bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre. Dans un long discours, il montre que la lutte au chômage passe par l'agriculture. Il s'agit de permettre aux chômeurs de recommencer une vie nouvelle sur un lot de colonisation, à une époque, faut-il le rappeler, où il se faisait encore beaucoup d'agriculture de subsistance<sup>41</sup>. Le ministre parle simplement de « prospérité relative » pour « assurer aux travailleurs de bonne volonté le pain de chaque jour ».

Après avoir rappelé que le plan Gordon n'avait pas donné les résultats escomptés et qu'en plus, en ce qui a trait à la présente mesure, le fédéral n'offrait que « les services consultatifs de ses techniciens », Vautrin explique son plan de colonisation :

Le plan fédéral [plan Gordon] n'a pas donné les résultats qu'on en espérait, les municipalités se trouvant pour la plupart incapables de contribuer. De là, nécessité d'un nouveau plan qui sera défrayé totalement par la province. Nous procéderons par groupes de cinquante à la fois. Les chefs de famille ou célibataires se rendront sur les lieux à leurs frais ou aux frais d'une société de colonisation.

Ils formeront une colonie et bâtiront d'abord quatre maisonnettes qui serviront plus tard à quatre nouveaux colons. Ils vivront en commun. Les chevaux et le matériel appartiendront au gouvernement. Les 50 défricheurs gagneront \$1.60 par jour à construire les chemins. On retiendra environ 40 sous par jour pour la pension, \$1 pour les frais de déplacement de la famille et du ménage, et la balance lui sera remise pour l'achat d'outils et de vêtements.

Au bout de deux mois, le colon, maintenant seul sur son lot, pourra faire venir sa famille. Il touchera une prime de \$100 pour la construction de la maison, laquelle sera bâtie sur un plan identique. Il recevra aussi une prime d'établissement de \$15 de l'acre jusqu'à concurrence de \$75, une prime d'ensemencement et la prime additionnelle du colon nécessaire variant de \$50 à \$100 pour les pères de famille, et de \$30 pour les célibataires. La seconde année, il aura les revenus des primes ordinaires, de la vente du bois, des travaux de chemins, et les graines de semence lui seront distribuées gratuitement, et la prime additionnelle s'il était jugé nécessaire.

Les chemins et les maisons sont bâtis aux frais de l'État. Le colon s'installe immédiatement avec sa famille sur le lot choisi. Il se met à défricher. Il a droit à la prime spéciale d'établissement, à celle d'ensemencement et à la prime additionnelle, si c'est nécessaire. Les déplacements du colon et de sa famille sont aux frais d'une société de colonisation. Nous jugerons si cette expérience est concluante ou non.

Vautrin indique que le gouvernement entend relier les nouvelles régions de colonisation au reste de la province par des chemins, « afin que l'on puisse pratiquer le système de colonisation de "proche en proche" ». Drôle retour de l'histoire, l'intendant Jean Talon faisait les mêmes recommandations au ministre de la Marine en 1665<sup>42</sup>. D'ailleurs, les ministériels ne

manquent pas de comparer le plan Vautrin à l'œuvre de l'illustre Talon ou à celle du curé Labelle dans les pays d'en haut.

Dans les semaines qui suivent, les députés se prononcent sur le projet de loi. Aimé Guertin, député indépendant de Hull, juge que le bill « constitue l'effort le plus sérieux, le plus complet, que l'on ait tenté dans cette province pour l'œuvre magnifique de la colonisation ». (28 février) Le secrétaire de la province, Athanase David, parle de cette mesure comme étant vouée à « agrandir notre patrimoine national ». (28 février)

Les conservateurs, quant à eux, se prononcent contre le bill 44. Duplessis avait refusé de participer au congrès national de la colonisation à l'été 1934. Il s'agissait, selon lui, d'une manœuvre politique, « un congrès destiné à l'édification des voteurs ». (27 février) En Chambre, il parle de corruption électorale dans le département de la Colonisation et montre que le gouvernement est responsable du marasme dans le quel se trouve la colonisation :

Il y a neuf grands obstacles à la colonisation et dont le gouvernement est responsable. Le premier obstacle est dans le fait que la classification des lots n'est pas encore faite. Deuxième obstacle : pas de séparations entre les régions de colonisation et forestières. Troisième obstacle : diminution des primes quand rien dans la loi Vautrin n'indique qu'on remédiera à la situation. Quatrième obstacle : notre loi des terres et forêts qui favorise les marchands de bois au détriment de la colonisation. Cinquième obstacle : le gouvernement n'a pas de plan d'ensemble. Sixième obstacle : il y a des hypothèques de \$483,000,000 sur les terres de la couronne. Septième obstacle : le gouvernement ne donne aucune garantie raisonnable qu'il ne fera pas de politique avec la colonisation, contre l'ingérence induite de la partisanerie dans la distribution des octrois. Huitième obstacle : empiètement du ministère de la Colonisation sur celui de l'Agriculture; les départements de l'Agriculture et de la Colonisation devraient être fondus ensemble, car il n'y a pas de colonisation sans agriculture. Le ministère de l'Agriculture lui-même se désintéresse d'une question aussi importante. Neuvième obstacle : réserves forestières qui ferment l'accès de la forêt colonisable au colon. (12 mars)

Pour l'opposition officielle, enfin, la somme allouée de 10 millions de dollars est insuffisante pour garantir le succès de la colonisation et du retour à la terre. Ils votent donc contre le projet de loi qui est sanctionné le 2 mai 1935.

Parallèlement, d'autres mesures sont présentées par le ministre Vautrin pour favoriser la colonisation : le bill 55 modifiant la loi des sociétés de colonisation; le bill 67 modifiant la loi George V, chapitre 41, pour promouvoir le retour à la terre; le bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques; le bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation; le bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons; et le bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation.

Pour sa part, le ministre de l'Agriculture, Adélard Godbout, parraine le bill 22 relatif au crédit agricole, donnant au gouvernement le pouvoir d'abaisser à près de 3 % l'intérêt payé par les cultivateurs qui ont adhéré au programme de crédit agricole du fédéral.

### **Les suites de la commission Lapointe**

Jamais peut-être une question purement provinciale n'a plus intensément ému l'opinion publique que celle de l'électricité en ces derniers temps. Depuis bientôt trois ans, du nord au sud, de l'est à l'ouest de notre province, dans les conversations journalières, on parle d'électricité. De très nombreuses et de très importantes assemblées sous le rapport de l'assistance ont été tenues dans la plupart de nos villes.

La grande presse a consacré une partie considérable de ses colonnes aux comptes rendus des activités de ceux qui ont défendu le pour et le contre du maintien de

notre système actuel de régie de nos forces hydroélectriques. Les journaux d'opinions ont écrit, en page éditoriale, de nombreux et savants plaidoyers en faveur et contre la municipalisation de la vente de l'électricité et la nationalisation de sa production. Cette question de l'électricité dépasse donc par son ampleur les problèmes sur lesquels les partis de droite ou de gauche font leurs luttes coutumières. (Télesphore-Damien Bouchard, 25 avril 1935)

T.-D. Bouchard est un chaud partisan de la municipalisation de l'électricité. À titre de maire de la ville de Saint-Hyacinthe, celui-ci venait tout juste de faire acheter, par sa municipalité, des turbines au diesel pour fabriquer de l'électricité et concurrencer la compagnie locale d'électricité<sup>43</sup>.

De l'avis du député Oscar Drouin, si la population en général se sent à ce point concernée par cette question, c'est grâce à la « campagne brillante » menée par le président de l'Assemblée législative et député de Saint-Hyacinthe, T.-D. Bouchard, et par le dentiste de Québec, Philippe Hamel.

Pressé donc par l'opinion publique, Taschereau annonce la création de la « commission d'enquête sur l'électricité de la province de Québec » pour renseigner le gouvernement sur l'état de l'industrie hydroélectrique et pour guider, à l'avenir, ses politiques en la matière. Le 23 août 1934, Ernest Lapointe, Augustin Frigon et George C. McDonald sont nommés commissaires. Lapointe agit à titre de président de la commission. Il est bien au fait du débat, lui qui avait été avocat de la Ville de Québec lorsque celle-ci avait tenté de municipaliser l'électricité en 1933.

Le mandat des commissaires consiste à étudier, premièrement, les coûts et les avantages de la nationalisation ou de la municipalisation de l'électricité. Deuxièmement, ils doivent comparer les différents tarifs d'électricité en vigueur et s'enquérir de la possibilité de les réduire. Enfin, ils doivent proposer des moyens pour favoriser la diffusion de l'électricité dans les municipalités rurales.

Les audiences s'ouvrent à Montréal, le 5 novembre 1934. Pendant deux jours, T.-D. Bouchard prend la parole à titre de délégué de l'Union des municipalités, de délégué de la Ligue des consommateurs d'électricité et de délégué spécial de 26 municipalités qui produisent ou qui distribuent de l'électricité. Il plaide que l'électricité est devenue un « service d'utilité publique au même degré que les postes, l'aqueduc et les égouts » et déplore que la commission de l'électricité ne soit qu'une commission d'études et non pas une commission royale d'enquête<sup>44</sup>.

À Québec, le 13 novembre, la commission entend Philippe Hamel qui dépose un mémoire fracassant intitulé *Le trust de l'électricité : agent de corruption et de domination, centre de la dictature économique*. Sa déposition montre les avantages de la nationalisation et de la municipalisation, de même que la supériorité de la régie publique sur l'entreprise privée dans le domaine de l'électricité. Hamel provoque un mouvement de panique chez les actionnaires de compagnie d'électricité. Dans ses mémoires, T.-D. Bouchard raconte :

Les esprits s'échauffèrent à tel point qu'à la Bourse on craignit, un moment, une panique dans le cours des valeurs mobilières de l'électricité. Pour l'éviter, le premier ministre fit appel aux journaux afin d'engager les détenteurs d'obligations et d'actions des compagnies de pouvoir, de ne pas se départir de leurs placements; toutes les mesures nécessaires seraient prises par le gouvernement pour protéger leurs intérêts en même temps que celui des consommateurs. Ainsi la panique fut-elle évitée et l'enquête put-elle se poursuivre sans incident fâcheux<sup>45</sup>.

Taschereau calme les inquiétudes des détenteurs d'actions et d'obligations comme suit :

Les attaques actuelles contre nos compagnies de services publics ont eu le résultat prévu : leurs porteurs d'obligations et leurs actionnaires deviennent nerveux et veulent jeter leurs valeurs sur le marché. Par les temps difficiles que nous traversons, ce serait un désastre. Je reçois des appels de veuves, d'administrateurs de successions, de communautés religieuses, me demandant



que faire, car ils ont placé dans ces compagnies des millions, parfois tous leur avoir, les économies de toute une vie de travail, l'avenir de leur famille. Je les prie de ne pas s'émouvoir. Si le résultat de l'enquête Lapointe est de rajuster les taux, cette commission, j'en suis sûr, mettra fin à une campagne qui ébranle, à tort ou à raison, la confiance du public, si nécessaire à toute entreprise financière. Qu'on soit sûr également que le gouvernement verra à protéger les capitaux et l'épargne populaire. J'ai la ferme confiance que les dirigeants de la campagne actuelle n'ont nullement le désir de ruiner ni nos institutions ni notre population.

À tous je dis de prendre confiance et de ne pas prendre peur. Qu'on garde ses bonnes valeurs. Elles ne courent aucun danger<sup>46</sup>.

Selon l'historien Bernard Vigod, Taschereau « espérait naturellement que l'enquête viendrait soutenir sa vision des choses, et il ne lui répudiait pas d'attirer l'attention de Lapointe sur des articles ou des documents qui critiquaient la propriété publique<sup>47</sup> ».

La commission se transporte ensuite de nouveau à Montréal, puis à Hull, à Rimouski et à Chicoutimi avant de revenir à Québec et à Montréal. L'enquête terminée le 15 décembre 1934, les commissaires doivent déposer leur rapport le 1<sup>er</sup> janvier 1935. Or, ce n'est que le 22 janvier que le premier ministre dépose sur le bureau de la Chambre le rapport unanime de la commission (Document de la session no 58).

C'est lorsque le bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec est étudié, le 25 avril, que les parlementaires font un retour sur le contenu du fameux rapport. Le ministre des Terres et Forêts, Honoré Mercier fils, rappelle les principes qui ont orienté les politiques du régime libéral en matière d'électricité :

Dès les débuts de notre ère industrielle, l'énergie électrique est apparue comme l'un des premiers et indispensables facteurs de la prospérité et du progrès. L'aménagement de nos forces hydroélectriques remonte à 1912. Au début, l'aménagement présentait des problèmes très compliqués. Lorsqu'une compagnie privée faisait son installation, on entendait parler de la hardiesse de ces pionniers qui risquaient leurs capitaux dans de telles entreprises.

[...] Mais son rôle originaire d'auxiliaire, avec les nombreuses applications domestiques de l'électricité, s'est profondément modifié. De la vie industrielle, dont elle constituait en quelque sorte le rythme, les pulsations, l'utilisation de l'électricité s'est transportée dans notre vie économique et sociale, faisant ainsi surgir de nouveaux problèmes et des nouvelles théories.

[...] La production de l'énergie électrique s'est donc révélée, dès les débuts de notre ère industrielle, l'un des premiers et indispensables facteurs du succès et de la prospérité. Dans la province de Québec, elle a toujours été intimement liée, de par la nature même des ressources exploitées, aux progrès de nos industries. Le gouvernement a toujours été conscient de cette étroite corrélation entre l'exploitation des forces hydrauliques et celle des autres ressources naturelles.

C'est pourquoi, dans ce domaine comme dans les autres, il a cru devoir laisser s'exercer l'entreprise et l'initiative privée.

Au sujet de la nationalisation complète de l'hydroélectricité, Mercier souligne que les commissaires ont écarté cette possibilité. Quant à la municipalisation, dit-il, ils ont conseillé d'accorder ce droit à Québec et à Montréal, mais le ministre prend soin d'indiquer que toutes les autres municipalités avaient déjà ce droit, selon les statuts de la province.

Au dire de Mercier, le bill 20, qu'il parraine, s'inspire des conclusions du rapport qui, en conclusion, recommande la création d'une commission de contrôle sur le régime d'entreprise privée. Le projet de loi, en effet, institue la « Commission d'électricité de Québec », composée de trois membres, et dotée des pouvoirs nécessaires pour « rendre accessible au plus grand nombre possible de citoyens l'usage de l'énergie électrique, aux meilleures conditions

compatibles avec l'efficacité du service, d'après un tarif raisonnable établi tant dans l'intérêt du consommateur que dans celui du bailleur de fonds ».

En comité plénier, le président de l'Assemblée législative reprend son siège à titre de député et participe ainsi aux débats. T.-D. Bouchard parle deux jours durant<sup>48</sup>. Il se dit déçu des conclusions du rapport de la commission. Selon lui, l'étatisation partielle, recommandée par l'Union des municipalités, est la vraie solution au problème. Par expérience, il aurait espéré un encouragement plus significatif à la municipalisation de l'électricité.

Politicien, T.-D. Bouchard sait qu'il faut parfois faire des compromis. En même temps qu'il critique les positions adoptées dans le rapport de la commission, il demeure convaincu que la nationalisation n'est pas possible dans l'immédiat. En date du 28 mars 1935, il écrit à Taschereau. Il lui demande une loi « qui forcerait les compagnies à arrêter leur spéculation incontrôlée sur les titres d'électricité » et demande des taux raisonnables pour tous les consommateurs. « Nous pouvons arriver à ces objectifs sans compromettre les droits légitimes des compagnies et immobiliser les fonds de la province », termine-t-il, en réclamant néanmoins des lois qui permettraient au gouvernement, « si les compagnies refusent d'accorder des taux raisonnables, de vendre nous-mêmes de l'énergie aux municipalités désireuses de la revendre au public à un prix équitable »<sup>49</sup>.

En dépit donc du ton qu'il adopte dans son discours, il appert que T.-D. Bouchard appuie les projets de loi sur l'électricité présentés par le gouvernement durant la session. C'est ce qu'il écrira dans ses mémoires :

Le rapport de la commission fut favorable à notre cause et les grandes compagnies se rendirent compte que la nationalisation avait fait un pas de géant dans notre province au cours des dernières années. [...] Le premier résultat de l'enquête se traduisit par l'adoption, par le gouvernement, de trois lois que notre groupe de réformateurs recommandait depuis longtemps. L'une d'elles créait la Commission de l'électricité, chargée de réglementer la production et la vente de l'électricité; la seconde favorisait sa municipalisation et la troisième, l'électrification rurale. Ainsi, le gouvernement s'acheminait, petit à petit, vers la nationalisation partielle des pouvoirs d'eau, mesure que je trouvais indispensable pour mettre fin aux abus des monopoles<sup>50</sup>.

L'historien Robert Rumilly affirme même que c'est Bouchard qui inspire les « trois bills fondés sur les conclusions du rapport Lapointe<sup>51</sup> ».

Oscar Drouin n'est pas de la même fibre que Bouchard. Plus pressé, le député libéral de Québec-Est continue d'élargir le fossé qui le sépare des ministériels. Amèrement déçu par le rapport Lapointe, il affirme que le bill 20 fait fi des recommandations les plus importantes de la commission d'études. En clair, il souhaite la nationalisation de l'électricité et annonce qu'il votera contre le projet de loi. Dans *L'Action catholique*, on publie qu'il est question d'une rupture définitive, « l'organisation libérale ayant décidé l'excommunication politique du député actuel de Québec-Est ». Ces rumeurs ne seront pas confirmées.

Le premier ministre n'intervient qu'à la séance du 13 mai. En résumé, il se prononce contre la nationalisation : « Une hydro dans toute la province de Québec est impossible, car il faudrait que la province s'endette de \$500,000,000. »

En complément d'objet, Mercier présente le bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir. La mesure vise à accorder à la Commission des eaux courantes les pouvoirs d'aménager et d'exploiter les chutes et les rapides non concédés et d'acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation tous les pouvoirs d'eau et les terrains qui lui sont nécessaires pour l'organisation de nouvelles industries électriques. Fait à noter, il ressort de la discussion qui s'ensuit entre Taschereau et Duplessis que ni l'un ni l'autre ne préconise l'achat des compagnies d'électricité.

Finalement le premier ministre lui-même parraine le bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité, bill qui est étudié à toute vapeur à l'avant-dernière séance de la session<sup>52</sup>.

## L'enquête Stevens

À Granby – lors de sa tournée du Québec durant l'été 1934 –, Duplessis répète que le premier ministre est l'ami des trusts et, dans la foulée de la commission fédérale Stevens sur l'écart des prix, l'accuse de protéger les chaînes américaines de magasins au détriment des petits détaillants canadiens-français.

Taschereau est piqué au vif. Dès son discours sur l'adresse, il dit avoir « quelques petits comptes à régler » avec le chef de l'opposition : « Il est allé à Granby. Évidemment, il y est allé avec sa loyauté, avec son honnêteté, connaissant bien le respect qu'il devait à ses auditeurs, selon ses méthodes ordinaires. Le premier reproche qu'il nous a fait est celui d'avoir diminué la taxe des magasins-chaîne. Tout ce que je puis dire pour l'expliquer, c'est qu'il ne savait pas de quoi il parlait. S'il l'avait su, il aurait dit autre chose. » (10 janvier) Duplessis lui répond qu'il prouvera ses assertions au cours de la session.

L'enquête Stevens, selon Aimé Guertin, député indépendant de Hull, est l'un des grands événements de l'année qui s'est écoulée. Le courage et l'activité du premier ministre du Canada, dit-il, « contrastent avec l'indifférence du gouvernement de Québec à l'égard de tout ce qui contribuerait à l'amélioration du sort des travailleurs ». (12 février) Athanase David, le secrétaire de la province, parle lui aussi des grandes chaînes étrangères de magasins et met le doigt sur un des aspects de la situation :

Autrefois, à Montréal, il y avait à presque tous les deux coins de rue deux hommes connus de tout le voisinage. C'était l'épicier du coin, c'était le boucher. On achetait viandes chez l'un, comestibles et légumes chez l'autre. Un jour, on a remplacé l'âme et le cœur de l'épicier et du boucher par des compagnies. Petit à petit, des coins de l'est de Montréal, sont partis les bouchers et les épiciers. Ils étaient, pour la plupart, propriétaires, au nombre de disons deux mille. Leur propriété valait, en moyenne, cinq mille dollars. Ces propriétaires payaient des taxes. [...]

Les étrangers, connaissant sans doute notre défaut d'envie envers ceux qui font de l'argent chez nous et sachant, par expérience, que nous ne pratiquons pas le nationalisme que nous prêchons, sont venus s'établir à Montréal. Ils ont délogé les épiciers et les bouchers. Ils ont envoyé des millions dans leur pays, en plus des salaires payés à leurs gérants de luxe et aux faites des organisations. Leur ambition, leur appât au gain les ont conduits jusque dans nos campagnes et nos petites villes, faire la concurrence à nos concitoyens qui, depuis des années, non seulement gagnaient leur vie mais aidaient leurs compatriotes moins fortunés, en leur faisant du crédit. Petit à petit, se sont établis les « chain stores ». C'est un mal pour la province. (13 février)

Le 28 mars, dans une demande de documents, Duplessis veut savoir quelles ont été les réductions de taxes accordées par le gouvernement aux compagnies Dominion Stores Ltd et Stop and Shop Ltd. Lors de l'assemblée de Granby, poursuit-il, il avait affirmé que « le gouvernement avait été complice avant, pendant et après le fait, des iniquités de ces magasins, telles que dévoilées à l'enquête Stevens ». Il dit prouver ce qu'il avance par des arrêtés ministériels et d'autres informations provenant du département du Trésor.

Le premier ministre dément les propos du chef de l'opposition. Il va plus loin encore :

Le gouvernement n'entend protéger aucune compagnie, mais, pour ma part, je suis d'opinion que les magasins en série nuisent au commerce dans la province, que leur système de vente signifie la mort de l'épicerie du coin. Ils prennent la crème de la clientèle parce qu'ils ne vendent qu'au comptant, tandis que l'épicier du coin vend à l'ouvrier, à crédit, souvent pour des sommes considérables, mais doit attendre que l'ouvrier travaille pour être payé. Nous croyons que les magasins en série, comme les Dominion Stores, qui peuvent acheter en grandes quantités et ainsi réduire les prix, font une concurrence nuisieuse au petit commerce. Leur disparition serait probablement une bonne chose.

Or, ce sont les informations révélées par Duplessis qui font la une des journaux. Le trésorier Ralph Frederik Stockwell confirme que « les journaux ont consacré beaucoup d'espace » aux déclarations du chef de l'opposition et, pour un juste retour des choses, « s'attend à ce qu'on en fasse autant pour sa déclaration ». (2 mai) À regret, il doit avouer qu'une information transmise par son département contenait « une erreur cléricale », ce qui a conduit Duplessis sur une fausse piste.

Duplessis marque des points. En même temps qu'il expose l'acuité de sa vigilance, il laisse entendre que les informations fournies à la Chambre ne sont pas toujours exactes.

### **L'industrie du bois**

La crise dans l'industrie du bois affecte particulièrement l'économie québécoise. La concurrence entre les compagnies de papier entraîne les prix à la baisse – des prix trop bas pour stimuler la reprise du marché –, ce qui constitue le nœud du problème. Le premier ministre Taschereau intervient pour tenter de régulariser la situation. Des pourparlers entre le gouvernement et les compagnies s'engagent afin de fixer le prix du papier qui avait dégringolé jusqu'à 35 \$ la tonne.

Par un « gentlemen agreement », les compagnies s'entendent pour vendre leur papier à 42,50 \$ la tonne pour les six premiers mois de 1935 et à 45 \$ pour le reste de l'année. Or, cet accord sur l'honneur ne sera pas respecté par les compagnies St. Lawrence Paper et par la McLaren. Taschereau est furieux : ces deux compagnies « nous ont fait manquer notre coup ». Il en rajoute : « Je l'ai dit et je le répète, je ne connais pas de groupes d'industriels aussi peu loyaux entre eux-mêmes que les manufacturiers de papier. » (10 mai)

Taschereau – qui a pourtant la réputation d'être aux services des grands industriels – punit les compagnies qui n'ont pas tenu parole. Son gouvernement présente le bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province. La mesure a pour but de permettre au ministre des Terres et Forêts ou à ses officiers d'autoriser la coupe sur les terres de la couronne, selon les taux et les conditions établis par le gouvernement. Le gouvernement pourra donc imposer un droit de coupe additionnel aux détenteurs de permis qui n'observeront pas la nouvelle réglementation, concernant en outre « le dépôt des contrats de vente de toute compagnie, la quantité de bois que les détenteurs peuvent couper en une année et les conditions de travail des ouvriers forestiers<sup>53</sup> ». Autre conséquence, les deux compagnies visées par cette loi ne pourront plus jouir des réductions qui avaient été accordées sur les droits de coupe aux autres compagnies.

Le chef de l'opposition fait dévier le débat. Tablant sur le fait que la crise du papier provient justement de la surproduction, il cherche à démontrer que, de 1923 à 1927, le gouvernement a imposé des conditions aux papeteries qui les poussaient à produire des milliers de tonnes de papier par jour.

### **Femmes et société**

L'émission *Fémina*, écrite par Jovette Bernier et animée à ses débuts par la suffragette Thérèse Casgrain, débute en 1935 sur les ondes radiophoniques. Des comédiens interprètent des scénarios traitant de la vie politique et sociale, tandis que des invités discutent, entre autres choses, des progrès accomplis par les femmes<sup>54</sup>. Les mentalités changent. Sauf qu'à l'Assemblée législative une poignée de députés seulement sont au diapason avec le mouvement féministe. Comme l'écrivait Jovette Bernier dans son roman *La chair décevante*, publié en 1931 : « La justice, ici-bas, n'a qu'un défaut, elle est tardive<sup>55</sup>. »

Depuis la première session de la 18<sup>e</sup> Législature, Joseph-Achille Francoeur, député libéral de Montréal-Dorion, cherche à « combattre l'envahissement progressif du travail féminin ». En 1935, il récidive en présentant le bill 172 concernant le travail des femmes et des filles. Dans les industries et les commerces, il veut « que les patrons ne donnent la préférence qu'aux femmes ou filles qui auront prouvé leur nécessité de travailler. Que ces femmes, poursuit-il, aient des certificats signés par le curé, le maire, ou un échevin attestant qu'elles sont obligées de travailler ». (22 janvier) Il appuie sa requête sur une motion adoptée unanimement à

la session précédente, motion déplorant l'envahissement du travail féminin qui « avait pour résultat d'augmenter le chômage » et de nuire aux jeunes hommes qui se cherchaient de l'emploi.

Athanase David, député de Terrebonne, croit que cette mesure aurait pour conséquence d'attenter à la liberté de travail. Peter Bercovitch, député de Montréal-Saint-Louis, dit que si les parlementaires adoptent ce projet de loi, « nous changeons le chômage de sexe ». Les 23 janvier, Charles Arcand, le ministre du Travail, intervient. Il n'appuie pas le bill 172. Il profite de la tribune qui lui est offerte pour parler du « mouvement d'émancipation féminine entrepris dans tous les pays » :

Les progrès de la machinerie, au cours de la dernière moitié de ce siècle, sont une des causes majeures de l'embauche des femmes, puis la guerre a développé largement le travail féminin, non seulement par l'absence des hommes engagés sur les champs de bataille, mais par la conscription du travail féminin dans les usines et les divers domaines de la production.

Une autre cause de l'extension du travail féminin et une cause sur laquelle il faut insister, c'est l'insuffisance du salaire que l'on paie aux hommes, aux hommes mariés particulièrement, dans certaines maisons. Le salaire gagné par le chef de la famille étant insuffisant, les filles étaient obligées d'aller travailler pour constituer un budget familial suffisant à sa subsistance. Puis, nous constatons aussi que l'esprit d'indépendance se développe chez la femme, qu'elle réclame le droit à la vie indépendante, plus large et plus libre. L'influence des mœurs américaines chez nous a été pour beaucoup sur le monde du travail au Canada, et spécialement en ce qui regarde le développement du travail féminin.

Taschereau complète ainsi :

Pour ma part, je crois que la femme a droit de penser à demain, qu'elle a le droit d'assurer son avenir, qu'elle a le droit d'apprendre un métier ou une profession qui lui permettra de se tirer d'affaires si son père vient à disparaître, qui lui permettra de faire instruire ses petits frères ou ses petites sœurs, d'aider leurs parents dans leur vieillesse. Je ne vois pas de quel droit nous refuserions à la femme la liberté de travailler, de marcher la tête haute dans la société, de gagner sa vie.

Les propos du premier ministre sont applaudis par la droite. Le bill est rejeté. Pourtant, sur la question du suffrage féminin, la majorité des parlementaires restent attachés à des valeurs plus conservatrices.

Le bill 181 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité est parrainé par Edgar Rochette, député libéral de Charlevoix-Saguenay. Le débat sur la question se déroule en date du 20 mars. Ce jour-là, un groupe de femmes assistent à la séance depuis les tribunes du public. Provoquant rires et applaudissements, le président T.-D. Bouchard ouvre la séance ainsi : « À l'ordre Mesdames! Que les portes soient ouvertes! », la formule consacrée étant plutôt : « À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes! »

Rochette réclame l'adoption de cette loi pour les raisons suivantes :

1. Parce que la femme a des intérêts personnels et spéciaux à défendre, et qu'en toute justice nous ne pouvons lui refuser ce qui est accordé aux autres citoyens de cette province;
2. Parce qu'elle rendra alors plus de services à la société, et que nous n'avons plus le droit de repousser cette collaboration;
3. Parce que l'exercice des droits politiques sera utile non seulement pour la femme elle-même, mais aussi pour nous tous;
4. Enfin, et c'est là, il me semble, un argument péremptoire, parce que la justice, la logique et les principes fondamentaux du régime démocratique qui est le nôtre, l'exigent.

« Fini le temps où la femme devait accepter le rôle extrêmement effacé de nos arrières-grands-mères. » Il boucle ainsi son plaidoyer. Peine perdue. La deuxième lecture est renvoyée à six mois, ce qui pour effet de tuer le bill.

### Le conseil économique

La création d'un conseil économique faisait partie des réclamations du *Programme de restauration sociale*, dès 1933 : « Il appartient à l'État d'imprimer une direction d'ensemble à l'économie nationale et, à cet effet, d'instituer un conseil économique national, expression de l'organisation corporative, qui permettra aux pouvoirs publics d'agir en liaison étroite avec les représentants qualifiés et compétents de toutes les branches de la production<sup>56</sup>. » Les signataires du *Programme de restauration sociale no 2* détaillent ensuite sa mise en application :

Création d'un conseil économique provincial composé d'un comité directeur et d'autant de sous-comités qu'il y a de branches importantes de la vie économique et sociale. À ce conseil siègeront des spécialistes nommés par l'État, mais désignés par les divers groupements professionnels et sociaux. Le conseil aura pour mission d'élaborer une politique économique et sociale et d'apporter aux gouvernants le concours de ses études et de sa compétence. En outre, le conseil collaborerait à la nomination des sous-ministres et des fonctionnaires supérieurs de l'État<sup>57</sup>.

Le corporatisme est un sujet en vogue. À la base, le corporatisme est la réponse véhiculée par l'École sociale populaire pour écarter le fascisme et le socialisme. Esdras Minville, professeur à l'École des hautes études commerciales, est, à l'époque, le maître à penser de l'organisation corporative au Canada<sup>58</sup>.

Le corporatisme est un instrument voué à la solidarité, à l'ordre et à l'unité. Ce dispositif social cherche à concilier les intérêts capitalistes et la morale chrétienne, les intérêts des employeurs et ceux des employés, les intérêts des patrons et ceux des syndicats, les intérêts privés et ceux d'ordre public. En même temps qu'il prône les vertus de l'égalitarisme, c'est-à-dire la fin de la lutte des classes, le mouvement corporatiste est aussi au service des associations professionnelles, en continuité avec le syndicalisme. La corporation implique enfin une coalition de toutes les forces sociales et nationales contre certaines puissances financières (les trusts)<sup>59</sup>.

Un conseil économique aurait donc pour fins de donner une direction à la politique économique et sociale provinciale. C'est ce que promeuvent l'ALN de même que le Parti conservateur en 1934-1935. Ils entendent transformer le Conseil législatif en un conseil économique. Durant la session parlementaire de 1935, Oscar Drouin, député libéral de Québec-Est, parle aussi de la réforme de la Chambre haute :

Voici ce que je propose pour la réforme du Conseil législatif : les conseillers législatifs ne devraient pas être choisis par le gouvernement. Ils devraient être nommés pour une période définie et sur une base corporative. Nous n'avons pas assez de compétences au Conseil législatif.

Tout un groupe qui milite sous l'égide de l'Action libérale ne veut plus que les conseillers soient élus par le gouvernement. Ils demandent que ce soient les représentants des corporations qui les choisissent. Il faudrait, en effet, donner un cadre corporatif au Conseil, le réformer sur une base corporative et parmi les compétences.

[...] Cette réforme devrait être faite sur une base corporative : les universités y seraient représentées, comme en Angleterre ; le clergé, s'il le désire, les organisations ouvrières, les organisations agricoles, comme l'Union catholique des cultivateurs, les chambres de commerce, les associations professionnelles, etc. Je n'y ai jamais vu siéger un ouvrier. Les unions de cultivateurs devraient aussi avoir leurs représentants. Les cultivateurs sont trop rares au Conseil législatif. De la sorte, nous aurions un conseil représentatif. On aurait ainsi chez nous un véritable conseil économique.

Les représentants seraient choisis par le corps dont ils font partie et seraient de plus nommés par le gouvernement. Un tel conseil pourrait faire des lois, lois qui seraient ensuite adoptées par la Chambre des députés. [...] Évidemment, l'institution d'un conseil économique n'est pas de la pure démocratie; disons que c'est de la démocratie améliorée. Il y aurait cet avantage que l'on aurait au Conseil un groupe d'hommes compétents choisis par leurs collègues des différentes professions et que les intérêts de tous seraient sains et saufs, ce qui est, à mon sens, de l'excellente démocratie. (15 janvier)

Au moment de voter l'adresse en réponse au discours du trône, les conservateurs proposent, pour leur part, un amendement, lequel demande au gouvernement d'instituer, « sans plus de retard, un conseil consultatif, impartial, représentant toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province ». (17 janvier)

Le député conservateur d'Yamaska, Antonio Élie, avait déjà proposé, à la session précédente, une motion en faveur de l'établissement d'un conseil économique. Il récidive encore. Au moment de passer à l'étude détaillée des crédits, il présente un amendement : « Cette Chambre est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'établir, sans plus de délais, un conseil consultatif, indépendant et impartial, représentant raisonnablement et équitablement toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province. » (2 mai) La motion est battue par la majorité ministérielle.

Drouin revient à la charge. À la séance du 16 mai, il demande que la constitution du Québec soit amendée pour permettre la modification du Conseil législatif. Selon les termes de sa motion, « les conseillers législatifs, à l'avenir, ne devraient plus être nommés à vie et par le gouvernement, mais pour une certaine période seulement et sur une base de représentation corporative, de manière à permettre à toutes les classes de la population de se choisir des représentants suivant leurs intérêts moraux, économiques et sociaux, et sans nuire aux droits présumés acquis ».

Taschereau, lui, est pour le statu quo. À son avis, le Conseil législatif est un modérateur et un régulateur. La Chambre haute, croit-il, est nécessaire « pour corriger la législation que la Chambre basse peut être trop empressée à voter ».

### **De choses et d'autres...**

Deux legs de la Nouvelle-France préoccupent les parlementaires en 1935 : le régime seigneurial et les lois civiles françaises.

Les seigneuries ont été abolies en 1854, mais 60 000 personnes vivent toujours, en 1935, sur des terres où sont appliquées les rentes seigneuriales. Dans les faits, il reste encore 139 seigneuries au Québec. Laurent Barré, député indépendant de Rouville, demande au gouvernement de faire disparaître ces vestiges du passé. Taschereau lui promet une loi en ce sens. Pour « mettre le dernier clou au cercueil de cette pratique passée de mode », la Chambre adopte le bill 73 concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux. Or, ce ne sera qu'en 1950 que la dernière seigneurie, la seigneurie de Mingan, disparaîtra; et, dans les années 1960, le fonds résiduel du rachat des rentes seigneuriales sera intégré à l'actif de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Le Code civil est un autre héritage du Régime français. De ce qui ressort des discussions entourant la loi des assurances (bill 43) et la motion d'Aimé Guertin, député indépendant de Hull, sur la loi fédérale des concordats, Ottawa ne respecterait pas toujours les droits de la province de légiférer seule en matière civile. « Nous avons besoin d'être [sur] nos gardes. Les lois françaises sont notre héritage le plus précieux, et il ne faut pas que nous perdions cet héritage morceau par morceau. Il nous faut les conserver », d'affirmer le premier ministre. (19 mars) Le député libéral Amédée Caron, des Îles-de-la-Madeleine, renchérit : « Le fédéral semble vouloir déchirer une à une les pages du Code civil de la province. » (27 mars)

Dans un autre registre, Oscar Drouin, qui brille par le nombre de ses interventions au cours de la session, parle des problèmes entourant la représentation dans les 90 circonscriptions de la province. Un problème récurrent. Il remarque que les comtés urbains ont une plus grande proportion d'électeurs que n'en comptent les comtés ruraux. « À première vue, il n'y a pas de raison pour qu'un député représente deux fois plus de votes qu'un autre », dit-il. (19 février)

Des changements s'opèrent au Conseil exécutif. Taschereau crée un nouveau ministère (bills 6, 243). Le département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce est institué<sup>60</sup>. Ne manque plus qu'un ministre. C'est un secret de polichinelle, tous sont convaincus que Télesphore-Damien Bouchard, président de l'Assemblée législative et député de Saint-Hyacinthe, héritera bientôt de cette charge.

Pour finir, tel qu'annoncé dans le discours du trône, de nouvelles taxes sont instaurées. Sont ainsi modifiées la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (bill 11) et la loi des droits sur les successions (bill 37). La Ville de Montréal demande aussi à la Législature la permission de créer une taxe de vente de 2 % sur son territoire et un impôt sur le revenu. (bills 100, 119)

### Les bons mots...

Les parlementaires trouvent moyen de plaisanter un brin tous ensemble. Même la dissidence d'Oscar Drouin est objet de raillerie de la part du premier ministre. Le 4 mai, alors que Taschereau annonce la création du ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, Duplessis lui demande pourquoi il ne le confierait pas au député de Québec-Est. « Son passé l'en rend digne... son passé! », répond Taschereau pour faire rire les parlementaires assemblés. Ou encore, lorsque Drouin demande la création d'un conseil économique, Taschereau lui répond par une boutade :

Le jour où l'on nommera mon honorable ami, le député de Québec-Est (M. Drouin), au Conseil – peut-être mon ami fera un jour partie du Conseil, je ne sais pas d'ailleurs quel parti le nommera (Rires) – je suis sûr qu'il mettra toute sa belle indépendance à servir la province. Il fera un bon conseiller. Il sera un ornement pour le Conseil. (16 mai)

Certaines répliques font sourire. Entre autres, celle où Hortensius Béique, député conservateur de Chambly, est forcé de retirer ses paroles après avoir dit que « les routes sont croches comme le gouvernement ». Il accepte volontiers de se corriger. « Je vais dire que les routes ne sont pas croches comme le gouvernement. » (2 avril)

Enfin, Taschereau aime parfois se payer la tête de Duplessis, comme l'illustre ce passage tiré de la séance du 9 avril :

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** [...] Évidemment, les ministres ne s'entendent pas. Mais il paraît que c'est le ministre des Mines et de la Voirie qui va succéder au premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je croyais que ce serait vous! (Rires en Chambre et dans les galeries)



## Critique des sources

### Portrait de la Tribune de la presse en 1935

Alexis Gagnon, du *Devoir*, est président de la Tribune de la presse; Gérard Ouellet, de *L'Action catholique*, agit à titre de secrétaire-trésorier et Damase Potvin, de *La Presse*, comme secrétaire pour un septième mandat consécutif. Les autres courriéristes parlementaires connus sont Campbell Carroll, de la *Canadian Press*; Edmond Chassé, de *L'Événement*; Jack Dunn, du *Quebec Chronicle Telegraph*; Joseph-Amédée Gagnon, du *Quotidien*; René Garneau et Lucien Parizeau, du *Canada*; Marius Girard, de *La Presse*; Bruno Lafleur, de *L'Événement*; Jean-Charles Lefrançois, de *La Patrie*; Georges Léveillé, du *Soleil*; Albert Plouffe, du *Nouvelliste*; Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*, et Abel Vineberg, de la *Montreal Gazette*<sup>61</sup>.

### Les comptes rendus des débats<sup>62</sup>

S'il n'y a pas encore de journal officiel des débats, les députés de l'Assemblée législative savent pertinemment que leurs paroles parviennent tôt ou tard aux oreilles des électeurs. Comme le dit Athanase David, le secrétaire de la province, « c'est toujours avec un peu de crainte que j'accepte de parler dans cette Chambre. Je la considère comme un immense micro, qui porte nos paroles aux quatre coins de la province, et, par le fait même, leur donne une portée telle que le mot et la pensée doivent être mesurés. » (12 février)

La province « nous écoute », rétorque le premier ministre à Duplessis qui, plus populiste, ajoute parfois l'injure à l'insulte durant la session. Taschereau poursuit :

Les gens lisent les comptes rendus des débats parlementaires, et ils ne doivent pas être édifiés souvent. Ce n'est pas à l'heure où les choses vont plus ou moins bien que l'on peut ravalier l'autorité et lancer toutes sortes d'épithètes malsonnantes à la tête des ministres et des membres du gouvernement. Si nous voulons conserver notre autorité, et nous savons, dans les temps que nous traversons, combien il est nécessaire que nous la conservions, il nous faut faire notre possible, des deux côtés de la Chambre pour nous attirer le respect de la population. (12 avril)

Il ne faut pas comprendre par là que tous les mots que prononcent les parlementaires sont publiés dans les grands quotidiens. La presse étant partisane, elle met souvent les projecteurs sur les hommes politiques qui siègent « du bon côté ». Par exemple, durant la session de 1935, Duplessis fait souvent référence au *Soleil* ou à *L'Événement* qui font « tous les jours des comptes rendus éloquentes et enthousiastes des discours » des ministériels. (26 avril) Mais, preuve qu'il est néanmoins possible de trouver des comptes rendus détaillés des débats, Duplessis fait à son tour référence à un discours qu'il avait prononcé en 1932 : journal en main, il lit alors ce qu'il avait déclaré trois ans plus tôt. (4 avril)

Les députés ont l'habitude de réagir promptement lorsqu'ils voient une erreur dans les comptes rendus. Durant la session de 1935, Duplessis intervient pour démentir des propos que lui attribue *L'Événement* :

Depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, les députés savent que je n'ai jamais fait de remarques au sujet des journaux. J'ai toujours cru que les journalistes sont comme les avocats qui plaident la cause de leur client, et j'ai toujours su faire la différence entre les journaux et les journalistes. Seulement, il arrive un temps où les faits doivent être rétablis et où la patience devient une lâcheté.

Un journal de Québec, *L'Événement*, depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, sciemment et volontairement, dénature les déclarations de mes collègues de l'opposition et moi-même. Cela, depuis plusieurs années. Je n'ai pas l'habitude de dire quoi que ce soit de désagréable, surtout pour quelqu'un qui

n'est pas sur le parquet de la Chambre. Mes remarques seront donc courtes et aussi amères que possible dans les circonstances. Je ne me plains pas souvent de certains journaux, mais je veux corriger le compte rendu paru ce matin dans *L'Événement*.

On m'a fait dire hier dans le rapport de *L'Événement*, journal qui se proclame indépendant - mais qui est indépendant de la vérité et de la justice, et non de la crèche - on m'a fait dire que si l'opposition avait coopéré avec le gouvernement, il y a deux ans, c'eût été de la coopération, mais qu'aujourd'hui cette coopération serait de la complicité.

Nous n'avons jamais dit cela. Conformément à son habitude, ce journal dénature les faits. Nous avons dit au contraire que nous avions donné notre coopération pendant deux ans, mais aujourd'hui cette coopération serait de la complicité.

Des journalistes ont aussi dit de bonne foi, en certains cas, et moins de bonne foi en d'autres, que je faisais de l'obstruction à la mesure du ministre de la Colonisation pour le simple plaisir d'en faire. Rien n'est plus faux ni plus injuste. (8 mars)

La peur d'être mal cité existe aussi. Lorsque Lucien Lamoureux, député libéral d'Iberville, affirme qu'il va falloir faire « un peu de socialisme pour enrayner le communisme », il prend soin de demander aussitôt au journaliste de « rapporter fidèlement » ses paroles. (23 janvier)

En général, ce sont surtout les députés de l'opposition conservatrice qui se plaignent de l'attitude de la presse. D'autant que plusieurs journaux se retrouvent entre les mains d'un seul et même propriétaire. En effet, le conseiller législatif libéral Jacob Nicol, propriétaire du *Soleil* de Québec et de la *Tribune* de Sherbrooke, s'apprête alors à acheter *L'Événement* de Québec et *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières. Ajoutons à cela que *Le Devoir* et *L'Action catholique*, des journaux d'opposition, sont désormais ouvertement sympathiques à l'ALN<sup>63</sup>.

Cette concentration de la presse en inquiète plus d'un. Au point que Laurent Barré, député indépendant de Rouville, demande au gouvernement de déposer « un projet de loi imposant aux compagnies éditrices de journaux, l'obligation de publier, annuellement, la liste assermentée de leurs administrateurs, actionnaires, créanciers hypothécaires et rédacteurs réguliers ».

M. l'Orateur, la presse est une puissance et nous avons le droit de savoir qui la contrôle. Le peuple a droit de savoir qui le renseigne. Le gouvernement peut arriver facilement à tenir à jour, dans l'intérêt du public, la liste des actionnaires, commanditaires, créanciers et rédacteurs de journaux de la province. La presse est une arme formidable. Une arme d'autant plus dangereuse que les attitudes des journaux sur telle ou telle question ne sont pas toujours claires, ni logiques. Leur attitude surprend parfois. Très souvent n'a-t-on pas d'ailleurs le droit de conclure, de leur façon de procéder, que ces attitudes sont commandées, si l'on va aux sources?

Il est certains mouvements politiques de la province, certaines assemblées, qui ont souffert de la conspiration du silence de la presse. Je suis sûr aussi que certains débats de cette Chambre n'ont pas reçu toute la publicité qu'on leur devait; que les comptes rendus qu'on en faisait étaient préparés dès avant la séance : des discours qui étaient publiés dans des journaux lorsqu'ils n'avaient pas été prononcés en cette Chambre! Des journaux donnent large audience à certains orateurs et la refusent à d'autres. Cette politique n'est pas juste.

Le peuple a droit de savoir si tel ou tel journal qui se proclame l'organe d'un parti a des raisons autres que des raisons matérielles pour prendre cette attitude et aussi de ne pas ignorer les raisons que ce journal peut avoir de travailler contre les causes du parti qu'il est supposé défendre. Il faut savoir qui les contrôle, si tel

ou tel organe de parti n'est pas entre les mains de capitaines qui se sont emparés des journaux pour commander leurs attitudes. [...] (30 janvier)

Le député de Rouville finit par se laisser convaincre du non fondé de sa requête. Lucien Dugas, député libéral de Joliette, lui ayant fait remarquer que les « bons articles sont maintenant signés, soit du nom du rédacteur en entier, soit de ses initiales », Barré accepte de retirer sa motion le 13 mars.

Autrement, quelques députés prennent l'initiative de publier, eux-mêmes, les discours qu'ils ont prononcés. En 1935, Charles-Joseph Arcand, T.-D. Bouchard et Athanase David font imprimer leur discours pour mieux faire passer leur message ou pour la postérité tout simplement<sup>64</sup>. Mieux, le secrétaire de la province publie, la même année, *En marge de la politique*<sup>65</sup>. Ce livre est un recueil des principaux discours qu'il a livrés depuis 1920. « Il y a, dit-il, dans mon département des employés zélés qui, sans que je le sache, sténographient quelques-uns de mes discours », explique-t-il. (9 avril)

Sinon, les propos des députés ne sont pas toujours publiés dans leur intégralité. En 1935, à quelques reprises, les journaux indiquent qu'il y a bel et bien eu des occasions où la discussion a été « assez longue » ou qui « a duré près d'une heure », sans que l'on sache un mot de ce qui a été dit. D'autres fois, il s'agit de résumés succincts. Il n'en demeure pas moins que l'essentiel de la session été publié dans les quotidiens.

Christian Blais

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : l'Action libérale nationale*, tome 34, Montréal, Fides, 1963, p. 67.
2. Bill Cameron, « Stevens, Henry Herbert », *L'Encyclopédie canadienne*, [www.thecanadianencyclopedia.com](http://www.thecanadianencyclopedia.com); Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, tome 1, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 47.
3. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, tome 4, Sillery, Septentrion, 1997, p. 218; P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 48.
4. Jean-Charles Harvey, *Les Demi-civilisés*, Montréal, Les Éditions du Totem, 1934, 223 p.
5. Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Publications du Québec, 2005, p. 192-201.
6. Bernard Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 272.
7. Paul-E. Parent, *Au service de la province : l'honorable L.-A. Taschereau, grand'croix de la légion d'honneur, commandeur de l'ordre de Léopold, premier ministre de la province de Québec : trente-cinq ans de vie publique, 1900-1935*, Montréal, s.n., 1935, 91 p.
8. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 131.
9. Dans le même esprit, Gaspard Fauteux, député libéral de Montréal-Sainte-Marie et futur lieutenant-gouverneur du Québec, se porte à la défense des institutions financières : « Ces institutions sont nécessaires. Ce ne sont pas les ouvriers qui font fumer les cheminées des usines; c'est l'épargne recueillie par les banques et les capitalistes et distribuée par eux, pour assurer la marche de nos grandes entreprises, où les ouvriers trouvent du travail. » (13 mars)
10. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 274.
11. Avant même de devenir député, Oscar Drouin exerça sa profession d'avocat à Québec avec le conseiller législatif Élisée Thériault. Ajoutons que Thériault était, quant à lui, le beau-frère du militant Philippe Hamel. Des liens professionnels et familiaux unissent ces trois hommes qui se retrouveront à l'ALN.
12. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 57.
13. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, vol. 1, p. 168.
14. Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph. D. histoire, Université Laval), 1977, p. 186. L'auteur précise qu'il en était ainsi depuis la mort de Joseph-Léonide Perron en 1930.
15. Charles G. Power, *The memoirs of Chubby Power*, Toronto, Macmillan, 1966, p. 335.
16. Louis Dupire, « L'alliance Lapointe-Taschereau », *Le Devoir*, 22 mars 1935, p. 1.
17. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publications du Québec, 2008, p. 434.
18. P.-E. Parent, *Au service de la province...*, p. 8.
19. R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 172.
20. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, tome 1, 1999, p. 104.
21. L'historien Jacques Lacoursière affirme que pour la session de 1935, Duplessis « passa à l'attaque avec férocité, dans le but d'impressionner l'ALN ». J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 105.
22. R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 150 et 155; C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 104.
23. *Le Devoir*, 3 mai 1935, p. 3.
24. Ce discours a été publié : Charles-Joseph Arcand, *Discours prononcé à l'Assemblée législative de Québec, le 13 mars 1935*, Québec, s.n., 1935, 27 p.
25. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 207.
26. Pour en savoir plus sur l'ALN : Patricia Dirks, *The Failure of L'Action libérale nationale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 199 p.
27. Yvan Lamonde et Claude Corbo, *Le rouge et le bleu : une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, c1999, p. 407; R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 150.
28. En mai 1933, treize moralistes, parmi lesquels figure le père Georges-Henri Lévesque, rendent public leur programme de restauration sociale. Sont publiés 13 articles dans lesquels ils préconisent « non la destruction mais la réforme du système capitaliste ». Inspirée par l'encyclique *Quadragesimo Anno* du pape Pie XI, l'École sociale populaire cible divers moyens pour « mettre fin à la dictature économique et assurer une meilleure répartition des richesses ». Si cette première mouture du *Programme de restauration sociale* ébauche de grandes lignes directrices chrétiennes pour guérir les causes « d'ordre moral » de la crise, ce document ne suggère, par contre, que très peu de remèdes concrets au marasme. L'École sociale populaire invite alors des laïcs à élaborer les réformes nécessaires à la réalisation de leur programme; pour passer de la théorie à la pratique, autrement dit, ils font appel aux éléments les plus en vue de l'intelligentsia québécoise. Il y a, parmi les dix signataires du *Programme de restauration sociale no 2* : Esdras Minville, professeur à l'École des hautes études commerciales; Philippe Hamel, dentiste et ardent promoteur de la nationalisation de l'électricité; Albert Rioux, président de l'Union catholique des cultivateurs du Canada; Alfred Charpentier, président du Conseil central des syndicats ouvriers catholiques de Montréal; et René Chaloult, avocat et futur député à l'Assemblée législative du Québec. Ce *Programme de restauration sociale no 2* paraît dans les journaux à la fin du mois de septembre 1933.
29. Y. Lamonde et C. Corbo, *Le rouge et le bleu...*, p. 407.
30. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout...*, p. 187; B. Vigod, *Taschereau...*, p. 270.
31. Ce n'est que le 3 avril 1935 que Philippe Hamel adhère à l'ALN. Cette déclaration paraît dans les journaux le 6 avril suivant. Richard Lapointe, *La politique au service d'une conviction, Philippe Hamel : Deux décennies d'action politique*, Québec, Université Laval (maîtrise en histoire), 1987, p. 34.
32. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 270.

33. Robert Rumilly écrit : « La veille de l'assemblée, ils offrent officiellement à Paul Gouin une place et une carrière faciles dans leurs rangs, s'il renonce à la manifestation projetée et se rallie au plan de colonisation en cours d'étude. Paul Gouin refuse [...] ». R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 64.
34. T.-D. Bouchard avait reçu les membres de l'ALN à sa maison de campagne, le 8 août 1934.
35. Alexis Gagnon note, dans *Le Devoir*, qu'avant la cérémonie un chien a fait irruption dans la salle du Conseil législatif pour « renifler la jambe » de Son Honneur.
36. Jules Dorion, « La Session et son menu », *L'Action catholique*, 9 janvier 1935, p. 4.
37. « M. Duplessis attaque et M. Taschereau défend le régime », *Le Devoir*, 11 janvier 1935, p. 1.
38. « Les discours des deux chefs font prévoir une session mouvementée », *L'Action catholique*, 11 janvier 1935, p. 1.
39. « Perspectives de nouveaux impôts », *La Patrie*, 11 janvier 1935, p. 13.
40. 1. Besoins actuels des colons; 2. Situation des colons nécessiteux; 3. Plan provincial de colonisation (a) pour les colons groupés, (b) pour les colons non groupés; 4. Retour à la terre; établissement des fils de cultivateurs; établissement de toute personne pouvant devenir cultivateur; 5. Modification à apporter au plan Gordon; 6. Terres à coloniser (terres de la Couronne, terres d'échange, seigneurie, réserves indiennes); 7. Classification des sols; 8. Service d'agronomie; 9. Service médical; 10. Société de colonisation; 11. Recrutement des colons; 12. Jardins de colons; 13. Tarifs des chemins de fer. Ironique, Rumilly ajoute : « Ces quelques centaines de personnes pleines de bonne volonté, dont la majorité n'a jamais vu un colon sur son lot, passent les deux journées d'étude en discussion à bâtons rompus. » R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 98 et 100.
41. En 1941, 44 % des fermes au Québec sont encore des fermes de subsistance ou de demi-subsistance. James Iain Gow, *Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970*, Québec, PUL, 1986, p. 137.
42. Lettre de Talon au ministre, 4 octobre 1665, Fonds des Colonies, C11A. Correspondance générale, centre des archives d'outre-mer (France), COL C11A 2/fol.143-153v
43. La municipalisation de l'électricité avait été adoptée par le conseil municipal de Saint-Hyacinthe le 5 octobre 1933 et l'usine avait entré en fonction le 30 novembre 1934. Téléphore-Damien Bouchard, *Mémoires de T. D. Bouchard : Quarante ans dans la tourmente politico-religieuse*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1960, p. 103.
44. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 88-89 et 106.
45. T.-D. Bouchard, *Mémoires...*, p. 103.
46. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 111-112.
47. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 263.
48. T.-D. Bouchard publiera son discours : Téléphore-Damien Bouchard, *Les réformes qui s'imposent dans la région de nos ressources hydro-électriques : discours prononcé par le député de Saint-Hyacinthe, le jeudi, 25 avril, 1935, devant le Comité général de l'Assemblée législative de Québec*, Saint-Hyacinthe, Imprimerie Yamaska, 1935, 96 p.
49. Lettre de Bouchard à Taschereau, 28 mars 1935, citée dans B. Vigod, *Taschereau...*, p. 264-265.
50. T.-D. Bouchard, *Mémoires...*, p. 103.
51. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 173.
52. Dans son mémoire de maîtrise, Richard Lapointe écrit : « En mai [1935], Hamel donne une importante causerie sur l'inadéquation des mesures gouvernementales préconisées en matière d'électricité. Après avoir critiqué le premier ministre pour être intervenu au cours de l'enquête de la Commission Lapointe et avoir tenté de l'orienter, après avoir également critiqué la presse ministérielle, il souligne les trois lois « boîteuses » du gouvernement. Ces lois font suite aux recommandations de janvier 1935. D'abord un projet de municipalisation est à tel point tissé en nuances qu'il comprend, précise Hamel, « deux obstacles à la municipalisation ». Ensuite une loi crée une commission de l'électricité, mais une commission entièrement soumise aux caprices du gouvernement, une « organisation fantôme » dont les « commissaires seront traités comme des mineurs, des irresponsables ». Enfin, une autre loi permet l'expropriation des chutes d'eau par l'État et donne à la Commission des eaux courantes le pouvoir d'imposer la concurrence d'État, même si son président, le ministre Honoré Mercier, est contre la nationalisation. » R. Lapointe, *La politique au service d'une conviction...*, p. 35.
53. J. I. Gow, *Histoire de l'administration publique...*, p. 97.
54. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, [www.bilan.usherbrooke.ca](http://www.bilan.usherbrooke.ca)
55. Jovette-Alice Bernier, *La chair décevante*, Montréal, Albert Lévesque, 1931, 137 p.
56. École sociale populaire, *Programme de restauration sociale*, Montréal, École sociale populaire, s.d., [p. 3].
57. École sociale populaire, *Programme de restauration sociale no 2*, Montréal, École sociale populaire, s.d., [p. 4].
58. Voir : Esdras Minville, *Comment établir l'organisation corporative au Canada*, École sociale populaire, no 272, Montréal, septembre 1936.
59. Voir : André-J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises : Le grand tournant de 1934-1934*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 312-327.
60. Le conservateur réclamait ce ministère depuis longtemps et la création d'un ministère du commerce était aussi l'une des réformes industrielles et commerciales que proposait alors l'ALN.
61. Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, 220 p. coll. « Bibliographie et documentation », no 34.
62. Voir : Gilles Gallichan, « Le Parlement "rapaillé" ». La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-296; Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.
63. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 156.
64. Voir la liste des discours publiés par les parlementaires de 1805 à 1963 : Gilles Gallichan, « Les débats parlementaires du Québec (1792-1964) ou la mémoire des mots », *Cahiers de la Société bibliographique du Canada*, XXVII, 1988, p. 38-79.
65. Athanase David, *En marge de la politique*, Montréal, Albert Lévesque, 1935, 181 p.



## BIBLIOGRAPHIE

### **Journaux de base**

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Herald, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle-Telegraph, The*  
*Soleil, Le*

### **Journaux complémentaires**

*Action, L'*  
*Action conservatrice, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Boussole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Courrier-Sentinel, Le*  
*Croix, La*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Écho du Nord, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étendard de Bellechasse, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Étrille, L'*  
*Gazette du Nord, La*  
*Guide, Le*  
*Idée ouvrière, L'*  
*Illustration, L'*  
*Journal, Le*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Mégantic, Le*  
*Messager de Verdun, Le*

*Monde ouvrier, Le*  
*Nationaliste et Le Devoir, Le*  
*Nicolétain, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Ordre, L'*  
*Opinion de Hull, L'*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Province, La*  
*Quotidien, Le*  
*Régional, Le*  
*Riposte, La*  
*Rive-Sud, La*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*Sorelois, Le*  
*Spokeman, The*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Unité, L'*  
*Voix des Bois-Francs*

#### **Autres sources**

*Documents de la session, 1935, 4 volumes.*

Stockwell, Ralph Frederik George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable R. F. Stockwell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 9 février 1935.* [s.l.]: 1935. 17 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1935, Québec 1935.*

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1935, Québec 1935.*

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1935.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXIX Session 1935*, Quebec, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1935, vii, 558, xcvi p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1935, Vol. LXIX*, Québec, Le Soleil, Limitée, 1935, vii, 557, xc p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 225-26 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1935, xiv, 762 p.



Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 25-26 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1935, xii, 748 p.

*Rapports des comités généraux, 4<sup>e</sup> session, 1935.*



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources .....	xxxiii
Bibliographie.....	xxxix
Table des matières.....	xlili
L'Exécutif en 1935 .....	xlvi
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xlix
Par ordre de circonscription .....	li
Débats	
1 Séance du mardi 8 janvier 1935 .....	1
2 Séance du mercredi 9 janvier 1935 .....	5
3 Séance du jeudi 10 janvier 1935 .....	13
4 Séance du vendredi 11 janvier 1935 .....	35
5 Séance du mardi 15 janvier 1935 .....	37
6 Séance du mercredi 16 janvier 1935 .....	53
7 Séance du jeudi 17 janvier 1935 .....	75
8 Séance du vendredi 18 janvier 1935 .....	87
9 Séance du mardi 22 janvier 1935 .....	97
10 Séance du mercredi 23 janvier 1935 .....	111
11 Séance du jeudi 24 janvier 1935 .....	125
12 Séance du vendredi 25 janvier 1935 .....	139
13 Séance du mardi 29 janvier 1935 .....	145
14 Séance du mercredi 30 janvier 1935 .....	167
15 Séance du jeudi 31 janvier 1935 .....	181
16 Séance du vendredi 1 <sup>er</sup> février 1935.....	197
17 Séance du mardi 5 février 1935.....	201

18	Séance du mercredi 6 février 1935.....	217
19	Séance du jeudi 7 février 1935.....	231
20	Séance du vendredi 8 février 1935.....	253
21	Séance du mardi 12 février 1935.....	257
22	Séance du mercredi 13 février 1935.....	285
23	Séance du jeudi 14 février 1935.....	299
24	Séance du vendredi 15 février 1935.....	311
25	Séance du mardi 19 février 1935.....	321
26	Séance du mercredi 20 février 1935.....	341
27	Séance du jeudi 21 février 1935.....	351
28	Séance du vendredi 22 février 1935.....	365
29	Séance du mardi 26 février 1935.....	369
30	Séance du mercredi 27 février 1935.....	381
31	Séance du jeudi 28 février 1935.....	399
32	Séance du vendredi 1 <sup>er</sup> mars 1935.....	415
33	Séance du mardi 5 mars 1935.....	423
34	Séance du mercredi 6 mars 1935.....	441
35	Séance du jeudi 7 mars 1935.....	455
36	Séance du vendredi 8 mars 1935.....	467
37	Séance du mardi 12 mars 1935.....	481
38	Séance du mercredi 13 mars 1935.....	501
39	Séance du jeudi 14 mars 1935.....	525
40	Séance du vendredi 15 mars 1935.....	533
41	Séance du mardi 19 mars 1935.....	541
42	Séance du mercredi 20 mars 1935.....	555
43	Séance du jeudi 21 mars 1935.....	571
44	Séance du vendredi 22 mars 1935.....	581
45	Séance du mardi 26 mars 1935.....	589

46 Séance du mercredi 27 mars 1935.....	607
47 Séance du jeudi 28 mars 1935.....	619
48 Séance du vendredi 29 mars 1935.....	637
49 Séance du mardi 2 avril 1935.....	645
50 Séance du mercredi 3 avril 1935.....	663
51 Séance du jeudi 4 avril 1935.....	673
52 Séance du vendredi 5 avril 1935.....	689
53 Séance du mardi 9 avril 1935.....	699
54 Séance du mercredi 10 avril 1935.....	715
55 Séance du jeudi 11 avril 1935.....	727
56 Séance du vendredi 12 avril 1935.....	739
57 Séance du samedi 13 avril 1935.....	753
58 Séance du mardi 23 avril 1935.....	759
59 Séance du mercredi 24 avril 1935.....	777
60 Séance du jeudi 25 avril 1935.....	793
61 Séance du vendredi 26 avril 1935.....	843
62 Séance du samedi 27 avril 1935.....	859
63 Séance du mardi 30 avril 1935.....	865
64 Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> mai 1935.....	883
65 Séance du jeudi 2 mai 1935.....	899
66 Séance du vendredi 3 mai 1935.....	921
67 Séance du samedi 4 mai 1935.....	941
68 Séance du mardi 7 mai 1935.....	949
69 Séance du mercredi 8 mai 1935.....	963
70 Séance du jeudi 9 mai 1935.....	981
71 Séance du vendredi 10 mai 1935.....	995
72 Séance du samedi 11 mai 1935.....	1013
73 Séance du lundi 13 mai 1935.....	1025

74 Séance du mardi 14 mai 1935 .....	1043
75 Séance du mercredi 15 mai 1935 .....	1061
76 Séance du jeudi 16 mai 1935.....	1077
77 Séance du vendredi 17 mai 1935.....	1097
78 Séance du samedi 18 mai 1935 .....	1117
Index des participants .....	1131
Index des sujets .....	1175
Index des bills publics et privés .....	1213

**L'HONORABLE ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1935**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Adélard Godbout, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Irenée Vautrin, ministre de la Colonisation

L'honorable Athanase David, secrétaire de la province

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre des Mines et de la Voirie

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur, ministre des Travaux publics, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Charles-Joseph Arcand, ministre du Travail

L'honorable Ralph Frederik Stockwell, trésorier de la province

L'honorable George Bryson fils, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

L'honorable Jacob Nicol, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard





**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
ARCAND, Charles-Joseph	L	Maisonneuve
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BACHAND, Raoul-Paul	L	Shefford
BARRÉ, Laurent	C	Rouville
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉIQUE, Hortensius	C	Chambly
BÉLANGER, Arthur	L	Lévis
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERTRAND, Pierre	C	Saint-Sauveur
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
CARON, Amédée	L	Îles-de-la-Madeleine
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
CHOUINARD, Alexandre	L	Gaspé-Sud
COHEN, Joseph	L	Montréal-Saint-Laurent
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CÔTÉ, Thomas	L	Gaspé-Nord
CRÊTE, Joseph-Alphida	L	Laviolette
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUFFY, William James	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUGAS, Lucien	L	Joliette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	C	Trois-Rivières
ÉLIE, Antonio	C	Yamaska
FARAND, Avila	L	Soulanges
FAUTEUX, Gaspard	L	Montréal-Sainte-Marie
FILION, Joseph	L	Laval
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FISHER, Martin Beattie	C	Huntingdon
FORTIER, Émery-Hector	L	Sherbrooke
FORTIN, Joseph-Édouard	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Achille	L	Montréal-Dorion
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
FRIGON, Joseph-Auguste	L	Saint-Maurice
GABIAS, Joseph-Maurice	L	Montréal-Saint-Henri
GAGNON, Henri-Louis	L	Frontenac
GAGNON, Pierre	L	Kamouraska
GAUDET, Alexandre	L	Nicolet
GAULT, Charles-Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Pierre	L	Portneuf
GIGUÈRE, Joseph-Philibert	L	Dorchester
GODBOUT, Joseph-Adélar	L	L'Islet
GRANT, William Pierre	L	Champlain

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

1

Député	Allégeance politique	Circonscription
GUERTIN, Aimé	C	Hull
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LAPOINTE, Thomas	L	Wolfe
LORTIE, Pierre	L	Labelle
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MESSIER, Félix	L	Verchères
MOREAU, Émile	L	Roberval
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MOREL, Joseph-Wilfrid	L	Témiscouata
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PICHÉ, Joseph-Édouard	L	Témiscamingue
PLANTE, Anatole	L	Montréal-Mercier
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
POWER, Joseph Ignatius	L	Québec-Ouest
REED, Walter	L	L'Assomption
RHÉAUME, Théodule	L	Jacques-Cartier
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
SABOURIN, Elzéar	L	Vaudreuil
SAINTONGE, Gontran	L	Beauharnois
SAMSON, Joseph	L	Québec-Centre
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Joseph-Paul-Mignault	C	Deux-Montagnes
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STOCKWELL, Ralph Frederik	L	Brome
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TASCHEREAU, Robert	L	Bellechasse
THISDEL, Louis-Joseph	L	Maskinongé
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VAUTRIN, Irenée	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

C - Conservateur  
L - Libéral

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARTHABASKA	L	Perrault,, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf,, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortin, Joseph-Édouard
BEAUHARNOIS	L	Saintonge, Gontran
BELLECHASSE	L	Taschereau, Robert
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Stockwell, Ralph Frederick
CHAMBLY	C	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	L	Grant, William-Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils) , Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	L	Giguère, Joseph-Philibert
FRONTENAC	L	Gagnon, Henri-Louis
GASPÉ-NORD	L	Côté, Thomas
GASPÉ-SUD	L	Chouinard, Alexandre
HULL	C	Guertin, Aimé
HUNTINGDON	C	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Amédée
JACQUES-CARTIER	L	Rhéaume, Théodule
JOLIETTE	L	Dugas, Lucien
KAMOURASKA	L	Gagnon, Pierre
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Filion, Joseph
LAVIOLETTE	L	Crête, Joseph-Alphida
LÉVIS	L	Bélanger, Arthur
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Arcand, Charles-Joseph
MASKINONGÉ	L	Thisdel, Louis-Joseph
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	L	Francoeur, Joseph-Achille
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-MERCIER	L	Plante, Anatole
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	L	Fauteux, Gaspard
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	L	Gabias, Joseph-Maurice
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irénée

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Cohen, Joseph
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTRÉAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Gaudet, Alexandre
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gauthier, Pierre
QUÉBEC-CENTRE	L	Samson, Joseph
QUÉBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUÉBEC-OUEST	L	Power, Joseph Ignatius
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	L	Moreau, Émile
ROUVILLE	C	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Téléphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-AURICE	L	Frigon, Joseph-Auguste
SAINT-SAUVEUR	C	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	L	Bachand, Robert-Raoul
SHERBROOKE	L	Fortier, Emery-Hector
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Piché, Joseph-Édouard
TÉMISCOUATA	L	Morel, Joseph-Wilfrid
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	C	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	L	Sabourin, Elzéar
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lapointe, Thomas
YAMASKA	C	Élie, Antonio

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral





Séance du mardi 8 janvier 1935

**Présidence de l'honorable T.-D Bouchard**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation<sup>1</sup>, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Le message suivant est apporté par Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, les députés se rendent dans la salle du Conseil législatif.

Les députés étant de retour,

(Applaudissements à l'entrée du premier ministre en Chambre, l'honorable M. Taschereau)<sup>2</sup>

**Prestation  
des serments d'office**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Discours du trône**

**M. l'Orateur** fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province; et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorable Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je ne puis m'empêcher, en ouvrant cette session de la législature, de jeter un coup d'œil en arrière et de me rappeler les excellents souvenirs que m'a laissés mon passage parmi vous. Je retrouve ici avec plaisir quelques-uns de mes collègues d'autrefois. Je suis heureux, en outre, de voir beaucoup de figures nouvelles.

Je dois aussi rendre hommage à mon prédécesseur, l'honorable M. H. G. Carroll, dont la dignité, le tact et l'hospitalité sont encore présents à l'esprit de tous.

Si l'année qui vient de se terminer a vu des jours sombres et la continuation du chômage, il est indéniable toutefois que la confiance renaît. Le commerce et l'industrie reprennent, et le monde se relève de la crise affreuse qui l'a assailli.

Plusieurs événements importants ont marqué l'année qui vient de se terminer.

Je mentionnerai, en premier lieu, les fêtes qui ont couronné le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier à Gaspé. Elles furent tout un événement dans la vie canadienne et rapprochèrent intimement la nouvelle et la vieille France, dans des célébrations auxquelles se joignirent, avec joie et bienveillance, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Puis, en octobre dernier, fut tenu à Québec, un grand congrès de colonisation. L'Église et l'État se donnèrent la main pour en assurer le succès. Je souhaite ardemment que la belle œuvre de la colonisation, si essentielle à notre province, en reçoive une nouvelle et vigoureuse impulsion.

Ajouterai-je que le gouvernement a nommé une commission, présidée par l'honorable M. Ernest Lapointe, pour s'enquérir de ce qui a trait à l'industrie de l'électricité dans la province. Le rapport de cette commission sera bientôt soumis; j'espère qu'il facilitera la solution d'un problème qui intéresse profondément notre population.

Je ne voudrais pas passer sous silence l'essor qu'a pris notre développement minier. Il contribue puissamment au relèvement économique du pays.

Au cours de la dernière année, le gouvernement a nommé une commission chargée de sauvegarder les intérêts de l'industrie laitière en cette province. Il me fait plaisir de constater que le travail de cette commission semble assurer une plus grande mesure de protection aux consommateurs ainsi

qu'aux commerçants honnêtes, et, à nos cultivateurs, une plus équitable rémunération.

La crise et les problèmes nouveaux qui en sont le résultat exigent des solutions que vous serez appelés à trouver.

Quelque pénibles qu'ils puissent être, des remèdes devront être appliqués.

Les revenus de la province ont diminué d'au-delà de \$10,000,000; et, cependant, les besoins n'ont cessé d'augmenter, surtout à cause du chômage et des misères qu'il entraîne. Ce serait détruire le crédit et la vie économique de la province que d'essayer de faire face aux nécessités actuelles par des emprunts et d'en grever l'avenir.

Il faudra donc prévoir de nouvelles sources de revenus, surtout pour l'assistance publique qui obère lourdement le budget provincial.

Je crois pouvoir compter sur le patriotisme et l'esprit public de notre population pour accepter un léger fardeau additionnel qui est cependant absolument nécessaire.

Vous serez également appelés à étudier des mesures qui permettront à certaines municipalités d'équilibrer leurs budgets; car le crédit municipal est intimement lié à la prospérité générale de la province.

Divers projets de loi d'un intérêt général vous seront soumis.

La colonisation, le retour à la terre et le soin de garder attachés au sol les fils des cultivateurs constituent le grand problème de l'heure. Le gouvernement vous demandera de voter \$10,000,000 pour ces fins, et d'approuver un plan de politique colonisatrice vigoureuse.

La Commission des accidents du travail, à la suite de l'année écoulée, a vu ses finances s'améliorer. Il sera donc permis de rétablir les indemnités qui ont été diminuées et de porter de 16 à 18 ans l'âge des enfants des accidentés qui ont droit à des secours.

Le chômage, qui est presque devenu une institution, doit être soumis à une législation sévère qui le restreigne et permette aux municipalités de se protéger contre l'invasion des chômeurs étrangers.

Enfin, le rapport de la Commission d'enquête sur l'électricité suggérera probablement certaines réformes auxquelles il faudra donner suite.

D'autres projets de loi vous seront également proposés.

Je mentionnerai spécialement la création d'une coopérative pour l'achat du bois des colons, la refonte de la loi du fonds de pension des instituteurs, l'expropriation pour fins de colonisation de certaines

terres privées, la radiation des hypothèques inopérantes, de nouvelles dispositions, pour rendre plus expéditifs les appels en matières criminelles, puis enfin certains amendements à la loi des Terres et Forêts, pour assurer un rendement plus rémunérateur de nos richesses forestières.

Ajouterai-je que le gouvernement, tout en voulant respecter la liberté de la presse et de la parole, qui est une de nos plus chères prérogatives, ne reculera pas devant les mesures nécessaires pour assurer le respect des lois et de l'ordre dans la province.

L'étude de ces projets de lois demandera de votre part tout le travail et tout le soin que, je le sais, vous voudrez leur donner. Ces lois sont importantes et contribueront au progrès de la province, au retour à une vie économique plus stable et au bonheur de notre population.

Enfin, en 1935, sera célébré le vingt-cinquième anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté le Roi George V. Il y aura, à l'occasion de ce jubilé, de grandes réjouissances parmi les nations du Commonwealth britannique. Le Canada et particulièrement la province de Québec seront heureux d'offrir à Leurs Majestés George et Marie, que nous unissons dans une même affection et une même loyauté, des vœux de bonheur et de longue vie.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il vous incombera de voter les crédits nécessaires pour le prochain exercice. Les comptes publics du dernier exercice vous seront soumis.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de vous éclairer et de bénir vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté le Roi.

### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.



### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

### **Composition d'un comité spécial**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau (Montmorency), Mercier et Dillon; MM. Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Élie, Plante, Rhéaume et Smart forment ledit comité spécial.

Adopté.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre de la Voirie, 1934**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de

la Voirie (1934) de la province de Québec. (Document de la session no 3)

#### **Rapport du ministre des Mines, 1933-1934**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Mines de la province de Québec, 1933-1934. (Document de la session no 4)

#### **Rapport du ministre des Travaux publics, 1933-1934**

**L'honorable M. Francoeur (Lothbinière)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1934. (Document de la session no 5)

#### **Rapport du ministre du Travail, 1933-1934**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1934. (Document de la session no 6)

#### **Rapport du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, 1933-1934**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1934. (Document de la session no 7)

### **Ajournement en signe de deuil**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, les couronnes que l'on voit déposées sur les pupitres de quatre de nos regrettés collègues disparus, nous rappellent que nous avons été douloureusement frappés, depuis la dernière session. Je propose que la Chambre s'ajourne en signe de deuil, par respect pour la mémoire des disparus. Nous aurons l'occasion, demain, d'exprimer notre sympathie à leurs familles et de faire leur éloge.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je seconde la proposition de l'honorable premier ministre.

Adopté.

Et la Chambre s'ajourne par respect pour la mémoire de M. Désirée Lahaie, député de Papineau, de M. Médéric Duval, député de Montcalm, de M. Augustin-A. Legault, député de Gatineau, et de M. Georges Dansereau, député d'Argenteuil, qui sont morts depuis la clôture de la dernière session.

La séance est levée.

---

## NOTES

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1935, vol. LXIX.

2. Il est 3 h 45, selon *L'Événement* du 9 janvier 1935, à la page 10.

Séance du mercredi 9 janvier 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi relative à certaines taxes la concernant (M. Béïque);

- de Norman Vineberg, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vine (M. Bercovitch);

- de dame Margaret Barclay Dale, veuve de feu Holton H. Learmont, demandant l'adoption d'une loi définissant ses droits en vertu du testament de Joseph-B. Learmont (M. Bercovitch);

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi concernant ses fonds d'amortissement (M. Bissonnet);

- de J.-E. Livernois, limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gauthier);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dugas);

- du Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant (M. Drouin);

- de l'hôpital Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par ledit hôpital (M. Fauteux);

- de Charles Lebrun et autres, contribuables propriétaires de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 126 (M. Frigon);

- de Dora McLaurin et de Catherine Austin Ekers, veuve de feu Alexander Francis Dunlop, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer le nom de Dora McLaurin en celui de Dora Dunlop et de ratifier une convention d'adoption intervenue entre elles (M. Gault);

- de dame Alexina Dubuc, dite sœur Marie-Sainte-Cécile et autres, demandant la constitution d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier" (M. Lortie);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Messier);

- de Harry Jérôme Lynes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle - Lasalle Mutual Insurance Company" (M. Plante);

- de Dame Rose Cardinal, épouse de Louis-Philippe Painchaud, et Armand Cardinal, demandant l'adoption d'une loi validant certains titres les concernant (M. Rhéaume);

- de William F. Angus et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le village de Boisbriant (M. Rhéaume);

- de la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 350 de la corporation de ladite cité et un contrat pour lui donner effet (M. Saintonge).

### Rapports du comité spécial:

#### Composition des comités permanents

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre la liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Dillon, Stockwell; MM. Authier, Bélanger, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Fisher, Fortin, Guertin, Paquet, Rochette, Samson, Sauvé.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Mercier fils, Moreau, Perrault, Stockwell, Vautrin; MM. Authier, Bachand,

Barré, Bastien, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bertrand, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Lapointe, Lortie, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Thisdel.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Mercier fils, Moreau; MM. Authier, Bachand, Béïque, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Cohen, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Lortie, Paquet, Phaneuf, Piché, Poulin, Reed, Rhéaume, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Mercier fils, Moreau, Perrault, Stockwell, Vautrin; MM. Authier, Bastien, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, McDonald, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Mercier fils, Perrault, Stockwell, Vautrin; MM. Authier, Bachand, Bastien, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fauteux, Fortin, Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Moreault (Rimouski), Plante, Poulin, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse).

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Godbout, Moreau, Perrault; MM. Authier, Barré, Bastien, Béïque, Bergeron, Bouthillier, Charbonneau,

Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fisher, Fortin, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Grant, Guertin, Lamoureux, Lapointe, Lortie, Messier, Phaneuf, Piché, Sabourin, Samson, Saurette, Sauvé, Thisdel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Moreau, Vautrin; MM. Bastien, Béïque, Bertrand, Bissonnet, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Duplessis, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fisher, Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Lortie, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Saurette, Sauvé, Smart, Turcotte.

Comité permanent des privilèges et des élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Mercier fils, Perrault, Vautrin; MM. Bercovitch, Caron, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Gault, Guertin, Rochette, Sauvé, Taschereau (Bellechasse).

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Moreau, Perrault; MM. Bachand, Béïque, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortin, Frigon, Gabias, Gauthier, Lamoureux, Rochette, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte.

Le rapport est adopté.

## Messages du lieutenant-gouverneur:

### Rapport de l'Imprimeur du Roi

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur deux messages de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signés de sa main.

**M. l'Orateur** lit comme suit le premier message:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps

administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts. (Document de la session no 8)

Hôtel du gouvernement  
Québec, ce 8 janvier 1935

#### **Nominations au service civil**

**M. l'Orateur** lit comme suit le second message:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 9)

Hôtel du gouvernement  
Québec, ce 8 janvier 1935

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du ministre des Affaires municipales, 1933-1934**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec, 1933-1934. (Document de la session no 10)

##### **Rapport du surintendant de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1933-1934. (Document de la session no 11)

##### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Gaudet (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que l'adresse suivante soit votée et présentée à son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

On m'a fait l'honneur de m'inviter à proposer l'adresse en réponse au discours du trône. Laissez-moi vous dire que j'en suis heureux, car je vois dans cette invitation un honneur pour le comté de Nicolet que je représente et en même temps un hommage discret à la mémoire de mon prédécesseur en cette Chambre, le toujours regretté et aimé Alcide Savoie. On aurait assurément trouvé parmi mes collègues un proposeur plus éloquent, mais on a voulu, dès le début de cette session, qui portera dans l'histoire, j'en ai la conviction, le nom de session de la colonisation, on a voulu, dis-je faire appel à un fils de colon pour ouvrir le débat afin de prouver et convaincre tout le monde que la colonisation sera un mouvement sérieux en l'année 1935. C'est donc avec un sentiment de fierté que je m'adresse à cette Chambre.

(Applaudissements à droite)

Mes premières paroles seront à l'adresse des chers disparus de l'année; les vides en cette Chambre nous disent qu'ils sont nombreux. Je rappelle à votre souvenir les honorables députés de Papineau, de Montcalm, de Gatineau et d'Argenteuil disparus au cours de l'année qui vient de s'éteindre. Je n'ai pas eu le bonheur de vivre longtemps dans leur intimité, mais je sais qu'ils furent des hommes de devoir. Nous garderons respectueusement le souvenir de leur mémoire.

D'ailleurs, M. le premier ministre, qui préside avec tant de sagesse et de dévouement aux destinées de notre province, et de même que le distingué et courtois chef de l'opposition sauront mieux que moi vous tracer un portrait fidèle de ceux que nous regrettons. Je leur laisse cette tâche et je m'en tiens à exprimer aux familles éprouvées mon témoignage de profondes condoléances.

Monsieur l'Orateur, un privilège m'est réservé de pouvoir, le premier, dans cette honorable Chambre, saluer le nouveau lieutenant-gouverneur de cette province. Ce haut et distingué personnage est depuis longtemps connu dans cette Chambre. Plusieurs d'entre vous se souviennent de ces joutes oratoires dans les quelles l'ancien député de Chambly était souvent le héros incontesté.

(Ici, le député de Nicolet fait une toute petite erreur en disant que Son Excellence fut député de Chambly. L'honorable M. Patenaude fut député de Laprairie.)

**M. Béique (Chambly)** en est enchanté.

**M. Gaudet (Nicolet):** Il fut toujours un adversaire loyal autant que redoutable et, c'est lui rendre justice que d'affirmer qu'il fut en toutes circonstances un politique plutôt qu'un politicien. Son éloquence, son intelligence, ses connaissances des hommes et des choses ont fait de lui un homme dont notre race a droit d'être fière. Il a bien mérité de son pays et de sa province, et en l'invitant à occuper le poste si élevé de représentant du Roi en cette province, on a voulu reconnaître et récompenser ses mérites. Au nom de cette Chambre, je lui présente mes félicitations.

Je ne veux pas non plus, Monsieur l'Orateur, passer sous silence la nomination de l'honorable Hector Laferté à la présidence du Conseil législatif. L'ancien ministre de la Colonisation laisse un excellent souvenir parmi nous. Nous n'oublierons pas que, pendant des années, il fut le père et le soutien du colon dans cette province. Sa courtoisie, sa grande dignité de vie et l'effort qu'il a déployé pendant de si nombreuses années lui méritaient une récompense digne de ses talents. Tous mes honorables collègues de cette Chambre sont heureux de le voir président des délibérations du Conseil législatif. Je le félicite de cette nomination si méritée.

Comme je suis à parler, Monsieur l'Orateur, des excellentes nominations qu'a bien voulu faire le gouvernement de cette province, je n'oublierai pas celle du député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable Irénée Vautrin) au poste de ministre de la Colonisation.

Il ne m'appartient pas de faire l'éloge de cet homme énergique, de ce constructeur intelligent. Le programme qu'il a soumis au Congrès de la colonisation, tenu à Québec les 17 et 18 octobre dernier, nous donne lieu d'espérer et nous dit assez ce que le peuple attend de lui. À peine vient-il d'être appelé à la direction de l'important ministère de la Colonisation qu'il se met immédiatement à la besogne, parcourt toute la province, se renseigne sur place, prend contact avec les colons, afin de connaître leurs besoins et de leur venir en aide.

De cette enquête, il nous est revenu avec le plus beau programme qu'il nous ait encore été donné de voir. Sous la vigoureuse impulsion du nouveau ministre, la province verra se renouveler un mouvement de colonisation semblable à celui inauguré autrefois par le grand apôtre du nord, Mgr Labelle.

(Applaudissements prolongés à droite)

Permettez-moi de vous féliciter, M. le ministre, et laissez-moi vous dire que la province attend beaucoup de vous. Ce programme sera une réussite.

La lecture du discours du trône que nous avons entendue nous dit quelle besogne considérable nous aurons à abattre au cours de la session qui s'ouvre. Ce qui nous frappe en premier lieu et ce qui se dégage de ce discours, c'est un esprit de sagesse et un grand désir de répondre aux besoins de l'heure présente. Nous y reconnaissons là la main ferme, et à la fois souple, du chef du gouvernement qui a préparé le discours du trône. Le même esprit libéral anime toujours cette administration qui fait l'orgueil de la province et souvent l'admiration du pays tout entier.

Le gouvernement, qui vient d'entrer dans sa 38e année de son règne, sait apporter les changements, proposer les réformes susceptibles de parer à la crise et d'accroître la confiance parmi le peuple. Cette fois encore, le gouvernement de cette province, avec l'aide de la Providence, saura contourner les obstacles, les vaincre au besoin, pour rendre le peuple plus heureux, et je ne doute pas que notre population, toujours si intelligente, saura apprécier les efforts sincères du gouvernement et lui accordera de nouveau sa confiance, lorsque celui-ci se présentera aux urnes pour le renouvellement de son mandat.

Il convient de dire que notre province, malgré sa sage et économique administration, a dû tout de même subir les conséquences de la crise. Et ainsi que le déclare le discours du trône, les revenus de la province ont diminué de 10 millions, et peut-être au-delà. C'est ce qui veut dire que nous avons à faire face à de graves obligations. La Chambre se devra de trouver de nouvelles sources de revenus, sans que pour cela le fardeau ne pèse pas trop lourdement sur les épaules du peuple. Et c'est précisément dans le but de résoudre ce problème que plusieurs mesures du plus grand intérêt nous seront soumises, telles que la création d'une coopérative pour l'achat du bois des colons, la refonte de la loi du fonds de pension des instituteurs et les différentes autres mesures contenues dans le discours du trône.

De ces projets de loi, je ne vous dirai que quelques mots. Il convient, il me semble, de signaler à votre attention une mesure du plus haut intérêt. Il y a quelques mois, le gouvernement jugea sage de nommer une commission présidée par l'honorable Ernest Lapointe, afin de s'enquérir des conditions de l'électricité dans cette province et des difficultés que pourrait soulever cette importante industrie.

Nous serons appelés à discuter certaines réformes indispensables. Et je crois qu'il devra être possible de pousser davantage l'électrification des campagnes, afin que le cultivateur puisse apporter des améliorations indispensables à assurer son succès et à accroître son bien-être. Rendons les campagnes attrayantes et nous aurons contribué beaucoup à résoudre la crise de l'heure présente. C'est là un des articles du programme politique de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout).

Vous me permettez, M. l'Orateur, d'attirer l'attention de cette Chambre sur la mesure la plus importante du programme législatif, à mon point de vue, qui vous sera soumise. Je veux parler du programme de colonisation du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin), adopté au congrès du mois d'octobre dernier. En lisant les résolutions de ce congrès, il nous semble qu'elles sont les conclusions d'un vaste programme de travaux et de réformes qui a été exécuté dans cette province, au cours de ces vingt dernières années.

Nous avons d'abord vu s'exécuter un vaste projet de voirie, et notre population a toujours apprécié et approuvé la politique des bonnes routes. Ensuite, afin d'aider la classe agricole, le gouvernement, sous l'intelligente direction du ministre de l'Agriculture, a popularisé et exécuté un vaste programme d'irrigation. Quantité de terres improductives donnent présentement de superbes récoltes grâce à l'initiative de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout).

Une autre aide que le gouvernement a donnée afin d'assurer la recolonisation des vieilles paroisses, c'est bien l'octroi de \$100 par an, pendant trois ans, offert aux cultivateurs désireux d'établir leur fils sur une terre dans nos vieilles paroisses. Nous en voyons déjà d'heureux effets et, la population de nos campagnes comprend qu'elle n'est pas laissée à elle-même et que le gouvernement de cette province déploie tous ses efforts pour lui venir en aide. À mon avis, c'est une des lois qui est le plus de nature à enrayer le dépeuplement de nos campagnes. Et je crois que cette Chambre est heureuse de voir l'application d'une loi aussi sage.

Après ces grands travaux exécutés dans cette province depuis 20 ans, en vue d'améliorer le sort de la classe agricole, nous voyons bien que le programme de colonisation, adopté au mois d'octobre dernier, arrive à son heure. Ce congrès se devra de réaliser les espoirs qu'il fit naître. Il a débuté sous de trop heureux auspices pour ne pas être un succès dans sa réalisation. Nous avons alors assisté à un spectacle bien propre à nous remplir de fierté. Nous

avons vu l'Église et l'État se donner la main pour assurer un prompt succès à cette œuvre éminemment morale et économique.

De toute part, on va donc prêcher l'évangile du retour à la terre, et, dans mon imagination de fils de colon, je vois se dérouler et se répéter, avec l'aide généreuse du gouvernement cette fois, l'effort gigantesque accompli par nos pères pour s'assurer la possession du sol. L'histoire nous dit que la meilleure forteresse d'un peuple, c'est la terre. Nos pères ont compris cette vérité. Nous nous devons de marcher sur leurs traces.

(Applaudissements)

Leurs exemples trouveront dans nos fils de vaillants imitateurs, et j'ai la conviction que partout où il y a un centre de colonisation, on verra bientôt s'élever de nombreux clochers, symbole de paix et de prospérité pour un peuple.

Dans l'application de ce programme de colonisation, vous me permettez une suggestion. Je voudrais qu'on portât une attention spéciale aux familles nombreuses, soit en leur donnant gratuitement des lots, soit en permettant de s'y rendre à bonne condition. Cette attention aura pour effet de retenir à la terre le meilleur élément de notre population.

Maintenant M. l'Orateur, me serait-il permis de sortir quelques moments du discours du trône pour aborder un sujet qui est étroitement lié à la question du retour à la terre, je veux parler de la décentralisation industrielle au bénéfice des campagnes. Quand on parcourt les Cantons-de-l'Est, notre attention est attirée par la prospérité de ces lieux. Elle frappe des visiteurs. Cette prospérité est attribuable à l'existence de nombreuses petites villes où la classe ouvrière est prospère et heureuse et chez laquelle le cultivateur trouve un marché avantageux à ses produits.

À mon avis, si l'on multipliait ces petites villes un peu partout dans la province, les graves questions ouvrières, industrielles et agricoles seraient vite résolues. Je fais un pressant appel à la classe industrielle d'examiner et de juger le projet à son mérite.

Dans les villes, les capitalistes sont inquiets. Qu'ils retournent donc aussi à la terre, c'est-à-dire qu'ils distribuent leurs industries, quand la chose est possible, dans nos paisibles villages où ils trouveront une main d'œuvre ambitieuse de les seconder dans leurs efforts. De nombreux exemples prouvent qu'il est facile de réaliser de rapides succès dans ces petites industries villageoises. Messieurs les capitalistes, regardez vers la campagne, voyez comme elle est belle partout dans notre province.

En terminant, je ne puis oublier de signaler les Fêtes de Gaspé où la nation entière rendit un suprême hommage à la mémoire de Cartier. Il convient, il me semble, d'adresser nos remerciements aux peuples d'Angleterre, de France et des États-Unis qui se sont unis à nous pour commémorer le quatrième centenaire de la découverte du Canada.

Vous n'ignorez pas qu'en cette circonstance, le gouvernement français a décoré le premier ministre de l'ordre de la Grande Croix de la Légion d'Honneur. Cet honneur était pleinement mérité. Nul plus que M. le premier ministre n'incarne mieux en ce jour la classe laïque du peuple canadien-français.

La France, se souvenant de ces origines chrétiennes, a honoré en même temps notre bien-aimé cardinal Villeneuve. Nous étions fiers, en ce jour du grand souvenir, de voir notre ancienne mère patrie, dont la mémoire nous est toujours si chère, s'incliner vers deux fils de notre race pour leur accorder ses plus hautes décorations. Elle unissait l'Église et l'État dans son témoignage d'admiration.

Notre bien aimé cardinal et le brillant premier ministre de cette province devenaient tous deux, en ce jour de gloire et de souvenirs, Grande Croix de la Légion d'Honneur. Nos remerciements à la France. M. le premier ministre, cette décoration vous semble toute naturelle tant elle est méritée, vous, le plus grand législateur que la province de Québec ait jamais eu.

Nous avons l'assurance que, sous votre haute et sage direction, notre belle province de Québec marchera vers de nouveaux succès et verra s'accroître le bonheur de ses enfants.

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Duffy (Compton)** se lève.

(Nouveaux applaudissements)

Il remercie à son tour le gouvernement d'avoir pensé au député de Compton en lui demandant de seconder l'adresse de nouveau.

Il rappelle les pertes subies par la Chambre par le décès de quatre de ses députés MM. Lahaie (Papineau), Dansereau (Argenteuil), Duval (Montcalm) et Legault (Gatineau), et il paie un tribut d'hommage à la mémoire de ces députés.

Je me réjouis de voir que le discours du trône nous apprend que le gouvernement activera le mouvement du retour à la terre, programme qui constitue à mon avis la plus importante pièce législative présentée en Chambre cette session-ci. Pendant la prospérité, trop de gens ont quitté la campagne.

(Applaudissements à droite)

Nous sommes tous conscients que la plupart de nos gens souhaitent vivement revenir à la terre. C'est un fait reconnu qu'au cours des années de prospérité, pendant et après la guerre, un grand nombre de campagnards ont émigré dans les villes où ils ont trouvé pendant quelque temps de bons salaires, une vie plus facile et certains avantages qu'ils ne pouvaient trouver en campagne. Mais cette prétendue et illusoire prospérité ne fut que temporaire, et nous voyons aujourd'hui les grandes villes surpeuplées et incapables de fournir du travail à tout le monde.

Aussi, nombreux sont les anciens ruraux, aujourd'hui citadins et chômeurs, qui voudraient retourner sur la terre, à la campagne, qui pourra seule leur assurer de nouveau leur subsistance, sans assistance publique.

Mais, ce sont les fils de cultivateurs qui doivent avoir la préférence. C'est pourquoi le gouvernement a inauguré un vaste mouvement de retour à la terre, et que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) a souvent soumis aux représentants des sociétés de colonisation et aux délégués venus de toutes les parties de la province, un programme complet en octobre dernier. Le congrès a été un succès et j'en attends les plus heureux résultats.

La loi actuelle, qui accorde des compensations aux cultivateurs pour l'établissement de leurs jeunes sur la terre, a connu un grand succès et le gouvernement en a été félicité. Je peux assurer au ministre que les cultivateurs sont très reconnaissants de ce coup de main.

Espérons que cette loi non seulement restera en vigueur, mais qu'on augmentera le nombre des octrois, afin de pouvoir établir tous les jeunes gens qui voudront profiter, participer aux avantages

La commission Lapointe pour l'enquête sur l'électricité aura eu pour effet de décider, d'établir si la province doit ou non s'engager dans une politique de municipalisation des services d'électricité, mais aussi de provoquer une réduction des taux d'électricité qui paraissent trop élevés. Je suis confiant que les recommandations que fera la commission Lapointe permettront d'étendre la ruralisation de l'électricité pour apporter aux ruraux les avantages et le bien-être que l'électricité peut apporter dans le foyer, à un coût modéré.

Malgré une amélioration dans les conditions économiques générales, la question du chômage reste très grave dans la province. Le gouvernement provincial a dépensé des sommes considérables pour l'assistance aux chômeurs<sup>1</sup> et il devra sans nul doute faire de nouveaux déboursés. Le premier ministre de



notre province a offert de faire assumer par le gouvernement provincial 50 %<sup>2</sup> du coût du chômage<sup>3</sup>, et il a exprimé l'opinion que les municipalités ne peuvent que bien difficilement, plus longtemps, continuer à défrayer les secours directs.

Les salaires payés dans certaines industries sont très bas. Le gouvernement provincial s'est abstenu de toute intervention pour fixer les salaires dans les industries privées, et il a laissé à l'initiative et à la coopération des industriels pour améliorer la situation autant que possible. Nous espérons que les industries continueront à faire preuve du même bon vouloir et qu'elles augmenteront en autant que la situation économique le permettra les salaires des ouvriers de notre province. J'espère que l'industrie montrera sa bonne volonté.

Accueillant favorablement le fait que les articles de l'ancienne loi des accidents du travail seront rétablis sous peu, il (M. Duffy) félicite le gouvernement de rétablir les indemnités.

Il (M. Duffy) est heureux, de constater une amélioration dans la production agricole de 1934 et il félicite le gouvernement d'avoir placé un budget plus fort, un budget considérable, à la disposition du ministère de l'Agriculture. Il constate également que la politique routière du gouvernement a maintenu une parfaite condition d'efficacité et de service. Les chemins des Cantons-de-l'Est ont été largement améliorés et comptent parmi les meilleurs de la province. C'est une excellente politique que celle du ministre de la Voirie, qui a permis aux municipalités de faire des travaux de chemins sur la base de 50 %. Cela a remédié au chômage.

Il parle des améliorations dans le secteur touristique.

Je pourrais ajouter que nous avons eu tout récemment l'honneur d'une visite de l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis), l'an dernier dans les Cantons de l'Est, qui n'a pas ménagé ses attaques contre le gouvernement.

Nous avons été heureux de le voir. Je tiens à dire maintenant à l'honorable député de Trois-Rivières que ses remarques n'ont pas semblé rencontrer l'approbation de la population des Cantons-de-l'Est, et même ses plus chauds partisans ne se sont pas accordés avec lui dans ses attaques injustifiées du gouvernement.

Malgré la diminution de ses revenus, le gouvernement a maintenu tous ses services, grâce à sa bonne administration.

Nous sommes fiers du record du gouvernement. L'honorable premier ministre (l'honorable M. Taschereau) ne s'est pas révélé

seulement comme un administrateur de premier ordre, mais il est reconnu dans tout le dominion comme un grand Canadien.

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Applaudissements prolongés à gauche) M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), l'ajournement du débat.

Adopté.

### Mandats spéciaux

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de la loi, le gouvernement est obligé de produire dans les trois jours qui suivent l'ouverture de la session la liste des mandats spéciaux adoptés depuis la dernière session. Est-ce l'intention du gouvernement d'observer la loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Les espérances de mon honorable ami, le chef de l'opposition, ne se réalisent pas toujours, mais cette fois, s'il y a un moyen de lui faire plaisir, nous en serons enchantés. Cela sera fait bientôt.

La séance est levée.

### NOTES

1. *La Presse* du 10 janvier 1935, à la page 16, écrit "l'assistance-chômage".
2. *L'Action catholique* du 10 janvier 1935, à la page 7, écrit 10 %. C'est le seul journal à avancer ce pourcentage.
3. *La Presse* du 10 janvier 1935, à la page 16, écrit "de l'assistance-chômage".



Séance du jeudi 10 janvier 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame Clémentine Minquet, dite sœur Louise-de-Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie" (M. Authier);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Francoeur, Montréal-Dorion).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi relative à certaines taxes la concernant (M. Bélique);
- de Norman Vineberg, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vine (M. Bercovitch);
- de dame Margaret Barclay Dale, veuve de feu Holton H. Learmont, demandant l'adoption d'une loi définissant ses droits, en vertu du testament de Joseph-B. Learmont (M. Bercovitch);
- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi concernant ses fonds d'amortissement (M. Bissonnet);
- de J.-E. Livernois, limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gauthier);
- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dugas);
- du Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant (M. Drouin);

- de l'hôpital Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par ledit hôpital (M. Fauteux);

- de Charles Lebrun et autres, contribuables propriétaires de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 126 (M. Frigon);

- de Dora McLaurin et de Catherine Austin Ekers, veuve de feu Alexander Francis Dunlop, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer le nom de Dora McLaurin en celui de Dora Dunlop et de ratifier une convention d'adoption intervenue entre elles (M. Gault);

- de dame Alexina Dubuc, dite sœur Marie-Sainte-Cécile et autres, demandant la constitution d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier" (M. Lortie);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Messier);

- de Harry Jérôme Lynes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle - Lasalle Mutual Insurance Company" (M. Plante);

- de Dame Rose Cardinal, épouse de Louis-Philippe Painchaud, et Armand Cardinal, demandant l'adoption d'une loi validant certains titres les concernant (M. Rhéaume);

- de William F. Angus et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le village de Boisbriant (M. Rhéaume);

- de la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 350 de la corporation de ladite cité et un contrat pour lui donner effet (M. Saintonge).

### Rapports de comités:

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Samson pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Cohen pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Côté (Bonaventure):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Côté (Bonaventure) pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

**M. Reed (L'Assomption):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Reed pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à six membres.

Adopté.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Francoeur pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### État des mandats spéciaux

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'article 10 chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, lequel se lit comme suit: (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>	<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
<b>9. Divers services:</b>			
Secrétaire provincial - Instruction publique:			
Gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement...	2,000.00	1,995.00	5.00
École des beaux-arts, Québec et Montréal.....	13,301.87	8,166.34	5,135.53
Enseignement du français dans les académies protestantes .....	5,000.00	5,000.00	.....
Terres et Forêts:			
Protection des forêts.....	50,000.00	6,079.84	43,920.16
Charges sur le revenu:			
Loi concernant la gazoline S.R.Q., 1925, chapitre 36, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1. - (Remboursements applicables contre revenu) .....	67,000.00	.....	67,000.00
Colonisation, Chasse et Pêcheries:			
Pêche, chasse et pisciculture (O.C. no 1622, 27 juin 1934) .....	20,000.00	18,700.00	1,300.00
<b>10. Divers services:</b>			
Dette publique:			
Frais d'administration et dépense différée:			
Prime escompte et change.....	7,636.18	7,636.18	
Hygiène:			
Unités sanitaires de comté.....	5,796.11	5,796.11	.....
Agriculture:			
Encouragement à l'agriculture en général.....	3,258.68		
Écoles d'agriculture, etc. ....	300.00		
Économie rurale .....	14,466.09		
Industrie animale.....	<u>25,441.22</u>		
	43,465.99	43,465.99	.....
Terres et Forêts:			
Arpentages.....	1,750.00		
Service forestier .....	27,000.00		
École de papeterie .....	<u>4,468.05</u>		
	33,218.05	33,218.05	.....
Charges sur le revenu:			
Régistrateurs - Salaires et dépenses contingentes .....	41,315.75		

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>	<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
Charges sur le revenu ( <i>suite</i> ):			
Véhicules-moteurs..... <u>2,195.26</u> (O.C. no 2416, 4 octobre 1934)	43,511.01	43,511.01	.....
1. <i>Divers services:</i>			
Services divers:			
Octroi du gouvernement provincial aux fêtes du 3 <sup>ième</sup> centenaire de la fondation des Trois-Rivières..	35,000.00	35,000.00	.....
Octroi du gouvernement provincial au Comité national des fêtes de Jacques-Cartier .....	30,000.00	30,000.00	.....
Octroi à l'Association des médecins de langue française .....	15,000.00	15,000.00	.....
Colonisation, Chasse et Pêcheries:			
Mouvement du retour à la terre - Administration (Plan Gordon).....	100,000.00	45,439.01	54,560.99
Établissement des fils de cultivateurs sur la terre .....	70,000.00	69,600.00	400.00
Chemins de colonisation et aide à la colonisation .....	50,200.00	50,053.99	146.01
(O.C. no 1783, du 19 juillet 1934)			
2. <i>Divers services:</i>			
Travaux publics:			
Construction d'un nouvel édifice pour divers services de l'administration, rue Saint-Augustin, Québec .....	200,000.00	151,508.71	48,491.29
Reconstruction d'une annexe, Musée Laurier, Arthabaska .....	4,500.00	4,233.00	267.00
Colonisation:			
Chemins de colonisation et aide à la colonisation .....	150,000.00	107,815.29	42,184.71
(O.C. no 2212, 12 septembre 1934)			
3. <i>Colonisation:</i>			
Chemins de colonisation et aide à la colonisation: réparation de certains ponts en bois dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et Beauce.....	10,500.00	10,265.48	234.52
(O.C. no 2318, 27 septembre 1934)			
4. <i>Travaux publics, Chasse et Pêcheries:</i>			
Pêcheries maritimes .....	32,000.00	24,970.64	7,029.36
(O.C. no 2872, du 22 novembre 1934)			
5. <i>Colonisation:</i>			
Primes de défrichement, de labour et de résidence.....	200,000.00	40,492.42	159,507.58

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>	<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
5. <i>Colonisation (suite):</i> (O.C. no 3060, du 14 décembre 1934)			
Total .....	\$1,188,129.21	\$797,947.06	\$430,182.15

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,  
E. Vézina

Québec, le 8 janvier 1935

(Document de la session no 12)

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 9 janvier, sur la motion proposée le même jour, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Trois-Rivières (M. Duplessis), chef de l'opposition, pour continuer le débat sur l'adresse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève.  
(Applaudissements prolongés à gauche).

M. l'Orateur, le proposeur et le second de l'adresse se sont bien acquittés de la tâche difficile que le gouvernement leur avait confiée. Je remercie le sympathique député de Nicolet (M. Gaudet) de ses allusions très aimables. Au nouveau lieutenant-gouverneur, nos compliments, mes hommages, et à son prédécesseur immédiat, nos meilleurs souhaits.

Depuis la dernière session, quatre députés, les députés de Papineau, Montcalm, Gatineau et Argenteuil, ont été ravis à notre affection. J'offre mes sympathies aux familles des disparus. Leur qualification et leurs qualités personnelles nous font ressentir la perte que nous subissons.

À part les comtés laissés vacants par la mort de leurs députés, quatre autres comtés se trouvent aussi sans députés par la nomination de leurs députés à des emplois publics, des postes extra-parlementaires. Les anciens députés de Drummond, Témiscouata, Mégantic et Québec-Comté sont partis depuis un an, et leurs sièges sont vacants. Il faudra de toute nécessité en venir à la réforme que l'opposition préconise depuis longtemps et que les sièges rendus vacants soient remplis dans un délai raisonnable et fixé d'avance par la loi. Il n'est pas raisonnable que les sièges vacants remplacent ceux qui en sont partis, ce qui est un maigre compliment à faire aux anciens députés qui les occupaient; il n'est pas convenable que les députés voisins les remplacent. Et d'ailleurs, c'est violer un des grands principes du droit britannique: "No taxation without representation".

Un nouveau ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) a été nommé, un adversaire politique de toujours, mais je n'oublie pas qu'il est un ancien compagnon, un confrère d'université dont on ne peut oublier la cordialité. Il devra porter la responsabilité, le poids terrible, de la solidarité ministérielle en matière de colonisation. Je lui souhaite le courage et l'énergie nécessaires pour réparer, par une sage et rapide politique de colonisation, les erreurs coûteuses et les abus désastreux commis dans le passé par le département de la colonisation qu'il préside.

(Applaudissements à gauche)

Et surtout, je lui souhaite l'énergie indispensable pour imposer à deux ou trois de ses collègues, les plus puissants, un système de colonisation efficace, qui s'impose chez nous depuis longtemps.

Il (M. Duplessis) croit du reste que tout le programme de colonisation, qui représente une dépense de 10 millions, est une affaire politique et que le gouvernement se sert de membres du clergé pour mieux camoufler derrière leurs robes ses manquements.

Nous sommes à l'aube de la quatrième session de cette législature. Le gouvernement dispose d'une majorité ministérielle considérable depuis plusieurs années. Nous en sommes à la 15<sup>e</sup> année du régime actuel. Quinze ans d'existence! Période fixée par Sir Wilfrid Laurier comme terme d'un gouvernement pour qu'une administration soit gangrenée. (Rires) On peut imaginer que, s'il avait connu le régime actuel, la période eût été certainement moins longue.

Depuis 15 ans, ce régime préside aux destinées de la province. Successeur d'un régime qui devait abolir les taxes, celles-ci ont été augmentées. Ce régime de quinze années a eu à sa disposition, en imposant des taxes et en contractant des emprunts, une somme de \$500,000,000 pour préparer l'avenir, pourvoir à l'administration et au progrès de la province.

Il a toujours eu, au surplus, une imposante majorité toujours disposée à suivre les ordres du premier ministre. Le régime actuel peut toujours compter en cette Chambre sur 68 ou 70 députés toujours prêts à emboîter le pas et à faire selon ce qu'on leur dit.

Majorité ministérielle considérable. Il a d'abondantes ressources. Qu'est-ce que nous constatons? Ce gouvernement avait l'argent, la puissance politique, le pouvoir de faire toutes les lois nécessaires, et surtout il avait à sa disposition un domaine de ressources naturelles publiques d'une énorme richesse.

Or, après 15 ans de ce régime, après 37 ans d'un régime soi-disant libéral, nous constatons que la province que nous aimons est dans une situation alarmante; nous nous trouvons en face de problèmes angoissants et injustifiables en face des ressources dont disposait ce gouvernement, de problèmes que le gouvernement aurait pu éviter, dont il aurait pu au moins réduire l'acuité. Ces vers les politiques du gouvernement qu'il faut se retourner, si on veut trouver la source de la situation désespérée qui sévit actuellement.

Comme représentant de la cité de Trois-Rivières et d'un comté jeune où la jeunesse forme 46 pour cent de la population, j'ai été en mesure de constater moi-même l'état de la situation. Vous ne serez pas surpris de me voir attirer l'attention sur le problème angoissant de l'établissement des jeunes. D'après les statistiques de 1931, nous avons 800,000<sup>1</sup> jeunes gens, de 19 à 25 ans dans la province de Québec, et le chiffre s'est augmenté depuis de 60 à 65,000<sup>2</sup> par année. C'est un million de jeunes gens qu'il faut orienter, à qui il faut trouver un avenir dans l'intérêt de la race et du pays. Quel espoir reste-t-il pour la jeunesse dans cette province?

La jeunesse, espoir de demain, se trouve dans une situation alarmante, angoissante. La jeunesse, c'est la force de renouvellement de notre province, la grande richesse qui fera notre nation grande ou pauvre, puissante ou faible. Et c'est ce capital humain que le gouvernement actuel a négligé et oublié dans sa législation, qui est condamné à l'inaction et à végéter parce qu'on ne lui a pas fourni les moyens d'épanouir son intelligence et ses activités, de remplir son rôle et de faire bénéficier le pays de ses efforts et de son activité. Le tableau est sombre parce que le gouvernement s'entête à s'occuper des choses plutôt que des personnes. La jeunesse du Québec est victime du manque de vision de ce gouvernement. Doit-on alors se demander pourquoi elle est si inquiète?

Qui peut évaluer les possibilités de la jeunesse, apprécier ses ressources, indiquer sa valeur comme actif national? Aussi, l'incurie du gouvernement envers la jeunesse est de nature à tarir les forces de la nation à leur source même.

Le gouvernement n'a jamais eu et n'a pas davantage aujourd'hui le courage de donner à son administration et à sa législation une orientation humaine, comme cela transparait dans le discours du trône, qui est rempli d'affirmations plus ou moins précises, contient des éloges immérités, rédigés par le gouvernement à son adresse avec la modestie qui lui est coutumière. Débarrassé de ces éloges, qu'est-ce qu'il nous offre? Ce discours du trône est supposé, d'après la Constitution, indiquer aux députés l'orientation de la législation gouvernementale pour la session qui commence. À quoi se résume-t-il, quels remèdes propose-t-il aux problèmes de l'heure? À peu près rien.

Établissons la situation de façon claire et nette. Nous sommes membres d'une confédération. La province de Québec est jalouse de son autonomie. Elle joue un rôle important dans la Confédération. Des deux côtés de la Chambre, nous voulons la



maintenir et personne n'est plus jaloux que l'opposition, le Parti conservateur, du maintien intégral de l'autonomie provinciale. C'est pour cela essentiellement que l'opposition souhaite éduquer les gens à penser en termes provinciaux, quand il importe de le faire. Et c'est parce qu'elle est pénétrée de ces sentiments, que nous discutons ici les problèmes provinciaux, sans tenter de faire de la confusion avec les problèmes d'autres domaines. C'est parce que nous voulons le respect de l'autonomie de la province que nous nous opposerons à toute mesure qui soit de nature à provoquer la fusion ou la confusion entre les domaines fédéral et provincial. Il est essentiel que ces domaines restent distincts et que les faits qui intéressent chacun d'eux soient appréciés dans leur caractère propre.

La connaissance des problèmes provinciaux est essentielle. Nous pouvons nous demander avec raison comment il se fait que dans notre province si riche en pouvoirs d'eau, en forêts, en mines, malgré l'évidente bonne volonté de la population elle-même, nous soyons en face d'une pareille situation, que dans un pays de 6 habitants par mille carré, nous ayons un chômage si aigu, alors que dans des pays européens comme l'Angleterre, la France, la Belgique et l'Italie, avec une densité de 250 à 300 habitants par mille carré, le problème du chômage ne se pose guère.

C'est le gouvernement qui avait le devoir de prévoir et d'agir, qui avait la responsabilité de poser les actes administratifs et législatifs nécessaires à une orientation sensée et logique des affaires de la province. De toute évidence, le gouvernement a fait preuve d'un constant manque de courage et d'une incapacité à indiquer la voie à suivre pour trouver les solutions qui s'imposaient. Dans toute son administration et dans toute sa législation, il a donné le spectacle d'un régime qui a oublié ce principe élémentaire que l'homme est le roi de la création, que les choses lui sont subordonnées et qu'il ne doit pas être l'esclave des choses faites par l'homme.

C'est qu'on a légiféré pour les gros intérêts, pour les choses, sans se préoccuper des humains. Après cinq années de crise pendant lesquelles tant de remèdes ont été indiqués, je regrette que dans le discours du trône, après des années d'abus, on ne veuille pas se rendre à l'évidence et voir ce que tout le monde voit, qu'on refuse d'aller à la source du mal et de donner une orientation vraiment humaine à notre législation et à notre administration. Les lois provinciales, lois que le gouvernement a le pouvoir de faire et de défaire, sont une sanction en faveur de la surcapitalisation des biens matériels, le mouillage des stocks et la dépréciation du capital humain.

Le gouvernement est-il justifiable de n'avoir pas constaté qu'au point de vue économique, la principale cause de la crise économique est le mouillage de stocks? En vertu des lois provinciales actuelles, trois individus peuvent s'associer, pour souscrire une somme de mille dollars, et ils peuvent vendre pour \$10,000,000 d'actions et \$20,000,000 de débentures; l'histoire de l'élaboration de ces lois est bourrée de désastres, de foyers brisés et d'épargnes envolées. Et certain capitalisme sans cœur et sans âme, qui ne croit seulement au côté matériel de la vie, au gain financier personnel, nous a donné la surcapitalisation qui, à son tour, encourageait la surproduction et la diminution des salaires des ouvriers, pour fabriquer des dividendes pour de faux capitaux. Et cela s'est fait ouvertement, à l'abri et avec l'autorisation des lois provinciales.

Le gouvernement apporte-t-il une mesure pour remédier au mal de la surcapitalisation? Non, rien! Le discours du trône est muet sur ce point. Lorsqu'en Angleterre on donne le spectacle d'un lord arrêté et condamné à la prison pour avoir publié un prospectus qui contenait des choses non conformes aux faits, ici, on n'a pas fait de loi pour l'empêcher. Non seulement on n'a pas remédié au mal, mais on a fait des lois pour que nos ressources naturelles servent à payer les excès et les vols de la surcapitalisation. On a hypothéqué nos ressources forestières pour la somme de \$483,000,000, pour laver les turpitudes de certaines finances malodorantes, et pour aider impunément à continuer le mouillage des stocks.

Mais cette mesure extraordinaire qui sacrifie le plus beau de nos domaines pour des manipulations parfois scandaleuses, comment a-t-on pu s'y résoudre en cette Chambre? J'ai constaté que le Royal Trust détenait en fidéicommiss pour \$162,000,000 de ces hypothèques enregistrées sur notre domaine public. Je me suis demandé quelle avait été l'attitude du bureau de direction du Royal Trust. Je me suis souvenu alors que le premier ministre est directeur du Royal Trust et je me suis dit que c'était une bien curieuse coïncidence. N'est-il pas pénible de constater que parmi ceux qui bénéficient de cette attitude, il y a le Royal Trust dont le premier ministre fait partie comme directeur de son conseil d'administration.

Voici \$162,000,000 d'obligations émises à la suite du mouillage de stocks. Je suis convaincu que le premier ministre a dû batailler au bureau de direction du Royal Trust pour combattre le projet d'hypothèques. Mais j'imagine qu'on a dû lui répondre d'oublier qu'il était premier ministre de la province pour se souvenir qu'il était aussi directeur du Royal Trust et que, comme directeur, il devait défendre les intérêts du Royal Trust.

Et c'est ainsi que le mouillage des stocks, que la surcapitalisation ruineuse, a soldé ses pertes à même notre domaine national. Et c'est là, on n'en saurait douter, une des principales causes du désarroi où se trouve notre jeunesse. Car, ainsi que le déclarait le Dr Rousseau<sup>3</sup>, Canadien éminent: "Dans notre province, il n'existe certainement pas moins d'un million de citoyens qui ont été gravement affectés dans ces dernières années par les méthodes financières que je dénonce. Le moment est venu où les classes laborieuses de la population vont exiger que l'on édicte des lois aussi rigoureuses contre "l'élite" que contre la masse sordide des bandits. À moins d'un retour à quelques-unes aux moins des vieilles conceptions de la responsabilité dans les affaires, tout espoir de les assainir restera illusoire".

En pleine crise, alors que nous constatons les misères et les maux dus à une législation malsaine, nous voyons que notre épargne populaire a été engloutie par millions, après avoir été drainée par suite d'une surcapitalisation ruineuse par les compagnies. Et c'est pourquoi le problème de l'établissement de notre jeunesse est si difficile, précisément parce que cette épargne populaire devait servir à l'établir. Et cette épargne était le rempart de l'ordre, un facteur de progrès et de stabilité. Sa disparition rend les problèmes de l'heure encore plus difficiles et angoissants. Qu'est-ce que le régime a fait pour protéger l'épargne populaire? Elle a été engloutie sous l'œil bénévole du régime actuel, en vertu et sous l'autorité et la protection des lois provinciales, par suite de l'incurie du gouvernement.

Les abus de la surcapitalisation ont multiplié les ruines, parce que le gouvernement actuel a maintenu les lois qui autorisaient, qui invitaient même ces abus. Il y a trois participants à une offense: celui qui aide, celui qui la commet et celui qui recèle. Le gouvernement Taschereau peut être condamné sur au moins deux de ces chefs. Le gouvernement est responsable des abus commis au détriment de l'épargne populaire.

Et le discours du trône ne contient pas un mot à ce sujet-là, pas une allusion, malgré l'évidence aveuglante des faits, malgré les désastres accumulés, malgré les malheurs et les misères sans nombre qu'ils ont créés.

Après cinq ans de misères, ces lois ne sont pas abrogées, mais d'autres concessions ont été accordées. C'est le gouvernement avec sa majorité qui a gardé, avec ses Statuts, des lois qui autorisaient ces graves abus. Notre situation est claire. Ces lois néfastes et spoliatrices, nous les abrogerons, si le gouvernement actuel refuse de le faire, s'il n'en a pas le courage.

Le gouvernement ne propose rien, n'indique aucune action remédiate sérieuse. Pour nous, notre position est claire. Nous savons très bien où nous allons. Je dois déclarer que je reconnais la valeur de l'initiative privée, exercée honnêtement suivant les règles normales. Nous croyons en la protection du capitaliste honnête, nous désirons prêter main forte à l'initiative privée, parce que nous avons besoin de l'initiative privée, mais je dis que pour sauvegarder cette initiative privée, il faut débarrasser la finance de ces organisateurs, de ces requins, qui paraissent si puissants, qui ont tellement d'influence que l'on croirait que les pouvoirs administratifs et législatifs, qui doivent être l'apanage exclusif des députés et des ministres, soient passés entre leurs mains. Le gouvernement n'a rien fait pour remédier aux problèmes, et il ne propose aucune action. J'espère que le gouvernement se rendra compte de la nécessité de ces réformes et trouvera une façon de soumettre la législation appropriée au cours de la session.

Comme remède aux difficultés et aux problèmes actuels, le discours du trône n'indique qu'une chose: de nouvelles taxes. C'est là le grand moyen du régime qui combattait les taxes, c'est la taxe. Il faut taxer. Sans doute, le gouvernement a ajouté que la taxe serait légère. Il avait dit la même chose en 1932, ce qui ne l'empêchait pas d'imposer en une seule année pour \$4,500,000 de nouvelles taxes.

Le gouvernement doit se rappeler que la taxe est limitée à la capacité de payer et qu'on ne doit y recourir que s'il est impossible d'équilibrer le budget par une administration économe. Car, outre que le premier ministre a déclaré à plusieurs reprises que la province est assez taxée, il reste que le gouvernement actuel peut réaliser des économies substantielles et équilibrer ses dépenses, sans recourir à de nouvelles taxes. Le moyen de parer aux besoins de l'heure actuelle réside dans l'économie bien appliquée. L'an dernier, dans *Le Soleil* de Québec, on parlait d'économie.

Le premier ministre ne cesse d'accumuler des contradictions. Il est le prince des contradictions. Ainsi, d'après *Le Soleil*, il disait l'an dernier qu'il faut que les générations futures paient. Aujourd'hui, il prétend qu'il ne faut pas charger les générations futures du fardeau actuel. L'an dernier, le premier ministre et ses députés votaient unanimement contre la loi que j'avais présentée pour porter de 16 à 18 ans la limite d'âge pour les allocations pour les orphelins, à la mère d'un ouvrier accidenté; le premier ministre et ses députés ont voté également contre le bill de l'opposition (M. Bertrand), pour rétablir les indemnités aux ouvriers accidentés. Or, cette année,

le discours du trône comprend ces mesures que nous avons suggérées. *Le Soleil* de Québec reçoit \$315,000 par année pour chanter les louanges du gouvernement.

Ici, j'ouvre une parenthèse: l'ancien trésorier, M. Nicol, qui est passé au Conseil législatif pour se reposer, selon son expression, est-il revenu dans le cabinet pour empêcher les ministres de trop fournir au *Soleil*, de donner autant d'argent?

Si la situation financière est mauvaise, il faut pratiquer l'économie. Le gouvernement doit s'imposer des mesures d'économie, au lieu d'augmenter sans cesse les frais d'administration publique. Économie de quoi? Des services publics. L'administration coûte trop cher. Nous sommes à la tête de la Confédération pour l'augmentation des dépenses. De 1921 à 1931, les dépenses d'administration dans le gouvernement ont augmenté de 155 % et voilà qu'on veut taxer encore. Ce qu'il faut, c'est rajuster le système de taxation et non créer de nouvelles taxes; Il faut que le gouvernement cesse de drainer les revenus qui appartiennent aux municipalités, qu'il rajuste les modes et droits de taxation au point de vue provincial et fédéral.

Il lui faut par exemple percevoir les droits de coupe et autres qui lui sont dus dans le domaine forestier. Depuis 10 ans, le département des Terres et Forêts perd \$500,000<sup>4</sup> par année en droits de coupe qu'il néglige de percevoir volontairement et sciemment. À la Voirie, on gaspille annuellement au moins pour un million de dollars par année...

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** fait sciemment que non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** ... en favoritisme. Le département de la Voirie pourrait sauver un million par année, s'il abandonnait sa double politique d'accorder des contrats sans soumissions et d'encourager les contracteurs américains. Le ministre des Travaux publics doit s'abstenir des travaux inutiles ou non pressants et changer sa politique de faire des travaux pour donner des contrats aux entrepreneurs sympathiques. Ainsi, on va dépenser plus de \$4,000,000 pour le pont de l'Île d'Orléans et 3,600 personnes, et détruire en même temps le caractère de l'Île, simplement parce que le premier ministre, qui est un député du coin, a fait des promesses électorales pour la construction d'un pont, du temps où il occupait d'anciennes fonctions, alors que cette somme aurait servi un crédit rural autrement nécessaire que nous réclamons et les pensions de vieillesse, et aurait pu servir à payer une

bonne part de la dette, qui est considérable. Il faut aussi cesser la pratique des employés qui retirent des salaires de deux ou trois départements et ne font rien, cesser aussi la pratique de subventionner les journaux pour qu'ils chantent les louanges du gouvernement, comme *Le Soleil* (qui) reçoit \$300,000 par année.

À la colonisation, le département électoral par excellence, s'il peut y avoir excellence dans les ministères, les fonds sont employés à préparer les élections. Bref, dans presque tous les départements, on pourrait réduire les dépenses de 25 % sans taxer.

Nous sommes à la veille des élections. On a tenu un congrès de colonisation. Nous aurons l'occasion d'en reparler. En réalité, on veut pratiquer, sous couvert de tout ce qui est respectable, la colonisation des voteurs, faire de l'organisation électorale à même les fonds publics.

Que le régime pratique les économies qui s'imposent et qu'il taxe ceux qu'il doit taxer; et il ne sera pas nécessaire de taxer. En 1932, en vertu de la loi 22 George V, il a imposé une taxe de 1½ % sur les profits des corporations. Mais il a exempté les banques. Les banques nous ont rendu des services; nous voulons les protéger. Mais ce sont elles qui ont fait le plus de profit. Pourquoi les a-t-on exemptées d'une taxe créée pour venir en aide à la misère humaine? Serait-ce parce que le premier ministre est directeur de l'une des banques qui bénéficient de cette exemption? Je me demande ce que le premier ministre a dit au bureau de la direction de la Barclay's Bank, quand les banques ont été exemptées. Pourtant, les banques ont réalisé des profits considérables et elles devraient payer autant que les autres compagnies. Je m'imagine encore ce qui s'est passé au bureau de direction.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'étais pas directeur dans ce temps-là, quand la loi fut passée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est encore pire alors si elles ont été exemptées avant que vous l'ayez été, (rires dans les galeries) car le premier ministre aurait dû avoir de plus grands scrupules. Taxer les banques rapporterait une belle source de revenus.

Je rappellerai à ce sujet, au premier ministre, les paroles de M. Ernest Lapointe en qui le premier ministre a eu subitement confiance, en ces derniers temps. Il a dit qu'un ministre de la couronne ne doit pas être directeur de compagnie. Je rappelle au premier ministre le conseil de M. Lapointe.

Nous sommes forcés d'immobiliser le crédit par des mesures qui figent la circulation et il nous faudrait un crédit rural, sans tarder, mais le gouvernement répond qu'il n'a pas d'argent. Mais, il en a de l'argent pour payer \$50,000 pour une agence inutile à Londres, agence qui loue à raison de \$7,000 par année quelques chambres dans un édifice de la Sun Life, dont le premier ministre est par accident aussi directeur. M. le directeur... (rires) pardon, M. l'Orateur, il faudrait moins de directeurs de compagnies et plus de dirigeants.

Le gouvernement doit faire des économies bien comprises. L'économie bien comprise consiste à faire de bons placements. Le meilleur placement économique serait d'établir un crédit rural pour rétablir la situation agricole, diminuer l'effet désastreux qui résulte du déséquilibre démographique entre population urbaine et rurale, un crédit rural pour établir les fils de cultivateurs.

Et ce crédit rural, il suffit pour en défrayer le coût, de pratiquer les économies qui s'imposent dans les dépenses des départements et augmenter les crédits de l'agriculture. Avec ces économies, nous pourrions établir un crédit provincial et les pensions de vieillesse. En un mot, nous pourrions orienter la politique provinciale vers la sauvegarde du capital humain, nous pourrions humaniser la politique provinciale.

On veut imposer des taxes, mais il y a des liasses d'arrêtés ministériels qui accordent des réductions de taxes à des compagnies puissantes. Qu'on pense moins à accorder des exemptions de taxes à la Weaver Coal Company, qui a été condamnée pour avoir exploité le public en violant la loi des combines, et plus à la masse de la population.

On se plaint dans le discours du trône de la situation financière municipale et on ajoute avec raison que le crédit municipal est à la base du crédit de la province. Le discours du trône déplore la baisse du crédit municipal. Cette situation est due en grande partie au gouvernement provincial.

Cela rappelle qu'en 1918 le premier ministre a proposé une loi pour créer le ministère des Affaires municipales. Les journaux ministériels ont comparé cette loi à la création divine; ils ne tarissaient pas d'éloges pour cette œuvre, ce trait de génie. Que constatons-nous? Depuis cette loi, le ministère des Affaires municipales a été si efficace que la dette municipale qui était de \$220,207,424 en 1920 est montée à \$444,813,084 en 1931, avec une augmentation de \$37,000,000 en une année, 1931. Il y aurait plusieurs millions à ajouter depuis 1931. Le passif des corporations scolaires est passé de \$45,421,001<sup>5</sup> en 1921 à \$83,619,732 en 1931. Il n'est pas étonnant que les statistiques

municipales nous apprennent que la dette per capita soit de \$161.27, la plus élevée de toutes les provinces, sauf dans la Colombie-Anglaise.

Tous ces beaux résultats se sont produits depuis la loi du ministère des Affaires municipales. C'est le résultat de l'idée géniale du premier ministre. Ils ont tellement impressionné le gouvernement que celui-ci a dû abandonner la tâche pour la passer à la Commission municipale. Il admettait que le département était inefficace à protéger le crédit municipal, à cause du jeu des influences politiques. En plus, pour s'endetter, pour obtenir cette admirable protection qui a conduit plus de 70 municipalités aux portes de la faillite et à la tutelle, les municipalités ont dû payer un tribut de \$200,000 au gouvernement.

Combien de municipalités sont en banqueroute, malgré l'existence de ce ministère qui a été institué dans un but de patronage politique, dans un but électoral, et non pas pour assainir les finances municipales? Il faudra faire disparaître ces charges onéreuses pour les municipalités. La province doit abolir sans délai cet organisme, une création politique qui devrait disparaître.

Il y a trop de ministères. Il y a aussi moyen de réduire le nombre des ministères. Il y a trop de ministères qu'il faudra combiner. Il faut chercher dans les ministères la qualité plutôt que la quantité.

(Rires aux banquettes ministérielles)

Par ailleurs, il faudra créer un ministère des industries et du commerce.

Le gouvernement provincial a imposé aux municipalités des charges qui appartiennent au gouvernement provincial. Ainsi, l'assistance publique rentre dans cette catégorie. Avec cette loi, on a fait payer aux municipalités plus de \$8,000,000. Il faudrait partager avec les municipalités les revenus des automobiles et de la Commission des liqueurs. Il y a des réformes importantes à faire. Il faut que l'assistance publique cesse d'être un moyen électoral au détriment de la charité publique.

Le gouvernement veut restaurer le crédit municipal, mais il aurait dû commencer par ne pas le ruiner par sa politique de pitons, de négligence dans le paiement de ce qu'il devait. Avec sa politique systématisée de retarder indéfiniment le paiement de ses dettes, le gouvernement provincial a gelé le crédit, paralysé le commerce et l'industrie, arrêté la circulation de l'argent et imposé des charges nouvelles et injustes aux créanciers.

Depuis les élections de 1931 pour lesquelles on a dépensé de \$25,000,000 à \$30,000,000, le gouvernement a établi le système des pitons qui a fait payer aux municipalités et aux particuliers, en

intérêts, plus de \$1,000,000, parce qu'ils ont dû emprunter en attendant les paiements qui ne venaient pas par le gouvernement provincial.

Bien plus, le gouvernement provincial a provoqué la misère et la détresse, particulièrement chez les colons, qu'on adule aujourd'hui, à la veille des élections. Ceux-ci n'avaient que cet argent pour vivre, soit leur prime de colonisation, puisque le bois ne se vendait pas. Or, en plein essor du mouvement de retour à la terre, on refusait aux colons que l'on veut embrasser aujourd'hui le paiement de leurs primes de colonisation.

Après les élections de 1932, il était dû aux colons \$446,000 de primes en retard. Cela signifie que des êtres humains ont dû souffrir, endurer misères et privations. Réalise-t-on ce qu'était la misère de ces colons qui ne pouvaient compter que sur leur prime pour faire vivre leur femme et leurs enfants? Cela pendant qu'on votait, et par mandat spécial s'il vous plaît, \$20,000 pour les animaux du jardin zoologique. De l'argent pour les animaux et des pitons pour les colons! Symbole de la politique du gouvernement actuel.

Est-ce un régime qui réalise ses responsabilités, a conscience de ses devoirs? Il a contribué ainsi à prolonger la crise, à la rendre plus dure et mauvaise. Depuis 1931 à date, le gouvernement doit \$30,000,000 à des particuliers. Cela pendant que le premier ministre faisait des déclarations bien senties sur la nécessité de la circulation de l'argent pour alléger la crise. Cette conduite incompréhensive et coupable s'est continuée cependant. Pourquoi ne pas avoir mis ce principe en pratique? Ce régime dure encore. Le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) a été nommé ministre de la Colonisation.

Il a fait un plan. Et la première chose qu'il a faite, ça été d'envoyer aux municipalités une lettre pour leur dire: "Si vous voulez envoyer des colons, envoyez-nous un chèque". En pleine crise. Si elles voulaient bénéficier du retour à la terre, elles devaient envoyer leur chèque de \$200 d'avance pour chaque colon, c'est-à-dire la pleine contribution de la municipalité. Ainsi, il voulait faire de la colonisation avec l'argent des municipalités. C'est ce qu'on appelle remédier au chômage. Le chômage occasionne beaucoup de misère, mais une grande partie de celle-ci est due au manque de prévoyance du gouvernement.

Pitoyable a été la conduite du gouvernement envers les épiciers et les marchands, la seule partie du commerce que nous contrôlons. Pendant des mois et des mois, le gouvernement n'a pas payé ses dettes. Tout cela s'est fait volontairement, en pleine

connaissance de cause. Au début, il pouvait y avoir des excuses. Il n'y en a plus après cinq ans. Cette politique du gouvernement a causé les plus graves ennuis au commerce de l'épicerie et au crédit de ces maisons si importantes pour notre commerce.

Depuis deux sessions, nous avons aidé le gouvernement dans la préparation des lois. Nous avons donné le droit au gouvernement d'absorber la part des municipalités pour le chômage. La province est assez grande et belle pour payer ses dettes. Nous aurons l'occasion de soulever des débats et de suggérer certaines réformes.

Nous ne prétendons pas que le gouvernement n'a fait que du mal. Le gouvernement a fait du bien de temps en temps, probablement parce que l'ennui naquit de l'uniformité. Les municipalités sont dans le marasme. Le gouvernement dit qu'il va payer 50 % des secours directs. Au lieu d'engager des discussions académiques sur le projet de payer 50 %, qu'il commence donc à payer les 30 % qu'il doit. En 1933, la loi du chômage donna tant de pouvoirs au gouvernement qu'il n'est pas nécessaire de passer de nouvelle loi.

Le gouvernement pouvait payer sa part des dépenses de secours direct. L'article 5 de la loi de chômage dit spécifiquement que le gouvernement a droit de payer et d'absorber la part des municipalités. Personne ne peut contredire le fait, pour un seul instant. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Le gouvernement a refusé de payer sa part. Est-ce qu'il faut attendre l'initiative du voisin pour payer ce qu'on doit? On n'a pas à attendre Ottawa. Ce n'est pas par des discussions pour savoir qui doit payer qu'on aidera les municipalités et le commerce, mais en payant d'abord ce qu'on doit.

Le gouvernement a continué cette politique injuste. Il a retardé le paiement aux institutions de charité. Depuis le début de la crise, le gouvernement n'a pas payé à temps ses dus à ces institutions. C'est exploiter le dévouement et la misère humaine. C'était aggraver pour des fins politiques la souffrance humaine. Le régime est surpris que la crise dure et afflige à ce point la province de Québec.

Il (M. Duplessis) dit qu'il se réserve de parler plus tard des réductions singulières de certaines taxes en faveur des grosses compagnies.

Le discours du trône fait allusion aux fêtes du 4<sup>e</sup> centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier et au 25<sup>e</sup> anniversaire du couronnement de Leurs Majestés. C'est un retour vers le passé et un regard vers l'avenir. Le passé est riche de dévouement et de gloire. Il a coûté bien cher à ceux-là qui nous ont donné l'héritage que nous vivons.

Le souvenir de ce passé nous oblige à conserver et à continuer l'œuvre de nos devanciers, à être dignes de nos devanciers. Nous souhaitons à notre Gracieux Souverain, avec la droite, ce qu'il y a de mieux. Il ne faut pas oublier que de l'union de deux grandes races est sortie une tradition, est germée une conception, noble, fière et grande des devoirs des citoyens. La France nous a donné des héros, des colons, des écrivains. L'Angleterre nous a donné des libertés que le régime actuel n'aime pas, s'ingénue à diminuer de session en session.

Ces libertés de parole, de pensée et de presse, nos droits de citoyens auxquels nous croyons, ces libertés que le premier ministre n'aime pas et ne respecte pas, lui qui annonce des réformes dans la justice criminelle et qui oublie de donner l'enquête demandée par le grand jury en 1930 sur son département et sur la police provinciale. Nous voyons que le premier ministre a fait disparaître quelques-unes de ces prérogatives.

L'opposition a voulu coopérer avec le gouvernement pour toutes les bonnes mesures. Mais elle a constaté que le gouvernement ne veut pas adopter les mesures remédiatrices qui s'imposent. L'opposition ne fait pas une lutte d'homme contre homme, mais une lutte de principes. Elle a constaté depuis deux ans le manque de désir du gouvernement d'agir dans l'intérêt du peuple. Il n'est plus question de coopération. Aujourd'hui, elle ne peut plus coopérer davantage, car ce serait de la complicité. Nous respectons et nous respecterons les personnes, les droits de chacun. Nous disons fermement au gouvernement: nous ne sommes pas nombreux mais nous ne demandons pas de quartier et nous n'en donnerons pas.

(Longs applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

(Applaudissements prolongés à droite) Vous nous promettez de ne pas nous donner de quartier? Eh bien! Nous vous en donnerons, nous.

(Longs applaudissements - Ovation à droite)

M. l'Orateur, mes premières paroles seront pour souhaiter cordiale bienvenue à notre nouveau lieutenant-gouverneur, à la gracieuse châtelaine de Spencer Wood et à la charmante famille du représentant du roi chez nous. M. le lieutenant-gouverneur a eu un bon souvenir pour ses anciens amis dans cette Chambre, pour ses collègues des anciens jours, et il a salué avec sympathie les figures nouvelles. Nous prenions auparavant les avis de M. le lieutenant-gouverneur, alors qu'il était dans l'opposition. Par un curieux retour des choses, c'est nous qui l'avisons aujourd'hui. J'espère que nous l'aviserons toujours pour le plus grand bien de la

province, lui qui fut toujours un adversaire loyal et sympathique, qui nous aida dans notre travail de législation, qui collabora avec le gouvernement au bien du Québec et qui ne termina jamais un de ses discours en nous disant: "pas de quartier".

Permettez-moi aussi d'avoir un mot de bon souvenir à l'adresse de son prédécesseur, le lieutenant-gouverneur H. G. Carroll, à qui il a succédé à Spencer Wood. Nous avons commencé la vie ensemble. Il fut mon compagnon d'université, nous fûmes admis au Barreau où il me devança vite sur le banc de la magistrature. Je l'ai retrouvé plus tard dans la politique. Il fut toujours courtois, hospitalier, le type accompli du vrai Canadien que nous aimons et que nous respectons. Il était le type du parfait gentilhomme, de l'homme éclairé et patriote pour qui seuls les intérêts de sa province et de son pays comptaient.

Je veux dire aussi un mot d'éloge des quatre disparus de l'année, MM. Lahaie, Duval, Legault et Dansereau. Nous avons à déplorer la disparition de quatre de nos meilleurs députés, depuis la dernière session. On dit parfois que les morts sont les véritables vivants. Les vivants, on les perd parfois de vue très vite. Les quatre morts dont nous parlons, ne sentons-nous pas qu'ils sont bien vivants dans notre esprit et notre cœur? Quelle que soit la vérité de cette parole, ceux qui sont partis sont certainement vivants dans notre souvenir. Leur vie exemplaire, toute dévouée à leur pays, est un exemple qui restera toujours dans nos mémoires. Je prie leur famille d'agréer mes plus respectueuses sympathies.

La vie continue. Des changements ont eu lieu dans le gouvernement depuis la dernière session. Notre vaillant ami, l'un des députés les plus actifs de notre groupe, le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), est devenu ces mois derniers ministre de la Colonisation. Notre ami a assumé une lourde et belle tâche, mais il a pour lui la jeunesse, le courage, la bonne volonté d'accomplir son devoir jusqu'au bout, l'éloquence et, bien qu'il soit homme de la ville, il sait parler aux colons et leur parler de manière à les satisfaire. Il a déjà la sympathie de nos braves colons. Personne ne doute qu'il se montre à la hauteur de la tâche que nous lui avons confiée.

(Applaudissements)

L'honorable M. Laferté a quitté l'Assemblée pour aller recevoir au Conseil la récompense de son excellent travail parmi nous. Il a été nommé président du Conseil législatif.

Deux autres de nos camarades nous ont laissés, MM. Bédard et Lapierre, pour s'en aller vers

une vie plus sereine, plus calme, moins fragile et moins exposée aux coups de la fortune politique. À tous, nos félicitations et nos vœux.

Depuis la dernière session, il y a eu des changements dans l'opposition. L'opposition n'a pas diminué, mais elle n'a pas augmenté non plus. D'ailleurs, cela n'arrivera jamais! Ou plutôt, oui, elle s'est encore payé le luxe de diminuer. Elle compte toujours ses trois mousquetaires: Athos, Porthos et Aramis! Athos, le plus éloquent des trois, le député de Hull (M. Guertin) évidemment, Porthos, le plus suave, le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), et Aramis, le député de Rouville (M. Barré), la plus fine rapière. Ils se sont séparés de l'opposition. Nous croyons qu'on peut attendre une honnête coopération de ces trois députés, mais il faut attendre le développement des affaires en Chambre pour voir quelle sera la nouvelle position de nos trois honorables amis, quelle attitude ils prendront. Ce ne sont pas des messieurs qui condamnent toujours le gouvernement. Je crois devoir leur attribuer plus de bonne volonté, plus de patriotisme que cela. Ils ne sont pas de ceux qui ne nous donneront pas de quartier.

Que l'on me permette maintenant de féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Ils ont vu hier, par les applaudissements enthousiastes que leurs discours ont suscités, comment on avait apprécié leur éloquence. Nous les remercions. Le député de Nicolet (M. Gaudet) est une acquisition. Il représente un des plus beaux comtés de la province et le représente bien. Le député de Compton (M. Duffy) commence à être un vétéran de la politique et il sait parler à la Chambre et à sa province.

Je ne veux pas faire un almanach de 1934, mais il y a eu des événements qui se sont déroulés l'an dernier et qui méritent au moins une mention. Il n'est pas superflu, au début de cette session, d'évoquer encore une fois, parmi ceux là, les belles fêtes de Gaspé, à l'occasion du quatrième centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier, lors desquelles le peuple canadien-français a prouvé quelle était l'ardeur de son souvenir, et qui ont rapproché si intimement le Canada, la France et l'Angleterre.

La France possède aujourd'hui comme premier ministre M. P.-Étienne Flandin, un homme qui a conquis tous les cœurs au pays, celui qui conduisait la délégation française. Nous n'oublierons jamais que le premier ministre actuel de la France s'est agenouillé avec nous au pied de nos autels, sur la pierre de Gaspé, pour assister à la sainte messe, et

il n'a pas oublié la province de Québec à qui il a envoyé ses meilleurs vœux à l'occasion de la nouvelle année. Il a été, par le charme de son esprit et la sincérité de ses sentiments, l'agent d'une liaison indissoluble et définitive entre la France et le Canada français.

L'Angleterre nous avait délégué l'honorable M. Fisher, cette figure si sympathique de la brave Angleterre qui a dit aux Canadiens-français: "Conservez votre idéal, vos traditions, vos institutions, votre langue, votre religion. L'Angleterre n'en a pas peur!" L'Angleterre nous a conquis une fois encore par les armes de gentilhomme et de grand civilisé qu'est M. Fisher.

Les États-Unis ont été fidèles à l'amitié et nous ont délégué leur consul général à Ottawa, le sympathique ministre des États-Unis, M. Delano Robbins, qui nous fit le plaisir de nous parler dans un français très pur. Les fêtes de Gaspé ont vraiment été celles du souvenir et de la fraternité entre le Canada français et les trois grands pays qui y ont participé. Nous avons toujours à la mémoire ces fêtes inoubliables.

Mais l'été ne s'est pas passé qu'en fêtes. Parmi les autres événements de l'année, je mentionnerai la Conférence interprovinciale qui eut lieu au mois de juillet à Ottawa. Cette conférence avait été convoquée par les autorités fédérales, pour étudier la question du chômage. Nous étions rendus à Ottawa avec l'idée de discuter cette question, mais, en arrivant là-bas, le premier ministre Bennett nous a dit dès le début: "Ce n'est pas là la question". On nous a dit que nous n'étions pas là pour discuter, mais pour prendre l'engagement de régler à l'avenir le chômage sur le seul plan provincial. Le cabinet fédéral a décidé qu'il ne contribuerait plus un tiers du coût des secours. Ce sera maintenant aux provinces à prendre soin de leurs chômeurs.

Si nous jetons un regard en arrière, ce n'est pas ce que M. Bennett disait en 1930, lorsqu'il proclamait que le chômage devait finir et qu'il ajoutait qu'une session spéciale serait convoquée dès après les élections, pour régler à tout jamais le problème, si on l'élisait. Le nouveau geste du gouvernement fédéral ne nous surprenait guère, car il n'était pas le premier démenti que M. Bennett se donnait à lui-même.

En effet, dès septembre 1930, lors d'une session spéciale, les Chambres se réunirent, mais lui qui avait promis de donner du travail à tous, de mettre du pain sur toutes les tables, il décréta que le gouvernement fédéral paierait un tiers des frais de secours aux chômeurs, que les gouvernements

provinciaux paieraient aussi un tiers et que les municipalités paieraient une somme équivalente. Le gouvernement fédéral nous a obligés à payer un tiers des secours. C'était à prendre ou à laisser. Lors de la conférence de juillet dernier nous avons insisté pour que le gouvernement tint au moins cette promesse. Le fédéral a été inébranlable dans sa décision. C'était à prendre ou à laisser et nous avons dû l'accepter et conserver ce régime jusqu'à la conférence de juillet. Lors de cette conférence, le premier ministre Bennett a exigé que les provinces prissent sur leurs épaules tout le fardeau.

Aujourd'hui, la position faite à la province de Québec est devenue impossible. Mon honorable ami disait tantôt que nous retardions nos paiements. Le député de Trois-Rivières sait très bien qu'il abuse de son auditoire, quand il dit que le gouvernement provincial a contribué par sa politique au malheur des chômeurs. Ottawa a fait tout ce qu'il pouvait, et le fait encore d'ailleurs, pour contrecarrer nos efforts. Le député de Trois-Rivières dit qu'il y a des comptes non payés qui ont ruiné ceux qui avaient vendu des objets de première nécessité aux sans-travail.

Comment voulez-vous que nous ne les retardions pas parfois, quand Ottawa nous dit que pas un sou ne doit être payé avant que l'auditeur provincial ait vérifié chaque item sous son serment d'office, ait juré que la réclamation est juste? Comment peut-il dire que telle facture est correcte avant que les inspecteurs aient terminé leur rapport? Si Ottawa envoie un de ses inspecteurs pour faire rapport et si celui-ci découvre la moindre erreur, nous sommes obligés de remettre toute la somme. À qui la faute, sinon au gouvernement fédéral, qui refuse d'acquitter sa part tant que tous les comptes n'ont pas été examinés par l'auditeur?

C'est toujours la même chose: Ottawa surveille Québec et Québec surveille les municipalités; puis, on réexamine à nouveau et arrivent à nouveau les inspections, tant et si bien qu'au bout du compte il ne peut résulter que du retard. Et n'est-ce pas une mesure odieuse que cette décision qu'a prise M. Bennett de faire rembourser aux provinces tous les comptes déjà payés par Ottawa et que l'examen attentif révèle défectueux. Nous avons remboursé au gouvernement fédéral plus d'un demi-million de cette façon! Voilà le régime auquel nous sommes soumis et pourtant, mon honorable ami nous condamnait tout à l'heure!

Depuis l'institution de la loi du chômage, en 1930, la province de Québec a déboursé \$26,000,000<sup>91</sup>. Nous avons fait ce que nous avons pu. De plus, nous ne savons pas encore ce qu'Ottawa

entend faire, jusqu'à quel point il nous aidera dans la solution des problèmes du chômage. Nous avons déclaré publiquement que, pour soulager les municipalités, nous les débarrasserions du fardeau du chômage et que nous nous contribuerions 50 % du coût, si Ottawa voulait faire la même chose. Nous n'avons pas encore eu de réponse.

Il y a deux mois, nous avons écrit au ministre fédéral du Travail, M. Gordon, pour l'informer que nous avions pris cette décision et nous n'avons pas encore de réponse. Non seulement on ne répond pas, mais on n'a pas la loyauté de dire oui ou non, nous sommes obligés de quêter, chaque fois, chaque chèque de la contribution fédérale, sans savoir si Ottawa veut contribuer le quart, le tiers ou quoi que ce soit.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) nous rend responsables de la situation. Il sait bien pourtant que le chômage et la crise ne sont pas causés par nous, ni par le fédéral, que le chômage et la crise sont dus à des conditions mondiales, que la crise existe dans d'autres pays où il n'y a ni Bennett, ni Taschereau et qui souffrent peut-être plus que nous. Le député de Trois-Rivières nous avait promis sa collaboration et sa coopération.

Qu'avons-nous eu? Pas autre chose que des reproches du genre de ceux qu'il nous dit à Granby. Le chef de l'opposition a dit des choses à Granby qui ne sont pas dignes de lui ou d'un chef de parti, et il le sait. Si le chef de l'opposition voulait bien laisser de côté ses appels au préjudice et ses attaques imprudentes et coopérer, peut-être alors les choses pourraient-elles rentrer plus vite à la normale. La même chose s'applique au gouvernement fédéral.

Nous devions avoir à Ottawa une nouvelle conférence en novembre, et cette fois nous devions examiner s'il y avait lieu de modifier l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Entre la date où nous fûmes convoqués et celle où la conférence devait avoir lieu, M. Bennett est allé à Londres. Il est revenu de son voyage et la conférence a été contremandée. Je sais, par un de mes amis qui vit en Angleterre et qui m'écrivait de Londres, que le premier ministre du Canada, M. Bennett, est allé trouver les autorités de l'Empire pour leur soumettre ses vues, pour proposer aux chefs politiques anglais d'amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, la Constitution du Canada.

Les hommes d'État qu'il a consultés ne l'ont pas écouté. Les autorités impériales lui auraient alors dit: "Ne touchez pas à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord sans le consentement de toutes les provinces du dominion et particulièrement de la province de Québec".

(Applaudissements prolongés)



Je reconnais là le grand esprit réaliste des Anglais, pratique et politique aujourd'hui, qui leur a permis d'être autrefois de grands colonisateurs et qui leur inspire ces actes de largeur d'esprit, de respect des droits de l'homme dont nous jouissons. Ils ont compris, en Angleterre, mieux que nous le comprenons peut-être, qu'il va de l'intérêt du pays que l'Acte de l'Amérique du Nord qui est un contrat et un pacte, ne soit pas changé sans le consentement de toutes les provinces du dominion.

Nous avons la confirmation de ce que m'écrivait mon ami puisque, lorsque M. Bennett revint de Londres, la conférence d'Ottawa fut contremandée. Depuis le retour de M. Bennett, il n'a plus été question de cette conférence interprovinciale que l'on projetait.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas toucher à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Je m'accorde avec mon honorable ami pour croire qu'il y aurait peut-être lieu de faire une importante redistribution des impôts, de façon à définir bien clairement ce qu'Ottawa peut taxer et ce que les provinces peuvent imposer. La situation actuelle est à la confusion. Il y a des provinces où l'on paye trois fois l'impôt sur le revenu: actuellement, à Ottawa, à la province et à la municipalité.

Il y aurait peut-être lieu d'amender l'Acte de façon à ce qu'Ottawa perçoive les impôts directs, et nous, les impôts indirects. Depuis 50 ans que l'Acte de la Confédération a été passé, le fédéral a envahi tous les domaines, et la situation s'obscurcit de plus en plus. On ne sait plus à l'heure actuelle sur quel pied danser, et plus tôt le problème sera réglé, mieux ce sera. Je ne suis pas contre tout amendement à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Je suis même pour qu'on l'amende dans ses clauses de la distribution des impôts mais, le jour où on nous convoquera à Ottawa pour rétablir l'assiette de l'impôt, je tiens à ce qu'aucun amendement ne soit apporté à la Constitution si l'unanimité des provinces n'est pas réalisée sur le point en discussion.

Il faudra que toutes les provinces soient consentantes; il ne saurait être question de la majorité des provinces, mais de toutes les provinces. Je ne suis pas prêt à dire que les caprices de la majorité des provinces devraient dicter les changements qu'il faut faire à la minorité. Nous avons beaucoup bâti ici dans cette vieille province, nous avons créé des institutions qui nous sont chères et nous n'entendons pas nous en départir.

Trois grands problèmes se posent à nous aujourd'hui: le chômage, la colonisation et les finances.

Le chômage pèse lourdement sur nous, sur nos municipalités. Mon honorable ami voit tout en noir lorsqu'il est en Chambre, il voit peut-être plus en rose, lorsqu'il n'y est pas!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est parce que je ne vois pas le gouvernement, alors!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement n'accepte pas cette opinion. Le gouvernement ne s'occupe pas de ce que vous pensez de lui.

Tantôt mon honorable ami disait: "Le gouvernement doit abolir le ministère des Affaires municipales, parce que ce ministère n'a pas aidé suffisamment les municipalités." Mon honorable ami a dit que le passif des municipalités de la province avait augmenté et était le plus considérable du dominion. Si nous prenons les statistiques compilées par des personnes qui vivent ailleurs que dans la province, nous voyons qu'on n'est pas du même avis que le chef de l'opposition.

Il a dit que nous avons beaucoup de municipalités en tutelle. Sait-il que l'Ontario en a 15 %; que le Manitoba en a 15 %; que la Colombie-Anglaise en a 7.8 %; que la Saskatchewan en a 6.76 %<sup>7</sup>; que nous n'en n'avons que 3.18 %? Il nous dit ensuite que les municipalités sont en mauvaise posture. Les statistiques qu'il donne sont correctes, mais sait-il que la dette des municipalités est faite de la dette de Montréal et de Québec dans une proportion de 90 %?

Le député de Trois-Rivières a parlé d'une chose qu'il ignorait. Lui qui sait tant de choses pourrait parler de ce qu'il sait. C'est une chose étrange que des étrangers aient toujours salué la situation enviable de Québec, son progrès et sa vigueur, et qu'ici on perde temps et énergie à critiquer inutilement et fausement.

À propos des secours directs, il me revient que j'ai lu le discours de M. Duranleau, l'amiral Duranleau, comme on le dit couramment. Il m'a accusé d'avoir demandé, en 1930, l'institution des secours directs, au grand scandale de tout le monde au Canada. M. Duranleau dit que si nous avons le secours direct, c'est la faute à Taschereau, que c'est lui qui a demandé le secours direct, à la Conférence interprovinciale, que le secours direct est une mauvaise chose qui est en train de former une génération de paresseux.

J'ai ici le procès-verbal de la séance de la Conférence où il fut question de secours directs, et il en ressort que le secours direct a été demandé par

toutes les provinces. Tous ceux qui avaient droit d'opinion la-dessus, à Québec comme à Ottawa, comme dans les municipalités et dans toutes les provinces canadiennes, ont demandé les secours directs. M. Duranleau s'imagine-t-il que je mène M. Bennett? Je sais qu'il ne le mène pas, lui. Encore une affirmation dans le goût de celles de nos amis de l'opposition. Encore une affirmation fausse.

Il (l'honorable M. Taschereau) parle ensuite du crédit de la province de Québec. Pour montrer combien ce crédit est solide, il cite des chiffres tirés d'une publication de Harrison et Cie. On y découvre que les obligations  $4\frac{1}{4}\%$  de la province, en janvier 1934, se vendaient 97, en mars; elles se vendaient 99, en mai 103, en juillet 104, en septembre 105 et en décembre  $109\frac{1}{2}$ . En un an, elles ont donc augmenté en valeur de dix points. Pendant la même année, les obligations à  $4\frac{1}{2}\%$  du dominion n'ont pris que deux points. Les nôtres valent donc plus que celles du dominion.

Les obligations du gouvernement provincial sont un meilleur achat que celles du gouvernement fédéral sur les marchés financiers, à la fois de Montréal et de Toronto. Il est beau, poursuit-il, de parcourir les campagnes, de se servir de son intelligence, de son éloquence, de sa grosse voix, pour décrier sa province, mais les chiffres sont là pour montrer la confiance du monde financier dans le crédit de la province de Québec. Le crédit de la province est bon. Mon honorable ami le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) vient de lancer un emprunt sur le marché, et on verra le succès qu'aura cet emprunt. Notre passé est le meilleur garant de notre avenir et, en dépit des critiques injustes et des attaques non fondées, le budget sera balancé et l'excellent crédit de la province sera maintenu.

Au sujet de cette question du chômage. Que faudra-t-il faire? Le discours du trône nous dit qu'il faudra légiférer sur cette question. Il faudra mettre les municipalités en mesure de rencontrer leurs obligations auxquelles elles sont soumises, en vertu de la loi du chômage, pour qu'elles puissent aider ceux qui ont besoin de secours et donner du travail à ceux qui n'en n'ont pas. Je pense que nous devrions légiférer de façon à donner aux municipalités le moyen d'éloigner de chez elles ceux qui viennent s'y échouer dans le seul but d'y retirer des secours. Les municipalités auront un recours contre ceux qui doivent des aliments aux chômeurs.

En gros, cela signifie que, si l'honnête cultivateur de Saint-Gabriel de Brandon ou de Lennoxville, pour se débarrasser, embarque son père ou sa mère, son fils ou son beau-fils sur un train pour

Montréal - comme le font, paraît-il, quelque 10,000 personnes - la cité de Montréal aura légalement droit de poursuivre ledit cultivateur. Le conseiller Léon Trépanier de Montréal en a parlé beaucoup dernièrement; il aura maintenant l'opportunité de répondre à ses amis des comtés ruraux.

Je ne sais pas si vous avez suivi le discours de M. Bennett depuis quelques jours. M. Bennett est devenu "une panacée universelle" selon l'expression consacrée. M. Bennett a un remède pour tous les maux. Il veut faire disparaître les pauvres, mettre du pain sur toutes les tables, donner du travail à tout le monde, faire disparaître le chômage. M. Bennett veut nous donner une assurance-chômage, ça règlera le chômage peut-être, une assurance en maladie, ça règlera le problème de l'assistance publique peut-être... Il veut l'égalisation de l'impôt, il veut un salaire minimum, la réglementation des heures de travail, ce qui est d'ailleurs une invasion du domaine privé parce qu'il a déjà été jugé que ceci est du ressort exclusif des provinces. J'ai bien hâte de voir la législation qu'il proposera au Parlement fédéral et dans quelle mesure cette législation pourra nous venir en aide.

Le chef de l'opposition a parlé tantôt de nouvelles taxes. Si nous parlons d'imposer de nouvelles taxes, on nous dit: Vous êtes des taxeurs. Si nous ne bouclons pas notre budget, on nous dit: Vous êtes de mauvais administrateurs. Si nous voulons emprunter pour remplir le trésor provincial, on nous dit: Vous avez tort. Si nous tardons à payer, on nous fait le même reproche. Je ne sais pas quand viendront les élections, mais un journal disait ces jours derniers que le gouvernement de la province de Québec a du courage de taxer la veille de l'appel au peuple.

Je ne connais pas le sort qui nous attend, mais le gouvernement actuel a toujours eu le courage de faire ce qui est nécessaire pour rencontrer ses obligations, pour boucler son budget et pour assurer le crédit de la province.

(Applaudissements)

Le passé est garant de notre avenir. Nous n'avons jamais taxé le petit, l'ouvrier, le cultivateur. Il nous faut d'autres sources de revenu pour équilibrer notre budget. Nous avons plusieurs sources additionnelles. Nous ne savons pas encore à laquelle nous aurons recours.

Mais on nous en a suggéré plusieurs. Les liqueurs douces, par exemple. On nous dit qu'une taxe légère sur la consommation de ces breuvages, ce dont le consommateur ne souffrira pas, nous assurerait un revenu substantiel. On nous a suggéré d'ajouter légèrement à la taxe sur les corporations. On nous a suggéré de taxer les gros revenus de 5 % ou 10 %.

On nous dit encore de taxer l'or. Il est vrai que le gouvernement fédéral a imposé une taxe sur l'or l'an dernier, mais l'or est extrait des richesses naturelles de la province, richesses qui nous appartiennent. On vous a encore suggéré une taxe sur la gasoline. Une augmentation de un sou sur la taxe d'essence nous donnerait un million par année. Dans l'Ouest, la taxe est de huit sous et dans l'Ontario elle est de six sous, ainsi que dans Québec. Si l'Ontario s'entendait avec la province de Québec pour porter cette taxe à sept cents, de façon que cette taxe ne soit pas plus élevée là-bas qu'ici, nous pourrions sans doute en arriver à un arrangement. Il y a des pays d'Europe où la taxe d'essence est de 20 cents le gallon.

On nous a encore suggéré d'imposer le "turn over" des banques ou d'imposer une taxe sur les banques, comme la chose a été suggérée à Montréal dernièrement. Nous ne taxerons pas toutes ces choses. On peut être assuré que nous imposerons celle de ces choses qui nous permettra de taxer le plus légèrement possible notre population, tout en nous assurant les revenus dont nous avons absolument besoin. Nous prendrons les taxes qui seront les moins lourdes pour la population, celles que la population sera le mieux disposée à accepter et qui permettront au gouvernement de faire face à la situation. Quelles qu'en soient les conséquences, nous prendrons une décision et nous y donnerons suite.

Le discours du trône réfère à la loi des accidents du travail. Les indemnités qui ont été réduites, il y a deux ans, seront rétablies. Les finances de la Commission des accidents du travail sont meilleures. Il y a une amélioration considérable, peut-être parce qu'on est maintenant mieux organisé. Nous porterons aussi de 16 à 18 ans l'âge auquel les enfants des accidentés auront droit à une indemnité.

Si le chef de l'opposition n'a pas d'objection, j'ai maintenant quelques petits comptes à régler avec lui. Il est allé à Granby. Évidemment, il y est allé avec sa loyauté, avec son honnêteté, connaissant bien le respect qu'il devait à ses auditeurs, selon ses méthodes ordinaires. Le premier reproche qu'il nous a fait est celui d'avoir diminué la taxe des magasins-chaîne. Tout ce que je puis dire pour l'expliquer, c'est qu'il ne savait pas de quoi il parlait. S'il l'avait su, il aurait dit autre chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On percevra bien plus tard si je savais ou non ce que je disais.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voyons ce que nous avons fait pour les magasins-chaîne et pour les autres compagnies. Il y a dans la

province de Québec 884 compagnies pour lesquelles nous avons procédé de la même façon en vertu de la loi passée, alors que les amis de mon honorable ami étaient au pouvoir, ce qui montre qu'elle est très ancienne. Cette loi nous permet de taxer 1/10 pour cent le capital d'une compagnie.

Quand une compagnie anglaise ou une compagnie américaine, ou une compagnie d'une autre province, a son bureau ici, nous taxons son capital de 1/10 de 1 % sur la partie de ce capital qui est engagée dans notre province, et non le capital engagé ailleurs. C'est tout, et rien de plus, mais il devait y avoir un ordre en conseil. Prenez le cas d'une grosse compagnie incorporée en Angleterre et qui a une succursale à Québec. Le gouvernement essaiera-t-il d'avoir 1/10 de 1 % sur le capital de cette compagnie? Non, évidemment.

C'est ce que les conservateurs faisaient avant nous. Nous avons fait la même chose pour les magasins-chaîne. Mais le chef de l'opposition a dit aux bonnes gens de Granby que M. Taschereau est un ami des trusts, que M. Taschereau est un ami des magasins-chaîne, que parce qu'il est un ami des trusts, M. Taschereau protège les magasins-chaîne. C'est très loyal, très honnête, très digne de mon honorable ami.

Le député de Trois-Rivières a encore dit à Granby: "Lorsque je serai premier ministre, je vous donnerai un crédit agricole". Évidemment, j'ai pris mes informations dans *Le Journal*, et la source est peut-être contaminée. Le député de Trois-Rivières sait-il, qu'hier l'Union catholique des cultivateurs avec son président, M. Rioux, est venue nous trouver pour discuter cette question du crédit agricole autour de la table du conseil des ministres?

Nous leur avons dit: "Il y a un crédit à Ottawa qui a été institué par M. King, je crois, et a été continué par M. Bennett. Nous souscrivons 5 % du capital, nous payons 1½ % de l'intérêt et du fonds d'amortissement. Nous avons exempté les cultivateurs des frais d'enregistrement; nous avons nommé un avocat pour examiner les titres et les soumettre à la commission fédérale.

En vertu de la loi passée à la dernière session, les shérifs et les protonotaires donnent leurs services gratuitement. Et alors, nous avons dit à ces messieurs: "Voulez-vous deux crédits agricoles?" Ils ont répondu: Non. Et ils nous ont simplement demandé de faire des démarches auprès d'Ottawa pour rendre le crédit fédéral d'application plus facile. Ils ne veulent pas de la dualité du système et sont satisfaits du plan fédéral, avec certaines améliorations.

Nous leur avons promis que nous ferions ces démarches pour que les autorités fédérales nous donnent une loi plus généreuse, plus libérale. Actuellement, la commission fédérale a pour principe de ne pas examiner les terres des cultivateurs en hiver. Si un cultivateur a besoin d'argent pendant les mois d'hiver, il est trop tard pour lui lorsque vient le printemps. Je le demande à mon honorable ami: A-t-il besoin de donner suite à sa promesse? Que pourrait-il faire de mieux que ce que nous possédons actuellement?

L'honorable chef de l'opposition réclame un crédit pour la province quand même. Ontario avait un crédit agricole. La province d'Ontario si chère à mon honorable ami de Westmount! Elle avait \$35,000,000 gelés dans le crédit agricole et elle vient de l'abandonner. Est-ce cela que mon honorable ami veut? Nos cultivateurs sont sûrement mieux entre nos mains qu'entre les siennes.

(Applaudissements)

Le député de Trois-Rivières a parlé de la loi des compagnies à Granby. Il a dit que les causes de la crise, du désastre, des pertes de l'épargne sont dues à nos lois des compagnies qui permettent le mouillage des stocks. Il y a quatre ans, nous avons refondu nos lois des compagnies en les calquant sur les lois anglaises, les lois fédérales et celles des autres provinces. Mon honorable ami, veut-il nous montrer dans les *Journaux de l'Assemblée législative* un seul amendement de sa part pour prévenir les abus qu'il dénonce.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce une question?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui. Personne ne pouvait prévoir les abus. Ni le fédéral, ni le provincial. Nous avons peut-être trop de lois qui nous sont venues des États-Unis, alors que tout paraissait prospère. L'an dernier, nous avons demandé à Ottawa de préparer une loi uniforme pour les compagnies, pour prévenir certaines manœuvres. Des compagnies, qui ne pouvaient se faire incorporer dans les provinces, allaient demander leur incorporation à Ottawa et vice versa. Tout le monde est d'accord pour demander une loi uniforme pour contrôler les abus. Ottawa a préparé une législation au sujet de laquelle nous ne nous sommes pas entendus.

J'espère que nous pourrons bientôt en venir à une entente. Les provinces attendent toujours qu'Ottawa arrive avec sa loi uniforme sur les compagnies. Le député de Trois-Rivières a tort de nous rendre responsables de cette législation. Ottawa

l'est autant que nous. Le député de Trois-Rivières n'est pas sérieux. Il a pu faire avaler ça aux gens de Granby, mais ça ne passera pas ici.

Le député de Trois-Rivières a dit à Granby que notre administration est perverse et pernicieuse. Mes collègues et moi-même donnons le meilleur de nous-mêmes à la chose publique. Il devrait se mettre à notre place pour connaître les angoisses qui nous assaillent, les soucis du lendemain. Mon ami sait une chose: Si nous avons une administration perverse et pernicieuse, c'est donc que nous avons un esprit et un cœur pervers et pernicieux.

Qu'il me permette de lui dire que si nous n'avons pas son éloquence, son esprit public, sa loyauté, nous avons le cœur aussi bien placé que le sien; notre intelligence est aussi pure que la sienne. Je suis heureux de voir que mon honorable ami se soit conservé aussi bon et aussi pur. Il n'a pas été tenté. Peut-être s'il avait été exposé à la tentation, serait-il autre.

Il a dit encore à Granby ou plutôt non, je veux employer une expression qui est parlementaire. On nous a fait à Granby le stupide reproche d'avoir hypothéqué pour \$435,000,000<sup>8</sup> les terres de la couronne. M. Asselin a disposé de cette stupidité. Je suis d'ailleurs convaincu que mon honorable ami est convaincu lui-même. Il a encore dit que les terres de la couronne étaient hypothéquées pour \$162,000,000 en faveur du Royal Trust, dont je suis directeur.

Il ne gagnera pas un vote avec cela. Il a dit cela l'an dernier, lors des élections. Le député de Trois-Rivières nous reproche de ne pas en faire pour remplir les sièges vacants à la Chambre. Nous en avons eu l'automne dernier. Le gouvernement lui a donné trois élections. À la première, il s'est sauvé. À la deuxième, il s'est montré et il s'est écrasé. À la troisième, il ne s'est pas montré; il n'a pas été vu, il s'est sauvé. (Rires) Combien donc faudrait-il lui en donner pour lui prouver que le peuple n'a pas confiance en lui, ni en son programme, ni en ses partisans. Les hypothèques ont été consenties en vertu d'une loi faite par les amis du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait signe que non.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui. Mon honorable ami perd la mémoire. Nous avons tout expliqué cela l'an dernier. Cette loi a été faite par les conservateurs. Le député de Trois-Rivières sait fort bien que la Législature n'a pas permis aux compagnies d'hypothéquer les terres de la

couronne, comme il le crie. Tout ce qu'elle leur a donné, c'est le droit d'hypothéquer le bois coupé sur les terres de la couronne et, du moment où la compagnie ne remplit pas ses obligations, ses engagements, le permis est révoqué et l'hypothèque tombe d'elle-même aussitôt. Mon honorable ami, d'ailleurs, sait tout cela.

On a dit que, dans un récent avis donné à des actionnaires de compagnies minières, le premier ministre Taschereau aurait tenté de protéger les compagnies plutôt que les investisseurs. La meilleure réponse à cela, c'est que, suite à cet avertissement, des investisseurs qui détiennent pour \$20,000,000 en parts minières ont vu leurs actions grimper de 20 points.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elles n'étaient pas hypothéquées avant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon ami parle d'une chose qu'il ne sait pas. S'il sait des choses qu'il ne parle donc que de celles-là.

L'honorable chef de l'opposition a dit encore à Granby: Taschereau est le protecteur, l'ami des trusts. Au sujet de la question de l'électricité, il a fait une déclaration pour protéger les capitaux engagés dans les compagnies. Le marché des actions dégringolait; les épargnants étaient inquiets. Sait-il que \$200,000,000 des argents placés par les épargnants, comprenant les évêchés, les communautés religieuses, les collèges, les hôpitaux, les compagnies d'assurances, étaient placés dans ces compagnies, dans ces institutions que nous vénérons? Il fallait les protéger.

Et, elles étaient en passe de perdre \$20,000,000. Les actions des entreprises de services publics et des compagnies d'électricité ont chuté de \$20,000,000 en une seule journée, suite aux rumeurs alarmistes, et ma déclaration publique a évité une panique potentielle, convaincu les investisseurs que la crise était surmontée, eu pour effet de faire remonter le marché, la valeur de leurs placements, de sorte que ces \$20,000,000 ont été sauvés à la petite épargne. On peut me le reprocher. Mon honorable ami me fait des reproches! Je suis prêt à les endurer. Je surprendrais mes adversaires si je leur lisais les témoignages de reconnaissance, les remerciements que j'ai reçus de gens modestes, qui me sont une récompense.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a dit que je suis un ami des trusts, que je suis directeur de compagnies, que je protège les magasins-chaîne. J'aimerais bien savoir sur quoi il appuie de telles accusations. Qu'il me dise donc ce que j'ai fait pour

aider les trusts! Je pourrais dire à mon honorable ami qu'il est ami des trusts parce que l'an dernier il s'est opposé à ce que nous taxions la Montreal Power. Il disait: "Cela va retomber sur les petits".

(M. Taschereau regarde M. Duplessis avec un ironique sourire) Je pourrais lui dire: Trustard...

(Rires et applaudissements à droite)

Lorsque nous avons passé la loi des accidents du travail, malgré les patrons et les trusts, comme dit mon honorable ami, croit-il qu'on n'est pas venu nous trouver pour nous demander de rendre le fardeau plus léger? Nous sommes-nous courbés devant les trusts? Quand le ministre du Travail a passé sa loi du contrat collectif du travail avec extension juridique, croit-il que c'était pour aider les trusts? Lorsqu'il a dit aux employeurs: Vous paierez des salaires raisonnables ou vous serez mis à l'amende, croit-il que c'était pour se bien faire voir des trusts?

Quand nous avons passé une législation se rapportant au salaire minimum des femmes, croit-il que nous avons courbé la tête devant les trusts? Quand nous avons dit à ceux qui exploitent nos forêts de payer aux bûcherons un salaire raisonnable, croit-il que cela a été accepté de bon cœur? Mon honorable ami, le ministre des Terres, a forcé les compagnies qui n'avaient pas payé des salaires raisonnables aux bûcherons à payer tous les droits de coupe, malgré qu'il leur eût accordé comme aux autres une réduction. Croit-il que lorsque le ministère des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier) fait payer des droits de coupe plus élevés aux compagnies, cela fasse plaisir à ceux que mon honorable ami appelle les trusts?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne l'avez-vous pas fait plus tôt?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Parce que les abus n'existaient pas et la preuve, c'est que vous ne nous avez pas demandé d'intervenir.

Lorsque nous avons exempté jusqu'à concurrence de \$25,000 les petites gens, sur les droits de successions, croit-il que les trusts ont courbé la tête sans rien dire? Quand nous avons construit des barrages et que nous avons dit aux compagnies: Vous paierez l'intérêt et le fonds d'amortissement sur le capital investi, et lorsque votre loyer sera terminé, le barrage demeurera propriété exclusive de la province de Québec, croit-il que nous avons courbé la tête devant les trusts?

Que l'on me pardonne, si je touche une question un peu personnelle. Mon honorable ami, le député de Trois-Rivières, me reproche d'être

directeur de compagnies. M. Parent l'était; Sir Lomer Gouin le fut et je l'ai remplacé dans plusieurs directorats de compagnies. C'est peut-être une erreur comme celle de son père que M. Paul Gouin se réserve de commenter et d'expliquer. Je préférerais de beaucoup que l'on me dise: comme directeur de compagnies, vous avez failli à votre devoir, vous avez commis telles erreurs plutôt que de me dire: le poste de directeur de compagnie est incompatible avec celui de ministre.

Mais, dit-il, je ne crains pas de me mériter de tels reproches. Au cours de la dernière session, Ottawa a discuté cette question, lorsqu'on voulait savoir si les ministres des provinces pouvaient être directeurs de banque.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que M. Lapointe a dit?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Qu'est-ce que M. Bennett a dit? M. Bennett a dit oui. Dans tous les cas, le Parlement d'Ottawa a refusé de changer la loi.

La loi provinciale défend bien des choses, mais elle ne défend pas celle-là. Il y a aussi d'autres considérations. Je ne sais pas pendant combien d'années, Dieu me prêtera vie. C'est son secret. Je ne sais pas quand le fardeau deviendra trop pesant à mes épaules, mais je crois qu'un homme public a droit de penser aux années qui lui restent à vivre. Lorsque l'heure sera venue, que la vie active que j'ai toujours vécue devra cesser, il faudra que pendant sa vie politique, l'homme politique ait mis de côté une fortune suffisante pour assurer sa vie et la vie de ses parents, pour vivre honorablement les quelques années qui lui resteront.

La politique ne paie pas, et les revenus que la province paie à ceux qui la servent ne durent pas longtemps. Vous le savez. Eh bien, M. l'Orateur, n'ai-je pas le droit d'accepter, lorsque je quitterai la vie politique, certains directorats si la loi le permet, pour que je puisse recommencer ma vie d'avocat que j'ai laissée depuis 15 ans, afin de mettre ma famille à l'abri du besoin et lui donner la chance de vivre honorablement?

Un directorat est une digne fin de carrière. On le conserve tant que l'on en est digne. On voudrait peut-être qu'en quittant la politique je rentre à mon foyer avec rien devant moi, que je rentre dans la vie privée vivre comme je le pourrais. Une compagnie française, le Crédit Foncier Franco-Canadien, une compagnie américaine, la Metropolitan Life, une compagnie anglaise, la Barclays Bank a demandé à

un Canadien français de faire partie de son bureau de direction. Cette distinction ne s'adressait pas à moi, à cause de mes capacités, mais j'ai cru que je pouvais l'accepter parce que cela pourrait aider ces institutions à se populariser. Elles croyaient qu'un Canadien français pouvait contribuer à les faire connaître chez nous.

On voudrait que je résigne, que je m'en aille, que je rentre chez moi sans source de revenus, sans argent, que, de la vie active que je mène, je passe à l'inactivité, et que je cesse de travailler. Je ne pourrais pas vivre longtemps comme ça. Il n'y a pas de doute que mon honorable ami sait ce qu'est le respect, l'étiquette, la loyauté, mais il y a des hommes qui, évidemment ne sont pas aussi distingués que lui, mais qui ont occupé quand même des positions très importantes qui ne valent pas celle de chef de l'opposition, et qui ne pensent pas comme lui.

Mais Lord Balfour, ancien premier ministre d'Angleterre disait: "Répandre à l'étranger l'idée qu'un homme déroge à l'honneur s'il voue son travail à la direction de compagnies publiques est la pire chose que vous puissiez faire contre l'intérêt de ce grand pays commercial. Personne n'a songé qu'il valait la peine - je regrette de l'avouer - de me demander de devenir directeur d'une compagnie, mais je vous assure que je considérerais comme un beau compliment que la demande me fût faite par une compagnie honorable.

"Dans l'intérêt public, je m'oppose fortement à cette motion qui veut qu'un homme ait mal agi, qu'il ait accompli une action dont il faut rougir un peu, quand il a accepté la responsabilité d'aider à une grande corporation publique à accomplir une œuvre dont dépend, remarquez-le bien, la prospérité du pays. Je ne puis imaginer usage plus honorable du cerveau et de l'énergie départis par la Providence à un citoyen de ce pays que de les employer à une œuvre aussi bonne". M. Balfour ne voit aucune disgrâce dans le fait qu'un ministre soit directeur de compagnie.

Évidemment, quand M. Balfour dit ça, il n'avait pas entendu le discours de mon honorable ami à Granby, mais cette opinion en vaut une autre. Le député de Trois-Rivières lui, voudrait qu'un homme politique, responsable de la direction d'un pays, reste dans son cabinet, ne se mêle pas aux hommes d'affaires, ignore les choses de la banque et les assurances et les autres institutions. Les reproches de mon honorable ami ne sont pas de nature à nous faire perdre la confiance de la population de la province de Québec.

En ce temps-ci, on ne recule devant rien. Est-ce la soif du pouvoir? Voulez-vous me permettre de vous lire l'article publié par un M. Roméo Rouleau dans un journal bleu de la Beauce, *Le Guide*, un journal de mon honorable ami. Dans cet article, dit-il, on m'appelle Alexandre. Je n'ai pas honte de mon nom. Il publie une conversation entre deux bleus qui cherchent le moyen de se débarrasser d'Alexandre et qui ont trouvé un moyen. On parle de l'assassinat d'un autre Alexandre, Alexandre Stavinsky; on veut parler du roi de Bulgarie et on dit que je pourrais bien subir le même sort. L'article conclut: "aux grands maux, les grands remèdes." C'est là la presse bleue, organe de mon honorable ami... Aucun organe de mon honorable ami...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Bondissant et souriant) Je soulève un point d'ordre. L'honorable premier ministre n'a pas le droit de dire que j'ai des organes. Je n'en ai aucun, ni journaux.

(Rires à droite et à gauche).

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Riant de bon cœur) C'est pour cela que je vous ai dit tantôt que vous n'aviez jamais été tenté. (Rires) Nous avons bien ri.

Où allons-nous si le Parti conservateur, la presse bleue, prêchent maintenant l'assassinat? Mon honorable ami le chef de l'opposition rit encore. Son organe intellectuel ne fonctionne pas bien alors. J'ai reçu des lettres de gens qui étaient indignés après avoir lu cet article. Ce monsieur est à rendre compte devant les tribunaux criminels de sa conduite. Je dénonce un parti qui met une plume dans les mains d'un homme comme celui-là, qui a trouvé l'assassinat pour se débarrasser d'un adversaire politique et lui permet de s'en servir.

M. l'Orateur, croyez-vous que tout ceci me décourage? Non. Je puis dire à mes honorables amis que je n'ai pas peur. On ne me connaît pas. Tant que j'aurai la confiance et l'amitié de mes collègues, que je pourrai compter sur leur poignée de main, et aussi longtemps que Dieu me prêtera vie et me donnera la santé, je resterai à mon poste.

(Applaudissements prolongés)

On m'attaque en certains quartiers. Pourquoi? Je ne le sais pas. Hier, quelqu'un m'a attaqué, l'honorable M. Élisée Thériault, qui fut secrétaire de ministre, que je fis nommer avocat de la ville de Québec en amenant M. Morin aux Affaires municipales, pour lequel nous avons fait des sacrifices pour le faire élire dans un comté et que, plus tard, nous avons fait nommer à vie dans le

Conseil législatif, pour assurer le bien-être et un peu plus de bonheur à sa famille et aux siens. C'est un des quartiers d'où sont venus ces reproches et ces attaques que je ne qualifie pas.

Il en est un autre qui fut notre collègue à la table du conseil, l'honorable M. Ernest Ouellet, qui a travaillé avec nous pendant deux ans et qui trouvait tout beau à cette époque. Nous avons vécu des jours heureux ensemble. Au cours de ces années amicales, son frère fut nommé registraire du comté de Dorchester. Un autre de ses frères fut nommé agent des terres de la couronne et lui-même, à sa demande, laissa le cabinet pour accepter un poste au Conseil législatif. À lui aussi, nous avons assuré son avenir. C'est un autre quartier d'où me sont venus reproches et attaques. Nous ne demandons à personne lorsqu'il va au Conseil d'abdiquer ses idées, de trouver bon ou tout mauvais. Ce n'est pas ça. Ils savent ce que je leur reproche. Mon Dieu! Humaine est l'ingratitude. Je leur pardonne, je leur souhaite succès, longue vie et le bonheur pour leur famille.

(Longs applaudissements)

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. *L'Action catholique* du 11 janvier 1935, à la page 8, écrit 2,000,000; *L'Événement* du 11 janvier 1935, à la page 9, 1,000,000. Toutefois, même le chiffre de 800,000, avancé par les autres quotidiens et que nous avons retenu dans le texte, est dans les

faits erroné, puisque l'*Annuaire statistique*, 1932, à la page 57, tableau 21, stipule que la population de la province de Québec pour le groupe d'âge des 20-24 ans est de 267,116 sur une population de 2,874,255.

2. *Le Canada* du 11 janvier 1935, à la page 1 écrit 80,000.

3. "Ancien doyen de la faculté de médecine de l'Université Laval", écrit le *Montreal Daily Star*, du 11 janvier 1935, à la page 8.

4. *Le Devoir* du 11 janvier 1935, à la page 2, écrit \$100,000, *L'Événement* du 11 janvier 1935, à la page 9, \$1,500,000.

5. *L'Action catholique* du 11 janvier 1935, à la page 8, écrit \$45,821,001.

6. *L'Événement* du 11 janvier 1935, à la page 9, et *Le Canada* du 11 janvier 1935, à la page 1, écrivent \$22,000,000.

7. *Le Canada* du 11 janvier 1935, à la page 1 et *Le Devoir* du 11 janvier 1935, à la page 8, écrivent 6.66 %.

8. *The Quebec Chronicle* du 11 janvier 1935, à la page 10, écrit \$485,000,000.



Séance du vendredi 11 janvier 1935

### Présidence de H. Authier

La séance est ouverte à 11 heures.

#### Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que M. Hector Authier, député d'Abitibi, soit élu orateur de la Chambre pour la journée et prenne place au fauteuil en cette qualité.

Adopté

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Clémentine Minquet, dite sœur Louise-de-Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie (M. Authier);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Francoeur, Montréal-Dorion).

#### Code civil, article 2161e

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 5 modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Code de procédure civile, article 749

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 4 modifiant le Code de procédure

civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Actes et documents dans Bonaventure et Gaspé

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 3 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Code civil, article 2182

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 2 modifiant l'article 2182 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Dépôt de documents:

#### Rapports du service provincial d'hygiène, 1933-1934, et de la démographie, 1933

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le douzième rapport annuel du service provincial d'hygiène pour l'année 1933-1934 et de la démographie pour l'année 1933. (Document de la session no 13)

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée<sup>1</sup>.

**NOTE**

1. *The Quebec Chronicle* du 11 janvier 1935, à la page 1, rapporte que la séance "a duré moins d'un quart d'heure."

Séance du mardi 15 janvier 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 35.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Delisle);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi obligeant la ville de Pointe-aux-Trembles à faire la perception des taxes scolaires et pour autres fins (M. Filion, Laval);

- de dame Graziella Laurier, épouse de J.-Henri-W. Renaud, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier (M. Plante);

- de Dominion Corset Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de Compagnie Amyot, limitée (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Quebec Paper Box Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de Compagnie Dorchester, limitée (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Charles-L. Normandin, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec de l'admettre à la pratique de sa profession (M. Taschereau, Bellechasse);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 353 de ladite cité (M. Saintonge);

- de la municipalité de la Grande-Île, comté de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement no 6 passé le 6 novembre, 1934 (M. Saintonge);

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement no 18 passé le 1<sup>er</sup> octobre, 1934 (M. Saintonge).

**Salaires des  
officiers de justice**

**M. Élie (Yamaska)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 154 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saisie-arrêt  
de certains véhicules**

**M. Élie (Yamaska)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 155 modifiant, dans les cas de dommages causés par un véhicule automobile, le Code de procédure civile relativement à la saisie-arrêt avant jugement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rétablissement  
d'indemnités**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 156 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrement  
d'automobiles non utilisées**

**M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 157 relatif à l'enregistrement, en vertu de la loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Habeas corpus**

**M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 158 modifiant la loi de l'*habeas corpus*.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des liqueurs alcooliques,  
infractions**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 159 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des liqueurs alcooliques,  
arrestation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 160 modifiant la loi des liqueurs alcooliques et se rapportant à l'arrestation sans mandat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Indemnités  
aux orphelins**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 161 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 21 George V,  
chapitre 36**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 162 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 21 George V,  
chapitre 105**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 163 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Choix d'un médecin  
par l'accidenté**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun

(M. Lafleur), la permission de présenter le bill 164 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Brefs de prohibition  
et de certiorari**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 165 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lois 23 George V, chapitre 109,  
et 24 George V, chapitre 21**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 166 abrogeant les lois 23 George V, chapitre 109, et 24 George V, chapitre 21.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 23 George V,  
chapitre 77**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 167 modifiant la loi 23 George V, chapitre 77.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Émission de bons, obligations  
et débetures**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 168 relatif à l'émission de bons, obligations et débetures pour fins industrielles ou commerciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,  
article 227**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 169 modifiant l'article 227 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 716**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 170 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile relativement à certaines annonces et publications.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrement  
de jugements**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), la permission de présenter le bill 150 modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juridiction du tribunal  
de Rimouski**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), la permission de présenter le bill 151 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 83**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), la permission de présenter le bill 152 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Délai de prescription  
des précepteurs et instituteurs**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), la permission de présenter le bill 153 modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**État des cautionnements,  
officiers du gouvernement**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers du gouvernement de la province de Québec, (y compris les baillis), tel que requis par chapitre 9, article 41, Statuts refondus du Québec, 1925. (Document de la session no 14)

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 10 janvier, sur la motion proposée le mercredi 9 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Québec-Est (M. Drouin).

**M. Drouin (Québec-Est)**<sup>1</sup>: M. l'Orateur, plus que jamais nous réalisons que nous, législateurs, nous sommes les continuateurs d'une lignée historique. Nous sommes membres d'un aréopage dont les membres se renouvellent sans cesse, qui ne doit jamais s'éteindre comme la lampe du sanctuaire, à qui a été confiée la mission d'assurer à la population les instruments d'une vie heureuse et féconde: mission donnée tout au début de notre régime représentatif, en 1792, et continuée depuis aux corps constitués pour l'administration du pays.

Il me semble que les grands disparus nous disent: "Continuez notre œuvre, marchez de l'avant, ne craignez pas de vous dégager de ce qui a pu faire notre affaire et qui ne convient plus à la situation

présente. Nous sommes les morts, soyez les vivants. Que le culte du souvenir ne vous fasse pas vous hypnotiser dans un passé vieilli et qui n'a plus de sens<sup>2</sup>."

L'heure est grave. Nous en sommes à un moment psychologique de l'évolution du monde. Le temps présent a amené des problèmes nouveaux en ébullition, de courants contraires, positifs ou négatifs, qui s'uniront pour former un seul courant bienfaisant, et il faut en conséquence y apporter des solutions appropriées, tout en tenant compte de l'expérience passée. Il nous faut laisser absolument le domaine du vague à ceux qui ne veulent rien faire pour aider au relèvement de notre population. Déjà, plusieurs d'entre nous ont pris les mesures énergiques qui s'imposaient.

Est-ce à dire que la prospérité est revenue? La crise est-elle finie? Là-dessus, les opinions sont diverses. Il y a des gens qui voient tout en noir, il y en a d'autres qui veulent entretenir les peuples dans une fausse conscience. Moi, je dis que nous en sommes arrivés à une stabilisation, la stabilisation d'un état désastreux et qui ne doit pas durer, même s'il le peut. La période des effondrements économiques semble nous avoir laissés. Ce qui reste d'industrie et de commerce se comporte tant bien que mal.

Cependant, il ne faut pas se faire d'illusion. La crise n'est pas finie. Il y a des gens qui hurlent à tous vents la fin de la crise, qui essaient de faire croire à ceux qui les entourent que nous sommes sortis du cauchemar de la dépression économique. On apporte des statistiques qui valent ce qu'elles valent. Il y a de l'argent d'un côté et il y a de la misère de l'autre. Ça va bien en certains milieux et ça va moins bien dans d'autres. Les théâtres sont remplis et, malgré la crise, on va encore au cirque et aux jeux. Une partie notable de la population travaille et dépense tandis que l'autre partie de l'humanité est dans la misère noire. En France, le chômage augmente.

Une dépêche de New York nous annonçait ces jours derniers que 360,000 familles vivent là-bas des secours directs et que 1,300 autres familles nouvelles viennent chaque jour demander l'assistance de l'État. Chez nous, au Canada, les statistiques récentes les plus sûres démontrent que, de 1929 à 1934, le nombre des chômeurs a triplé: le nombre-indice du chômage a passé de 100 en 1929 à 314<sup>3</sup> en 1934. Montréal compte ses chômeurs par dizaine de milliers, alors qu'à Québec plus de 30,000 sont sans emploi. Montréal est une bouilloire qui peut éclater au moment où l'on s'y attendra le moins et dont les morceaux peuvent voler dans les coins les plus

éloignés de la métropole. À Québec, on compte 3,076 inscriptions aux secours directs. Seulement en décembre, la ville a payé \$73,000 aux chômeurs, et les secours lui coûtent par année de \$500,000 à \$550,000<sup>4</sup>. pour secourir les nécessiteux dont le nombre augmente continuellement.

La construction ne va plus. Les métiers sont sans travail. Les grands entrepreneurs sont à moitié inactifs. Les petits entrepreneurs ont dû abandonner la partie et travailler comme simples menuisiers, plâtriers, parfois comme journaliers. En plus, le petit commerce, la propriété sont gravement affectés. La misère atteint même les rangs des professionnels. Les professionnels ont vu les gros bureaux rendre la vie difficile aux autres concurrents; tout est concentré dans les grands bureaux. Dans les petits bureaux, on ne gagne rien. Quant à la position de nos cultivateurs, point n'est besoin d'insister, elle n'est pas bonne. Ceux-ci n'ont plus de débouchés pour leurs produits, les prix sont très bas, leurs terres sont hypothéquées, ils n'ont plus les crédits qu'il faut pour sauver leurs biens. Ils ne peuvent faire face à leurs obligations.

Que dire, dans les circonstances, de ceux qui prétendent que la crise est finie? Les uns sont sincères, les autres sont des marchands de bonheur. Ces derniers détiennent les richesses qui manquent aux autres. Ils ont intérêt à persuader ceux qui les écoutent que tout va bien dans le meilleur des mondes possibles. À mon sens, la crise ne sera pas maîtrisée tant que la partie la plus nombreuse de la population ne travaillera pas, tant que les agriculteurs travailleront en vain, sans pouvoir vendre leurs produits, tant qu'on aura pas créé, par une juste distribution des biens, une classe moyenne qui assurera, par la modération de sa vie, l'équilibre économique de la nation.

Au milieu de tout cela, des gens riches continuent de faire de gros profits en jouissant d'influences jusque dans la presse pour créer des courants d'optimisme. Il nous faut une stabilisation nouvelle, car, actuellement, il y a une stabilité dans le malaise général, pas plus, et le malaise économique entraîne le malaise moral et le malaise social. Pour faire disparaître ce malaise, les gouvernements proposent des remèdes divers. C'est ce qu'a fait notre gouvernement dans le discours du trône. Je dirai ceux que j'approuve, ceux que je voudrais y voir, et les réformes que je préconise, et je répondrai à certains journaux.

Quel est le fait saillant du discours du trône? À mon avis: le programme de colonisation. J'ai assisté au congrès d'octobre. J'ai suivi les débats avec

intérêt. Le gouvernement a proposé là un plan magnifique pour le relèvement de notre économie. Quelqu'un a écrit que parce qu'il était architecte, le ministre de la Colonisation ne pouvait pas faire de bonne colonisation.

Je suis collègue du député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) depuis assez longtemps pour m'inscrire en faux contre cette idée. Le jeune ministre que le gouvernement a choisi est un travailleur acharné et un homme aux initiatives sérieuses. Nous avons tous confiance en lui.

(Applaudissements)

Je souhaite que le ministre de la Colonisation emploie toute son énergie à mener son programme à bonne fin.

J'ai regretté d'entendre dire au congrès que le retour à la terre devrait être limité aux gens de la campagne. Heureusement que l'on n'a pas adopté cette suggestion. Il ne faut pas que cela soit. Le mouvement de retour à la terre a justement été lancé pour alléger les villes, qui ne peuvent plus porter le poids du chômage. Les encouragements au retour à la terre ne datent pas d'aujourd'hui. Pendant longtemps, chez nous, on a poussé les déserteurs de la campagne à revenir à leurs origines.

Au temps de la prospérité, ces encouragements n'étaient pas entendus. L'industrie pouvait alors employer tous ceux qui lui demandaient de quoi gagner leur subsistance. Depuis la crise, les fils de cultivateurs qui avaient abandonné leurs villages sont désespérés; ils sont des milliers, découragés, las, n'ayant plus le goût du travail. Bien des cultivateurs sont aujourd'hui dans les villes, dans l'impossibilité de trouver de quoi à s'employer. Ils veulent retourner à la terre. Le gouvernement a une chance de leur procurer ce moyen.

Le mouvement de colonisation lancé par le gouvernement de M. Taschereau est, si l'on me permet ce mot, une chance nationale. Que l'on profite du marasme actuel pour refaire une vie nouvelle à des milliers de gens qui devaient nécessairement regretter d'avoir fui leur village. Comme on l'a dit depuis le congrès, le plan de colonisation de M. Vautrin est un plan de relèvement national. Il faut tous y collaborer. Les députés de la ville ont intérêt à suivre de près son application, car il doit profiter aux villes aussi bien qu'aux campagnes.

Une autre mesure dont il y a lieu de féliciter le gouvernement est l'institution de l'extension juridique des contrats collectifs de travail. C'est une bonne mesure qui aide à faire la paix entre patrons et ouvriers. C'est la loi la plus humaine, la plus utile et la plus sociale dans ses effets qu'on ait adoptée. C'est

une loi admirable et que plusieurs gouvernements de la Confédération se proposent d'adopter à leur tour. Il faut en féliciter l'auteur, l'honorable ministre du travail (l'honorable M. Arcand) et aussi son collaborateur dévoué, le sous-ministre du travail M. Gérard Tremblay, qui est certainement l'un des meilleurs, l'un des plus avertis sociologues du Canada.

Cependant, ne faut-il pas dire que le budget que l'on accorde au ministère du travail, dans Québec, n'est pas abondant, eu égard aux progrès nécessaires de la législation sociale en notre siècle. Je demande au gouvernement de mettre à la disposition du ministère du Travail le plus d'argent possible pour qu'il puisse mettre en réalisation son magnifique programme de législation sociale. Le budget de ce ministère, actuellement, n'est pas suffisant.

Je félicite le gouvernement d'annoncer qu'il veut revenir à l'ancien système permettant aux accidentés de toucher une indemnité 7 jours après l'accident et prolonger de 16 à 18 ans la période d'âge qui assure à la femme de l'accidenté une indemnité pour les enfants orphelins. Je regrette cependant que l'on ne nous annonce point qu'on donnera le droit à l'accidenté de choisir son médecin. Ce serait une mesure éminemment libérale. Je demande au gouvernement d'amender la loi, de donner ce droit à l'ouvrier qui subit les conséquences d'un accident du travail. Je suis à l'aise pour demander cette mesure parce que, lorsque la discussion est venue, j'ai voté avec plusieurs députés ministériels pour que l'ouvrier accidenté ait le choix de son médecin. Je considère ce droit comme naturel.

J'aurais aimé avoir dans le discours du trône une allusion quelconque me permettant de croire qu'on présenterait une loi instituant au cours de la prochaine session les pensions de vieillesse. Ce serait là une mesure essentiellement libérale en principe et en fait. Je voudrais que tout vieillard de 70 ans, nécessairement, ait droit à une pension annuelle de \$240. J'espère que le gouvernement la mettra dans son programme d'ici la fin de la session. Cette loi a été créée par le gouvernement King. Le gouvernement fédéral a augmenté la contribution d'Ottawa.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Quel gouvernement? C'est le gouvernement Bennett qui a augmenté la contribution d'Ottawa.

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui. Le gouvernement Bennett, qui avait promis en 1930 de payer toute la contribution (Rires), a porté cette dernière de 50 % à 75 %.

**Des voix ministérielles:** Écoutez, écoutez.

**M. Drouin (Québec-Est):** Lors de ma première élection, en 1928, j'ai dit que j'étais en faveur d'une loi de pension aux vieillards. Dans mon premier discours à la Chambre, j'ai demandé la création de cette loi. Je les ai réclamées en 1931 à ma réélection: j'ai demandé au gouvernement de faire appliquer cette loi à la province. L'opposition d'alors qui était dirigée par M. Houde a mis dans son programme la pension aux vieillards. Les ministres et députés ministériels ont refusé, disant que le principe de cette loi était faux et non conforme à nos traditions politiques. On laissait entendre qu'une loi propre aux besoins spéciaux de notre province pourrait être adoptée.

Finalement, le gouvernement a institué la Commission des assurances sociales, formées des sociologues les plus réputés. Elle a recommandé la loi des pensions aux vieillards, mais d'après un système contributoire. Il y eut deux rapports. Un rapport majoritaire recommandait au gouvernement provincial d'approcher le pouvoir central pour lui demander d'adopter un système contributoire. Le rapport minoritaire recommandait que dans le cas d'un échec, le gouvernement de la province accepte le plan fédéral tel quel en attendant un système meilleur. Pendant deux sessions, le député de Hull a inscrit des motions dans lesquelles il demandait l'adoption de la loi fédérale comme mesure temporaire.

Mais le temps est venu de l'adopter. Je dis que la situation est pressante. Nous ne sommes pas plus avancés à ce sujet qu'il y a plusieurs années. Il est plus que temps que nous ayons la loi des pensions aux vieillards. C'est une urgence au point de vue social et financier. Il y a actuellement 30,000 vieillards dans la province. La contribution totale de la province serait de sept millions deux cent mille. Mais déduction faite du nombre des vieillards qui ne sont pas nécessiteux, parce que certains vieillards ont des propriétés, on me dit qu'elle ne dépasserait pas six millions. Sur ces six millions, \$4,500,000 seraient payés par Ottawa. Comme le gouvernement fédéral fournit 75 %, notre contribution là-dessus serait de \$1,500,000 dont il faudrait déduire les frais d'assistance publique, secours directs, hospices, etc., que la province débourse présentement pour les vieillards.

Au point de vue financier, cette mesure serait excellente. Une partie de cette somme serait sauvée ailleurs. Si un vieillard de 70 ans recevait une pension, il ne pourrait toucher de secours direct. De plus, il ne pourrait, dans la majeure partie des cas, profiter de la loi de l'assistance publique. Je serais

curieux de connaître le nombre des vieillards qui bénéficient de cette loi actuellement. Si l'on en croit la *Gazette du travail*, septembre 1934, on constate que le gouvernement fédéral a payé dans tout le pays où la loi des pensions de vieillesse est en vigueur, soit depuis 1927, la somme globale de \$45,897,000. Toutes les provinces à part Québec bénéficient de cette loi.

Il est reconnu que, dans la province de Québec, nous payons le tiers des impôts fédéraux. Nous avons donc fourni quinze millions pour lesquels nous n'avons rien reçu en retour. Et chaque année qui s'ajoute nous fait perdre de nouvelles sommes. Avec la loi des pensions, nous aurions payé, de 1927 à 1931, \$12,000,000, et \$6,000,000 depuis 1931. Pendant ce temps, Ottawa aurait payé un total de \$30,000,000. Nous aurions mis ainsi en circulation dans la province \$30,000,000 du fédéral et \$18,000,000 du provincial.

Dans ses récents discours, M. Bennett propose de réformer la loi des pensions aux vieillards. Il (M. Drouin) dit ne pas savoir ce qu'avait en tête le premier ministre Bennett lorsqu'il a parlé d'une nouvelle pension de vieillesse établie sur une base scientifique. Je crois comprendre qu'il proposera un système contributoire. La session d'Ottawa peut être longue ou très courte. Il y aura peut-être dissolution. Le projet de M. Bennett peut ne pas être accepté. On peut se dire ici: attendons la décision d'Ottawa. Mais je répondrai qu'il y a un bout à attendre. Quand cela arrivera-t-il, quand ce système va-t-il se matérialiser?

Voilà des années que nous attendons vainement. Faudra-t-il laisser s'écouler encore des années? Je ne le crois pas et je réclame l'application immédiate de cette loi. Quelle que doive être l'attitude du fédéral, nous n'avons pas de raison pour ne pas adopter cette loi au cours de la présente session. Je fais appel pour cela au gouvernement et à toute cette Chambre. J'avoue que je préférerais un système contributoire, mais nous n'avons pas le droit de refuser la part que nous offre Ottawa. C'est perdre de l'argent et nous en avons déjà assez perdu en refusant les 75 % du fédéral.

Avec le ministre actuel de la Colonisation, je considère que ce système est plus conforme à nos traditions. Mais nous ne pouvons pas attendre. Adoptons le système d'Ottawa comme mesure transitoire, en attendant mieux.

Il (M. Drouin) dit qu'il a toujours été favorable à la loi de l'assurance-chômage, qu'il la réclame depuis des années, (et qu'il) est en faveur de l'assurance-chômage contributoire qu'annonce M. Bennett.



Nous sommes tous d'accord sur ce point, dit-il.

Il (M. Drouin) dit que c'est l'un des problèmes les plus urgents de l'heure et l'un de ceux qui devraient mobiliser l'attention de tous les gouvernements. Si nous avions eu cela dès le début de la crise, nous aurions pu éviter une partie de la misère et les difficultés des travailleurs, soutient-il. Il encourage la méthode selon laquelle gouvernement, employeurs et travailleurs contribuent chacun au tiers du coût.

Nous devons travailler à faire passer cette loi que M. Bennett a promise et que M. King a toujours favorisée. Je ne sais si c'est lui ou M. Bennett qui nous la donnera, mais nous l'aurons. J'ai été surpris d'entendre M. Roebuck de l'Ontario dire qu'il appartenait aux provinces de décider l'assurance-chômage. Cette loi devrait être passée par le fédéral. Et d'ailleurs, c'est la conclusion de la Commission des assurances sociales. J'ai confiance que le premier ministre de Québec, qui a toujours été le défenseur des droits des provinces, de l'autonomie de la province, est convaincu cependant que l'assurance-chômage est du domaine fédéral. Il a dit récemment que sur certaines questions, il y avait peut-être lieu de transiger. Il aidera à nous donner cette loi et ne mettra aucune entrave à l'adoption de cette loi par le gouvernement d'Ottawa.

Il est temps de sauver le crédit des municipalités. Le propriétaire a perdu ses propriétés dans bien des cas et il ne reçoit pas le prix de la location de ses loyers. Il est de plus obligé de supporter une partie du coût des secours directs. La propriété se meurt, si je peux employer cette expression physique. Il y a dans la loi une disposition qui dit que le chômage doit être payé dans une certaine partie par les municipalités. Or, celles-ci ne sont plus capables de payer. Le chômage est aujourd'hui une affaire fédérale et provinciale.

Le premier ministre de la province a reconnu que la position des municipalités était intenable. Il est temps de régler cette question. Le gouvernement provincial a offert au fédéral de soulager les municipalités et de payer 50 % des secours directs. Il a renouvelé son offre, il y a quelque temps. Nous attendons la réponse d'Ottawa. Il y a une impasse. Il faut la briser. Pour la briser, le gouvernement provincial devrait annoncer qu'il est prêt à payer sa part de la proportion qui échoit actuellement aux municipalités sans attendre la réponse d'Ottawa, afin de soulager celles-ci. Si le gouvernement provincial faisait cela, le gouvernement fédéral serait dans une situation embarrassante.

Je ne suis pas de ceux qui croient que les générations futures ne doivent pas porter une partie du fardeau de la crise actuelle. Mais cela ne vaut pas. Le régime des secours directs doit cesser. Je suggère au gouvernement de faire un emprunt à long terme, afin d'être en mesure d'entreprendre des travaux permanents, des travaux déterminés d'après un plan national défini, à peu près semblable à celui des États-Unis. Ces travaux seront destinés à nous délivrer de la crise. Or, de cette libération nos descendants profiteront autant que nous. Ils doivent aussi porter le poids de la lutte entreprise contre la dépression.

Mais on dira, en réponse à toutes les suggestions que je viens de faire: pour tout cela, il faut de l'argent; tout cela va faire augmenter le budget. Fort bien, mais en réponse je dirai qu'il est d'abord du devoir du gouvernement de faire l'inventaire des dépenses du budget au complet. Cet inventaire n'a pas pour but de déterminer si le crédit de la province est bon, si la situation financière est solide, cela tout le monde le sait. Il y a moyen d'en économiser.

Mais, il faut rajuster le budget des dépenses des divers ministères: diminuer les subsides pour des dépenses nécessaires et urgentes il y a 10 ans, mais devenues très contingentes, inutiles, et les augmenter pour des besoins qui sont devenus pressants à cause des conditions actuelles. Car les besoins et les situations ne sont plus les mêmes qu'il y a 15 ans.

Je citerai quelques exemples où l'on peut pratiquer l'économie. Il faudrait, par exemple, abolir Spencer Wood. Cette dépense ne correspond plus à des besoins de notre temps, c'est une dépense illogique.

Il ne faudrait supprimer Spencer Wood qu'après le terme de M. Patenaude, qui est un des plus grands hommes de cette province et a le respect de tous, puisque ce dernier a accepté la situation suivant des conditions données et définies qu'il serait injuste de modifier. Je le respecte moi-même et ne veux pas le priver de la résidence qu'on lui a assurée à sa nomination.

Jusqu'en 1867, Spencer Wood avait été la résidence des gouverneurs généraux. Elle passa alors sous le contrôle du gouvernement provincial qui l'a entretenue depuis. Le salaire du lieutenant-gouverneur fixé par Ottawa et payé par Ottawa est de \$10,000. En plus, le gouvernement de Québec donne une somme de \$16,000 comme salaire et dépenses.

Les frais d'entretien qui comprennent les \$16,000 de salaire et dépenses s'établissent comme suit, depuis 1929:

En 1929: \$105,530.40; en 1930: \$68,087.91; en 1931: \$60,130.54; en 1932: \$54,136.70; en 1933: \$54,155.05 Nous pouvons nous passer de cette dépense inutile. Nous devons, abolir cette dépense illogique contraire à l'esprit du temps présent.

Il ne s'agit pas d'abolir le poste de lieutenant-gouverneur, pour lequel il est pourvu d'ailleurs dans la Constitution du pays, car ce ne serait pas une économie pour la province, puisqu'il est payé par Ottawa. Le chef du mouvement de l'Action libérale nationale a préconisé l'abolition du poste de lieutenant-gouverneur pour y substituer le juge en chef de la Cour supérieure<sup>5</sup> de la province. Je discute ce point seulement pour rappeler qu'il y a dans la province un pouvoir législatif, un pouvoir administratif et un pouvoir judiciaire, et qu'il convient de ne pas les confondre.

Le lieutenant-gouverneur peut exister sans Spencer Wood, voilà tout. On pourrait lui voter quelques milliers de dollars pour dépenses, ses frais de résidence, mais de façon à réduire considérablement la dépense actuelle, ce qui économiserait \$50,000 à la province. Je sais que l'argent dépensé pour Spencer Wood aide aux ouvriers qui y travaillent, mais cette économie devrait être réalisée.

Ce que je réclame, n'est pas nouveau. Car le Parti libéral, de 1892 à 1897, l'a réclamé avec insistance, ici en Chambre.

Le 26 janvier 1893, M. Marchand, qui devait être futur premier ministre libéral, secondé par M. Tessier, aujourd'hui sénateur, proposait la motion suivante:

Attendu que notre situation financière, telle qu'exposée par l'honorable Tessier, exige des mesures de rigoureuses économies;

Attendu que la grande pénurie dont souffre la population de cette province à cause des difficultés éprouvées pour l'écoulement de nos produits agricoles et autres;

Attendu qu'en raison de cette pénurie, nos campagnes se dépeuplent rapidement par l'émigration et qu'il est impossible dans les circonstances d'exiger le paiement de nouveaux impôts sans augmenter cette émigration;

Attendu qu'il n'existe qu'un seul moyen praticable d'équilibrer nos finances provinciales, celui de la plus stricte économie dans l'administration de la chose publique, et partant, l'abolition de tout ce qui, dans les rouages administratifs et législatifs de notre organisation provinciale, n'est pas essentiel à son bon fonctionnement;

Attendu qu'en obéissance au vœu populaire exprimé lors des dernières élections générales, il est du devoir de cette Législature d'épuiser tous les moyens d'économie et de retranchements à sa disposition, qui ne seront pas compatibles avec l'intérêt public et les obligations existantes, avant de consentir à la perception de nouveaux impôts sur le peuple;

Cette Chambre est d'opinion qu'il est nécessaire, pour mettre à effet cette politique d'économie qui s'impose, d'opérer, sous le plus court délai possible, les réformes et les retranchements suivants dans notre système législatif et administratif:

1. Abolition du Conseil législatif;

2. Abandon de Spencer Wood comme résidence officielle du lieutenant-gouverneur, etc...

La motion fut rejetée comme n'étant pas dans l'ordre.

Le 25 novembre 1895, M. Gilbert Miville Deschênes, député de l'Islet, un libéral, que tous ont bien connu, lieutenant d'Honoré Mercier, qui devait devenir ministre de l'Agriculture, présente une motion, appuyée par M. Adélar Turgeon, le futur ministre des Terres, et le futur président du Conseil législatif. Et la motion est rédigée comme suit:

Ordonne: Qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant les sommes payées depuis le 20 juin dernier pour réparations et embellissements de Spencer Wood, à date.

Sur motion que la Chambre se forme en comité des subsides, M. Deschênes propose un amendement censurant le gouvernement sur les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood, amendement qui est rejeté par 32 voix contre 23.

Le 25 novembre 1895, M. Deschênes propose un amendement demande, appuyé par M. Girard, de Rouville, qui dit ceci:

Attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood depuis 1867 se sont élevées au montant de \$268,359.88, cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'amélioration à Spencer Wood, et d'en remettre la possession au propriétaire, à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant;

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de lieutenant-gouverneur pour l'aider à réaliser cette économie considérable.

Qui a voté pour ces résolutions? Tous les libéraux. Et parmi les députés qui votent pour l'amendement Deschênes, on voit Sir Charles Fitzpatrick, qui devait devenir plus tard ministre dans le cabinet Laurier, juge en chef du Canada et lieutenant-gouverneur; Sir François Lemieux, les futurs sénateur, le juge Tessier, le futur premier ministre Parent; le futur premier ministre Marchand; Adélard Turgeon, plus tard ministre et président du Conseil législatif; l'honorable Gilbert-Miville Deschênes et autres.

Et l'*Électeur* du 26 novembre commente ainsi le discours de M. Deschênes: "Il fait observer que les dépenses qui sont faites pour l'entretien de Spencer Wood sont beaucoup trop élevées, surtout pour une province dont la population est taxée comme la nôtre. Comme il appert par la motion du député de l'Islet, \$268,000 ont été dépensés depuis la Confédération. N'est-ce pas effrayant lorsque l'on songe surtout que cette propriété, sur laquelle on dépense tant d'argent en améliorations, ne nous appartient pas? Pourquoi enrichir le gouvernement fédéral?"

"Dans la province du Manitoba, l'on a aboli la résidence officielle du lieutenant-gouverneur; dans l'Ontario, le gouvernement a vendu l'immeuble dispendieux pour en acheter un beaucoup moins dispendieux. Et l'on emploie l'intérêt sur la différence du prix entre ces deux propriétés à payer les frais d'entretien du nouvel édifice.

"Qu'il soit bien compris, dit M. Deschênes, que nous ne voulons pas faire de cette question une question de parti. Pour le prouver, voici ce que nous sommes prêts à faire: si le gouvernement veut proposer un moyen terme sur lequel nous pourrions nous entendre, je suis prêt à retirer ma motion. Mais si le gouvernement d'"économies" que nous avons persiste à vouloir continuer ses gaspillages, nous voulons soumettre la chose au peuple et c'est lui qui dira en dernier ressort si nos ministres étaient sincères dans les déclarations d'économies qu'ils lui ont faites aux dernières élections".

Chose curieuse, sur la motion du 11 janvier 1898, alors que le Parti libéral était au pouvoir et que l'opposition demandait l'abolition de Spencer Wood, *Le Soleil* n'en parle pas du tout dans son rapport à la Chambre.

Les noms que j'ai cités ne sont ceux d'aventuriers politiques. Il y a un M. Hepburn, qui a été élu premier ministre d'Ontario après avoir promis d'abolir le poste et la résidence du lieutenant-gouverneur. Il s'est aperçu qu'il s'était aventuré un peu loin. Il a aboli la résidence, ne pouvant abolir le

poste qui relève de la juridiction fédérale. J'ai vu que l'honorable chef de l'opposition avait exprimé la même opinion que moi. L'économie que nous ferions permettrait d'augmenter les crédits de l'agriculture. Le chef de l'Action libérale nationale va plus loin que moi, et il veut supprimer le lieutenant-gouverneur. C'est aller trop loin. Tous ceux qui prèchent l'abolition de Spencer Wood ne sont donc pas des primaires et des aventuriers politiques.

Si j'ai donné ces faits, c'est que, jusqu'au moment de la publication de cet article, personne ne m'avait attaqué personnellement dans un article de journal. La première fois que je devais l'être, ce devait être dans un journal de mon propre parti *Le Canada*.

Il (M. Drouin) brandit *Le Canada* et lit un entrefilet<sup>6</sup> de ce journal à l'adresse des "gens qui ont commis l'erreur de commencer à penser depuis la crise" et taquine celui "qui a offert comme cadeau à M. Patenaude l'abolition de Spencer Wood".

Ce journal me traite de primaire, d'aventurier politique. Lorsque je me suis présenté, j'ai eu l'appui du parti. J'ai été fier de porter le drapeau libéral. *Le Canada* insinue que j'ai été élu à la faveur du courant libéral à Québec. Mes électeurs pensent que ma personnalité y a été pour quelque chose. Savez-vous pourquoi cet article a été publié? C'est parce que l'on voulait descendre un homme. On voulait me descendre parce que j'ai pris dans la province de Québec, sur la question de l'électricité, une attitude diamétralement opposée à celle de ce journal. C'est parce que j'ai accompagné un peu partout dans la province le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

Je désire faire savoir que je n'accepterai pas d'être morigéné et puni pour mon attitude sur la question de l'électricité. J'entends rester libéral. Personne ne peut m'en empêcher. Le libéralisme n'est pas une question de faits<sup>7</sup> ni de personnes mais un ensemble de doctrines philosophiques, sociales, économiques, nécessaires. Je serai libéral, toujours! Mais un libéral doré, jamais! Un libéral contre les trusts, toujours! Un libéral pour les trusts, jamais! Libéral-tory, jamais! Je suis libéral contre la dictature économique, toujours! On devra m'accepter comme cela, pas autrement. À la prochaine élection, je me présenterai comme cela, avec mon programme de réformes.

Au sujet de l'article du *Canada*, j'ai cru devoir écrire au *Canada*, qui a publié ma lettre. Elle a été publiée dans *L'Événement*, dans *L'Action catholique* et dans d'autres journaux. Un seul journal ne l'a pas publiée, *Le Soleil*. J'ai été porter moi-même

cet article au *Soleil*. Il a jugé bon de ne pas le publier. Ainsi, je suis libéral; on m'attaque dans un journal de mon parti et un autre journal de mon propre parti me refuse même le droit de me défendre. Je suis barré du *Soleil*. (Le député de Rouville (M. Barré) et plusieurs députés rient). Je ne suis pas seul. Mon comté est bien malchanceux.

Il y a quelque temps, un comité de citoyens demandait de protester contre des articles injurieux à l'adresse de M. Henri Bourassa. On s'adressa à l'honorable M. Lapointe qui écrivit au *Soleil*. Celui-ci n'a pas publié cette lettre.

Quelques jours plus tard, *Le Soleil* sort un article intitulé, "De trois points d'interrogation". On parle d'une réunion tenue au Cercle de Bellevue où il aurait été question de choisir des candidats qui ne fussent sympathiques ni à M. Bennett ni à M. King ni à M. Lapointe. On demande ce que pensent MM. Édouard Lacroix, Élisée Thériault et Oscar Drouin (de la) déclaration de M. Harpell, éditeur de Sainte-Anne de Bellevue. Je répondrai à cette question que j'ai la plus entière confiance en l'honorable M. Lapointe, un homme intègre, un homme aux idées claires et nettes, de grande vision, de fermeté et au jugement sain. L'homme en qui j'ai le plus confiance au Canada.

Je n'ai aucunement à rougir des hommes mentionnés dans cet article, des hommes qui ont travaillé avec nous sur la question de l'électricité. Lorsque j'ai commencé la lutte dans ce domaine, j'ai été content d'avoir l'appui de députés libéraux, du chef de l'opposition, du député de Hull (M. Guertin), du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), et autres. Je ne regrette rien de ce que j'ai fait. J'ai continué la lutte.

J'ai été invité par la suite à accompagner le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) pour dénoncer les trusts. Je n'ai pas à rougir. J'ai été heureux de faire campagne avec lui et avec un homme qui s'appelle le Dr Hamel et qui est aujourd'hui un homme qui rend de grands services à sa province. Il y a aussi M. Rioux, le notaire Boiteau. À la commission d'enquête, j'ai été heureux de témoigner aux côtés de M. le maire Grégoire.

Je profite de l'occasion pour rendre hommage au maire Grégoire au sujet de l'attitude qu'il a prise vis-à-vis le contrat infâme que l'on a fait signer à la ville de Québec, malgré le vœu de la population. S'il vient ici, devant la Législature, pour demander l'annulation de ce contrat, je promets au maire de Québec mon appui le plus entier.

Je n'ai pas à rougir non plus d'Harpell que l'on a mentionné. Je dis qu'il se prépare une désillusion, quand il dit qu'il n'a pas confiance en

M. Bennett, ni en M. King. Il a été condamné pour libelle. Très bien. Mais il a rendu de grands services dans la campagne sur la question de l'électricité. Il a accusé le directeur d'une compagnie d'assurance d'agiotage. Je n'ai pas de peine à croire que ses affirmations étaient substantiellement vraies. Il a été un peu loin à mon sens, mais pour ma part, je n'ai pas peur de l'accompagner, je sais de quel bois il se chauffe. Il a été un précieux appui pour ceux qui se sont occupés d'électricité.

Je ne réclame pas certaines dépenses seulement pour critiquer. On peut faire d'autres économies que Spencer Wood. On devrait examiner la question des sinécures, des impressions et des rapports. La Commission municipale rend de très grands services et on devrait lui donner plus de chance, mais le ministère des Affaires municipales devrait être fusionné avec un autre. Je m'accorde avec le chef de l'opposition pour demander la disparition de ce ministère. La Commission municipale est suffisante à la tâche.

Reste la question du Conseil législatif. Faut-il abolir le Conseil législatif? Faut-il le modifier en le transformant en Conseil économique?

Je ne suis plus pour l'abolition du Conseil, quoiqu'en relisant l'histoire du Parti libéral on se rende compte que de grands libéraux, qui n'étaient pas des aventuriers politiques, ont proposé cette abolition. Personnellement, j'estime le Conseil législatif utile à notre province. Mais pourquoi ne le transformerait-on pas en conseil économique.

M. Drouin dresse l'historique du Conseil législatif à partir de l'Acte de 1774, année de sa création, et fait état de ses diverses réformes.

En 1832, Papineau voulait que le Conseil législatif fût électif. En 1856, il le fut, jusqu'en 1867. Depuis la Confédération, nous avons le Conseil législatif tel que constitué aujourd'hui. En vertu du pacte de 1867, nous avons le droit d'abolir le Conseil législatif.

Le Parti libéral a demandé à maintes reprises l'abolition du Conseil législatif. Le 8 mai 1892, M. Morris, secondé par M. Hackett, proposait ce qui suit:

"Qu'il soit résolu qu'aussitôt que les intérêts publics le permettront, il soit à propos d'abolir le Conseil législatif de la province de Québec, à condition, toutefois, que cette abolition soit compatible avec les droits et privilèges des membres de cette honorable Chambre."

Dix-neuf ont voté pour l'amendement dont MM. Deschênes, Charles Fitzpatrick, Marchand, Morin, Parent, Turgeon. Quarante-quatre ont voté contre.

Le 26 janvier 1893, M. Cook, secondé par M. McDonald, propose: "Qu'il soit résolu que cette Chambre soit d'avis que les raisons de l'existence d'une Chambre Haute ou Conseil législatif n'existent plus et qu'elle devrait être abolie."

Le 14 novembre 1893, même motion et rejet.

M. Morris, secondé par M. Savaria, propose qu'"attendu qu'une grande partie du peuple est d'avis que le Conseil législatif n'est pas nécessaire et qu'il devrait être aboli, il semble être à propos que cette Chambre devrait adopter immédiatement un plébiscite et prendre les moyens nécessaires pour obtenir l'opinion publique à ce sujet."

Rejet de 39 contre 25.

Le même jour, motion de M. Chicoyne secondé par M. Cartier:

"Qu'un comité spécial soit formé pour étudier l'opportunité de réviser la constitution en ce qui concerne le Conseil législatif."

Le 20 novembre 1895, M. Cook présente un bill pour abolir le Conseil législatif, intitulé comme suit: "Résolution de M. Cook pour que la Chambre exprime l'opinion que la nécessité d'une Chambre haute n'existe plus et que cette institution devrait être supprimée."

Rejet de 35 contre 20.

Le 16 décembre 1896, même motion de M. Cook rejetée par 41 contre 21.

En 1900, le 9 mars, M. Marchand présente une résolution: "Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif."

Le *Soleil*, le 10 mars 1900, commente l'événement. Il prétend entre autres choses que le peuple, comme pour les autres articles du programme libéral, s'est prononcé par une énorme majorité pour la suppression de cette branche de la Législature, que les torys considèrent à bon droit comme la dernière sauvegarde de la minorité. Cette protection de la minorité, c'est la leur.

"Or, tout le monde le sait, les conseillers législatifs sont des hommes qui n'ont d'autres titres à siéger en Chambre, en dehors de leurs qualités personnelles, que ceux que leur ont créés les services rendus à un parti qui, par la suite, leur en a tenu compte en les rendant législateurs inamovibles. Ils peuvent sans avoir rien à redouter, contrecarrer les volontés des représentants du peuple et du peuple souverain lui-même. Ils peuvent se refuser à rendre compte de leurs actes.

"C'est donc, dans un pays démocratique comme le nôtre, une anomalie incroyable que de voir

des hommes qui ne tiennent leur mandat que du bon caprice des gouvernements, avoir une autorité que le peuple lui-même ne peut leur discuter et surtout leur enlever.

"Qu'il y ait des gens qui, une fois assis dans une chaise de conseillers, trouvent les coussins moelleux et dignes d'être conservés, c'est tellement dans l'ordre de l'égoïsme humain qu'il n'y a rien d'étrange, lorsque l'on rencontre des gens partageant cette opinion; mais que dans l'état de nos mœurs politiques, alors que l'on proclame que le peuple est le maître souverain, l'on vienne soutenir que l'existence du Conseil est conforme à nos vrais intérêts, surtout lorsque l'on sait le rôle insignifiant qu'il joue, ceci dépasse les bornes du raisonnement. De plus, le Conseil législatif entraîne des dépenses de plus de \$40,000 par an. Cet argent serait plus efficace ailleurs.

"Le Conseil entraîne donc une dépense inutile; il est composé d'hommes qui n'ont à rendre compte à personne de leurs actes, qui peuvent se rire des volontés exprimées par le peuple dans les élections. C'est une institution d'autre temps, surannée, que le peuple de la province verra disparaître sans regret comme le demande aujourd'hui le gouvernement de l'honorable Marchand."

Sur la motion de M. Cook, le 17 décembre 1896, *L'Electeur* dit ceci: "M. Marchand a ridiculisé M. Flynn qui s'oppose à l'abolition de Spencer Wood, vu qu'en 1878, M. Flynn avait secondé une motion en ce sens. Flynn répondit: "Si M. Marchand arrive au pouvoir et s'il met à exécution d'abolir le Conseil législatif, il ne s'y maintiendra pas une session." "Peu importe", répondit Marchand, si arrivé au pouvoir, je ne suis pas capable de faire triompher les principes que je préconise dans l'opposition, je me retirerai".

Je pense que le peuple veut plutôt la réforme que l'abolition du Conseil législatif. Il n'y a pas actuellement dans la province de mouvement sérieux en faveur de la disparition du Conseil législatif, bien que l'on reproche souvent à cette Chambre son inertie et son irresponsabilité devant le peuple. Simplement une volonté qui semble se généraliser de le réformer. Les grands pays démocratiques ont conservé ce qui correspond à notre Conseil législatif. En France, aux États-Unis, au Canada, deux Chambres! Au Canada, il y a la Chambre des communes et le Sénat, et ce système est selon lui conforme aux besoins d'un pays démocratique. Depuis six ans que je suis député, j'ai constaté l'utilité du Conseil législatif.

Malgré la meilleure des volontés et le désir de faire pour le mieux, il est souvent arrivé que des erreurs se glissent dans les bills et il est alors nécessaire de faire appel au Conseil législatif pour les corriger. Je ne veux pas abolir, mais le réformer. Il y a un désir dans la province pour la création d'un conseil économique. M. Gouin et l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) a réclamé cette réforme. L'honorable chef de l'opposition l'a approuvée.

Voici ce que je propose pour la réforme du Conseil législatif: les conseillers législatifs ne devraient pas être choisis par le gouvernement. Ils devraient être nommés pour une période définie et sur une base corporative. Nous n'avons pas assez de compétences au Conseil législatif.

Tout un groupe qui milite sous l'égide de l'Action libérale ne veut plus que les conseillers soient élus par le gouvernement. Ils demandent que ce soient les représentants des corporations qui les choisissent. Il faudrait, en effet, donner un cadre corporatif au Conseil, le réformer sur une base corporative et parmi les compétences.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 45

**M. Drouin (Québec-Est):** J'ai dit que si nous avons les meilleurs hommes possibles dans ce Parlement choisi par le peuple, nous n'avons pas les compétences, car les compétences ne veulent pas se risquer devant l'électorat. Voilà pourquoi je veux réformer le Conseil législatif.

Cette réforme devrait être faite sur une base corporative: les universités y seraient représentées, comme en Angleterre; le clergé, s'il le désire, les organisations ouvrières, les organisations agricoles, comme l'Union catholique des cultivateurs, les chambres de commerce, les associations professionnelles, etc. Je n'y ai jamais vu siéger un ouvrier. Les unions de cultivateurs devraient aussi avoir leurs représentants. Les cultivateurs sont trop rares au Conseil législatif. De la sorte, nous aurions un conseil représentatif. On aurait ainsi chez nous un véritable conseil économique.

Les représentants seraient choisis par le corps dont ils font partie et seraient de plus nommés par le gouvernement. Un tel conseil pourrait faire des lois, lois qui seraient ensuite adoptées par la Chambre des députés.

Mais, dira-t-on, est-ce que cette organisation nouvelle du Conseil n'attenterait pas aux principes démocratiques qui sont à la base de notre Constitution? Je réponds négativement à cette objection. Plus que tout autre, j'ai horreur de la dictature et de l'autocratie. Je crois en la démocratie saine et j'appuie cette foi sur l'exemple de fidélité démocratique que nous donnent les trois plus grands pays du monde actuellement: la France, l'Angleterre et les États-Unis. Malheureusement, la démocratie est en baisse. Des peuples, surtout en Europe, se sont donnés des maîtres personnels.

Le corporatisme, dans les pays d'Europe, est un système économique, social et politique. Au Canada, il ne peut être question de l'établir. Mais, je crois qu'une forme mitigée de corporatisme pourrait avoir une application, chez nous, dans la province de Québec au Conseil législatif. Évidemment, l'institution d'un conseil économique n'est pas de la pure démocratie; disons que c'est de la démocratie améliorée. Il y aurait cet avantage que l'on aurait au Conseil un groupe d'hommes compétents choisis par leurs collègues des différentes professions et que les intérêts de tous seraient sains et saufs, ce qui est, à mon sens, de l'excellente démocratie.

Il (M. Drouin) s'attaque ensuite à un autre organisme de l'administration provinciale: la Commission des services publics. Il dit d'abord qu'il ne le fait pas de gaieté de cœur, mais que la Commission ayant, à ce qu'il paraît, pris partie dans des questions qui touchent aux intérêts essentiels de la province, il ne peut pas ne pas dire ce qu'il pense de la façon dont elle procède en certaines affaires.

La Commission des services publics, dit-il, a rendu déjà des services signalés. Son président est un homme honnête, intègre. Cet homme intègre juge selon sa conscience et ses principes, mais justement, ses principes sont différents des miens sur la question des grandes compagnies d'utilité publique. À cause de certains actes, il a perdu son prestige. Dans la question de l'électricité, lui qui était juge, il est descendu du banc pour donner son opinion. Il a fait au moins une conférence à laquelle il a prétendu que les taux d'électricité étaient raisonnables. S'il n'avait dit que cela. Siégeant aux Trois-Rivières, il a dit pour répondre à des témoins: "Vous, cultivateurs, vous ne devriez pas vous laisser bourrer par des gens comme M. Bouchard<sup>8</sup>". Il ajoutait, à l'adresse de M. Albert Rioux: "Ce ne sont pas ces gens-là qui iront porter l'électricité chez vous".

Il (M. Drouin) a deux affidavits pour prouver ces faits. Il reproche à M. Beaudry d'avoir pris position sur une question importante qui est du ressort du Parlement.

Le public l'a si bien compris, continue-t-il, que des caricatures sont sorties dans les journaux. On y mettait deux équipes à propos de l'électricité. M. Lapointe y était représenté comme arbitre; il y avait à chaque coin des ambulances. C'étaient ensuite sur la même rangée: le député de Saint-Hyacinthe, M. Édouard Lacroix, le Dr Philippe Hamel, le Dr Dorion et votre humble serviteur. Il y avait, d'autre part, l'équipe de l'électricité affublée d'une ampoule sur la poitrine; elle se composait de MM. Bouffard, Julian-C. Smith, Lucien Cannon, Lucien Moraud, M. MacDougald et M. Beaudry. Le président de la Commission des services publics a donc permis au public de croire qu'il était dans l'équipe de l'électricité. La Commission a perdu son prestige.

Ce n'est pas tout. La Commission des services publics a eu à décider la question des taxis à Québec. Nous avions autrefois des voitures publiques à 50 cents uniquement. Depuis un an et demi d'autres compagnies s'étaient formées et nous donnaient des tarifs à 25 et à 30 cents. Il y eut concurrence entre les deux groupes. Le problème est devenu si ardu que le litige a été porté devant la Commission des services publics. Au nombre des compagnies qui avaient un tarif de 50 cents se trouvait la Quebec Cartage, propriété, au fond, de la Quebec Power.

À différentes reprises au cours de l'audition de la cause, le président de la commission a dit, de bonne foi, je veux le croire: "Il ne faudrait pas faire tort au tramway. J'aime mieux que plusieurs propriétaires de taxis n'arrivent pas plutôt que de voir ruiner les tramways et jeter les employés sur le pavé." Nous payions 35 cents; aujourd'hui, on nous exige 45 cents. Chiffres en mains, j'ai pu constater que les propriétaires de voitures publiques arrivaient avec les tarifs de 25 sous à équilibrer leurs affaires; le débit faisant des profits. Quelle a été la décision de la Commission des services publics?

Il en est résulté d'abord une diminution de la circulation des taxis. Ensuite, les petites compagnies ont refusé d'accepter la décision de la commission; elles ont annoncé dans les journaux qu'elles marcheraient à leur ancien tarif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout cela a été fait en vertu d'une loi passée l'an dernier par le gouvernement?

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne sais pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, mais la loi que nous avons passée, il me semble que vous avez voté pour.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le premier ministre soit sérieux. Nous l'avons combattue.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous verrons.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il reste que le jugement de la Commission des services publics est inopérant. On n'a pas pris de poursuites, et, à mon humble avis, il n'y en aura pas, parce que la force morale de l'opinion publique est contre la décision de la commission. Je considère qu'il faut étudier sérieusement cette question. La Commission des services publics a des pouvoirs judiciaires, mais elle rend des jugements qui sont inopérants.

Nous avons besoin, si nous voulons sortir de la crise, de réformes, et il nous faut à tout prix détruire l'emprise de la dictature économique qui pèse sur la province. Il nous faut détruire cette concentration des richesses entre les mains d'un petit nombre: détenteurs des pouvoirs d'eau, du charbon, de l'essence et de bien d'autres choses puisque nous aurons bientôt, si nous n'y prenons garde, les trusts du pain, du lait et des taxis. La concentration des intérêts est anti-libérale et antisociale.

Le mot concentration n'est pas assez fort. C'est compénétration qu'il faut dire. C'est, en un mot, la dictature économique, ce mastodonte qui a pour chefs les banques et les compagnies d'électricité. Toutes ont les mêmes directeurs, quand elles ne contrôlent pas les journaux: les directeurs de banques sont directeurs des compagnies d'électricité; les directeurs de banques et compagnies d'électricité sont directeurs de compagnies de charbon; certains directeurs de banques, de compagnies d'électricité et de charbon sont directeurs de journaux, quand ils ne les contrôlent pas.

Cette dictature empoisonne le pays; elle empoisonne nos idées en nous imposant partout la surcapitalisation, en fixant des prix exorbitants à la consommation et en empêchant la juste concurrence. Il faut que cela cesse au plus tôt. La dictature économique empêche l'adoption des lois sociales. Oh! Je ne dis pas que c'est le cas de notre province. La dictature économique existe dans tous les pays et aux États-Unis. C'est à cette dictature qu'il faut casser les reins dans notre province, si nous voulons avoir une véritable transformation morale, sociale, économique et politique. Il faut casser les reins au trust de l'électricité. Nous attendons ici le rapport de M. Lapointe, et j'espère qu'il sera satisfaisant. J'ai confiance qu'il nous protégera contre le trust de l'électricité.

Il y a une chose que je désire plus que tout, c'est que les énergies du gouvernement convergent pour casser les reins du trust du charbon. C'est de notoriété publique qu'après deux ans de litige la situation n'a pas changé et les compagnies de charbon continuent d'exploiter le public.

Il (M. Drouin) rappelle l'enquête tenue à Ottawa sur le trust du charbon et les différentes phases des poursuites contre les compagnies impliquées dans le cartel<sup>9</sup>.

Le gouvernement a fait poursuivre les compagnies de charbon. Les procédures, dit-il, ont été prises en juin 1933. Elles ont été condamnées en Cour supérieure; elles ont été condamnées par jugement unanime en Cour d'appel et elles entendent procéder devant une plus haute instance. Elles ont été condamnées à payer \$30,000 d'amende. Cela ne nous a guère avancés, puisque nous sommes en janvier 1935, il y a eu ajournements sur ajournements. Il y a encore de ces compagnies qui sont devant les tribunaux.

Après un an et demi ou deux de procédures, nous ne sommes pas plus avancés qu'auparavant. Je ne critique pas. Je suis avocat et je sais que les procédures sont lentes. Mais les compagnies de la combine continuent leurs opérations et l'affaire est rendue devant le Conseil privé. L'inscription de la cause n'aura pas lieu avant mars, et si les pétitionnaires ont le droit d'en appeler, la cause ne sera pas entendue avant l'été prochain, nous apprennent les journaux.

Pendant ce temps-là, non seulement le trust continue d'exister, non seulement les prix n'ont pas baissé, mais ils ont été augmentés. Le correspondant d'un journal dit lui-même que les compagnies de charbon ne cherchent pas tant à gagner qu'à empêcher que la question soit agitée dans le public: les compagnies ont cherché à laisser l'affaire *sub judice* pour empêcher le Parlement de s'en occuper.

Y a-t-il un moyen légal de casser les reins du trust du charbon? Nous avons la loi fédérale des combines. Je voudrais savoir des spécialistes de notre législation commerciale si l'on peut poursuivre les compagnies qui violent cette loi pour chaque infraction, ce qui serait le seul moyen de mettre les trusts au pas.

Il m'apparaît aujourd'hui que l'on pourrait poursuivre les compagnies placées sous le contrôle du sénateur Lorne C. Webster pour chaque violation individuelle de la loi anti-combines et qu'il serait également possible de poursuivre les directeurs. J'ai l'intention de déposer à l'ordre du jour une motion pour que nous puissions arrêter un consensus

définitif sur la question, et, s'il en découle que le gouvernement peut tenter des poursuites pour chaque offense individuelle, et si les directeurs peuvent être poursuivis individuellement, je propose que l'on procède immédiatement.

Je veux connaître l'opinion du procureur général pour l'interprétation de la loi. Je demande au département du procureur général d'en finir une fois pour toutes. Sinon, la loi anti-combines est imparfaite sous ce rapport, et des mesures devraient être prises pour l'amender le plus tôt possible.

Le libéralisme est pour moi la grande formule, la seule formule politique qui convienne au monde moderne. Aujourd'hui, cependant, il y a dans tous les pays un fort courant social dont il faut que les libéraux tiennent compte et qui s'accorde merveilleusement avec les principes qui sont à la base de leur doctrine. Le libéralisme devra devenir de plus en plus social ou il sera révolutionnaire.

Ce courant social a reçu sa consécration officielle dans les encycliques des papes, auxquelles nous devons recourir pour nous inspirer justement. Il y a quelque temps, dans une conférence donnée par la plus haute autorité morale, le cardinal Villeneuve, en interprétant l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, nous disait que le XX<sup>e</sup> siècle devrait être plus social, moins individualiste, sinon il sera révolutionnaire et communiste.

Ces paroles doivent avoir leur application pratique. Les partis devraient être plus en faveur de l'action sociale. Je dis que pour nous conformer à l'esprit de l'encyclique et aux désirs de l'autorité religieuse, nous devons rendre notre siècle plus social: nous devons avoir dans cette province un esprit social, et nous devrions être plus favorables à la législation sociale. Nous en viendrons là par les assurances-chômages, les pensions aux vieillards, les allocations aux mères nécessiteuses, le crédit foncier, la lutte contre les trusts et une meilleure répartition de la richesse.

En terminant, je ne souhaite qu'une chose, c'est que le libéralisme devienne de plus en plus social. Faisons la part de liberté politique et de liberté économique égale pour tous. Soyons libéraux dans le sens chrétien du mot car, à mon avis, le libéralisme vivra s'il sait être social<sup>10</sup>.

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.



**Dépôt de documents:****Rapport du ministre des  
Terres et Forêts, 1934**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**  
dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du  
ministre des Terres et Forêts de la province de  
Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1934.  
(Document de la session no 15)

La séance est levée à 9 h 40.

9. *The Quebec Chronicle* du 16 janvier 1935, à la  
page 10, signale que M. Drouin a cité abondamment  
ses articles sur cette question.

10. *The Quebec Chronicle* du 16 janvier 1935, à la  
page 10, conclut sa chronique en disant: "M. Drouin  
s'assoit dans un silence qui ne fut brisé que quelques  
secondes par des applaudissements venant d'une  
couple de spectateurs assis dans une des galeries."

---

**NOTES**

1. *L'Action catholique* du 16 janvier 1935, à la page 8,  
écrit: "Lorsque le député de Québec-Est se lève, il est  
applaudi par un groupe de députés de la droite, dont  
un ministre, et par le chef de l'opposition."  
*L'Événement* du 16 janvier 1935, à la page 3, signale  
que M. Drouin a parlé pendant 3 h 30.

2. Paroles qui doivent être attribuées au vicomte de  
Vogüe selon *Le Canada* du 16 janvier 1935, à la  
page 1.

3. *L'Action catholique* du 16 janvier 1935, à la  
page 8, et *La Presse* du 16 janvier 1935, à la page 15,  
écrivent 214.

4. *L'Action catholique* du 16 janvier 1935, à la  
page 8, écrit \$600,000. *La Presse* du 16 janvier 1935,  
à la page 15, ne fait mention que d'un seul chiffre,  
soit \$500,000.

5. *L'Événement* du 16 janvier 1935, à la page 8, écrit  
"d'appel".

6. *L'Action catholique* du 16 janvier 1935, à la  
page 8, rapporte que M. Drouin aurait dit: "Je vais  
lire l'article en entier."

7. *Le Devoir* du 16 janvier 1935, à la page 12, écrit  
"forme".

8. M. T.-D. Bouchard, député de Saint-Hyacinthe et  
Orateur de l'Assemblée législative de Québec.



Séance du mercredi 16 janvier 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);
- de Ferdinand Bouffard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond (M. Desmarais);
- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente consentie par ladite compagnie et John F. C. Ward, devant E. W. H. Philips, notaire, le 17 février 1919 et pour autres fins (M. Plante);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rhéaume);
- de la cité de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rhéaume);
- de C.-E. Martin, maire de la ville de Louiseville, et J.-Miville Lesage, greffier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Louiseville (M. Thisdel).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Delisle);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi obligeant la ville de Pointe-aux-Trembles à faire la perception des taxes scolaires et pour autres fins (M. Filion, Laval);
- de dame Graziella Laurier, épouse de J.-Henri-W. Renaud, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier (M. Plante);

- de Dominion Corset Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de Compagnie Amyot, limitée (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Quebec Paper Box Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de Compagnie Dorchester, limitée (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Charles-L. Normandin, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec de l'admettre à la pratique de sa profession (M. Taschereau, Bellechasse);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 353 de ladite cité (M. Saintonge);

- de la municipalité de la Grande-Île, comté de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement no 6 passé le 6 novembre 1934 (M. Saintonge);

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement no 18 passé le 1<sup>er</sup> octobre 1934 (M. Saintonge).

### Rapports de comités:

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi relative à certaines taxes la concernant;

- de Norman Vineberg, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant de changer son nom de famille en celui de Vines;

- de dame Margaret Barclay Dale, veuve de feu Holton-H. Learmont, demandant l'adoption d'une loi définissant ses droits en vertu du testament de Joseph-B. Learmont;

- de J.-E. Livernois, limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant;

- de Dora MacLaurin et de Catherine Austin Ekers, veuve de feu Alexander Francis Dunlop, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et de ratifier une convention d'adoption intervenue entre elles;

- de dame Rose Cardinal, épouse de Louis-Philippe Painchaud, et Armand Cardinal, demandant l'adoption d'une loi validant certains titres les concernant;

- de William-F. Angus et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le village de Boisbriant;

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 350 de la corporation de ladite cité en un contrat pour lui donner effet;

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi concernant ses fonds d'amortissement;

- de Harry Jerome Lynes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Compagnie Mutuelle d'Assurance Lasalle - Lasalle Mutual Insurance Company";

- de dame Alexina Dubuc, dite sœur Marie-Sainte-Cécile, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier";

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

#### **Dora MacLaurin**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 85 changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Longueuil**

**M. Béïque (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 90 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier**

**M. Lortie (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 75 constituant en corporation

"Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Fonds d'amortissement de Coaticook**

**M. Bissonnet (Stanstead)** demande la permission de présenter le bill 86 concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession J.-B. Learmont**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 95 déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph-B. Learmont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Senneville**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 78 constituant en corporation le village de Boisbriant.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Normand Vineberg**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Titres de R. Cardinal-Painchaud et A. Cardinal**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Joliette**

**M. Dugas (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Perception de taxes  
à Montréal-Sud**

**M. Béique (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 83 concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**J.-E. Livernois  
limitée**

**M. Gauthier (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 89 modifiant la charte de J.-E. Livernois limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires  
d'écoles catholiques de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 350**

**M. Saintonge (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Rapport de l'archiviste,  
1933-1934**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1933-1934. (Document de la session no 16)

**Rapport du directeur  
de l'Assistance publique, 1934**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du directeur de l'Assistance publique, pour l'année finissant le 30 juin 1934. (Document de la session no 17)

**Rapport du secrétaire  
et du registraire, 1933-1934**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le quarante-huitième rapport du secrétaire et du registraire de la province de Québec, 1933-1934. (Document de la session no 18)

**État financier du surintendant  
de l'Instruction publique, 1934**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934. (Document de la session no 19)

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 9 janvier 1935

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé une commission permanente pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres de la commission mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque et que ce comité soit composé des honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Nicol et Simard.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

**Comité permanent mixte  
de la Bibliothèque de la Législature**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils, Perrault, Dillon et Francoeur, MM. Béique, Côté (Bonaventure), Duffy, Fisher, Fortier, Gabias, Gault, Gauthier, Guertin, McDonald, Paquet, Rochette et Taschereau (Bellechasse) soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, lui communiquant la résolution précédente.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité permanent mixte  
des impressions législatives**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, Perrault et David, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Élie, McDonald, Plante, Saurette et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Saisie-arrêt  
de certains véhicules**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant, dans les cas de dommages causés par un véhicule automobile, le Code de procédure civile relativement à la saisie-arrêt avant jugement soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Un mot d'explication.

**M. Élie (Yamaska):** Mon but est surtout d'atteindre les étrangers qui causent des accidents d'auto et s'en vont en dehors de la province sans payer les dommages. Il arrive souvent qu'un touriste ou un visiteur des provinces voisines, en parcours dans la province, cause des dommages sérieux, mais, lorsqu'il faut attendre le cours des procédures et le jugement du tribunal, ledit touriste ou étranger a filé depuis longtemps, sans qu'il soit possible de le retracer. Cet amendement à la loi permettra de saisir l'auto tout de suite après l'accident.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Adopté sur division et référé au comité des bills publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne voudrais pas que ce projet fût tué au comité, sans que les membres de la Chambre prennent leurs responsabilités. Si le comité ne l'adopte pas, il devra le retourner à la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
C'est entendu.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Enregistrement d'automobiles  
non utilisées**

**M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 relatif à l'enregistrement, en vertu de la loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé soit maintenant lu une deuxième fois.

À l'avenir la taxe d'enregistrement sur les automobiles sera imposée non sur la propriété, mais sur l'usage de l'auto. Nombre d'automobilistes, privés d'argent, ont dû remiser complètement leurs voitures pour toute l'année. Il est injuste de leur faire payer la taxe pour un objet dont ils ne peuvent se servir.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons que la Chambre prenne ses responsabilités. Ce renvoi au comité des bills publics n'est qu'un subterfuge pour épargner à la Chambre l'opportunité de se prononcer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** donne au député de Trois-Rivières l'assurance que, si le comité des bills publics rejette ce bill, il n'aura d'objection à ce que ledit projet de loi soit ramené devant la Chambre.

**Émission de bons,  
obligations et débetures**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** appelle le bill 168 relatif à l'émission de bons, obligations et débetures pour fins industrielles ou commerciales

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Reporté!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Est-ce un bon bill?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Très bien, attendons!

**Code municipal,  
article 227**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant l'article 227 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Un mot d'explication.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but est d'empêcher un officier municipal (maire ou échevin) ou toute personne trouvée coupable d'une offense criminelle, mais qui bénéficie d'une sentence suspendue, de pouvoir occuper les charges de maire et de conseiller. Nous avons assisté à un étrange spectacle dans la province. Des plaintes ont été portées contre des maires et des secrétaires-trésoriers.

Le peuple peut à tout le moins exiger l'assurance et la garantie d'avoir pour administrateurs des gens qui ne soient pas condamnés pour actes criminels, comme la présente loi l'autorise. Il est arrivé que certains maires et conseillers, dont certains amis du gouvernement provincial, ont été accusés d'avoir faussé des documents publics et d'avoir détourné des fonds publics fédéraux de leur destination véritable. Ils avaient faussé des listes de paie sur des fonds de chômage, notamment dans l'assistance accordée aux chômeurs dans le mouvement de colonisation. Cela fit grand bruit, et

un professeur d'université, député de Bellechasse, accourut même à leur défense. Toujours est-il que les accusés ont été trouvés coupables d'avoir détourné des fonds de chômage, mais leur sentence a été suspendue.

Or, l'an dernier, nous avons vu le gouvernement passer une loi pour régler ce cas, exonérer de cette disqualification les fonctionnaires municipaux prévaricateurs au sens de la loi, en leur permettant de continuer d'occuper leurs fonctions. Le premier ministre décrétait que ces criminels sont qualifiés pour les fonctions municipales. C'est une prime au vol, à la défalcation, aux offenses et à la commission des offenses criminelles par les représentants publics. La Législature a autre chose à faire qu'encourager le vol et le crime. Nous devons faire disparaître du Code municipal la cause de ces abus, abroger cette loi, pour l'honneur de la Législature et de la province et celui de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. l'Orateur, je ne sais pas si tous les abus dont l'honorable chef de l'opposition se plaint ont été commis. Il pourra les exposer plus longuement au comité. Son bill est bon, et il convient de l'étudier au comité à tout événement. Je propose que le projet soit soumis au comité des bills publics pour y être étudié.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le comité des bills publics est devenu un cimetière privilégié pour l'honorable premier ministre qui adore y enterrer tous les bills qui ne rencontrent pas son approbation ou celle du gouvernement. Si le comité ne l'approuve pas, le projet reviendra devant la Chambre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mon honorable ami peut toujours faire réinscrire un projet au feuilleton. Nous n'y avons aucune objection. (Souriant) Nous l'étudierons au comité où l'honorable chef de l'opposition est beaucoup plus sage qu'en Chambre.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code de procédure civile,  
article 716**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile relativement à certaines annonces et publications soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi est destiné à diminuer le nombre d'insertions obligatoires, aux termes du Code de procédure civile, dans la *Gazette officielle*. Avec la publicité des journaux et aux portes de l'église, on pourrait réduire à une seule annonce la publicité exigée par la *Gazette officielle*: les annonces de vente de propriétés à la suite de jugement, par les corporations municipales, scolaires ou par le shérif. Les annonces sont coûteuses et sont payées aux dépens des créanciers qui, très souvent, perdent déjà sur leurs prêts, et sur des débiteurs mal en point. On épargnerait par là une vingtaine de mille dollars, dans l'intérêt de tout le monde. La *Gazette officielle* est publiée par *Le Soleil*.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
C'est un organe?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en a qui ont peu d'organes et d'autres qui en ont trop, surtout quand ils coûtent \$315,000 à la province.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 15 janvier, sur la motion proposée le mercredi 9 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Barré (Rouville):** Je crois devoir féliciter le nouveau représentant de Sa Majesté en notre province, de même que les proposeurs de l'adresse, les députés de Nicolet (M. Gaudet) et de Compton (M. Duffy). Je suis heureux de féliciter aussi l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) pour

le remarquable discours qu'il a fait mardi à la Chambre, qui a eu le courage de dire des choses qui pourront lui attirer des désagréments mais qui devaient être dites. Il a touché des questions importantes, il a préconisé des réformes qui sont peut-être discutables mais qui méritent sûrement d'être discutées. L'honorable député de Québec-Est a surtout montré qu'il est convaincu et qu'il est un homme à faire des sacrifices pour ses convictions. Je l'en félicite avec d'autant plus d'estime que je sais combien il en coûte parfois pour avoir exprimé ses idées librement.

Il (M. Barré) rappelle le souvenir des quatre députés disparus depuis la dernière session et fait l'éloge de ses collègues qui ont accepté des postes importants dans l'administration. Il a des mots aimables pour le député de Nicolet (M. Gaudet), proposeur de l'adresse.

Le discours du trône est rempli d'intentions, mais vide de réformes. Je félicite les chefs des deux partis. Il y en a un qui a presque l'âge d'un vieillard, mais qui s'est montré jeune et plein de vigueur. Il y en a un autre qui est jeune et ardent. L'honorable chef de l'opposition a montré du courage (et) toute la combativité d'un général en train de réaliser ses espérances et ses ambitions. À entendre les deux chefs parler avec autant de conviction apparente et exprimer des vues opposées avec le même enthousiasme, on est tenté ou d'être serviteur conservateur ou esclave libéral, suivant que c'est l'un ou l'autre chef qui parle.

Je veux rendre un témoignage à l'honorable député de Trois-Rivières. On peut différer d'opinion sur certains points; on peut lui reprocher amèrement certaines de ses déclarations et lui tenir un compte sévère de certaines de ses attitudes, mais il est un témoignage qui lui est dû: il s'est montré courageux et convaincu dans son discours. Et le courage est une des qualités essentielles à un chef de partisans.

L'honorable chef de l'opposition est venu à Granby, presque chez moi. Par une indisposition passagère, j'ai été incapable d'aller l'entendre. Il a accusé le gouvernement, le premier ministre, d'aider les compagnies qui ne donnent pas la pesée et volent le public, notamment au sujet des réductions accordées aux magasins-chaîne. On s'y attendait. Nous avions l'espérance que le premier ministre répondrait de suite et réduirait à néant ces accusations. La réponse immédiate fut une surprise: "Nous jouerons une nouvelle partie de quilles".

(Rires à droite - murmures à quelques banquettes)

C'est un beau jeu que le jeu de quilles, sans doute. C'est un jeu d'homme d'État, puisque les deux



chefs jouent aux quilles. Peut-être que le jeu de quilles est appelé à prendre la place du jeu de paume, d'historique mémoire, et qui se jouait en France à une époque de misères populaires et de corruption des grands que je ne voudrais pas comparer à notre époque, et à la veille de perturbations sociales que je ne voudrais pas souhaiter à notre peuple.

Beau jeu que le jeu de quilles! Comme le jeu de paume, il se joue avec des boules, ce qui en fait un vrai jeu d'hommes d'État, qui peuvent s'y exercer à se renvoyer la boule. Il est vrai qu'on risque d'y perdre sa boule, mais pour un homme d'État habile, le risque n'est pas fort. Il lui reste toujours la ressource de dire que c'est la boule d'un autre. Au cas où une boule devient nuisible, il reste toujours la ressource de dire qu'elle vient de Montréal ou d'Ottawa ou de Trois-Rivières, voire même de Sherbrooke, au lieu de s'attacher à la solution des questions en jeu.

L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a eu, pour finir, des paroles que je ne comprends pas bien: "Pas de quartier!" Ceci semblerait indiquer un état de guerre. Il me semble qu'il ne doit y avoir de guerre ni dans cette province, ni dans ce Parlement. Personne n'a le monopole du patriotisme, et je crois que dans cette Chambre, tous, nous aimons notre pays et notre province. Peut-être différons-nous d'opinion quant aux moyens de mieux servir, mais je ne veux être en guerre avec personne. À tous, je puis assurer que nous donnerons notre pleine et entière coopération à tous ceux qui nous paraîtront vouloir servir notre peuple et notre province. Ce qui me sépare de l'honorable chef de l'opposition, c'est que nous n'entendons pas de la même façon les moyens de faire le bien.

L'honorable premier ministre (l'honorable M. Taschereau) a voulu nous faire une amabilité; il est vrai qu'il n'a nommé personne mais, à sa manière et à ses regards, ceux qui le connaissent ont compris qu'il s'adressait à ce triangle dont je fais partie. Il nous a comparés aux trois personnages légendaires de l'œuvre immortelle d'Alexandre Dumas. Toute comparaison est odieuse, dit-on. Admettons de suite que l'honorable premier ministre aurait pu trouver comparaison plus odieuse et nous être plus désagréable. Après tout, dans l'œuvre d'Alexandre Dumas, les mousquetaires sont quelqu'un.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** (souriant): Oui, mais ils sont à l'index. (Rires)

**M. Barré (Rouville):** C'est le livre qui est à l'index. Les mousquetaires sont l'œuvre principale

du livre. L'honorable premier ministre a-t-il voulu dire que les députés de Saint-Georges, de Hull et de Rouville formaient la partie principale de cette Législature comme les mousquetaires sont la partie principale de l'œuvre d'Alexandre Dumas? Si telle est son intention, je l'en remercie, mais je l'avertis qu'en ce qui me concerne, il offense ma modestie. Le compliment est très flatteur.

Les mousquetaires n'étaient pas des hommes parfaits. Ils étaient des hommes de leur temps, époque de guerre sans quartiers, dirait l'honorable député de Trois-Rivières. Ils manquaient aussi de sens pratique, de ce sens qui permet à certains hommes publics de s'enrichir au service du peuple; de ce sens pratique qui autorise certains hommes publics à se proclamer les défenseurs du peuple tout en réclamant des exemptions de taxes pour les compagnies.

Mais si les mousquetaires n'avaient pas le sens pratique, ils avaient le sens de la justice et le souci de l'honneur. "Fines rapières", dit l'honorable premier ministre. Cette fine rapière, ils la mettaient au service de leur patrie, de leur peuple et particulièrement de la défense des faibles, de ceux qui souffraient.

Le temps des rapières est passé, ce n'est plus avec l'épée ou le mousquet qu'on peut servir notre peuple ou notre province. L'honorable premier ministre veut bien nous reconnaître un peu de valeur et de talent. Notre petite valeur, notre peu de talent sont au service de notre peuple et de notre province, et en particulier de ceux qui, petits et pauvres, ont besoin de défenseurs et ne peuvent payer les services de grands hommes.

Mais revenons au discours du trône. C'est une magistrale pièce de littérature dont le point saillant est l'annonce de nouvelles taxes. Personne, je suppose, n'osera prétendre que le gouvernement peut administrer sans revenus, mais il faut bien se rappeler que l'impôt, quel qu'il soit, est un fardeau sur les épaules du peuple. L'honorable premier ministre aura beau dire et faire répéter par ses satellites que le cultivateur et l'ouvrier ne sont pas taxés, il reste vrai que si la taxe n'est pas imposée au cultivateur et à l'ouvrier comme cultivateur et ouvrier, ces derniers n'en portent pas moins le fardeau.

Il faut des revenus, c'est évident, et nous ne refuserons pas au gouvernement notre concours, mais à deux conditions: c'est que les taxes ne seront imposées que s'il nous est démontré qu'elles sont nécessitées par des besoins réels du peuple et non pas par des dépenses inutiles.

Est-il nécessaire de rappeler que trop souvent, au cours du dernier quart de siècle, les deniers publics ont été employés pour la propagande électorale et que, comme conséquence indirecte, le peuple s'est habitué à considérer le gouvernement comme un dispensateur de faveurs dues à ses partisans et ne coûtant rien à personne. Mentalité déplorable, qui a contribué, dans une certaine mesure, à augmenter l'acuité de la crise actuelle. Le gouvernement ne peut plus faire face aux demandes. Il nous annonce de nouvelles taxes. Et si les taxes nouvelles sont absolument nécessaires, ce dont je doute, il faudra qu'elles soient imposées à ceux qui sont en état de les payer sans souffrances réelles. Il faudra voir si ceux qui sont taxés sont capables de supporter le fardeau.

Un autre point du discours du trône, c'est l'allusion au chômage comme une chose permanente. Faut-il en conclure que le chômage est devenu une partie intégrante de notre vie nationale et économique dans l'esprit de nos gouvernements?

Si tel est le cas, si nous sommes condamnés à avoir indéfiniment des chômeurs officiels, constituant une profession qui, comme toutes les professions, finira par s'organiser en corporation, union ou syndicat, quel avenir? Je vous avoue, M. l'Orateur, que je ne comprends pas comment il peut nous être possible d'envisager l'avenir avec une pareille perspective.

J'ai donné à ma province des fils qui, je le crois, peuvent être utiles. Ils s'appellent Barré mais, pour employer l'expression de l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin), je ne veux pas que la route de l'avenir leur soit "barrée". Je ne veux pas qu'ils soient des chômeurs comme les infirmes, les malades et les bons à rien.

On a pu trouver exagérées certaines de mes réclamations passées; on a pu dire que le premier président de l'Union catholique des cultivateurs réclamait trop pour ses confrères; on a pu condamner comme hérésie économique le plan d'un crédit rural pour l'établissement de la jeunesse, crédit à 2 % pour les cinq premières années de l'établissement. On a pu trouver osées mes idées peut-être avancées sur les questions de législation sociale, notamment sur les questions de pension de vieillesse, de réglementation du travail féminin, de secours aux mères nécessiteuses, de limitation des heures de travail, de salaires et allocations familiales et autres mesures moins importantes.

J'admets bien humblement que j'ai peut-être été trop vite et que j'étais probablement en avant de mon temps. Mais aujourd'hui, en face de cette phrase

du discours du trône "Le chômage est presque devenu une institution", il me semble que j'ai bien le droit, comme Canadien, comme terrien, comme père de famille, de demander aux hommes d'État de notre pays et de notre province s'ils ont bien compris tout ce que cette phrase a de terrible pour nous du petit peuple, pour nous dont les enfants sont notre vie, notre cœur et nos espérances.

(Il (M. Barré) dit regretter que l'on fasse travailler les femmes quand tant d'hommes chôment.)

Mais, il nous faut un crédit pour les cultivateurs. Il faut cela pour qu'ils obtiennent un meilleur rendement de leurs terres. Le prêt agricole à 2 % pour les cinq premières années de l'établissement est peut-être une hérésie économique et financière. N'avons-nous pas maintenu l'ordre social depuis trois ans par des hérésies économiques? Je ne suis pas un économiste, mais il me semble que risquer l'argent du peuple pour établir les fils du peuple doit être aussi sain, économiquement parlant, que d'employer l'argent du peuple à faire vivre dans une oisiveté déprimante des hommes qui auraient pu être des terriens, s'ils avaient eu l'occasion de s'établir sur une terre.

Je ne suis pas un économiste, M. l'Orateur. Ce que j'ai appris de sciences sociales, je l'ai appris un peu dans les livres, mais surtout dans les champs et les bois de notre belle province, à l'ombre des grands érables de chez nous, alors que l'oiseau fait son nid en chantant les gloires de son Créateur, qui est aussi le mien, et les beautés de mon pays, qui est aussi le vôtre. J'ai compris que la propriété, si petite soit-elle, est une jouissance. La grive qui, tous les ans, refait son nid dans le même pommier me montre que la jouissance du propriétaire, si petit que soit son "chez-nous", l'attache à son pays et en fait un citoyen que ne peuvent entraîner les lubies du socialisme. Je ne suis pas un économiste.

Il me manque bien des choses pour une formation convenable, mais puisqu'il faut secourir avec les deniers publics, je crois qu'il vaut mieux secourir le vieillard, la femme, mère, veuve ou abandonnée, que de faire vivre dans une oisiveté déprimante l'homme jeune, sain, robuste, capable de travailler, que le secours direct humilie d'abord, amollit ensuite. Je ne veux pas que mes fils soient condamnés au chômage.

M. l'Orateur, j'ai parlé de législation sociale, que je crois opportune. Ce n'est pas le moment d'entrer dans des détails. Qu'il me soit permis de dire qu'au cours de cette session, nous aurons l'occasion de présenter et d'expliquer certaines mesures que nous croyons nécessaires et opportunes.

Je n'ai ni autorité ni mission pour parler d'aucun parti ou groupe dans cette Chambre, mais je suis certain que ma voix exprime les pensées de plus d'un citoyen et que plusieurs seraient heureux, même dans cette enceinte, de répéter les paroles d'un conseiller législatif exprimant à peu près dans les mêmes termes la pensée qui est mienne. Aux heures graves que nous vivons, tournons nos pensées et nos efforts vers le bien commun, sacrifiant s'il le faut des amitiés, des liens de parti et même des intérêts personnels.

Sans vouloir aller dans tous les détails, qui peut-être nous entraîneraient à des discussions prématurées, qu'il me soit permis de dire que nous sommes disposés à préconiser les mesures de législation sociale dont j'ai parlé tantôt. Je demanderai au gouvernement de faire disparaître certaines anomalies pour le moins étranges, telles, par exemple, que l'obligation pour certaines municipalités d'entretenir des tronçons de routes officiellement proclamés grandes routes sous le contrôle et la charge du gouvernement. Je demanderai aussi la suppression des rentes seigneuriales que paient encore les héritiers directs de ceux qui ont ouvert notre pays à la civilisation.

Nous aurons aussi probablement l'occasion de parler de la Commission d'industrie laitière et du travail qu'elle a fait, surtout de l'énorme travail qu'il lui reste à faire, si on veut réprimer les fraudes qui sont une des causes importantes de l'avalissement des prix de nos produits laitiers.

La commission a-t-elle le pouvoir de mettre à la raison certains établissements qui mélangent le beurre, le moulent ou le coupent de manière à tromper le peuple et sur la qualité et sur la pesée. Si elle a ce pouvoir, j'espère qu'elle s'en servira, et si elle ne l'a pas, il y aura peut-être quelques modifications à apporter à la loi de l'industrie laitière. Je suis certain que le ministre de l'Agriculture présentera la législation nécessaire.

Je sais que la tâche de l'honorable ministre de l'Agriculture est lourde. Qu'il soit assuré de notre coopération. Il peut être certain qu'il nous sera beaucoup plus agréable de l'aider que de le combattre.

Au cours de la session, je demanderai s'il est à sa connaissance qu'il y a dans la province, et particulièrement à Montréal, des établissements qui travaillent le beurre. Qu'on remarque l'expression: retravaillent le beurre. Et pourquoi retravaillent-ils le beurre? Est-ce pour tout simplement le couper ou le mouler? Ou est-ce pour mêler les beurres de qualités différents, ou encore y mêler du beurre d'autres

substances ou encore présenter aux acheteurs les livres de beurre à 14 onces, comme l'a révélé l'enquête Stevens? Combien de ces établissements y a-t-il dans la seule ville de Montréal?

Encore une fois, on peut être assuré que ces questions ne seront pas posées au ministre dans le but de l'embarrasser. Mais il faut prendre les moyens d'empêcher certains abus et de protéger les producteurs honnêtes et les consommateurs.

Est-il temps de parler d'électricité. Le député de Québec-Est (M. Drouin) en a parlé abondamment. Nous, du Québec, avons été dotés, par la Providence, d'une richesse incomparable en pouvoirs hydroélectriques. On a dit avec raison que nous avions assez de houille blanche pour que presque tous les foyers de notre province soient éclairés à l'électricité. Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, les villages sont éclairés à l'électricité, mais bien rares sont les fermes qui le sont. Pouvons-nous espérer améliorer notre situation sous ce rapport?

L'électricité serait, pour notre agriculture québécoise, un facteur de progrès et, en même temps, nous aiderait à soutenir avantageusement la concurrence avec les producteurs étrangers en nous permettant d'abaisser le prix de revient.

Il (M. Barré) dit qu'il aurait voulu, avec ses voisins, avoir l'électricité chez lui. Cela, dit-il, nous aurait coûté la moitié de nos terres, pour faire venir le courant, et la moitié de nos revenus, pour payer l'électricité.

La municipalisation serait-elle une solution du problème? Peut-être en ce qui concerne les villes, mais pas pour les campagnes. M. l'Orateur, je vous demande pardon et à toute la Chambre si j'insiste sur ce point qui fera peut-être le sujet d'un débat futur au cours de cette session.

Je dis peut-être parce qu'il est déjà arrivé que ce même sujet, mis à l'ordre du jour par le gouvernement, en a été rayé par le même gouvernement.

La municipalisation peut satisfaire des villes qui sont disposées à l'accepter comme pis aller. Mais qu'il me soit permis de dire que, comme cultivateur et représentant d'un comté plutôt agricole, il me faut nécessairement envisager un autre point de vue. Il faut tenir compte que, dans Québec, nous avons des pouvoirs d'eau en quantité presque illimitée, mais que nombre de ces pouvoirs ont été accaparés par des monopoles qui les ont achetés, mais qui les laissent inexploités, preuve qu'ils les ont achetés pour que personne d'autre ne puisse leur faire concurrence dans leur rayon d'action.

Sans doute, la production de l'électricité est possible par d'autres moyens que la houille blanche, mais il me semble évident que la production par moteur à combustible doit être plus coûteuse, alors qu'il faut faire venir le combustible de loin et peut-être de l'étranger. Quant à la municipalisation par une municipalité de campagne, elle est pratiquement impossible.

Notre seule espérance est donc de pouvoir profiter du voisinage ou du passage des lignes de transmission. Ce qui m'amène à dire que tout en admirant le travail de Son Honneur, le maire de la ville de Saint-Hyacinthe, au point de vue des consommateurs de sa ville, je ne puis y voir une solution du problème de l'électrification de nos campagnes.

Il reste deux solutions au problème: création d'une commission hydroélectrique, comme il en existe une dans Ontario. Les campagnes d'Ontario ont l'électricité plus facilement que dans les campagnes de Québec. Le nombre des fermes électrifiées est beaucoup plus considérable chez nos voisins que chez nous. Le nombre des consommateurs ruraux a passé de 16,000 à 40,000 dans Ontario. L'autre solution beaucoup plus compliquée celle-là, serait de laisser l'électricité à l'entreprise privée, mais de limiter ses profits à un taux raisonnable sur le capital réellement investi. À tout événement, il faut faire quelque chose et avant longtemps. Se louer et se faire des compliments, nommer une commission sans pouvoir réel et sans autorité ne peut que nous tenir en arrière de nos concurrents.

Il me sera bien permis de constater maintenant que nous avons, dans nos compagnies, bien des attrape-nigauds. Ce sont des actions ordinaires avec valeur au pair et d'autres sans valeur au pair; des actions portant hypothèques et d'autres ayant privilège, des actions cumulatives et d'autres actions accumulées entre certaines mains. De tout ce mélange, il résulte que le gros public est souvent volé sous le couvert des lois et que, même en dehors des soufflures et boursoufflures de capital, il y a souvent une grande facilité de vol pour les intéressés. Et si le vol est habile, c'est tout de même du vol.

Il paraît que le gouvernement considère le projet de nommer comme procureur général un cultivateur de ses partisans (et j'ai entendu dire que le gouvernement songeait à présenter une nouvelle loi de compagnies pour punir les voleurs. Je l'approuverais certainement. Un cultivateur ne peut pas parler de lois sans que les avocats soient surpris. C'est comme un avocat qui parle d'agriculture. La loi

permet à un homme de vendre des parts de compagnies. Des gens de chez nous sont réduits à la charité publique parce qu'on les a volés. Les voleurs sont quelquefois couverts par la loi.

Le premier ministre semble vouloir nous faire croire que le gouvernement est impuissant à remédier à l'état de choses existant et qu'il faudrait un amendement à la Constitution. Mais là encore se montre le jeu de quilles ou de paume. Je ne suis pas un avocat. Je ne suis pas un homme d'État. Je ne joue pas à la boule et je n'en serai probablement jamais un. Mais je dis que l'homme qui raffe l'épargne populaire doit être puni, comme le pauvre diable qui vole un pain parce qu'il a faim. Nous devrions avoir une loi claire sur ce point. Ce qu'il faudrait, c'est que les hommes d'État ne se renvoient pas la boule, mais qu'ils s'entendent une bonne fois pour faire autre chose que de la politique de parti, et prendre les moyens de prévenir et punir les vols quels qu'ils soient.

Un mot de la colonisation et de l'établissement des fils de cultivateurs. C'est probablement par là que j'aurais dû commencer. C'est le grand problème de l'heure et de toutes les heures de la vie d'un peuple. En effet, toutes les richesses, quelles qu'elles soient, n'ont de valeur qu'en autant qu'un peuple a le capital humain. Nous avons eu un grand congrès de colonisation. Ce n'est pas le premier, ce ne sera pas le dernier. Il fallait faire du bruit. Et ensuite? Va-t-on enfin comprendre que le colon est un actif incomparable? Va-t-on une bonne fois entourer le colon de soins pour en avoir tout le rendement possible au point de vue national? J'attendrai la législation de l'honorable ministre de la Colonisation pour juger. Mais je puis bien dire que les méthodes de retour à la terre ne sont pas merveilleuses. On dira: C'est le plan Gordon. On joue toujours aux quilles. On se renvoie la boule.

Il faudrait, avec ou en dépit des congrès, commencer par admettre et faire certaines choses élémentaires. Peut-on espérer que l'on fera disparaître ces absurdités, telles par exemple que l'établissement de colons sur des terres sans routes organisées, par conséquent inaccessibles aux voitures. Ou encore cette autre absurdité de vendre aux colons des lots où il n'y a rien qui vaille, alors que, dans toute la province, il y a des terres qui se vendent toutes défrichées pour moins que 50 % de la valeur des constructions et des travaux d'établissement qui y sont faits.

L'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) a cru devoir protester contre une demande qui lui paraît outrée quand on voudrait restreindre la

politique de colonisation aux seules terres. Loin de moi cette pensée de fermer la colonisation et d'essayer de faire de la culture du sol une profession fermée comme malheureusement trop de professions le sont dans notre pays.

On serait tenté de penser que la première condition pour être un bon colon c'est d'être robuste, ou encore de connaître le défrichement ou encore d'être de bonnes mœurs. Mais non, gens pratiques! La première condition c'est d'être chômeur, d'avoir subi l'entraînement forcé à ne rien faire, et ensuite d'être un secouru, c'est-à-dire avoir fait le noviciat préparatoire à la vie en étant nourri par l'État. Faudra-t-il que les 60,000 jeunes qui sont sans travail à la campagne, d'après l'enquête de l'Union catholique des cultivateurs, s'en aillent dans les villes et apprennent le métier de secourus pour devenir ensuite des colons? Une quantité de terres abandonnées pourraient être améliorées et habitées par des cultivateurs.

Qu'il me suffise de dire que notre grande richesse, ce n'est ni la forêt, ni l'or ou n'importe quel autre métal de nos mines. Notre grande richesse, ce sont nos enfants, et il faut en faire autre chose que des chômeurs. On dit: Nos pères n'ont pas eu les avantages d'aujourd'hui. Je ne veux pas passer pour un dégénéré, mais je ne voudrais pas commencer ma carrière comme mon père l'a commencée. Et je ne veux pas que mes fils commencent comme j'ai commencé. Nous ne voulons pas retourner 50 ans en arrière.

J'irai plus loin. Il me semble que toutes les forces de la nation, toutes les attentions des gouvernants, toute la sollicitude de ceux qui, à un titre ou à un autre, ont quelque influence dans cette province ne sauraient être mieux employés qu'à la solution de ce problème, l'établissement de nos jeunes, qu'ils soient cultivateurs ou autre chose.

Je ne veux pas que nos enfants deviennent des chômeurs. L'homme qui se sent sans lendemain, qui dans son orgueil croit avoir entassé assez de richesses bien ou mal acquises pour assurer l'avenir de ses enfants; ou encore celui qui ne voit après lui que la poignée de poussière de son tombeau, ceux-là peuvent dormir sur l'état de choses actuelles. Mais le terrien ou l'artisan peu fortuné dont les enfants sont la grande richesse et l'ultime espérance, ceux-là ne peuvent accepter le chômage comme institution permanente.

La richesse d'un pays est dans sa population saine. Un vieillard me disait aujourd'hui: "Barré je te souhaite bonne santé". Et il ajoutait en guise de compliment: "Je sais que si tu as cela, tu auras le reste". J'ai pu prêcher des choses qui dans le passé

n'étaient pas de leur temps. En face de la situation, je me permets de lancer un cri à tous nos hommes publics et par-dessus eux à toute la province. Ce cri c'est celui des petites classes, du fils du colon. Allez-vous laisser nos jeunes gens se diriger vers le mal, si nous ne les dirigeons pas vers le bien? Il y a de l'argent pour le chômage. Pourquoi n'y en aurait-il pas pour la classe que nous vantons tant. Je lance le cri d'appel du papa qui dit: J'ai des fils. Si vous les laissez inactifs, criminels vous serez. Quelque chose doit être fait. Qu'on le fasse. Tout ce que l'on proposera pour améliorer le sort des cultivateurs, je serai heureux de l'approuver.

Il (M. Barré) réclame de nouveau, en terminant, l'instruction agricole, le crédit nécessaire pour les cultivateurs, la limitation des heures de travail, la réglementation du travail féminin, les allocations familiales, une réforme de la loi des compagnies. Il considère que tout cela vaut mieux que le chômage. Il ne veut pas que les enfants de la province de Québec soient des chômeurs.

J'ai la conviction que ma voix est un écho fidèle de la voix du petit peuple dont je suis et je crie aux hommes d'État, grands et petits: Arrière l'intérêt des partis; plus de boules à se retourner pour s'excuser; faisons quelque chose pour le peuple, quelque chose qui n'a pas été fait encore. Notre collaboration est acquise aux patriotes sincères. En retour, puis-je demander qu'on nous traite avec justice?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, je ne serai pas long. Il vaut mieux nous mettre au travail au plus vite que de faire des discours et ne pas perdre de longues et précieuses minutes à vanter ou à critiquer l'administration. Le passé est le passé. La Chambre est là pour juger des actes du gouvernement et le peuple nous jugera en dernier ressort, son vote est souverain et nous nous inclinons devant son verdict. Le peuple de cette province a rendu son jugement à plusieurs reprises et je crois qu'il n'a pas changé d'avis. On le constatera lorsqu'il sera de nouveau appelé à nous juger.

Il (M. Godbout) rend hommage à tous les députés disparus, ceux que la mort a enlevés à l'affection de leurs collègues et ceux qui ont quitté la Chambre pour assumer de nouvelles responsabilités, ailleurs ou dans l'autre Chambre de la Législature.

Je veux nommer en particulier un ancien collègue avec lequel j'ai eu le plaisir de siéger au conseil des ministres, l'honorable M. Hector Laferté. Il a préparé par sa politique toute de droiture, de dévouement sincère, d'honnêteté, de prudence et de claire vision, le programme de colonisation que le

gouvernement appliquera maintenant sous la direction du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin). C'est grâce au bon travail qu'il a fait pendant des années que ce programme peut maintenant s'appliquer plus rapidement pour le développement intensif de la colonisation. Il a préparé des jours meilleurs pour le colon, appuyé par une noble compagne, dont la classe agricole des régions nouvelles comme des anciennes n'oubliera jamais la bonté.

(Applaudissements prolongés)

Il s'est acquis la sympathie des cultivateurs et des colons et a provoqué l'enthousiasme des autres classes de notre société par son travail et ses prédications. L'honorable M. Laferté a toujours fait en cette Chambre d'éloquents plaidoyers en faveur des belles causes. Rendons également hommage au dévouement de madame Laferté dont le peuple colonisateur et rural se souviendra longtemps.

Le gouvernement a choisi pour le remplacer le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) qui continuera son œuvre en l'amplifiant. Le ministre de la Colonisation s'est mis à l'œuvre avec zèle et il a déjà prouvé qu'il est au courant des besoins des colons. Il a convoqué un congrès, qu'en certains quartiers on a essayé de diminuer. On lui fait des reproches injustes. Il semble qu'au lieu de le critiquer, on devrait aider le nouveau ministre. C'est ce que je veux faire.

Il répondra d'ailleurs lui-même à ces reproches, mais d'avance, je puis dire que le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), en présentant son programme, a demandé la collaboration de tous, les suggestions de tous, pour donner à la province le meilleur plan possible de colonisation; il a demandé la collaboration et les suggestions des politiciens, comme celle du clergé, et on se doit de lui indiquer les moyens que l'on juge les meilleurs pour atteindre le noble but qu'il poursuit. On ose déjà dire que le programme de colonisation tel qu'annoncé par le gouvernement en est un de petite partisanerie politique. Ceci n'est pas le cas et tout le monde le sait.

Avant de critiquer, on ferait mieux d'attendre les résultats plutôt que de mettre en doute l'honnêteté et la sagesse du plan soumis par le député de Montréal-Saint-Jacques, au nom du gouvernement. Je me félicite pour ma part d'avoir été le collègue de M. Laferté comme je me félicite de siéger au conseil avec l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques, convaincu que leur œuvre sera, pour tous nos collègues de cette Chambre, un sujet d'orgueil.

(Applaudissements prolongés à droite)

Je ne veux pas repasser longuement les activités du ministère de l'Agriculture, mais, en relevant les attaques faites contre le ministère que je représente, je veux dire ce que nous tâchons de faire pour l'avancement de la classe agricole de la province. Tout le monde admet la nécessité, l'importance primordiale de l'agriculture. On a dit et répété que l'agriculture est à la base de la prospérité dans notre province. Tout le monde sait que lorsque la classe agricole est prospère, toutes les autres le sont, car la prospérité de la province repose sur elle. Tout le monde convient qu'il faut être généreux pour l'agriculture, le gouvernement le premier.

Lorsque l'on vient dire que le gouvernement de la province de Québec ne s'est pas montré généreux pour la classe des cultivateurs, évidemment, on n'a pas réfléchi, ou on n'a pas comparé les chiffres de la province avec ceux des autres provinces, ou encore on voulait exploiter contre le gouvernement ses actes les plus généreux. Aux critiques de notre générosité, je répondrai que je me suis tracé une ligne de conduite: Laisser dire et bien faire tout mon devoir.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Très bien.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il est bien vrai que les comparaisons ne sont pas toujours exactes. Je n'aime pas faire de comparaison, mais il me semble que l'on ne sait pas ce que l'on fait, ce que nous donnons à l'agriculture, lorsqu'on accuse le gouvernement qui est deux fois plus généreux pour sa classe agricole que n'importe autre province de la Confédération, même celle qui nous suit de plus près, l'Ontario. Je me crois obligé de rétablir les faits. Les cultivateurs de chez nous reçoivent deux fois plus de subsides que ceux des autres provinces et cela sans que personne en souffre ou soit écrasé sous le fardeau de taxes spéciales.

Le gouvernement n'a cessé d'augmenter ses crédits à l'agriculture dans toute la mesure du possible et il le fera encore à mesure que ses revenus augmenteront, le gouvernement fera davantage pour la classe agricole. Mais le gouvernement est et a toujours été généreux pour l'agriculture. C'est de ce côté-ci d'ailleurs de la Chambre qu'on trouvera les gens les plus disposés à accorder au cultivateur toute l'assistance dont il a besoin.

Si, nous comparons les budgets votés par les provinces pour 1933 et 1932, on verra que l'Ontario a affecté 4.272 % de son budget total à l'agriculture, que l'Alberta a affecté 6.998 %, tandis que la province de Québec affectait 13.644 % de son budget à la classe agricole.

(Applaudissements à la droite)

Les orateurs oppositionnistes reprochent au gouvernement d'avoir diminué le budget agricole en pleine période de crise, alors que le cultivateur a plus besoin d'être aidé que jamais. Il est vrai que le budget agricole a été, pas cette année, l'année dernière, un peu diminué comme les autres, à cause de la diminution des revenus de la province.

Mais, proportionnellement, il est encore le plus considérable de tous, et ce sont nos cultivateurs qui sont les mieux protégés de tous les agriculteurs canadiens. J'affirme que le budget de l'agriculture augmente constamment. Je ne suis pas ici pour louer le gouvernement, mais, bien qu'il nous ait fallu réduire les crédits pour faire face à une diminution considérable des revenus, nous sommes la seule province qui ait augmenté la proportion de sa contribution à l'agriculture, en pleine dépression économique. Voilà pour la première critique.

(Applaudissements prolongés à droite)

Je suis de ceux qui croient que les meilleures louanges que puissent se donner un gouvernement, ce sont ses œuvres. Nos œuvres parlent assez éloquemment pour qu'il soit inutile de nous y attarder. Le chef de l'opposition nous a attaqués dans son discours de Granby. Il a prétendu que les octrois du ministère de l'Agriculture sont distribués pour servir des fins de mesquinerie et de partisanerie politique et pour gagner des votes. Je suis obligé de dire que c'est là une inexactitude. Je dis que jamais la politique du ministère n'a été orientée dans un tel sens, jamais nous n'avons eu en vue d'autres choses que l'intérêt agricole.

Nous accordons nos octrois dans des conditions mises à la connaissance de tous par les journaux et de telle façon que nous pouvons dire à l'avance où ils devront aller. Qu'on me trouve un seul octroi qui ne soit pas entouré de telles conditions et de précautions que le ministre lui-même puisse le détourner de sa fin originale. Nous avons fait disparaître du département de l'Agriculture toutes les possibilités d'accorder les octrois par favoritisme.

Car, s'il s'agit d'octrois pour le drainage des terres, ils sont offerts à tous ceux qui peuvent remplir les conditions stipulées par des règlements, la même chose pour les octrois en vue de l'achat d'engrais chimiques, d'animaux reproducteurs, d'animaux remplacés à la suite de maladies, etc. Et s'il est possible, nous avons fait disparaître non seulement les causes, mais même les occasions de faire servir les octrois à des fins de favoritisme ou de patronage politique. Il y a des conditions à remplir. Ceux qui les remplissent reçoivent les octrois. Si le chef de

l'opposition ne le croit pas, je lui ferai dire par une foule de ses partisans qui font précisément au ministère de l'Agriculture, chaque jour, le compliment de répartir ses octrois d'une façon juste, équitable et sans favoritisme politique.

(Applaudissements prolongés à droite)

L'honorable député de Rouville (M. Barré) - et je le félicite du ton calme de son discours, il ne nous avait pas habitués à cela - a dit que les cultivateurs sont taxés par le gouvernement. Le cultivateur est taxé seulement quand il se livre à des activités auxquelles se livrent les autres citoyens du pays. En tant que cultivateur, et comme tel, il n'est pas du tout taxé.

Même, le gouvernement a toujours tenu soigneusement à lui éviter toute taxe qui pourrait l'atteindre dans sa position de cultivateur. Il ne paye la taxe sur la gazoline que s'il se sert d'une automobile de promenade, comme l'ouvrier, le professionnel. Il ne paye pas de taxe lorsqu'il utilise l'essence pour ses moteurs, ses tracteurs, etc. En un mot, il ne paye pas de taxe s'il utilise l'essence pour des fins agricoles, parce que le gouvernement reconnaît que ce serait augmenter le prix des produits. Les cultivateurs le savent bien et se savent protégés.

J'irai même plus loin. J'admettrai que tout n'est pas parfait. Je dirai que la répartition des taxes municipales pourrait être plus juste. Elles pèsent lourdement sur le cultivateur. L'assiette des impôts municipaux pourrait être mieux répartie. C'est qu'autrefois, quand l'habitant était le seigneur Canadien, il était le seul à posséder la richesse et cette richesse était foncière. On taxait donc uniquement la propriété foncière. Mais la situation a bien changé, et la propriété se divise maintenant en propriété immobilière ou foncière et en propriété mobilière, autrement dit en valeurs obligataires, dividendes, etc. Il convient donc, si la chose est possible, malgré les difficultés qui s'ensuivront de rajuster la situation de façon plus équitable, de faire un nouveau mode de répartition.

Je crois cependant que le gouvernement serait sage - et il y songe au cours de cette session - de nommer une commission pour étudier l'assiette des taxes, le système de taxation, une meilleure répartition de l'impôt, afin que tout ce qui pourrait peser injustement sur telle classe de notre province soit équilibré avec justice. Le gouvernement sent qu'il y a quelque chose à faire. Il veut être prudent, ne pas s'engager à l'aveuglette. Il ne faut plus que tout le fardeau de la taxe continue de peser sur la propriété foncière. C'est une question délicate qu'il faut étudier sérieusement.

Au sujet du retour à la terre, le gouvernement a été accusé de petite partisanerie par le député de Rouville. On ne peut vraiment pas trouver cette partisanerie dans l'organisme établi en vue du retour à la terre. Le fait de ne donner que \$100 à un fils de cultivateur pour s'établir semble une hérésie économique à quelques-uns qui prétendent que les cultivateurs ne peuvent établir leurs fils avec un si petit montant. Premièrement, il faudrait citer un seul cas où le gouvernement a fait de la partisanerie politique dans un tel domaine.

Cela vaudrait mieux que de lancer de vagues accusations. On devra donner des précisions. Il peut peut-être y avoir parfois quelques petites fautes de la part d'officiers subalternes, le département les réprime chaque fois qu'il en a connaissance et ceux qui en ont connaissance sont priés d'attirer l'attention du ministère sur leur conduite au lieu de se limiter à des attaques vagues et injustes. On fournirait ainsi à l'administration l'occasion de corriger les erreurs.

On dit que cette somme de \$100 accordée par le gouvernement pendant trois années n'est pas suffisante, est une erreur économique. Fils de cultivateurs, cultivateur moi-même, vivement intéressé à l'agriculture, je pense que l'octroi accordé présentement est généreux et que, si on l'augmentait, on courrait grand risque de nuire à l'agriculture au lieu de lui aider. Il ne faut pas oublier que ce n'est pas au gouvernement à établir les fils des cultivateurs mais aux pères de ces jeunes gens. Le gouvernement intervient seulement pour aider le père à établir son enfant, lorsqu'il ne peut subvenir aux premiers frais d'établissement.

L'octroi est généreux lorsque l'on considère sa fin, et les cultivateurs en sont satisfaits. Cette somme de \$100 n'est pas tout ce que le gouvernement, par son ministère de l'Agriculture, donne au jeune cultivateur qui vient de s'établir. Lorsque le fils commencera à défricher sa terre, à la mettre en culture, à faire du drainage, il recevra un octroi. Il recevra encore des octrois pour se procurer des engrais chimiques, pour s'acheter un reproducteur pour son troupeau, pour se procurer d'autres animaux si les siens sont abattus par suite de maladies, pour l'amélioration de la production, pour la vente des produits.

De plus, il reçoit l'aide du gouvernement en s'affiliant à une coopérative de vente ou d'achat. Nous venons en aide aux écoles d'agriculture, nous participons à l'éducation scientifique dans chaque comté, et année après année, dans les paroisses, nous offrons des cours abrégés, essayant constamment de rejoindre les gens, etc. S'il veut autre chose, il trouvera dans la province le crédit nécessaire.

#### **M. Duplessis (Trois-Rivières): Où?**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je le dirai plus tard. Et pourquoi pas tout de suite? Je sais que l'honorable chef de l'opposition réclame un crédit agricole provincial. Plusieurs personnes réclament un crédit agricole provincial. Nos cultivateurs ont besoin de crédit. Je ne vois cependant pas comment le gouvernement provincial serait justifiable de dépenser inutilement de l'argent pour créer un organisme de crédit agricole qui ferait concurrence au système fédéral organisé et qui ne pourrait que viser au même but. Pourquoi aurions-nous deux crédits agricoles? Cette duplication serait indéfendable.

Vers 1922 ou 1923, le gouvernement fédéral a passé une loi du crédit rural. Le gouvernement provincial a accepté cette législation en 1927. La loi, à l'origine, ne fonctionnait guère, parce que l'on se plaignait que l'intérêt à 6½ % était trop élevé. Il est difficile à Ottawa de modifier la loi, puisqu'elle était faite pour tout le pays et que, dans les provinces de l'Ouest, ce tarif de 6½ % n'était pas trop élevé. Le gouvernement provincial, pour rendre la loi plus facilement acceptable dans Québec, décida de payer 1½ de l'intérêt de 6½ % exigé par Ottawa, de sorte que l'emprunteur québécois ne payait plus que 5 % au lieu de 6½ %.

Il a facilité la recherche des titres. Un fonctionnaire est chargé de ce soin, et on lui donnera autant d'aides qu'il sera nécessaire.

On a prétendu que la commission du prêt agricole ne prêtait guère et les gouvernements fédéral et provincial pour s'excuser de ne pas prêter aux cultivateurs se renvoyaient la balle. Si nous envoyons la balle, elle ne revient pas, puisque nous payons 1½ % d'intérêt. Nous avons demandé à Ottawa d'améliorer son crédit et nous l'avons rendu plus facile d'accès à nos cultivateurs par les mesures que l'on connaît. Les deux se tenaient mutuellement responsables de la situation, disait-on encore. Le gouvernement fédéral ne peut prétendre, ni personne avec lui, que le gouvernement provincial est responsable, car il n'a rien à faire à l'administration du prêt agricole fédéral.

De plus, j'affirme qu'il ne refusera pas de se décharger officiellement de toutes autres responsabilités qu'il pourrait avoir afin de n'avoir plus rien du tout à faire au système fédéral. Un des directeurs de l'Union catholique des cultivateurs nous a dit l'autre jour: "Après avoir rencontré les représentants des deux administrations, fédérale et provinciale, je me rends compte que la responsabilité



de l'état de choses actuel retombe sur Ottawa et non pas sur le gouvernement de Québec". C'est un ancien candidat conservateur des dernières élections, de 1931, qui m'a dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel candidat? Nommez-le.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je donnerai son nom à l'honorable chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nommez-le tout de suite. Qui?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est M. Abel Marion, qui fut candidat dans Compton aux dernières élections provinciales.

Le gouvernement provincial tient à départager ses responsabilités et n'entend pas accepter les responsabilités qui ne lui appartiennent pas. Je veux bien accepter mes responsabilités de tout cœur, je les prends ordinairement assez bravement, mais pas celles qui appartiennent à un autre. Il n'y a rien que je crains autant comme de reculer devant les responsabilités qui m'incombent. Dans cette question du crédit agricole, il faut mettre les responsabilités où elles incombent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si comme on le dit le crédit agricole fédéral n'est pas bon, ne fonctionne pas et qu'on se rejette la faute l'un sur l'autre, pourquoi ne pas en avoir un autre dans la province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Qui dit que le crédit fédéral n'est pas bon? Je n'ai pas dit que le crédit fédéral n'était pas bon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, pourquoi l'honorable ministre veut s'en décharger.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne veux pas m'en décharger. Nous ne pouvons pas nous décharger d'une chose dont nous ne sommes pas chargés! Je ne crois pas que l'on puisse me reprocher de dissimuler mon opinion sur ce point. Je considère le crédit agricole fédéral comme une institution qui peut être améliorée, mais qui rend de grands services. Pourquoi aurions-nous deux institutions du même genre? Je dis que le système fédéral de crédit agricole est excellent. Toutefois, il se présente des difficultés lorsqu'il s'agit des titres de propriétés, surtout dans Québec, qui est la plus vieille province.

Mais nous allons faire tout en notre possible pour améliorer la situation. On a donné comme raison de refus des prêts le fait que les titres de propriété n'étaient pas clairs et que la recherche des titres est coûteuse et difficile. Le gouvernement a nommé une personne pour faire ces recherches, à titre purement gracieux, pour les cultivateurs. S'il faut deux hommes pour faire ce travail, le gouvernement les nommera; il en nommera autant qu'il en faudra.

De plus, le gouvernement a passé une loi pour faire donner à titre purement gracieux les certificats du régistrateur. Il ira encore plus loin, il fera disparaître les hypothèques inopérantes. Dans notre province, beaucoup de transactions se sont faites autrefois à la bonne franquette et, comme résultat, les propriétés sont souvent grevées d'hypothèques surannées, lointaines, inopérantes qui sont sources de sérieux embarras. Ainsi donc, tout en protégeant les droits acquis, nous allons libérer les propriétés d'une foule d'embarras, ce qui rendra les prêts plus faciles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien de cultivateurs de la province de Québec ont bénéficié du prêt fédéral? Combien le crédit fédéral a-t-il prêté dans notre province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne saurais dire de mémoire le nombre exact, mais je sais que les cultivateurs de Québec, en 1932 et 1933 ont emprunté du gouvernement fédéral 50 % de toutes les sommes empruntées au Canada.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un signe que les cultivateurs avaient besoin de crédit.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est surtout un signe qu'ils étaient solvables. Si le cultivateur de la province de Québec a des titres de propriétés bien établis, s'il est honnête, travailleur, solvable, je ne vois pas pourquoi le gouvernement fédéral ne lui prêterait pas l'argent dont il a besoin. Le gouvernement provincial fera toutes les démarches utiles pour obtenir du gouvernement d'Ottawa qu'il prête encore plus généreusement aux cultivateurs de Québec.

Il faut cependant remarquer que les diatribes, les discours sur la mauvaise situation de nos cultivateurs, sur leur insolvabilité, sur le manque de crédit accordé à la classe agricole, les prétentions à l'effet que l'avenir est noir pour les jeunes cultivateurs rendent un bien mauvais service, ont causé du malaise, ont affecté le crédit de la classe agricole. Qui sait si cela ne nuit pas à ceux des nôtres qui veulent emprunter du crédit agricole fédéral et

n'incite pas Ottawa à se montrer plus sévère dans ses octrois de prêts? Ceux qui ont fait de telles prédications n'ont peut-être pas réalisé le tort qu'ils faisaient à la classe agricole.

Le gouvernement provincial est prêt à faire tout ce qu'il y aura moyen de faire pour favoriser les prêts aux cultivateurs par le moyen du système fédéral. S'il le faut, il paiera même plus que le 1½ % d'intérêt qu'il paye actuellement. Le cultivateur obtiendrait peut-être de l'argent, alors, en bas du tarif de 4 % avec des conditions de remboursement faciles. Ce serait l'idéal. Nous n'aurions pas les ennuis de l'administration, et nos cultivateurs pourraient rembourser le fédéral suivant la loi. Il n'est pas pratique, pas économique, pas social d'établir un système à côté de celui du fédéral.

Dans ces conditions, il serait donc parfaitement illogique et inutile d'avoir deux systèmes de prêt agricole. Nous ne sommes pas seuls de cet avis. Toutes les autres provinces du dominion pensent comme nous. Elles ont essayé le système provincial de prêt agricole et elles l'ont toutes abandonné, à l'exception de deux. La province d'Ontario, dont on avait tant vanté le système de prêt vient de l'abandonner à son tour pour s'en remettre uniquement au prêt fédéral. C'est ce que le procureur général de l'Ontario nous annonçait récemment. L'Ontario reconnaît aujourd'hui son erreur.

Il n'y a d'ailleurs pas une autre province qui ait un système de crédit rural, d'aide financière aux cultivateurs aussi efficace que le nôtre, je veux parler des caisses populaires Desjardins que le gouvernement encourage beaucoup. Ces caisses sont appelées notre grand organisme de crédit rural et d'épargne. Alors que nous avons le crédit fédéral et les caisses populaires, pourquoi aurions-nous un autre organisme qui ne pourrait nous rendre de plus grands services que ces deux-là?

Le député de Rouville a parlé de la Commission de l'industrie laitière. Il a félicité le gouvernement de l'avoir établie et il dit que nous faisons du bon travail avec la Commission, et je l'en remercie. Il a dit que la Commission pourrait encore faire mieux parce qu'il y a des établissements qui falsifient les produits laitiers. Il est très difficile de le déceler. Il est indiscutable que la falsification se pratique, mais je crois qu'il y a là une question qui relève surtout du pouvoir fédéral.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pardon! C'est le procureur général de la province qui veille à l'observance des lois même fédérales, du Code criminel, par exemple, n'est-ce pas?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, et nous le faisons tout naturellement, autant que faire se peut. Le gouvernement fédéral a la gestion de cette loi qui se rapporte à la falsification des produits. Cette loi, qui protège le consommateur, est très difficile d'application. On introduit dans le beurre des huiles végétales qu'il est difficile de trouver, même à l'analyse chimique. Le seul moyen efficace de contrôle serait peut-être celui des importations d'huile végétale. Loin de moi l'idée de rejeter toute la responsabilité sur l'autorité fédérale. Je reconnais ce qu'accomplit le pouvoir central, et tout ce qu'il y aura moyen de faire pour aider l'industrie laitière, nous le ferons sans hésitation.

(Applaudissements à droite)

Le député de Rouville a parlé du plan Gordon de colonisation et du plan Vautrin. Il a lui-même répondu à son argumentation, car il est vrai que le plan Gordon exige que le candidat soit d'abord chômeur. Cette condition est imposée par le plan fédéral, mais elle ne l'est pas par le plan provincial. La preuve, c'est que le gouvernement provincial a établi à côté du plan Gordon son propre plan qui, lui, ne dit pas que l'aspirant colon doit être chômeur.

M. l'Orateur, il me fait plaisir de constater que je puis compter sur l'appui de la plupart de mes collègues dans la poursuite de notre politique agricole. Je les remercie de leur coopération. Le gouvernement de cette province a habitué les cultivateurs à trop de sollicitude pour qu'ils n'aient pas confiance en lui. Et je répète que lorsqu'on leur dit que pour eux et leurs fils il n'y a pas d'avenir dans cette province, on leur rend un bien mauvais service. Les cultivateurs de notre province constituent la classe la plus digne et la plus stable de toute la Confédération.

Les cultivateurs sont encore chez eux, et ils ont encore la vie la plus stable, la plus assurée du lendemain de tous les citoyens de la province. Ils peuvent souhaiter faire de plus gros bénéfices. Le gouvernement le souhaite de même. On fait tout ce qui est possible pour qu'ils les obtiennent. Le gouvernement continuera de les aider à maintenir cette belle situation. Nous leur donnerons l'instruction agricole dans des écoles d'agriculture ou dans cette école d'art domestique qui fait tant de bien.

Le gouvernement dirige tous ses efforts vers l'instruction agricole, car il sait bien qu'une classe agricole plus instruite sera mieux en mesure de faire face aux problèmes modernes. Le gouvernement de la province n'a pas l'habitude des petites politiques qu'on lui reproche. Il travaille à autre chose. Il a de grandes œuvres à son actif.

Les prédications adverses ne lui causent pas embarras, surtout lorsqu'on vient dire que le gouvernement exploite la classe agricole. On dit cela depuis des années, mais chaque fois le peuple met les accusations de côté; il ne s'y laisse pas prendre.

Pour pousser l'instruction agricole, le ministère de l'Agriculture a fait donner des cours abrégés dans tous les comtés et dans nos paroisses. L'École des arts domestiques a donné des cours à 40,000 fermières l'an dernier, et, cette année, 36,000 fermières ont suivi leurs cours d'économie domestique. Le gouvernement n'aide pas seulement le cultivateur, mais encore sa femme, son fils et sa fille. Il a créé 92 cercles d'études pour les jeunes agriculteurs. Grâce à cette instruction agricole, nos cultivateurs réussissent.

L'œuvre du gouvernement a été fructueuse et elle a donné des résultats tangibles. La Chambre en veut-elle une preuve? À l'exposition de Toronto, nos jeunes cultivateurs, depuis cinq ans qu'ils y sont inscrits, dont on dit qu'ils n'ont pas d'avenir, ont pris part à cinq grands concours à l'exposition. Dans les cinq concours, ils ont remporté trois premiers prix.

(Longs applaudissements à droite)

Dans un autre concours, ils ont obtenu le 2<sup>e</sup> prix et dans le dernier, ils ont gagné la 3<sup>e</sup> place. Cela parmi toutes les provinces de la Confédération. Ces résultats et d'autres nous encouragent à continuer notre œuvre.

(Applaudissements à droite)

Nous donnons beaucoup d'attention à un problème: diriger, organiser la production suivant les besoins de nos marchés, domestiques et étrangers. Le gouvernement fait des enquêtes pour organiser la production sur la ferme et découvrir de nouveaux débouchés et de nouveaux marchés pour les produits agricoles. Il fait de grands travaux de drainage de savanes pour faire travailler les chômeurs des petites villes et ouvrir de nouveaux domaines à l'agriculture et à la colonisation. Nous organisons nos cultivateurs en coopératives et l'idée de la coopération, si profitable à la classe agricole, fait des progrès. Les coopératives de cultivateurs se multiplient. Ces coopératives ont à leur tête la Coopérative fédérée de Québec, une bonne société coopérative, qui doit montrer aux cultivateurs où ils doivent s'engager. On a critiqué cet organisme. On dit parfois qu'on y fait de la politique et que le gouvernement la conduisait, tel n'est pas le cas. C'est un reproche injuste et immérité.

La coopérative fédérée se conduit par elle-même, soutenue par le gouvernement. Elle a rendu de grands services aux cultivateurs, et elle leur en rend encore tous les jours. La coopérative vivra tant que le gouvernement sera là. Elle y est pour rester.

Elle a sa place dans la province. Le directeur de la coopérative est dévoué aux intérêts de la classe agricole. Il ignore la politique qui ne l'a jamais éloigné de ses devoirs.

(Applaudissements à droite)

J'espère que la classe agricole continuera de coopérer avec le gouvernement et j'espère qu'elle ne se laissera pas décourager par les critiques, assurée qu'elle est de l'assistance directe et effective des services d'agriculture provinciaux. Pour nous, les critiques ne nous découragent pas. Nous nous attelons à la besogne sans bruit et nous avons le sentiment de faire tout notre devoir.

M. l'Orateur, avec honnêteté d'abord et avec toute l'intelligence que nous pouvons y apporter, nous continuerons notre tâche, nous appliquerons toutes les suggestions qui nous seront offertes, pour le plus grand bien de la classe agricole en particulier et de la province en général.

(Applaudissements prolongés - Ovation)

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** se lève, mais il est 6 heures.

La Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** présente ses hommages au nouveau lieutenant-gouverneur. Il souhaite à l'honorable M. Hector Laferté et à l'honorable M. Lauréat Lapierre bon succès dans leurs nouvelles fonctions.

M. Laferté, dit-il, doit se sentir plus à l'aise au fauteuil présidentiel du Conseil que dans la cabane du colon ou la chaloupe du pêcheur.

Il (M. Lafleur) fait des allusions aux autres députés nommés par le gouvernement à des fonctions publiques.

Ils sont, dit-il, considérés par les autres députés comme les précurseurs prédestinés de la grande croisade entreprise par la députation libérale pour conquérir avant le prochain appel au peuple une position de tout repos, une place tranquille, car la prudence est la mère de la sûreté.

Je tiens à féliciter le chef de l'opposition (M. Duplessis) de la critique constructive qu'il vient de faire d'une administration arriérée, ainsi que du programme de réformes et de progrès qu'il a exposé dans l'intérêt de toutes les classes. Depuis la dernière session, il a parcouru les trois-quarts de la province, et il a le sentiment que la classe canadienne-française est favorable à son programme.

M. Duplessis a parlé dans plus d'une trentaine de réunions, et ceux qui l'ont accompagné ont pu, hors de tout doute possible, prendre connaissance de ce que les gens pensent vraiment du gouvernement actuel. Et si M. Taschereau pouvait se détacher des amis qu'il a parmi les contracteurs, la police provinciale et ailleurs, et aller rencontrer les gens, il verrait ce que ces gens pensent réellement de son gouvernement.

C'est l'honorable M. Thomas Chapais qui disait en 1907: "Le Parti conservateur est à la fois traditionnel et progressif. Nous sommes attachés aux idées, aux principes, aux institutions dont l'expérience de nos pères et les leçons du passé nous ont démontré la puissance conservatrice de l'ordre et de la stabilité sociale. Mais nous comprenons qu'un pays ne peut rester éternellement dans le *statu quo*, qu'il faut reconnaître les transformations inévitables et réaliser les améliorations réclamées par les besoins du temps où nous vivons".

Le discours du trône traduit les préoccupations ministérielles; il respire le défaitisme le plus désolant. On y sent le découragement, l'accablement de l'administration et l'on comprend qu'il n'ait pas réussi à enflammer le proposeur et le seconneur, dont il convient cependant de signaler l'effort et la bonne volonté.

Dans un article spécial de *The Gazette Financial and Commercial Review*, le premier ministre a fait l'éloge des conditions qui prévalent dans la province et au Canada, mentionnant le fait que les banques ont passé l'épreuve de la crise, et a déclaré en concluant: "Nous nous approchons progressivement de jours meilleurs, et j'envisage avec confiance des améliorations significatives pour l'année qui vient".

Il est évident que, sans montrer un trop grand enthousiasme, le premier ministre est satisfait de la situation globale du pays. Voilà l'impression que nous donne la lecture de son article dans *The Gazette*.

Il (M. Lafleur) doute que le premier ministre puisse être vraiment fier des résultats de ses politiques provinciales, car, quels en sont les résultats?

Manque de vision, favoritisme, incompétence. De manière générale, la conduite du gouvernement a créé un trouble profond au sein de la population de la province, ainsi que du mécontentement, qu'il soit apparent ou prudemment camouflé, même parmi ses propres partisans.

Le gouvernement nous apporte encore son remède traditionnel, avec lequel il prétend guérir tous les maux: les taxes! Cela est d'autant plus remarquable que, l'an dernier, le discours du trône avouait que le peuple était déjà suffisamment taxé: "Le gouvernement a cru que le fardeau dont les contribuables sont chargés est suffisamment lourd sans qu'on l'augmente davantage". Et cette année, il taxe.

Le 14 octobre dernier, le premier ministre s'est vanté d'avoir administré sans imposer un sou de taxe. Mais trois mois plus tard, il taxe de plus belle. Le gouvernement fait une volte-face complète. Cette année, c'est: pas d'emprunt, plus de taxes. Et ces messieurs disent, par ailleurs, que l'année 1934 a apporté une amélioration. C'est pourquoi certains orateurs, bien connus du premier ministre, déclarent dans des discours à la radio que le premier ministre, tout en ayant beaucoup d'organes, n'a pas de programme défini.

Un mot des commissions. Il est question dans le discours du trône de trois commissions: la Commission de l'industrie laitière, la Commission des accidents du travail et la Commission de l'électricité. Le gouvernement pour temporiser, éluder ses responsabilités, abuse des commissions qu'il multiplie d'année en année, fort peu souvent dans l'intérêt public, mais toujours dans le but de caser des partisans, d'immobiliser des mécontents, de récompenser des zélés, de réchauffer des tièdes.

La commission Lapointe est une création politique et diplomatique du premier ministre. D'ailleurs, après les discours passés de M. Lapointe, après son vigoureux plaidoyer en faveur de la cité de Québec, le gouvernement ne pouvait que le nommer à la tête d'une commission sans pouvoirs, sans sanctions, une simple commission d'études. Pourquoi la commission Lapointe, quand il y a celle des services publics? C'est en même temps reconnaître l'incompétence de la Commission des services publics. Le gouvernement l'a créée dans le but de faire diversion, pour faire oublier la politique de dilapidation et d'aliénation de notre patrimoine national. C'est la Commission des services publics qui aurait dû trancher la question de l'électricité.

Pourquoi le premier ministre, dans la vente à vil prix ou l'affermage de nos pouvoirs d'eau, n'a pas

vu à protéger le consommateur d'électricité? Pourquoi, en dépouillant le citoyen de son patrimoine, nos forêts, au bénéfice des grosses compagnies, le gouvernement a-t-il concédé à celles-ci de colossales exemptions de taxes qui représentent des millions et des millions par année et dont le citoyen se trouve ainsi également dépouillé?

Il (M. Lafleur) dit qu'il ne saurait mieux résumer la situation qu'en répétant les paroles de son chef (M. Duplessis), prononcées l'été dernier à Wakefield, au cours de sa campagne, pour condamner le gouvernement. Il disait que le gouvernement avait aliéné nos ressources naturelles et les avait hypothéquées pour une somme de \$483,000,000.

Il (M. Lafleur) parle des effets des politiques gouvernementales forestières, mettant l'accent sur le manque de précaution dans la protection des forêts qui a entraîné des désastres considérables. Le gouvernement, dit-il, s'est rendu responsable en multipliant le nombre de moulins à papier journal, sans se demander si les ressources forestières étaient disponibles.

La surproduction qui en est résulté a ruiné l'industrie. En autorisant la violation de la loi du dimanche, c'est délibérément qu'on a encouragé la surproduction. Et le pire, c'est qu'afin de laver les désastres scandaleux de l'industrie, on a hypothéqué les forêts de la couronne pour \$483,000,000.

L'opposition s'intéresse depuis longtemps à la question de l'électricité. Ce fut même un article de son programme, à la convention de 1922, de même que celle de 1927. Le congrès conservateur à Sherbrooke a adopté, au sujet de l'électricité, des résolutions dans lesquelles le Parti conservateur promettait la réduction des tarifs et réclamait l'institution d'une commission hydroélectrique ainsi que le droit de municipaliser le plus étendu.

Le premier ministre ne devrait pas oublier que le peuple ne veut plus seulement des commissions sans pouvoirs, et des rapports qui n'ont pas de lendemains, mais qu'il veut des actes positifs, des faits, des réformes véritables.

(Applaudissements à gauche)

**M. l'Orateur:** La parole est au député de Beauce (M. Fortin).

**M. Fortin (Beauce)** félicite l'honorable premier ministre pour le vigoureux discours qu'il a prononcé, en réponse à celui du chef de l'opposition. Le premier ministre, dit-il, a remporté mercredi dernier l'un des plus beaux succès de sa carrière.

Le député de Québec-Est a prêché des réformes, réformes prêchées déjà par les oppositionnistes qui disparaîtront avec la crise. Il a parlé en libéral, sans pour cela se croire obligé d'abandonner sa foi politique et son parti, sans changer de siège, comme ce fut le cas pour certains députés de la gauche. Qu'il me permette cependant de lui dire que je diffère d'opinion avec lui sur un grand nombre de points.

La crise mondiale fut surtout morale, et d'ordre spirituel et spéculatif. Cette crise morale a entraîné la crise économique et les maux qui en ont découlé; ceux-ci ont causé des modifications profondes dans les institutions, ils ont fait surgir des agitateurs et des prédicants de toutes sortes qui se sont mêlés aux gens sérieux soucieux de la gravité de la situation. Les exploiters des misères du peuple en ont profité pour soulever les passions. Nous sommes le pays qui a eu, cependant, le moins à souffrir de la crise. Certes, nous n'avons pas été épargnés, mais la misère ne fut pas si grande qu'ailleurs. Dans Québec, nous n'avons pas connu les profondes misères qui ont assailli l'Europe; cette misère noire nous est restée inconnue de la masse de nos citoyens.

Nous le devons d'abord à notre sens chrétien qui règne chez nous, à la vigilance de l'autorité religieuse, mais aussi au respect de l'autorité et de l'ordre et, dans une bonne mesure, au gouvernement libéral qui nous a donné une administration sage, prudente, et qui a tout fait pour soulager le peuple en ces jours de dépression. Il y a quelques mois, dans son discours à Calgary, l'honorable M. Bennett lui-même l'a admis, rendait hommage à l'administration de la province de Québec. Il disait qu'une seule province avait su traverser la crise sans faiblir et avec succès, et qu'elle le devait à son excellente administration.

Plus que jamais, après quatre années de crise, on parle de réforme, on multiplie les critiques, on dénonce les monopoles, les trusts et les combines avec virulence. Depuis des années qu'on prêche des réformes et qu'on en applique d'autres, il semble qu'elles n'ont pas apporté d'amélioration très sensible. Les concordats, les moratoires, l'insaisissabilité du matériel<sup>2</sup> de ferme, etc., ont sapé le crédit de l'agriculteur, alors que toutes ces mesures étaient destinées à le soulager. Il faudrait absolument que toutes ces mesures conservent leur caractère transitoire et qu'elles sortent de nos Statuts dès qu'il y aura moyen.

Il est regrettable que les réformateurs n'aient aucune expérience de la pratique: ils verraient que l'application des réformes demande une très grande prudence. Par exemple, après avoir prêché bien

d'autres choses, on veut maintenant démolir Spencer Wood, abolir le Conseil législatif et toutes sortes d'autres choses. Si les conservateurs ou les réformistes venaient à remplacer le Parti libéral au pouvoir, toutes ces institutions demeureraient et les honorables MM. Thériault et Ouellet seraient les premiers à réclamer ou à conseiller le *statu quo*, à rétablir ces institutions.

(Rires applaudissements à droite)

Permettez-moi de féliciter l'honorable premier ministre d'avoir appelé dans son cabinet l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) et de féliciter l'honorable ministre de la Colonisation du plan qu'il a fait adopter par le congrès, aux termes duquel il dépensera \$10,000,000, dont une bonne partie pour l'établissement des fils de cultivateurs. Je suis député d'un comté rural. L'exploitation trop intensive de nos forêts a fait naître de graves problèmes dans la Beauce. Trop de fils de nos cultivateurs ont laissé la terre pour aller travailler dans le bois. Pour mon compte, j'ai reçu plus de 400 demandes de la part de pères de famille qui voulaient établir leur fils en vertu du plan. 60 demandes de cultivateurs qui veulent revenir à la terre qu'ils ont quittée, et une trentaine d'orphelins m'ont aussi exprimé leur désir d'aller travailler sur la terre.

Je suis donc heureux de voir que le gouvernement va les aider tous; je demande à l'honorable ministre de la Colonisation de se montrer généreux envers ceux qui ont été dépossédés de leurs terres et qui veulent les reprendre. Il n'est pas nécessaire d'avoir un crédit agricole: ce que je demande à ma province, c'est de fournir à ces cultivateurs certains octrois pour les sortir de l'impasse financière où ils sont plongés, de leur donner ce dont ils ont besoin pour reprendre leur roulant, de leur donner un octroi semblable à ceux qui s'en vont sur des terres nouvelles. Mon collègue de Rouville a prétendu que le gouvernement avait sanctionné le chômage comme institution.

**M. Barré (Rouville):** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**M. Fortin (Beauce):** Vous avez dit: le chômage est presque devenu une institution. C'est contre ces paroles que je proteste. Le gouvernement a pris les moyens pour restreindre le chômage, puisque M. Bennett n'a pas réussi à le faire disparaître, comme il l'avait promis en 1930. Dans la Beauce, 75 % des cultivateurs sont en mesure de faire honneur à leurs obligations et sont parfaitement

solvables. Le gouvernement a fait de nombreux travaux de drainage, il a établi une école d'agriculture à Beauceville, il a aidé la Coopérative des producteurs de sucre et de sirop d'érable, et le reste. Qui prétendra que cela était de nature à faire du chômage une institution?

**M. Guertin (Hull):** Parlez-nous donc de M. Lacroix.

**M. Fortin (Beauce):** M. Lacroix est un des industriels les mieux cotés de la province. M. Lacroix s'incline devant les efforts faits pour aider l'agriculture, et dans tous les discours qu'il a prononcés, il n'y a pas un mot de critique à l'adresse de l'honorable ministre de l'Agriculture et sur les œuvres du département de l'Agriculture!

(Applaudissements à droite)

Il demande à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) de faire exécuter des travaux à la route Lévis-Jackman, dès le printemps. Les cultivateurs ont profité largement de la construction des bonnes routes, affirme-t-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député fédéral de Beauce, M. Lacroix, a cependant parlé d'un petit scandale au sujet de la construction d'un mur de protection et d'un scandale de \$19,000 à ce sujet, dans la Beauce. Le député pourrait-il donner des renseignements là-dessus?

**L'honorable M. Francoeur (Lothbinière):** Mais il n'a rien prouvé.

**M. Fortin (Beauce):** Le mur en question n'a pas été construit et il n'y a pas eu de scandale. Que le chef de l'opposition porte une accusation spécifique sur le parquet de la Chambre et qu'il mette son siège en jeu. Je serai prêt à mettre mon siège en jeu, à demander une enquête royale. Il n'y a rien de fondé dans cette accusation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais est-ce que le député provincial de Beauce ne s'occupe pas des accusations portées par son collègue libéral fédéral?

**M. Fortin (Beauce)** dit faire partie de ceux qui, l'an dernier, ont approuvé le bill Arcand qui prévoit l'extension des contrats collectifs, lequel a d'ailleurs rencontré l'assentiment général, et il félicite chaleureusement le ministre pour le succès obtenu à l'intérieur d'une seule année.

J'ai été un de ceux qui ont appuyé cette loi, laquelle a d'ailleurs rencontré l'assentiment général.

Les compagnies qu'on appelle des trusts, qui ont lutté contre l'adoption de la loi, ont été obligées d'augmenter leurs salaires d'une façon considérable. Les salaires ont été augmentés de \$45,000<sup>3</sup> dans la Beauce et de \$3,000,000 dans la province, à cause de cette loi. Cependant, je demande qu'on porte attention dans des amendements aux imbroglios qui peuvent s'élever entre les industries rurales et celles des villes, de sorte à protéger les industries qui se sont établies dans les comtés ruraux, au prix de sacrifices immenses de la part des habitants des endroits. Les gens ont investi leurs épargnes dans ces industries, afin de créer de l'emploi dans les villages et pour que des marchés puissent être constitués pour les cultivateurs.

Dans son propre comté de Beauce, les profits de l'industrie de la chaussure ont été remarquables. On retrouve un établissement à Vallée-Jonction, un autre à Saint-Joseph de Beauce, et, suite à l'application de la loi Arcand, tout cela a permis à quelque 1,200 personnes d'éviter le chômage. Malheureusement, certaines défectuosités de la loi ont mis aux prises certaines de ces industries avec d'autres de la ville: il faudrait les délimiter de telle façon que ces causes de litiges disparaissent. Il faudrait peut-être corriger quelque peu la loi, de manière à ce que ces nouvelles industries soient protégées.

Il souhaite également que l'on étudie la question. Peut-être le gouvernement et la Législature pourraient-ils envisager la création d'un ministère du commerce, afin que les industries ainsi établies puissent se stabiliser. De toute façon, le gouvernement devrait étudier, dès la présente session, la question de créer un ministère du commerce et de l'industrie.

Quand on voit que M. Bennett est devenu, non seulement libéral, mais socialiste, je me demande ce que ses partisans d'ici vont faire et comment ils vont concilier leurs progrès avec leurs traditions.

La province doit rester fidèle aux principes qui l'ont guidée depuis l'aurore du siècle: "ce passé magnifique est un gage d'avenir", dit-il.

(Longs applaudissements à droite)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Un signe de l'approche des élections, c'est que le gouvernement s'intéresse aux cultivateurs et aux ouvriers.

Ça fait longtemps qu'on parle des cultivateurs dans cette Chambre. Le gouvernement n'est pas sérieux. S'il l'avait été, il n'aurait pas réduit, depuis deux ans, le budget de la colonisation, réduit les

primes, réduit le budget de l'agriculture. Il est évident que, s'il fait un effort cette année, c'est parce qu'il veut rentrer dans ses fonds après les élections. Le gouvernement aussi pouvait dépenser ses \$10,000,000 sans faire un congrès, sans mobiliser toutes les sommités! Il le savait qu'il fallait faire de la colonisation. Mais le premier ministre prépare ses élections.

Ça fait longtemps que l'opposition demandait cela: le gouvernement n'avait qu'à écouter nos discours, il n'aurait pas eu besoin de tenir ce grand congrès pour trouver des colons, ni pour dépenser \$10,000,000, ni pour décider si nous avons des terres disponibles. C'est un beau mouvement d'élections, après quoi, le gouvernement cherchera à rentrer dans ses fonds s'il est élu. Si on aime tant les cultivateurs, qu'on leur aide donc par tous les moyens possibles, au lieu de faire rien que des discours et des promesses.

Le gouvernement a pris la loi des accidents du travail comme cheval de bataille, pour les dernières élections, mais dès la première session, il l'a sabotée. Cette année, le gouvernement apporte un peu d'adoucissement. Le gouvernement rétablit quelques avantages enlevés aux ouvriers, mais il ne leur redonne pas le libre choix du médecin. Aujourd'hui, c'est le médecin de la Commission qui décide si l'accidenté doit reprendre le travail. Il y a des ouvriers qui ont été maltraités. Mais ici encore, voici un indice d'élections prochaines. C'est la même vieille rengaine. À la veille des élections, le gouvernement fait des concessions, ensuite on apporte des changements, puis, quand revient le temps des élections, on fait encore plus de concessions aux travailleurs pour gagner des votes. Je n'ai rien contre les promesses des libéraux, mais elles se terminent toujours en trahison de la population. L'ouvrier, qui a le cœur à la bonne place, va se souvenir de ses intérêts négligés.

Les contrats collectifs, maintenant. Cette loi est acceptable; c'est un peu mieux que rien. Je suis assez juste pour l'admettre. L'industrie de la chaussure était rendue à un point que les ouvriers ne pouvaient plus vivre; les industries s'en allaient dans les campagnes, parce que la main-d'œuvre était meilleur marché là que dans les villes. La loi de l'extension juridique des contrats du travail devrait servir à empêcher l'exploitation de la main-d'œuvre qui se fait communément à la campagne, car nombre d'industries vont à la campagne simplement pour trouver une main-d'œuvre que l'on paie à des prix de famine, au détriment des ouvriers et des industries de la ville en général, et surtout au détriment des patrons qui, eux, paient des salaires raisonnables.

Dans le discours du trône, il n'est pas question des pensions de vieillesse. J'ai été surpris de voir qu'on a oublié nos vieillards encore une fois. Pourquoi le gouvernement ne nous la donne-t-il pas, cette loi? Notre province est la seule à ne pas vouloir l'adopter. Pourquoi? Le député de Québec-Est dit que le libéralisme consiste à être généreux. Il était fier de dire que la loi des pensions aux vieillards était une loi libérale. Mais je crois que les nouveaux libéraux vont être plus à la mode.

Comment se fait-il que le premier ministre disait qu'il n'avait pas besoin du fédéral? Tous ceux qui parlent de M. Bennett, dans cette Chambre, je voudrais bien les voir face à face avec lui. Qu'ils aillent donc lui dire à lui-même ce qu'ils disent ici! Après cela, vous passez votre temps à crier après lui, à lui demander de l'argent. Puis, quand ça va mal au provincial, vous dites que ça dépend de M. Bennett. Messieurs de la droite, tâchez donc de prendre vos responsabilités. C'est comme dans la Beauce: le député de Beauce (M. Fortin) dit que ça va très bien, et cependant M. Lacroix dit que ça ne va pas si bien que cela.

Le gouvernement tergiverse et fait perdre à la population des sommes importantes. Au lieu de critiquer le gouvernement Bennett qu'il fasse donc des bonnes lois. Puis qu'il se dépêche donc. Faites comme M. Bennett. Vous allez voir que ça ne lui prendra pas de temps, lui, pour réaliser ses réformes! Vous autres, vous n'avez pas encore réalisé vos promesses de 1897. Les promesses, ça fait un temps, mais le peuple finit par se lasser de cela. D'ailleurs, il y a des libéraux qui sont fatigués du régime, et ils veulent fonder un nouveau parti.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Bertrand) demande une législation sociale, qui profite à toutes les classes de la société.

Le gouvernement, poursuit-il, est du côté des trusts, au sujet de l'électricité, et il ne pense pas du tout au consommateur. Il l'a clairement prouvé, lorsque la ville de Québec a voulu se libérer de l'emprise du trust électrique. Le rapport de la Commission Lapointe est attendu avec grand intérêt par tout le monde, et encore plus, si l'on sait l'ardeur dont a fait preuve l'honorable M. Lapointe dans la défense des gens de Québec, lorsqu'il a lutté en vain pour obtenir du gouvernement un droit qu'ont aujourd'hui toutes les autres municipalités de la province, soit celui de la municipalisation de l'électricité.

Il termine en demandant au gouvernement de construire un canal d'égout pour la ville de Québec qui n'a pas le moyen de le faire, égout qui partirait du Pont Sainte-Anne pour se rendre jusqu'au cimetière Saint-Charles.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 h 15.

---

## NOTES

1. *L'Événement* du 17 janvier 1935, à la page 9, écrit "4 années".
2. *L'Action catholique* du 17 janvier 1935, à la page 9, et *Le Devoir* du 17 janvier 1935, à la page 12, écrivent "de roulant".
3. \$47,000, selon *The Gazette* du 17 janvier 1935, à la page 17.



Séance du jeudi 17 janvier 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de deSalaberry Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Mathilda Hatt, de feu Marie-Amélie-Élizabeth Hatt et de feu Louis-Dezery Beaubry (M. Bercovich);

- de Pierre-Paul Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'étude du droit sans examen (M. Desmarais);

- de la corporation du village de Sainte-Angèle de Laval, demandant l'adoption d'une loi réglementant le passage entre la cité des Trois-Rivières et ledit village (M. Gaudet);

- de la cité de Montréal demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fauteux);

- de Wabasso Cotton Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution de la cité des Trois-Rivières du 7 janvier 1935 (M. Grant);

- de Sarsfield Malone, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier son mariage et son contrat de mariage avec dame Marie Poliquin (M. Power);

- du révérend Henry Keane, S. J., et autres, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de consolider la loi de la province du Canada incorporant l'université de Regiopolis et pour définir les pouvoirs de ses administrateurs (M. Taschereau, Bellechasse).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélanger);

- de Ferdinand Bouffard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond (M. Desmarais);

- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente consentie par ladite compagnie et John F. C. Ward, devant E. W. H. Philips, notaire, le 17 février 1919 et pour autres fins (M. Plante);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rhéaume);

- de la cité de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rhéaume);

- de C.-E. Martin, maire de la ville de Louiseville, et J.-Miville Lesage, greffier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Louiseville (M. Thisdel).

### Rapports de comités:

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Clémentine Minquet, dite sœur Louise-de-Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie;

- de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de dame Graziella Laurier, épouse de J.-Henri-W. Renaud, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier;

- de Dominion Corset Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de Compagnie Amyot limitée;

- de Quebec Paper Box Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de Compagnie Dorchester limitée;

- de Charles-L. Normandin, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec de l'admettre à la pratique de sa profession;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Sœurs des Sacrés-Cœurs  
de Jésus et de Marie**

**M. Authier (Abitibi)** demande la permission de présenter le bill 79 constituant en corporation Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie du chemin de fer  
Roberval-Saguenay**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charles-L. Normandin**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 109 autorisant l'association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Quebec Paper Box  
Company**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 80 modifiant la loi constituant en corporation Quebec Paper Box Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester limitée".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dominion Corset  
Company**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 81 modifiant la loi constituant en corporation Dominion Corset Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot limitée".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
C.-H. Laurier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 88 concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 16 janvier, sur la motion proposée le mercredi 9 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Je veux tout d'abord féliciter le nouveau lieutenant-gouverneur et je le fais avec d'autant plus de plaisir que c'est un de nos anciens compagnons d'armes. Je désire féliciter aussi le Président de cette Chambre (l'honorable M. Bouchard) qui s'est occupé de la question de l'électricité, et il a fait dans notre province une campagne, non pas de politicien, mais d'homme d'État, non en cherchant à pêcher des votes, mais animé du plus vif souci du bien public. Il a rendu de grands services à sa province et aux municipalités. Et je fais une grande différence entre les hommes qui s'occupent de l'intérêt public, par amour du bien public, et ceux qui parcourent la province en quête de succès faciles auprès des électeurs, en dénigrant la province et leurs adversaires, pour s'attirer simplement des votes et essayer d'impressionner les travailleurs.

Nous sommes à la veille des élections provinciales. Je ne suis pas dans le secret des dieux, cependant je me rappelle la naissance du grand mouvement nationaliste en 1911 dont je faisais partie. Il y avait dans ce mouvement des hommes

comme Lamarche, Patenaude, Bourassa, Laflamme. Cependant, après des débuts à grands fracas, ces gens ont échoué dans leur tentative de renverser le gouvernement Gouin.

Aujourd'hui, d'après l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) voilà que dans notre province nous avons un nouveau chef politique, c'est le chef du parti l'Action libérale nationale. C'est la première fois qu'on a mentionné son nom dans cette Chambre. Nous serons donc en présence de quatre partis: les trois mousquetaires, les vrais libéraux, les vrais conservateurs et les libéraux nationaux. Or, il y a dans la province, qu'on ne s'y trompe pas, deux grands partis, le Parti conservateur et le Parti libéral.

Je le dis au profit de ceux qui combinent et font campagne contre le gouvernement, et je le dis par expérience des choses de la politique: on se rendra compte, aux prochaines élections, que le peuple votera pour M. Taschereau ou pour le chef conservateur, mais ignorera les autres néophytes. La plupart selon moi, dit-il, voteront libéral, comme ils le font depuis 1897, puisque de manière générale les conservateurs sont des gens intelligents et ils l'ont prouvé en votant libéral durant toutes ces années. Je dirai à ces messieurs de ne pas avoir trop confiance dans leurs succès.

(Applaudissements à droite)

Le peuple leur répètera la chanson qui se termine par "Test ben trop petit, mon ami".

(Applaudissements à droite)

Le député de Québec-Est (M. Drouin) veut abolir le Conseil législatif ou du moins le remplacer par un conseil économique. C'est une suggestion facile à faire, mais pas facile à réaliser, car il faut tout de même que les conseillers votent leur déchéance. Quand on fait des avancés de ce genre, on doit avoir des amis au Conseil, car d'après l'Acte de l'Amérique du Nord, le Conseil ne peut s'abolir que par son propre vote. Si les amis du député de Québec-Est sont sincères, qu'ils commencent donc par donner l'exemple et qu'ils résignent. On verrait après.

Que certains conseillers fassent comme fit autrefois M. Taillon et M. Desjardins, qu'ils démissionnent et aillent au peuple aux prochaines élections et qu'ils énoncent publiquement leur position. Qu'ils aient le courage de leur nouvelle conviction. Il est facile de se retrancher derrière un siège de conseiller législatif pour insulter celui qui nous a mis au monde. Il est plus courageux, lorsqu'on veut attaquer ses amis politiques, d'abandonner un siège sûr et de se présenter devant le peuple. Mais ces mouvements ne sont pas nouveaux.

(Applaudissements à droite)

Les bleus et les rouges, suivant qu'ils sont dans l'opposition, dénoncent le Conseil législatif, crient à la réforme, puis, une fois au pouvoir, la seule réforme qu'ils apportent, c'est de nommer leurs propres gens. C'est la même chose qu'à Ottawa. Libéraux et conservateurs ont réclamé à tour de rôle l'abolition du Sénat. Les seules réformes qui se sont faites ont été la nomination de nouveaux sénateurs par le parti au pouvoir. Les amis du député de Québec-Est, les conseillers en question, doivent venir à Shawinigan, tenir une assemblée. J'espère qu'ils me feront l'honneur de m'y inviter.

(Applaudissements à droite)

Quand un parti fait bien, ses adversaires trouvent naturellement que tout va mal. Je félicite l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) du succès de son congrès et je suis certain qu'il sera digne de la confiance que le premier ministre lui a témoignée. Le congrès de colonisation était excellent. Mais tout ça paraît trop profond pour que le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) le comprenne. Le nouveau ministre de la Colonisation aidera grandement sa province et je lui promets la collaboration de la députation pour l'exécution de son programme.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a fait un discours d'homme d'État. Il dirige avec succès son département. Il n'y a pas de politacillerie dans le ministère de l'Agriculture. C'est la plus belle organisation qui puisse exister et le ministre de l'Agriculture a su s'entourer de jeunes hommes remarquables (et) dévoués. Si, le ministre de la Colonisation peut arriver à s'entourer d'hommes aussi capables que ceux qui entourent le ministre de l'Agriculture, ça sera un succès convenable.

Dans le Parti libéral national, il y en a un là-dedans qui a été ministre au provincial, sans portefeuille, tout comme le ministre de la Colonisation l'a été. Il a été jugé et promu. L'autre, M. Ouellet, a été jugé à sa valeur par ses collègues du cabinet, mais il a été casé, avec un autre ami, pour le restant de ses jours au Conseil législatif. Ils ont été jugés par un homme qui veut le bien de sa province. Et on va prétendre que ces gens-là vont venir dire au gouvernement ce qu'il doit faire.

On reproche au premier ministre de ne pas assez faire pour l'agriculture et la colonisation. Mais, donnez-nous donc les moyens de trouver de l'argent! Je viens à Québec toutes les semaines dans l'intérêt de mon comté. Je trouve toujours le premier ministre à son poste. Il travaille avec une énergie inlassable. Il comprend l'intérêt de notre province. Un jour, je lui disais: "Pourquoi n'empruntez-vous pas?"

Il me répondit: "Avant d'emprunter, nous allons essayer de boucler. Il faut sauver, maintenir le crédit de la province". Si le gouvernement taxait trop lourdement l'industrie et le commerce déjà en déficit, il faudrait alors taxer les cultivateurs. C'était là une éventualité qu'il fallait à tout prix éviter.

Il (M. Frigon) promet qu'il sera réélu dans son comté aux prochaines élections parce que les électeurs ont confiance au programme du premier ministre.

On dit que le premier ministre est l'ami des trusts. Je ne suis pas de cet avis. En 1911, au temps où j'étais maire de Shawinigan et président de la commission scolaire de l'endroit, les compagnies demandaient des exemptions de taxes scolaires. Je suis venu à Québec voir M. Tessier, alors ministre de la Voirie, puis M. Gouin, pour trouver un moyen de bloquer ces manœuvres, pour obtenir que les commissaires d'écoles n'aient pas le droit d'accorder des exemptions de taxes scolaires aux grosses compagnies. Tous deux ne savaient pas comment faire. C'est le procureur général du temps (l'honorable M. Taschereau) qui résolut la difficulté en faisant voter une loi qui défend aux commissions scolaires d'accorder des exemptions de taxes. Sir Lomer Gouin s'y opposait au début, mais il finit par l'accepter.

C'est le premier ministre qui a lancé un défi aux manufacturiers de papier pour les forcer à vendre le papier à un prix raisonnable. Aussi, le papier se vend à \$45 la tonne au lieu de \$40, ce qui a entraîné des augmentations de salaires considérables. Ce n'est pas là le fait d'un trustard.

Nous avons, dans la région de Trois-Rivières, la Canada Paper Corporation, qui amalgame la Belgo, la Wayagamack et la Laurentide. Or, les bureaux de ces compagnies ont été transportés dans l'édifice de la Sun Life, où ils occupent une superficie trois fois large comme le parquet de la Chambre, avec des employés dont certains sont des fils de banquiers et de gros richards qui retirent de gros salaires pendant qu'on laisse les ouvriers en arracher, à peu près pour rien à la sueur de leur front. Chacune des trois compagnies amalgamées dans la Canada Paper avait auparavant ses bureaux dans les endroits où elles opéraient. Comment voulez-vous qu'on augmente les salaires des ouvriers, quand on laisse se continuer un tel état de choses? Je ne sais s'il appartient au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial d'y voir.

La commission des bûcherons a fait du bien. Elle a réussi cette année à faire respecter les engagements pris envers les bûcherons pour un salaire de \$30 par mois. Mais on a trouvé un détour

pour éluder les engagements. On engage les bûcherons avec un cheval, mais quand arrive le temps de payer et le salaire du bûcheron et les frais d'entretien du cheval, on ne veut payer que \$30 de salaire au bûcheron. Les compagnies lui répondent qu'elles n'ont pas d'affaires à ça. C'est un nouveau truc pour ne pas payer les bûcherons et, dans de telles circonstances, le bûcheron sort de la forêt à la fin de la saison, sans avoir un sou vaillant.

Ce sont les sous-entrepreneurs qui prennent les contrats à des prix impossibles, qui sont surtout cause de malaise. Ils se reprennent sur les bûcherons, qui peinent et qui ne reçoivent presque rien. Avant que la Législature soit dissoute, j'aimerais que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) a parlé de l'enquête sur le charbon, et il a critiqué le gouvernement de n'avoir pas poursuivi le trust du charbon avec plus de vigueur. Mais le député de Saint-Sauveur est membre de la Commission du port de Québec. Il a loué les quais aux compagnies du sénateur Webster qui fait le trust.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je proteste M. le Président. Je soulève un point d'ordre, je ne loue pas de quais. C'est la Commission qui s'est engagée.

Non seulement, je n'ai pas loué les quais à ces compagnies mais j'y étais opposé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce que la Commission en a loués, oui ou non?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je ne le sais pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Comment! Vous ne me ferez pas croire que vous ignorez ce qui se passe à la Commission du port. L'honorable député de Saint-Sauveur n'est-il pas membre de la Commission du port qui loue les quais?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Oui, mais je ne sais pas à qui tous les quais sont loués. Ces baux ne sont pas des baux d'un an. Ça peut dater de 25 ou 30 ans; il y a des quais qui étaient loués au temps des libéraux et je vous le prouverai.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** L'honorable député de Saint-Sauveur est membre de la Commission du port qui loue les quais de Québec à la combine et il

ose traiter le premier ministre de trustard. Le 1<sup>er</sup> mai 1931, la Commission a loué à la Canadian Import, qui fait partie du trust du charbon, 114,700 pieds carrés; le 12 octobre 1931, elle a loué pour 15 ans, 125,000 pieds carrés de quai à la Nova-Scotia Coal Company, aussi du trust du charbon; elle a loué 63,000 pieds carrés de quai à la Dominion Coal Company et 230,000 pieds carrés pour plusieurs années à la Canadian Import. C'est au point qu'on ne peut pas introduire du charbon à Québec venant des compagnies indépendantes parce que la Commission du port a monopolisé les quais au profit du trust du charbon. Ce sont ces gens-là ensuite qui viennent accuser le gouvernement de la province, le premier ministre, de favoriser les trusts. Après une argumentation aussi irréfutable, qui, peut-on dire à présent, est le véritable ami et protecteur des trusts?

Le député de Saint-Sauveur, au lieu de barboter trois quarts d'heure, comme hier soir, au sujet de la rivière Saint-Charles, dans laquelle il veut faire passer les bateaux, aurait mieux fait de rectifier cette situation. Il n'a pas parlé des quais.

(Applaudissements à droite)

Il reproche au gouvernement de ne pas dépenser \$4,000,000 pour l'élargissement de la rivière. Pensez-vous que les députés ruraux vont laisser le député de Saint-Sauveur barboter \$4,000,000. Les ruraux ne sont pas prêts à donner tous les octrois et l'argent aux gens des villes.

Le député de Saint-Sauveur a critiqué la loi des accidents du travail. Si le gouvernement a réduit quelque peu des indemnités, et ce temporairement, c'est parce que l'industrie ne pouvait pas payer plus. On ne peut quand même pas ruiner l'industrie pour augmenter les indemnités outre mesure. Il faut procéder avec jugement. Il eût été préférable que l'accidenté eût le choix de son médecin. Très bien. Nous discuterons cette question, et je voterai pour ce choix du médecin par l'ouvrier.

Les conservateurs essaient de soulever l'opinion publique, pour faire oublier les promesses de M. Bennett. Vous ne pourrez pas nous parler du beurre à 50 cents la livre, comme en 1930, aux prochaines élections.

(Applaudissements à droite)

On veut des pensions de vieillesse. Malgré ses promesses, M. Bennett n'a pas payé le coût total des pensions de vieillesse. Vous venez reprocher au ministre de ne pas avoir passé cette loi. Si nous avons passé cette loi, où aurions-nous pris les millions? Que l'on donne au gouvernement le moyen de trouver de l'argent et nous passerons la loi. Le gouvernement donnera des pensions, quand il aura

pourvu à ses besoins essentiels. Commençons par trouver de l'argent, sans que ce soit au détriment de la classe agricole et de la classe ouvrière.

On a parlé du capitalisme américain. Les auteurs du mouvement de M. Gouin affirment que les grandes compagnies sont des voleurs. Je défie qui que ce soit de venir faire une telle affirmation dans mon comté. La compagnie a fondé une ville de 5,000<sup>1</sup> âmes. Sait-on que les compagnies établies à Shawinigan payent \$333,027<sup>2</sup>, de taxes par an à la municipalité?

Que cette compagnie électrique, la Shawinigan, emploie des milliers d'employés? C'est pour cela que je serais opposé à l'étatisation de l'électricité. Si on ne le sait pas, que les nouveaux prophètes viennent à Shawinigan et m'invitent à leur répondre! Je préfère un député qui reste dans son comté et s'occupe de ses électeurs à un autre qui parcourt la province pour pêcher des votes ou barboter dans la rivière Saint-Charles.

Il (M. Frigon) rappelle que le premier ministre a fait payer les grosses compagnies. Il rend hommage à la bonne administration du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault). Dans mon comté, le gouvernement a enlevé 40,000 carrés à la Canada Paper pour servir de réserve pour bois de construction et de chauffage, et ce, à ma demande.

Je mets les gens en garde contre ceux qui disent: Nous allons d'abord battre Bennett, puis Taschereau. Ce sont des bleus qui parlent comme ça. Si on pense nous emplir avec des histoires de ce genre, on se trompe. Les électeurs vont garder le gouvernement Taschereau. Les cultivateurs de Québec ne sont pas des fous! Ça fait 37 ans qu'ils nous maintiennent au pouvoir. Ils ne sont pas pour changer cette année.

Mais, comme le disait Paul-Émile Lamarche, plus un gouvernement fait bien, moins l'opposition est contente. Il y a une grande différence entre l'homme d'État qui se place au point de vue de l'intérêt de la province et le politicien qui ne cherche qu'à recueillir des votes. La province en fait une grande différence.

Je tiens à féliciter l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) pour la manière digne dont il conduit l'opposition.

(Applaudissements de la Chambre)

L'honorable chef de l'opposition est aidé par de jeunes lieutenants, parmi lesquels je veux saluer tout particulièrement l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), fils d'un ancien chef de l'opposition en cette Chambre, aujourd'hui ministre des Postes à Ottawa.

L'an dernier, un des mousquetaires s'est permis des observations regrettables à l'égard de l'honorable député de Deux-Montagnes. Il me semble que les mousquetaires pourraient s'exempter d'insulter des jeunes gens qui ont devant eux un brillant avenir, comme mon honorable ami de Deux-Montagnes.

(Applaudissements à gauche)

**M. Élie (Yamaska)** se lève et propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique):

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

Cependant, tout en constatant que le gouvernement paraît enfin disposé à appuyer certains projets préconisés par l'opposition, nous exprimons des respectueux regrets que le discours du trône ne reconnaisse pas la nécessité, qui s'impose depuis plusieurs années, d'adopter diverses mesures, entre autres:

a. Pour assurer le maintien des cultivateurs sur la terre;

b. Pour orienter la législation et l'administration de la province vers la sauvegarde et la protection du capital humain et particulièrement vers la solution du problème très angoissant de l'établissement de notre jeunesse, qui constitue nos forces de renouvellement, de laquelle dépend notre avenir, et qui a droit de compter, pour remplir sa mission essentielle, sur toutes les ressources de la province et sur notre patrimoine national;

c. Pour mettre fin au mouillage du capital action des compagnies constituées en vertu de la loi de la province;

d. Pour instituer, sans plus de retard, un conseil consultatif, impartial, représentant toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province.

**Des voix de l'opposition:** Adopté!

**Des voix ministérielles:** Rejeté!

L'amendement est mis aux voix.

**M. Barré (Rouville)** se lève.

**Des voix:** Chapeau! Chapeau!

(M. Guertin (Hull) va emprunter un chapeau gris qu'il passe au député de Rouville (M. Barré). Comme on va prendre le vote, le député de Rouville coiffe le chapeau.)

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, avant le vote, je tiens à expliquer mon vote...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Après le vote, après le vote. L'honorable député ne peut s'expliquer maintenant. (Souriant) Gardez votre chapeau.

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** M. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), David, Desmarais, Duffy, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Plante, Poulin, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 45.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. l'Orateur:** La question est maintenant sur la motion principale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Regardant le chef de l'opposition) Vote?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non.

La motion est adoptée. L'adresse est en conséquence adoptée.

**M. Barré (Rouville)** se lève, remet son chapeau: M. l'Orateur, je tiens à expliquer mon vote...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **plusieurs députés:** Ah non... ah non, C'est fini!

**M. l'Orateur:** Je ne sais pas si l'honorable député a le droit de parler maintenant.

**M. Barré (Rouville):** Au commencement du vote, on m'a dit d'attendre pour parler que le vote fût pris. On m'a laissé prendre le vote et maintenant on ne veut pas me permettre de m'expliquer. C'est un privilège dont on a des précédents.

**M. l'Orateur:** Sur quel article se base l'honorable député?

**M. Barré (Rouville):** Je m'expliquerai plus tard.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La motion principale a été votée et l'amendement défait. Un député a le droit d'expliquer pourquoi il ne vote pas. Or, vous avez voté en faveur de l'amendement. Si vous avez droit d'expliquer votre vote, tous les autres députés ont droit d'en faire autant et alors le débat va recommencer perpétuellement. D'ailleurs le député de Rouville aura l'occasion au cours de la session d'expliquer son vote, si son vote a besoin d'être expliqué. Je comprends qu'il éprouve le besoin de l'expliquer.

(Rires à droite)

**M. l'Orateur:** Vous pouvez soulever un point d'ordre pendant le vote, mais pas le discuter.

**M. Guertin (Hull):** On a dit à ce dernier d'attendre puis on lui dit qu'il n'a pas le droit de parler. On ne nous a pas donné le temps de nous expliquer et de nous renseigner sur la procédure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député de Rouville aurait pu expliquer son vote avant que nous ayons commencé à voter. Il aurait eu le temps pendant que vous envoyiez chercher le chapeau. (Rires)

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Rouville ne peut vraiment pas expliquer son vote maintenant...

**M. Guertin (Hull)** remet à un page le chapeau qu'il avait emprunté d'un spectateur.

#### **Demandes de renseignements**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se plaint du retard apporté à répondre aux demandes de renseignements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'est pas d'usage de donner suite aux demandes avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

#### **Dora MacLaurin**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier**

**M. Lortie (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Fonds d'amortissement de Coaticook**

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession J.-B. Learmont**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph-B. Learmont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Senneville**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 constituant en corporation le village de Boisbriant soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Norman Vineberg**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Titres de R. Cardinal-Painchaud  
et A. Cardinal**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte de Joliette**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 refondant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Perception de taxes  
à Montréal-Sud**

**M. Béique (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**J.-E. Livernois limitée**

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la charte de J.-E. Livernois limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Bureau des commissaires  
d'écoles catholiques de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 350**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Demandes de documents:****Correspondance sur le problème  
de l'électricité**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de toutes ou de toute correspondance, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1934, envoyés ou échangés par ou entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres, officiers ou employés et l'honorable Ernest Lapointe, messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald, et se rapportant au problème de l'électricité en cette province.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
Commission de l'électricité**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1934, et se rapportant à la Commission relative au problème de l'électricité et composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
loi des accidents du travail**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur



le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 3 avril 1931 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant à la loi des accidents du travail, 1931, 21 George V, chapitre 100, et à tous ses amendements à date.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
loi relative aux passages à niveaux**

**M. Béïque (Chambly)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveaux, 19 George V, chapitre 8.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
emprunts temporaires**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
loi de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 24 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 George V, modifiant la loi de l'assistance publique de Québec relativement aux fonds de l'Assistance publique.

Adopté.

**Ordres en conseil sur taxes, permis ou licences  
concernant les compagnies d'assurances**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
exportation du bois ou de la pulpe**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Adopté.

**Ordres en conseil, contribution annuelle,  
article 72, chapitre 100, 21 George V**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier 1934, et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévue par l'article 72, chapitre 100, 21 George V.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
loi des terres et forêts**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur),

qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 15 avril 1934 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant à loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts, 24 George V, chapitre 19.

Adopté.

**Certificats du ministre de la Voirie,  
19 George V, chapitre 32**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques des certificats du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, depuis le 8 février 1934 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
établissement des fils de cultivateurs**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province.

Adopté.

**Documents relatifs aux octrois  
du fonds de l'assistance publique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous les documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'assistance publique.

Adopté.

**Nomination de l'Orateur suppléant  
et président des comités pléniers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, j'ai l'honneur et je suis particulièrement heureux de proposer, secondé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que M. Hector Authier, député pour le collège électoral de l'Abitibi, soit élu président des comités pléniers de la Chambre. Je n'ai pas besoin, j'en suis sûr, de faire l'éloge de l'honorable député de l'Abitibi. Il est un travailleur infatigable, un député actif, dévoué et un des membres les plus intelligents et les plus assidus de cette Assemblée, et il possède toutes les qualités pour remplir le poste auquel je demande à la Chambre de l'élire. Je suis certain qu'il saura remplir ses fonctions avec le tact et toute l'impartialité qui le caractérisent. Il possède les connaissances que l'on exige d'un vice-président.

(Applaudissements prolongés de la Chambre)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends quelque peu les raisons de la motion de l'honorable premier ministre. Le député d'Abitibi est depuis longtemps membre de l'Assemblée législative. L'opposition ne peut s'empêcher de reconnaître les qualités dont il est doué. Il est un des députés les plus studieux et les plus assidus de cette Chambre. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas les mêmes convictions politiques que nous ne lui reconnaitrions pas ses qualités. On a parlé de lui comme sous-ministre<sup>3</sup> de la Colonisation. On disait, étant donné sa grande expérience dans ce domaine (et) (comme) habitant de l'Abitibi, qu'il connaît admirablement ce pays de colonisation et que, dans l'éventualité d'une vacance, il devrait pouvoir mettre ses connaissances à la disposition de la province. Mais ce n'est pas ce qui a eu lieu. Les prévisions ne se sont pas réalisées. À tout événement, nous souhaitons au nouveau vice-président tout le succès possible dans ses fonctions et je l'en félicite sincèrement. La position qu'il va occuper est importante. Nous sommes assurés qu'il les remplira avec justice, avec l'impartialité nécessaire et toute la dignité qu'elles commandent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous n'aurez que des compliments à lui faire.

**Subsides**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

pour **L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable

M. Perrault), que le 23 janvier 1935<sup>4</sup>, cette Chambre se forme en comité des subsides pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends qu'il s'agit d'une simple formalité mais, avant l'étude des subsides, nous devrions avoir les comptes publics.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous les aurons bientôt.

La motion est adoptée.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que le 23 janvier 1935, que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45.

---

#### NOTES

1. *The Quebec Chronicle* du 18 janvier 1935, à la page 3, écrit 20,000, se référant de toute évidence au niveau de population de Shawinigan en 1935.

2. *La Presse* du 18 janvier 1935, à la page 13, et *L'Action catholique* du 18 janvier 1935, à la page 3, écrivent \$33,027.

3. *L'Action catholique* du 18 janvier 1935, à la page 3, est le seul journal à écrire "ministre".

4. *La Presse* du 18 janvier 1935, à la page 13, commente de la façon suivante: "On ne croit pas, cependant, que le discours du budget soit prononcé à cette date. Il est plus vraisemblable que l'honorable M. Stockwell prononcera le discours sur le budget le 29 ou le 30 janvier."



Séance du vendredi 18 janvier 1935

### Présidence de H. Authier

La séance est ouverte à 11 heures.

### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de deSalaberry Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Mathilda Hatt, de feu Marie-Amélie-Élizabeth Hatt et de feu Louis-Dezery Beaubry (M. Bercovitch);

- de Pierre-Paul Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude du droit sans examen (M. Desmarais);

- de la corporation du village de Sainte-Angèle de Laval, demandant l'adoption d'une loi réglementant le passage entre la cité des Trois-Rivières et ledit village (M. Gaudet);

- de la cité de Montréal demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fauteux);

- de Wabasso Cotton Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution de la cité des Trois-Rivières du 7 janvier, 1935 (M. Grant);

- de Sarsfield Malone, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier son mariage et son contrat de mariage avec dame Marie Poliquin (M. Power);

- du révérend Henry Keane, S. J., et autres, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de consolider la loi de la province du Canada incorporant l'université de Regiopolis et pour définir les pouvoirs de ses administrateurs (M. Taschereau, Bellechasse).

### Rapports de comités:

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Ferdinand Bouffard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond;

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de C.-E. Martin, maire de la ville de Louiseville, et J.-Miville Lesage, greffier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Louiseville;

- de l'hôpital Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par ledit hôpital.

### Approvisionnement et vente de lait

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Législature a adopté l'année dernière un amendement à la loi de l'industrie laitière passée l'année précédente avec la coopération de l'opposition. La Commission, en vertu de cette loi, a reçu le pouvoir de fixer le prix du lait. Elle a établi un prix de \$1.85 du cent livres pour Montréal. Depuis, j'ai appris, qu'afin d'échapper à l'obligation de payer le prix fixé, les distributeurs vont maintenant s'approvisionner en Ontario et causent ainsi du tort aux cultivateurs de la région de Montréal.

Il demande si le ministre de l'Agriculture a l'intention d'amender la loi de façon à donner à la Commission le pouvoir d'enrayer cette pratique. Quel moyen le ministre de l'Agriculture songe-t-il à prendre pour réprimer ces abus?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je regrette de n'avoir pas à ma disposition les chiffres exacts sur la quantité de lait achetée en Ontario. Je ne crois pas qu'elle ait sensiblement augmenté. Dans la loi nous avons spécifié que les distributeurs ne peuvent pas vendre de lait, à moins de l'avoir acheté au prix fixé par la Commission. Il se peut qu'il y ait des abus. Je puis assurer l'honorable chef de l'opposition que la Commission s'efforcera de les réprimer dès qu'ils auront été portés à sa connaissance.

### **Saint-Denis-de-Brompton**

**M. Desmarais (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Louiseville**

**M. Thisdel (Maskinongé)** demande la permission de présenter le bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Obligations de l'hôpital Saint-Luc**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de LaSalle**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 98 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Lévis**

**M. Bélanger (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Agents de recouvrement**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), la permission de présenter le bill 171 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Travail des femmes**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), la permission de présenter le bill 172 concernant le travail des femmes et des filles.

Le bill concerne la limitation du travail des femmes dans l'industrie, le commerce et les bureaux. La mesure fera en sorte que, dans toutes les classes d'activités, exception faite bien sûr du service domestique et de l'aide agricole durant la saison forte, les femmes seront exclues de l'embauche, à moins qu'il soit impossible de trouver un homme pour combler le poste.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Constituts et régime de tenure à Hull**

**M. Guertin (Hull)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), la permission de présenter le bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Dépôt de documents:**

### **Voirie et Mines, certificat du 15 octobre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 15 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 20)

**Voirie et Mines,  
certificat du 19 juillet 1932**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$258,484.49 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 juillet 1932, portant le no R-288 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 21)

**Voirie et Mines,  
certificat du 8 juillet 1932**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$172,402.05 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 8 juillet 1932, portant le no R-285 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 22)

**Voirie et Mines,  
certificat du 14 octobre 1933**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$135,415.41 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 14 octobre 1933, portant le no R-117 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;

4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 23)

**Voirie et Mines,  
certificat du 25 août 1932**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$101,821.12 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 25 août 1933, portant le no R-302 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 24)

**Voirie et Mines,  
certificat du 3 juillet 1930**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$110,433.63 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 juillet 1930, portant le no R-1 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 25)

**Voirie et Mines,  
certificat du 4 juillet 1930**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$165,364.89 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 4 juillet 1930, portant le no 3 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 26)

**Voirie et Mines,  
certificat du 11 septembre 1932**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$191,538.96 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 11 septembre 1932, portant le no R-308 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 27)

**Voirie et Mines,  
certificat du 28 avril 1930**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 28 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 28)

**Voirie et Mines,  
certificat du 10 septembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 10 septembre 1929, se rapportant à la somme de

\$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 29)

**Voirie et Mines,  
certificat du 22 juin 1931**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$226,330.82 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 22 juin 1931, portant le no R-143 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 30)

**Voirie et Mines,  
certificat du 16 août 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$150,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 16 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 31)

**Voirie et Mines,  
certificat du 14 janvier 1930**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la



Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 14 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 32)

**Voirie et Mines,  
certificat du 30 septembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 30 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 33)

**Voirie et Mines,  
certificat du 5 septembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 34)

**Voirie et Mines,  
certificat du 17 août 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de

\$150,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 17 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 35)

**Voirie et Mines,  
certificat du 3 septembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 36)

**Voirie et Mines,  
certificat du 16 décembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 16 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 37)

**Voirie et Mines,  
certificat du 21 octobre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$160,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 21 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 38)

**Voirie et Mines,  
certificat du 5 septembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$125,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 39)

**Voirie et Mines,  
certificat du 8 août 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 8 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 40)

**Voirie et Mines,  
certificat du 3 janvier 1930**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 41)

**Voirie et Mines,  
certificat du 21 septembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 21 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 42)

**Voirie et Mines,  
certificat du 23 décembre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 23 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 43)

**Voirie et Mines,  
certificat du 19 juin 1931**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$165,031.10 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 22 juin 1931, portant le no R-142 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 44)

**Voirie et Mines,  
certificat du 19 avril 1930**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 45)

**Voirie et Mines,  
certificat du 7 octobre 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 7 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;

4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 46)

**Voirie et Mines,  
certificat du 5 août 1929**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$150,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 47)

**Voirie et Mines,  
certificat du 9 janvier 1930**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 9 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des items la composant. (Document de la session no 48)

**Correspondance relative au congrès  
des éleveurs de renards, 1933-1934**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 6 avril 1934, pour copie de la correspondance de 1933-1934, relativement au congrès annuel des éleveurs de renards, tenu à Québec en janvier 1934, et correspondance et des rapports, relativement au service provincial des animaux à fourrure et de la Ferme expérimentale des animaux à fourrure de Québec. (Document de la session no 49)

**Code de procédure civile,  
article 749**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Actes et documents  
dans Bonaventure et Gaspé**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte  
de Longueuil**

**M. Béique (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sœurs des Sacrés-Cœurs  
de Jésus et de Marie**

**M. Authier (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 constituant en corporation Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie du chemin de fer  
Roberval-Saguenay**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Charles-L. Normandin**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 autorisant l'association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Quebec Paper Box  
Company**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 modifiant la loi constituant en corporation Quebec Paper Box Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester limitée" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Dominion Corset  
Company**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 modifiant la loi constituant en corporation Dominion Corset Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot limitée" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession  
C.-H. Laurier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

La Commission des écoles catholiques de Montréal demande à la Législature d'augmenter son pouvoir d'emprunt.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée<sup>1</sup>.

---

### **NOTE**

1. *L'Action catholique* du 18 janvier 1935, à la page 3, écrit que "la séance n'a guère duré plus d'un quart d'heure" tandis *Le Canada* du 19 janvier 1935, à la page 3, affirme qu'elle a duré une demi-heure.



Séance du mardi 22 janvier 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de Montréal-Est**

**M. Filion (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté sur division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé;

- bill 4 modifiant le Code de procédure civile, relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749.

**Code municipal,  
article 228**

**M. Élie (Yamaska)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 174 modifiant l'article 228 du Code municipal.

Par suite de la dévalorisation des propriétés, de la hausse de taxes, nombre de propriétaires ne peuvent plus occuper les charges de maire ou de conseiller municipal. La loi actuelle exige que, pour occuper ces charges, le contribuable ait une propriété de \$400, claire de toute obligation, hypothèque, etc. Le bill fera baisser de \$400 à \$200 le montant nécessaire pour la qualification d'un candidat aux charges municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ste. Anne Paper Company**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 9 pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la Ste. Anne Paper Company Limited et à ses prédécesseurs et ayants cause.

Il y a sept ou huit ans, la municipalité de Beaupré avait consenti à évaluer les propriétés de la compagnie à \$240,000<sup>1</sup> à condition que la compagnie construît et opérât un moulin à papier. Le moulin fut construit, mais il n'est pas en exploitation depuis deux ans. Nous voulons, par ce bill, que la compagnie paie ses taxes sur la pleine évaluation. Il n'est que juste que la compagnie, qui n'emploie plus personne dans ses moulins, paye la pleine valeur sur sa propriété foncière évaluée, je crois, à \$240,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le premier ministre ne passe-t-il pas aussi une loi pour supprimer la commutation de taxes consentie à la Quebec Power, dans le comté de Montmorency?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La Quebec Power n'a rien dans le comté de Montmorency.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si! Le gouvernement lui a accordé une commutation de taxes scolaires à Saint-Ferréol, dans le comté de Montmorency, il n'y a pas si longtemps.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faudrait aller voir aux Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Taxe d'hôpital**

**M. Élie (Yamaska)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 175 limitant la taxe sur les repas, appelée "taxe d'hôpital", dans les villages et les paroisses.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Un mot d'explication.

**M. Élie (Yamaska):** Mon but est d'exempter de la taxe d'hôpital, 5 % sur les additions, les hôtels de campagne (pour) ne taxer à l'avenir que les restaurants et les hôtels situés dans une ville de plus de quatre mille habitants et ayant plus de 60 chambres de location. Je considère que cette taxe nuit au tourisme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Racine**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), la permission de présenter le bill 176 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, intitulée: Loi constituant en corporation la ville de Racine.

Cette ville consiste actuellement en quatre ou cinq maisons, un concasseur de pierre et du barrage de la Chute-à-Caron. Elle a été constituée en 1928 par une loi de la Législature, à la demande de l'Alcoa Power. La compagnie voulait s'exempter de payer les taxes municipales et scolaires qu'elle aurait dû payer autrement à la ville de Kénogami-Jonquière. Lors de l'incorporation, le gouvernement élisait comme administrateurs de la ville un M. Reid, jusqu'à 1935, un M. Bolton, jusqu'à 1937 et un M. Pouliot jusqu'à 1933. Cette loi fut une criante injustice faite uniquement pour exempter l'Alcoa Power de toute taxe scolaire et municipale au détriment des petits contribuables de la ville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Dépôt de documents:**

#### **Correspondance sur le problème de l'électricité**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 janvier 1935, pour copies authentiques de

toutes ou de toute correspondance, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1934, envoyés ou échangés par ou entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres, officiers ou employés et l'honorable Ernest Lapointe, messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald, et se rapportant au problème de l'électricité en cette province. (Document de la session no 50)

#### **Ordres en conseil, loi des accidents du travail**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 janvier 1935, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 3 avril 1931, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant à la loi des accidents du travail, 1931, 21 George V, chapitre 100, et à tous ses amendements à date. (Document de la session no 51)

#### **Ordres en conseil, établissement des fils de cultivateurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province. (Document de la session no 52)

#### **Ordres en conseil, contribution annuelle, article 72, chapitre 100, 21 George V**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier 1934, et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévue par l'article 72, chapitre 100, 21 George V. (Document de la session no 53)

#### **Ordres en conseil, emprunts temporaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production



de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier, 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier, 1935, inclusivement, et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province. (Document de la session no 54)

#### **État financier, corporations scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 55)

#### **Statistiques de l'enseignement, 1933-1934**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre les *Statistiques de l'enseignement* pour l'année scolaire 1933-1934. (Document de la session no 56)

#### **Annuaire statistique, 1934**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre *Annuaire statistique, 1934*. (Document de la session no 57)

#### **Rapport de la commission de l'électricité, 21 janvier 1935**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission d'enquête sur l'électricité de la province de Québec, 21 janvier 1935, composée de l'honorable M. Ernest Lapointe, de M. Augustin Frigon et de M. George MacDonald. (Document de la session no 58)

J'ai un nombre limité de copies. Je vais en donner une copie à l'honorable chef de l'opposition et une autre à mon honorable ami le chef des mousquetaires - enfin mon honorable ami de Hull (M. Guertin)

Nous en aurons probablement d'autres copies au cours de l'après-midi. Nous ferons ensuite imprimer le rapport, et tous les députés pourront l'avoir d'ici quelques jours pour l'étudier.

(Un page porte une copie du rapport au député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Puis il en porte une autre et l'offre d'abord, par mégarde, au député de Rouville (M. Barré) qui lui dit de la donner au député de Hull (M. Guertin). Celui-ci refuse à son tour. (Rires) Il finit par accepter le rapport.)

#### **Questions et réponses:**

##### **Commission de l'électricité**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la Commission composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et George-C. Macdonald et se rapportant au problème de l'électricité en cette province:

1. En vertu de quelle loi ladite Commission a-t-elle été créée?

2. En vertu de quelle loi lesdits commissaires ont-ils été nommés?

3. Quand chacun desdits commissaires a-t-il été nommé?

4. À combien se chiffrent, à date, les dépenses payées ou payables par la province?

5. Combien la province a-t-elle payé à date à chacun desdits commissaires?

6. Combien sera payé à chacun desdits commissaires: *a.* Pour salaire ou émoluments? *b.* Pour dépenses?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1 et 2. En vertu d'aucune loi particulière, mais en vertu du droit et du devoir inhérents à tout gouvernement de se renseigner et de puiser aux meilleures sources pour guider sa politique pour le plus grand bien de la population.

3. Le 23 août 1934.

4. Dépenses payées, \$8,720.16. Dépenses à payer, les rapports sont encore incomplets.

5. Honorable Ernest Lapointe, M. Augustin Frigon, M. George C. Macdonald: \$1,500 chacun.

6. *a.* \$6,000 au président et \$5,000 à chacun des commissaires. *b.* Leurs dépenses réelles: les rapports sont encore incomplets.

##### **Comptes de banque de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province depuis le 3 avril 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés?

Dans l'affirmative:

2. Pendant combien de temps?

3. Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?

4. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?

5. À combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province, au sujet desdits comptes?

6. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond en anglais au chef de l'opposition.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** En français, en français.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** ne répond pas.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je demanderais à l'honorable trésorier de répondre en français.

**M. l'Orateur:** L'honorable trésorier a le droit de répondre en anglais. Les deux langues sont officielles dans le pays.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant au député de Saint-Sauveur, M. Bertrand) Certainement et vous pouvez parler anglais si vous le voulez. (Rires)

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.  
2. 281 jours.  
3. \$6,012,569.35.  
4. \$16,383,351.44.  
5. \$177,495.20.  
6. 4½ % par année au 31 octobre, 1934 inclusivement; et 4 % par année du 1<sup>er</sup> novembre, 1934, au 8 janvier 1935 inclusivement, sur les comptes à découvert dans les banques canadiennes; 3 % par année sur compte à découvert à Londres.

#### **Enregistrement des véhicules automobiles**

**M. Fisher (Huntingdon):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement:

1. Quel montant d'argent la province a reçu pour l'enregistrement de tous les véhicules automobiles?

2. Combien de véhicules automobiles de toutes sortes ont été enregistrés en vertu de la loi des véhicules automobiles?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$5,234,197.89.

2. Pour la même période, 165,286.

#### **Enregistrement des véhicules automobiles**

**M. Fisher (Huntingdon):** Du 1<sup>er</sup> septembre 1934 jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement:

1. Combien de véhicules automobiles de toutes sortes ont été enregistrés en vertu de la loi des véhicules automobiles?

2. Combien de ces véhicules automobiles ont été enregistrés à un prix réduit?

3. Combien de ces véhicules automobiles ont effectivement payé le prix avant le 1<sup>er</sup> septembre?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 5,229.

2. Aucune réduction accordée mais 3,715 ont été enregistrés en vertu de l'article 6 de la loi des véhicules automobiles, comme acquis après le 1<sup>er</sup> septembre, 1934.

3. 1,514 enregistrés comme acquis le, ou avant le 1<sup>er</sup> septembre 1934.

#### **Pension des juges et des magistrats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district.

Adopté.

#### **Juridiction du tribunal de Rimouski**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code de procédure civile, article 83**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Délai de prescription des précepteurs et instituteurs**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Travail des femmes**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 concernant le travail des femmes et des filles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, je ramène ce projet devant la Chambre dans le but de combattre l'envahissement progressif du travail féminin. Ce bill a pour but de restreindre autant que possible dans cette province, le travail des femmes, lorsque ce travail n'est pas nécessaire à leur subsistance ou à celle de leur famille, parce qu'il tend à laisser les hommes à la maison, ce qui n'est pas l'ordre logique.

(Applaudissements à quelques banquettes)

Je crois qu'il est urgent que nous adoptions une loi qui règlera les abus dont nous souffrons en ce domaine. Le principe de ce bill n'est pas d'enlever aux femmes le droit qu'elles ont, comme les hommes, à leur subsistance. Il est bien beau de faire des discours sur cette question mais, il faut en venir à une législation qui, sans être radicale, permettra aux pères de famille et aux jeunes gens qui chôment, par suite du manque d'emploi, de trouver de quoi s'occuper et gagner leur vie. Je veux que les patrons ne donnent la préférence qu'aux femmes ou filles qui auront prouvé leur nécessité de travailler. Que ces femmes aient des certificats signés par le curé, le maire, ou un échevin attestant qu'elles sont obligées de travailler. Cette loi s'applique pour le travail dans les établissements de commerce et d'industrie.

L'an dernier, la Chambre adoptait unanimement une motion pour déplorer l'envahissement du travail féminin qui avait pour résultat d'augmenter le chômage et empêcher l'établissement des jeunes gens. Le temps est venu pour les députés d'être logiques avec cette expression

d'opinion et de passer à l'action. Le grand principe qui a présidé à l'élaboration de la présente loi, c'est qu'il faut ramener un équilibre rationnel, de façon que la femme garde la place qui lui convient au foyer et dans ses occupations normales, pour que le chef de famille et les jeunes gens puissent trouver de l'ouvrage. J'ai été en butte à plusieurs attaques de la part de clubs et de ligues féminines pour avoir exprimé mes opinions sur cette brûlante question. Il est toujours agréable que les femmes s'occupent de vous. Quelques journaux m'ont aussi attaqué à ce sujet.

Je garde malgré tout cela mes idées sur ce point. Il faut établir des mesures pour que le monde économique revienne à la normale. C'est l'homme qui doit aller à l'usine et au bureau, tandis que la femme s'affaire au travail domestique, à l'éducation et au soin des enfants et aux occupations et aux travaux féminins qui lui conviennent tout particulièrement. C'est la loi naturelle que l'homme ait droit à son travail et c'est un devoir pour les législateurs de tout pays de lui faciliter les moyens de trouver du travail.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Que l'on tâche de faire travailler surtout les pères de familles. J'appuie l'honorable député. Mais que l'on passe une loi obligeant la femme qui veut travailler dans une industrie à se procurer un certificat, je crois que c'est attenter à la liberté de travail. Il n'y a pas de principe qui s'oppose au travail des femmes, mais au contraire de sérieuses théories qui lui assurent ce droit. Les uns et les autres doivent avoir la liberté d'utiliser leurs talents et leurs forces comme ils l'entendent. Chez nous, en général, la jeune fille à âge égal, est plus instruite à 18 ou 19 ans que le jeune homme, si l'on excepte de ce raisonnement les jeunes gens qui ont fait leurs études classiques et ceux qui ont poussé assez loin leurs études spéciales.

Que l'on sache bien d'abord que la jeune fille qui a souvent une bonne éducation et une bonne culture intellectuelle, et qui consent à s'en aller à l'usine, dans un bureau ou dans les services de l'administration, même au Parlement, pour y gagner sa subsistance ou celle de sa famille, ne le fait jamais de gaieté de cœur. Les femmes ou jeunes filles qui travaillent le font, le plus souvent, par nécessité. Si elles pouvaient rester au foyer, elles le préféreraient. Si l'on refuse péremptoirement à la femme le droit de travailler, si l'on pratique sur son travail un contrôle vexatoire, on l'empêchera sûrement de soutenir sa famille ou de satisfaire à ses exigences légitimes, et c'est cela qu'il ne faut pas faire.

Dans plusieurs spécialités du travail, les jeunes filles ne peuvent pas être remplacées par des hommes ou des jeunes gens, comme il y a des travaux dans lesquels les hommes ne peuvent être remplacés par les femmes. Ceux-ci n'ont pas, en effet, les qualités physiques et mentales, la souplesse et les qualités de travail qu'il faut pour accomplir toute sorte de travaux, qu'il s'agisse à titre d'exemple des textiles, du travail des sténographes, des dactylographes. Que l'on laisse les travaux durs aux hommes, fort bien; mais que l'on permette aux jeunes filles des travaux moins rudes. Il serait injuste de bannir la femme de ces domaines. Est-ce que pour brimer 15 pour cent des femmes qui travaillent, proportion à peu près exacte, je crois, des femmes qui travaillent dans le but de satisfaire de purs goûts de luxe, on va priver 85 pour cent des femmes qui gagnent simplement leur vie ou celle de leur famille dans une dure besogne quotidienne?

On nous dit: "En Italie, Mussolini refuse maintenant aux femmes le droit de travailler". C'est vrai que Mussolini a réglementé le travail féminin dans le commerce et l'industrie, au point de le réduire au strict minimum. Tout d'abord, les conditions en Italie peuvent être spéciales et l'innovation de Mussolini répond à certaines exigences très particularisées à son pays. Mais c'est un régime nouveau qui existe là-bas. Cette façon d'agir procède de principes qui sont tout à l'opposé de ceux qui règlent la vie de nos grandes démocraties.

Ce n'est pas d'hier, dans la province de Québec, que la femme travaille, et ce serait une vaine réforme que de remplacer les chômeurs par un nombre imposant de chômeuses, dans le but de redonner du travail aux premiers. Je suis convaincu que le député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) a voulu faire œuvre d'humanité en rédigeant son projet de loi, (qu'il ne veut pas priver les femmes de la liberté de travailler et que son but est d'assurer des emplois à de braves gens qui ont toute notre sympathie. Mais qu'il songe bien à ceci: combien d'ouvriers pourraient remplacer les ouvrières dans un grand nombre de spécialités et comment s'acquitteraient-ils de certaines tâches que l'on dirait réservées aux femmes par les lois mêmes de la nature. Je ne crois pas exagérer en disant que même les collets blancs n'accepteraient pas de faire ce que font des jeunes filles dans les magasins et ailleurs.

Il y a sans doute une crise grave, une crise que certains voient disparaître, que d'autres voient se perpétuer, qui durera en tout cas plus longtemps que nous le souhaitons. Mais il ne faudrait pas que nous adoptions actuellement, parce que nous vivons en

temps de crise, une législation inutilement préjudiciable à une partie de la population, à laquelle il nous faudrait contrevenir en période normale. Il y aurait danger à trop bouleverser. Sans la crise et le chômage, on n'eût pas songé à proposer une telle loi.

Il convient de se demander s'il ne faut pas attendre encore quelque peu pour voir la tournure que prendront les événements, s'il est vrai que la situation économique s'améliore déjà sensiblement. Qu'on limite le travail des femmes et des jeunes filles par l'éducation, par une propagande habile et constante, à un juste cadre, c'est très bien, mais de grâce, pour corriger une erreur, ne tombons pas dans une erreur plus grave.

(Applaudissements)

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Une loi visant à limiter le travail des femmes tendrait à consacrer ce principe malheureusement trop généralisé de l'infériorité sociale de la femme. Il augmenterait chez la femme l'"inferiority complex" qui existe déjà injustement. La femme a droit de gagner sa vie autant que l'homme. Je sais qu'il y a des lois en Allemagne et en Italie qui limitent très étroitement le travail des femmes, mais il ne faut pas oublier que nos conditions de vie et celles de l'Europe ne sont pas les mêmes. Si le député de Montréal-Dorion demandait pour la femme un salaire égal à celui de l'homme pour un même travail, afin de prévenir l'exploitation abusive du travail féminin pour des fins de gain sordide, fort bien, je serais à côté de lui, mais je ne veux pas donner une considération légale à une infériorité sociale quelconque. La femme a les mêmes droits que l'homme dans ce domaine.

La loi présentera des difficultés d'application presque insurmontables. Si nous adoptons ce projet de loi, nous changeons le chômage de sexe. Nous ne réglerons pas le problème du chômage comme cela. Je comprends les bonnes intentions de mon honorable ami de Dorion, mais je ne puis approuver ce projet et je le combattrai de toutes mes forces.

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, je diffère d'opinion avec l'honorable secrétaire provincial et l'honorable député de Montréal-Saint-Louis. On devrait ajourner cette discussion jusqu'à ce que le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) soit ici. Je voudrais connaître son opinion. Je ne puis m'empêcher de féliciter l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) pour le courage qu'il a montré en présentant ce projet de loi. Lui et moi, nous avons travaillé à faire disparaître la coutume qui tend à s'implanter, à savoir que la femme remplace l'homme au travail.

On a approuvé des motions. Si l'on veut être logique, on adoptera une législation conforme. Je ne suis pas prêt à dire que le bill, dans sa forme actuelle, est le meilleur moyen à proposer. Mais tant que l'on n'aura pas trouvé mieux, je l'approuve. Adoptons-le et envoyons-le au comité des bills publics. Il sera toujours temps de lui donner les correctifs que l'on désire.

La situation qui est faite aux familles aujourd'hui est antisociale et antichrétienne. La femme travaille souvent, quand le mari garde la maison.

Je crois avoir entendu l'honorable secrétaire de la province déplorer le manque de travail des jeunes gens. L'une des causes de ce manque de travail chez les jeunes gens, c'est le travail des femmes. Il y a trop de femmes qui travaillent. Il y a une concurrence désastreuse sur le marché du travail; il faut établir un contrôle de la main-d'œuvre féminine pour donner aux pères de famille et aux jeunes gens l'opportunité de travailler. Il faut corriger une situation complètement anormale; on en est rendu à voir des jeunes filles et même des mères de familles quitter la maison le matin pour le travail, tandis que le mari et les jeunes gens restent chez eux, prennent soin des enfants et font même la cuisine.

Dans certaines familles, on fait instruire les jeunes filles et on garde les jeunes gens à la maison. Ceux-ci restent dans une oisiveté absolue. Combien de jeunes gens sont sans avenir, sans ressources, parce que le travail féminin leur a fermé les occasions de travailler. Il faut cesser de faire de beaux discours et agir à l'avantage de ceux à qui de tout temps a été dévolu le rôle de gagner la subsistance de la famille: les hommes.

L'honorable secrétaire de la province a dit qu'il n'y avait que 15 pour cent des employés qui sont des femmes...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non, je n'ai pas dit cela...

**M. Guertin (Hull):** (N'ayant pas entendu) Il y en a plus que cela. Je sais que dans certains ministères, à Québec, le nombre des femmes qui travaillent est plus grand que celui des hommes. Il n'y a aucune raison à cela. Au parlement, dans le département du secrétaire de la province, sur 155 employés, il y a 72 hommes et 83 femmes.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** (Souriant) C'est le ministère des beaux-arts. (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Au département du Trésor, plus de 50 % des employés sont des femmes et des jeunes filles.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) C'est le département des trésors.

**M. Guertin (Hull):** C'est le ministère du Travail, plus précisément la Commission des accidents du travail qui compte le plus de femmes, sur 114 employés, 46 hommes et 68 femmes, en 1932. Il y a certainement plus de 15 %.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je demande pardon à l'honorable député de Hull de l'interrompre. Mais il ne m'a pas compris tout à l'heure. J'ai dit qu'il n'y a pas plus de 15 % des femmes qui travaillent pour se donner du luxe, qui pourraient s'en dispenser.

**M. Fortin (Beauce):** L'honorable député de Hull a-t-il des femmes parmi ses employés?

**M. Guertin (Hull):** Oui, j'en ai.

**Une voix à droite:** Ah! Ah!

**M. Guertin (Hull):** Attendez les ah! ah! La même question m'a été posée l'an dernier. Il n'y a ni femme ni jeune fille dans mon bureau, mais j'en ai dans mon service domestique. Le député de Beauce (M. Fortin) a-t-il autre chose à me demander?

(Rires dans les galeries)

Aujourd'hui les rôles sont renversés. Il ne s'agit pas de mettre fin au travail des femmes, mais de le contrôler. Il s'agit d'empêcher la jeune fille qui n'a pas besoin de travailler d'aller concurrencer désastreusement le père de famille et le jeune homme qui peuvent fort bien remplacer partout la jeune fille avec un peu d'entraînement. Nous voyons des familles entières travailler dans des administrations ou dans des bureaux. C'est à la fois incroyable et injustifiable.

Quoi qu'en pense l'honorable secrétaire provincial, rares sont les emplois que seules les femmes peuvent occuper. La sténographie est à la portée de l'homme aussi bien qu'à celle de la femme. Depuis la guerre, la sténographie ce n'est plus que pour les jeunes filles. Avant la guerre, les jeunes gens faisaient de bons sténographes. L'honorable secrétaire de la province a dit que, dans certaines familles, on faisait instruire les jeunes filles pour leur permettre de gagner leur vie et que l'on néglige l'instruction des garçons.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je n'ai pas dit cela. L'honorable député de Hull peut penser aux élections, mais il ne doit pas déformer les observations que j'ai faites tout à l'heure.

**M. Guertin (Hull):** C'est ce que j'ai compris.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Hull n'a pas le droit de déformer le discours de l'honorable secrétaire de la province. Je l'ai entendu et il n'a pas dit les paroles que l'honorable député de Hull lui a prêtées.

**M. Guertin (Hull):** Je regrette la tournure que prend ce débat. En terminant, je déclare que, dans les départements, il y a trop de femmes. Il n'y a pas de raison pour que plus de femmes que d'hommes travaillent au parlement. Je sais qu'au gouvernement fédéral c'est la même chose. Mais on devrait limiter le travail des femmes. Même sans loi, les chefs des ministères devraient remplacer par des hommes les filles qui n'ont pas besoin de travailler. Il n'y a pas de raison sérieuse contre le projet du député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) et je me range à son avis.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Malgré l'habile plaidoyer de mon collègue, je reste d'avis que la femme, comme l'homme, a le droit de gagner sa vie, et que, souvent, elle a des charges de famille qui lui font un devoir de travailler d'un travail rémunéré. La femme a toujours collaboré de quelque façon au budget familial et, si c'est en s'adonnant à des besognes manuelles ou au travail dans les bureaux qu'elle peut aujourd'hui collaborer le mieux au budget familial, on doit lui donner tous les moyens de le faire.

Vouloir supprimer le travail salarié féminin, ce serait compromettre un grand nombre d'entreprises qui en bénéficient largement à l'heure présente. C'est là un problème complexe. Il faut tenir compte que les familles sont grandes dans la province de Québec, que souvent les enfants les plus âgés sont des jeunes filles, et qu'elles sont obligées d'aider le père à faire vivre toute la famille. J'ai vu, à Valleyfield, un jeune homme sur le point d'entrer au Grand séminaire, dont les études avaient été rendues possibles par le dévouement de sa sœur. Ce n'est pas un cas isolé. On trouvera dans la province de nombreux dévouements semblables. Va-t-on priver ces familles des salaires qu'elles attendent de leurs jeunes filles?

Je comprends les excellentes intentions de l'honorable député de Montréal-Dorion, mais je ne m'accorde pas avec lui sur la manière de limiter le travail féminin. Quoique bien intentionnée, la loi ne

devrait pas être adoptée en ce moment, car pour changer l'état de choses actuel, il faut apporter beaucoup de prudence. Le remède légal proposé serait dangereux et serait peut-être pire que le mal dont nous souffrons actuellement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je crois que nous devrions limiter le travail féminin. Il y a un grand nombre de femmes et de jeunes filles qui travaillent actuellement et qui en ont besoin. Mais il faut admettre qu'il y en a plusieurs qui pourraient s'en passer.

Je ne suis pas contre les femmes qui travaillent parce qu'elles ont quelque devoir sacré à remplir, mais il faut que le travail de luxe chez les femmes finisse au plus tôt, si l'on veut que les conditions économiques s'améliorent. La Chambre devrait adopter la motion du député de Montréal-Dorion. Il y a trop de femmes qui travaillent et c'est là une des causes du chômage.

La motion du député de Montréal-Dorion est une motion de circonstance. Je crois que le gouvernement devrait comprendre, examiner si toutes celles qui travaillent à son emploi sont réellement dans le besoin et donner l'exemple le premier en renvoyant de ses bureaux toutes les femmes et toutes les filles qui y travaillent, sans en avoir besoin.

Évidemment, les femmes sont plus aimables que les hommes, mais il faut absolument que quelque chose se fasse. Il ne faut pas oublier que nous avons 60,000 jeunes gens qui ne peuvent trouver du travail.

Comment fonderont-ils des foyers? Comment s'organisera la vie économique et sociale, si on laisse les femmes travailler et les hommes à ne rien faire? Il ne se peut pas que des jeunes gens de 18 à 19 ans n'aient rien à faire.

Je suis convaincu que le projet du député de Montréal-Dorion est un excellent début pour remédier au chômage.

**M. Gauthier (Portneuf):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Constituts et régime de tenure à Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Je présente ce projet dans l'intérêt de la ville de Hull.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mon honorable ami sait-il si son bill est dans l'ordre?

**M. Guertin (Hull):** ?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
L'honorable député de Hull a présenté ce projet comme un bill public, que nous avons déjà présenté nous-mêmes. (Souriant) Il nous vole notre projet. Les officiers en loi nous disent que la procédure n'est pas régulière. Mais nous allons examiner le cas. Si la procédure est irrégulière, je n'aurai aucune hésitation à présenter le projet de loi moi-même.

**M. Guertin (Hull):** Très bien, car c'est dans l'intérêt de Hull.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
(Souriant) L'honorable député de Hull s'occupe beaucoup des intérêts de Hull.

**M. Guertin (Hull):** Il n'y a pas d'intérêt électoral dans cela. C'est la seconde fois aujourd'hui que l'on me dit que je pense aux élections. Tout à l'heure, c'est l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Godbout) qui l'a dit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
(Souriant) Si tout le monde le dit, ça doit être vrai. (Rires) À tout événement, nous allons référer le projet au comité des bills publics.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 2.

Adopté.

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 22**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 22.

Adopté.

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 3**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 3.

Adopté.

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 24**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 24.

Adopté.

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 6**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 6.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 23**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 23.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 8**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 8.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 45**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 45.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 9**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 9.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 47**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, en vertu du chapitre 47, 24 George V, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 17**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 17.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 20**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 20.

Adopté.

**Arrêtés en conseil concernant  
l'échange de terrains ou de lots**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à



l'échange de terrains ou de lots entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, compagnies ou corporations détenant des terrains par lettres patentes ou par licences de coupe de bois.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 20**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous les contrats et de toutes les conventions intervenus depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 20.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 64**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 64.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 54**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 5 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 54.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 25**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir

mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 25.

Adopté.

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 50**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 50.

Adopté.

**États certifiés,  
emprunts temporaires**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre les états dûment certifiés de tous les emprunts temporaires, à quelque titre que ce soit, contractés par la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, et mentionnant:

- a.* Le montant de chaque emprunt;
- b.* La date de chaque emprunt;
- c.* Le taux d'intérêt chargé pour chaque emprunt;
- d.* Le montant d'intérêt payé sur chaque emprunt;
- e.* La date de remboursement de chaque emprunt;
- f.* Le déficit du fonds consolidé du revenu à la date de chacun de ces emprunts.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
concessions de limites forestières**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier

1934 jusqu'au 19 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
article 2, chapitre 7, 20 George V**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 George V.

Adopté.

**Ordres en conseil,  
vente des produits agricoles**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 George V, chapitre 24.

Adopté.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que le gouvernement ne pourra pas faire faire deux copies de ces documents, afin que tous les députés puissent en avoir?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député voudrait une copie pour lui.

**M. Guertin (Hull):** Non, qu'elle soit laissée chez le greffier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition est le premier à avoir le privilège de consulter ces documents.

**M. Barré (Rouville):** Que l'on fasse au moins une copie qui restera chez le greffier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous les voulez aussi. Nous allons voir s'il est

possible de faire plusieurs copies. Chaque fois qu'un nouveau groupe surgira en Chambre, il faudra augmenter le nombre des copies.

**Saint-Denis-de-Brompton**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Obligations de l'hôpital Saint-Luc**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte de LaSalle**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Lévis**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est de faire ratifier un règlement d'emprunt au montant de \$225,000.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Dépôt de documents:**

**Ordres en conseil,  
loi de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil

adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 24 janvier, 1934 inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 George V, loi modifiant la loi de l'assistance publique de Québec relativement aux fonds de l'Assistance publique. (Document de la session no 59)

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement de la séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est que 5 heures moins quart<sup>2</sup> et le premier ministre veut ajourner. Nous avons un *Feuilleton* bien rempli grâce à l'opposition qui a présenté des mesures, tandis que celles du gouvernement ne sont pas prêtes. Nous sommes prêts à procéder avec nos mesures et je ne vois pas pourquoi la Chambre s'ajournerait à cette heure-ci. Il est inadmissible que le gouvernement n'ait rien de prêt, qu'il n'ait pas encore déposé les comptes publics, qui doivent être communiqués dans la première semaine de la session.

Cela coûte énormément cher de convoquer les Chambres. Que le gouvernement travaille au lieu de gaspiller l'argent du peuple à tenir une session et ne rien faire. La législation pour soulager la misère du peuple, les souffrances, devrait être présentée. L'inaction du gouvernement est dommageable et inexplicable.

Nous sommes prêts à procéder avec les projets de loi que l'opposition a présentés. Nous demandons qu'on les discute et nous sommes prêts à siéger. Nous donnons l'exemple au gouvernement qui n'a rien de prêt, alors que c'est l'opposition qui présente des projets de loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est la plainte annuelle de l'honorable chef de l'opposition, la même chanson que j'entends à tous les débuts de session. Les mesures qu'il a inscrites au *feuilleton*, pour la plupart, nous les avons étudiées l'an dernier. Le rôle de mon honorable ami est de critiquer et il fait bien, mais il peut être convaincu qu'en sortant de la Chambre, mes collègues et moi, nous retournons à nos bureaux pour préparer du bon travail pour la session, et le travail que nous allons faire servira toute la population.

Cela vaut mieux que de remplir le *Feuilleton* de questions et de motions! L'honorable chef de l'opposition a tort de croire que, lorsque nous quittons la Chambre, notre journée est finie. D'ailleurs, nous avons fait une grosse séance d'ouvrage.

La séance est levée à 4 h 45.

### NOTES

1. *Le Devoir* du 23 janvier 1935 est le seul journal à écrire \$250,000.

2. *L'Événement* du 23 janvier 1935, à la page 56, écrit 4 h 30. Tous les autres journaux spécifient que M. Duplessis a dit 5 heures moins quart.



Séance du mercredi 23 janvier 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Charte de Verdun

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

### Rapports de comités:

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Charles Lebrun et autres, contribuables propriétaires de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 126;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi obligeant la ville de Pointe-aux-Trembles à faire la perception des taxes scolaires et pour autres fins;

- de Pierre Paul Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude du droit sans examen;

- de la corporation du village de Sainte-Angèle de Laval, demandant l'adoption d'une loi réglementant le passage entre la cité des Trois-Rivières et ledit village;

- de deSalaberry Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Mathilda Hatt, de feu Marie-Amélie-Élizabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

- bill 75 constituant en corporation Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier;

- bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 83 concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud;

- bill 155 modifiant, dans les cas de dommages causés par un véhicule automobile, le Code de procédure civile relativement à la saisie-arrest avant jugement;

- bill 151 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski;

- bill 152 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile;

- bill 153 modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 157 relatif à l'enregistrement, en vertu de la loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé.

Les bills suivants ont été rejetés par le comité, mais doivent être rapportés à la Chambre:

- bill 169 modifiant l'article 227 du Code municipal;  
 - bill 170 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile relativement à certaines annonces et publications.

**Successions M. Hatt, M. A. É. Hatt  
 et L.-J.-D. Beaudry**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 104 concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie Amélie Élizabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Pierre-Paul Vinet**

**M. Desmarais (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
 de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 103 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
 de Lachine**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Rapport du ministre  
 de l'Agriculture, 1934**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin, 1934. (Document de la session no 60)

**Questions et réponses:**

**Ponts de péages**

**M. Élie (Yamaska):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement au 31 décembre 1934 inclusivement, relativement aux ponts de péage ci-après, appartenant à la province, quels ont été:

*a.* Les revenus bruts;

*b.* Les revenus nets;

1. Du pont Taschereau, reliant l'Île Perrot à Dorion?

2. Du pont Galipeault, reliant l'Île Perrot à l'île de Montréal?

3. Du pont de Batiscan, à Saint-François-Xavier de Batiscan?

4. Du pont de Sorel, reliant Sorel à Saint-Joseph de Sorel?

5. Du pont de Saint-François, reliant Pierreville à Saint-François du Lac?

6. Du pont de Yamaska, reliant Yamaska-Est à Yamaska-Ouest?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

	<i>a.</i> Bruts	<i>b.</i> Nets
1. Taschereau .....	\$68,984.38	\$50,021.28
2. Galipeault .....	73,257.48	57,611.20
3. Batiscan .....	50,129.56	42,878.06
4. Sorel .....	15,778.75	5,598.95
5. Saint-François .....	7,500.97	360.18
6. Yamaska .....	8,556.99	2,058.56

**Travail  
 des femmes**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie mardi le 22 janvier courant, proposant la deuxième lecture du bill 172 concernant le travail des femmes et des filles.

**M. l'Orateur (M. Dugas, Joliette)**

(Remplaçant pour un moment l'honorable M. T.-D. Bouchard au fauteuil) donne la parole au député de Portneuf (M. Gauthier).

**M. Gauthier (Portneuf):** Je félicite l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) de l'intérêt qu'il porte au sexe féminin, de la belle activité qu'il manifeste. Le projet de loi, même s'il ne doit pas être adopté, aura eu le mérite d'éveiller l'attention et de faire réfléchir.

Il serait désastreux que l'on en soit rendu à suppléer par des lois coercitives, restrictives, au discernement et au jugement de ceux qui emploient des femmes et des filles. Tant que les employeurs ne se livreront pas à des abus certains, il n'y a pas lieu de leur imposer un personnel de tel sexe plutôt que de tel autre sexe. Les employeurs devraient agir selon leur bon jugement et faire preuve d'un peu de patriotisme, en ce qui regarde l'embauche des femmes. Pour ma part, je n'ai aucun doute que l'on réussirait facilement à persuader les industries et les chefs de bureaux qu'ils doivent employer des hommes plutôt que des femmes, par une propagande et une campagne d'éducation bien faites. Cela sera suffisant pour faire disparaître les abus.

L'État n'a pas à corriger un mal par un mal plus grand encore. Il est inutile de remplacer les chômeurs masculins par des chômeuses. Cherchons plutôt les solutions efficaces pour sortir définitivement de la crise. Nul doute que, lorsque ce n'est pas nécessaire, embaucher des femmes est une mauvaise chose, mais, parlant comme médecin, je crois que le ministre de l'hygiène (l'honorable M. David) et le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) sont capables de régler ce problème sans l'intervention de la Législature, et continueront de veiller à la protection des femmes qui travaillent dans les usines.

Pour cette raison, je ne crois pas que le projet de loi qui nous est présenté soit nécessaire.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):**  
(Applaudissements à droite) M. l'Orateur, je me permets, à mon tour, de féliciter l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) de l'intérêt qu'il porte à un grand problème, d'avoir abordé l'étude d'une question sociale des plus délicates. Mais avant de vouloir résoudre la question qu'il a soumise à la Chambre, retournons un peu en arrière pour chercher l'explication de l'essor qu'a pris chez nous, comme dans tous les autres pays, le travail des femmes. La question du travail féminin ne date pas d'aujourd'hui et, pour bien la comprendre, il faut remonter à plusieurs années. Il y a eu d'abord les mouvements d'émancipation féminine entrepris dans tous les pays, qui tendaient non seulement à donner à la femme le droit de vote, mais le droit à l'accès de toutes les situations que pouvait<sup>1</sup> occuper l'homme.

Les progrès de la machinerie, au cours de la dernière moitié de ce siècle, sont une des causes majeures de l'embauche des femmes, puis la guerre a développé largement le travail féminin, non

seulement par l'absence des hommes engagés sur les champs de bataille, mais par la conscription du travail féminin dans les usines et les divers domaines de la production.

Une autre cause de l'extension du travail féminin et une cause sur laquelle il faut insister, c'est l'insuffisance du salaire que l'on paie aux hommes, aux hommes mariés particulièrement, dans certaines maisons. Le salaire gagné par le chef de la famille étant insuffisant, les filles étaient obligées d'aller travailler pour constituer un budget familial suffisant à sa subsistance. Puis, nous constatons aussi que l'esprit d'indépendance se développe chez la femme, qu'elle réclame le droit à la vie indépendante, plus large et plus libre. L'influence des mœurs américaines chez nous a été pour beaucoup sur le monde du travail au Canada, et spécialement en ce qui regarde le développement du travail féminin.

Il y a peut-être lieu de chercher des remèdes à la situation actuelle, mais je ne crois pas que celui proposé par le député de Montréal-Dorion soit le bon. Il suggère de demander un certificat du maire ou du curé, à la personne qui veut obtenir un emploi. Se rend-on bien compte de la délicatesse de cette enquête? Il y a tellement de souffrance cachée! Va-t-on aller dans tous les foyers, rouvrir des plaies, mettre à jour de grands malheurs, chaque fois qu'il s'agira de décider si une jeune fille a le droit de travailler? Il est déjà assez pénible pour certaines gens, de souffrir des malheurs de la crise sans qu'on aille encore aviver leur souffrance... Exiger par une loi que des inspecteurs pénètrent dans des foyers, se mêlent aux affaires de la famille, c'est une mesure vexatoire à laquelle, pour ma part, je ne veux pas consentir.

Il y a sûrement lieu de faire des réformes, mais mon expérience des milieux ouvriers et l'attention que je porte à la vie quotidienne de nos ouvriers m'ont persuadé depuis longtemps que les réformes ne doivent pas être brusques, mais qu'on doit essayer de les imposer graduellement. Que tous les employeurs se donnent la main pour, de préférence, employer des hommes à la place des femmes, lorsqu'il leur est prouvé que l'homme a besoin de travailler, tandis que la femme ou la jeune fille ne veulent de la besogne que pour satisfaire des goûts de luxe. Que le gouvernement donne lui-même l'exemple, chaque fois qu'il y a lieu, en employant des hommes plutôt que des femmes. Au ministère du Travail, on s'est forcé de donner toujours la préférence aux hommes. Souvent, toutefois, il a été difficile de trouver des compétences chez les hommes pour certains travaux spécialisés.

Sans doute, je suis d'avis que la compétence des jeunes filles n'est pas supérieure à celle des jeunes gens et des hommes, mais qu'on réfléchisse bien que peu d'hommes se contenteraient des postes secondaires que l'on accorde aux femmes. C'est le rôle de l'homme de toujours chercher à améliorer sa situation. Combien, à ce compte-là, se contenteraient d'une situation qui n'a pas de suite vers le mieux.

On avance comme argument en faveur du projet de loi que le déplacement de 50,000 femmes, pour donner leurs emplois à des hommes, réglerait la question du chômage. On a émis plusieurs thèses sur les conséquences du travail féminin sur le chômage. Permettez-moi d'en émettre une moi-même. On a dit: Si tous les célibataires - et nous en avons quelque cent mille - se décidaient à prendre femme dans la province, qu'on passait une loi pour les forcer, le problème du chômage serait réglé, car des hommes remplaceraient les femmes à leur travail. Ce sont autant de personnes qui auront repris la place qui leur est normalement assignée par le Créateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (souriant) Dites-vous cela pour le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur)<sup>2</sup>? (Rires)

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je dis cela pour ceux qui en souffrent (Rires).

Le gouvernement a pris tous les moyens possibles pour protéger la femme qui travaille. Le ministre de l'hygiène provinciale pourvoit à son bien-être à l'usine, le ministre du Travail voit à ce que l'employeur accorde à la femme un salaire minimum. S'il y a une éducation à faire dans le peuple, faisons-la, mais n'ayons pas recours à des moyens radicaux comme celui proposé par le député de Montréal-Dorion. Est-ce que nous en sommes rendus à la dictature allemande? L'Allemagne est le seul pays à exiger des employeurs qu'ils renvoient en masse leurs ouvrières. Les principes qui régissent ce pays ne sont pas les nôtres.

J'estime que le projet entraîne des inconvénients assez graves. On nommerait ainsi, un bon nombre d'inspecteurs qui iraient enquêter dans les familles, exiger des secrets parfois pénibles, alors que la vie est déjà assez pénible pour les femmes obligées d'aller travailler. Non, nous ne pouvons pas décréter que telle ou telle fille ne peut travailler. La femme a des droits sacrés, tout comme l'homme. Nous devons l'aider à les protéger, et je ne reconnais à personne le droit de les leur enlever. Elle a le droit et l'obligation de travailler tout comme l'homme. Je ne connais aucun gouvernement qui puisse se

permettre d'empêcher qui que ce soit de travailler. De toute façon, la Chambre décidera mais, pour ma part, je ne suis pas du tout favorable à une loi restrictive de cette nature.

(Applaudissements à droite)

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, je connais très peu ce qu'est le célibat prolongé. Pour ceux qui le connaissent, je ne veux pas retourner le fer dans la plaie. (Rires)

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** (Souriant) Merci. (Rires)

**M. Barré (Rouville):** Je remarque une chose. C'est que tous ceux qui ont pris la parole sur le bill du député de Montréal-Dorion ont déclaré qu'ils le trouvent à propos. Tout est changé aujourd'hui. C'est la femme qui travaille et l'homme qui ne fait rien. Il est fort beau de parler de liberté individuelle, du droit de vivre, etc. Mais il est certaines grandes règles qu'on ne peut ignorer. Tout d'abord, on doit se demander: Qui doit gagner la vie de la famille, et qui doit élever et soigner les enfants et le ménage? L'homme a reçu le commandement de gagner son pain à la sueur de son front, et la femme en a reçu un autre qu'elle n'est plus capable de remplir. Mais nous voyons que le monde est à l'envers et que l'homme qui a reçu le commandement de travailler doit faire le travail du ménage et qu'il ne peut exiger le commandement imposé à la femme. (Rires) La femme ne devra pas prendre indéfiniment la place de l'homme.

La femme, je le reconnais, a droit au travail dont elle tirera sa subsistance, mais nous avons à régler un problème dont la solution dépend peut-être justement de la limitation de ce droit. On parle de liberté individuelle sacrée et, que sais-je, mais qu'on me cite donc la loi qui n'attaque pas, qui ne limite pas cette fameuse liberté individuelle, qui ne lui impose pas des bornes. On fait des lois pour que personne n'empiète sur le domaine du voisin, pour que chacun reste dans les cadres qui lui ont été fixés. De même, il faut aussi des lois, au besoin, pour que l'homme et la femme restent dans les cadres et le domaine qui sont propres et normaux à chacun.

On dit que tout le mal vient de la machinerie. Mais il y a plus et plus grave. Nous avons un problème ici comme ailleurs: le chômage. Des milliers d'hommes sont réduits à l'inactivité et, cependant, il y a un grand nombre de femmes qui travaillent. Je me permettrai d'exprimer une opinion. C'est que la crise est le résultat de la rupture d'équilibre dans le domaine social et économique.



Nous avons marché trop vite dans certains domaines et nous sommes restés en arrière dans d'autres. Nous avons peu de législation sociale, et beaucoup de machinisme, de lois pour les compagnies-pyramides, surcapitalisation, etc. Au patronat individuel s'est substitué le patronat anonyme, sans âme et sans conscience qui blesse et meurtrit sans pitié. Comme conséquence, nous avons ici une plaie: le travail féminin.

Je ne crois pas qu'une seule loi puisse nous en débarrasser. Une seule loi ne changera pas la face des choses, mais il faut commencer par quelque chose, quitte à amender plus tard. Ce débat aidera à faire l'éducation de notre population.

Ce bill n'est pas un certificat d'infériorité pour la femme. Car la femme est égale à l'homme en qualités, mais elle n'est pas pareille, elle ne lui est pas semblable, et chacun doit occuper la place qui lui appartient. Mais là où elle devient inférieure à l'homme, c'est lorsqu'elle occupe une place qui n'est pas la sienne.

On dit qu'en limitant le travail des femmes nous ne ferons que changer le mal de place et remplacer les chômeurs par des chômeuses. Il doit pourtant y avoir moyen de trouver la solution qui permettra aux hommes et aux femmes de gagner la vie de leur famille ou leur propre subsistance, de la faire, et cela, sans chambardement général. Je ne veux pas discuter le projet dans ses détails. Je ne les approuverais peut-être pas tous, mais je suis en faveur du principe. Nous devrions référer le projet au comité des bills publics, afin que nous puissions le discuter de nouveau.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je ne veux ajouter que quelques mots à ce débat, car toutes les opinions ont été exprimées depuis hier. Je me rends très bien compte de son importance. L'importance du projet de loi soumis par le député de Montréal-Dorion n'échappe à aucun député, ni à la population.

À mon avis, dans ses termes généraux, dans son principe, si l'on aime mieux, cette législation aurait pour but de refuser du travail à toute une partie de notre population. Les économistes s'entendent pour dire que, pour mettre fin à la crise, il faut que le monde reprenne son assiette économique et que la première chose à faire pour que l'équilibre se rétablisse, c'est de trouver du travail non seulement pour les hommes, mais du travail pour tous, avec la coopération et l'entente de tous.

Le député de Rouville (M. Barré) vient de nous dire qu'il ne faut pas discuter les détails du bill

au stage de la deuxième lecture, mais seulement son principe. Cela est vrai, jusqu'à un certain point, mais il ne faut pas ignorer le mécanisme de la loi, les particularités et les moyens qui y sont proposés. Sans la connaissance du fonctionnement de la loi, il est impossible d'en connaître la portée. Le député veut laisser aux maires le soin de dire quelle jeune fille pourra travailler et quelle jeune fille ne le pourra pas. Ce serait un lourd fardeau et d'énormes responsabilités, par exemple, que d'imposer un tel choix au maire de Montréal. D'ailleurs, et je ne parle pas plus pour le maire de Montréal que pour tous les autres maires de nos villes et de nos municipalités, n'y aurait-il pas danger que la politique ou le favoritisme viennent se glisser dans le choix...

**M. Guertin (Hull):** Pas nécessairement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

(souriant) Oh! Évidemment, avec des hommes comme vous, il n'y a pas de danger, mais je parle pour les autres... pour les hommes comme nous autres qui ne voient qu'avec de pareils pouvoirs, on donnerait lieu à des abus considérables. Si on n'accuse pas le maire de faire du favoritisme ou de la politique, on accusera le curé qui, lui aussi, peut donner un certificat à la jeune fille aux termes de la loi proposée, ainsi que les fonctionnaires et les patrons, quelles que soient les décisions auxquelles ils arriveront. Quel tracas! Prévoit-on toutes les raisons que l'on trouvera pour critiquer leurs décisions?

De plus, il faudrait nommer des inspecteurs pour visiter tous les bureaux, tous les magasins, toutes les fabriques, toutes les industries de la province aux fins de se rendre compte si la jeune fille a réellement besoin de travailler, pour s'assurer si elle possède un certificat du maire ou du curé de la paroisse. Il nous faudrait une armée d'inspecteurs! La chose ne peut pas se faire. Quant aux visites des inspecteurs, c'est à mon sens un abus de contrôle auquel nous ne pouvons certes pas nous rendre.

Considérons la chose d'un point de vue plus élevé, en admettant que de telles enquêtes puissent se faire.

On dit: seule pourra travailler la femme ou la jeune fille qui en a réellement besoin. Qui sait ce que l'avenir réserve à une jeune fille qui a aujourd'hui son père en mesure de la faire vivre. Qui sait si son père ne sera pas malade, ne mourra pas, si le soin de subvenir aux besoins de sa mère, de ses frères et sœurs en bas âge ne retombera pas sur elle? Allons-nous lui refuser le droit d'apprendre la sténographie, la machine à écrire, de s'instruire, de se préparer, de

se qualifier à rencontrer les éventualités mauvaises de la vie?

Allons-nous demander à nos couvents, aux maisons d'éducation féminines, de changer leur programme, parce qu'il n'y a plus d'avenir ouvert devant ces jeunes filles, si elles veulent leur pain par le travail? Allons-nous demander à nos couvents de ne plus préparer nos jeunes filles à travailler dans les bureaux de commerce comme dactylos ou comme sténos, parce que le père de leurs élèves est aujourd'hui en mesure de les faire vivre et de les faire instruire? On voit facilement quelle responsabilité nous prendrions en admettant le principe du projet de loi en question.

Pour ma part, je crois que la femme a droit de penser à demain, qu'elle a le droit d'assurer son avenir, qu'elle a le droit d'apprendre un métier ou une profession qui lui permettra de se tirer d'affaires si son père vient à disparaître, qui lui permettra de faire instruire ses petits frères ou ses petites sœurs, d'aider leurs parents dans leur vieil âge. Je ne vois pas de quel droit nous refuserions à la femme la liberté de travailler, de marcher la tête haute dans la société, de gagner sa vie.

(Applaudissements à droite)

On nous dit encore: Remplaçons les jeunes femmes qui sont dans les bureaux par de jeunes hommes. Les jeunes hommes qui entrent dans les bureaux comme sténographes ou comme dactylos sont condamnés toute leur vie à se limiter pratiquement à ces fonctions. Sans doute, ils trouveront leur subsistance pour le moment, mais pourront-ils gagner leur vie plus tard et celle de leur famille à ce métier? Ils n'ont pas grand'chance d'aller plus loin. Le maigre salaire qu'ils reçoivent leur permettra-t-il de fonder un foyer? La jeune fille qui entre dans un bureau pour remplir ces fonctions n'y fait qu'un stage de cinq ou six années, parfois moins, ensuite elle se marie et cède sa place à une autre; et c'est pourquoi elle peut remplir ces emplois plus ou moins rémunérés.

Je suis disposé à permettre à la femme canadienne de travailler pour gagner sa vie, à lui laisser prendre la place à laquelle elle a droit d'aspirer dans la vie économique de la nation. Je m'accorde avec le député de Montréal-Dorion sur un point: chaque fois qu'il y a possibilité de le faire, lorsqu'il s'agira d'une vacance à remplir ou d'un nouvel emploi, donnons la préférence à l'homme qui doit travailler sur la femme qui le fait pour des raisons toutes personnelles, et sans obligations de famille à remplir, mais le gouvernement ne peut de manière dictatoriale empêcher aucune femme de gagner sa vie. Je suis d'accord sur l'idée d'humanité

qui a présidé à la rédaction de ce projet, mais je n'en partage ni le principe, et j'en crains les conséquences.

Le projet dont il est question ici est illogique, injuste et non nécessaire. L'adoption du système préconisé ouvrira la porte à l'abus, au favoritisme et à la petite politique. Si le député de Montréal-Dorion consent à retirer son bill et s'il est disposé à soumettre une résolution dans ce sens à la Chambre, je serai heureux de l'appuyer de notre vote pour défendre les droits de l'homme pourvu qu'ils ne soient pas exagérés au point qu'ils lèsent ceux de la femme.

(Applaudissements à droite)

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Cette affaire est plus une question sociale, qu'une affaire politique. La crise est universelle sans doute et dure depuis cinq ans, et elle n'est pas due, comme on l'a affirmé dans certains milieux, à l'administration provinciale. De tous côtés, on a essayé les remèdes les plus divers, mais on s'est contenté surtout de tourner autour du mal, de s'en tenir à des palliatifs qui ont donné plus ou moins de résultats. Mais on ne veut pas aller à la source du mal. Pour des raisons d'intérêt personnel ou autres, on a évité d'attaquer le mal à sa racine et là où il existe.

Je ne veux pas mêler la politique à la question sociale que nous discutons, et l'on se rend bien compte, je le vois, que la tâche que j'ai entreprise est ingrate, et je ne me fais aucune illusion sur ce point. Mais cette cause, c'est celle de l'ouvrier et de la famille, c'est la cause de l'ordre et du bon sens, c'est celle du droit naturel qui exige que l'homme gagne le pain de la famille et que la femme élève ses enfants et leur donne ses soins.

La Chambre a voté une motion en faveur de la limitation du travail féminin. Refusera-t-elle la conséquence logique de son attitude? Refusera-t-elle d'agir? Depuis que j'ai parlé pour la première fois de cette question à la Chambre, j'ai reçu des encouragements et j'en remercie ceux qui me les ont donnés, et j'ai reçu aussi des horions. On m'a distribué des fleurs comme consolation, mais elles ne m'émouvent pas plus que les critiques. Nous devons étudier cette question en vue de l'intérêt général, nous devons prendre les mesures nécessaires, même si elles ne flattent pas l'égoïsme et la vanité.

Je défends le point de vue de l'ouvrier et je suis prêt à prendre mes responsabilités. C'est la troisième fois que je présente le projet de loi. Je considère qu'il est impérieux de présenter un bill comme celui-là. Le gouvernement fédéral a des responsabilités à remplir, mais les gouvernements locaux ont aussi les leurs.

On parle constamment du respect de la tradition. M. l'Orateur, je suis pour la tradition. Mais alors, que l'on la respecte dans ce qu'elle a d'utile et de bienfaisant. Et l'une des meilleures, c'est certainement celle qui veut que la femme reste au foyer et que l'homme aille travailler, au lieu d'inverser les rôles, comme on le fait présentement. Il y a 25 ans, nos traditions étaient que la loi naturelle était respectée, que le travail appartenait à l'homme, le travail à la maison appartenant à la femme. Quand on a 35 %<sup>3</sup> des emplois qui sont occupés par des femmes, n'est-il pas temps de faire quelque chose dans cette province. D'autant plus qu'il y a 40 % de nos jeunes gens qui ne travaillent pas. Il ne faut pas se leurrer d'espoir faux. Rien ne marchera dans le règlement des questions économiques tant que nous négligerons le côté social.

Quelques journalistes de chez-nous venus des États-Unis m'ont attaqué; ils parlaient des Américains qui ne peuvent s'adapter à notre mentalité. Nous n'avons heureusement pas les mêmes traditions que les Américains et nous ne voulons pas des leurs; nous voulons garder les nôtres. Je suis un traditionaliste, et je sais défendre le premier ministre, quand on l'accuse d'être trop traditionaliste. Je le supplie de revenir à la tradition. Méfions-nous des idées modernes, du socialisme et du communisme.

On dit que certains emplois sont difficilement remplis par des garçons, que ceux-ci n'ont pas l'agilité nécessaire, etc. C'est avant tout question d'entraînement, et il n'y a pas de raison sérieuse pour qu'un jeune homme ne soit pas aussi bon sténo et dactylo qu'une fille. Je prends un exemple tiré d'un art que l'on s'accorde à regarder comme féminin et où pourtant les hommes ont eu plus de succès que les femmes: la musique.

Quelqu'un se demande, et c'est le premier ministre je crois: Que va-t-on faire de nos filles qualifiées pour le travail de bureau? Mais nos milliers de jeunes gens qualifiés, éduqués, entraînés et que l'on condamne à une inaction mauvaise et dissolvante, qu'est-ce qu'on en fait? Notre jeunesse sur laquelle on s'émeut tant quand on fait des discours pour défendre les intérêts du parti, qu'est-ce qu'on en fait? Que veut-on faire de jeunes gens, des chômeurs? N'ont-ils pas eux aussi des droits? L'avenir de la race, comme on aime à les appeler, ne serait-ce un vain mot? S'ils ne travaillent pas, c'est notre avenir qui est en péril.

Que le ministre du Travail se rassure, je ne présente pas le bill parce que je veux son poste. Car c'est probablement la dernière année que je siège

dans cette Chambre. Mais je veux remplir un devoir qui me paraît impérieux, même s'il est peu agréable et profitable. Je voudrais voir triompher un projet que je ramène pour la troisième fois.

On dit que la loi serait difficile d'application, mais dans le commerce et l'industrie, il y a des lois excellentes qui restent inopérantes et qui sont cependant utiles, et qui ne sont pas appliquées parce qu'on n'y a pas mis assez de surveillance.

Il (M. Francoeur) ne veut pas faire de reproches au ministre du Travail (l'honorable M. Arcand), mais son département compte beaucoup de femmes. L'éducation? Il en est, mais l'éducation doit être appuyée par une législation qui la met en valeur. Par exemple, le ministre de l'Agriculture fait beaucoup pour initier les cultivateurs à la science agricole, mais tout ce travail de propagande est accompagné par une série de pièces législatives.

La loi que je propose exigerait de l'emploi. L'honorable premier ministre croit qu'il faudrait trop d'inspecteurs. Eh bien! Admettons que ça nécessiterait une centaine<sup>4</sup> d'inspecteurs. Et après? Ça serait autant de gens enlevés au chômage.

Adoptons ce bill en deuxième lecture. On dit qu'il contient des ambiguïtés. Que l'on modifie le projet. On pourra le reprendre en comité, je ne suis pas de ceux qui veulent absolument avoir raison et ne pas donner raison aux autres. Je ne veux pas changer la Constitution.

On veut faire l'éducation des ruraux et des ouvriers. Pourquoi, s'ils ne peuvent avoir de travail? Il faut être logique. Les hommes ont droit au travail et qu'on sache dans les milieux qui nous critiquent que nous ne sommes pas les seuls à réclamer ce droit pour eux. Dans plusieurs pays d'Europe, on fait la même offensive, je suis contre la dictature. Je n'approuve pas plus celle de l'Italie où l'on a cependant fait des réformes.

Quant à la progression de la mentalité américaine dans la province, il faut dire que, pendant des années, plusieurs Canadiens français ont traversé la frontière et que, ces derniers temps, des sommes importantes ont été consacrées par le gouvernement de Québec pour les rapatrier. Il serait préférable qu'ils restent aux États-Unis, puisqu'ils ont acquis la mentalité américaine. Cette mentalité américaine est en train de s'installer dans la province, et des lois telles que celle que l'on propose ici préserveraient la société québécoise, conformément à ses vieilles traditions, tout en garantissant l'avenir de la race.

Je dis que ce projet de loi peut faire beaucoup pour la protection de nos travailleurs, et je demande à mes collègues de bien réfléchir avant d'user de leur

privilege, de prendre leurs responsabilités et de voter pour ou contre le projet.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Charbonneau, Duplessis, Élie, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Guertin, Lafleur, Lamoureux, MacDonald, Samson, Sauvé, 16.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bouthillier, Caron, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), David, Dillon, Drouin, Duffy, Dugas, Farand, Fortier, Fortin, Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lortie, Mercier fils, Messier, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Power, Reed, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Saurette, Smart, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 47.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### Dépôt de documents:

##### Ordres en conseil, Commission de l'électricité

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1934, et se rapportant à la Commission relative au problème de l'électricité et composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald. (Document de la session no 61)

##### Ordres en conseil, loi relative aux passages à niveaux

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveaux,

19 George V, chapitre 8. (Document de la session no 62)

##### Établissement d'un crédit agricole

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque):

Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer les fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial;

Cette Chambre réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire, aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables, des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4 % et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

J'éprouve un certain regret d'être obligé de revenir sur cette question du crédit agricole, que l'opposition, appuyée par pratiquement toutes les organisations agricoles intéressées, a réclamé pendant trois ans. Le gouvernement, dans le passé, a refusé pour des raisons diverses. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a dit d'abord que le cultivateur avait une surabondance de crédit. Cela date de quelques années. Nous avons eu cependant la confirmation que le crédit était nécessaire. Le ministre de l'Agriculture a d'ailleurs apporté une affirmation contradictoire à cette session, même en disant que le cultivateur avait besoin de crédit.

Le ministre a dit: "Oublions le passé". Je comprends que le gouvernement voudrait nous voir passer l'éponge sur ce qu'il a fait.

La question du crédit rural est trop importante pour qu'on y mêle la politique. Le gouvernement est largement responsable du problème qui existe. Le cultivateur a une part trop lourde d'obligations. Quoiqu'on dise du côté du gouvernement, le cultivateur est taxé, particulièrement du fait que le provincial a retiré aux municipalités les revenus qui leur appartenaient. Par suite de la dépréciation des immeubles, le cultivateur doit payer des

hypothèques. Il a un besoin évident de crédit. Tout le monde le reconnaît. Où peut-il le trouver?

Le ministre de l'Agriculture a dit que le système fédéral est suffisant. Pourtant, le système fédéral a été institué pour répondre aux besoins du pays en général, et non pour les besoins particuliers de nos provinces.

Or, les besoins des provinces de l'Est ne sont pas les mêmes que ceux des provinces de l'Ouest. Ici, par exemple, la plupart des bâtiments ont une valeur plus grande que la terre elle-même. Or, le système fédéral prête dans la proportion de 20 % de la valeur des bâtiments et de 50 % sur la valeur de la terre. Le montant qui est prêté dans notre province, en vertu de ce principe, est ridicule.

Le cultivateur est dans un état différent de celui des autres provinces. La province de Québec a, en outre, des lois qui empêchent la mise en œuvre intégrale du crédit fédéral, notre législation ne reconnaissant pas les hypothèques sur les meubles.

La loi du concordat nous a fait toucher du doigt la nécessité du crédit agricole. Cette loi n'est applicable que dans la mesure où les cultivateurs pourront avoir des montants à offrir à leurs créanciers. Nous avons vu des cultivateurs venir chez les séquestres et qui auraient pu être sauvés, si nous avions un crédit provincial. Dans la plupart des cas, des arrangements satisfaisants pourraient être conclus, si le cultivateur pouvait emprunter à un taux raisonnable.

À l'opposition qui réclamait un système provincial, le gouvernement a répondu: "Pourquoi un autre système à côté de celui du fédéral?" Les arguments servent de diverses manières, suivant les questions qui sont en cause. Nous contribuons pour les pensions aux vieillards, mais on nous dit que ce n'est pas une raison pour que nous acceptions la loi. On nous dit: "La province d'Ontario a aboli son crédit agricole provincial". Je ne sais pas si cela est exact, mais je sais que la province d'Ontario a prêté sur des terres qui valaient \$50,000 et qui en valent \$5,000.

Elle a prêté sur du vent et elle a dû perdre de l'argent. Il se peut que la province d'Ontario ait réalisé que son crédit entraînait des dépenses considérables. Comme d'autres organisations elle a subi le coup de la dépréciation. Mais dans la province de Québec nous n'avons rien à craindre de ce côté. La valeur des terres ne baissera pas davantage.

L'opposition propose une commission provinciale. Cela ne devrait pas effrayer le gouvernement, car il s'y connaît en fait de

commissions. Cet organisme devrait être composé de membres compétents et offrant toutes les garanties d'indépendance.

La commission devra émettre des obligations que garantira le gouvernement, afin que le taux d'intérêt soit le plus bas possible. Les cultivateurs doivent pouvoir emprunter aux mêmes taux que la province. Ce taux ne devra, dans aucun cas, dépasser 4 %. Il est impossible de croire que l'on ne puisse pas établir le crédit dans ces conditions, quand le prix de l'argent est si bas. L'opposition veut ensuite des prêts à long terme.

C'est le système qu'elle a proposé l'an dernier. L'honorable premier ministre nous dira ou nous fera dire que nous présentons un revenant. Elle revient à la charge parce qu'elle a essuyé un refus. Contrairement à l'attente, aucune tentative sérieuse n'a été faite. On s'est contenté de somnifère. Le gouvernement a toujours fait montre de la même indifférence. L'opposition demande que le gouvernement prenne enfin conscience de la question, qu'il cesse d'escamoter les problèmes soulevés et qu'il les aborde franchement.

**M. Dugas (Joliette):** L'honorable député me dira-t-il ce qu'il veut dire dans sa motion par des "garanties raisonnables"?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis surpris qu'un député qui connaît bien la langue française pose une pareille question. Le député de Joliette a coutume de connaître la valeur des mots, il devrait savoir ce que signifie raisonnable. Je comprends qu'il faille beaucoup d'explications au gouvernement, lorsqu'il s'agit de chose raisonnable. Il s'agit du pourcentage.

**M. Dugas (Joliette):** Si un cultivateur a une terre de \$5,000 et qu'il demande à emprunter \$4,000, serait-ce raisonnable?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quel est le chiffre qui n'est pas raisonnable?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est l'honorable premier ministre qui n'est pas raisonnable.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Quel est le pourcentage de la valeur de la terre qui serait une garantie raisonnable, d'après mon honorable ami des Deux-Montagnes?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai aucune hésitation à dire à l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) que, personnellement, je considère qu'il n'y a aucun danger à prêter au cultivateur dans la proportion de 60 % de la valeur de la terre. Je veux dire 60 % de la valeur totale. Avec la législation que nous proposons, nous pourrions régler la situation du cultivateur, éteindre ses dettes. Nous serions, par là, en bonne voie de régler le problème de l'établissement des fils de cultivateurs et le problème de la désertion du sol. Nous avons aujourd'hui le triste spectacle du cultivateur qui peine uniquement pour rencontrer des paiements. Je ne peux donc pas blâmer notre population de se détacher du sol.

M. l'Orateur, on parle de colonisation. C'est là un problème complémentaire. La colonisation, c'est la prévoyance du gouvernement d'assurer la subsistance du trop plein de la population rurale. Il faut commencer par maintenir sur la terre les gens qui y sont déjà. Une bonne politique agricole doit nécessairement précéder toute politique de colonisation.

À quoi servira d'établir des colons si les cultivateurs abandonnent leurs terres et s'en vont dans les villes? Je dis que le gouvernement dépensera inutilement de l'argent pour la colonisation s'il ne prend pas le moyen d'instituer un système de crédit agricole pour maintenir les cultivateurs sur leurs terres. Le crédit agricole provincial apportera la confiance aux cultivateurs. Il donnera du courage aux cultivateurs et à leurs fils, il les détournera des villes où ils sont fortement tentés.

Le gouvernement devrait bien se rendre à l'évidence. Je ne comprends pas pourquoi il refuse de se rendre à notre demande. Nous ne demandons pas au gouvernement provincial de grever son budget, nous lui demandons simplement de donner sa garantie à une commission du prêt agricole.

(Applaudissements à gauche)

**M. Fortin (Beauce):** M. l'Orateur, Cette question du crédit agricole a été étudiée à trois reprises en Chambre, et jamais le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) n'a apporté quelque chose de neuf au débat. Le député de Deux-montagnes a parlé de taxes imposées à la classe agricole par le gouvernement. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a déjà disposé de cette question de taxes lors de la mise en nomination du député de Wolfe (M. Lapointe), au cours d'une assemblée publique, l'année dernière.

Lorsque le ministre de la Voirie demanda quelle taxe le gouvernement imposait aux

cultivateurs, tout ce que le candidat conservateur trouva à répondre, fut ceci: "Taxes municipales!" On a donc finalement disposé de cette question de taxes. On a parlé aussi de taxes imposées aux cultivateurs, au montant de \$17,000,000, pour la construction de notre voirie. Le gouvernement a absorbé tous les frais de construction et d'entretien des chemins, et le cultivateur n'a plus rien à payer pour les routes.

Comme on l'a déjà dit en Chambre, il n'y a pas lieu d'établir en Québec un crédit provincial, pour conserver le crédit fédéral. La question du crédit agricole doit être posée sur une base d'affaires. Ce serait une grave erreur économique que d'instituer un système provincial à côté de celui qui existe déjà. Je me demande si un crédit provincial ferait mieux que le crédit fédéral. Dans les premières années, il a pu y avoir quelques difficultés, mais elles ont été abolies, le gouvernement paye 1½ % du tarif d'intérêt demandé par Ottawa et il fait viser les titres par un avocat légiste, à titre gracieux.

S'il faut en croire le discours du trône, M. Bennett a encore l'intention d'améliorer la loi fédérale du crédit agricole. Actuellement, le gouvernement fédéral ne refuse pas le prêt. Il reste encore une difficulté causée par les hypothèques inopérantes. Le gouvernement nous a dit, dans le discours du trône, que ces hypothèques seront radiées au cours de la session actuelle. Le notaire Couture, conservateur de Rimouski, qui écrit dans *Le Progrès du Golfe*, a dit qu'il n'y aurait pas lieu d'établir un crédit agricole dans Québec, quand toutes ces hypothèques inopérantes auront été radiées. Et, M. Couture est un bon conservateur.

Il ne faut pas trop demander au prêt agricole. On ne peut espérer un prêt de \$4,000 sur une terre de \$6,000, par exemple. Souvent les caisses populaires ont fait enquête, et elles ont réalisé que le cultivateur n'était pas solvable, qu'il avait des dettes pour la valeur de sa propriété, et parfois davantage.

On a souvent accusé la Commission du prêt fédéral à tort. Des cas ont souvent été révélés où des cultivateurs avaient caché dans leurs demandes d'emprunt des dettes qui grevaient leurs terres pour plus que leur valeur.

Nous prétendons donc qu'un crédit agricole provincial ne saurait prêter davantage que le prêt fédéral à conditions égales, car nous n'avons pas le droit de mettre en danger les fonds du gouvernement qui appartiennent à la communauté en général. Nous n'avons pas le droit d'engager le crédit de la province pour plus que le montant que les cultivateurs peuvent payer. Mais la province aide les cultivateurs qui veulent emprunter du crédit fédéral, en commençant

par payer 1.5 %. Le gouvernement aide les cultivateurs de toutes les façons que l'on sait. Mon honorable ami a parlé de la colonisation. Mais le plan du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) favorise avant tout le retour à la terre et l'aide aux fils de cultivateurs. Tout ce que le gouvernement fait vaut bien mieux que l'établissement d'un crédit agricole.

Le président de l'Union catholique des cultivateurs, M. Albert Rioux, n'est pas en faveur d'un crédit provincial. Il préférerait voir les caisses populaires s'entremettre pour fournir des prêts aux cultivateurs. Les caisses populaires favoriseront en même temps le goût de l'épargne dans les campagnes.

Il (M. Frigon) invite le gouvernement à subventionner les caisses pour leur permettre de s'étendre dans toute la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Beauce sait-il combien il y a de caisses populaires dans notre province?

**M. Fortin (Beauce):** Oui. Il y en a 283. Elles ont eu la responsabilité de plus de \$196,000,000 depuis leur fondation et, actuellement, elles ont un fonds de réserve d'au-delà de trois millions<sup>5</sup> et des dépôts pour au-delà de \$58,000,000<sup>6</sup> qu'elles ont prêtés aux cultivateurs depuis cinq ans. D'ici 10 ans, nous pouvons en faire un organisme d'une extrême puissance, dans Québec. Elles deviendront en peu d'années une excellente institution du crédit agricole dans notre province. L'on rendra un excellent service à la population en encourageant le développement des caisses. C'est là la meilleure forme de crédit que l'on puisse souhaiter. L'opposition ne veut pas encore le reconnaître, mais j'ai peur que ce soit pour flatter l'électorat qu'elle nous ramène cette demande encore cette année.

Le système fédéral est amplement suffisant pour nos besoins actuels, avec les modifications qui ont été apportées, avec les caisses populaires et les autres octrois que pourra accorder le gouvernement, et il le sera davantage avec la radiation des hypothèques inopérantes.

(Applaudissements à droite)

**M. Lamoureux (Iberville):** Comme cultivateur et non comme gentleman-farmer, je suis en faveur de la motion de l'honorable député des Deux-Montagnes.

(Applaudissements à gauche)

Il y a 12 ans que je suis ici et j'ai toujours réclamé un crédit agricole. J'en suis de plus en plus convaincu. L'an dernier, je déclarais qu'au moins 50 % des cultivateurs étaient à la veille d'être mis en

faillite, si nous n'adoptions pas une loi pour y pourvoir à bref délai. Leur nombre va toujours croissant. Si on n'a pas le courage de faire quelque chose, si l'on ne trouve pas un moyen d'empêcher les cultivateurs de faire faillite, la race canadienne-française s'en va à un désastre. J'ai dit, il y a quelques années, que ça allait mal chez les cultivateurs. J'avais raison.

(Applaudissements à gauche)

La classe agricole a besoin d'un système de prêt agricole provincial, surtout depuis la mise en vigueur de la loi du concordat qui incite les créanciers à conclure des arrangements avec les débiteurs. Mais pour que les réductions de créances soient acceptées, il faut que le débiteur ait un montant à offrir.

On parle de colonisation. J'en suis; on va dépenser dix millions de dollars; on va sortir le monde des villes pour les envoyer dans le bois. Mais, pendant ce temps-là, les cultivateurs vont s'en aller prendre la place des chômeurs que l'on aura renvoyés sur la terre. J'ai 70 ans. J'ai toujours vécu parmi les cultivateurs et j'ai de l'expérience. Je ne fais pas une question de parti, elle est trop importante. On est mal pris partout. Cependant, on n'ose pas prendre les moyens radicaux qui s'imposent. Les banques regorgent d'argent et les cultivateurs ne peuvent pas emprunter. Aux cultivateurs, on prête à 8 %. Au gouvernement, on prête à 3 %. Il faut que ça cesse. Je crois qu'il va falloir faire un peu de socialisme pour enrayer le communisme qui s'en vient dans le pays.

Il (M. Lamoureux) demande aux journalistes de rapporter fidèlement ses paroles.

(Applaudissements de la Chambre)

On nous dit qu'il y a le crédit fédéral. Dans mon comté, un cultivateur, M. Josaphat Desranleau, acheta en 1922 une terre pour la somme de \$32,000 sur laquelle il paya \$21,000 comptant. Il s'est adressé à deux reprises à la Commission du prêt agricole et, finalement, celle-ci lui a offert un peu plus de la moitié du montant qui lui restait à payer. Mes interventions et celles du gouvernement de Québec n'ont abouti à rien. Le crédit fédéral n'a voulu prêter au cultivateur que \$3,500.

On dit après cela qu'on va essayer à ramacher le prêt fédéral. J'ai eu affaire à la Commission du crédit agricole fédéral. J'ai soumis le cas à l'honorable ministre de l'Agriculture. Canadiens français de la province de Québec, nous n'aurons jamais justice du crédit fédéral. Je dis ici que les Canadiens français de la province de Québec n'auront jamais justice des Anglais et je puis vous le

prouver. Cela existe dans nos universités anglaises, particulièrement.

On veut nous envoyer promener à Ottawa avec ce prêt agricole. Aller se promener à Ottawa pour chercher de l'argent, c'est comme quand on va chercher le médecin à vingt milles et qu'en revenant on trouve l'homme mort. Si nous avions un crédit provincial, nous n'aurions pas ces promenades à faire à Ottawa; un grand nombre de cultivateurs vont à la ruine et le crédit rural provincial serait le seul moyen de les sauver.

On s'objecte qu'un crédit rural coûterait trop cher. La province de Québec est-elle en mesure de créer un crédit agricole? Oui, et même à un taux moins élevé que 4 %. Mais, supposons que le gouvernement mette \$2,000,000 à la disposition des cultivateurs. Comme il peut emprunter à 3 %, supposons qu'il perde 2 % là-dessus, ce ne serait qu'une perte de \$100,000. Cela peut-il compter? Ça ne ferait pas en somme une perte si considérable et une dépense d'argent si mal placée!

Plus de la moitié des cultivateurs, mal en point au point de vue financier, pourrait cependant donner des garanties suffisantes. Si c'est risqué de prêter à 60 % de la valeur actuelle des terres, il vaut aussi bien tout abandonner. Il n'est presque pas de cultivateurs qui exploitent leurs fermes avec profits. Le cultivateur n'a pas de revenus suffisants. Pour ma part, j'ai sept enfants avec moi sur ma terre. Nous sommes des travailleurs. Si je n'avais pas mon indemnité parlementaire, je serais en déficit.

On dit que les cultivateurs sont de mauvais payeurs. Ce n'est pas vrai. S'ils ne paient pas, c'est qu'ils n'ont pas d'argent, et personne plus qu'eux ne voudrait rencontrer leurs obligations.

Je ne m'occupe pas du nouveau parti libéral. Il ne m'intéresse pas. Mais, il est question du prêt agricole provincial dans son programme. Les deux députés de la Beauce diffèrent d'opinion à ce sujet. L'opposition est aussi en faveur du crédit provincial rural. Il y a beaucoup plus de monde qu'on pense qui le favorise. J'assistais, en 1933, au congrès de l'Union catholique des cultivateurs à Saint-Hyacinthe. Ce n'était pas tous des bleus qui étaient là. Car il n'y a presque plus de bleus dans notre bout. J'ai proposé une résolution réclamant l'institution immédiate d'un prêt agricole provincial. Ça ne faisait pas l'affaire de M. Albert Rioux. M. Rioux était contre. Il voulait un système basé sur les caisses populaires. Il voulait redorer le blason du fédéral.

On a parlé de M. Marion. Je le connais. C'est un gentleman. Moi, je n'essaie pas de faire le monsieur. (Rires) L'honorable député de Beauce a

parlé du crédit agricole par les caisses populaires. On a essayé cela dans le comté d'Iberville, de Rouville et de Missisquoi. Autour de chez moi, une des caisses a fait perdre \$200,000. À Saint-Césaire, je crois que la caisse a perdu \$175,000. Le fondateur des caisses populaires, il les a fondées pour encourager la petite épargne et non pour faire des affaires de banque et des prêts sur hypothèques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, très bien.

**M. Lamoureux (Iberville):** Voilà pourquoi il y a tant de pertes dans le sud de la province. Il faut de l'expérience pour faire des affaires de banque. Voilà ce que j'avais à dire. Je vais dire un mot à l'honorable ministre de l'Agriculture, que j'estime. Même si vous ouvrez des écoles d'agriculture et si vous nommez des agronomes, vous ne sauvez pas les cultivateurs qui sont à la veille de faire banqueroute. Quelle coopération peut-on espérer obtenir d'une classe de cultivateurs qui ne savent pas si demain ils ne seront pas dépossédés?

En terminant, je vais faire une déclaration. Il y a 50 ans que j'exerce mon droit de vote. J'ai voté une fois conservateur. Ce n'est pas ce que j'ai fait de mieux dans ma vie. (Rires) Je commence à être vieux. Mes électeurs m'ont donné leur confiance et je n'en serais pas digne, si je ne donnais pas franchement mon opinion, si je ne croyais pas défendre les intérêts des cultivateurs, et si je ne parlais pas suivant mes convictions qui sont qu'un crédit rural est urgent et impérieux. J'espère que, grâce à cette attitude, nous nous reverrons encore ici l'an prochain.

(Applaudissements)

**M. Gagnon (Kamouraska):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Côté), l'ajournement du débat.  
Adopté.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** Le débat est ajourné.

#### Commission de l'électricité

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a contradiction entre deux documents officiels qui m'ont été remis par le gouvernement, au sujet de la nomination de la commission d'enquête Lapointe. Dans le premier, on dit que la commission Lapointe a été nommée en vertu des pouvoirs qu'a le gouvernement de voir au bien-être de ses



administrés. Dans le second, on dit que cette commission a été nommée à la suite d'une décision du Conseil exécutif. S'il y a eu décision du Conseil, il y a donc eu arrêté ministériel car, constitutionnellement, il ne peut y avoir de décision du Conseil, sans arrêté ministériel.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mais non!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que c'est contradictoire. M. l'Orateur, je désire savoir de l'honorable premier ministre si la Commission de l'électricité, présidée par l'honorable M. Ernest Lapointe, a été nommée par un ordre en conseil. Je n'en vois pas de copie dans le dossier qui a été produit par le gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Non, il n'y a pas eu d'ordre en conseil et cela n'était pas nécessaire. La nomination de cette commission est une simple décision du Conseil. Nous avons décidé, mes collègues et moi, de confier l'étude du problème à l'honorable M. Lapointe, M. Frigon et M. MacDonald, et je les en ai prévenus par des lettres que j'ai produites dans le dossier que mon honorable ami le chef de l'opposition a en sa possession.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Normalement, les décisions du Conseil doivent être appuyées par ordre en conseil, et, si ce n'est pas le cas ici, cela signifie alors que la commission est totalement anticonstitutionnelle. Et si la commission Lapointe est anticonstitutionnelle, les salaires et honoraires payés à MM. les commissaires et au secrétaire, les dépenses faites par la Commission et défrayées à même les fonds de la province sont illégaux, doivent être considérés comme non avenue. On pourrait même exiger des commissaires le remboursement des sommes que leur a transmises le trésorier provincial, et même, à défaut, obliger le trésorier à le faire à même ses propres deniers.

La Commission n'a été nommée en vertu d'aucune loi, ce qu'admet le premier ministre. Si alors, la commission n'a été nommée en vertu d'aucune loi, le gouvernement devait procéder par arrêté ministériel, pour autoriser les commissaires à faire des dépenses, pour voter des honoraires ou émoluments auxdits commissaires, puisque cela devenait une dépense extraordinaire prévue ni par une loi, ni par le budget.

Or, le gouvernement n'a adopté aucun arrêté ministériel; Conséquemment, il n'y a aucune décision

officielle du conseil des ministres pour autoriser la dépense. Les décisions du conseil des ministres ne se traduisent, en effet, que par un arrêté en conseil approuvé par le lieutenant-gouverneur, ce qui n'a pas été fait dans le cas présent.

Il est probable<sup>7</sup> que le gouvernement devra légaliser la dépense, sous peine de voir un actionnaire libéral pris d'un zèle farouche intenter une poursuite contre les ministres en personne, pour les forcer à rembourser au trésor l'argent déjà dépensé. Ce serait un désolant épilogue au rapport de la Commission qui aura suffisamment de sujets de critiques peu agréables. L'affaire peut se légaliser soit par une loi, soit aussi plus simplement en incluant la dépense dans le budget des dépenses à voter.

La Commission a, sans aucun doute, fait son travail avec la conviction d'être un organisme légalement constitué, mais il n'en demeure pas moins qu'au sens strict de la loi, ce n'était pas le cas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La nomination de la Commission est absolument constitutionnelle, puisqu'en tout temps le gouvernement peut obtenir toute l'information dont il a besoin. Constitutionnellement, il n'est pas besoin d'ordre en conseil chaque fois que les ministres tiennent séance et prennent une décision. Nous avons tout simplement décidé de la création d'une commission au Conseil, nous avons décidé de nommer la commission, et j'ai écrit à l'honorable M. Lapointe pour lui demander de présider cette Commission.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il doit absolument y avoir un ordre en conseil.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je répète que la Commission a été créée par voie de lettres, comme nous avions le droit de le faire, sans ordre en conseil. Cela n'était pas nécessaire et la Commission est parfaitement constitutionnelle.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose l'ajournement de la Chambre.  
Adopté.

La séance est levée à 6 h 10.

**NOTES**

1. *L'Événement* du 24 janvier 1935, à la page 8, écrit "ne pouvait".
2. M. Francoeur est célibataire, selon *Le Devoir*, 24 janvier 1935, à la page 10.
3. *Le Canada* du 24 janvier 1935, à la page 5, écrit 45 %.
4. *L'Événement* du 24 janvier 1935, à la page 8, écrit 25 ou 30 inspecteurs.
5. *La Presse* du 24 janvier 1935, à la page 18, écrit \$3,700,000.
6. *L'Événement* du 24 janvier 1935, à la page 8, écrit \$53,000,000.
7. Nous ne pouvons dire avec certitude si les paroles rapportées dans le paragraphe qui suit doivent être attribuées à M. Duplessis ou si elles sont de M. Alexis Gagnon, chroniqueur parlementaire au *Devoir*. Compte-tenu qu'elles ne trahissent pas la pensée de M. Duplessis sur le sujet, nous avons décidé de les inclure dans le texte.

Séance du jeudi 24 janvier 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 8 février prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 28 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits sur le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

- bill 79 constituant en corporation Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie;
- bill 80 modifiant la loi constituant en corporation Quebec Paper Box Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester limitée";
- bill 81 modifiant la loi constituant en corporation Dominion Corset Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot limitée".

Votre comité recommande de prolonger au 8 février prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 28 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits sur le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**Charte  
de Montréal**

**M. Phaneuf (Bagot)** pour **M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** demande la permission de présenter le bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Je me réserve le droit de discuter le bill au comité des bills publics.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Moi aussi. (Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Validation d'enregistrements  
à Saint-Hyacinthe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 7 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Il s'agit de valider certains enregistrements faits dans la région.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

**Département de la Voirie,  
octrois par comté**

**M. Fisher (Huntingdon):** Du 1<sup>er</sup> avril 1934 jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement:

1. Quel montant d'argent le département de la voirie a accordé comme octrois pour amélioration aux chemins dans les divers comtés de la province sur la base de 50 %?

2. Quels sont les noms de ces comtés?

3. Pour quel montant dans chaque cas?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$930,291.61.

2. et 3. Abitibi, \$390.32; Argenteuil, \$4,577.73; Arthabaska, \$19,448.17; Bagot, \$40,056.92; Beauharnois, \$13,486.95; Beauce, \$21,538.56; Bellechasse, \$14,693.12; Berthier, \$11,500.00; Bonaventure, \$8,242.58; Brome, \$8,820.03; Chambly, \$1,156.19; Champlain, \$46,681.54; Charlevoix-Saguenay, \$15,546.01; Châteauguay, \$23,960.51; Chicoutimi, \$30,116.00; Compton, \$16,888.22; Deux-Montagnes, \$8,497.44; Dorchester, \$17,298.29; Drummond, \$10,487.08; Frontenac, \$12,831.81; Gaspé-Nord, \$7,598.98; Gaspé-Sud, \$11,150.00; Gatineau \$16,282.27; Hull \$9,007.84; Iberville \$11,513.47; Huntingdon, \$1,565.00; Îles-de-la-Madeleine, \$5,820.42; Joliette, \$21,143.18; Kamouraska, \$7,950.00; Labelle, \$11,000.00; Lac-Saint-Jean, \$10,612.94; Laprairie-Napierville, \$22,454.03; L'Assomption, \$17,808.39; Laviolette, \$9,963.91; Laval, \$7,200.00; Lévis, \$8,584.76; Lotbinière, \$17,910.29; L'Islet, \$11,247.71; Maskinongé, \$16,207.07; Matane, \$9,122.52; Matapédia, \$6,089.71; Mégantic, \$16,455.98; Missisquoi, \$17,495.83; Montcalm, \$11,333.93; Montmagny, \$11,000.00; Montmorency, \$1,950.00; Nicolet, \$14,117.61; Papineau, \$10,480.80; Pontiac, \$5,329.16; Portneuf, \$17,290.37; Québec, \$14,828.63; Richelieu, \$8,126.75; Richmond, \$9,183.07; Rimouski, \$5,143.34; Rivière-du-Loup, \$11,840.53; Roberval, \$17,278.35; Rouville, \$5,000.00; Shefford, \$13,903.14; Sherbrooke, \$4,616.72; Soulanges, \$35,568.97; Stanstead, \$5,257.04; Saint-Hyacinthe, \$1,200.00; Saint-Jean, \$3,840.81; Saint-Maurice, \$25,061.63; Témiscamingue, \$12,113.64; Témiscouata, \$4,109.80; Terrebonne, \$25,685.98; Trois-Rivières, \$10,500.00; Vaudreuil, \$5,913.57; Verchères, \$11,615.05; Wolfe, \$13,469.99; Yamaska, \$14,130.96.

**Département de la Voirie,  
dépenses pour l'amélioration  
et l'entretien de chemins**

**M. Fisher (Huntingdon):** Quelle somme d'argent le département de la voirie a dépensée pour l'entretien et l'amélioration de tous les genres de chemins dans la province?

a. À compter du 1<sup>er</sup> avril 1933 jusqu'au 31 décembre 1933, inclusivement?

b. Du 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le département de la Voirie a dépensé pour l'entretien, la réfection et la construction des chemins:

a. \$7,279,923.67.

b. \$7,524,688.27.

**Coût des travaux  
de voirie, 1934**

**M. Béïque (Chambly):** Combien ont coûté à la province tous les travaux de voirie faits dans la province, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1934 au 31 octobre 1934, inclusivement?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les travaux de voirie exécutés par le département de la Voirie ont coûté \$6,187,805.20.

**Département de la Voirie,  
contrats accordés**

**M. Béïque (Chambly):** Depuis la date couverte par la réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative*, le 27 mars 1934, à combien se chiffre la somme totale:

a. payée;

b. payable par la province, en vertu des contrats ou entreprises accordés par l'intermédiaire du ministère de la voirie aux compagnies suivantes:

1. Macurban Asphalt Limited?

2. Macasphalt, Limited?

3. Canadian Rock Products Limited?

4. Eastern Townships Paving & Contracting Company?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. a. \$382,678.09; b. \$276,732.59.

2. a. et b. Rien.

3. a. \$350,141.66; b. \$103,336.05.

4. a. \$25,175.23; b. \$25,507.46.

**Passages à niveau,  
dépenses**

**M. Béique (Chambly):** Concernant la somme de \$300,000 prévue par la loi relative aux passages à niveau, 19 George V, chapitre 8, depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement:

1. Combien la province a-t-elle dépensé?
2. À combien s'élève le total des contributions assumées par les municipalités, en vertu de l'article 5 de ladite loi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Du 10 janvier 1934 jusqu'au 10 janvier 1935, la province n'a rien dépensé de cette somme de \$300,000.00.

2. Aucune contribution municipale.

**Route Montréal-Sherbrooke,  
tronçon Magog-Granby**

**M. Béique (Chambly):** Relativement aux travaux de réfection, ou d'élargissement, ou de réparation, ou de reconstruction, ou de déviation, quant à la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby, depuis la date couverte par la réponse du 13 février 1934, consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative*:

1. Combien ont coûté à date lesdits travaux?
2. Combien la province a-t-elle payé?
3. Combien reste-t-il à payer?
4. Des travaux de pavage ont-ils été faits? Dans l'affirmative:
5. Sur quelle longueur de chemin?
6. Quelle est la nature des autres travaux qui ont été exécutés?
7. Quel en a été le coût dans chaque cas?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$962,739.83.

2. \$588,413.68.
3. \$374,326.15.
4. Oui.
5. 23.6 milles.
6. Des travaux préliminaires et accessoires: terrassements, élargissement, redressements, drainage, pontceaux, fondation, garde-fous, accotements, etc.
7. Travaux préliminaires: \$387,840.85; Travaux de pavages: \$574,898.98.

**Coût des  
unités sanitaires**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien a coûté au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934, chaque unité sanitaire:

- a. au gouvernement;
- b. au comté ou groupe de comtés où elle a été établie?

2. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, le 26 janvier 1934, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1.

	a.	b.
Argenteuil	\$10,276.08	\$1,442.29
Beauce	13,421.37	2,242.21
Bonaventure	12,251.29	752.21
Champlain	12,043.37	2,836.55
Châteauguay-Laprairie-		
Napierville	12,367.05	3,398.17
Chicoutimi	14,557.24	7,465.98
Gaspé-Est	13,087.27	904.27
Gaspé-Ouest	9,013.58	243.93
Îles-de-la-Madeleine	5,508.57	112.50
		(9 mois)
Joliette	11,674.90	2,250.52
Kamouraska-L'Islet	12,469.68	1,535.08
Labelle	11,415.61	717.45
Lac-Saint-Jean	17,416.39	5,118.27
L'Assomption-Montcalm	12,667.70	2,070.86
Laviolette	13,106.19	5,220.98
Lévis	12,318.72	2,758.84
Lotbinière	10,473.22	1,067.46
Matane	10,171.81	837.73
Matapédia	9,861.88	738.13
Mégantic	10,609.66	2,484.99
Nicolet	12,461.60	1,350.62
Papineau	10,626.41	1,550.47
Rimouski	12,332.15	1,634.69
Saint-Hyacinthe-		
Rouville	13,652.05	4,666.10
Saint-Jean-Iberville	13,178.92	3,848.82
Saint-Maurice	16,510.16	6,591.59
Témiscamingue	11,847.79	2,435.33
Témiscouata	16,306.85	2,282.02
Terrebonne	<u>12,686.90</u>	<u>3,085.21</u>
	\$354,314.41	\$71,643.59

La somme de \$354,314.41 représente le total du coût des unités sanitaires et la somme de \$71,643.59 la contribution payée ou payable des comtés à ce total.

2. Une. Abitibi.
3. Le 1<sup>er</sup> novembre 1934.

#### **Timbres imprimés en vertu de 22 George V, chapitre 32**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1934, exclusivement, combien de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 George V, ont été imprimés?

2. Pour quelle somme totale?
3. Ladite somme a-t-elle été payée?

Dans l'affirmative:

*a.* Quand?

*b.* A-t-elle été payée par la province ou par la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 3,175,000.

2. Coût de la fabrication de ces timbres: \$1,746.25.

3. Oui.

*a.* Le 30 août 1933, le 13 décembre 1933 et le 25 août 1934.

*b.* Par la province.

#### **Taxe sur la gazoline, revenus**

**M. Fisher (Huntingdon):** À combien se chiffrent les revenus bruts de la province provenant de la taxe sur la gazoline:

*a.* Du 17 décembre 1932 inclusivement au 1<sup>er</sup> mai 1933, inclusivement?

*b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 inclusivement au 30 juin 1933, inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* \$1,366,848.82.

*b.* \$1,009,467.89.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Comptes publics, 1934**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des comptes*

*publics* de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin. 1934. (Document de la session no 63)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Il est à peu près temps.

#### **Validation d'enregistrements à Saint-Hyacinthe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

#### **Actes et documents dans Bonaventure et Gaspé**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 3 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.

Adopté.

#### **En comité:**

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le but du projet est de donner au lieutenant-gouverneur en conseil le privilège d'autoriser une personne à recevoir des actes, en l'absence d'un notaire. Ces deux comtés n'ont pas de notaire. Des actes publics sont rédigés par des personnes qui n'ont pas leurs pouvoirs. Le gouvernement prolonge d'année en année la durée du privilège accordé à la population, jusqu'à ce qu'elle ait des notaires à sa disposition. Nous avons espéré qu'un notaire s'établirait en Gaspésie. Aucun notaire n'a voulu y aller. Je dois dire que, si un notaire voulait s'établir dans cette région, il y serait bienvenu.

Le texte proposé cette année à l'approbation de la Chambre prolonge le privilège indéfiniment. Le gouvernement réserve au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de déterminer la date à laquelle devra cesser le droit, pour les curés et pasteurs des comtés de Bonaventure et Gaspé, de faire des actes, des

testaments, etc. Dès qu'un notaire ira s'établir dans la région, le gouvernement fixera la date en question.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,  
article 2161e**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ste. Anne Paper  
Company**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la Ste. Anne Paper Company Limited et à ses prédécesseurs et ayants cause soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a sept ou huit ans, la municipalité a consenti à la compagnie une commutation de taxes, scolaires et municipales, sous forme d'évaluation fixe, et nous l'avons ratifiée - ce que nous avons fait pour bien d'autres compagnies. La compagnie a construit à Beupré un moulin au prix de \$5,000,000 et y a employé plusieurs centaines d'ouvriers. Le village de Beupré a prospéré, grâce à cette usine. Par la suite, l'usine est passée à l'Abitibi Paper, qui est venue en difficultés financières. Depuis deux ans, l'usine est fermée.

Le gouvernement estime que la compagnie n'a pas rempli ses obligations envers la municipalité et que l'exemption doit cesser. Les ouvriers qui y gagnaient leur vie sont sans travail, et les commutations de taxes accordées à la compagnie doivent être annulées. Il y a lieu que la compagnie paye maintenant les taxes municipales et scolaires sur ses biens fonciers. Tel est le but de ce projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le titre du projet de loi ne correspond pas aux dispositions de l'article 3, puisqu'on accorde aux municipalités, en cas de la reprise des opérations, pour cinq ans, les mêmes exemptions précédemment accordées. Il suffira d'une simple décision du conseil municipal, sans le consentement des propriétaires électeurs. Nous avons toujours été contre les commutations de taxes municipales et surtout scolaires qu'a multipliées le gouvernement. Le gouvernement en a trop accordées.

Dans certaines villes, plus de 50 % de la propriété imposable est exemptée de taxes, avec le résultat que tout le fardeau de l'administration municipale et scolaire retombe uniquement sur les petits propriétaires déjà surchargés. La petite propriété est aujourd'hui taxée pour 100 %, alors que c'est la grosse propriété qui devrait porter une grande partie des impôts. Ces exemptions ont atteint un chiffre si fabuleux que l'opposition ayant demandé, il y a deux ou trois ans, à quel montant s'élevaient les exemptions, le gouvernement a répondu qu'il ne le savait pas.

Le gouvernement, en poussant sans prudence au développement et à la surproduction du papier, l'a augmentée encore par les exemptions de taxes alors que les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles devraient au moins être les premières à contribuer leur part dans l'œuvre éducative de la province. Dans ce cas-ci, le moulin de Beupré a contribué à la surproduction du papier et la compagnie n'aurait jamais dû avoir de réduction de taxes.

Je ne sais ce qu'il y a au fond du baril et quel projet on mûrit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Du moment que l'usine est fermée à Beupré, il n'y a aucune raison que la compagnie ne paye pas des taxes sur la valeur du moulin, soit \$5,000,000, de sorte que la municipalité deviendra en mesure de rencontrer ses obligations.

Quant à la deuxième partie du bill, elle prévoit tout simplement le cas où la compagnie rouvrirait son usine. Alors, il y aurait peut-être lieu de commuer de nouveau les taxes, parce que la compagnie emploierait des centaines d'employés. Je ne sais pas si la deuxième partie de ce bill aura pour but d'inciter la compagnie de rouvrir son usine, mais je le souhaite, et dans ce cas, les gages payés vaudraient bien plus pour le progrès de la municipalité que la somme prise par les commutations de taxes.

Si le moulin est rouvert, la compagnie bénéficiera de nouveau de sa commutation. Cette réserve n'a rien qui doive effrayer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous allons référer le projet au comité des bills publics, si vous voulez.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

Adopté sur division.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Saisie-arrêt de certains véhicules**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant, dans les cas de dommages causés par un véhicule automobile, le Code de procédure civile relativement à la saisie-arrêt avant jugement.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Élie (Yamaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit, en souriant, que le bill est adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Juridiction du tribunal de Rimouski**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande pourquoi l'honorable premier ministre ne nous fait pas étudier les projets de loi présentés par des membres de l'opposition, pour amender la loi des accidents du travail. La loi doit être amendée parce qu'une partie de la population en souffre, et le gouvernement retarde l'étude des amendements.

Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) a présenté une loi pour rétablir à \$12.50 par semaine les indemnités temporaires aux ouvriers accidentés, telles qu'elles existaient en 1931. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a présenté une loi pour étendre de 16 à 18 ans l'âge durant lequel la veuve d'un ouvrier accidenté pourra recevoir des indemnités pour ses enfants. J'ai moi-même présenté une loi pour rétablir le droit de l'ouvrier accidenté de choisir son médecin. Ces projets de loi sont sur le feuillet de la Chambre depuis le début de la session et le gouvernement devrait d'abord les étudier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mon honorable ami n'est pas dans l'ordre, mais, en tout cas, je puis lui dire que mon collègue le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) a sur l'ordre du jour un projet de loi qui satisfera les ouvriers. Mon honorable ami peut être certain que nous nous occupons des ouvriers autant que lui. Nous allons présenter des amendements à la loi des accidents du travail qui donneront satisfaction à l'opposition, car ils accordent peut-être plus que cette dernière ne demande dans ses projets de loi. Je l'ai déjà dit à mon honorable ami, les ouvriers sont mieux entre nos mains qu'entre les siennes.

La motion est adoptée. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code de procédure civile, article 83**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### **Délai de prescription des précepteurs et instituteurs**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant le Code civil, relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur) et M. Duplessis (Trois-Rivières)** parlent de nouveau des lois de l'opposition. Ils insistent<sup>3</sup> pour que le gouvernement étudie les trois bills et les adopte sans délai.

Il rappelle qu'à Ottawa les libéraux ont tout mis de côté pour que M. Bennett puisse présenter et faire adopter ses réformes. Il faut absolument s'occuper des ouvriers. Je comprends l'intérêt que l'on accorde aux gens de profession, mais le plus pressant actuellement, c'est de venir en aide aux ouvriers.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Si vous nous laissez passer nos lois, nous pourrions considérer les vôtres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a rien de plus important présentement que de secourir l'ouvrier. Je répète qu'il serait possible de soulager beaucoup de misère, si les bills Bertrand et Sauvé pouvaient être adoptés sans délai. Le premier ministre ne réalise pas le sérieux de l'affaire, comme il l'a montré à la session dernière, quand il a rejeté des bills semblables. À cause de mesures prises par le gouvernement, les travailleurs de Québec souffrent d'injustices. Il a fait du tort et quand on le presse d'agir, le premier ministre sourit. Qu'il en prenne la responsabilité. Il y a de la misère et il faut considérer nos lois sociales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tout ceci, c'est évidemment pour la galerie. Les ouvriers savent tout ce que nous avons fait pour eux. Le Parti libéral aime mieux les ouvriers que le député de Trois-Rivières ne les aime. Il s'est beaucoup préoccupé de l'ouvrier. Notre législation sociale est prête. À la première sanction de bills que fera le lieutenant-gouverneur, mon honorable ami constatera que les amendements demandés par l'opposition à la loi des accidents du travail seront parmi les bills pour lesquels nous demanderons la sanction.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi pas une sanction spéciale?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Peut-être, cela viendra-t-il plus vite que vous pensez!

La motion est adoptée. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code municipal, article 227**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 modifiant l'article 227 du Code municipal<sup>4</sup>.

Je suis prêt à en retarder l'étude si l'on veut passer aux projets de loi de législation sociale.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur) et M. Béique (Chambly)** appuient la requête du député de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On va tuer le bill. Ça va aller plus vite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si on veut le prendre sur ce ton, nous allons montrer que tous les cadavres ne sont pas de notre côté.

La motion est adoptée.

### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans une municipalité du Bas-du-fleuve, en 1933, le maire et les conseillers ont été accusés et trouvés coupables d'avoir faussé les documents publiés pour s'approprier les fonds publics du chômage et d'avoir obtenu de l'argent sous de faux prétextes. Lorsque c'est un particulier qui commet ces offenses envers un autre particulier, il va en prison et, plus souvent, au pénitencier.

Mais avec le gouvernement, c'est différent. Quand il s'agit de documents publics et des fonds publics, pour lui, ce n'est pas la même chose. Dès que les accusations ont été portées, on a envoyé le député de Bellechasse (M. Taschereau) pour défendre les accusés.

Le juge, choisi par le procureur général, a reconnu les accusés coupables de faux et d'obtention d'argent sous fausses représentations, mais il a suspendu la sentence. Et à la session suivante, le procureur général chargé de rechercher et faire punir les coupables a présenté une loi pour protéger de ses partisans, pour en quelque sorte ratifier et sanctionner les vols en question et leur permettre de conserver leurs charges.

Autrefois, les conseillers trouvés coupables d'une offense punissable par cinq ans de pénitencier étaient déqualifiés pour toujours, et ceux trouvés coupable d'une offense punissable par moins de cinq ans de pénitencier étaient déqualifiés pour deux ans. Après le procès, on a amendé le Code municipal pour dire que, lorsque la sentence est suspendue, celui qui est trouvé coupable de faux et de vol n'est pas déqualifié.

Et ainsi nos lois consacrent le principe que le criminel trouvé coupable d'un crime est qualifié pour être maire et administrer les biens de la communauté. C'est une clause qui est un crime et un encouragement au crime, une invite aux employés publics à falsifier les documents publics. Si un officier public s'approprie les fonds publics, même pour le bénéfice de sa municipalité, il est indigne d'occuper une charge. Je propose donc, par mon projet, que tout officier trouvé coupable soit déchu de sa charge. Pour l'honneur de la province, nous demandons que cet amendement disparaisse. Il est très bizarre que la Chambre ne réalise pas le sérieux de la situation.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** On ne devrait pas examiner la clause à la lumière d'événements spécifiques. Nous avons modifié cet article l'an dernier pour dire que, lorsqu'un officier municipal est trouvé coupable d'une offense, si la sentence est suspendue, il n'est pas déqualifié; la loi qui veut la déqualification ne s'applique pas. Le but de l'amendement était de laisser la discrétion voulue au juge, à la cour, pour décider si l'offense est assez grave pour entraîner la déqualification. Le projet de loi de mon honorable ami le chef de l'opposition n'est donc pas nécessaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On ne viendra tout de même pas prétendre qu'un individu trouvé coupable de faux et de vol est qualifié pour administrer la chose publique. Même si la sentence est suspendue, cela n'empêche pas le maire ou les conseillers d'être coupables. Et le moins que la Législature pourrait faire serait de ne pas inscrire pareille horreur. Il est amoral de sanctionner pareil principe.

Je ne pense pas qu'il soit possible de nier la nécessité de ce projet de loi, et je voterai pour son adoption.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'argument de l'honorable ministre de la Voirie serait habile si nous ne connaissions pas les faits. En réalité, c'est un amendement dangereux. Il est touchant de l'entendre parler du respect qu'il met dans les tribunaux, quand il l'un des plus ardents partisans de la loi Dillon pour rejeter l'autorité des mêmes tribunaux. En l'occurrence, le juge a pu se dire que, par une sentence suspendue, il enlevait aux coupables le droit de se faire élire comme maire et conseillers.

Je m'étonne qu'un ministre se lève pour sanctionner les actes de gens reconnus coupables par nos tribunaux. Mais lorsque des amis de l'administration sont mal pris et que le ministre croit pouvoir les sauver, il change d'avis. Nous avons présenté une loi qui est juste et nous laissons au gouvernement la responsabilité de la refuser. Mais un jour viendra où la province montrera qu'elle n'a pas accepté l'affront de voir, dans nos Statuts, la loi que vous avez adoptée l'an dernier.

**M. Taschereau (Bellechasse)** nie qu'il ait pris la défense des accusés devant les tribunaux. Il est allé représenter le maire de Saint-Ulric, mais seulement pour l'examen volontaire, car le maire s'est avoué coupable. En plus, le juge Couillard n'a pas été nommé par le procureur général pour présider au procès mais par l'autorité fédérale qui a les sympathies de l'opposition, car il était juge à la Cour supérieure. Le procès a eu lieu devant jury.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est encore pire.

**M. Taschereau (Bellechasse):** Les accusés ont plaidé culpabilité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La situation est encore pire que je ne le croyais. Car, voici des accusés qui ont été trouvés coupables non pas seulement par un juge mais par des jurés, et un maire qui s'est même avoué coupable, éliminant ainsi tout doute quant à sa culpabilité. On ne peut pas permettre l'accès des fonctions publiques à des gens qui avouent leur culpabilité.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je crois qu'il n'y a pas lieu de renverser la décision prise par la Législature l'an dernier et je propose que le comité se lève<sup>5</sup> et que le bill soit renvoyé.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport.

### **Établissement d'un crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 23 janvier courant, sur la motion proposée le même jour:

Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer les fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial;

Cette Chambre réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4 % et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Tout le monde a subi les conséquences de cette rupture d'équilibre qu'est la crise. Un grand nombre d'ouvriers sont privés de travail et ne peuvent dépenser les sommes qu'ils dépensaient au temps de la prospérité, d'où baisse générale dans le commerce. Les cultivateurs eux ont des dettes dont ils ne pourront se libérer, sans recourir à un crédit agricole quelconque. L'établissement de leurs fils leur a coûté cher et quelques-uns, il ne faut pas l'oublier, ont contracté des engagements onéreux dans leurs opérations financières.

En 1926 et même avant, il y eut une hausse considérable dans le prix des terres. Plusieurs ont acheté des propriétés, en 1928 ou auparavant, à des prix beaucoup plus élevés que de nos jours. Ils se sont basés à ce moment, pour évaluer leurs facultés de paiement, sur le prix des produits agricoles. L'agriculteur vendait ses produits à des prix passables en 1928. Malheureusement, ces prix ont baissé considérablement depuis le début de la crise. Un effondrement généralisé des prix a occasionné le gel de l'argent, ce qui a eu pour conséquence d'appauvrir plusieurs classes de la population, tout particulièrement les cultivateurs.

Le cultivateur qui avait contracté des dettes soit pour établir ses fils, soit pour augmenter son exploitation, n'avait plus de revenus, mais conservait toutes ses dépenses et devait payer les propriétés acquises aux prix forts d'avant la dépression, et il a maintenant à faire face à des dépenses plus considérables que ses revenus. Aujourd'hui, les annuités et les intérêts sont devenus trop hauts pour que les cultivateurs puissent les acquitter et ils sont acculés à la faillite. Pour pouvoir rester sur leur propre terre, plusieurs d'entre eux doivent absolument avoir accès à un crédit adéquat.

L'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) a dit que 75 % des cultivateurs étaient menacés de la faillite. Dans ma région, il n'y a pas plus de 25 % des cultivateurs qui auraient besoin d'aide pour financer leurs affaires, que ce secours leur vienne d'un prêt agricole provincial ou fédéral, des caisses populaires ou d'ailleurs. C'est tout de même un chiffre assez fort.

Les sources de crédit sont au nombre de trois. Il y a le crédit de particulier, le crédit des caisses populaires et le crédit de la commission fédérale. Le crédit de particulier à particulier est difficile à obtenir mais, avec la reprise des affaires, on peut croire qu'il sera bientôt meilleur. Les caisses populaires pourraient être le grand organisme de crédit de nos paysans. Les caisses populaires ne sont pas répandues dans toute la province. Mais là où elles ont été établies, elles ont rendu de grands services dans le crédit à court terme pour l'achat des semences et diverses autres opérations de la ferme.

Elles ont permis à des cultivateurs de faire leurs achats au comptant, à de bonnes conditions, et de rembourser ensuite les caisses. Quant au crédit à long terme, il y a le crédit fédéral. Le crédit fédéral, dans la province de Québec, n'a pas donné aux cultivateurs ce qu'ils en attendaient. Il ne suffit pas aux besoins présents. Mais est-ce que cela nécessite la création d'un crédit agricole provincial à côté? Il me semble que les caisses populaires sont un excellent organisme pour assurer du crédit aux cultivateurs.

L'organisation d'un crédit est une affaire financière et on ne peut l'entreprendre avec succès si l'on ne veut pas compter la base habituelle aux affaires. Comment pourrait-on faire un prêt, à même les fonds de la province, aux cultivateurs qui sont incapables de rencontrer leurs obligations depuis trois ans déjà? Aucun organisme ne peut prêter aux gens qui ne peuvent pas assurer le service de l'intérêt. Il faut s'entendre par conséquent. Le crédit provincial réclamé par quelques personnes ne distribuerait pas des prêts, mais des gratuités. Ce serait un pur don.

Il (M. Gagnon) est en faveur d'un prêt agricole pour le cultivateur qui fera cession de ses biens entre les mains du concordat, par exemple.

Que l'on commence par améliorer le prêt fédéral. Que le gouvernement provincial assume, s'il le faut, le paiement de 2 % ou 3 % de l'intérêt. Mais on ne doit pas créer deux commissions pour le même travail. Si nous avons de l'argent à donner, que ce ne soit pas à deux personnes pour la même besogne. Que l'on donne plutôt directement de l'argent aux cultivateurs. Que les deux gouvernements s'entendent pour assurer aux cultivateurs des prêts à 3 % avec 1 % d'amortissement.

L'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) réclame un crédit provincial. Pourquoi son père, l'honorable M. Arthur Sauvé, qui se disait autrefois le champion des cultivateurs en cette Chambre, n'a-t-il pas obtenu une amélioration du crédit agricole fédéral? Et pourquoi l'honorable député de Deux-Montagnes ne demanderait-il pas à son père de tâcher d'améliorer le crédit fédéral avant la fin du Parlement?

**Des voix ministérielles:** Écoutez, écoutez.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Le crédit agricole ne règlera pas tous les problèmes de l'agriculture. On a parlé de colonisation et de retour à la terre. Chose certaine, c'est que l'on ne fait pas des colons à la machine. Le mouvement de colonisation réussira surtout par l'effort des cultivateurs et des fils de cultivateurs. Le mouvement de colonisation sera plutôt un retour à la terre du fils du cultivateur. Les fils de cultivateurs seront toujours de meilleurs colons que les anciens déserteurs des champs qui veulent maintenant revenir sur des terres, que les gens des villes.

Que l'on améliore donc le crédit fédéral. Que l'on abaisse le taux d'intérêt. Que les gouvernements interviennent de concert pour faciliter la concession des prêts.

Deux crédits, l'un provincial et l'autre fédéral, dans la même province, ce serait une anomalie. Et, s'il le faut, si le gouvernement fédéral n'entend pas raison, que le gouvernement provincial organise un prêt agricole provincial et abolisse la Commission du crédit fédéral.

(Applaudissements à droite)

**M. Dugas (Joliette):** M. l'Orateur, pour ne pas tourner la Chambre vers la politique fédérale, je ne dirai pas quelle est la cause du malaise de la classe agricole. Je n'aurai pas la cruauté de rappeler

au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) lequel des deux gouvernements est responsable de la crise dont on veut tirer les cultivateurs. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que les cultivateurs, à cause de la crise, sont dans des difficultés financières. Le député de Deux-Montagnes n'avait pas besoin de rééditer son discours de l'an dernier pour dire cela.

Au recensement de 1931, 38.27 % des terres de la province de Québec étaient hypothéquées. Dans l'Ontario, il y en avait 44.87 %. Aujourd'hui, la proportion est peut-être plus considérable et il y a peu de cultivateurs qui ne pourraient pas faire affaire avec le crédit agricole. C'est là un obstacle à l'extension du crédit fédéral, tout comme à la création d'un crédit provincial. Il y a donc un grand nombre de nos cultivateurs qui ne pourraient pas bénéficier d'un crédit agricole - et ce sont ceux-là qui ont besoin d'aide.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça va donc bien mal dans la province.

**M. Dugas (Joliette):** J'ai dit que je ne dirais pas qui est la cause du malaise. J'admets que la situation n'est pas rose pour nos cultivateurs et qu'un bon nombre d'entre eux doivent présentement plus qu'ils ne valent. On parle de la création d'un crédit agricole provincial. Si nous sommes d'avis qu'il ne serait raisonnable pour aucun gouvernement de prêter plus de 60 % de la valeur de la garantie que l'emprunteur peut fournir, combien de cultivateurs, dans les conditions actuelles, pourraient emprunter.

Il est donc évident que, dans une période comme celle que nous traversons, un système de crédit agricole ne peut prêter qu'à une faible proportion de nos cultivateurs, si l'on ne peut établir les finances d'un groupe au détriment de celle d'un autre groupe. Le crédit agricole n'est pas le remède. Ceux qui en ont besoin ne pourraient en profiter.

Cependant, si faible que soit la proportion de ceux qui peuvent offrir les garanties "raisonnables" exigées par le député de Deux-Montagnes, il reste cependant un bon nombre de nos cultivateurs qu'il faut doter d'un bon système de prêt. La motion du député de Deux-Montagnes réclame une organisation provinciale de prêt agricole administrée par une commission indépendante. Elle réclame un approvisionnement de fonds de prêts par obligations, un taux n'excédant pas 4 % et que la commission n'exige que des garanties raisonnables. Le prêt agricole fédéral réunit à mon sens toutes ces caractéristiques et une autre de plus: le remboursement par annuités.

Cette clause de la loi permet à un cultivateur de racheter sa dette et de devenir ainsi maître chez lui en le forçant à appliquer chaque année, à cette fin, un peu de son revenu. Le député de Deux-Montagnes trouvera l'indépendance qu'il réclame dans le crédit fédéral. Voilà une commission contrôlée par le gouvernement fédéral, sympathique au député de Deux-Montagnes. Mon honorable ami veut un intérêt de 4 % pour son projet de crédit provincial. Le taux d'intérêt du crédit fédéral est moins élevé que cela, car je suis informé par le président que les cultivateurs seront en définitive exemptés de leurs deux derniers paiements; les emprunteurs deviennent des actionnaires du prêt fédéral et leur d'intérêt diminue chaque année, si les affaires de la commission vont bien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le taux d'intérêt du crédit fédéral?

**M. Dugas (Joliette):** Il a été réduit de 6½ % à 5½ %.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Par le gouvernement fédéral actuel?

**M. Dugas (Joliette):** Oui. Il a fait quelques bonnes choses. Mais le gouvernement de la province en a fait une meilleure en payant 1.5 % de l'intérêt et en réduisant les frais de l'emprunteur. Et la commission de crédit est obligée, par sa constitution, de distribuer aux emprunteurs un pourcentage des profits réalisés. Avec cette ristourne, les emprunteurs paieront cette année moins de 4 % d'intérêt.

(Applaudissements à droite).

Le système de prêt fédéral, excellent en théorie, n'a pas répondu à l'attente de tous ceux qui s'intéressent à la classe agricole. Pourquoi? Parce que la Commission fédérale du prêt n'est pas raisonnable dans l'estimation de la garantie offerte par l'emprunteur de chez nous. En fixant cette garantie, le gouvernement conservateur n'a eu aucun égard aux conditions locales auxquelles sont soumis les emprunteurs, ni à la dévalorisation des biens consécutive à la crise.

Qui est responsable du fait qu'un système sainement organisé et qui réunit toutes les conditions du crédit agricole que suggère le député de Deux-Montagnes ne donne pas de meilleurs résultats? Au lieu de vouloir abolir ce système, ne serait-il pas mieux de nous unir tous pour demander à la commission présidée par les amis du gouvernement fédéral de rendre enfin justice à notre classe agricole?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Joliette a-t-il une suggestion à faire pour améliorer le crédit fédéral?

**M. Dugas (Joliette):** Oui. Que la Commission du crédit fédéral évalue honnêtement les bâtisses sur les terres des cultivateurs de la province de Québec. La commission n'alloue rien pour les bâtisses qui font partie de la terre de notre cultivateur québécois. Si l'on faisait cela, nous n'aurions pas besoin d'un crédit provincial, car le crédit fédéral, appliqué dans l'esprit de la loi pour la province de Québec, nous donnerait satisfaction.

L'an dernier, on a amendé la loi du crédit agricole pour la rendre plus généreuse, mais en le faisant, on a encore ignoré les besoins particuliers de Québec. Le crédit fédéral a l'inconvénient de mal se présenter à la législation particulière de la province de Québec en certains cas. Et pourtant, le gouvernement est composé de certaines gens qui demandaient une protection plus efficace des agriculteurs, quand ils siégeaient à Québec.

S'il est vrai que la commission fédérale ne veut absolument pas tenir compte des conditions spéciales de la province, il faudra recourir à l'institution d'un crédit provincial. Mais doit-on ignorer une bonne loi parce que son application présente des difficultés? Dans le discours du trône d'Ottawa, le gouvernement a promis d'amender la loi du crédit agricole. C'est moins que jamais le temps de renoncer aux avantages de l'institution fédérale et de réclamer l'institution d'un crédit chez nous, puisque les deux gouvernements provincial et fédéral annoncent tous deux une loi au sujet du crédit cette année.

Québec probablement pour contribuer d'une façon encore plus large au paiement des intérêts, Ottawa pour améliorer son système de prêt. Que les ministres et les députés québécois à Ottawa demandent à la commission fédérale de consentir de plus gros prêts et de les accorder plus vite. Que l'on apporte les modifications nécessaires. Avec ces rectifications, le crédit fédéral rendra les services que la province de Québec attend d'un bon crédit agricole.

(Applaudissements à droite).

**M. Gaudet (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

**Sœurs Adoratrices  
du Précieux-Sang de Mont-Laurier**

**M. Lortie (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 75 constituant en corporation Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lortie (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Norman Vineberg**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 77 permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** et **M. Barré (Rouville)** protestent contre le grand nombre de bills de ce type, depuis quelques années.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Perception de taxes  
à Montréal-Sud**

**M. Béïque (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Béïque (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Successions M. Hatt, M. A. É. Hatt  
et L.-J.-D. Beaudry**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie Amélie Élisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Pierre-Paul Vinet**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de  
Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Lachine**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Demandes de documents:**

**Mandats spéciaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre les états dûment certifiés, relativement à la somme de \$757,947.06 mentionnée à l'état des mandats spéciaux, apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 10 janvier 1935, et indiquant: 1. *a.* Les noms,

prénoms et adresses de chacune des personnes auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée; *b.* Les noms et adresses de toutes les corporations privées ou publiques et de toutes les compagnies auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée; *c.* Quand chacun des items composant ladite somme a-t-il été payé; *d.* Au sujet de quoi chacun des items composant ladite somme a-t-il été payé?

Adopté.

#### **Arrêté en conseil, comptabilité de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie authentique de l'arrêté en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 septembre 1932, portant le no 2166, et relatif à la comptabilité de la province.

Adopté.

#### **Creusage de la rivière Du Chêne, comté des Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage de la rivière Du Chêne, ou de son prolongement à la rivière du Prince, dans le comté des Deux-Montagnes.

Adopté.

#### **Creusage du ruisseau Papineau, comté de Laval**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Papineau, dans le comté de Laval.

Adopté.

#### **Creusage du ruisseau Boudrias, comté de Laval**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Boudrias, dans le comté de Laval.

Adopté.

#### **Entretien des routes, Saint-Hermas comté des Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement à l'entretien des routes dans la municipalité de Saint-Hermas, comté des Deux-Montagnes, ou au cantonnier qui en a la surveillance.

Adopté.

#### **Arrêtés en conseil, remise ou réduction des taxes**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 jusqu'au 16 janvier 1935, et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités décrétées par la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes. (Statuts refondus du Québec, 1925, chapitre 26 et ses amendements)

Adopté.

#### **État certifié en vertu de 21 George V, chapitre 38**

**M. Fisher (Huntingdon)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre un état dûment certifié se rapportant à la différence d'intérêt,

n'excédant pas un et demi (1½ %) pour cent, prévue par la loi 21 George V, chapitre 38, depuis le 3 avril 1931 jusqu'au 16 janvier 1935 et indiquant: 1. Les noms, prénoms et adresses de chacune des personnes qui ont bénéficié ou bénéficient de ladite différence d'intérêt? 2. Le chiffre et le montant de tout versement fait, quant à chacune desdites personnes à ce sujet? 3. La date à laquelle chacun desdits versements a été fait.

Adopté.

#### **Agents de recouvrement**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement permettra à un greffier, lorsqu'un agent peut faire la preuve qu'il n'agissait plus en tant que greffier et avait rempli toutes ses obligations financières, de raccourcir à sa discrétion la période habituelle de protection.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 45.

---

#### **NOTES**

1. *Le Soleil* du 25 janvier 1935, à la page 6, écrit 3 h 30.

2. *Le Soleil* du 25 janvier 1935, à la page 6, situe le débat qui suit au moment de la présentation de la

motion de formation en comité plénier pour étudier le bill 151.

3. Pendant un quart d'heure, selon *Le Canada* et *Le Devoir* dans leur édition du 25 janvier 1935, respectivement aux pages 3 et 8.

4. *The Gazette* du 25 janvier 1935, à la page 1, signale que "le bill a reçu approbation devant le comité des bills publics, hier, à l'issue d'une dispute d'où le premier ministre est sorti perdant."

5. Ce qui a pour effet de tuer le bill.



Séance du vendredi 25 janvier 1935

### Présidence de H. Authier

La séance est ouverte à 11 heures.

### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 353 de ladite cité.

### Salaberry-de-Valleyfield, règlement 353

**M. Saintonge (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Hypothèques inopérantes

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** veut introduire en première lecture l'un des huit projets de loi du gouvernement, celui qui a pour but la radiation des hypothèques inopérantes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces bills ne peuvent être présentés maintenant. Ils n'ont pas été précédés d'une résolution, et ils ne sont pas encore imprimés ni même rédigés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si vous insistez, nous ne les présenterons pas maintenant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle que les règlements de la Chambre interdisent la lecture d'un bill qui n'a pas été précédée d'une résolution chaque fois que des dépenses se trouvent impliquées. Habituellement, l'opposition ferme les yeux sur un tel bris de procédure lorsqu'elle croit aider, ce faisant, à l'adoption de législations salutaires. Dans le cas de la présentation de cette loi cependant, il doute de la sincérité du gouvernement et insiste pour que les résolutions précèdent la première lecture.

J'insiste pour que les règlements soient observés.

### Questions et réponses:

#### R. R. Ness

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. M. R. R. Ness, dont l'adresse postale est à Howick, province de Québec, est-il à l'emploi de la province?

2. Dans l'affirmative, quelle est sa fonction?

3. Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement, quelle somme d'argent ledit R. R. Ness a-t-il reçue de la province pour toutes fins quelconques?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. et 2. Juge du Mérite agricole.

3. a. Salaire de \$264.00; b. Dépenses de voyage, \$136.00; c. Transport d'animaux \$108.75.

### Loi concernant la vente des produits agricoles

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 George V, chapitre 24, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935:

a. Combien la province a-t-elle dépensé?

b. Quand a été payé chaque déboursé fait par la province?

c. À qui a été payé chaque déboursé?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** a. \$62,892.00 (Voir la liste à la page suivante)

<i>b. Date</i>	<i>c. Nom</i>	<i>Déboursé</i>
19 janv. 1934	Charles-A. Harrison .....	\$1,796.38
22 févr. 1934	Charles-A. Harrison .....	1,045.72
5 mars 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	247.50
6 mars 1934	Le Service général enr. ....	300.00
14 mars 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	225.00
14 mars 1934	Le cahier de l'épargnant .....	35.00
21 mars 1934	Charles-A. Harrison .....	1,096.16
22 mars 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	1,157.87
4 mars 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	208.75
11 mars 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	168.99
18 mars 1934	Charles-A. Harrison .....	1,563.95
18 mars 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	3,504.35
16 mai 1934	Charles-A. Harrison .....	1,210.57
18 mai 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	1,701.47
7 juin 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	400.00
9 juin 1934	Cimecraft Studios Inc. ....	113.23
19 juin 1934	Charles-A. Harrison .....	1,148.44
21 juin 1934	Le Service général enr. ....	250.00
23 juin 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	522.24
23 juin 1934	Coopérative canadienne de bétail .....	1,319.56
30 juin 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	2,932.31
30 juin 1934	Société coopérative agricole de tabac de distribution enr. de Joliette .....	241.65
30 juin 1934	Coopérative fédérée de Québec .....	3,189.70
30 juin 1934	Coopérative canadienne de bétail .....	430.81
18 juill. 1934	Charles-A. Harrison .....	1,446.16
16 août 1934	Charles-A. Harrison .....	1,161.44
11 sept. 1934	<i>Le Bulletin de la ferme</i> .....	100.00
18 sept. 1934	Charles-A. Harrison .....	1,200.37
24 sept. 1934	Le Service général enr. ....	150.00
12 oct. 1934	Le Soleil limitée.....	1,630.51
12 oct. 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	24,518.74
19 oct. 1934	L'Agence hebdo enr. ....	200.00
22 oct. 1934	Charles-A. Harrison .....	1,377.85
14 nov. 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	619.79
17 nov. 1934	Coopérative fédérée de Québec .....	80.00
17 nov. 1934	Charles-A. Harrison .....	1,334.55
24 nov. 1934	La Cie de publication du Saint-Laurent.....	200.00
15 déc. 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	2,000.00
20 déc. 1934	Charles-A. Harrison .....	1,031.84
28 déc. 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	1,031.10

**Coopérative avicole, Trois-Rivières,  
subventions**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

	<i>a.</i>	<i>b.</i>
<b>M. Élie (Yamaska):</b> Le gouvernement de	23 janvier 1934.....	\$ 200.00
cette province, directement ou indirectement, depuis	3 mars 1934.....	300.00
le 5 janvier 1934, inclusivement, a-t-il subventionné	13 mars 1934.....	395.75
la Coopérative avicole de district de Trois-Rivières?	4 avril 1934.....	200.00
Dans l'affirmative:	25 avril 1934.....	200.00
<i>a. Quand?</i>	28 mai 1934.....	200.00
<i>b. Pour quelle somme totale?</i>	21 juin 1934.....	200.00

24 juillet	1934 .....	500.00
7 août	1934 .....	200.00
30 août	1934 .....	200.00
5 octobre	1934 .....	200.00
15 octobre	1934 .....	200.00
4 décembre	1934 .....	200.00
11 décembre	1934 .....	200.00
12 décembre	1934 .....	274.21
10 janvier	1935 .....	300.00
		<u>\$3,969.96</u>

### Construction d'entrepôts de produits agricoles

**M. Élie (Yamaska):** À même le montant de cinq cent mille dollars, affecté à la construction d'entrepôts pour l'emmagasiner des produits agricoles, en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 George V:

1. Combien la province a-t-elle dépensé, du 10 janvier 1934, inclusivement, au 8 janvier 1935?

2. La province a-t-elle construit un ou plusieurs desdits entrepôts, dont la construction était autorisée par le susdit article?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Rien  
2. Non

### Ministère de la Voirie, coût de la publicité

**M. Béique (Chambly):** Du 1<sup>er</sup> juillet 1933 au 16 janvier 1935, qu'ont coûté à la province la publicité et les annonces faites par le ministère de la Voirie:

a. Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications du Canada?

b. Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications des États-Unis?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** a. \$14,640.13.

b. \$85,525.56.

### Pont, Beauceville

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Le gouvernement de la province a-t-il fait construire un pont sur la rivière Chaudière, à Beauceville?

Dans l'affirmative:

a. Quand les travaux ont-ils été commencés?

b. Quand les travaux ont-ils été terminés?

Quant à ces travaux:

a. Des soumissions ont-elles été demandées publiquement par les journaux?

b. Quel est le coût total dudit pont?

c. Quel est le coût total des quais relatifs audit pont?

d. Quel est le coût total des approches relatives audit pont?

e. Quel est le coût total des expropriations relatives à tous les travaux ci-dessus?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Non.

### *Habeas corpus*

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

appelle le bill 158 modifiant la loi de l'*habeas corpus*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande qu'on attende le retour du député de Huntingdon (M. Fisher) qui est absent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je faisais cela pour hâter le travail de la session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre veut hâter le travail, nous sommes prêts à l'aider et à discuter notre motion sur les Dominion Stores et nos projets de loi concernant les accidents du travail pour remettre les indemnités temporaires, le libre choix du médecin, etc.

### Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie

**M. Authier (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 constituant en corporation Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Authier (Abitibi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Quebec Paper Box Company

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 80 modifiant la loi constituant en corporation Quebec Paper Box Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester limitée".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Dominion Corset Company

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 81 modifiant la loi constituant en corporation Dominion Corset Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot limitée".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Quebec Paper Box Company Dominion Corset Company

**M. Béïque (Chambly):** Qui est l'avocat de ces compagnies?

**M. Taschereau (Bellechasse):** Mais... si je comprends bien, c'est M. Bernard Devlin, c. r., le parrain de ces bills devant le comité.

**M. Béïque (Chambly):** Oui., je sais bien cela, mais quels sont les avocats ordinaires de la Dominion Corset?

**M. Taschereau (Bellechasse):** C'est moi.

### Charte de Verdun

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Questions de l'opposition

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame la production de plusieurs documents dont l'opposition a besoin pour discuter les lois et diverses questions.

Par exemple, dit-il, l'opposition réclame depuis trois ans le nombre des personnes qui ont obtenu des prêts de la Commission du prêt agricole, leurs noms, etc. Cependant, on n'a pas répondu à l'opposition. Le gouvernement pourrait et devrait répondre aussi à bon nombre d'autres questions posées et inscrites sur le feuillet de la Chambre depuis le début de la session, comme pour la construction du pont de l'Île d'Orléans Plus vite le gouvernement s'exécutera, mieux ce sera. Nous ne jouissons pas de ce côté du privilège et du droit que nous avons d'obtenir des documents. Il y a de la mauvaise volonté du côté du gouvernement.

### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous répondons aux questions de la Chambre aussi rapidement que cela est possible et, quand les réponses sont retardées indûment, c'est généralement parce que l'information demandée doit être obtenue du gouvernement fédéral, et donc cela ne relève pas de la juridiction des autorités provinciales. Au sujet du prêt agricole, mon honorable ami obtiendrait ses renseignements plus vite, s'il s'adressait au fédéral. La Commission du prêt agricole dépend d'Ottawa et non du gouvernement de Québec. En autant que le gouvernement provincial est concerné, nous sommes toujours prêts à répondre à toute question raisonnable et le plus complètement possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La commission est provinciale et le gouvernement qui a contracté des obligations à ce sujet peut obtenir facilement les renseignements voulus.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée<sup>1</sup>.

---

#### NOTE

1. Selon *L'Événement* du 26 janvier 1935, à la page 3, la séance aurait duré quinze minutes.



Séance du mardi 29 janvier 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dois-je comprendre qu'il y aura deux bills de Montréal?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'en suis pas certain, je crois qu'il y aura un bill ordinaire et un bill financier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant l'article 2161<sup>e</sup> du Code civil, relativement à certains avis à être donnés au procureur général;

- bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull;

- bill 171 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement.

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Wabasso Coton Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution de la cité des Trois-Rivières du 7 janvier 1935;

- de la municipalité de Grande-Île, comté de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement no 6, passé le 6 novembre 1934;

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement no 18 passé le 1<sup>er</sup> octobre 1934.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de Sarsfield Malone, demandant l'adoption d'une loi pour valider son mariage et son contrat de mariage avec dame Marie Poliquin, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

**The Wabasso Cotton  
Company**

**M. Grant (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 115 ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Passage entre Trois-Rivières  
et Sainte-Angèle de Laval**

**M. Gaudet (Nicolet)** demande la permission de présenter le bill 97 réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle de Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Louis-de-Gonzague,  
règlement 18**

**M. Saintonge (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndicats d'écoles de ladite paroisse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes payables par la  
Beauharnois Light & Power  
et la Beauharnois Land**

**M. Saintonge (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**S. Malone et M. Poliquin**

**M. Power (Québec-Ouest)** demande la permission de présenter le bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prescription des taxes municipales  
et scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 23 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droit de vote aux élections  
municipales ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires, nonobstant le non-paiement des taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Ordres en conseil,  
vente des produits agricoles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 George V, chapitre 24. (Document de la session no 64)

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 6**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 6. (Document de la session no 67)

**Ordres en conseil,  
article 2, chapitre 7, 20 George V**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province,



depuis le 10 janvier 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 George V. (Document de la session no 68)

**Arrêtés en conseil,  
remises ou réduction des taxes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 24 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 jusqu'au 16 janvier 1935, et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités décrétées par la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes. (Statuts refondus du Québec, 1925, chapitre 26 et ses amendements). (Document de la session no 69)

**Rapports des chemins de fer, 1933,  
article 4, chapitre 31**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1933, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 65)

**Rapports de chemins de fer, 1933,  
article 187, chapitre 230**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1933, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts refondus de la province de Québec, de 1925. (Document de la session no 66)

**Commission de l'électricité**

**M. Drouin (Québec-Est):** Le rapport de la Commission d'enquête sur l'électricité présidée par l'honorable M. Lapointe a été déposé la semaine dernière. L'honorable premier ministre serait-il assez bon de me dire quand le rapport sera imprimé et distribué? En aurons-nous des copies bientôt?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le rapport est à l'imprimerie. Nous en avons quelques copies au miméographe et, si l'honorable député de Québec-Est en veut une, je la lui enverrai.

**M. Drouin (Québec-Est):** Merci.

**Questions et réponses:**

**Commission des accidents du travail,  
contributions de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934, à même la somme n'excédant pas \$100,000 annuellement, à combien s'élève le total des contributions de la province, pour les dépenses de la Commission des accidents du travail de Québec, en vertu de l'article 72 de la loi des accidents du travail, 21 George V, chapitre 100?

2. Lesdites contributions de la province ont-elles été remboursées par ladite commission des accidents du travail?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934, le gouvernement de cette province n'a contribué aucune somme pour les dépenses de la Commission des accidents du travail de Québec.

**Pont de  
l'Île d'Orléans**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent, depuis la date couverte par la réponse du 6 février 1934, *Journaux de l'Assemblée législative*:

a. Combien a été dépensé à date par cette province?

b. Combien a été payé à date par cette province?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** a. \$1,062,364.46.  
b. \$905,480.39.

**Jardin zoologique  
de Québec**

**M. Élie (Yamaska):** Depuis la date couverte par la réponse du 6 février 1934, *Journaux de l'Assemblée législative*, relativement au Jardin zoologique de Québec:

1. La province a-t-elle payé d'autres dépenses:

- a. Quant au terrain?  
 b. Quant aux constructions?  
 c. Quant à l'ameublement et à l'aménagement?

Dans l'affirmative:  
 2. Quelle a été la somme dépensée dans chaque cas?  
 3. Quel a été le coût de l'entretien?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. et 2. a. Quant au terrain, non.  
 b. Quant aux constructions \$1,976.70.  
 c. Quant à l'ameublement: \$50.00. Quant à l'aménagement: \$12,283.42.  
 3. \$21,461.49, tant pour le jardin que pour la ferme.

### Primes de défrichement et de labour

**M. Élie (Yamaska):** Quelle somme globale représentent, dans chacun des comtés de la province, les primes de défrichement et de labour dont le paiement a été recommandé par les inspecteurs du ministère de la Colonisation, durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Primes de défrichements et de labour, payées du premier juillet 1933, au trentième jour de juin 1934: (Voir la liste ci-dessous)

<i>Comtés</i>	<i>Abatis</i>	<i>Labours</i>	<i>Total</i>
Abitibi.....	\$ 86,708.00	\$ 43,415.50	\$130,123.50
Argenteuil.....	510.00	40.00	550.00
Arthabaska.....	1,408.80	598.00	2,006.80
Beauce.....	2,467.00	836.00	3,303.00
Bellechasse.....	707.50	48.50	756.00
Berthier.....	530.00	170.00	700.00
Bonaventure.....	16,782.50	1,888.00	18,670.50
Charlevoix.....	5,110.00	2,345.00	7,455.00
Chicoutimi.....	29,247.50	7,982.50	37,230.00
Compton.....	326.00	35.00	361.00
Dorchester.....	1,877.50	127.00	2,004.50
Drummond.....	392.00	92.50	484.50
Frontenac.....	6,785.00	479.00	7,264.00
Gaspé-Nord.....	3,114.00	146.50	3,260.50
Gaspé-Sud.....	7,870.00	3,125.00	10,995.00
Gatineau.....	3,519.50	1,463.00	4,982.50
Kamouraska.....	1,897.50	122.50	2,020.00
Labelle.....	14,916.00	3,558.00	18,474.00
Lac-Saint-Jean.....	5,612.50	1,240.50	6,853.00
Laviolette.....	3,149.00	1,629.00	4,778.00
L'Islet.....	2,088.50	112.50	2,201.00
Lotbinière.....	19,732.50	7,000.00	26,732.50
Maskinongé.....	250.00	10.00	260.00
Matane.....	6,730.00	1,263.00	7,993.00
Matapédia.....	27,530.50	11,590.50	39,121.00
Mégantic.....	1,870.50	876.50	2,747.00
Montcalm.....	2,138.00	491.50	2,629.50
Montmagny.....	3,880.50	182.00	4,062.50
Nicolet.....	880.00	380.00	1,260.00
Papineau.....	1,314.00	197.50	1,511.50
Pontiac.....	1,420.50	274.00	1,694.50
Portneuf.....	410.00	40.00	450.00
Richmond.....	262.50	102.50	365.00
Rimouski.....	20,058.00	4,237.50	24,295.50

<i>Comtés</i>	<i>Abatis</i>	<i>Labours</i>	<i>Total</i>
Rivière-du-Loup .....	4,557.00	430.00	4,987.00
Roberval.....	37,888.00	11,798.00	49,686.00
Sherbrooke.....	1,636.00	613.00	2,249.00
Saguenay.....	6,677.70	2,364.50	9,042.20
Témiscamingue.....	20,476.50	8,737.50	29,214.00
Témiscouata.....	24,826.50	3,920.00	28,746.50
Terrebonne.....	811.00	164.00	975.00
Wolfe .....	<u>2,275.50</u>	<u>230.00</u>	<u>2,505.50</u>
Totaux: .....	\$380,644.00	\$124,356.00	\$505,000.00

#### **Commission des liqueurs de Québec, remboursement**

**M. Béique (Chambly):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement au 16 janvier 1935, le gouvernement de la province a-t-il fait quelque paiement ou quelque remboursement à la Commission des liqueurs de Québec, à quelque titre et pour quelque raison que ce soit? Dans l'affirmative:

- Pour quel montant?
- Pour quel motif dans chaque cas?
- A quelle date dans chaque cas?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Non.

#### **Recettes et déboursés, province de Québec**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec pour les six premiers mois de l'exercice en cours, comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces six mois?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

Recettes ordinaires.....	\$15,414,268.34
Dépenses ordinaires .....	20,316,171.74
Mandats autorisés mais impayés au 30 juin, 1934 .....	3,999,187.12
Mandats autorisés mais impayés au 31 décembre, 1934.....	3,337,692.08

#### **Terrains améliorés, acres**

**M. Élie (Yamaska):** Quelle était la surface des acres de terrains améliorés dans cette province:

- Le 31 décembre 1933?
- Le 31 décembre 1934?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

- Municipalités rurales, 9,193,099 acres; municipalités urbaines: 59,542 acres.
- Les rapports de 1934 à venir.

#### **Mandats émis, non payés**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Au 31 décembre 1934, quelle somme représentaient les mandats émis et non payés pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

- Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1934?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$3,327,692.09

- \$8,117,326.23 à découvert.

#### **Nombre de faillites, 1934**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. D'après les statistiques que possède le gouvernement, combien y a-t-il eu de faillites dans la province de Québec, du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement, au 31 décembre 1934, inclusivement?

- Sur ce nombre, combien de faillites de fabricants?
- Combien de faillites de négociants?
- Combien de faillites de cultivateurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les statistiques des faillites dans la province de Québec, en décembre 1934, n'ont pas encore été publiées par le Bureau fédéral de la statistique. Les réponses suivantes ne couvrent donc que les onze premiers mois de l'année 1934.

- 712.

2. 102.
3. 377.
4. 1.

**Commissions des liqueurs,  
sommes reçues par le gouvernement**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des liqueurs, à quelque titre que ce fût, du 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1934, exclusivement:

1. À quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue et quel en était le montant?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

1933

10 juillet .....	\$ 11,138.50
24 juillet .....	11,007.75
12 août.....	11,149.55
21 août.....	12,346.65
5 septembre .....	12,731.20
16 septembre .....	13,620.80
29 septembre .....	13,448.60
14 octobre.....	12,794.10
28 octobre.....	12,836.60
14 novembre.....	11,991.25
24 novembre.....	12,525.05
9 décembre.....	11,897.60
22 décembre.....	12,207.40

1934

8 janvier .....	25,440.80
20 janvier .....	14,295.60
5 février.....	10,753.80
21 février.....	11,584.25
3 mars.....	10,099.10
17 mars.....	9,704.45
31 mars.....	9,868.40
13 avril .....	11,420.75
28 avril .....	10,214.35
14 mai.....	10,422.60
18 mai.....	1,000,000.00
26 mai.....	10,692.90
9 juin .....	11,101.05
26 juin .....	11,038.55
30 juin .....	<u>2,500,000.00</u>

\$3,816,331.65

**Commission des liqueurs,  
timbres**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1934, exclusivement: 1. Quelle est la quantité de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts du Québec, 22 George V, qui ont été apposés conformément à ladite loi?

2. Quelle somme globale représentent lesdits timbres ainsi apposés?

3. Pour quelle somme globale la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle acheté desdits timbres?

4. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle payé au trésor de cette province pour l'achat desdits timbres?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 3,827,742.

2. \$317,161.90.

3. \$317,161.90.

4. \$317,161.90.

**Fonds d'amortissement de la  
dette de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle était à la fin de chaque mois écoulé, depuis le 1<sup>er</sup> février 1934, le montant non placé des fonds d'amortissement de la dette de la province?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

1934

28 février.....	\$879,994.29
31 mars .....	2,656,500.19
30 avril.....	2,887,070.64
31 mai .....	2,599,705.89
30 juin .....	2,009,221.90
31 juillet.....	1,933,865.40
31 août .....	1,862,062.07
30 septembre.....	1,873,932.07
31 octobre .....	1,778,380.81
30 novembre .....	1,999,465.21
31 décembre.....	2,476,227.72

**Mandats spéciaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux mandats spéciaux mentionnés à l'état apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative*

du 10 janvier 1935, et au sujet desquels une motion apparaît dans le *Feuilleton*:

1. Le gouvernement a-t-il emprunté?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Quel montant?

c. Pour combien de temps?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Non.

#### **Subside à la Clarke Steamship**

**M. Guertin (Hull):** 1. a. Quel est le montant total du subside qui a été payé à "Clarke Steamship Company" pour aménager le S.S. Cap Gaspé, en vue de faire le transport du saumon?

b. Combien de voyages a fait ce bateau ainsi aménagé?

c. Quelle quantité totale de saumon a-t-il transporté depuis son aménagement pour ce transport spécial?

d. Ce bateau est-il encore aménagé spécialement pour le transport du saumon?

e. Si non, que sont devenues les machines frigorifiques démantelées?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1.

a. Un subside de \$25,000 a été accordé à la Clarke Steamship pour aménager le S.S. Cap Gaspé, non pas tant en vue de faire le transport du saumon, que d'avoir un frigorifique mouvant pendant toute la saison de pêche sur la partie de la côte allant de Saint-Augustin à Rivière Saint-Paul, en vue de disposer généralement du surplus de poisson des pêcheurs et, plus spécialement à titre d'essai, sur des cargos en route pour l'Europe.

b. Il a demeuré dans le district pendant toute la durée de la saison de pêche au saumon.

c. 39,680 livres de saumon et 2,861 livres de truites de mer, soit à peu près la moitié d'une prise qui a été inférieure aux années précédentes.

d. Il est muni de ses chambres froides qui sont insulées (sic) partout d'une façon permanente. Cependant, après la saison de pêche, les compresseurs et engins ont été enlevés provisoirement pour permettre au bateau de reprendre son service ordinaire.

e. Elles sont aux entrepôts de la Linde Canadian Refrigeration Company pour les remettre à point pour le printemps prochain.

#### **Établissement d'un crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 24 janvier, sur la motion proposée le mercredi 23 janvier courant:

Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer les fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial;

Cette Chambre réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4 % et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Nicolet (M. Gaudet).

**M. Gaudet (Nicolet):** Je représente un comté agricole, très intéressé par conséquent à la question du crédit. J'ai un point de vue à exposer et je l'expliquerai en toute indépendance. Mes remarques sur cette importante question seront empreintes autant qu'il se pourra de toute l'impartialité désirable en cette sorte de problème.

L'avenir du Canada repose dans le sol, spécialement dans le développement de la petite propriété rurale qui occupe une place importante sur la scène nationale de ce pays et qui requiert toute la protection possible.

Or, le cultivateur, surtout dans les années de dépression économique, ne peut améliorer sa terre accroître le champ de ses opérations sans être soutenu par un organisme puissant de crédit sur lequel il puisse compter chaque fois qu'il aura besoin d'avances. Il faut que la loi lui fournisse les moyens les plus faciles et les moins coûteux d'accéder au crédit, à la petite propriété d'améliorer ses terres, d'accroître dans une juste mesure son domaine. La coopération nécessaire au développement général de notre agriculture dépend en fait de ce système de crédit.

Il existe en France, en Allemagne, dans les îles Britanniques, aux États-Unis et en Italie des systèmes de crédit agricole, et la plupart sont excellents. C'est le cas des caisses rurales en France. Elles reçoivent des dépôts en comptes courants et remplissent le rôle de caisses d'épargne. Elles contractent les emprunts nécessaires et peuvent prêter aux cultivateurs à un taux de 2 % pour une période de 15 ans. En plus d'aider l'agriculture, ces caisses aident l'épargne et aident ceux qui gagnent leur vie dans d'autres classes ou industries.

J'estime qu'il faut faire une distinction entre l'emprunt et le crédit. Actuellement les meilleurs cultivateurs, les plus besogneux, se voient obligés de recourir au crédit. Un système de crédit agricole doit fournir au cultivateur les avances dont il a besoin pour conduire les opérations de sa ferme pendant l'année, ce qu'ont compris les pays d'Europe. C'est ce que le nôtre ne semble pas vouloir comprendre.

Je suis d'avis que le crédit agricole doit relever uniquement du fédéral. C'est une question d'intérêt national qui dépasse les limites de la politique provinciale. Je ne vois pas la nécessité d'un système provincial qui n'entraînerait que des doublons inutiles. C'est à Ottawa qu'il appartient d'amender sa loi et d'accepter les réformes que les législatures croient devoir y apporter de telle façon que la loi suffise aux besoins de toutes les provinces.

Pour cela, le gouvernement fédéral doit écouter les conseils des provinces, qui ont intérêt que le système fonctionne bien. Le crédit agricole est une question trop importante pour qu'on y mêle de vulgaires questions de partisanerie politique. Les députés de l'opposition feraient mieux d'occuper leurs énergies à améliorer la loi plutôt qu'à critiquer le gouvernement de Québec. Et j'invite mon honorable ami de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à demander à Ottawa d'améliorer sa loi.

Telle qu'elle est actuellement rédigée, la loi fédérale ne peut donner satisfaction aux cultivateurs. On en a la preuve dans le fait que, de 1927 à 1934, les cultivateurs de Québec n'ont emprunté que \$3,020,857. Si le crédit fédéral avait été bon, les cultivateurs de Québec auraient emprunté normalement plus de 7 millions. Le cultivateur a besoin d'un crédit à long terme, mais qui ne dépasse pas 15 ans. D'autre part, il ne peut s'acquitter d'intérêts dont le taux est aussi élevé que l'est actuellement l'intérêt exigé par Ottawa. Il a surtout besoin d'un taux d'intérêt plus bas. Que le gouvernement fédéral passe une loi pour les caisses populaires afin de les protéger et de leur faire des avances, pour qu'elles puissent prêter à long terme.

Le taux de 5½ % est trop élevé et les dispositions de la loi fédérale du prêt agricole sont trop dures présentement pour nos cultivateurs.

Le gouvernement fédéral a aidé les fermiers de l'Ouest. Il devrait aider les cultivateurs de l'Est en leur donnant un bon crédit agricole. En attendant, le gouvernement provincial paie 1½ % de l'intérêt pour les cultivateurs. Il devrait faire davantage pour faire baisser le taux de l'intérêt à 3½ %, taux qui correspond aux possibilités réelles des emprunteurs.

Le discours du trône contenait d'excellentes réformes que n'a pas soulignées, dans la critique qu'il en a faite, le chef de l'opposition. Il n'a rien trouvé de bon. Le gouvernement provincial, qui a fait tout ce qu'il pouvait dans le passé pour nos cultivateurs, annonce qu'il fera plus encore au cours de la prochaine session. Je partage l'avis de ceux qui y ont vu des éléments de reconstruction économique et un programme de large envergure. L'une des mesures les plus importantes de ce programme nouveau a trait à la radiation des hypothèques inopérantes. Déjà on a passé une loi dans ce but.

Cette année, on ira encore plus loin enrayant toutes les hypothèques inopérantes qui empêchent les cultivateurs de faire les emprunts qu'ils voudraient. M. Olivar Asselin, considère la loi comme une sage mesure. Il l'a dit dans *l'Ordre*, journal indépendant. Cette radiation sera plus expéditive que l'ancienne. Pourquoi l'opposition n'a-t-elle pas rendu justice à cette mesure. Cette loi servira beaucoup dans l'application du plan de colonisation et de retour à la terre.

M. l'Orateur, le gouvernement s'occupe de plus en plus de la classe agricole, et l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout) nous l'a démontré clairement ces jours derniers. J'exprime le vœu que le gouvernement fédéral institue un crédit agricole national. C'est à ce prix seulement que nous pourrions vaincre tous les obstacles.

(Applaudissements à droite)

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de proposer en amendement à la motion de l'honorable député de Deux-Montagnes ce qui suit:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième "considérant" soient remplacés par les suivants:

La Chambre des communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée: Loi d'arrangement, entre cultivateurs et créanciers;

Considérant que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

Considérant que ces accords seraient facilités si la Chambre des communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du prêt agricole canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:

1. Cette Chambre recommande que la contribution du gouvernement du Québec, fixée à 1½ % par la loi 21 George V, chapitre 38, loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles, soit augmentée;

2. Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du prêt agricole canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

**M. Fisher (Huntingdon):** L'un des problèmes les plus pressants de l'heure, à notre avis, et à la résolution duquel le gouvernement doit mettre toutes ses énergies, c'est celui de maintenir le cultivateur sur la terre. Les autorités reconnaissent que c'est là l'élément fondamental de toute chance de prospérité pour notre province.

C'est un fait que le cultivateur québécois est dans une situation difficile, par suite de la dévalorisation du prix de vente des produits agricoles et des prix élevés qu'il doit payer pour les marchandises qu'il lui faut acheter. Si l'on ajoute à cela les taxes municipales et provinciales élevées qu'il doit payer, il est évident que son pouvoir d'achat se trouve réduit à sa plus simple expression. Or, M. l'Orateur, tant que le pouvoir d'achat du cultivateur ne sera pas restauré à un degré normal, l'industrie restera stagnante.

Car la classe agricole constitue en effet le grand pouvoir d'achat de la communauté, et la prospérité de la classe ouvrière est intimement liée à la prospérité du cultivateur. Leurs intérêts sont communs, et on ne peut les dissocier sans leur causer un grave préjudice. Il importe donc que le gouvernement donne une attention immédiate à ce grave problème.

Ceux qui connaissent bien l'agriculture, et les hommes d'affaires en général, admettent que le crédit est un facteur indispensable au progrès de toute industrie.

À l'heure actuelle, le cultivateur ne peut emprunter, quelles que soient les garanties qu'il puisse offrir. Les prêteurs n'ont plus confiance dans la solvabilité du cultivateur, bien qu'on ne puisse en blâmer celui-ci. Le gouvernement est responsable dans une large mesure de ce sentiment d'insécurité qu'on trouve chez le prêteur, car les représentants du gouvernement ont crié à tout propos que le crédit rural n'était pas solide. Or, M. l'Orateur, c'est faux, car la terre a toujours été et devrait être aujourd'hui encore la véritable garantie.

Les stocks mouillés de la ferme sont productifs, ce qui n'est pas le cas de ceux de plusieurs compagnies en lesquelles l'investisseur est amené à investir.

La Commission fédérale du prêt agricole, telle que présentement organisée, est tout à fait incapable de subvenir aux besoins des cultivateurs de notre province. Et puisqu'elle est inutile, mieux vaudrait l'abolir. Car, M. l'Orateur, à quoi sert une commission de crédit rural qui ne prête pas. Les statistiques nous apprennent que pendant le cours des trois années fiscales qui ont pris fin au 31 mars 1934, c'est-à-dire pendant les trois années les plus mauvaises que les cultivateurs aient subies dans la province, 802 demandes d'emprunts seulement, pour \$1,516,100, ont été accordées en vertu de la loi fédérale du prêt agricole, sur un total de 4,500 demandes; les autres demandes ont été ou rejetées ou retirées.

D'après ces statistiques, les prêts consentis équivalaient à une moyenne de \$1,980 par emprunteur.

Au cours des dernières années, j'ai eu quelques entrevues avec le bureau du prêt agricole, et je peux dire en toute conscience que les restrictions qu'on impose à celui qui applique pour un prêt sont chaque fois totalement au-delà de ses capacités. Alors que les banques ne paient que 2 % sur les dépôts qui leur sont confiés, et qu'elles ont encore plus d'argent que jamais dans leurs coffres, il est regrettable qu'on ne puisse fournir de l'argent pour aider la grande industrie de base de la province: l'agriculture.

À l'heure actuelle, le prêteur hypothécaire retire des prêts consentis sur des fermes un intérêt de 6 % à 7 %, taux fort intéressant pour le prêteur, mais trop élevé pour le cultivateur en ce temps de crise.

Une autre situation est encore pire pour le cultivateur de la province. Dans de nombreux cas, le cultivateur a été forcé de donner des billets promissaires pour les achats chez le marchand, le boucher, le boulanger, etc. Ces billets sont escomptés

aux banques. Or, le plus bas taux d'intérêt imposé par la banque est de 7 % et, invariablement, le taux est beaucoup plus élevé et se chiffre souvent à 25 et 30 %. Par exemple, j'ai ici un billet indiquant une valeur nominale de \$12 payable en-dedans de trois mois, avec un taux d'intérêt de 7 %. Le billet a été escompté à la banque et, lorsque le cultivateur est venu le payer, il a dû payer 75 cents en intérêts. Cela, M. l'Orateur, se chiffre exactement à 25 % plutôt que sept, tel qu'il était clairement indiqué sur le billet.

Les banques de la province détiennent des centaines de ces billets. Je sou mets que ces billets et ces taux saignent littéralement les cultivateurs de la province. N'est-ce pas là une calamité, une tragédie pour notre province? Pensez-y. Chaque dollar que le cultivateur fait rapporter gros aux banques. Si un individu recourait à une procédure semblable, on le traiterait d'usurier.

Il ne faut pas être surpris si le moral du cultivateur fléchit. Pressé de tous côtés pour le paiement de ses dettes, il n'en dort pas la nuit et puis un beau jour, il lève les bras en signe de désespoir, il abandonne sa ferme et s'en va.

Le gouvernement pourrait et devrait remédier à cette situation désastreuse par un système de crédit rural, afin que le cultivateur puisse obtenir de l'argent à un taux d'intérêt plus bas, avec remboursement sur une période étendue. Le gouvernement prouverait ainsi qu'il a confiance aux cultivateurs.

Cela redonnerait à mon avis immédiatement confiance au public investisseur et ferait beaucoup pour rétablir la foi de l'homme pour ses semblables. À nouveau, comme par les années passées, le petit investisseur considérerait la terre comme une valeur sûre où investir argent et épargnes, et le gouvernement verrait les demandes de secours et d'assistance diminuer.

Tout l'or, l'argent et le bois de notre province n'égalent pas la valeur des produits de la ferme, et lorsque la richesse du sol n'est pas transformée en argent, la prospérité languit et disparaît. Plusieurs cultivateurs partout dans la province, particulièrement dans les Cantons-de-l'Est, incapables d'obtenir du crédit, ont dû abattre leurs érablières et les vendre comme bois de corde.

Par conséquent, l'argent dont on a besoin est fait, de sorte qu'une avance est conservée sur le shérif, et, ce qui est ironique dans tout cela, c'est que le cultivateur, sur lequel on fait pression, obtient un prix ridicule pour son bois. Ces belles érablières, qui lui ont rapporté dans les années passées un revenu annuel par la vente des produits d'érable, sont ainsi cruellement décimées.

On n'a qu'à se promener dans les comtés de Huntingdon, Missisquoi, Brome et tous les Cantons-de-l'Est pour en mesurer les ravages. Ces érablières ont été protégées et entretenues par la génération précédente et sont considérées, et pour cause, comme la principale source de capital immobilisé pour la plupart de ces fermes.

C'est un crime provincial que de les faire abattre. Il faudra attendre plusieurs générations avant de les remplacer, puisque les érables mettent beaucoup de temps à pousser. Ce n'est pas par choix qu'on les coupe, mais parce que c'est le seul recours qui reste aux propriétaires qui veulent conserver leur propriété.

Malgré tous les désastres qu'il m'a été donné de constater de mes propres yeux, partout dans nos comtés ruraux, le gouvernement continue d'affirmer que tout va bien, allant même jusqu'à accuser l'opposition d'évoquer les conditions terribles qui ont cours à travers la province.

M. l'Orateur, nous ferions acte de négligence, si nous ne portions pas à l'attention du gouvernement l'état réel des choses telles qu'elles nous apparaissent. Il ne faut pas avoir peur des mots, et le public doit être au fait du caractère lamentable de la situation. Inutile de faire appel à ce gouvernement pour qu'il se réveille de sa léthargie. Peut-être le fait de soulever l'opinion publique permettra-t-il d'espérer trouver une solution au problème.

Il (M. Fisher) termine en demandant au gouvernement d'agir sans délai et d'établir un crédit rural qui réponde aux besoins de toute la classe agricole.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je désire soulever un point d'ordre au sujet de la dernière partie de l'amendement de l'honorable député de Nicolet (M. Gaudet). Les règlements ne permettent pas la présentation d'un amendement sur une question qui est déjà inscrite au feuillet. Ces règlements ont été invoqués l'an dernier par l'honorable premier ministre, lors de l'étude de la loi des bûcherons.

Or, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout) a un projet de loi sur le feuillet concernant d'éventuelles concessions au crédit agricole actuel, et, dans un discours en Chambre, il a établi clairement que le gouvernement tenterait de payer une meilleure part du taux d'intérêt, précisément ce que M. Gaudet préconise ici. L'amendement Gaudet devrait être déclaré hors d'ordre, puisqu'il a été soumis après que le bill Godbout ait été inscrit au *Feuilleton*.



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami n'est pas sérieux. Les circonstances sont différentes. Si l'amendement n'est pas dans l'ordre, sa motion ne l'est pas non plus. L'honorable député de Deux-Montagnes a présenté une motion. Il l'a appuyée avec toute l'éloquence qu'on lui connaît. Mais nous avons le droit de la discuter, de l'appuyer, de la rejeter et de l'amender. Le projet de loi de l'honorable ministre de l'Agriculture, inscrit au feuillet, n'est pas connu de la Chambre et dès lors, rien ne prouve que l'amendement y contrevient. Il ne peut nous empêcher d'amender la motion de mon honorable ami. Il y a un projet de loi relatif au crédit agricole, mais va-t-il toucher à la motion? L'ordre du jour contient seulement un avis de présentation. Je ne connais aucun article qui puisse défendre la présentation de cet amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a prétendu, l'an dernier exactement ce que prétend l'opposition aujourd'hui. C'est le même cas que dans la loi des bûcherons l'an dernier, lorsque l'honorable premier ministre s'est opposé à un amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes, parce qu'il y avait une mesure inscrite au feuillet. Il ne peut pas y avoir deux règlements, un pour la gauche et un pour la droite.

Il cite les articles suivants:

322. Lorsque cette motion est proposée, il est permis de discourir sur tout sujet d'intérêt public et de proposer un amendement qui se rapporte à n'importe quel sujet d'intérêt public; toutefois, ces discours et cet amendement ne doivent se rattacher ni à une question sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée pendant la session en cours, ni à un article du budget, ni à un projet de résolution qui doit être soumis au comité des voies et moyens, ni à une affaire qui est inscrite au feuillet ou annoncée dans le feuillet.

155. Nulle motion ne doit anticiper sur un ordre du jour ou nulle autre motion dont il a été donné avis.

144. Une irrégularité dans une des parties d'une motion vicie la motion dans son entier.

Il est curieux que le premier ministre dit qu'il ne sait pas ce que contiendra le bill du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout). C'est donc dire que le gouvernement présente des lois sans savoir ce qu'elles contiennent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je soulève un point d'ordre à mon tour. Je n'ai pas dit

cela. J'ai dit que la Chambre ne le savait pas. Nous le savons très bien. La Chambre ne sera mise au courant que lorsque la clause aura été expliquée par le ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de l'Agriculture a annoncé clairement, par ailleurs, que le gouvernement voulait augmenter la part qu'il paie sur le taux d'intérêt chargé au cultivateur par Ottawa. Aujourd'hui, on voudrait donner le spectacle que, d'année en année, et selon ses propres intérêts, les règlements changent au gré du gouvernement, sans pourtant avoir été modifiés dans leur forme. Nous demandons que les règlements soient respectés. Le gouvernement est inconstant et injuste envers l'opposition. Au nom de la décision rendue l'an dernier, le point d'ordre de l'honorable député de Deux-Montagnes devrait être maintenu.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** Je demande à la Chambre la permission de rendre une décision après avoir étudié le point d'ordre.

**M. Barré (Rouville):** Pouvons-nous continuer le débat?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois qu'il vaut mieux attendre la décision de l'Orateur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est ce que je pense. Nous allons entendre la décision de l'Orateur et suspendre le débat.

#### **Pensions de vieillesse**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur): Que, attendu que, par suite du retard du gouvernement de la province à accepter, même transitoirement, la mise en vigueur chez nous de la loi fédérale des pensions de vieillesse, notre population se trouve à contribuer largement, depuis quelques années, à un système dont elle bénéficie aucunement; cette Chambre recommande au gouvernement de Québec de se prévaloir, immédiatement, et ce, sans mettre les municipalités à contribution, des avantages que la loi fédérale des pensions de vieillesse, votée en 1927, sur l'initiative du gouvernement King, présente, maintenant que le gouvernement Bennett l'a fait modifier en 1931, de façon à la rendre de moitié moins onéreuse pour la province.

M. l'Orateur, je reviens cette année avec une motion en faveur de la pension aux vieillards pour que le gouvernement accepte la loi des pensions aux vieillards passée en 1927 par le gouvernement King et amendée en 1931 par le régime Bennett, loi dont la province de Québec est la seule à ne pas se prévaloir. Cette législation doit être aussi bonne pour nous que pour les autres provinces. Depuis que la loi est en vigueur, la province de Québec a déboursé pour les vieillards des autres provinces, par le biais des taxes fédérales; pour les citoyens de Québec, cela représente des millions de dollars en dépenses. Et vers l'âge de 70 ans, nos vieillards sont toujours laissés sans ressources et réduits à accepter la charité. Il n'est pas juste que l'ouvrier, sur ses vieux jours, soit obligé de prendre le chemin de l'hospice, quand ses enfants ne sont pas capables de le garder. Quand un homme a atteint 70 ans, il mérite bien, s'il est pauvre, d'être pensionné par l'État.

Ce que veulent ces ouvriers qui ont travaillé dur tout au long de leur vie pour enrichir les autres, ce n'est pas la charité. C'est tout simplement un petit montant qui leur permettrait de subvenir à leurs besoins pour leurs vieux jours. Il ne fait aucun doute que c'est ce que les ouvriers de la province désirent, et le gouvernement a fait preuve de négligence en ignorant leurs misères. Je me demande pourquoi le gouvernement n'adopte pas cette loi. La loi des pensions est réclamée par toutes les organisations ouvrières et tous les gens bien pensants. Même la Commission des assurances sociales a recommandé l'application de la loi. Voyant que le gouvernement est disposé à faire de son mieux en prévision des élections, j'ai confiance que nous aurons la pension de vieillesse. Le gouvernement fédéral en paie les trois quarts.

**Une voix:** C'est pas assez.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** C'est toujours plus que vous autres. Vous ne payez rien et le fédéral paie les trois quarts. La loi de pension de vieillesse serait bien accueillie dans toute la province, et j'espère que le gouvernement nous la donnera. Le député de Québec-Est (M. Drouin) l'a réclamée, et plusieurs autres députés de la droite la réclament dans l'intimité.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. l'Orateur, l'an dernier, l'honorable député de Saint-Sauveur a soumis à cette Chambre une motion semblable, rédigée dans les mêmes termes, contenant les mêmes arguments que ceux que nous venons

d'entendre. Si la Chambre se souvient, je soulevais certains points à l'époque et je disais que la province de Québec aurait tort d'adopter une législation semblable, même de nature transitoire, parce qu'elle avait été déclarée inconstitutionnelle par trois avocats de grande réputation, MM. Lafleur, Saint-Laurent et Geoffrion; qu'il y aurait péril à adopter une telle législation, car Ottawa pouvait la dénoncer en deux ans et que cette dénonciation deviendrait effective au bout de 10 ans, de sorte que tout le fardeau des charges de la loi des pensions aux vieillards retomberait sur la province, soit une dépense d'environ \$6,000,000 par année, et priver ainsi nos hospices et nos refuges de revenus dont ils ont absolument besoin. Pour donner une pension de vieillesse en plus de ce que la province donne actuellement aux hospices, asiles, etc., il faudrait grever les municipalités de charges nouvelles qu'elles ne sont pas en mesure de supporter.

En décembre dernier, j'ai lu que l'avocat général du Canada, M. Maurice Dupré, au cours d'une visite à ses électeurs, a déclaré que le premier ministre Bennett s'était rendu compte que la loi fédérale des pensions de vieillesse était impossible d'application dans Québec et que c'était son intention de la modifier, peut-être de l'abroger. Nos craintes étaient donc bien justifiées, l'an dernier. Le premier ministre du Canada pourrait fort bien le faire, s'il se rendait au raisonnement de MM. Lafleur, Saint-Laurent et Geoffrion et jugeait que cette question relève de la juridiction provinciale. Si tel est le cas, la Législature serait-elle justifiable d'accepter cette loi qui peut-être bientôt sera amendée, modifiée ou abrogée et remplacée par l'assurance obligatoire?

Un vent de réformes sociales, parti d'on ne sait où, souffle actuellement sur le pays, sur le monde. Il vient sûrement du désir - et d'ailleurs, le député de Saint-Sauveur ne s'en est pas caché - de flatter certains éléments électoraux à la veille d'une élection. Le vent de réforme qui remplit actuellement l'atmosphère d'Ottawa est provoqué par ce même sentiment de crainte de l'électeur. La crainte du vote a rendu certaines personnes généreuses et a forcé les puissants à se pencher sur les petits et les humbles. À part la crainte de l'électorat, il y a plus dans ce souffle.

Il y a aussi autre chose. Le premier ministre Bennett a déclaré à Montréal qu'il avait puisé l'inspiration de ses réformes à trois sources au cours de son voyage à Londres. Il a nommé ces sources comme suit: Litvinoff, Sir Stafford Cripps et John Strachey. Litvinoff est le ministre des affaires étrangères du gouvernement soviétique de Lénine,

Staline et autres; Sir Stafford Cripps est cet homme qui a cherché un jour à diriger un mouvement en Angleterre, tendant à l'abolition de la royauté, et M. John Strachey, personne ne l'ignore, est membre du parti de l'extrême gauche en Angleterre.

Lorsque je mentionne les sources que M. Bennett a citées, je ne veux pas que l'on juge que je crois que ce dernier penche du côté du communisme, que c'est faire du communisme que de penser aux vieillards, et qu'on interprète mes paroles de façon à ce qu'on imagine que je ne me préoccupe pas du sort des vieillards. Loin de là. Je me contente de mentionner ce qu'il a déclaré.

L'honorable député de Saint-Sauveur veut que la province de Québec accepte une loi de pension de vieillesse parce qu'elle est acceptée ailleurs. Toutefois, il faut bien se rendre compte que ce qui peut être considéré comme une mesure sociale de bonne venue dans une province peut bien ne pas être considéré de la même façon dans une autre, sans pour cela qu'on puisse l'attaquer, et affirmer qu'elle manque de sentiment social, si elle ne veut pas accepter des méthodes dans lesquelles elle n'a pas confiance. Je ne reviendrai pas sur tout ce que j'ai dit l'an dernier.

Il est certain toutefois que nos vieillards sont heureux de trouver nos institutions pour leur assurer la paix aux derniers jours de leur existence. Ils ne sauraient être mieux ailleurs que dans nos hospices. Nos vieillards, nos vieux et nos vieilles sont heureux d'avoir la chapelle tout près de leur chambre, d'avoir l'aumônier pour les consoler, la cornette blanche de la religieuse pour se pencher sur leur lit avec une parole de douceur et sympathiser avec eux. Nos vieux couples n'auraient pas cela avec la pension de \$480 par année que leur paierait la loi fédérale. Dans les villes, lorsqu'ils auraient payé leur loyer, leur vêtement, leur chauffage, leur éclairage, leur nourriture, il ne leur resterait pas grand'chose. Ils vivraient probablement dans un taudis, au fond d'une cour, personne ne s'inquiéterait de leur sort et ils seraient malheureux.

Je crois qu'il est de mon devoir de dire que jamais le gouvernement de Québec n'a manqué à son devoir envers les vieux, ses efforts pour leur venir en aide ont été constants, persévérants, sans ambition politique. Sans faire appel aux sentiments politiques, encore moins à l'appel à l'électorat, pas une province n'a fait autant pour les vieillards de la province de Québec pour soulager les souffrances de ses gens. Comptez les hospices de la province. Qu'on ne vienne donc pas dire que le gouvernement se désintéresse des vieillards.

En 1922, par sa loi de l'assistance publique, le gouvernement a remplacé une somme de \$73,000 qui était distribuée annuellement entre toutes nos institutions d'hospitalisation et de charité, et aux œuvres de charité et de philanthropie, par une somme qui s'est élevée l'an dernier à \$330,839.30. Les hospices, au nombre de 49, ont reçu \$204,629.38, les autres institutions qui s'occupent des personnes âgées, épileptiques ou paralytiques, au nombre de 40, ont reçu \$126,209.92.

On ne peut donc dire que le gouvernement oublie ses vieux. Il me fait plaisir de dire à la Chambre que la plupart de nos institutions se sont rendues au désir exprimé par cette Chambre et qu'elles ont réuni les vieux couples qui peuvent maintenant habiter la même chambre. Plusieurs hospices changent la disposition de leurs pièces pour permettre aux vieux couples de cohabiter. Dans ces hospices, l'idée que nos vieux et nos vieilles continuent la vie commune est acceptée par les communautés religieuses qui en ont la direction.

La somme globale de l'assistance publique, l'an dernier, a été de \$6,029,032.40, comme contribution du gouvernement seul, sans compter la contribution des municipalités, l'année dernière.

On ne peut donc dire, comme le prétend la motion, que le gouvernement se désintéresse du sort des vieillards. Je ne reste pas sourd à l'appel des vieillards, mais je juge que notre système d'hospitalisation convient mieux à notre province, à notre mentalité, que le système des pensions, que la loi fédérale, telle qu'elle est actuellement, est une loi aléatoire, que la déclaration faite récemment par MM. Bennett et Dupré rendait inutile actuellement l'acceptation de la loi fédérale, puisqu'elle sera bientôt changée, que les vieux et les vieilles qui ont besoin d'assistance ou d'hospitalisation la trouvent dans Québec et sont traités avec plus d'égards que ne pourrait leur en assurer une pension.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), en amendement à la motion de l'honorable député de St-Sauveur ce qui suit:

Que les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre ne croit pas devoir prendre position avant que la législation nouvelle concernant la loi des pensions de vieillesse, annoncée par le premier ministre du Canada, ait été soumise et approuvée par les Communes canadiennes.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis de nombreuses années, le Parti conservateur réclame les pensions de vieillesse pour la province de Québec. En 1929, j'ai présenté<sup>1</sup>, secondé par M. Arthur Sauvé, une résolution insistant auprès du gouvernement sur la nécessité de prendre des mesures pour protéger le capital humain de notre province et pour demander au gouvernement d'établir une commission d'enquête sur les questions sociales. Le gouvernement a refusé. Un an plus tard, en 1930, le gouvernement, continuant sa politique contradictoire et sa politique d'atermoiements, s'est ravisé et a présenté une loi pour nommer une commission, retardant ainsi d'un an l'étude urgente de problèmes qui s'imposaient.

La Commission composée des citoyens les plus éminents a fait un rapport qui a coûté \$25,000 à \$30,000 à la province, et je le signale non pour critiquer, mais pour signaler l'illogisme du gouvernement qui fait faire des dépenses, avec l'intention de ne rien faire. Et cette Commission, faisant rapport un an plus tard, a recommandé d'établir immédiatement les pensions de vieillesse, à la province de passer une loi qui lui permet de bénéficier de celle du fédéral.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David), qui a beaucoup d'habileté, a répondu en parlant de l'abnégation et du dévouement de nos institutions de bienfaisance et de charité. Mais cela n'avance pas la solution du problème et le temps d'agir est venu. Et le gouvernement a belle grâce de parler du dévouement de nos institutions de bienfaisance, lorsqu'on sait qu'elles attendent depuis des mois et des années les quelques piastres que le gouvernement leur doit, en vertu de la loi de l'assistance publique. Aujourd'hui, nous n'avons d'autre alternative que de nous servir de la loi fédérale.

Il est entendu que le système de pensions de vieillesse tel que proposé, n'est pas parfait. Il serait préférable d'avoir des pensions de vieillesse à base contributoire et obligatoire. Et si la province avait été administrée par des hommes prévoyants, elle aurait dû établir le système de pensions de vieillesse au temps de la prospérité, quand il y avait des revenus suivant le système qui prévaut dans les vieux pays. Mais le gouvernement s'est désintéressé du capital humain; il a légiféré surtout et constamment pour le matériel, très souvent au détriment des personnes.

Le secrétaire provincial a laissé entendre qu'il découvrirait dans ce projet de législation une inspiration bolcheviste. C'est un beau compliment à dédier à ses chefs MM. King et Lapointe, qui ont passé cette loi en 1927.

La situation est celle-ci: depuis 1927, la province paie les pensions de vieillesse pour toutes les autres provinces et n'en retire rien, ce qui fait que notre population s'appauvrit chaque année de sommes considérables.

Le gouvernement raisonne assez curieusement sur cette question. Lorsque nous réclamons un crédit agricole, le gouvernement nous répond que la province paie déjà ses sommes à Ottawa pour le crédit rural fédéral, et que si elle établissait un crédit qui lui est propre, elle ne retirerait rien des sommes versées au fédéral. Mais pour les pensions de vieillesse, la même situation vaut, car nous payons sans rien retirer. Pendant ce temps, les gens souffrent, et la province traîne de la patte en matière de législation sociale.

Le secrétaire de la province est un homme cultivé et intelligent; cependant, il n'a pu apporter une bonne raison à l'encontre de la demande de l'opposition. C'est parce qu'il n'en avait pas à donner. Il nous cite bien l'opinion de trois avocats, qu'il n'a pas nommés d'ailleurs, pour dire que la loi serait inconstitutionnelle. Il convient de remarquer que, souventes fois, les avocats émettent les opinions que le client veut avoir, surtout quand ils sont choisis par le premier ministre.

Mais l'argument place le gouvernement dans une étrange position. Car, si la loi est anticonstitutionnelle, pourquoi le gouvernement qui plaide sur des questions constitutionnelles à temps et contretemps, sur tout et sur n'importe quoi, comme pour la question de la radio et d'autres du genre, a-t-il payé des millions et des millions de l'argent de nos contribuables, sans chercher à démontrer devant les tribunaux l'inconstitutionnalité de cette loi. Il aurait alors sauvé des millions à notre province.

D'ailleurs le secrétaire provincial ajoute ensuite, avec plus ou moins de logique, qu'il faut attendre que le gouvernement fédéral paie 100 % desdites pensions. Si c'est anticonstitutionnel à 75 % comment cela deviendra-t-il constitutionnel à 100 %.

Le gouvernement n'a pas droit de payer des sommes énormes au gouvernement fédéral, sans rien en retirer. Il est temps d'agir et, si le gouvernement veut continuer à attendre et à attendre la décision d'Ottawa comme il le fait depuis 1927, qu'il cède la place à d'autres qui agiront. Pourquoi attendre? Est-ce que le gouvernement provincial n'a pas ses responsabilités?

Le gouvernement devrait comprendre que le capital humain doit passer avant l'argent, avant les intérêts financiers, que l'homme est le roi de la création, et que la nature a été créée pour le servir et non pour qu'il la serve.

Le secrétaire provincial a parlé des sources d'inspiration de M. Bennett; un nommé Lit...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Litvinoff.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne connais pas ces noms-là aussi bien que le secrétaire provincial...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je lis les journaux, tout simplement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Bennett s'est inspiré de celui qui a dit que l'homme est le roi de la création. Mais le rapport de la Commission des assurances sociales en est une source d'inspiration! Si le régime actuel n'a pas le sens des responsabilités assez développé, s'il n'a pas le courage de donner cette pension à nos vieillards pendant le présent mandat, c'est alors un autre gouvernement qui le fera, après les prochaines élections provinciales. Mais malheureusement, la province en aura été privée durant des années.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, l'honorable secrétaire provincial a fait un exposé bien complet. Il a répondu aux arguments du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et je ne veux ajouter qu'un mot. Il n'y a pas lieu d'être surpris si Québec n'a pas adopté la loi fédérale des pensions de vieillesse. Nous ne sommes pas socialement dans la même situation que les autres provinces. Je ne vois aucune raison valable pour que le gouvernement accepte le système fédéral.

Nous possédons des institutions religieuses pour prendre soin de nos vieux, et ces institutions n'existent pas dans les autres provinces de la Confédération, et c'est pourquoi nous avons décidé de conserver ce que nous avons et n'avons pas changé le système. Il est inutile de rappeler le zèle et la charité de nos communautés religieuses. Nous avons mille raisons pour conserver ce que nous avons ici. Mon honorable ami le chef de l'opposition, le député de Trois-Rivières, dit que le gouvernement ignore le sentiment de ses responsabilités, mais les chiffres donnés par le secrétaire provincial démontrent éloquentement que le gouvernement de Québec n'a pas oublié son devoir envers les vieillards indigents.

Il est injuste de lui reprocher de parler et de ne pas agir. Nos institutions, subventionnées par le gouvernement, reçoivent les vieux et les vieilles et

leur manifestent tout l'intérêt, toute la sympathie possible. Depuis 11 ans que la loi de l'assistance publique existe dans nos Statuts, le gouvernement libéral a donné \$18,000,000 aux institutions charitables qui hébergent les vieillards et les indigents et paie les intérêts et le capital.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La part des municipalités est incluse là-dedans?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non. Le gouvernement provincial donne, à lui seul, \$6,000,000 par an.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la part des municipalités dans cela?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Depuis 11 ans, elles ont donné \$9,000,000 et la province en a donné \$33,000,000 à nos hôpitaux, à nos hospices, à nos refuges dirigés par des communautés religieuses, d'après les chiffres qui me sont fournis par le secrétaire provincial. C'était notre devoir et nous l'avons fait. Mais devons-nous, simplement pour imiter ce qui se fait ailleurs, bouleverser notre organisation sociale et changer tout notre mode d'existence? Nos jeunes ont toujours eu la bonne habitude de prendre soin de leurs vieux, de voir à leur subsistance, lorsque ceux-ci ne sont plus en état de la gagner par eux-mêmes. Il ne faut pas détruire l'esprit filial de charité envers les vieux parents, pour le remplacer par un système risqué d'organisation sociale.

Le socialisme, qu'on y réfléchisse bien, n'est pas autre chose que cela. Nos admirables institutions religieuses, lorsque la charité des enfants est insuffisante pour une raison ou pour une autre, sont toujours prêtes à recevoir les vieillards nécessiteux. Le gouvernement a toujours aidé ces institutions et, s'il y a lieu de le faire, il fera encore plus. Ces institutions ont un beau rôle à remplir. Il faut les aider à remplir ce rôle, mais il serait dangereux pour l'État de les supplanter en adoptant des lois contraires aux traditions de la province.

Dans le programme de réformes de M. Bennett, il y a un projet de réforme de la loi des pensions de vieillesse qu'il serait plus sage de connaître avant de nous lancer dans de nouvelles aventures. Il est bien vrai que M. Bennett a fait de nombreuses promesses qu'il n'a pas tenues. En 1930, il promettait de payer tous les frais de pensions de vieillesse. Cette promesse lui a permis de gagner le pouvoir. Veut-il tenir sa promesse cette année, à la veille des élections?

**Une voix à gauche** interrompt le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault).

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** A-t-il tenu sa parole? Il n'a pas tenu parole. Toutefois, le gouvernement de Québec veut lui faire confiance et considère qu'il est sage d'attendre la loi qu'il proposera aux Communes. M. Bennett se décidera peut-être maintenant à donner suite aux promesses qu'il fit en 1930 de payer 100 % du coût.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire provincial dit que c'est inconstitutionnel.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il a promis 100 % en 1930. Nous avons reçu 75 % et, puisqu'il y aura des élections fédérales cette année, peut-être la promesse de 1930 sera-t-elle maintenue et qu'il paiera tout le 100 %. J'espère que c'est ce qu'il fera.

Je crois également que nous devons rester ce que nous sommes dans la province de Québec, que nous devons garder notre système actuel. Nos hospices sont ouverts à tous nos vieillards et ils sont dirigés par des communautés religieuses dont l'œuvre ne peut pas être remplacée par une pension. Quant au gouvernement, on ne peut pas dire qu'il ne soutient pas l'œuvre de nos communautés religieuses puisque, l'an dernier, il leur a versé une somme de plus de six millions de dollars. Il est faux de prétendre, comme le fait l'opposition, que Québec a oublié les pauvres et les vieillards. Vu les circonstances, il est donc évident que la motion du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) est prématurée.

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Barré (Rouville):** Puis-je proposer l'ajournement du débat?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, disposons de cette motion aujourd'hui. Autrement, nous serons tous vieux, lorsque le débat sera fini.

**M. Barré (Rouville):** J'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne veux pas vous être désagréable, mais pourquoi ne continuerions nous pas?

**M. Barré (Rouville):** Après les discours prononcés aujourd'hui, je voudrais avoir le temps d'étudier la question. Je veux motiver ma motion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voulez-vous ajourner le débat jusqu'à la décision de M. Bennett à Ottawa?

**M. Barré (Rouville):** Rien n'empêche le gouvernement de suspendre la discussion et laisser la motion Bertrand à l'ordre du jour, de sorte qu'elle puisse être reprise plus tard, si on le juge nécessaire.

Si nous votons l'amendement du secrétaire provincial (l'honorable M. David), nous faisons disparaître la motion, et les vieux n'auront pas de pension. La procédure habituelle empêchera la motion principale de M. Bertrand d'être ramenée ultérieurement devant la Chambre pour plus amples discussions. Le gouvernement est en train de paralyser le débat, la discussion sur la motion et tout ce qui est tenté pour venir en aide aux vieillards de la province.

Il (M. Barré) déclare qu'il présentera un sous-amendement s'il ne peut obtenir l'ajournement du débat et qu'il demandera la permission de se retirer et de ne pas voter sur cette motion en amendement.

Il faut, dit-il, un amendement qui laisse la porte ouverte à une reprise du débat, s'il devenait nécessaire, si le gouvernement fédéral adoptait, par exemple, une législation satisfaisante.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je puis dire ceci à l'honorable député de Rouville. Lorsque la nouvelle législation d'Ottawa sera connue, s'il veut ramener la question de pensions de vieillesse devant la Chambre, il n'y aura aucune objection de notre part.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons attendre longtemps!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous avez bien attendu 37 ans! (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Aucune objection de la part de la droite...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Assurément. Si nous nous engageons d'avance, M. Bennett en fera peut-être moins.

**M. Samson (Québec-Centre):** Avons-nous la promesse que cette question reviendra devant la Chambre, après son règlement par Ottawa?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si quelqu'un veut la présenter de nouveau, nous l'étudierons.

**Une voix de l'opposition:** Il n'y aura pas de point d'ordre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas du tout. Il n'y aura aucune difficulté.

**M. Guertin (Hull):** L'amendement du secrétaire provincial est illogique<sup>2</sup>. Si l'on se propose d'attendre l'initiative d'Ottawa pour décider quoi que ce soit, pourquoi amorcer ce débat sur les pensions de vieillesse? Pourquoi l'amorcer si vite?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si on s'engage, peut-être que M. Bennett en fera moins.

**M. Guertin (Hull):** Il n'est pas question que la Chambre s'engage à rien. Le gouvernement fédéral adoptera peut-être une loi tout à fait satisfaisante, et alors ce débat devient inutile. Pourquoi ne pas laisser la motion sur le feuillet de la Chambre en attendant la législation de M. Bennett? Il n'y a rien qui presse. Il y a eu une précipitation, depuis le début de la session, pour inscrire au feuillet une motion en faveur des pensions de vieillesse. On a vu des députés qui étaient contre la pension de vieillesse se déclarer pour depuis que M. Bennett a annoncé son nouveau plan de réforme, depuis que l'on sait que la province l'aura qu'elle le veuille ou non.

La motion de l'honorable député de Saint-Sauveur réclame la création de pensions de vieillesse avant même que nous connaissions la nouvelle loi fédérale. Je me demande si en votant l'amendement du secrétaire provincial, certaines personnes ne feront pas ce qu'elles ont fait l'été dernier et n'iront pas dire encore que j'ai voté contre la pension de vieillesse.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Qui a dit cela? (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Il y a un des amis du gouvernement qui le dit. C'est encore ici un excès de procédure. On en fait beaucoup trop à l'Assemblée législative. Avec la procédure, on embête souvent les membres de la Chambre qui, pourtant, sont de bonne foi. Pourquoi la discuter maintenant?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition nous a demandé la semaine dernière de discuter cette motion.

**M. Guertin (Hull):** Le gouvernement se rend-il toujours aux sollicitations de l'opposition?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Aussi souvent que possible.

**M. Guertin (Hull):** Ainsi l'amendement de l'honorable secrétaire de la province a un mot de trop, "approuvé" par les Communes. Avec ce mot, l'amendement empêchera de discuter de nouveau cette question. Il conditionne l'étude de cette question à la loi que le gouvernement fédéral aura étudiée et approuvée. Je demande au secrétaire d'enlever le mot "approuvé" dans sa motion d'amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Québec-Est (M. Drouin) a une autre motion de même nature au feuillet. Nous aurons à la discuter.

**M. Guertin (Hull):** Est-elle dans l'ordre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, elle est dans l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas au premier ministre à décider de cela. C'est à l'Orateur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** N'ai-je pas le droit d'exprimer mon opinion.

**M. Guertin (Hull):** Je ne veux pas me prononcer aujourd'hui sur le mérite de la question, mais je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), le sous-amendement suivant:

Que tous les mots après "attendu que" dans la motion en amendement soient remplacés par les suivants:

Le rapport majoritaire de la Commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pensions de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session.

**M. Drouin (Québec-Est):** La Chambre ne sera pas surprise si je prends la parole. On nous dit que le gouvernement fédéral va nous présenter de nouvelles lois. J'ai compris que ce que le gouvernement fédéral veut présenter, c'est une loi d'assurance-chômage contributoire.

Pour en arriver là, allons-nous attendre que nos gens aient contribué pendant plusieurs années? Je ne crois pas que cette assurance contributoire réglera le problème actuel et aidera ceux qui attendent du secours. La situation est grave et il ne faut plus attendre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, très bien.

**M. Drouin (Québec-Est):** L'amendement du secrétaire provincial est fait de bonne foi, mais comme la session fédérale dure plus longtemps que la session provinciale, on peut se demander quand cette loi sera passée. J'ai peur que la session de notre Législature soit finie avant que la loi fédérale ne soit adoptée. Il faudra attendre encore un an.

Pendant tout ce temps, les vieillards de Québec seront privés des avantages qu'offre le système fédéral, et c'est une des raisons pour lesquelles, explique-t-il, il n'approuve pas le discours du trône et qu'il a lui-même inscrit au feuilletton quelques motions allant dans ce sens.

Je considère qu'en attendant que l'assurance-chômage contributoire puisse être en mesure d'aider les nécessiteux, il nous faut une mesure transitoire qui est la loi des pensions de vieillesse établie par le gouvernement King en 1927. Je voterai donc pour la motion de l'honorable député de Saint-Sauveur, une bonne motion, et me prononcerai contre l'amendement du secrétaire provincial. Je me demande ce que contient exactement la motion du député de Hull (M. Guertin) en sous-amendement. Le sous-amendement est presque identique à la motion principale.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le secrétaire provincial a parlé de loi inconstitutionnelle et de dépenses. Il n'a pas dit que nous contribuons pour une forte somme chaque année. Les ouvriers attendent cette loi des pensions de vieillesse. Ils l'ont dans huit autres provinces. Pourquoi ne pas la leur donner dans notre province? Quand un homme a travaillé toute sa vie, l'état lui doit quelque chose. Le gouvernement adopterait la loi, si c'était pour aider les grosses compagnies.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) fait tout ce qu'il peut, au nom du gouvernement, pour faire dévier le sujet et retarder la motion. Les vieillards de cette province, comme partout ailleurs, préfèrent recevoir un salaire honnête et régulier, plutôt que de vivre à la maison et passer pour bénéficiaires de la charité. Avec une pension, il

leur serait possible, par exemple, de vivre avec quelques-uns de leurs enfants, et les revenus de chacun mis ensemble profiteraient à tous et leur permettraient ainsi de vivre honorablement et dans un certain confort. Le système fédéral pourrait leur permettre de vivre heureux, tout en conservant leur indépendance.

On a parlé des promesses de M. Bennett. Les chefs de partis en font tous, des promesses, et ils ne les tiennent pas toutes. J'étais à Saint-Raymond en 1931. Le premier ministre de Québec a-t-il rempli sa promesse de régler le chômage sans M. Bennett? On veut attendre. Si le fédéral change sa loi, ce sera pour toutes les provinces. Le gouvernement a tort de ne pas accepter cette loi des pensions de vieillesse. Elle aiderait la classe ouvrière. La seule chose logique à présent serait d'adopter sa motion et permettre ainsi aux vieillards de la province de profiter des mêmes avantages que tous les autres Canadiens.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Est-ce la classe ouvrière que vous avez mise à la porte de la Commission du port de Québec?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Nous avons donné du travail à nos ouvriers! Je suis connu pour aimer à employer du monde.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Vous êtes connu pour avoir chassé les ouvriers.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je suis pour l'aide à l'ouvrier. Je suis tellement large que je devrais m'appeler simplement libéral.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** On vient de dire que l'attitude prise par le gouvernement est illogique. La loi des pensions de vieillesse a été passée en 1927, elle a été amendée en 1931; en 1934, le premier ministre Bennett a promis qu'elle serait modifiée, mais nul ne sait encore dans quel sens. Je prends pour acquis que l'honorable M. Maurice Dupré était autorisé par son chef à déclarer que le gouvernement conservateur voulait rendre applicable la loi à Québec.

M. l'Orateur, après les paroles qui ont été prononcées, ceci m'autorise à déclarer à la Chambre que, dans les premiers jours du mois d'avril 1934, j'ai vu le premier ministre Bennett, j'ai discuté avec lui de l'application de la loi des pensions de vieillesse dans la province de Québec, et je lui ai soumis l'amendement que l'on vient de qualifier d'illogique. Je lui disais que cette législation sociale, qui peut



être bonne pour l'Ouest, ne l'est pas chez nous. Je me plais à dire que je fus écouté avec bienveillance et attention. M. Bennett sembla étonné lorsque je lui fis part des montants déboursés par le gouvernement de Québec pour l'hospitalisation de ses vieux, pour l'assistance publique.

Le premier ministre me suggéra de causer de la chose avec lui avant l'ouverture de la session actuelle, ou de lui préparer un mémoire exposant la situation de la province de Québec. Quinze jours avant l'ouverture de la session fédérale, M. Maurice Dupré, solliciteur général du Canada, a fait la déclaration que la Chambre connaît: on va amender ou abroger la loi des pensions de vieillesse. Ceci me paraît d'excellent augure et me fait croire que le premier ministre Bennett, se rendant compte que la position de Québec est différente de celle des autres provinces, voudra améliorer la loi fédérale de façon à nous en faire bénéficier. Je lui ai d'ailleurs adressé un mémoire il y a trois semaines. Je crois que M. Bennett est converti à notre cause et qu'il jugera à propos de traiter la province de Québec, je ne dis pas plus favorablement que les autres, mais d'une façon différente.

Est-ce la démarche que j'ai faite au nom du gouvernement de la province qui a décidé les autorités fédérales à changer la loi? Est-ce une simple promesse électorale? Je prends la parole de MM. Bennett et Dupré. Je veux croire que ce ne sont pas des promesses électorales. Il a d'ailleurs annoncé cette nouvelle loi dans le discours du trône, dans ses discours à la radio et dans les discussions qui ont été faites sur l'Adresse. Serait-il maintenant logique de demander à la Chambre d'adopter une loi qui a été modifiée en 1931 après avoir été votée en 1927 et qui sera encore modifiée dans quelque temps? Va-t-on la rendre applicable à la province de Québec? Je crois que le raisonnement que nous faisons est excellent, lorsque nous demandons à la Chambre de patienter encore quelques temps avant de nous prononcer sur la motion de l'honorable député de Deux-Montagnes, pour voir ce qu'Ottawa fera.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je voudrais que la députation soit très à l'aise sur cette question, au sujet de cette législation. On a dit à l'électorat: le Parti conservateur vous donnera cette loi, si les libéraux ne vous la donnent pas. Nos honorables amis de l'opposition ont l'air de vouloir faire croire que le Parti libéral est contre les pensions de vieillesse et néglige le sort des vieillards.

Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) fait signe que oui? Ne sait-on pas que c'est le Parti libéral qui a créé la loi des pensions de vieillesse. M. Bennett l'a améliorée, et on parle de l'améliorer encore. M. Bennett a tout simplement recueilli ce que les libéraux lui avaient laissé. Le Parti libéral de la province de Québec n'a pas non plus oublié ses vieux. M. Bennett a parlé de cette loi des pensions de vieillesse dans ses discours à la radio; il en a parlé dans le discours du trône et a dit que le gouvernement a l'intention de la bonifier. Il a admis dans ses remarques que la position de Québec est anormale.

On veut qu'elle soit applicable dans la province de Québec. Elle sera peut-être meilleure pour la province. Je vous le demande: Est-ce le temps de faire quoi que ce soit? Nous allons voir ce que M. Bennett fera. En 1930, il avait déjà promis de payer 100 % des contributions à la loi des pensions. Je crois bien qu'il était de bonne foi quand il a fait cette promesse. Il n'a pas été capable de la tenir. Les municipalités sont appelées à contribuer. Les municipalités ontariennes donnent 10 % de la contribution du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre me permettra-t-il une question?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a tellement labiné sur cette question que j'ai juste envie de lui demander une chose: même si M. Bennett consentait à défrayer 100 % du coût des pensions de vieillesse, le gouvernement de la province l'accepterait-il?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La question en enfantine. Oui, nous l'accepterions. S'il l'offre et tient sa promesse, il fera une bonne action. Je serai le premier à l'en féliciter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors la loi serait bonne.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne sommes pas de ceux qui ne reconnaissent pas ce que l'adversaire fait de bon. Si M. Bennett nous disait: "Ottawa paiera 100 % des pensions de vieillesse", nous lui dirions: "Merci".

(Applaudissements)

M. l'Orateur, je le répète, c'est le Parti libéral qui a créé les pensions de vieillesse.

Nous payons actuellement une pension de vieillesse. Nos secours aux indigents, aux chômeurs qui nous coûtent sept ou huit millions par an, ne sont-ils pas une pension? Les municipalités sont écrasées de taxes, allons-nous encore ajouter à leur fardeau? Si Ottawa ne fait rien, le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) peut être assuré que le gouvernement libéral aura soin de ses vieux dans l'avenir, comme il en a toujours eu soin dans le passé. Les cris des démagogues n'ont jamais rien corrigé. La province de Québec fait son devoir lorsqu'elle donne six millions à ses vieux chaque année.

Actuellement, la province paie pour l'assistance publique le double de ce qu'elle reçoit de ses ressources naturelles. D'ailleurs, si le gouvernement est critiqué dans certains milieux intéressés, il est loué dans d'autres qui ne sont pas intéressés du tout. Le ministre du Travail<sup>3</sup> de l'Ontario a publiquement loué le ministre du Travail de Québec, à Montréal, il y a quelque temps. Il a dit que nulle part ailleurs au pays la législation sociale est aussi avancée et progressive que dans la province de Québec.

Le peuple de cette province entend mieux cette constatation que les cris des démagogues lancés pour capter des votes. Je suis heureux de mentionner ce témoignage. Attendons pour voir ce qu'Ottawa fera. Ottawa a promis de rendre cette loi d'application plus facile pour Québec. Se prévaloir présentement de la loi fédérale serait une erreur. Si Ottawa ne fait rien, le gouvernement de Québec fera quelque chose.

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre et le secrétaire provincial se contredisent. Le premier ministre dit qu'Ottawa paye 100 %, et nous allons accepter sa loi, et par ailleurs, le secrétaire provincial dit que la loi est mauvaise. Où est la logique dans cela? Tout simplement, le gouvernement veut surtout prendre des mesures dilatoires pour retarder, pour ne pas régler ce problème, pour ne pas accepter la loi. .

Nous payons depuis 1927 sans profiter des pensions. Le premier ministre dit encore que l'assistance publique paye six millions par année. Mais cela ruine les municipalités! Le premier ministre le sait. L'assistance publique est un fardeau pour les municipalités et celles-ci ne peuvent répondre aux besoins des vieillards.

La motion du député de Saint-Sauveur est parfaite. Le député de Hull a parlé pour dire que les pensions ne pressent pas et il a présenté un sous-

amendement disant qu'elles pressent. Le sous-amendement ne contient pas autant que la motion principale. Dans les circonstances, je suis obligé de voter pour le sous-amendement Guertin, pour que la motion principale ne soit pas rejetée du même coup. Je demande donc à la Chambre d'adopter la motion principale.

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, je propose l'ajournement du débat.

**Des voix:** Vote, vote.

**M. Barré (Rouville):** On ne peut m'ôter mon droit de parole. Il y a une différence assez notable entre la motion principale et la motion en sous-amendement. La première ne prévoit pas à la collaboration des municipalités. Il faut que quelqu'un fasse la surveillance de ceux qui réclament une pension. Or, ce sont les municipalités qui sont le mieux placées pour faire cette enquête, et elles la feront d'autant mieux qu'elles seront intéressées elles-mêmes.

Alors que la motion critique l'inaction du gouvernement, etc., le sous-amendement du député de Hull (M. Guertin) met complètement de côté l'esprit de parti: il ne fait le procès de personne, puisqu'il ne blâme personne, et se contente de faire pression pour que des mesures logiques soient prises le plus tôt possible, de sorte à provoquer les actions appropriées et attendues.

Je trouve illogique qu'on demande à cette Chambre de se prononcer immédiatement sur le fonds de la question. Nous avons encore du temps devant nous.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** Est-ce que l'honorable député de Rouville insiste pour obtenir le vote sur la motion d'ajournement?

**M. Barré (Rouville):** Non. Je ne crois pas aux votes inutiles. Je n'insisterai pas. J'ai dit ce que j'avais à dire.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 12.

**Contre:** MM. Bachand, Bastien, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, David, Desmarais, Duffy, Dugas, Filion

(Laval), Fillion (Lac Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Giguère, Godbout, Grant, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 40<sup>4</sup>.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bachand, Bastien, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, David, Desmarais, Duffy, Dugas, Filion (Laval), Fillion (Lac Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Giguère, Godbout, Grant, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 40.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 12.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas de la votation précédente<sup>5</sup>.

#### **Salaberry-de-Valleyfield, règlement 353**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Établissement d'un crédit agricole**

**M. l'Orateur suppléant:** Avant l'ajournement, je veux rendre ma décision sur le point d'ordre soulevé par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

L'amendement du député de Nicolet (M. Gaudet), présenté au cours de la séance, sur la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé),

concernant le crédit agricole, est régulier, parce que la résolution et le bill inscrits au feuilleton, dont le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a parlé, ne sont pas encore rédigés et qu'il est impossible de savoir s'ils sont de même nature que l'amendement proposé.

J'ajoute que, étant novice dans mes fonctions, le modeste vice-président que je suis ne sera pas offensé si l'honorable député de Deux-Montagnes en appelle à la Chambre de ma décision.

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 h 30.

#### **NOTES**

1. *The Montreal Daily Star* du 30 janvier 1935, à la page 6, écrit que M. Duplessis a secondé la motion de M. Sauvé.

2. *L'Événement* dans son édition du 30 janvier 1935, à la page 9, rapporte que M. Guertin a dit: "Je trouve plus logique de voter pour l'amendement du secrétaire provincial que pour la motion de l'honorable député de Saint-Sauveur. "Nous n'avons pas retenu cette version, puisqu'elle ne nous semble pas conforme avec la motion de sous-amendement présentée par M. Guertin qui affirme qu'il est possible d'instituer dès maintenant un système de pensions de vieillesse, tandis que l'amendement de M. David vise à ne pas se prononcer sur cette question avant que le fédéral ait tranché la question.

3. *L'Événement* du 30 janvier 1935, à la page 9, écrit "le procureur général".

4. *Le Journal*, de forte tendance conservatrice, écrit dans son édition du 1<sup>er</sup> février 1935, à la page 5: "Plusieurs députés libéraux qui refusèrent de voter avec le gouvernement étaient absents de la Chambre au moment du vote. Une vingtaine d'entre eux manquaient à l'appel."

5. *Le Journal*, de forte tendance conservatrice, écrit dans son édition du 1<sup>er</sup> février 1935, à la page 5: "Plusieurs députés libéraux qui refusèrent de voter avec le gouvernement étaient absents de la Chambre au moment du vote. Une vingtaine d'entre eux manquaient à l'appel."

Séance du mercredi 30 janvier 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Geo. Christie Canada  
Limited**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Geo. Christie Canada, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, en date du 13 novembre 1933, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Geo. Christie Canada, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, en date du 13 novembre 1933, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal;

- bill 95 déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph-B. Learmont.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 85 changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop;

- bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 103 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

- bill 98 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company", a été adopté, sauf certaines clauses qui sont suspendues pour étude par votre honorable Chambre.

**Aide aux chômeurs**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 15 de l'aide aux chômeurs nécessaires, 1935.

Ce bill a pour but de donner au ministre des Travaux publics, au gouvernement et aux municipalités, les pouvoirs nécessaires pour soulager le chômage dans la province, pour venir en aide aux malheureuses victimes du chômage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la teneur exacte du bill?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je donne les grandes lignes du projet de loi.

Le projet permettra au gouvernement de faire, avec le gouvernement fédéral et les municipalités, les ententes financières nécessaires.

Lorsque le bill sera soumis à la deuxième lecture, je répondrai à toutes les questions du chef de l'opposition<sup>1</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il question des chômeurs des villes depuis moins de douze mois, dans le projet?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui. La loi verra à réglementer les migrations intermunicipales de chômeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Établissements laitiers, faillites

**M. Fisher (Huntingdon):** Depuis le 12 avril 1933 jusqu'au 15 janvier 1935, dans la province de

Québec, relativement aux établissements qui reçoivent du lait ou de la crème pour être vendu en nature ou pour être converti, en tout ou en partie, en beurre, fromage, lait condensé, lait évaporé, lait en poudre, crème à la glace ou autres produits du lait, dans l'établissement même ou ailleurs (23 George V, chapitre 24 et 24 George V, chapitre 27):

1. Combien desdits établissements ont fait faillite?

2. Quel est le nom de chacun desdits établissements qui ont fait faillite?

3. Où était situé chacun desdits établissements qui ont fait faillite?

4. Quel était le passif de chacun de cesdits établissements qui ont fait faillite?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 9.

2. 3. et 4. (Voir la liste ci-dessous)

#### 2. Noms

#### 3. Adresses

#### 4. Passif

Laiterie Étoile inc., 4305 rue Orléans, Montréal .....	\$39,610.00
Nouvelle laiterie Saint-Laurent, 33 rue Saint-Mathieu, ville Saint-Laurent .....	47,824.96
Laurent Laganère, Saint-Timothée, Beauharnois .....	27,848.27
Laiterie Saint-Édouard, 6373 Henri Julien, Montréal .....	8,167.12
Laiterie Mile-End Enrg', 6336 Saint-Dominique, Montréal .....	78,252.36
Warden Creamery Co. Inc., Warden & Abercorn, Shefford .....	Inconnu
Peerless Milk Co. Ltd., 250 Saint-Augustin, Montréal .....	33,831.28
Graham Creameries Inc., 5363 rue Chambord, Montréal .....	13,792.97
Laiterie Saint-Édouard, 6373 Henri Julien, Montréal .....	51,721.54

#### Sociétés coopératives agricoles, états financiers

**M. Élie (Yamaska):** Conformément à l'article 22 du chapitre 57 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, combien de sociétés coopératives agricoles ont transmis au ministre de l'Agriculture une copie de l'état de leurs affaires pour leur exercice terminé le 31 décembre 1934?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quoique l'article 22 du chapitre 57 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, donne aux sociétés coopératives agricoles jusqu'au 15 février de chaque année pour transmettre leur état financier, 54 d'entre elles ont transmis cet état en date du 26 janvier 1935.

#### Département de la Voirie, contrats accordés

**M. Béique (Chambly):** Depuis la date couverte par la réponse du 1<sup>er</sup> février 1934, *Journaux de l'Assemblée législative*, à date:

a. Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données (sic) par l'administration provinciale et relatifs au département de la voirie?

b. À combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats et entreprises?

c. Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés, après demandes de soumissions publiques et à combien se chiffre leur somme totale?

d. Combien sans soumission et pour quelle somme totale?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** a. 38.

b. \$645,353.23.

c. et d. 28 contrats, pour une somme totale de \$382,930.80, ont été accordés après demandes de soumissions publiques; 6 contrats, pour une somme totale de \$115,488.19, ont été accordés après demandes de soumissions privées; 2 contrats, pour une somme totale de \$138,787.18, ont été accordés pour compléter des travaux qui avaient été commencés par les mêmes entrepreneurs, après

demandes de soumissions, un contrat, pour la somme de \$4,921.45, a été accordé sans soumission à un entrepreneur local, aux prix unitaires fixés par l'ingénieur en chef de la voirie, pour exécuter des travaux de terrassements et de gravelage aux approches d'un pont; un contrat, pour la somme de \$3,225.61, pour travaux d'huilage, a été accordé comme extension à un contrat déjà donné après demande de soumissions publiques.

### Secours aux chômeurs

**M. Guertin (Hull):** 1. La cité de Hull a-t-elle demandé au gouvernement le privilège ou le pouvoir de payer en argent les secours aux chômeurs nécessiteux?

2. Dans l'affirmative, qu'a répondu le gouvernement?

3. Quelles sont les municipalités qui paient ces secours en argent présentement?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Non.

1. Les secours directs sont distribués en argent dans les municipalités suivantes:

<i>Comtés</i>	<i>Municipalités</i>
Chambly	Ville de Greenfield Park
Champlain	Cité du Cap de la Madeleine
Charlevoix	Village de Saint-Siméon
Chicoutimi	Ville de Bagotville
Chicoutimi	Ville de Jonquière
Chicoutimi	Village de Saint-Alexis de la Grande Baie
Chicoutimi	Village de Sainte-Anne de Chicoutimi
Chicoutimi	Paroisse de Saint-Fulgence
Chicoutimi	Paroisse de Saint-honoré
Chicoutimi	Ville de Port-Alfred
Chicoutimi	Canton Taché
Chicoutimi	Canton Tremblay
Gatineau	Ville d'Aylmer
Gaspé-Sud	Village de Chandler
Jacq.-Cartier	Ville de Mont-Royal
Lac-St-Jean	Village de Saint-Cœur-de-Marie
Lac-St-Jean	Paroisse de Saint-Jérôme
Lac-St-Jean	Village de Saint-Jérôme
Lac-St-Jean	Ville de Saint-Joseph-d'Alma
Lac-St-Jean	Paroisse de Saint-Joseph d'Alma
Laval	Village de Laval des Rapides
Laviolette	Ville de La Tuque
Mégantic	Ville de Black Lake

Québec	Cité de Québec
Québec	Ville de Québec-Ouest
Richelieu	Cité de Sorel
St-Maurice	Cité de Shawinigan Falls

2. Municipalités où la distribution des secours est faite partie en bons, partie en chèques:

<i>Comtés</i>	<i>Municipalités</i>
Hochelaga	Ville de Montréal-Est
Hochelaga	Ville de Pointe-aux-Trembles

3. Municipalités où la distribution des secours est faite en chèques:

<i>Comtés</i>	<i>Municipalités</i>
Chambly	Cité de Longueuil
Hochelaga	Cité de Montréal
Hochelaga	Ville de Montréal-Nord
Hochelaga	Ville Saint-Michel
Jacq.-Cartier	Ville de Dorval
Jacq.-Cartier	Cité de Lachine
Jacq.-Cartier	Cité de Verdun
Jacq.-Cartier	Ville Lasalle
Joliette	Cité de Joliette
Laviolette	Cité de Grand'Mère
Montmorency	Village de Beauré

### Compagnie de transport du Bas Saint-Laurent

**M. Barré (Rouville):** 1. *a.* Quelle est la subvention annuelle que le gouvernement paye à la Compagnie de transport du Bas Saint-Laurent, pour un service de bateau entre les ports de Rimouski et Matane et ceux de la Côte-Nord?

*b.* Quels sont les directeurs de cette compagnie?

*c.* Cette compagnie de navigation donne-t-elle un service entre les ports du comté de Charlevoix et ceux du comté de Saguenay?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. *a.* \$50,000.00.

*b.* J.-A. Brillant, président; A. A. Schmon, vice-président; D. A. Clarke, Geo. Boisvert, Arthur Desjardins, R. D'Augon, W. G. Clarke, J.-M. Dumont, S. C. Annett.

*c.* De Rimouski et Matane à Bersimis et Sept-Îles, et les ports intermédiaires entre ces deux ports.

**Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean,  
grains de semences**

**M. Barré (Rouville):** 1. Le gouvernement a-t-il fourni des grains de semences aux cultivateurs de Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean: *a.* en 1933? *b.* en 1934?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité *a.* en 1933? *b.* en 1934?

3. Quelle qualité?

4. Qui a fait la distribution *a.* en 1933? *b.* en 1934?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
Pour la partie concernant le ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.

1. *a.* En 1933: Rien. *b.* En 1934: Oui.

2. *a.* En 1933: Rien. *b.* En 1934: 100 minots d'avoine, 320 livres mélange B.

3. Avoine inspectée No 1, mélange B, No 1.

4. *a.* En 1933: personne; *b.* En 1934: M. Georges Tremblay, maire.

**Havre Saint-Pierre,  
neigère<sup>2</sup>**

**M. Barré (Rouville):** 1. Y a-t-il une neigère à Havre Saint-Pierre, comté de Saguenay?

2. Par qui cette neigère a-t-elle été construite? Et en quelle année?

3. Cette construction a-t-elle été subventionnée par le gouvernement provincial? Si oui, pour quel montant?

4. Le gouvernement s'est-il subséquemment porté acquéreur de cette neigère?

5. Dans l'affirmative, combien l'a-t-il payée?

6. Le gouvernement est-il au fait du coût de construction et d'aménagement de cette neigère?

7. Quelle méthode a été suivie pour en déterminer la valeur?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Oui.

2. Labrador Fisheries, Ltd. 1928.

3. Non.

4. Oui, en 1931.

5. \$4,000.

6. Oui.

7. En inspectant les livres de la compagnie, pour ce qui concerne le prix d'achat du terrain et des matériaux, ainsi que le prix de la main-d'œuvre.

**Le discours  
sur le budget**

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur d'informer la Chambre que c'est mon intention de présenter le budget de l'exercice financier 1935-1936 jeudi prochain, le 7 février.

**Dépôt de documents:**

**Arrêté en conseil,  
comptabilité de la province**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 24 janvier 1935, demandant la production de copie authentique de l'arrêté en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 septembre 1932, portant le no 2166, et relatif à la comptabilité de la province. (Document de la session no 70)

**Ordres en conseil  
concernant les compagnies d'assurances**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province. (Document de la session no 71)

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 2**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 15 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 2. (Document de la session no 72)



**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 2**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 8. (Document de la session no 73)

**États certifiés,  
emprunts temporaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 janvier 1935, pour les états dûment certifiés de tous les emprunts temporaires, à quelque titre que ce soit, contractés par la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1935, et mentionnant:

- a. Le montant de chaque emprunt;
- b. La date de chaque emprunt;
- c. Le taux d'intérêt chargé pour chaque emprunt;
- d. Le montant d'intérêt payé sur chaque emprunt;
- e. La date de remboursement de chaque emprunt;
- f. Le déficit du fonds consolidé du revenu à la date de chacun de ces emprunts. (Document de la session no 74)

**Demandes de documents:**

**Arrêtés en conseil,  
21 George V, chapitre 100**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 3 avril 1931 jusqu'au 8 janvier 1935, et se rapportant à l'article 81 de la loi des accidents du travail, 1931, 21 George V, chapitre 100.

Adopté.

**Ordre en conseil,  
no 2586**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie authentique d'un ordre en conseil no 2586, de 1934.

Adopté.

**Rapports de  
l'auditeur général**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de tous les rapports émanant de l'auditeur général du Canada ou d'aucun membre de son personnel et transmis, depuis le 8 avril 1933 jusqu'au 23 janvier 1935, au gouvernement de cette province ou à aucun des ministres provinciaux ou à aucun officier de l'administration provinciale, relativement aux travaux publics exécutés dans cette province avec l'aide du trésor fédéral.

Adopté.

**Liste des administrateurs, actionnaires,  
créanciers et rédacteurs de journaux**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault): Que cette Chambre invite le gouvernement à faire préparer par ses officiers légaux et à déposer un projet de loi imposant aux compagnies éditrices de journaux, l'obligation de publier, annuellement, la liste assermentée de leurs administrateurs, actionnaires, créanciers hypothécaires et rédacteurs réguliers.

M. l'Orateur, la presse est une puissance et nous avons le droit de savoir qui la contrôle. Le peuple a droit de savoir qui le renseigne. Le gouvernement peut arriver facilement à tenir à jour, dans l'intérêt du public, la liste des actionnaires, commanditaires, créanciers et rédacteurs de journaux de la province. La presse est une arme formidable. Une arme d'autant plus dangereuse que les attitudes des journaux sur telle ou telle question ne sont pas toujours claires, ni logiques. Leur attitude surprend parfois. Très souvent n'a-t-on pas d'ailleurs le droit de conclure, de leur façon de procéder, que ces attitudes sont commandées, si l'on va aux sources?

Il est certains mouvements politiques de la province, certaines assemblées, qui ont souffert de la conspiration du silence de la presse. Je suis sûr aussi que certains débats de cette Chambre n'ont pas reçu toute la publicité qu'on leur devait; que les compte rendus qu'on en faisait étaient préparés dès avant la séance: des discours qui étaient publiés dans des journaux lorsqu'ils n'avaient pas été prononcés en cette Chambre! Des journaux donnent large audience à certains orateurs et la refusent à d'autres. Cette politique n'est pas juste.

Le peuple a droit de savoir si tel ou tel journal qui se proclame l'organe d'un parti a des raisons autres que des raisons matérielles pour prendre cette attitude et aussi de ne pas ignorer les raisons que ce journal peut avoir de travailler contre les causes du parti qu'il est supposé défendre. Il faut savoir qui les contrôle, si tel ou tel organe de parti n'est pas entre les mains de capitaines qui se sont emparés des journaux pour commander leurs attitudes. Si le gouvernement adopte la motion que je présente, le peuple ne sera plus exposé à se faire tromper. Elle jettera un peu de lumière dans le peuple, elle éclairera les sources d'inspiration de certains articles. L'intérêt public exige cette divulgation.

Je sais que des députés trouveront mes paroles sévères, que ce sont des paroles étranges dans la bouche d'un député soumis à l'élection que celles que je dis là, mais je crois qu'il faut élever la défense de l'intérêt au-dessus de toute question personnelle. Ce que je dis là n'est pas pour me rendre populaire. Ils penseront que je risque peut-être ma carrière politique en parlant ainsi. Mais je répète que le peuple veut savoir qui contrôle la puissance de la presse.

**M. Dugas (Joliette):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Constituts et régime de tenure à Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Guertin (Hull):** Le bill vise à accorder à quelques centaines de citoyens de Hull, propriétaires de maisons construites sur des terres qui ne leur appartiennent pas, une option de trois années additionnelles sur la propriété en question. S'ils offrent au propriétaire du terrain, durant cette période, un prix égal à l'évaluation municipale de 1921-1922 plus 50 %, ce dernier devra vendre la propriété.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Guertin (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Agents de recouvrement**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** veut accorder à un agent, dont il a été prouvé qu'il n'occupe plus ses fonctions et a rempli toutes ses obligations, la possibilité de se présenter devant le protonotaire et, à la discrétion de ce dernier, faire réduire sa période de sécurité et être autorisé à recevoir tous les montants qu'il a déjà déposés à l'officier légal<sup>3</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### ***Habeas corpus***

**M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la loi de l'*habeas corpus* soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement a fait amender, il y a quatre ans par le Parlement, la loi de l'*habeas corpus* pour obliger le requérant à donner un avis au procureur général. C'est une disposition absolument incompatible avec les traditions britanniques et les règles de "fair play", qui doit disparaître de façon à permettre, à l'avenir, à celui qui se croit sous arrêt sans raison de pouvoir s'adresser au substitut du procureur général, dans sa localité ou le centre le plus proche de son district judiciaire, sans être tenu de passer par les bureaux du procureur général à Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si mon honorable ami de Huntingdon veut référer le projet au comité des bills publics, pour qu'on essaie de lui trouver une autre force, nous verrons s'il est opportun d'amender la loi telle qu'elle existe actuellement, d'y apporter certains adoucissements. L'amendement qu'il nous propose est inacceptable. Nous avons amendé la loi, il y a quatre ans, pour mettre fin aux abus constatés, pour obliger le requérant pour un bref d'*habeas corpus* à donner avis au procureur général, afin d'éviter qu'en l'absence d'un représentant de la couronne devant le juge qui décidera de son sort, un prisonnier puisse être libéré injustement. On ne pouvait tolérer ces facilités et ces évasions. Il n'y eut aucun abus contre les inculpés depuis que la loi de l'*habeas corpus* a été amendée. Elle est donc bonne et je crois qu'il n'y a pas lieu de la modifier. Mais je suis prêt à étudier la loi de nouveau, si mon honorable ami veut référer son projet au comité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre se contredit en demandant le renvoi du projet au comité, puis en affirmant ensuite qu'il n'y a pas lieu de l'accepter. L'*habeas corpus* est la synthèse de nos libertés constitutionnelles, des libertés que nous a apportées le droit anglais. Il a mis fin aux arrestations arbitraires. C'est une procédure expéditive qui évite l'ignominie de la prison à celui qui est injustement accusé: il a le droit de s'adresser au juge pour lui demander pourquoi on l'a emprisonné.

Il est d'autant plus important d'amender la loi que, depuis quelques années, le gouvernement a aboli les privilèges et les libertés qui ont été obtenus par des années de luttes. L'*habeas corpus* est un de ces privilèges. C'est un gouvernement libéral qui l'a aboli. Mais le gouvernement actuel, qui n'est pas un régime libéral, mais un gouvernement liberticide, a fait adopter une loi qui paralyse l'*habeas corpus*. Il est juste que nous le rétablissions.

Avec la loi actuelle, on peut être arrêté par un mouchard de la Commission des liqueurs, sans pouvoir se défendre. Nous voulons que les victimes d'arrestations qui leur font perdre leur liberté et leur honneur puissent avoir recours contre les dénonciateurs.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je crois devoir soumettre à la Chambre ce que j'ai eu comme expérience, lorsque j'ai servi comme substitut du procureur général dans un district rural, dans le comté que je représente. D'après mon expérience, le député de Huntingdon (M. Fisher) ne rendrait pas service à la population honnête de la province en faisant amender la loi dans le sens qu'il propose.

La loi de l'*habeas corpus*, excellente en principe, doit être appliquée dans chaque pays britannique de façon à protéger le public aussi bien que les inculpés. Une mise en liberté trop facile serait nuisible au bon ordre social et l'entretien des substituts du procureur général dans tous les coins de la province serait trop coûteux.

Le gouvernement n'a pas eu tort de prémunir la société contre les criminels. D'après la loi anglaise qui nous régit, tout le doute est en faveur de l'accusé et le procès et le jugement sont entourés de toutes les sauvegardes possibles. L'*habeas corpus* ne leur est pas refusé. On a cru cependant utile d'en restreindre les facilités pour le bien de toute la société. Il fallait empêcher certaines libérations trop rapides. Il n'y a donc pas péril en la demeure, car il faut faire beaucoup de démarches avant d'obtenir la condamnation d'un homme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut dire quelque chose.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je vous demande pardon, ne m'interrompez pas!

L'amendement qui a été fait à la loi d'*habeas corpus* protège très bien le contribuable et ne permet pas à des gens de réputation douteuse de se promener dans la rue pendant que les avocats courent en quatre les cheveux de la procédure légale à leur sujet. Il peut empêcher que les criminels soient relâchés et circulent parmi la population. Je ne crois pas que ce soit le désir de l'honorable député de Huntingdon de mettre les criminels en liberté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'est pas question chez les députés de l'opposition de démontrer la nécessité de l'*habeas corpus*. C'est un droit acquis. Le projet de loi Fisher a uniquement

pour but de rendre à la population les privilèges qui lui ont été enlevés par le texte de loi adopté il y a quatre ans. Tout ce que le projet demande, c'est de rétablir la loi telle qu'elle était auparavant, c'est-à-dire plus expéditive, et de permettre la libération rapide des accusés dénoncés injustement et menacés dans leur réputation. L'opposition demande que celui qui se croit arrêté injustement puisse être entendu devant un juge. Il n'est pas question de relâcher les criminels, et l'honorable trésorier (l'honorable M. Stockwell) a tort de vouloir effrayer l'honorable député de Huntingdon. L'opposition veut tout simplement que la loi soit restaurée dans toute sa force.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bélanger, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), David, Desmarais, Drouin, Dugas, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Lamoureux, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Perrault, Phaneuf, Piché, Power, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 44.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### **Code municipal, article 228**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant l'article 228 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Élie (Yamaska):** Mon but est de réduire de \$400 à \$200 la qualification foncière d'un conseiller municipal. Les \$400 exigés, et exigés libres d'hypothèque, sont devenus trop considérables. Dans certaines municipalités, il a été nécessaire de conserver les meilleurs conseillers, parce que personne en dehors d'eux n'était qualifié pour ces fonctions aux conditions posées par le Code municipal.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### **Loi 21 George V, chapitre 36**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36 soit maintenant lu une deuxième fois.

Il rappelle les circonstances qui ont entouré l'adoption du bill, en dépit du fait que les provinces n'ont aucun droit constitutionnel de contrôle sur la radio. Le gouvernement est allé de l'avant sans tenir compte des avertissements, et il se retrouve aujourd'hui dans une position où il ne peut pas faire appliquer la loi.

Par suite, poursuit-il, du jugement rendu par la Cour suprême et le Conseil privé, qui a décrété que toute législation provinciale sur la radio était *ultra vires*, inconstitutionnelle, il n'y a plus raison de laisser ce texte dans les statuts de la province, puisque le droit de légiférer sur cette question a été réservé au gouvernement fédéral. La loi devrait être abrogée.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La loi de 1931 n'a pas été déclarée inconstitutionnelle d'abord. Le Conseil privé ne s'est pas prononcé de façon claire sur les détails de la loi provinciale sur la radio. Son jugement ne visait que la juridiction. Ensuite, nous ne savons pas quand nous pourrions nous entendre avec Ottawa au sujet d'une telle législation. Cette loi ne fait de mal à personne, et je ne vois pas pourquoi on l'abrogerait. Il n'y a donc pas d'inconvénient à laisser cette loi dans les statuts.

Si, pour une raison ou pour une autre, les décisions précédentes de la cour étaient renversées et que l'on décidait que les provinces ont désormais leur mot à dire dans le domaine de la radio - et cela, ont-ils dit, n'est pas du tout impossible -, alors non seulement la législation de Québec sera prête, mais elle sera déjà dans les livres et pourra être opératoire en tout temps.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi doit être fédérale, car la radio est d'essence internationale. Il n'y a donc pas lieu de garder cette loi du radio dans nos statuts. Cette loi constitue un mépris à la Cour suprême et au Conseil privé. C'est un défi à l'autorité.

Le gouvernement passera à la postérité en tant que l'un des plus fameux, pour son obstination à

ne pas admettre sa défaite. Il a tenté de contrôler l'aviation et a perdu; il a tenté de contrôler le Labrador et a été battu; il a tenté de contrôler la radio et a été défait. Année après année, des lois sont présentées et sont aussitôt déclarées inopérantes, et le gouvernement refuse toujours de les retirer des statuts.

Il me semble, continue-t-il, qu'en un temps où l'on craint le socialisme, nous ne devrions pas garder de lois inopérantes, parce que cela incite le peuple à ne pas respecter celles qui sont en vigueur et entraîne le mépris des tribunaux. C'est en agissant ainsi que l'on encourage les gens aux idées subversives à accroître leur propagande. C'est une invite au bolchevisme. (Rires)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne vois pas pourquoi. Je ne vois pas en quoi cette législation serait un défi à l'autorité, au bon sens, une invite au socialisme et donnerait lieu à l'irrespect des lois. Le Conseil privé a décidé que la radio était de caractère international, et donc relevait du fédéral. Parce que le fédéral a juridiction en matière de radio, cela ne veut pas dire que la loi provinciale lui nuit. Nous n'avons pas ennuyé Ottawa avec cela. Le Conseil privé a ouvert dans son jugement une brèche qui pourrait entraîner plusieurs autres appels.

Quelles que soient les décisions du Conseil privé, la province a le droit d'organiser chez elle le système de radiodiffusion qu'il lui plaît, et cela, sans que le fédéral ait à s'en mêler. De plus, il faut un contrôle provincial le plus large possible d'ailleurs, sur ce qui s'irradie chez nous. Nous ne demandons pas plus dans la loi que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) veut abolir. Supposons qu'un jour le ministère des Terres ait besoin d'un poste d'émission pour ses opérations de surveillance. Nous serons alors bien heureux d'avoir une loi qui régleme la radiodiffusion provinciale. Il n'y a aucune raison d'abroger la loi attaquée. Nous aurions le droit d'organiser un système provincial.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avec la permission du fédéral.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je n'en suis pas certain. D'ailleurs, je ne crois pas que notre loi porte ombrage au fédéral. Alors, puisqu'elle ne fait de tort à personne, pourquoi ne pas la laisser dans nos statuts?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a eu jugement du Conseil privé et cette loi est périmée.

On devrait l'enlever des statuts. Le gouvernement ne veut pas admettre qu'il s'est trompé, ne veut pas se soumettre aux décisions des plus hauts tribunaux de l'Empire. La radio est l'affaire d'Ottawa.

La motion étant mise aux voix, elle est rejetée sur division.

### **Loi 21 George V, chapitre 105**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105 soit maintenant lu une deuxième fois.

Il demande l'abrogation de cette loi qui établit les responsabilités des propriétaires de stations de T.S.F.. Il trouve cette loi pour le moins extraordinaire qui permet à tout opérateur de poste émetteur d'interrompre un discours lorsqu'il croit qu'il y a libelle. Il reproche au gouvernement de faire peser des responsabilités sur certaines personnes, de donner à un mécanicien des pouvoirs de juge.

La motion étant mise aux voix, elle est rejetée sur division.

### **Établissement d'un crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi 29 janvier, sur l'amendement à la motion principale présentée le mercredi 23 janvier courant:

Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer les fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial;

Cette Chambre réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4 % et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième "considérant" soient remplacés par les suivants:

La Chambre des communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée: Loi d'arrangement, entre cultivateurs et créanciers;

Considérant que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

Considérant que ces accords seraient facilités si la Chambre des communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du prêt agricole canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:

1. Cette Chambre recommande que la contribution du gouvernement du Québec, fixée à 1½ pour cent par la loi 21 George V, chapitre 38, loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles, soit augmentée;

2. Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du prêt agricole canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Rouville (M. Barré).

**M. Barré (Rouville):** Je veux tout d'abord exprimer certains regrets. J'ai même du chagrin à voir des hommes de talent rejeter les responsabilités et faire des personnalités au lieu de regarder un projet en face. Chaque homme devrait prendre ses responsabilités. On devrait cesser de se renvoyer la balle, d'accuser Ottawa, Québec ou Montréal. Ce n'est plus l'heure des attermoissements et des litiges sur les devoirs et les droits. La politique est nécessaire, mais toutes les mesquineries politiques et les petites intrigues doivent disparaître, lorsqu'il s'agit de la préservation du capital humain. Sinon, on tombe dans lâcheté. C'est une lâcheté de rejeter ses responsabilités sur le gouvernement fédéral, quand une question aussi importante que le crédit agricole est présentée au gouvernement. Ces mesquineries deviennent alors plus qu'une lâcheté, elles

deviennent un crime national. Que l'on cesse donc de rejeter les responsabilités sur le gouvernement fédéral.

On ne veut pas de dualité de service. Pourtant cette dualité existe pour la police et on ne s'en plaint pas. Elle existe pour l'agriculture et on ne proteste pas. Si le gouvernement fédéral n'a pas pu pour diverses raisons instituer un système convenable, que la province ne recule donc pas devant ses obligations. Si Ottawa ne peut pas nous donner un bon crédit agricole, pourquoi ne pas en créer un dans la province de Québec?

On a prétendu que les cultivateurs ne pourraient emprunter à moins de donner une garantie de plus de 66 %, sous la forme d'une hypothèque sur sa terre. Voilà ce qu'on avocat juge une garantie raisonnable. J'aime bien les avocats, surtout quand je veux me faire expliquer la portée d'une loi. (Rires) Mais si 66 % de garantie n'est pas une garantie raisonnable, on est moins exigeant pour les compagnies à fonds social, à qui on prête de l'argent avec moins de garantie que cela.

Est-ce que l'on demande aux compagnies des garanties de 66 % de leur capital, avant de leur permettre d'aller vendre des actions et des débetures dans les campagnes où elles rafflent de l'épargne populaire? Pourquoi deux poids et deux mesures? Pourquoi toujours donner la petite pesée aux humbles et aux pauvres, à ceux qui travaillent le plus, quand on donne la grosse à des gens que je ne qualifierai pas de voleurs mais qui ont tout de même des procédés extraordinaires? C'est pourtant le devoir du gouvernement de protéger les petits.

À ceux qui disent que les caisses populaires peuvent servir de crédit agricole, je rappelle l'excellent discours de l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux). Le député d'Iberville, avec son gros bon sens, a touché la note juste en parlant des caisses populaires. Nous ne sommes pas contre les caisses, même si j'ai perdu de l'argent, un léger montant, dans la faillite d'une caisse populaire, et j'ai contribué à en mettre une autre sur pied. Les caisses populaires ne peuvent prêter l'argent qui leur est confié à long terme. Elles n'ont pratiquement pas de capital de repos. Leur capital, ce sont des dépôts à demande. Leur capital social lui-même est exigible à 30 jours d'avis.

Les caisses populaires rendent des services. Toutefois, on ne peut leur demander le crédit à long terme. Dans l'esprit des fondateurs et des propagandistes, les caisses populaires sont avant tout des institutions d'épargne. Ce sont des prêts à long terme dont les cultivateurs ont besoin. Dans 50 ans,

les caisses populaires pourraient être un bon médium de crédit. Organisons-les pour l'avenir, très bien. Aujourd'hui, elles ne peuvent nous servir. Ce qu'il nous faut, c'est un crédit agricole qui prête. La question du crédit agricole est la plus importante que l'on puisse discuter, car elle intéresse le placement de notre jeunesse. On pourra me dire: Le ministère de l'Agriculture fait tout ce qu'il peut pour l'éducation de la jeunesse et le ministre lui distribue de l'argent par \$100.

Ce n'est pas suffisant. Je ne comprends pas que l'on offre aux cultivateurs \$100 par année pour établir leurs fils, à condition qu'ils en aient besoin. Pourquoi cette condition? On dit que le gouvernement fait beaucoup. Mais il faut qu'il fasse davantage. Le gouvernement provincial pourrait établir un crédit agricole qui accorderait des prêts à 2 %. L'honorable député d'Iberville a eu raison de dire: "N'allez pas chercher le médecin trop loin car, lorsque vous reviendrez, le malade sera mort".

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), le sous-amendement suivant à l'amendement proposé par l'honorable député de Nicolet (M. Gaudet):

Que tous les mots après le mot: "créanciers" dans le premier "considérant" de la motion d'amendement soient remplacés par les suivants:

Considérant qu'il est de plus urgent de fournir aux cultivateurs le crédit nécessaire à l'établissement des jeunes et au maintien des plus âgés sur les terres;

Considérant que le prêt agricole fédéral ne donne pas satisfaction;

Considérant que le gouvernement de cette province peut se procurer de l'argent à un taux de 2 % par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario, en 1922, sous le nom de Ontario Saving Offices;

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut;

Que le taux de l'intérêt exigé des emprunteurs soit le même que celui payé aux déposants dans lesdites caisses d'épargnes.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

## Questions et réponses:

### Sept-Îles, entrepôt frigorifique

**M. Barré (Rouville):** *a.* Combien a coûté à date l'entrepôt frigorifique construit l'été dernier, à Sept-Îles, comté Saguenay?

*b.* Quelle somme reste-t-il à payer?

*c.* La construction est-elle complètement terminée?

*d.* Quel est le loyer annuel payé pour ce terrain et à qui?

*e.* Quelle a été l'échelle des salaires payés aux ouvriers de Sept-Îles qui ont travaillé à cette construction?

*f.* À combien se chiffre le montant total de salaires payés et à être payés?

*g.* Pendant combien de temps les machines de l'entrepôt ont-elles fonctionné au cours de l'année dernière?

*h.* Quelles sont les diverses espèces de poissons qui ont été entreposés à date et quelles quantités de chacune?

*i.* Combien de pêcheurs de morue exercent leur métier, à Sept-Îles?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** *a.* Machineries: \$15,090.00. Construction: \$13,990.00. Total: \$29,080.00.

*b.* Rien.

*c.* Oui.

*d.* \$50.00 par année, Labrador Fisheries.

*e.* L'échelle des salaires raisonnables.

*f.* \$2,047.75.

*g.* La construction fut terminée trop tard dans la saison pour pouvoir mettre ce frigorifique en opération d'une façon pratique.

*h.* Répondu par *g.*

*i.* 50. Mais dans le district que cet entrepôt doit desservir, il y a 160 pêcheurs de saumon et de morue.

### Prescription des taxes municipales et scolaires

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Droit de vote  
aux élections municipales ou scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires, nonobstant le non-paiement des taxes, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Wabasso Cotton Company**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 ratifiant une résolution de la cité de Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Explication!

**M. Grant (Champlain):** La compagnie a son propre service d'aqueduc, mais elle a fait un contrat avec la cité des Trois-Rivières pour obtenir de l'eau au cas où son service ferait défaut.

**Des voix:** Très bien.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Êtes-vous l'oncle du bill? (Rires)

**M. Grant (Champlain):** (Souriant) Non, le parrain seulement. (Rires)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Passage entre Trois-Rivières  
et Sainte-Angèle de Laval**

**M. Gaudet (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 réglementant le passage d'eau

entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Saint-Louis-de-Gonzague,  
règlement 18**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxes payables par la  
Beauharnois Light & Power  
et la Beauharnois Land**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

30 janvier 1935

Il est résolu qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Nicol, Ouellet, Roberge, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif, au cours de la présente session.



Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

### Questions de l'opposition

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certaines réponses communiquées par le député de Brome (l'honorable M. Stockwell) ne sont pas conformes aux questions qui lui ont été posées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous lui avez demandé de répondre en français, subissez-en les conséquences.

La séance est levée à 6 heures.

---

### NOTES

1. *The Montreal Daily Star* du 31 janvier 1935, à la page 5, précise: "...the Minister refused to say more until the measure has been printed and distributed."

2. *Neigère*: Sorte de glacière où, pendant l'hiver, on accumule de la neige qui doit servir pendant la saison chaude pour l'emballage et l'expédition des produits périssables, et notamment du poisson. *Dictionnaire général de la langue française au Canada*, page 822.

3. Voir note 1.



Séance du jeudi 31 janvier 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 86 concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond.

**Questions et réponses:****Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean,  
graines de semences**

**M. Barré (Rouville):** 1. Le gouvernement a-t-il fourni des grains de semences aux cultivateurs de Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean: *a.* en 1933? *b.* en 1934?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité: *a.* en 1933? *b.* en 1934?

3. Quelle qualité?

4. Qui a fait la distribution: *a.* en 1933? *b.* en 1934?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pour la partie concernant le ministère de l'Agriculture.

1. *a.* En 1933: Oui; *b.* En 1934: Non.

2. *a.* En 1933: 731 livres, graines de mélange B; 576 minots d'avoine Bannière; 20 sacs de patates.

3. *a.* En 1933: Numéro 1.

4. *a.* En 1933: Par un comité composé de: MM. Elz. Lavoie, curé et président du comité; Jos.-A. Simard, secrétaire de la municipalité et secrétaire du comité; Georges Tremblay, maire; Aldéric Bergeron.

**Correction au procès-verbal  
du 30 janvier 1935**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que les procès-verbaux français du 30 janvier, page 99, soient corrigés en y remplaçant son nom comme auteur du sous-amendement qui y est imprimé par celui du député de Rouville (M. Barré).

Adopté.

**Questions et réponses:****Commissions des liqueurs,  
sommées reçues par le gouvernement**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** corrige une réponse qu'il donna le mardi, 29 janvier, concernant les diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des liqueurs à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1933 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1934.

Dans sa réponse, la somme donnée comme reçue le 8 janvier 1934, doit se lire: \$1,025,440.80 au lieu de \$25,440.80, et le grand total: \$4,816,331.65 au lieu de \$3,816,331.65.

En conséquence, la réponse corrigée doit se lire comme suit:

1933

10 juillet.....	\$ 11,138.50
24 juillet.....	11,007.75
12 août.....	11,149.55
21 août.....	12,346.65
5 septembre.....	12,731.20
16 septembre.....	13,620.80
29 septembre.....	13,448.60
14 octobre.....	12,794.10
28 octobre.....	12,836.60
14 novembre.....	11,991.25
24 novembre.....	12,525.05
9 décembre.....	11,897.60
22 décembre.....	12,207.40

1934

8 janvier .....	\$1,025,440.80
20 janvier .....	14,295.60
5 février .....	10,753.80
21 février .....	11,584.25
3 mars .....	10,099.10
17 mars .....	9,704.45
31 mars .....	9,868.40
13 avril .....	11,420.75
28 avril .....	10,214.35
14 mai .....	10,422.60
18 mai .....	1,000,000.00
26 mai .....	10,692.90
9 juin .....	11,101.05
26 juin .....	11,038.55
30 juin .....	<u>2,500,000.00</u>
	\$4,816,331.65

**Dépôt de documents:****Rapport sur les compagnies d'assurances, 1934  
(opérations 1933)**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances 1934, (opérations 1933). Service des assurances, département du Trésor, province de Québec. (Document de la session no 75)

**Questions et réponses:****Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean,  
engrais chimiques**

**M. Barré (Rouville):** 1. Le gouvernement a-t-il fourni des engrais chimiques à des cultivateurs de Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean: *a.* en 1933? *b.* en 1934?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité de chaque variété d'engrais a été distribuée, *a.* en 1933? *b.* en 1934?

3. À qui ces engrais ont-ils été donnés, *a.* en 1933? *b.* en 1934?

4. Quel est la raison ou le but poursuivi en faisant ces distributions?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. *a.* Non; *b.* Non.

**Comté de Saguenay,  
construction d'un chemin**

**M. Barré (Rouville):** 1. Le ministère de la colonisation a-t-il contribué à la construction d'un chemin conduisant de Clarke City, allant dans la direction du lac Hall, dans la baie de Sept-Îles, comté Saguenay?

2. Quel a été: *a.* le coût total de ce chemin? *b.* la part du gouvernement?

3. Ce chemin a-t-il été construit pour fins de colonisation?

4. Combien de colons ont été établis le long de ce chemin?

Ce chemin à travers la forêt a-t-il été utilisé par la compagnie Gulf Pulp pour le charroyage de son bois?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Non.

2. *a.* Le département l'ignore; *b.* Rien.

3. Non.

4. 12 billets de location ont été émis dans le canton Arnaud.

Le département de la Colonisation ignore si la compagnie a utilisé ce chemin pour le charroyage de son bois.

**Aide aux chômeurs**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 de l'aide aux chômeurs nécessaire, 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La résolution est-elle imprimée?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui, et le bill aussi.

Adopté.

**Établissement d'un  
crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 30 janvier sur le sous-amendement à l'amendement sur la motion proposée le mercredi 23 janvier courant:

Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer les fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial;

Cette Chambre réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4 % et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième "considérant" soient remplacés par les suivants:

La Chambre des communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée Loi d'arrangement, entre cultivateurs et créanciers;

Considérant que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

Considérant que ces accords seraient facilités, si la Chambre des communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du prêt agricole canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:

1. Cette Chambre recommande que la contribution du gouvernement du Québec, fixée à 1½ pour cent par la loi 21 George V, chapitre 38, loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles, soit augmentée;

2. Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du prêt agricole canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

Lequel sous-amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "créanciers" dans le premier "considérant" de la motion d'amendement soient remplacés par les suivants:

Considérant qu'il est, de plus, urgent de fournir aux cultivateurs le crédit nécessaire à l'établissement des jeunes et au maintien des plus âgés sur les terres;

Considérant que le prêt agricole fédéral ne donne pas satisfaction;

Considérant que le gouvernement de cette province peut se procurer de l'argent à un taux de 2 % par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario, en 1922, sous le nom de Ontario Saving Offices;

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut;

Que le taux de l'intérêt exigé des emprunteurs soit le même que celui payé aux déposants dans lesdites caisses d'épargnes.

**M. l'Orateur** donne la parole au trésorier (l'honorable M. Stockwell).

**L'honorable M. Stockwell (Brome)<sup>2</sup>:**  
M. l'Orateur, nous avons demandé à nos honorables amis de l'opposition de prier le gouvernement d'Ottawa de changer la loi fédérale du crédit agricole, de façon à la rendre pratique pour la province de Québec. Rien ne nous prouve qu'ils aient fait quelque chose.

Les orateurs de l'opposition ont introduit jusqu'ici de graves éléments de confusion dans les esprits, à propos de cette question. Le gouvernement fédéral a créé une commission qui a reçu mission de prêter sur des garanties raisonnables laissées à la discrétion des inspecteurs, des sommes d'argent plus ou moins considérables dont les cultivateurs avaient besoin pour continuer et accroître leurs travaux. La Commission a prêté. Elle a fait un bon nombre de prêts dans tout le dominion. L'Ontario, l'Île du Prince-Édouard et la Saskatchewan se sont tenus à l'écart, mais dans les autres provinces, le chiffre des prêts consentis s'élève à un chiffre important.

Il y a eu malheureusement dans tout le Canada une dévaluation générale de la propriété et des conditions si graves que les prêts sollicités ont dû être refusés dans 75 % des cas. Les sommes prêtées ont été en même temps peu considérables, parce que la commission n'a avancé de l'argent que jusqu'à concurrence de 50 % de la valeur immobilière, et 20 % de la valeur mobilière.

Les prêts n'ont pas été assez considérables pour répondre aux besoins de ceux qui les sollicitaient. L'opposition a traité cette question l'année dernière. Elle y revient encore cette année en réclamant la création d'un crédit agricole provincial. Mais y a-t-il une autre solution? La solution idéale serait de garder l'organisme fédéral déjà existant, au lieu de créer une nouvelle commission qui ferait double emploi avec le système fédéral et d'y apporter simplement à ce qui existe déjà les correctifs nécessaires pour qu'il fonctionne normalement. Cela pourrait s'avérer très concluant.

Si les prêts couvraient 50 % de la valeur de la propriété, terre et bâtiments inclus, plutôt que 50 % de la terre et seulement 20 % des bâtiments, comme c'est le cas actuellement, les cultivateurs en seraient sans doute très satisfaits. Tous les bâtiments agricoles de la province valent beaucoup plus que ceux que l'on retrouve partout ailleurs au Canada, parce qu'ils doivent être construits autrement, selon des critères de permanence, de climat et des cultures locales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** N'est-ce pas votre ami MacKenzie King qui a fait la loi, a établi la Commission?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Oui, mais il n'en a eu l'administration que pendant un an; il n'a été au pouvoir que pendant un an après avoir créé le crédit agricole. Un autre gouvernement a pris sa place à Ottawa et en a fait ce qu'il est aujourd'hui. Depuis cinq<sup>3</sup> ans que vos amis les conservateurs sont au pouvoir, ils n'ont rien fait!

La question d'un crédit agricole relève du gouvernement du Dominion, et il ne faut pas blâmer les autorités provinciales si le fédéral a manqué à ses obligations envers les cultivateurs du Québec.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais...

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Si l'honorable chef de l'opposition veut me demander la permission de me poser une question, je suis prêt à la lui accorder, mais qu'il cesse d'interrompre à tout propos!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Si cela vous fait mal, endurez! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier ne fait mal qu'aux contribuables. (Nouveaux rires)

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Merci.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question au sujet de la proportion prêtée par Ottawa sur les propriétés.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** n'est pas prêt à admettre que les prêts devraient être accordés jusqu'à concurrence de 60 % de la valeur de la propriété. Il se peut tout de même que les garanties exigées présentement soient trop fortes, que l'on pourrait relever le nombre des prêts en abaissant le pourcentage de la couverture.

On dit que la loi fédérale du crédit agricole ne vaut rien. Je ne partage pas cet avis. Le système fédéral a connu du succès dans la province. La commission fédérale a prêté \$3,000,000 dans Québec. Un crédit qui a prêté \$3,000,000 à nos cultivateurs vaut quelque chose. S'il y a lieu de l'amender, pourquoi ne pas le faire? Je crois que nous devons garder la commission fédérale, ne pas établir la dualité des systèmes.

Mais pourquoi demander la création d'un organisme qui remplira absolument les mêmes fonctions qu'un autre organisme actuellement en existence? Oublie-t-on que c'est surcharger inutilement la population de taxes? Car c'est l'impôt qui devra compenser les frais de création et de fonctionnement de ce nouveau crédit. C'est le gaspillage que l'on prêche. Il serait plus sage de proposer le recours aux correctifs. Déjà, ces correctifs, la province de Québec s'est efforcée de les apporter. Elle assume le paiement de 1½ % de l'intérêt exigé par le crédit fédéral et promet de faire plus encore en augmentant cette part et en procédant à la radiation des hypothèques inopérantes. Elle a donné ainsi aux cultivateurs \$45,000 sur les \$3,000,000 de prêts qu'ils ont sollicités. S'il y a lieu, on pourrait aussi demander à Ottawa d'augmenter sa proportion du prêt sur la valeur des fermes.

Les prêteurs québécois se sont révélés parmi les meilleurs clients de la Commission fédérale. C'est chez eux, si l'on excepte le Manitoba, qui affiche à cet égard un dossier un peu meilleur à celui de Québec, que l'on trouve le moins de paiements en retard. Ce sont les plus pressés de payer. Leurs scrupules n'ont pas été moins grands dans toutes leurs autres relations avec le crédit fédéral.

Bien que son utilité ne fasse aucun doute, le système fédéral n'est pas tout à fait adapté aux besoins actuels la province de Québec. Ce qu'il faut, c'est d'améliorer l'organisme d'Ottawa, de façon à en généraliser les bons offices, et c'est au gouvernement fédéral à le faire. C'est la meilleure voie à adopter.

Le système fédéral pourra et devra être utilisé avantageusement par la province, après que les amendements présentés actuellement auront été apportés à la loi. N'allons pas, de grâce, faire régner la dualité des services, avec l'aggravation de taxes qui en résultera.

**M. Smart (Westmount)** pose une question au trésorier (l'honorable M. Stockwell).

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Cette question du crédit agricole est à l'étude depuis deux ans et tous les aspects en ont été discutés.

**M. Smart (Westmount):** Je ne comprends pas Ottawa au sujet du crédit agricole. Si le gouvernement provincial trouve que la loi fédérale ne nous convient pas il n'a qu'à instituer son propre système de crédit.

Le gouvernement doit assumer sa part de responsabilités de soutien. La tâche de l'opposition, c'est d'apporter des suggestions, et, si ces suggestions apparaissent administrativement inacceptables, alors ses partisans se retourneront contre elle. Si la population est d'avis que ce gouvernement ne fait pas assez pour protéger la société, alors un changement de gouvernement provoquera l'arrivée d'hommes désireux de faire adopter les réformes qui s'imposent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, il y a trois expressions d'opinions sur l'ordre du jour. L'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) veut faire établir une commission qui émettra des obligations garanties par le gouvernement et en prêtera le produit aux cultivateurs au taux d'intérêt payé sur les obligations. Cette motion est très claire, logique, et absolument utile au bien-être de cette province de manière générale, et de ses cultivateurs en particulier. Elle contient l'exposé d'un article important du programme de l'opposition et vise une réforme qui s'impose. La classe agricole est le réservoir de la race.

Il n'est plus temps pour le gouvernement de se confiner à des paroles mielleuses, dans des attitudes d'attente de grosses sommes pour instituer un système provincial de crédit, mais il est temps de passer à l'action. Tous les orateurs l'ont reconnu, il faut aider l'agriculture à fonder sur des bases solides, et il ne saurait être question de lui refuser les moyens de le faire. Même si on devait dépenser de l'argent pour instituer un système provincial de crédit, il n'y a pas à hésiter. Pas un homme n'hésiterait à

hypothéquer sa propriété pour trouver le prix des réparations urgentes qu'il y a à faire aux fondations de sa maison. Il en résulte de la politique du gouvernement, de l'imprévoyance, le dépeuplement des campagnes, l'aggravation de la crise agricole et le surpeuplement des villes. Pourtant, il importe d'assurer le maintien de la classe agricole dans nos campagnes et de rétablir au plus tôt l'équilibre économique entre les populations rurales et urbaines.

L'exode des campagnes vers les villes est pénible; pour le faire cesser, il faut assurer le crédit aux cultivateurs, et le seul moyen de lui assurer, c'est de lui donner un prêt provincial qui réponde à ses besoins. En résumé, il faut que l'argent circule aussi bien chez les cultivateurs que chez les industriels: il faut un prêt rural à la portée de la main. Le moratoire voté n'est qu'un palliatif qui bloque la circulation monétaire et crée une situation anormale. Or, il circulera parmi la classe agricole avec le crédit. Il serait dommage que la province n'eût pas d'argent pour sauver la partie la plus importante de la population, qu'elle oubliât plus longtemps encore ses véritables devoirs. Est-il vrai que les finances de la province de Québec sont tellement mauvaises qu'on ne puisse assurer de l'argent à la base de la province, à l'agriculture?

Tous les députés de la droite ont admis que le cultivateur a besoin d'argent. Le moyen pratique de lui en donner, c'est le crédit agricole provincial. Aux demandes de l'opposition, on répond par des atermoiements. Le gouvernement, pour ne pas voter contre la motion de l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), fait présenter une motion de camouflage par l'honorable député de Nicolet (M. Gaudet). La motion en amendement du gouvernement est une motion dilatoire. Le mal agricole ne sera pas guéri par des manœuvres de procédure des chinoiseries administratives.

Le discours du trésorier se résume à dire que la loi fédérale ne s'applique pas dans Québec et que le cultivateur a besoin de crédit. C'est cela même que nous proclamons. Nous ajoutons qu'il incombe au gouvernement de la province de corriger le mal. Nous avons le problème angoissant de l'établissement de la jeunesse. Soixante mille jeunes fils de cultivateurs veulent s'établir et en sont incapables, parce que le gouvernement refuse d'accorder à leurs pères une aide par le biais de crédits de quelque nature. L'épargne populaire a été engloutie à la faveur de la législation provinciale, qui permettait l'émission de débentures sur les biens futurs des compagnies et leur surcapitalisation. Voilà autant de responsabilités additionnelles pour le gouvernement.

L'honorable trésorier (M. Stockwell) a dit que la loi fédérale n'était pas bonne pour Québec. C'est vrai, mais alors pourquoi ne pas faire une loi provinciale? Je ne veux pas faire de politique avec cette question du crédit agricole. La Législature de Québec est une législature autonome et elle doit discuter ses propres problèmes sans y mêler Ottawa. Mais je dois dire que ceux, qui parlent à tort et à travers de l'autonomie provinciale, qui réclament sans cesse plus d'autonomie pour notre province, ne donnent pas le spectacle d'une grande sincérité en rejetant constamment leurs responsabilités sur d'autres, en rejetant une mesure qui aurait juste eu comme conséquence de soustraire une partie importante de notre population à une législation fédérale, inefficace chez nous. C'est le temps d'affirmer notre autonomie.

Cette mauvaise loi, comme la qualifie le trésorier, a été adoptée par le gouvernement fédéral libéral en 1927 et, à l'époque, les autorités provinciales n'y voyaient aucun inconvénient. Aujourd'hui, parce que les gouvernements fédéral et provincial sont de natures différentes, ce dernier trouve toujours à se plaindre.

Jusqu'à quand le gouvernement va-t-il donner des signes d'incompétence et d'impuissance, en nous référant continuellement à Ottawa? Que le gouvernement agisse et, s'il n'est pas capable, qu'il donne sa place.

(Murmures à droite)

La loi actuelle du crédit agricole comporte la dualité des services. Il est temps que le peuple sache que la Commission provinciale exerce un contrôle définitif sur les emprunts et l'administration de l'argent engagé dans les prêts. Si la Commission provinciale refuse son consentement, tout emprunt est impossible. Le crédit agricole fédéral est administré par une commission provinciale, qui est un instrument de patronage politique, de favoritisme et de partisanerie. Il est temps que cette dualité de service cesse. S'il n'y a pas plus de prêts dans Québec, c'est que la commission a été nommée par le gouvernement provincial.

Le trésorier affirme qu'il est inutile d'établir un deuxième système, quand nous en avons déjà un. Mais, le gouvernement raisonne d'autre façon, quand il s'agit des pensions de vieillesse. Il n'est plus temps de jeter la pierre, que l'on agisse! De 60 % à 65 % de nos cultivateurs sont dans une situation presque impossible. C'est la pierre angulaire de notre province qui s'effrite.

L'attitude de l'administration, l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) l'a bien définie. Le gouvernement a l'argent. Il a les moyens. Qu'il

paie donc! Le gouvernement provincial pourrait instituer un crédit provincial qui prêterait à long terme à nos cultivateurs et leur assurerait un avenir heureux, lui qui a trouvé \$15,000,000 pour sauver du naufrage la Banque Nationale, parce qu'il y avait des amis du gouvernement dans l'embarras.

L'honorable trésorier a dit que le gouvernement avait payé \$45,000 en intérêts. Il n'est pas exact d'affirmer que la province a payé \$45,000 de surplus d'intérêt. Je défie le premier ministre, le trésorier et l'honorable ministre de l'Agriculture de nous donner les chiffres exacts des montants payés en vertu de la loi de 1931, qui permet au gouvernement de défrayer 1½ % de l'intérêt demandé aux cultivateurs. Le total de l'intérêt assumé par le gouvernement provincial se ramène à une moyenne de \$3,000 par comté.

L'amendement Barré a pour effet de faire disparaître la motion principale. L'honorable député de Rouville (M. Barré) a présenté une motion qui, à notre sens, ne répond pas aux besoins du présent. Parce qu'il a basé son système sur les caisses populaires qui ne peuvent pas répondre aux besoins des cultivateurs, parce qu'elles ne prêtent pas à long terme. De plus, les banques ne veulent pas consentir de prêts aux cultivateurs.

Il n'y a qu'une méthode pratique et rapide, c'est celle de l'honorable député de Deux-Montagnes et la Chambre devrait adopter sa motion.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

M. l'Orateur, je ne suivrai pas l'honorable chef de l'opposition sur tous les terrains où il s'est aventuré. Le chef de l'opposition a l'habitude de profiter de toutes les questions pour servir à la province son credo politique. Cela lui permet de faire de belles envolées oratoires et de faire beaucoup d'affirmations, sans les appuyer sur des preuves. Je ne veux relever qu'un point de son discours et je crois que j'intéresserai tout particulièrement l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Bertrand). Mon honorable ami a fait une digression et a dénoncé la garantie de quinze millions donnée par le gouvernement à la Banque Canadienne Nationale en 1924.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne l'ai pas dénoncée. Je l'ai appréciée.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

L'honorable chef de l'opposition a condamné le gouvernement d'avoir aidé la Banque Nationale, "parce que ses amis y étaient intéressés", a-t-il dit. Il



aurait dû se souvenir que son partisan, le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), était membre de la députation conservatrice en 1924, lorsqu'il fut question de cette fusion de la Banque Nationale et de la Banque d'Hochelaga. J'ai ici les procès-verbaux de la Chambre en 1924, dans lesquels on peut trouver les votes sur la mesure remédiatrice de la Banque Nationale. Parmi ceux qui ont voté pour cette mesure, je vois le nom de l'honorable député de Saint-Sauveur. Le député de Saint-Sauveur était absent lors de la première lecture du projet de loi, le 17 janvier 1924; il était aussi absent le 24 janvier 1924, mais lors de la deuxième lecture et lors de la troisième lecture, le 24 janvier, il a voté avec le gouvernement<sup>4</sup>!

**Des voix ministérielles:** Écoutez! Écoutez!

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je tenais à préciser cela. L'honorable chef de l'opposition a donc tort de condamner le gouvernement. Il aurait dû savoir que son ami, le député de Saint-Sauveur, son plus fort lieutenant, son lieutenant le plus éloquent, a voté avec nous pour cette loi qu'il critique aujourd'hui. Il met en mauvaise posture son ami le meilleur et le plus disert.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas un gros argument contre le prêt agricole.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, je ne vois pas quels principes nouveaux je pourrais énoncer, sur la question du crédit agricole, qui ne soient pas à l'esprit de tous les membres de la Chambre.

Je veux relever quelques points du débat et surtout chercher à éclaircir certains détails qui prêtent peut-être à confusion, à la suite de tous les discours entendus.

La gauche semble croire qu'une commission provinciale serait une panacée propre à sauver la classe agricole de toutes les crises, à guérir tous les maux de tout le monde et de tous les cultivateurs, et elle reproche au gouvernement de ne pas faire ce geste sauveur qui apporterait à tous la prospérité.

Eh bien, si je me lève pour appuyer la motion du représentant de Nicolet (M. Gaudet), je me plais à dire que c'est pour défendre les intérêts des cultivateurs.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Très bien.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne veux pas prêcher au gouvernement une politique d'économie ou de ménagements qui ferait souffrir la classe agricole. Je viens demander au gouvernement de multiplier ses octrois à l'agriculture, mais je me reprocherais de ne pas demander au nom de la majorité des cultivateurs de ne pas accepter la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qui demande une commission provinciale du prêt agricole, car ce serait faire dépenser inutilement au gouvernement des sommes considérables pour créer un organisme qui existe déjà.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) propose une commission provinciale alors qu'il existe déjà une commission fédérale. Je suis surpris de son attitude, comme je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition. Les deux députés semblent jeter le blâme sur le gouvernement d'Ottawa qui est pourtant de leurs amis. Ils ne sauraient lui décerner un plus beau certificat d'incompétence. En votant pour la motion Sauvé, la gauche blâmera Ottawa. Le gouvernement fédéral a voté cette loi du prêt agricole canadien sans parti pris. Les membres en sont compétents. Je crois qu'elle est impartiale. Le gouvernement fédéral aurait peut-être pu faire preuve de plus de diligence dans ses prêts et il pourrait peut-être se montrer plus généreux envers la classe agricole, mais la loi en elle-même est bonne.

Puisqu'elle existe, puisqu'elle est bonne, pourquoi créer ici un autre organisme qui devrait nécessairement être établi sur les mêmes bases, qui remplirait les mêmes fonctions? Pourquoi accepter la motion du député de Deux-Montagnes? La motion du député de Nicolet (M. Gaudet), au lieu de demander la création d'un organisme semblable à celui d'Ottawa, demande que nous conservions ce que nous avons déjà et suggère au gouvernement provincial d'aider encore aux cultivateurs de la province en augmentant la contribution qu'il donne actuellement pour défrayer une partie du tarif d'intérêt exigé par le prêt fédéral canadien, et invite le gouvernement fédéral à mettre plus de coordination entre ses deux lois agricoles: celle du prêt et celle du concordat.

Je n'ai pas d'hésitation à dire qu'entre les deux motions qui nous sont soumises, je voterai pour celle du député de Nicolet, et en donnant mon vote, j'aurai l'assurance de le faire pour le bien de la classe agricole. Je demande à la Chambre de se placer à ce point de vue là et de ne pas introduire dans la province la dualité des systèmes de prêt préconisée par les députés des Deux-Montagnes et de Rouville. Nous devons être unanimes à condamner la dualité de service dont nos amis de la gauche ont parlé.

La loi fédérale du crédit agricole est bonne, tout le monde le reconnaît. Pour la première fois, hier, j'ai été surpris d'entendre dire que ses principes pouvaient laisser à désirer. On a dit, toutefois, qu'elle ne fonctionne pas dans la mesure où elle devrait fonctionner, surtout dans la province. La principale raison de cela, dit-on, c'est que dans la province le tarif d'intérêt est trop élevé.

Toutefois, le gouvernement provincial aide le cultivateur à payer ce taux en contribuant 1½ % du taux fédéral. Le crédit fédéral exige aussi des titres sûrs et, parfois, ceux de la province de Québec n'étaient pas très solidement fondés, étaient difficiles à établir. Il ne faut pas se surprendre de cela, c'est vrai, car la province de Québec est la plus vieille province de la Confédération. C'est explicable. Les ventes et les achats ayant été faits à la bonne franquette dans les débuts, il y a des titres qui ne sont pas aussi libres qu'il faudrait. Le gouvernement provincial a déjà débarrassé certaines propriétés de certaines hypothèques inopérantes, et il veut faire encore davantage.

Certains journaux qui ne partagent pas toujours les idées du gouvernement, mais qui ont toujours été un bon guide pour la classe agricole - le *Progrès du Golfe*, par exemple, qui ne pense pas toujours comme nous, dont il faut respecter les opinions, même si nous ne les partageons pas toutes - réclament, comme premier moyen pour améliorer la situation des agriculteurs, de rendre le crédit fédéral beaucoup plus facile d'accès ainsi que la radiation des vieilles hypothèques inopérantes qui embarrassent les titres. Le gouvernement provincial fera encore plus qu'il a déjà fait. Il a fait inscrire une loi au feuillet de la Chambre.

En vertu de cette loi, toutes les hypothèques ne disparaîtront pas encore, car il ne peut risquer de léser des droits acquis, mais il fera encore plus. Lorsqu'un cultivateur ne pourra emprunter à cause d'une vieille hypothèque qui n'aura pas été radiée par la nouvelle législation, le gouvernement provincial en débarrassera lui-même la propriété, à ses frais. Voilà ce qui est réellement rendre service à la classe agricole, qui vaut mieux que de créer aux dépens de l'agriculture et des autres classes de la société un autre système qui ne pourrait mieux fonctionner que le système fédéral que nous avons actuellement.

On dit encore: le système fédéral ne prête pas assez, il devrait prêter davantage. Si les évaluateurs allaient aux limites de la loi, ils rendraient tous les cultivateurs solvables car la loi permet de prêter, actuellement, 50 % sur la valeur de la terre et 20 % sur la valeur des bâtisses. C'est assez pour rendre

solvables tous nos cultivateurs à l'heure actuelle. J'irai plus loin, qu'est-ce qui empêche Ottawa de prêter autant sur la valeur des bâtisses que sur la valeur de la terre, soit 50 %? Le gouvernement d'Ottawa est exactement dans la même situation que le serait le gouvernement provincial avec un système propre. Si le crédit agricole allait aussi loin qu'il le peut, il rendrait aux cultivateurs de Québec tous les services dont ils ont besoin.

L'honorable chef de l'opposition fait signe que non. Puisque son prêt est garanti par des polices d'assurance, pourquoi le gouvernement fédéral ne prêterait-il pas un peu plus sur les bâtisses de cultivateurs? Je ne vois pas pourquoi le chef de l'opposition s'entête à vouloir donner à Ottawa un certificat de mauvaise volonté. Le passé est garant de l'avenir. Je ne suis pas prêt à dire que le gouvernement fédéral administre mal son crédit agricole. Soyons justes. Nous ne pourrions pas l'administrer mieux. Si le peuple n'est pas satisfait de l'administration actuelle à Ottawa, il n'aura un jour qu'à changer de gouvernement.

Je ne dis pas cela pour faire de la politique, mais pour répondre aux objections. Il est plus facile au peuple de remercier une administration qui ne veut pas lui rendre service que d'introduire chez nous un nouveau système économique, de créer une organisation qui pèsera lourdement sur le peuple et qui ne sauraient rendre plus de service que la Commission fédérale actuelle. On dit que le fédéral ne prête pas assez. En admettant que la province établisse un système semblable, elle ne pourrait prêter plus. Le gouvernement provincial a promis certaines choses aux cultivateurs: réduction nouvelle du taux d'intérêt et nouvelle radiation des hypothèques, et il le fera.

Le gouvernement fédéral vient de faire inscrire au *Feuilleton* des Communes une résolution pour amender la loi, et il est très possible que la situation s'améliore encore. Avec les nouvelles garanties apportées par le gouvernement provincial, il est possible que notre cultivateur, qui ne pouvait emprunter \$2,000, puisse maintenant en emprunter \$3,000.

C'est le meilleur geste que le gouvernement puisse faire. Avec tout cela, la Commission fédérale pourra prêter davantage qu'un gouvernement provincial pourrait le faire sans l'aide de personne, car personne ne viendrait payer au gouvernement provincial une partie de l'intérêt qu'il devrait exiger.

On dit aussi que le taux d'intérêt fédéral est trop élevé. Nos amis de l'opposition croient, au fond, que le gouvernement fédéral ne veut pas prendre de

risques. Mais l'honorable député de Nicolet (M. Gaudet) demande au gouvernement provincial d'en prendre des risques, lui. La motion du député de Nicolet, ici encore, tend à améliorer la situation, puisque le gouvernement promet de prendre encore à sa charge une partie de l'intérêt que le cultivateur doit payer à Ottawa. Supposons que le gouvernement provincial irait plus loin et paierait la moitié de l'intérêt, est-ce que le gouvernement fédéral ne se montrerait pas plus large en ayant la garantie que la moitié de l'intérêt sur ses prêts serait payée?

Avec l'amendement du député de Nicolet, le fédéral serait dans une meilleure position. Le gouvernement, comme je le disais tantôt, radiera par une loi spéciale chaque fois qu'il sera nécessaire, les hypothèques inopérantes qui n'auront pas été biffées par la nouvelle loi. J'aime mieux cela que de toujours combattre ce qui existe et de toujours tenter de capter l'électorat avec certaines promesses d'avantages irréels.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) a parlé de coopération entre Ottawa et Québec. Il a prétendu que le gouvernement provincial a déjà plusieurs services en double avec Ottawa, et que ce ne serait pas plus grave d'avoir un crédit agricole en double. Il dit que le gouvernement a des agronomes qui concurrencent ceux d'Ottawa, que nous avons des fermes expérimentales qui concurrencent celles d'Ottawa. Nous n'avons pas de services en double, mais il existe une coopération étroite entre Ottawa et Québec. Nos agronomes font un travail et ceux d'Ottawa un autre, les fermes expérimentales d'Ottawa s'occupent de culture générale, tandis que les fermes provinciales s'occupent de certaines cultures spéciales.

Quelle que soit la couleur du gouvernement fédéral, je suis toujours prêt à coopérer avec lui. Chaque fois qu'il y a eu des conférences interprovinciales à Ottawa sur les questions agricoles, le ministre s'y est rendu avec les hauts officiers de son ministère, et il a toujours demandé à Ottawa et coopéré avec Ottawa pour que les services provinciaux et fédéraux fussent bien distincts et bien définis. Le député de Rouville serait fort embarrassé de me citer un cas où nous n'avons pas coopéré, de prouver qu'il y a duplication des services. Le même principe de coopération, le gouvernement provincial veut l'appliquer au prêt agricole, et c'est pourquoi il demande à la Chambre de voter la motion du député de Nicolet.

Je veux coopérer avec Ottawa pour faire opérer la loi dans Québec, pour le plus grand bien des cultivateurs. Ottawa peut avoir une loi dont tous

les détails ne conviennent pas à la province, c'est alors le devoir du gouvernement provincial d'intervenir comme il le fait cette année. Chez nous, les cultivateurs ont trois sources de crédit: le crédit à court terme, par le biais des caisses populaires; le crédit à long terme, par le biais du système fédéral; et d'autres possibilités de crédit, selon diverses sources ou encouragements du gouvernement provincial. Il (M. Godbout) souligne le soutien et les encouragements que son département a toujours prodigués aux sociétés et organisations agricoles de toutes sortes dans la province.

D'ailleurs, en demandant aux autorités fédérales de continuer de laisser fonctionner son crédit agricole chez nous, nous ne faisons que suivre l'exemple de toutes les provinces du dominion. Toutes ces provinces ont adopté des systèmes provinciaux et, toutes, elles les ont abandonnés parce qu'elles se sont rendues compte que ce crédit leur coûtait trop cher et que le crédit fédéral était plus logique.

Nous avons donné l'exemple en premier lieu. Nous avons accepté le crédit fédéral en 1927, les autres provinces l'ont accepté en 1929, après avoir essayé d'avoir leur propre institution de crédit. Par exemple, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont adopté un système provincial et elles l'ont abandonné pour le système fédéral en 1929; l'Alberta avait aussi un crédit provincial et ce crédit a fait perdre des millions de dollars aux cultivateurs. En 1929, elle a accepté le crédit fédéral. L'Ontario, qui avait gardé son système provincial vient de l'abandonner et on dit que le déficit provincial de ce chef sera de \$40,000,000<sup>5</sup> peut-être.

Est-ce le temps de nous dresser contre toutes les provinces pour créer un crédit provincial qu'elles ont toutes abandonné? Québec doit profiter de leur expérience et ne pas s'embarquer dans une aventure qui lui coûterait chaud (sic).

L'honorable chef de l'opposition a dit tantôt que le gouvernement provincial porte une partie de la responsabilité de l'inefficacité du système fédéral de prêt dans la province de Québec, que la Commission provinciale était nommée et dirigée par le gouvernement de la province. On a même dit que la Commission provinciale faisait de la partisanerie éhontée. Le système fédéral fonctionne indépendamment de toute ingérence provinciale. J'ai ici la loi. Ottawa l'appelle provinciale parce qu'elle voit au fonctionnement de la loi fédérale dans les provinces. C'est le gouvernement fédéral qui nomme une commission provinciale de quatre membres pour administrer le prêt.

Trois des membres sont désignés par Québec, mais leur nomination doit être ratifiée par Ottawa, et c'est Ottawa qui contrôle cette Commission. Québec ne peut lui dicter aucune ligne de conduite. Mon honorable ami ne peut donc pas dire que c'est le gouvernement de Québec qui dicte à la Commission provinciale du crédit agricole.

Si le crédit fédéral n'est pas assez généreux, il n'y a rien qui empêche Ottawa de l'amender. Le gouvernement d'Ottawa nous annonce qu'il va modifier sa loi du crédit agricole. Il vaut mieux profiter de la loi fédérale et tâcher de faire ce que propose le député de Nicolet.

Est-ce le temps pour nous d'intervenir, de changer le système? Si des changements s'imposent, qu'on aille les demander à Ottawa. Québec coopérera ensuite avec Ottawa, comme il coopère maintenant. D'ailleurs, ce principe de coopération doit exister. À ce sujet, on aurait peut-être plus confiance aux caisses populaires, si certaines affirmations qui ont été faites dans cette Chambre ne l'avaient pas été. Le chef de l'opposition a critiqué les caisses...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne les ai pas critiquées, j'ai dit qu'elles ne pouvaient prêter à long terme.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les caisses sont faites pour prêter à court terme. Les caisses populaires peuvent rendre de grands services aux cultivateurs et elles pourraient rendre plus de services, si on ne leur nuisait pas par les déclarations malheureuses faites en cette Chambre par ceux qui ne connaissent pas leur organisation. Si elles n'ont pas encore donné ce qu'on attendait d'elles, la faute en est aux critiques qu'on en a faites. Et ces critiques, on le sait, ne sont pas venues des rangs du parti ministériel.

**M. Lamoureux (Iberville):** Si c'est moi que l'honorable ministre vise, je dirai ceci. J'ai cité des chiffres que les journaux n'ont peut-être pas tous rapportés exactement. Mais je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit l'autre jour au sujet des caisses.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai visé personne. J'ai dit que les déclarations qui ont été faites dans cette Chambre sont malheureuses et elles le sont. On a semblé croire que ces caisses ne peuvent pas rendre service, et ceux qui ont prétendu cela ne connaissent pas, n'avaient pas étudié le fonctionnement des caisses. Elles rendent des

services inappréciables et, si on les avait reconnus il y a 20 ans<sup>6</sup>, le malaise agricole et rural dont on se plaint n'existerait pas aujourd'hui. Les caisses populaires reçoivent l'argent des cultivateurs et elles le gardent à la campagne. L'argent de la terre revient à la terre. Nos caisses populaires seront dans 25 ans la meilleure source de prêts que le gouvernement pourra avoir, pourvu qu'on leur apporte les modifications nécessaires. Elles aideront non seulement la classe agricole mais le gouvernement lui-même.

(Applaudissements à droite)

Il est bien que nous ayons les caisses pour prêter à court terme, et Ottawa pour prêter à long terme, et que le gouvernement contribue à baisser les taux d'intérêts chargés par Ottawa et passe des lois pour rendre les prêts plus facilement possible.

Il ne faut pas oublier que le gouvernement contribue pour sa part à de nombreux prêts, qu'il garantit une foule d'industries connexes à l'agriculture; les industries de mise en conserve, par exemple, sont commanditées par le gouvernement et c'est grâce à cette commandite si elles ont pu rivaliser de concurrence avec les trusts de conserve des autres provinces. Nous leur avons avancé de l'argent. C'est la façon du gouvernement d'aider la classe agricole à combattre les trusts.

(Applaudissements à droite)

On ne peut pas dire que c'est là que le gouvernement a encouragé les trusts, puisqu'il a contribué à les combattre. Et nous avons réussi à assurer des marchés à nos producteurs. Le gouvernement donne aussi des commandites ou des garanties aux coopératives, aux cercles d'agriculteurs, aux cercles d'éleveurs, et il entend bien continuer son rôle.

Cette façon d'aider le cultivateur convient bien mieux que l'établissement d'un autre système auquel les cultivateurs seraient forcés de contribuer de leurs deniers. Je le répète, nous voulons coopérer avec le gouvernement fédéral pour que le crédit agricole aide davantage les cultivateurs de la province de Québec. Nos honorables amis de l'opposition ne semblent pas avoir une grande confiance au gouvernement fédéral actuel. J'ai à peu près la même mesure de confiance qu'eux. Mais qu'ils attendent. La Providence nous en donnera peut-être avant longtemps un meilleur. Que l'opposition ait confiance en la province qui nous apportera sûrement des jours meilleurs!

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se lève pour prendre la parole.

**Des voix ministérielles:** Encore!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, il y a trois amendements. J'ai le droit de parler trois fois.

Je voudrais examiner quelques-uns des prétendus arguments apportés par les orateurs ministériels. J'aurais voulu que cette question du crédit agricole soit discutée sans partisanerie politique. L'opposition n'a pas soulevé cette question pour se faire du capital politique, mais nos adversaires ont passé leur temps à parler du fédéral, même l'honorable ministre de l'Agriculture. L'opposition réclame un crédit agricole provincial depuis nombre d'années. Le gouvernement a toujours accueilli avec des railleries les arguments de l'opposition en disant qu'elle voulait se faire du capital politique.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** fait une boutade.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les remarques de l'honorable ministre des Travaux publics nous donnent une idée du sérieux avec lequel le gouvernement considère cette question du crédit agricole.

S'il y en a un qui fait de la politique avec cette question, c'est bien le gouvernement provincial, le parti ministériel, lui qui changea complètement sa politique et décida de passer une loi en 1931 pour se faire autoriser à absorber l'excédent de 5 % dans le taux d'intérêt, quand, auparavant, il ne voulait rien faire. Le provincial n'a payé que \$10,000 l'an dernier en frais d'intérêt sur les prêts agricoles, en vertu de cette loi, et cela, parce que le fédéral avait bien voulu réduire son taux d'intérêt.

Le ministre de l'Agriculture a une façon particulière de présenter ce qu'il appelle la vérité. L'habileté apparente du ministre à glisser les sophismes entre deux grosses vérités frise l'indélicatesse. On triture les paroles de l'adversaire et les écrits de l'ordre du jour.

Le trésorier a dit qu'il ne voulait pas faire payer le cultivateur, ce qui arriverait avec un système provincial. Or, le ministre de l'Agriculture a déclaré l'autre jour que le gouvernement ne taxait pas le cultivateur. Il ne peut donc pas être appelé à payer.

L'honorable ministre de l'Agriculture prétend que notre motion est une injure au gouvernement fédéral. Non. Ma motion est un certificat d'incompétence, mais pour le provincial seulement. C'est une mesure préventive, parce qu'elle s'adresse au gouvernement de la province. Ce n'est pas la première fois que la loi est critiquée. À chaque session, nous demandons un crédit agricole

provincial, parce que la loi fédérale n'est pas conforme aux intérêts de la province, et nous disons ce que nous voulons avoir: une commission compétente. Quand nous parlons de commission compétente, indépendante, nous prenons ces moyens par prudence, parce que nous nous adressons au gouvernement. Je me rappelle les paroles du ministre.

Mais rien, ni dans notre motion ni dans nos paroles, ne peut être considéré comme un blâme à l'endroit du gouvernement fédéral. On nous reproche de manquer de confiance au gouvernement fédéral. Je n'ai pas l'intention de faire de politique fédérale en cette Chambre. Le gouvernement provincial peut difficilement dire quelque chose, s'il veut être juste, parce qu'il ne s'est jamais adressé au fédéral pour faire amender sa loi. C'est le gouvernement King qui a mis cette législation en vigueur. Le gouvernement Bennett a été le seul à y apporter une amélioration.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Un crédit provincial pourrait-il faire plus que le crédit fédéral?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il ne serait pas placé dans les mêmes conditions, il rencontrerait moins de difficultés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Qu'est-ce que vous reprochez à la Commission du prêt fédéral?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous pourrions faire un débat sur cela et vous dire comment les demandes des cultivateurs sont reçues par la commission provinciale, et citer des cas où des demandes ont été refusées sans raison valable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** N'est-ce pas dans la province de Québec qu'il se fait le plus de prêts de la Commission?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>7</sup>:** La raison est évidente. C'est parce que les cultivateurs d'ici en ont besoin plus que partout ailleurs. C'est donc Québec qui en a le plus besoin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que les membres du gouvernement sont forts sur les pourcentages. Ils font dire aux chiffres ce qu'ils veulent. Le ministre de l'Agriculture n'a pas à se vanter de l'augmentation de la proportion des crédits agricoles, quand ces crédits ont été réduits de \$1,600,000 depuis deux ans. C'est une augmentation de proportion.

Évidemment que c'est Québec qui emprunte le plus. Québec et Ontario sont les deux plus grandes provinces du pays. L'on ne peut comparer l'Ontario avec la province de Québec dans ce domaine, puisque la première avait son propre système provincial, donc empruntait moins. Mais cet argument de l'honorable premier ministre ne prouve rien. De plus, le système actuel est celui qui convient le mieux aux provinces de l'Ouest parce que, là, les cultivateurs ont des terres immenses et que le fédéral prête plus sur la valeur de la terre que sur celle des bâtisses.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Québec a eu la moitié des prêts de tout le Canada.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est tout naturel. La province d'Ontario a établi son système dans le plus mauvais moment possible où la valeur des terres était la plus élevée et qu'elle a subi l'effet de la dépréciation. Aujourd'hui, elle perd des sommes considérables parce que les terres n'ont plus la même valeur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Avez-vous le dernier rapport de l'honorable M. McLean, président de la Commission fédérale?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'honorable premier ministre veut le voir, je puis le faire venir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'en ai ici. Que l'honorable député le lise.

Il (M. Taschereau) envoie le rapport au député de Deux-Montagnes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** lit le dernier paragraphe qui dit que la Commission fédérale a eu les meilleurs concours possibles de toutes les commissions provinciales.

Cela ne prouve rien, dit-il. Le premier ministre, comme toujours, est en retard. Il répond à ce que j'ai dit, il y a 20 minutes.

Nous n'avons rien dit de malveillant au sujet des caisses populaires. Les paroles maladroites à l'adresse des caisses populaires ne sont pas venues de l'opposition. C'est un organisme qui peut rendre de grands services, mais il ne peut consentir des prêts à long terme. Les caisses populaires ne peuvent remplacer le crédit agricole. Le gouvernement devrait donner le plus grand support aux caisses populaires et établir immédiatement un système provincial de crédit agricole pour aider la classe agricole qui est

dans une situation difficile. En un mot, nous voulons aider les cultivateurs à demeurer sur leurs terres, à y établir leurs fils et à boucler leur budget.

(Applaudissements à gauche)

**M. Saintonge (Beauharnois):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), l'ajournement du débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** refuse de se rendre à sa demande, pour que la discussion se poursuive.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Questions et réponses:

##### Comté de Beauce, travaux, département des Terres et Forêts, Commission des eaux courantes

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 au 1<sup>er</sup> janvier 1934, des travaux ont-ils été exécutés dans le comté de Beauce, par l'entremise du département des Terres et Forêts, ou par l'intermédiaire de la Commission des eaux courantes de Québec?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Où?

c. En quoi consistent lesdits travaux?

d. Quel est le coût total de chacun de ces travaux?

e. Des soumissions publiques ont-elles été demandées par les journaux, quant à ces travaux?

f. Quels sont les contracteurs ou entrepreneurs qui ont exécuté chacun desdits travaux, et combien a été payé à chacun d'eux?

g. Combien de ces travaux ont été exécutés par l'entremise du département des Terres et Forêts et pour quelle somme globale?

h. Combien de ces travaux ont été exécutés par l'entremise de la Commission des eaux courantes de Québec et pour quelle somme globale?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui, par l'intermédiaire de la Commission des eaux courantes de Québec.

a. En 1932.

*b.* À un mille environ en amont du pont-route de Beauceville, dans la Rivière Chaudière.

*c.* La construction de brise-glaces.

*d.* \$52,314.80.

*e.* Non, mais des soumissions furent demandées à quatre entrepreneurs de la région, et le contrat accordé au plus bas soumissionnaire.

*f.* La Compagnie Joseph Plante, limitée, Saint-Victor de Tring.

*g.* Aucun.

*h.* Un seul travail: construction de dix brise-glaces, au coût global de \$52,314.80.

#### **Bûcherons, remboursement de salaires par certaines compagnies forestières**

**M. Guertin (Hull):** 1. Les compagnies Price Brothers, Canadian International Paper Company, Alphonse Couturier, Ontario Paper Company et St. Lawrence Paper Company, ont-elles remboursé la différence de salaires à leurs bûcherons pour la saison 1933-1934?

2. Quel a été:

*a.* Le montant ainsi remboursé dans chaque cas?

*b.* La base de salaire dont on s'est servi?

*c.* Le nombre total d'employés ainsi remboursés par chaque compagnie?

*d.* Combien de bûcherons n'ont pas été remboursés par chaque compagnie?

3. Dans la négative, le gouvernement leur a-t-il réclamé le remboursement de la diminution des droits de coupe et la rente foncière?

4. À combien se chiffre le remboursement de chaque compagnie au gouvernement?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Les Compagnies Price Brothers, Canadian International Paper Company, et St. Lawrence Paper ont commencé à rembourser la différence des salaires à leurs bûcherons pour la saison 1933-1934, et procèdent à ce remboursement au fur et à mesure que les demandes leur parviennent.

M. Alphonse Couturier n'est pas un concessionnaire, et ses hommes seront remboursés de la différence de leur salaire pour la saison 1933-1934 par les concessionnaires sur les limites desquels il a opéré.

2. *a.* Seul le concessionnaire peut dire le montant qu'il a remboursé.

*b.* La base de salaire dont on s'est servi est \$26. par mois, clair et net, pour les opérations en

forêt, et \$1.50 par jour, clair et net, pour les opérations de flottage.

*c.* et *d.* Le concessionnaire seul peut dire le nombre d'employés qui ont été remboursés.

3. Le gouvernement a réclamé le plein montant de la coupe à tous ceux qui ne remboursent pas la différence des salaires pour la saison 1933-1934.

4. Le remboursement se chiffre à 70 centins les mille pieds.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Ordres en conseil, exportation du bois ou de la pulpe**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. (Document de la session no 76)

#### **Ordres en conseil, concessions de limites forestières**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province. (Document de la session no 77)

#### **Ordres en conseil, 24 George V, chapitre 23**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 23. (Document de la session no 78)

**Ordres en conseil,  
24 George V, chapitre 22**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 22. (Document de la session no 79)

**Ordres en conseil,  
loi des terres et forêts**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 avril 1934 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935 inclusivement, et se rapportant à loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts, 24 George V, chapitre 19. (Document de la session no 80)

**Ordres en conseil,  
24 George V, chapitre 54**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 5 mars 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 54. (Document de la session no 81)

**Titres de R. Cardinal-Painchaud  
et A. Cardinal**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession  
J.-B. Learmont**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph-B. Learmont.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Norman MacLaurin**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 85 changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pierre-Paul Vinet**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Desmarais (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

### **NOTES**

1. *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1935, à la page 3, écrit 3 h 30.

2. Selon *La Presse* du 1<sup>er</sup> février 1935, à la page 15, M. Stockwell a pris la parole "vers quatre heures moins quart".

3. *Le Soleil*, *L'Action Catholique* et *La Presse* dans leur édition du 1<sup>er</sup> février 1935, respectivement aux pages 11, 11 et 15, écrivent quatre ans.

4. Relativement à ce bill, le bill 3, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes: 1. La première lecture des résolutions de ce bill a eu lieu le 17 janvier 1924 et nous ne pouvons déterminer si M. Bertrand était présent ou absent, puisque aucun vote n'a été pris; 2. Le 18 janvier 1924, un vote a été pris sur la deuxième lecture desdites résolutions, et

effectivement M. Bertrand n'a pas voté; 3. Le 23 janvier 1924, la deuxième lecture dudit bill a été votée et M. Bertrand a effectivement voté en faveur; 4. Le vote sur la troisième lecture a eu lieu le 24 janvier 1924 et M. Bertrand a voté encore une fois pour l'adoption du bill.

5. *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1935, à la page 8, écrit "... l'Ontario a perdu 25 à 30 millions.

6. "25 ans" selon *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1935, à la page 8.

7. *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1935, à la page 11, attribue ces paroles à M. Duplessis.



Séance du vendredi 1<sup>er</sup> février 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'un acte de vente consentie par ladite compagnie et John F. C. Ward, devant E. W. H. Phillips, notaire, le 17 février 1919 et pour autres fins.

## Canton De Sales

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), la permission de présenter le bill 177 érigeant en municipalité le canton De Sales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile,  
article 749

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 4 modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749.

Adopté.

## En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il s'agit d'exiger la même publication dans les journaux et la *Gazette Officielle* dans le cas de ventes. Le bill obligera tout syndic qui fait vendre une propriété à préciser le chiffre de l'évaluation municipale dans l'avis publié dans la *Gazette officielle*.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pension des juges  
et des magistrats

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

## En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que les pensions des juges des sessions de la paix, des magistrats de police et de district, visées par la loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus, 1925, chapitre 125) soient payés à même le fonds consolidé du revenu, tel que prévu par la loi basée sur la présente résolution.

Il s'agit de définir que les pensions payées aux juges des sessions de la paix et de la Cour du magistrat seront prises à même le fonds de revenus consolidé, tel que recommandé par l'auditeur provincial, parce que présentement aucune mention spécifique d'un fonds particulier n'a été faite, et la modification proposée simplifiera considérablement le système de tenue de livre, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition a des projets plus importants que celui-là.

Il dit ne pas être très satisfait des explications et croit que le bill contient plus que ce que le premier ministre ne laisse entendre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

On s'est entendu pour ne pas aborder de législation contentieuse.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** La pension des veuves des juges après qu'ils sont morts?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Évidemment elles sont veuves, puisque leur mari est mort! (Rires)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je comprends cela. Le gouvernement est plus pressé de voter des pensions aux femmes de juges qu'aux vieillards. Les vieillards ont autant de droit que les veuves de juges à une pension.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il ne s'agit pas d'instituer un système de pensions aux veuves de juges, pensions qui existent déjà, mais bien de changer la source de revenus d'où l'on tirera ces pensions. Nous disons simplement à quel fonds la pension sera puisée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) a raison. On devrait traiter tous les cas de la même manière. L'honorable ministre du Travail devrait nous parler de cette pension.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ne veut pas.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Le député de Trois-Rivières mêle deux questions qui n'ont aucun point commun. Je répondrai en temps et lieu. La question demande préparation. Il (me) faut du temps pour répondre. Le gouvernement est favorable au principe de la pension aux vieillards, mais il diffère d'opinion d'avec la gauche, quant aux modalités d'application. Le gouvernement attend le moyen de pouvoir la leur donner<sup>1</sup>.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** proteste et dit qu'il faut avant tout une pension pour les vieillards.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que la pension de \$1,500 aux veuves de juges sera payée à même le fonds consolidé de la province.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

**Fonds d'amortissement de Coaticook**

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les affermisements réclamés ont été rendus possibles par l'excellente santé financière de la ville. Cela est dû au fait que la ville a sa propre centrale électrique, de laquelle des profits substantiels sont tirés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Saint-Denis-de-Brompton**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 92 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Desmarais (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Royal Trust Company**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** pour **M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame des explications.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** ne peut lui donner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne prise pas la réponse du député de Montréal-Laurier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **S. Malone et M. Poliquin**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commission de l'électricité**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que nous pourrions avoir bientôt des copies du rapport Lapointe?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le rapport est actuellement à l'imprimerie et nous l'aurons bientôt.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTE**

1. *Le Canada* du 2 février 1935, à la page 9, relate que "... l'honorable M. Arcand a la grippe et répond simplement à M. Duplessis... M. Bertrand ... tousse à chacune de ses paroles..."



Séance du mardi 5 février 1935

**Présidence de l'honorable T. -D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 25.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de  
Trois-Rivières**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de MM. Eddie Martin, Ludger Madore et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté sur division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de MM. Eddie Martin, Ludger Madore et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Manutention  
de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 26 modifiant la loi de la manutention de la gazoline.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications, s'il vous plaît!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Jusqu'ici, les manutententeurs (sic) étaient obligés de nous faire rapport pour chaque 100 gallons de gazoline sortant de leurs mains. Avec la nouvelle loi, ils devront faire rapport sur chaque 30 gallons et plus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions  
de l'opposition**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je désire faire remarquer à la Chambre qu'il y a des questions de l'opposition auxquelles le gouvernement tarde à répondre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il est plus facile de demander des renseignements que de les compiler. Que mon honorable ami nous dise lesquelles de ces questions sont les plus pressantes, et nous les lui donnerons.

**Dépôt de documents:**

*Statistiques municipales, 1933*

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre les *Statistiques municipales pour l'année civile, 1933*. (Document de la session no 82)

**Rapports de  
l'auditeur général**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 30 janvier 1935, pour copies de tous les rapports émanant de l'auditeur général du Canada ou d'aucun membre de son personnel et transmis, depuis le 8 avril 1933 jusqu'au 23 janvier 1935, au gouvernement de cette province ou à aucun des ministres provinciaux ou à aucun officier de l'administration provinciale, relativement aux travaux publics exécutés dans cette province avec l'aide du trésor fédéral. (Document de la session no 83)

**Questions et réponses:**

**Subsides et octrois fédéraux  
au gouvernement du Québec, 1934**

**M. Élie (Yamaska):** Quelle est la somme totale de tous les subsides et de tous les octrois payés par le gouvernement fédéral au gouvernement de cette province, du 1<sup>er</sup> janvier 1934 au 31 décembre 1934, inclusivement?

### L'honorable M. Stockwell (Brome):

Le subside (basé sur la population) et l'intérêt.....	\$ 2,652,979.98
L'aide au chômage (à distribuer aux municipalités) .....	9,092,954.96
Le mouvement du retour au sol (à distribuer aux municipalités) .....	63,531.93
Pour l'agriculture (transport d'engrais chimiques et de bestiaux, etc.).....	6,072.03
Pour le bureau de placement ouvrier .....	30,576.46
Pour la voirie, élimination de traverses à niveau .....	21,954.91

\$11,868,070.27

### Paielements, remboursements du gouvernement à la Commission des liqueurs

**M. Béique (Chambly):** Relativement à la réponse donnée par le député de Brome (l'honorable M. Stockwell), en date du 29 janvier 1935, au sujet des paiements ou des remboursements par le gouvernement de la province à la Commission des liqueurs de Québec, à quelque titre que ce soit, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 16 janvier 1935:

1. Pourquoi le mot "remboursement", qui apparaît à la question originale rédigée en français, a-t-il été traduit dans la version anglaise de cette question, par l'expression "rebate", au lieu de "reimbursement"?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** L'officier en charge de la traduction anglaise soumet au sujet de l'interpellation faite par le député de Chambly (M. Béique) concernant les paiements ou remboursements par le gouvernement de la province à la Commission des liqueurs du Québec, à quelque titre que ce soit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 16 janvier 1935, ce qui suit:

"Tout en admettant qu'il eût été mieux d'employer le mot "reimbursement", l'expression "rebate", d'après Webster, page 1779, édition 1913, signifie: "remise ou paiement remis". Quel que soit le mot employé, il n'y a pas lieu de modifier la réponse donnée.

### Comptes de banque de la province

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province depuis le 8 janvier 1935 jusqu'au 31 janvier 1935, inclusivement:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés?

Dans l'affirmative:

2. Pendant combien de temps?

3. Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?

4. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?

5. À combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province, au sujet desdits comptes?

6. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

2. 24 jours.

3. \$12,318,609.29.

4. \$13,348,324.84.

5. \$32,399.63.

6. 4 % par année.

### Pension des juges et des magistrats

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires, concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Établissement d'un crédit agricole

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 31 janvier sur le sous-amendement à l'amendement sur la motion proposée le mercredi 23 janvier courant:



Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer les fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial;

Cette Chambre réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4 % et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième "considérant" soient remplacés par les suivants:

La Chambre des communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée: Loi d'arrangement, entre cultivateurs et créanciers;

Considérant que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

Considérant que ces accords seraient facilités, si la Chambre des communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du prêt agricole canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:

1. Cette Chambre recommande que la contribution du gouvernement du Québec, fixée à 1½ pour cent par la loi 21 George V, chapitre 38, loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles, soit augmentée;

2. Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du prêt agricole canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

Lequel sous-amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "créanciers" dans le premier "considérant" de la motion d'amendement soient remplacés par les suivants:

Considérant qu'il est, de plus, urgent de fournir aux cultivateurs le crédit nécessaire à l'établissement des jeunes et au maintien des plus âgés sur les terres;

Considérant que le prêt agricole fédéral ne donne pas satisfaction;

Considérant que le gouvernement de cette province peut se procurer de l'argent à un taux de 2 % par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario, en 1922, sous le nom de Ontario Saving Offices;

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial, alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut;

Que le taux de l'intérêt exigé des emprunteurs soit le même que celui payé aux déposants dans lesdites caisses d'épargnes.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Les événements survenus à Ottawa dans ce domaine ont donné raison à l'attitude du gouvernement de la province, aux députés qui l'appuient, et à la théorie exposée par le ministre de l'Agriculture.

Il est logique juste et raisonnable d'accepter le système fédéral et de l'améliorer en faisant disparaître les obstacles d'ordre juridique que rencontrent les cultivateurs de la province, lorsqu'ils veulent emprunter, et qu'il n'est pas nécessaire d'instituer un prêt agricole provincial.

Ces obstacles sont peut-être nombreux: taux d'intérêt trop élevé, hypothèques inopérantes, frais encourus par suite de l'insuffisance des titres, taux élevés pour l'établissement de la chaîne des titres.

Jusqu'à date, le gouvernement provincial a adopté une loi pour assumer le paiement de 1½ % de l'intérêt payable par l'emprunteur. Il y a actuellement sur le *Feuilleton* de la Chambre une loi concernant la radiation des hypothèques inopérantes que le gouvernement provincial va passer. On a facilité de plusieurs façons aux emprunteurs l'établissement de leurs titres de propriété. Serait-il mieux d'avoir un organisme de prêt agricole provincial?

Plusieurs questions se posent à ce sujet. D'abord, est-ce que le gouvernement provincial pourrait prêter des sommes plus élevées? Non. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a admis lui-même qu'un cultivateur ne peut emprunter une somme représentant plus de 60 % de la valeur de sa ferme.

Pourrait-il prêter à un taux plus bas, exiger moins de garanties? Avec un crédit provincial, on n'obtiendrait pas plus qu'avec la Commission fédérale. Les garanties devront toujours être satisfaisantes. Car, il ne peut être question d'instituer un système de gratuités, mais bien une commission de prêts tenant compte des principes de finances reconnus. Actuellement, ce taux est de 4 %.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment cela?

**M. Saintonge (Beauharnois):** Le fédéral prête à 5½ % et le gouvernement provincial donne 1½ %.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le cultivateur paye 5 %. C'est à partir de là seulement que le gouvernement vient à son aide, jusqu'à concurrence de 1½ %.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Cette loi sera amendée au cours de la présente session.

Je continue. Est-ce que le crédit provincial pourrait procéder avec moins de précautions, moins de formalités? Nullement. Tous les systèmes requièrent de longues formalités et, d'ailleurs, il ne serait pas désirable de procéder de façon trop sommaire. Quant aux prêts à brève échéance, ils peuvent s'obtenir aux caisses populaires, qui sont instituées pour cela.

L'honorable député des Deux-Montagnes demande une commission impartiale. Est-ce qu'il n'est pas satisfait de la Commission fédérale? La Commission provinciale du prêt agricole est impartiale.

Que reste-t-il de la motion du député de Deux-Montagnes? Il n'en reste rien. Elle n'a plus aucune raison d'être. Le gouvernement fédéral se prépare à faire adopter par les Chambres une loi qui rendra le crédit fédéral plus satisfaisant aux cultivateurs de la province de Québec. L'honorable M. Rhodes a fait un discours dans lequel il a exposé ses projets: supprimer la double surveillance; joindre au fonctionnaire qui s'occupera du prêt agricole un conseil consultatif; appliquer la loi à toutes les provinces; nommer une commission de pas plus de 5 membres et de pas moins de 3 membres; augmenter l'avance aux cultivateurs de \$15,000,000 à \$90,000,000; faire disparaître la souscription de 5 % que le cultivateur devait faire sur le capital emprunté; rembourser au cultivateur ce qu'il a fourni en capital; réduire le coût de l'administration de 2 % à ½ %; etc.

Il (M. Saintonge) déclare qu'un seul cultivateur de son comté a cherché à emprunter en

vertu du système fédéral et qu'on n'a pas fait suite à sa demande. À son avis, le besoin du prêt agricole ne s'est pas encore fait sentir dans son comté.

Jusqu'ici, poursuit-il, le prêt agricole canadien n'a pu donner tous les résultats désirés. On a fait valoir qu'il accorde peu de prêts. Mais avec les nouvelles modifications, il me semble qu'il remplira son but. Ce but n'est pas de permettre au cultivateur de payer ses vieilles dettes, mais de lui permettre d'améliorer son sort, d'améliorer sa ferme, sa terre et son roulant. D'ailleurs, une nouvelle loi fédérale sera adoptée au cours de la session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est faite pour tout le Canada.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Est-ce que vous avez lu la loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce que vous l'avez vue, la loi?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que l'honorable député de Beauharnois autorise le premier ministre à poser des questions?

**M. Saintonge (Beauharnois):** Il faut féliciter le gouvernement d'Ottawa

(Applaudissements à gauche)

... d'avoir imité la sage politique du gouvernement de Québec.

(Applaudissements à droite)

Le crédit sollicité par l'opposition c'est le crédit électoral. Elle a soulevé cette question dans le seul but de se faire du crédit électoral. Les députés oppositionnistes ont fait beaucoup de tapage autour de cette question, pour se faire bien voir de la population, se donner l'importance de personnes excessivement préoccupées du bien-être des cultivateurs. Il est vrai qu'ils ont bien besoin de l'attention populaire depuis 35 ans qu'ils enregistrent des déficits de popularité.

Il (M. Saintonge) termine en citant l'opinion d'un économiste, le Père Muller, ajoutant qu'en ce domaine comme en tous les autres le gouvernement administre la province avec sagesse.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, cette discussion a déjà été très longue. Si la Chambre veut bien me prêter quelques minutes d'attention, je donnerai quelques-uns des arguments que je crois devoir lui offrir et sur lesquels je m'appuie pour

m'opposer à la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Je dis d'abord qu'il est malheureux que l'on ait fait en certains milieux une question politique de cette question d'intérêt essentiellement national et qui transcende les partis qu'est le maintien des cultivateurs sur leurs terres.

C'est une question nationale, la plus nationale, la plus québécoise de toutes celles qui appellent présentement une solution. En effet, est-il plus poignante, plus tragique, que celle du cultivateur obligé d'abandonner sa terre sur laquelle il a élevé sa famille et qui l'a toujours nourri, et renoncer à toute une vie de labeur honnête. Le moyen d'empêcher cela, d'où qu'il vienne, j'en suis.

(Applaudissements à droite)

D'où les secours viennent aux cultivateurs, du gouvernement conservateur à Ottawa ou du gouvernement du Québec, il faudra que nous collaborions tous avec l'organisme de relèvement de notre classe agricole.

Nos honorables amis de la gauche ont-ils vraiment abordé cette question comme il le fallait et avec le souci d'aider la classe agricole? Le député des Deux-Montagnes voudrait que l'on instituât un crédit agricole provincial concurremment au système fédéral actuellement en vigueur. La raison qu'il donne à son projet est que la Commission qui administre les prêts agit avec partisanerie. Il nous a dit que les commissaires du prêt agricole étaient des partisans politiques, parce qu'ils ont été nommés par le gouvernement de Québec.

Mais, je le demande au député des Deux-Montagnes, quel gouvernement est responsable en définitive de la Commission? N'est-ce pas Ottawa qui nomme les commissaires en restant libre d'accepter ou de refuser les hommes que nous lui suggérons? Nous lui avons montré la loi pour qu'il constate son erreur. C'est Ottawa qui nomme les commissaires. Mon honorable ami veut-il les nommer lui-même?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Après les prochaines élections, oui. Ce sera sûrement nous.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Eh bien, les pauvres cultivateurs attendront longtemps!

L'opposition nous presse de tous côtés, elle nous dit de voter au plus tôt les mesures qu'elle croit utiles au relèvement de notre classe agricole et elle n'a même pas confiance dans le choix que le gouvernement fédéral a fait des commissaires du prêt fédéral. D'autre part, je dois dire que le gouvernement fédéral ne manifeste pas envers nous

les sentiments qu'affichent à notre égard les membres de l'opposition provinciale. Ottawa, lors de l'institution du prêt agricole, nous a demandé de contribuer pour 5 % au prêt, nous l'avons fait. Nous avons donné des octrois aux cultivateurs de Québec pour les aider à payer le fonds d'amortissement de leurs emprunts. Nous sommes prêts à aller plus loin encore, si Ottawa n'améliore pas sensiblement le système de crédit rural en vigueur.

On parle d'une attribution fédérale de \$90,000,000 au prêt agricole. J'ai écrit à ce sujet. Le bill fédéral n'est pas encore prêt, et M. Rhodes m'a promis qu'il me l'adresserait dès qu'il sera imprimé. Nous avons souscrit 5 % au prêt fédéral, nous payons 1½ % du taux de l'intérêt exigé, et je le répète nous sommes prêts à faire plus.

**M. Guertin (Hull):** Le gouvernement va-t-il payer plus que 1½ %?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'y viens dans un instant. J'ai écrit à l'honorable M. Rhodes pour lui demander le texte de sa nouvelle loi du crédit agricole. C'est pourquoi je demandais tout à l'heure au chef de l'opposition s'il avait vu la loi. M. Rhodes m'a répondu qu'elle n'était pas encore prête. J'ai confiance que le gouvernement Bennett va nous donner une bonne loi. Si la loi du gouvernement est bonne, je serai le premier à dire à M. Bennett qu'il a bien fait et que le gouvernement provincial donnera toute la collaboration dont il aura besoin pour donner un bon crédit agricole à nos cultivateurs. Quant à nous, je le déclare, nous irons jusqu'à la limite de nos moyens pour aider la classe agricole à avoir une bonne institution de crédit.

En plus de notre participation à 5 % du prêt et la part que nous avons prise au paiement de l'intérêt sur les prêts, nous avons nommé un avocat que la province a payé elle-même, que nous avons chargé de tirer au clair tous les titres que les emprunteurs québécois étaient obligés de soumettre à la Commission du prêt pour obtenir un prêt. Les cultivateurs de chez nous s'adressent gratuitement à cet avocat, et les certificats de registrateurs leur sont fournis gratuitement. Nous sommes prêts à faire plus.

L'un des grands obstacles que rencontrent les cultivateurs qui veulent emprunter consiste dans les hypothèques inopérantes dont plusieurs de nos terres de Québec sont grevées: droits de mineurs, droits de servitude, arrérages de taxes, etc. Lorsqu'un cultivateur veut emprunter et qu'il existe sur sa terre quelque hypothèque inopérante, la Commission lui refuse le prêt dont il a besoin.

À ce sujet, je rencontrais il y a quelques jours M. Albert Rioux qui est très versé dans tous les problèmes agricoles du Québec, et je recevais une lettre du juge Loranger qui juge en dernier ressort des décisions prises, en vertu de la loi des compromis. Tous les deux sont d'avis que les hypothèques inopérantes sont la plus grande charge qui pèse actuellement sur nos cultivateurs. Le gouvernement provincial est prêt à payer un officier qui s'occupera spécialement de faire résilier les hypothèques inopérantes devant les tribunaux.

Il (M. Taschereau) lit une lettre de M. Rhodes.

Ministère des Finances  
Ottawa, 4 février 1935

Mon cher premier ministre,

*Re:* Loi des concordats

Je vous suis très obligé de votre lettre du premier février, que j'ai reçue ce matin, et j'apprécie profondément votre offre de coopération en vue du succès de la loi précitée.

Je note particulièrement l'avant-dernier paragraphe de votre lettre, dans lequel vous suggérez que les ententes entre les créanciers et les fermiers seraient peut-être de nature à affecter grandement le crédit de ces derniers. Cela peut être vrai jusqu'à un certain point, mais je crois que le mal ne saurait être comparable à celui causé par les diverses sortes de moratoires qui ont été faits dans plusieurs des provinces. Il est bien de se souvenir que les principes basiques de la loi sont ceux de conciliation et de compromis.

Je suis heureux de dire que bien que la loi n'ait été en vigueur que depuis très peu de temps, il y a eu des règlements dans un millier de cas; de plus, ces règlements ont été faits avec le plein concours des créanciers. Le seul objet de la loi était de maintenir le fermier sur la terre et de le mettre en mesure de rencontrer ses obligations.

Le projet de loi, pour amender la loi du crédit rural canadien, n'a pas encore été soumis aux Communes. Le débat de vendredi s'est fait sur la résolution, qui est maintenant rendue au comité plénier. Je ne puis présenter le bill avant le passage de la résolution et vous admettez que je ne puis vous envoyer une copie du projet avant qu'il ait été présenté. Du moment où il aura été présenté à la Chambre, toutefois, je verrai à ce qu'une copie vous soit envoyée. D'ici là, vous aurez noté, au *Hansard*, les remarques générales que j'ai faites, quant à sa nature.

Sincèrement vôtre,  
(Signé) E. N. Rhodes, ministre des Finances.

M. Rhodes, dans sa lettre, me dit bien clairement qu'il est enchanté de voir que nous voulons coopérer avec le gouvernement fédéral. Les gouvernants d'Ottawa ne sont pas comme nos amis de l'opposition: M. Rhodes ne nous traite pas comme vous. Ils reconnaissent ce que nous faisons de bien

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ils n'en ont pas souvent l'occasion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Quand ils en ont l'occasion, ils n'hésitent pas à reconnaître ce que nous faisons de bien. Tandis que nos amis de l'opposition ne reconnaissent jamais rien. Vous ne le faites jamais. Vous êtes seuls à penser comme cela.

(Applaudissements à droite)

Je dirai ceci, en passant. Le gouvernement fédéral ne nous demande pas l'institution d'un crédit agricole provincial. Pourquoi l'opposition insiste-t-elle tant sur ce point?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre doit produire sa lettre de M. Rhodes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Oui et je produirai aussi une lettre que j'ai reçue de l'honorable juge L.-J. Loranger, président de la Cour de révision des concordats entre les cultivateurs et leurs créanciers. Les collègues du juge Loranger, M. J. S. Royer et M. Albert Rioux, sont venus me voir, et M. le juge Loranger m'a écrit. Il me représente que ce qui rend difficile les prêts aux cultivateurs de la province de Québec, c'est le fait qu'il y a de vieilles hypothèques sur des terres dont les cultivateurs ne peuvent obtenir la radiation.

Qu'est-ce que nous pouvons faire? Nous avons présenté une loi à ce sujet et, je viens de le dire, nous voulons nommer un officier spécial qui se chargera de débarrasser les cultivateurs d'hypothèques non opérantes, en s'adressant à un juge. De cette manière, nous allons faciliter les prêts. Tous ceux qui s'occupent du crédit rural sont d'avis que le réméré est, avec les hypothèques inopérantes, le grand obstacle que rencontrent les cultivateurs qui veulent emprunter. Si les taxes et les charges ne sont pas payées, la propriété passe aux mains du prêteur au premier défaut de paiement et le cultivateur perd ainsi une propriété pour laquelle il a déjà payé de

fortes sommes. C'est un obstacle sérieux à l'emprunt. Dans sa lettre, M. Rhodes prétend que le moratoire agricole de notre province nuit aux cultivateurs qui veulent emprunter.

On nous a demandé d'étendre la juridiction de la loi du moratoire jusqu'au réméré. Nous allons étudier avec soin cette question et peut-être nous rendrons-nous à la demande qu'on nous a faite. De son côté, l'honorable juge Loranger me suggère de faire amender nos lois pour faire coordonner la loi des concordats avec la loi du crédit agricole fédéral.

À mon avis, le salut du cultivateur québécois réside dans une étroite coordination du prêt agricole fédéral et des concordats passés, en vertu de la loi des compromis. Ce que nous voudrions, c'est que le paysan fasse d'abord appel à la loi des concordats, qu'il se libère le plus possible de sa dette et qu'il s'adresse après ce premier temps au système fédéral de prêt, qui l'aidera à nettoyer ce qui restera de sa dette après le concordat.

Nous allons étudier toutes ces suggestions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre me permettra-t-il de consulter les lettres qu'il a devant lui?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement, je vais vous prêter les originaux et je produirai des copies de lettres.

Le retour de nos cultivateurs à la prospérité est la condition première du retour de tout le pays à la prospérité. Que l'on donne au cultivateur le "purchasing power", le pouvoir d'achat d'autrefois, qu'on le débarrasse des charges passées qui pèsent encore sur lui, et la situation de nos agriculteurs sera redevenue ce qu'elle était, il y a quelques années. Quoiqu'il en soit, notre classe agricole peut compter encore entièrement sur la bonne volonté, le concours et l'aide du gouvernement de Québec. C'est le devoir de tous les gouvernements de faire tout ce qui est possible pour assurer le bien-être des cultivateurs. Quelle que soit la couleur du gouvernement d'Ottawa, nous lui offrons notre plus entière collaboration pour assurer à nos cultivateurs un bon crédit agricole.

Nous allons avoir bientôt l'occasion, au cours de cette session, de présenter un projet de loi qui aidera au relèvement de l'agriculture chez nous. Peut-être quelques députés de cette Chambre ont-ils des inquiétudes sur ce que nous proposons de faire pour la classe rurale. À ceux-là qui se demandent quelle sera l'attitude du gouvernement à l'égard des cultivateurs, je dis avec force qu'ils peuvent compter

sur nous et que le gouvernement comprend très bien tous ses devoirs envers les cultivateurs. Je déclare que nous ferons tout ce qui est nécessaire pour donner satisfaction à la classe agricole, qui peut compter sur nous.

(Applaudissements à droite)

Les travaux sont suspendus quelques instants.

### Suspension

### Dépôt de documents:

#### Lettres relatives à la loi du concordat

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre trois lettres qu'il a reçues:

1. Une lettre de l'honorable M. Edgar N. Rhodes, ministre des finances du Canada, datée du 4 février 1935, relative à la loi du concordat entre les cultivateurs et leurs créanciers. (Document de la session no 86)

2. Une lettre de l'honorable M. Edgar N. Rhodes, ministre des finances du Canada, datée du 29 janvier 1935, relative à la loi du concordat entre les cultivateurs et leurs créanciers. (Document de la session no 87)

3. Une lettre de M. le juge L.-J. Loranger, datée du 4 février 1935, relative aux difficultés auxquelles la Commission du concordat doit faire face. (Document de la session no 88)

#### Reprise du débat sur l'établissement d'un crédit agricole

**M. Guertin (Hull)** poursuit le débat.

Il y a une motion principale, un amendement et un sous-amendement. Je suis heureux de voir que tout le monde a lu le projet de loi fédéral. Le projet de loi d'Ottawa est des plus intéressants. Jamais un bill n'a reçu un accueil aussi sympathique. Mais il nous manque un détail: le taux d'intérêt que le cultivateur sera appelé à payer. La loi actuelle est à l'effet que le gouvernement provincial paiera 1½ %. Mais le premier ministre n'a pas dit s'il a l'intention de changer cette disposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si c'est une question que le député nous pose, je puis lui dire que, dans tous les cas, cette contribution sera

de 1½ %, sans parler de 5 %. Quel que soit le taux chargé par Ottawa, nous ne diminuerons pas le 1½ % que la province de Québec paie. S'il y a possibilité, s'il y a lieu, nous ferons mieux. Si cela peut satisfaire mon honorable ami, tant mieux!

**M. Guertin (Hull):** C'est cela que nous voulions savoir. C'est déjà un pas de fait. Mais il me semble que nous devrions attendre que le fédéral ait légiféré. Il est certainement illogique de se presser pour adopter une loi provinciale, quand la loi fédérale est sur le point d'être étudiée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne présenterons pas notre législation au sujet de l'intérêt que lorsque le bill d'Ottawa aura été soumis aux Communes. Nous donnerons sûrement 1½ %.

Si Ottawa dit, le taux d'intérêt sera 3 %, dirons-nous 1½ %? Nous verrons, mais le 1½ % est consenti maintenant par le gouvernement, sans condition et sans réserve.

**M. Barré (Rouville):** Étant donné les amendements apportés par Ottawa à la loi du crédit agricole et étant donné cette promesse de l'honorable premier ministre, en qui j'ai confiance...

(Applaudissements à droite)

Je vois que la confiance d'un indépendant fait plaisir au premier ministre et à ses partisans. Étant donné, donc, cette promesse, je crois de mon devoir de retirer mon sous-amendement et je demande la permission de le retirer. Il devient inutile.

Le député de Rouville (M. Barré), du consentement unanime de la Chambre, retire son sous-amendement.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement du député de Nicolet (M. Gaudet).

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque le sous-amendement est retiré, je parle sur l'amendement. Le gouvernement a toujours refusé de donner le crédit agricole. Nous avons entendu, de la part des députés de la droite, au cours de ce débat, des arguments pour le moins étranges, un peu extraordinaires.

On a dit et répété de toute façon qu'il importait de maintenir le cultivateur sur sa terre, de lui venir en aide. Or, la crise n'est pas d'aujourd'hui, elle ne fait qu'empirer. Mais le gouvernement provincial, au lieu d'agir avec célérité, au lieu de

s'intéresser aux cultivateurs de façon active, a refusé constamment, depuis cinq ans, d'accorder un crédit agricole. Je m'étonne de voir que le gouvernement ne fasse qu'ouvrir les yeux.

Car la loi fédérale du crédit agricole a été adoptée en 1927, par le gouvernement King. Elle a été changée en 1930. Jusqu'en 1930, les députés de la droite et les ministres, en de nombreuses occasions, ont déclaré que la loi fédérale était inapplicable et impraticable dans notre province. Cependant, les trois années du régime libéral King se sont écoulées sans que le gouvernement actuel en ait demandé une seule fois la modification, dans l'intérêt de la province. Ce n'est que cette année qu'il veut des amendements. Aujourd'hui, on affirme que le système vaut autant que vaudrait un système provincial. La situation du cultivateur n'a cependant cessé de s'aggraver, au point que l'honorable juge Loranger déclare que la situation de nombreux cultivateurs est des plus pénibles.

Et le gouvernement, au lieu d'agir, se contente de promesses et de belles paroles. Le premier ministre, au lieu d'aider les cultivateurs, parle de ceux qui ont fait de la petite politique avec la question du crédit rural. Or, s'il est quelqu'un qui a fait de la petite politique avec le crédit rural, c'est bien le gouvernement actuel. Il ne sert de jouer sur les mots: la Commission provinciale du prêt agricole est en fait nommée par le gouvernement de Québec. C'est lui qui a désigné les noms qui ont été agréés. Tous les noms ont été acceptés. Ce sont des amis de l'administration.

Inutile de faire des arguties. Le premier commissaire, M. Lafrenière, était un député libéral de cette Chambre, et son successeur, M. Auger, est aussi un libéral notoire. Les commissaires qui ont été nommés, ont été suggérés par le gouvernement de Québec et c'est aussi ce dernier qui a choisi le président. Cette commission a été un instrument de patronage politique intensif, au service du gouvernement actuel.

Les conditions dans lesquelles les prêts ont été accordés sont sévères ou généreuses, selon l'allégeance politique du cultivateur qui demande le crédit. Si la loi fédérale ne donne pas les résultats attendus, cela dépend en grande partie du patronage politique que fait le gouvernement avec cette Commission et le prêt agricole. C'est grâce à tout cela, si la situation du cultivateur s'est aggravée. La nouvelle loi que présente le gouvernement est loin d'améliorer la situation.

Le gouvernement parle de petite politique, mais il en fait avec sa prétendue contribution de

1½ % sur le taux d'intérêt des prêts agricoles. Le gouvernement ne s'est pas engagé à payer 1½ % du taux d'intérêt que paie l'emprunteur, mais bien une partie quelconque de 1½ % et encore au-dessus d'un minimum de 5 %. Aussi, la Commission a-t-elle pu accorder la proposition à son gré. C'était un pur camouflage, qui a servi pour faire de la discrimination, en accordant une proportion plus ou moins 1½ %, suivant les cas et les individus qui le demandaient.

Le gouvernement, qui parle tant des cultivateurs, mais agit si peu pour les aider, s'intéresse subitement à leur sort, en apprenant que d'autres gouvernements veulent leur aider, et il se remue pour faire croire que c'est lui qui veut leur venir en aide. Le premier ministre sait trouver de beaux accents à l'adresse des cultivateurs, quand cela fait son affaire, mais nous sommes en 1935, la crise dure depuis cinq ans, et précédemment on n'a pas agi davantage, même si l'inertie était moins frappante. Le temps n'est plus aux belles paroles.

Le gouvernement est là pour agir. C'est une attitude mesquine en face d'un problème national. La motion du député de Deux-Montagnes est inscrite depuis le début de la session, et le gouvernement a tout fait pour éterniser le débat. Ce n'est pas le premier ministre qui a écrit à Ottawa: c'est l'honorable M. Rhodes qui lui a écrit le premier. Jamais le premier ministre n'a pensé à écrire à Ottawa avant le 1<sup>er</sup> février.

En fait, si l'on en croit la correspondance déposée, il a fallu que M. Rhodes, ministre des Finances, fasse les premiers pas pour demander au gouvernement provincial de ne pas bloquer l'action fédérale. Le ministre des Finances attire l'attention du premier ministre sur le fait que les moratoires passés par le gouvernement sont nuisibles au crédit du cultivateur.

Le gouvernement provincial aurait dû agir depuis au moins trois ou quatre ans, pour donner aux cultivateurs le crédit rural dont ils ont tant besoin.

Le temps de l'étude est passé. C'est le temps de l'action. Le crédit provincial rural devrait être créé, quand même en marge du système fédéral pour le compléter, y suppléer en cas de déficiences inévitables. Il n'y a pas de mal à avoir deux systèmes de crédit, pas plus qu'il y en a à avoir deux ministères de l'Agriculture. Nous n'avons pas à attendre les autres provinces pour savoir ce que nous avons à faire pour sauver le cultivateur. Cette tâche incombe au gouvernement de la province.

La motion de mon collègue de Deux-Montagnes devrait être adoptée.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
M. l'Orateur, je représente depuis 22<sup>1</sup> ans un comté essentiellement agricole, c'est-à-dire que les problèmes dont vient de parler le chef de l'opposition se posent chez nous comme ailleurs. Je tiens à relever certaines affirmations que le chef de l'opposition vient de faire, sans apporter aucune preuve.

Il a affirmé que la Commission provinciale du prêt agricole fait de la petite politique, que des cultivateurs se sont adressés à la Commission pour obtenir des prêts et qu'ils n'ont eu aucune réponse. Je serais curieux d'avoir des précisions de la part du chef de l'opposition.

C'est très beau de faire des harangues du haut des tréteaux politiques, ou même en cette Chambre, mais la population raisonnable veut autre chose que cela; elle veut des affirmations fondées sur des preuves, contrôlées par des faits. On fait des déclarations à droite et à gauche, mais ce sont toujours que des affirmations sans preuves.

J'ai dit que depuis que la commission existe, j'ai souvent eu l'occasion de m'adresser à elle et à la demande des cultivateurs de mon comté. En aucune circonstance, la commission n'est intervenue pour refuser ou accepter un prêt par pure partisanerie politique.

Toutes les demandes qui lui furent faites furent ensuite référées par elle à la commission centrale, à Ottawa et c'est Ottawa qui a dit si tel prêt était accepté ou rejeté. Chaque fois, la procédure régulière fut suivie. Un grand nombre de cultivateurs se sont adressés à moi pour que je les représente devant la Commission provinciale du prêt agricole. Parmi ces conservateurs, il y avait des libéraux, évidemment, mais il y avait aussi des gens qui avaient travaillé contre moi, lors des élections, et chaque fois, leur cas fut référé par moi à la Commission provinciale et, chaque fois, ce cas fut étudié au mérite.

Il n'est pas juste pour les membres de la Commission qu'on les accuse de favoritisme, de prétendre que la Commission provinciale s'est livrée à des manœuvres, soit pour prêter à tel cultivateur ou pour écarter la demande de tel autre. La Commission, dirigée par M. Auger, est un organisme composé de gens honnêtes, consciencieux. C'est un tribunal de première instance. Elle reçoit les demandes des cultivateurs, elle envoie un inspecteur qui va se rendre compte de la situation du cultivateur qui veut emprunter, elle fait ensuite rapport à Ottawa, et c'est ensuite la Commission fédérale qui décide en dernier ressort.

Le chef de l'opposition a fait des subtilités. Il a dit que cette Commission est une commission provinciale, parce que les membres en sont désignés à Ottawa par le gouvernement et choisis ensuite par l'organisme central. Même s'il était vrai que la commission fût un organisme provincial, ce que je n'admets pas, le gouvernement provincial ne fait que suggérer les noms, mais même si les prétentions du chef de l'opposition étaient vraies, je dis carrément que jamais la Commission n'a agi autrement que sous l'action directe de la Commission fédérale et qu'aucun prêt n'a été effectué sans l'assentiment d'Ottawa, ni rejeté sans sa permission ou sur son avis.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour refuser un prêt, la Commission n'est pas obligée de consulter Ottawa?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui, toutes les demandes passent par Ottawa. Pour refuser, la même chose. La Commission, comme je l'ai dit, réfère toutes les demandes à Ottawa, qui décide en dernier ressort, accepte donc, ou rejette la demande.

Si l'opposition a des représentations à faire, ce n'est donc pas à la Commission provinciale qu'elle doit les adresser. Mais, que ce soit la Commission provinciale ou la Commission fédérale, il y a des gens honnêtes à Québec, comme à Ottawa.

Depuis quand l'opposition réclame-t-elle pour ses seuls membres le monopole de la vertu et de l'honnêteté? Réclame-t-elle le monopole? Il faudrait examiner cela. (Rires)

Dès qu'une question est soulevée en cette Chambre, l'opposition commence à laisser planer les soupçons sur ceux qui administrent la chose publique: le gouvernement, les hommes qui le composent n'ont pas les qualités morales ou la compétence voulue. Non, il faut envisager les questions à leur mérite. Que le chef de l'opposition, qui a fait des allégations tantôt au sujet de l'organisme provincial, les étaye sur un ou deux cas où il y a eu du favoritisme; qu'il nous prouve que la Commission s'est laissée influencer, et alors je corrigerai l'opinion que j'ai toujours eue d'elle, l'opinion que j'ai que la Commission a toujours rempli son devoir et qu'elle a toujours reçu ses directives d'Ottawa, directives qu'elle a toujours suivies. Si l'opposition ne peut pas le prouver, on devrait alors retirer les charges.

Cette question du crédit agricole a été soulevée par nos adversaires, dans le but de laisser croire que le gouvernement ne s'intéresse pas aux

cultivateurs. Nous faisons peut-être moins de discours, moins de déclarations déclamatoires que le chef de l'opposition et ses partisans, mais qui protège la classe agricole, du gouvernement ou du groupe adverse? Le gouvernement a reçu de nombreuses demandes depuis les longues années qu'il est au pouvoir et chaque fois que ces demandes étaient raisonnables, il en a fait des articles de son programme, et chaque fois que le gouvernement est revenu ensuite au peuple pour lui soumettre sa politique, le peuple s'est rangé de son côté, lui a donné son adhésion.

Lorsque nos amis de la gauche prétendent au monopole de la vertu, de l'honnêteté, nous avons le droit de leur demander: Messieurs êtes-vous d'une essence supérieure? Il est bien beau de prêcher des doctrines nouvelles et de faire des discours, mais le gouvernement s'occupe efficacement de la chose publique; il s'occupe de la classe agricole.

Lorsque le premier ministre a cité tantôt une lettre de M. Rhodes au sujet du prêt, ce n'était pas la première fois qu'il s'occupait du prêt agricole ou des cultivateurs, comme mon ami a semblé vouloir le laisser entendre. À entendre le chef de l'opposition, l'intérêt du gouvernement pour la classe agricole daterait du 1<sup>er</sup> février. Il y a plus longtemps que cela que le gouvernement se préoccupe des problèmes agricoles. Nous siégeons ici, - depuis 1908, pour ma part, - et à chaque session, ces questions ont été soulevées. Chaque année aussi, l'opposition a eu quelque chose à dire.

Les nombreux prédécesseurs de mon honorable ami qui se sont succédé à sa place ont traité de cette question du prêt agricole. Ces questions de colonisation et d'agriculture occupent la droite et la gauche. Depuis quelques années surtout, l'opposition se sert de ces questions de colonisation et d'agriculture pour essayer de préjuger l'opinion publique, de dresser les cultivateurs contre nous, afin de s'attirer des votes.

On n'envisage cette question que dans un seul but, celui d'obtenir des votes, mais on ne réussira pas. Nos amis n'ont pas raison de procéder ainsi; ces appels ne leur donneront pas un vote de plus. Ce n'est pas ainsi que nos amis vont recueillir bien des votes.

Depuis 1908, on a fait bien d'autres campagnes que celle-là dans la province de Québec, on a soulevé d'autres questions aussi importantes, on a fait appel aux mêmes préjugés, mais chaque fois la vague est venue se briser sur le mur de la logique, et les bons sentiments de la classe agricole et des autres classes de notre société.

(Applaudissements)



**M. Lamoureux (Iberville):** En dépit des nouveaux projets de loi, je n'ai pas changé d'opinion. C'est que le crédit agricole fédéral n'a jamais rien fait. On y ajuste toutes sortes de nouveautés, mais en pratique, on ne prête pas, et tous les députés l'admettent.

Je suis en faveur du prêt agricole provincial, parce que je n'ai pas de confiance en la Commission fédérale; j'ai eu affaire avec elle, et il n'y a pas grand-chose à en espérer. En fait, la Commission fédérale a toujours réduit les sommes de prêt recommandées par la Commission provinciale. Les Canadiens français n'ont pas besoin d'attendre de faveurs de la part des Anglais, et il est inutile de se leurrer sur ce point. Je suis d'avis qu'un système provincial serait plus expéditif.

On veut laisser entendre que le projet de crédit rural provincial est une manœuvre de l'opposition. Je ne suis pas de l'opposition, pas plus que le député de Maskinongé (M. Thisdel) qui a voté pour cette mesure l'an dernier. Voilà les remarques que j'avais à faire.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bachand, Barré, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, David, Desmarais, Duffy, Dugas, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Guertin, Lapointe, Lortie, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Turcotte, 43.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Lafleur, Lamoureux<sup>2</sup>, Sauvé, Smart, 7.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte, comme dans le cas de la votation précédente.

#### **Commission des assurances sociales**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault):

Attendu que la loi 20 George V, chapitre 14, avait pour objet la constitution d'une commission chargée de faire l'étude de diverses questions sociales et de faire les recommandations qu'elle croirait utiles;

Attendu que les personnes suivantes ont été nommées membres de ladite commission par arrêté en conseil du 20 octobre, 1930: M. Édouard Montpetit, président, Monseigneur Georges Courchesne, Ven. Archdeacon F. G. Scott, J. T. Foster, Gérard Tremblay, Alphonse Lessard et Georges Savoy;

Attendu que ladite commission, après des études très sérieuses dans la province et dans les principaux pays d'Europe, a fait plusieurs rapports à l'honorable ministre du Travail en 1932;

Invite le gouvernement à proposer sans retard la législation nécessaire pour donner effet aux recommandations les plus pressantes de la commission. Particulièrement concernant la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle, la sécurité du travail et les amendements à apporter aux lois de l'assistance publique et des établissements industriels et commerciaux.

Il (M. Guertin) fait en tout premier lieu l'historique de la Commission des assurances sociales, les circonstances de sa nomination, les enquêtes et les études poursuivies tant à l'étranger qu'au Canada, les sujets très nombreux qu'elle a pris en considération et les recommandations communiquées dans les six rapports remis au gouvernement au cours de l'année 1932<sup>3</sup>.

J'ai fait une liste des recommandations de la commission. On parle d'abord de la protection de l'enfance. La Commission proposait la création d'un bureau provincial pour la protection de l'enfance, l'organisation de cours de psychologie expérimentale, diverses sortes d'enquêtes, l'organisation de patronages, de garderies, de classes spéciales pour les arriérés mentaux, etc. On proposait aussi au gouvernement l'adoption d'une loi d'assistance aux mères nécessiteuses, des modifications dans la loi de l'assistance publique, dans celle des établissements industriels, l'acceptation comme mesure temporaire et transitoire de la loi fédérale des pensions de vieillesse, etc. Plusieurs de ces recommandations sont d'exécution facile, puisqu'elles n'entraînent pas de crédits nouveaux. Elles constituent le plus grand nombre.

De deux choses l'une: ou cette Commission a été formée dans un but électoral, et les félicitations que la Chambre lui a adressées étaient vaines, ou son travail est sérieux et le gouvernement avait le désir de mettre à exécution ses recommandations comme modifications rendues nécessaires par les multiples changements survenus dans l'économie de notre vie sociale, et économique.

La province a le droit d'exiger que les \$88,000 qu'a coûté cette Commission n'aient pas été dépensés inutilement, et c'est pourquoi je demande au gouvernement de voir à donner suite aux recommandations de la Commission des affaires sociales.

Rien n'a été fait. Sauf erreur, pas une seule des nombreuses recommandations n'a été mise en vigueur, du moins par voie législative. C'est faire injure à ces hommes distingués et se désintéresser misérablement des besoins de la population.

J'ai parlé de nécessité et d'urgence. Autrefois, quand les mêmes demandes étaient faites, elles l'étaient par des gens qui pouvaient être intéressés à noircir la situation dans un but électoral, mais ici nous voyons des hommes distingués, dignes de confiance, désignés par le gouvernement, nous dire dans leur rapport: "Ce régime admirable a fonctionné avec succès pendant des siècles, mais aujourd'hui il est impuissant devant les complications et les dangers de la vie moderne; et l'armature sociale de la province de Québec est insuffisante au moins en ce qui concerne la protection du foyer. Malgré le ressort de la famille et le dévouement sans borne de nos institutions, l'organisation des secours qui fonctionne dans la province de Québec paraît insuffisante, parce qu'elle est débordée en quelque sorte par le mouvement économique."

Il n'y a qu'une conclusion possible à cette enquête: elle a révélé un état de choses incroyable, une insuffisance coupable, et à moins que nous soyons dépourvus de tout esprit d'humanité, nous devons nous appliquer à corriger sans retard toutes les déficiences qui nous ont été signalées. Il importe que le gouvernement applique au plus tard les recommandations de la commission, celles surtout qui n'entraîneraient pas de dépenses. Il n'y a pas de raison d'attendre plus longtemps. Pourquoi laisser se perpétuer un état de choses qui ne veut dire que misères et souffrances pour les victimes de la vie?

**M. Paquet (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

## Questions et réponses:

### Commission de l'électricité

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement de cette province a-t-il adopté un ou des arrêtés en conseil se rapportant, à quelque titre que ce soit, à la

Commission relative au problème de l'électricité en cette province et composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Combien?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non.

### Construction du pont de l'Île d'Orléans

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent, à la date du 26 janvier 1935:

a. Combien a été dépensé par la province?

b. Combien a été payé par la province?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** a. \$2,192,180.23.

b. \$1,982,017.16.

### Travaux de la Chambre

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas la manière de procéder du gouvernement. On appelle des motions inscrites depuis deux ou trois jours seulement, et on laisse de côté d'autres motions très importantes, qui sont inscrites depuis le début de la session.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous n'avons jamais tant travaillé. Si nous avions pris ces motions cet après-midi, au lieu du crédit agricole, le chef de l'opposition aurait protesté. Nous avons deux groupes à satisfaire maintenant. Mon honorable ami de Hull m'a envoyé un billet au début de la séance, me demandant de parler cet après-midi. Je veux bien lui faire plaisir à lui aussi: il vote avec le gouvernement des fois.

### Code civil, article 2182

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant l'article 2182 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Lois 23 George V, chapitre 109,  
et 24 George V, chapitre 21**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 abrogeant les lois 23 George V, chapitre 109, et 24 George V, chapitre 21, soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi a pour effet d'abroger deux iniquités légales contenues dans nos Statuts par le régime actuel. L'une permet aux compagnies d'hypothéquer le domaine de la province et l'autre donne un effet rétroactif aux droits concédés par la première loi. La loi sur les droits permanents de coupe est une loi si mauvaise que le premier ministre Taschereau l'a rayée à la fois en 1930 et en 1931. Il l'a finalement ramenée devant les comités en 1932 puis, l'année suivante, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier) a introduit la scandaleuse législation.

Nous avons un coin de terre à protéger et garder. Il nous faut absolument préserver notre patrimoine national, le seul domaine qui nous appartienne entièrement, dans un pays où nous sommes en minorité.

Jamais, au grand jamais, depuis 1867, un régime politique quelconque de cette province n'a commis l'infamie d'inscrire dans les Statuts le pouvoir d'aliéner notre domaine public. Il appartenait au gouvernement actuel, obéissant à des motifs que les règlements de cette Chambre ne me permettent pas d'apprécier comme je le voudrais, d'aliéner notre patrimoine forestier. Ni les Statuts ni le Code civil ne confèrent le droit d'hypothéquer le domaine public. C'était un assaut contre notre domaine national.

Le département des Terres et Forêts a sacrifié nos ressources nationales, au profit d'un groupe de financiers rapaces. On ne s'est pas contenté de la législation précipitée. On l'a aggravée par le texte de loi adopté l'année suivante: le bill adopté couvre l'avenir et sa portée rétroactive remonte aussi loin qu'à la Confédération.

La législation affecte la forêt et pas uniquement ce que les défenseurs de la loi ont appelé le droit de coupe, car l'un implique l'autre. De grandes compagnies, telle la Canada Power and Paper, qui ont ruiné l'épargne de la province, qui ont pratiqué la surcapitalisation comme elles l'ont voulu, ont bénéficié de la sollicitude du gouvernement provincial.

Plusieurs compagnies, parce qu'elles sont amies du gouvernement, n'ont pas payé leurs primes de transfert. La province a perdu \$500,000 quand elle n'a pas exigé de primes de transfert des réserves

transportées à la Canada Power. Il n'y a pas dans notre législation de loi aussi inique, frauduleuse et scandaleuse que ces deux lois.

C'est la première fois depuis la Confédération que l'on donne le droit à des particuliers d'hypothéquer le domaine de la couronne. Je défie tous les ministres, en montant et en descendant, de prétendre qu'on avait, jusqu'à la loi de l'an dernier, le droit d'hypothéquer les droits de la couronne. On dira peut-être que les compagnies ont le droit d'hypothéquer nos forêts en vertu du Code civil, mais le Code dit que les biens de la couronne ne peuvent être aliénés, sans une législation spéciale. Car les articles interprétatifs des Statuts de la province déclarent nommément que rien dans les lois ne peut être considéré comme affectant les biens de la couronne, à moins que la chose ne soit expressément spécifiée.

On lit dans les dispositions interprétatives des lois que "nul acte de la Législature n'affecte les droits de la couronne à moins qu'ils n'y soient expressément compris". Et c'est la première fois, en 1933, que la loi déclare expressément que notre domaine forestier pourra être hypothéqué. C'est de l'argutie de prétendre que l'on a aliéné le droit de coupe sans aliéner le fonds. On ne peut hypothéquer l'un sans l'autre.

Mais pour que ce droit de coupe puisse être sujet à hypothèques, il faut que les arbres soient debout, car les arbres coupés deviennent biens mobiliers.

Or, pour que les arbres soient debout, il faut qu'ils aient racine dans le sol. En sorte que le droit hypothécaire s'applique tant que les arbres sujets au droit de coupe sont debout. Le droit de coupe est un bien immobilier.

Le Code civil dit qu'on peut hypothéquer un bien immobilier, mais ni le Code civil ni la loi de 1912 ne mentionnent qu'on peut hypothéquer le droit de coupe. Or, l'article 42 de la loi interprétative dit qu'il faut que ce droit d'hypothéquer un bien de la couronne soit expressément mentionné.

D'ailleurs si ça existe déjà, pourquoi la loi? Pourquoi alors le premier ministre l'a-t-il présentée à deux sessions pour la retirer, puis l'a présentée à une troisième session.

Et en plus d'hypothéquer, on est allé jusqu'à lui donner un effet rétroactif jusqu'en 1867, afin de pouvoir grever le domaine public de toutes les hypothèques qui pouvaient exister.

Il en résulte donc, pour toutes fins pratiques, que le droit d'hypothèques concédé aux compagnies affecte le sol.

D'après les chiffres incomplets fournis par le ministère des Terres, ces deux lois permettent d'hypothéquer pour \$483,000,000 et au-delà du domaine provincial, et cela en faveur de compagnies qui peuvent impunément mouiller leur stock. Quant à savoir si les compagnies auxquelles tout cela profite ont le droit d'émettre des obligations sur des valeurs futures, cela signifie qu'ils peuvent émettre des obligations d'une valeur de deux ou trois milliards, sur la base de ces droits.

Et il convient de remarquer que ce droit d'hypothèques a effet rétroactif jusqu'à la Confédération. Ce sont des avocats américains qui auraient demandé cette législation aurait admis le Premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
et **L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** sourient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre peut sourire; cela ne me surprend pas; quand on parle de protéger le patrimoine public, ça le laisse froid. Je le comprends. Parmi les compagnies qui bénéficient de cette loi, il y a le Royal Trust, dont il est le directeur. Le Royal Trust a sur les \$483,000,000 d'hypothèques sur notre domaine forestier, une part de \$162,000,000 et le premier ministre sourit.

Le ministre des Terres, quelques semaines après l'adoption de ces deux lois étranges, a présenté aux Chambres une loi qui permet au gouvernement d'échanger les lots forestiers pour les lots de colonisation. C'était manifestement pour corriger l'effet des deux premières lois. Avant de parler de colonisation et de retour à la terre, il ne faut pas fermer la porte au colon.

Car il y a aussi la question de la colonisation, et puisque le ministre des Terres et Forêts a admis l'an dernier qu'il serait nécessaire, afin d'assurer les terres pour la colonisation, d'obtenir le consentement des propriétaires et créateurs de concessions, les perspectives ne sont pas très bonnes pour le programme gouvernemental de colonisation qu'on nous annonce. S'il y doit y avoir de la colonisation, il doit y avoir des terres, et pour libérer les terres, il est essentiel que ce bill, qui vient abroger les deux lois Mercier, soit accepté.

Ainsi donc, pour donner des lots aux colons, à même ce domaine public, il faudra que le gouvernement les rachète par contrat. Car pour établir les colons, il faut tout de même la terre et de la terre libre d'hypothèques. En acceptant le bill, le gouvernement a ici une chance de montrer qu'il a à cœur la colonisation.

Même si le gouvernement avait raison d'affirmer que les terres ne sont pas affectées et que le bill affecte seulement les arbres, une fois le bois coupé, l'hypothèque disparaît. À quoi sert une terre sans arbres s'il n'y a pas de repousse, si petite soit-elle? Les colons doivent compter sur la ressource forestière pour assurer leur subsistance, dans les premières années. Nous aurons alors des terres de colonisation sans bois. Et alors, comment le colon vivra-t-il?

Il faut absolument faire disparaître ces deux principaux obstacles à l'établissement de nos colons. Cette législation pose le principe que notre domaine forestier n'est plus une richesse nationale. Je le dis avec conviction, aucun régime, fût-il conservateur ou libéral, n'a le droit de sacrifier notre patrimoine à des intérêts financiers.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
J'aurais été bien étonné si le chef de l'opposition n'était revenu sur cette question qu'il a soulevée l'an dernier et sur laquelle il a cru remporter un grand succès. Il a donné libre cours à son indignation, il a parlé de compagnies qui ont l'air de le fatiguer particulièrement, il s'est apitoyé sur le sort des colons.

Dès cette première discussion, l'an dernier, le gouvernement a expliqué de nouveau la loi, et il a apporté des rectifications qui ont convaincu tous les gens de bonne foi. On a alors expliqué que les deux lois votées par la Chambre ne donnaient pas le droit aux compagnies d'hypothéquer le sol québécois des réserves, mais uniquement le droit de couper des arbres dans les réserves. En mettant les réserves à l'enchère, le gouvernement ne vend pas le bien fonds, mais seulement le droit d'y couper des arbres sur une certaine étendue de terrain.

Le ministre demeure libre de révoquer le permis de quiconque ne respectera pas la loi et les règlements du département. Les forces hydrauliques sont réservées à la province ainsi que les mines. Les chasseurs et les pêcheurs ont droit d'accès à ces terrains.

En outre, dans tous les cas semblables, le gouvernement s'est toujours gardé le droit de reprendre toute terre dont il a besoin pour la construction d'édifices publics, la création d'un parc national, la construction de ponts, pour fins de colonisation ou pour la construction d'un cimetière. Si le député de Trois-Rivières avait raison, si le fonds même était aliéné, personne n'aurait eu le droit de passer sur ces propriétés. Mais ce n'est pas ce qui a eu lieu.

Les "pledges"<sup>4</sup> enregistrés sont autorisés depuis longtemps par le gouvernement, et jamais cela n'a empêché le gouvernement de retraire les terrains dont il a besoin pour fins de colonisation, par exemple. Depuis l'adoption des deux lois, des centaines et des centaines de lots ont été retraits aux compagnies et transportés à la colonisation, libres de toute hypothèque. L'article de la loi adopté l'an dernier n'a eu pour but que de tranquilliser certaines personnes de bonne foi, inquiétées par les grandes démonstrations, les dénonciations, et les affirmations faites en public par la gauche.

À la dernière session, nous avons donné toutes les explications voulues, et mon honorable ami vient de manifester les mêmes craintes. Je ne puis le convaincre mieux que l'an dernier, mais je suis convaincu que tous sont certains que cette prétendue hypothèque n'affecte pas nos richesses forestières. Les remarques du chef de l'opposition ne sont fondées ni en fait ni en droit. Cette loi ne peut nuire aux colons. De fait, jamais un colon n'a été affecté par les hypothèques prises par les compagnies.

Jamais cette loi ne peut empêcher un colon de couper du bois sur son lot. Si le chef de l'opposition peut trouver un cas où cela aurait été, qu'il le cite. Il (M. Mercier) accuse M. Duplessis de tirer avantage de l'opportunité qui lui est offerte de poursuivre sa campagne sur le dos de quelques compagnies, lesquelles, pour des raisons de lui seul connues, il désapprouve.

Mon honorable ami a trouvé dans cette loi une occasion de donner libre cours à son éloquence et d'apporter des arguments qui auraient pu convaincre le public. Mais il n'a convaincu personne, ni à l'intérieur ni à l'extérieur de cette Chambre. Il n'a même pas réussi à convaincre les colons.

Afin de pouvoir répondre à tous les arguments du député de Trois-Rivières et vider complètement la question, je propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport de la Commission des liqueurs**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre le treizième rapport

annuel de la Commission des liqueurs de Québec, 1933-1934. (Document de la session no 84)

##### **Arrêtés en conseil concernant l'échange de terrains ou de lots**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à l'échange de terrains ou de lots entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, compagnies ou corporations détenant des terrains par lettres patentes ou par licences de coupe de bois. (Document de la session no 85)

#### **Questions et réponses:**

##### **Bombe au bureau du premier ministre, 1929**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Au sujet de la bombe qui aurait été placée dans ou près des bureaux du premier ministre, dans le palais législatif, en février 1929, des détectives privés ont-ils été engagés?

a. Quels sont ces détectives?

b. Combien a été payé chacun d'eux?

c. Quelle somme totale la province a-t-elle payée à ce sujet?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'est pas dans l'intérêt public de donner à l'honorable député de Saint-Sauveur des détails concernant l'administration de la police, relatifs aux opérations de la police.

##### **Construction de quais à Beauceville**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans un journal d'aujourd'hui, *L'Action catholique*, je vois des accusations portées par M. Édouard Lacroix, député fédéral de Beauce. M. Lacroix a porté une accusation au sujet de la construction de quais à Beauceville. Le gouvernement, d'après lui, aurait payé \$40,000, tandis que l'entrepreneur n'aurait reçu que \$10,000. M. Lacroix demande où est allée la différence, \$30,000, et je pose la question, car elle est d'intérêt public. Est-ce que le gouvernement désire répondre à cette accusation?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La faites-vous vôtre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand je voudrai porter des accusations, je prendrai mes responsabilités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si vous voulez qu'on vous réponde, prenez vos responsabilités<sup>5</sup>.

La séance est levée.

---

## NOTES

1. 26 ans, selon *La Presse*, *L'Action catholique* dans leur édition du 6 février 1935, respectivement aux pages 15 et 5.

2. *Le Devoir* du 6 février 1935, à la page 8, rapporte: "Et M. Lamoureux déclare en se levant pour voter en faveur de la motion Sauvé: "Je n'ai pas peur de dire ce que je pense"."

3. *Le Canada* du 6 février 1935, à la page 7, résume différemment les propos de M. Guertin sur cette question. Ils écrivent: "Le premier rapport de cette Commission parvint au gouvernement en janvier 1932 et fut suivi de six autres rapports."

4. Les garanties de lots.

5. "...autrement dit, s'il veut mettre son siège en jeu comme garantie de ses accusations", écrit *Le Devoir*, du 6 février 1935, à la page 8.

Séance du mercredi 6 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Montréal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Montreal Industrial Land Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi relative à la charte de la cité de Montréal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Montreal Industrial Land Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi relative à la charte de la cité de Montréal, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Sir George Williams College**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de MM. Archibald Dickson Anderson, Gerald Walker Birks, John Pearson Copland et autres, demandant l'adoption d'une loi pour l'incorporation du collège Sir George Williams, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de MM. Archibald Dickson Anderson, Gerald Walker Birks, John Pearson Copland et autres, demandant l'adoption d'une loi pour l'incorporation du collège Sir George Williams, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Mariage**

**G. Shooner et J. DeBlois**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Georges Shooner, demandant l'adoption d'une loi concernant son contrat de mariage et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Georges Shooner, demandant l'adoption d'une loi concernant son contrat de mariage, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 115 ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

**M. Côté (Bonaventure):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 174 modifiant l'article 228 du Code municipal.

#### **Loi des accidents du travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)**, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), demande la permission de présenter le bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Explication.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)**: Il s'agit de rétablir les indemnités temporaires, pour les ouvriers accidentés de façon totale ou temporaire, comme elles étaient autrefois et ensuite de porter de 16 à 18 ans l'âge des enfants d'ouvriers accidentés mortellement au cours de leur travail pour lesquels la veuve a droit de retirer des indemnités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je soulève un point d'ordre. Le bill a été présenté le 23 janvier et il est rapporté le 6 février. Nous avons sur l'ordre du jour depuis plus de trois semaines deux projets de loi présentés par l'opposition, dans ce sens, l'un par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), l'autre par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), non seulement l'an dernier, mais aussi cette année, dès le 15 janvier. À plusieurs reprises on a demandé de les débattre. Ces deux projets de loi proposent justement les amendements qu'apporte aujourd'hui l'honorable ministre du Travail. En vertu des règlements de la Chambre, le ministre n'a pas le droit de présenter aujourd'hui un projet de loi qui se trouve déjà contenu, ne fût-ce que partiellement, dans les deux bills que nous avons présentés et qui ont été lus en première lecture.

Il cite, à l'appui de ses propos, les articles 322, 155 et 144 des règlements de la Chambre:

"322. Lorsque cette motion est proposée, il est permis de discourir sur tout sujet d'intérêt public et de proposer un amendement qui se rapporte à n'importe quel sujet d'intérêt public; toutefois, ces discours et cet amendement ne doivent se rattacher ni à une question sur laquelle la chambre s'est déjà prononcée pendant la session en cours, ni à un article du budget, ni à un projet de résolution qui doit être soumis au comité des voies et moyens, ni à une affaire qui est inscrite au *Feuilleton* ou annoncée dans le *Feuilleton*."

"155. Nulle motion ne doit anticiper sur un ordre du jour ou une autre motion dont il a été donné avis."

"144. Une irrégularité dans une des parties d'une motion vicie la motion dans son entier."

Il dit que sur les mêmes sujets, les bills de l'opposition doivent venir en premier et que l'ordre est de toute façon illégal. Il y a eu décision de l'Orateur à ce sujet l'an dernier, le 20 février 1934.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Cette objection de mon honorable ami est pour le moins étrange. La législation présentée aujourd'hui était contenue dans le discours du trône, et ce, avant même que l'opposition n'ait inscrit quelque bill que ce soit au *Feuilleton*. On ne peut donc pas dire que l'opposition s'est fait couper l'herbe sous le pied. Ce n'est pas parce qu'il a plu à deux députés de l'opposition de présenter des bills, que le gouvernement ne pourrait plus présenter sa législation. L'opposition pourrait ainsi bloquer n'importe quel projet de loi du gouvernement, puisque celui-ci se verrait privé du droit logique et fondamental d'introduire au cours de la session des lois basées sur des bills annoncés officiellement dans le discours du trône. Si c'est là la portée de l'article des règlements dont s'autorise le chef de l'opposition, il va falloir les amender.

Les articles que cite l'opposition ne peuvent pas s'appliquer et ne s'appliquent pas dans le cas qui nous occupe. Il (M. Taschereau) cite l'article 322 qu'a déjà cité le chef de l'opposition:

"322. Lors que cette motion est proposée, il est permis de discourir sur tout sujet d'intérêt public et de proposer un amendement qui se rapporte à n'importe quel sujet d'intérêt public; toutefois, ces discours et cet amendement ne doivent se rattacher ni à une question sur laquelle la chambre s'est déjà prononcée pendant la session en cours, ni à un article du budget, ni à un projet de résolution qui doit être soumis au comité des voies et moyens, ni à une affaire qui est inscrite au *Feuilleton* ou annoncée dans le *Feuilleton*."

L'article 322 ne s'applique pas en l'occurrence. Il ne s'agit pas d'une motion, comme l'a prétendue le chef de la gauche, mais d'un bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Au contraire ce n'est pas un bill, mais bien une motion que le ministre présente, une motion qui lui permettra de présenter le bill devant la Chambre. L'article cité par le chef de l'opposition s'applique aux motions comme aux bills. La section 5 de nos règlements dit qu'on ne peut présenter deux projets de loi pour la même législation.



**M. l'Orateur:** Je prends le point d'ordre en délibéré<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier)** remplace l'Orateur.

#### Questions et réponses:

##### *Gazette officielle de Québec*

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1935 inclusivement, combien a été payé à la *Gazette officielle de Québec* pour avis ou publication parus dans ladite *Gazette* et se rapportant:

a. À la vente de propriétés pour taxes municipales et scolaires, en cette province?

b. Aux faillites ou cessions de biens, en cette province?

c. Aux ventes de propriétés sous l'autorité du shérif, en cette province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** a. \$33,537.41.

b. \$8,402.95.

c. \$38,975.96.

#### Demande de documents:

##### **Loi concernant la vente des produits agricoles**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre: États dûment certifiés, relativement à la réponse donnée par l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), en date du 25 janvier 1935, au sujet de la loi concernant la vente des produits agricoles (17 George V chapitre 24), depuis le 10 janvier 1934 inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, et indiquant:

a. Les nom et adresse de toutes les personnes à qui les montants ou partie de montants indiqués à ladite réponse ont été payés;

b. La date de chaque paiement à chacune desdites personnes;

c. Le motif de chaque paiement à chacune desdites personnes.

Adopté.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ordre du jour no 39<sup>2</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a sur le *Feuilleton* des motions qui pressent plus que cela. Je trouve étrange que le gouvernement passe à la motion Francoeur immédiatement, bien qu'elle ne date que du 31 janvier, quand les motions et les bills de l'opposition lui sont bien antérieurs, comme, par exemple, la motion sur les Dominion Stores.

Le premier ministre disait avant la session qu'il était impatient de les discuter. Il a maintenant l'occasion belle. Nous sommes prêts à les discuter tout de suite.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est le gouvernement qui fait l'ordre du jour. Ordre du jour no 39.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** en appelle à l'autorité de l'Orateur de la Chambre, proteste contre la désinvolture du premier ministre à vouloir imposer sa façon de voir et réclame l'étude des bills de l'opposition, parce qu'ils ont été inscrits au *Feuilleton* aux tous premiers jours de la session.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** 39.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande au député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) de procéder avec sa motion.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je ne suis par prêt à présenter ma motion aujourd'hui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** en profite pour insister de nouveau sur l'urgence d'étudier de nouveau les mesures de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** refuse et dit que le député de Montréal-Dorion va exposer sa motion.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** se lève de nouveau et déclare qu'il n'est pas prêt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste et signale que par deux fois le député de Montréal-Dorion a déclaré qu'il n'était pas préparé à discuter sa motion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande encore au député de Montréal-Dorion de procéder avec la motion.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** répond qu'il n'est pas prêt. (Rires des députés de l'opposition)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche vivement au premier ministre de vouloir forcer les députés à discuter leurs motions quand ils lui disent par trois fois de suite qu'ils ne sont pas prêts.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** s'informe encore si le député de Montréal-Dorion veut procéder.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** répète de nouveau qu'il n'est pas préparé.

**Lois 23 George V, chapitre 109,  
et 24 George V, chapitre 21**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 abrogeant les lois 23 George V, chapitre 109, et 24 George V, chapitre 21, soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai rappelé, hier, les arguments que j'avais soumis l'an dernier, lorsque mon honorable ami souleva la même discussion. J'ai dit, alors, que ce droit que nous avons accordé aux compagnies existait déjà avant la loi adoptée en 1933. Les textes de loi adoptés par les chambres, en 1933 et 1934, ne présentent rien de nouveau. Un règlement existe à cet effet, au ministère des Terres, depuis 1868, qui permettait aux exploiters de couper du bois et qui disait que les compagnies pouvaient offrir le bois de leurs limites en garantie. Depuis cette époque, le principe n'a pas changé. Ce règlement n'a jamais été annulé: s'il a subi quelques changements, c'est seulement dans la phraséologie. Aujourd'hui, le détenteur de limite, pour faire commanditer son entreprise, peut donner ses limites en garantie.

Toutefois, il n'était pas question d'enregistrement des biens immobiliers; le permis de coupe n'étant affecté que pour douze mois et il expirait alors. Mais, avec le temps, il est devenu de plus en plus habituel, pour les concessionnaires, de faire enregistrer leurs droits auprès du département. En 1912, une loi a été passée décrétant que les droits de coupe étaient des biens immobiliers et qui devaient être enregistrés aux bureaux d'enregistrement des régions où se trouvent les forêts.

Pendant la période qui s'écoulait entre la date de renouvellement du permis et celle de l'expiration des délais, le concessionnaire, d'après un jugement rendu par un tribunal, n'avait plus droit à sa limite. La durée du permis était alors d'un an seulement, et c'est toujours le cas. Il expire le 30 avril et peut être renouvelé jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre de la même année. Mais la question des droits des compagnies, pendant l'intervalle qui sépare ces deux termes, soulève quelques problèmes.

La question s'est posée pour savoir si l'enregistrement devait être renouvelé avec le permis. C'est pour modifier un état de choses qui pouvait prêter à litige, pour assurer la continuité des enregistrements, que la loi a été changée, et c'est tout. La modification apportée prévoit que, si la compagnie renouvelle son permis à l'intérieur du terme stipulé, elle conservera tous ses droits sur les limites durant l'intervalle entre le 30 avril et le 1<sup>er</sup> septembre. Le même principe devra s'appliquer aux enregistrements des droits de coupe, car, vu que le permis expire le 30 avril, la question a été soulevée à savoir si l'enregistrement basé sur le permis devrait être considéré comme expirant le 30 avril. La loi de l'an dernier est venue remédier à ce problème.

Le chef de l'opposition a soulevé une foule de points qui ne se rattachent pas à la question. Je ne le suivrai pas sur ce terrain. Il a prétendu que cette loi empêche le gouvernement de retirer des lots pour les colons. Or, cela n'existe pas. La loi de 1933 a donné aux concessionnaires certaines assurances, en modifiant légèrement le régime de l'enregistrement. Mais jamais les possesseurs de limites n'ont obtenu des droits tels que le gouvernement ait été par la suite incapable de reprendre les terrains qui leur avaient été concédés.

On en a la preuve, depuis un an, dans les droits que le gouvernement se réserve pour lui-même, pour permettre aux colons et aux cultivateurs de couper du bois sur les terres de la couronne, pour la colonisation ainsi que pour des fins industrielles, les exploitations minières, les chasseurs, les pêcheurs, les cimetières et autres fins. Les lots ainsi retirés ne sont tout simplement pas inclus dans le bail renouvelé le 1<sup>er</sup> septembre. Les lots de colonisation, en particulier, sont remis aux colons, sans lien d'aucune sorte. Nous pouvons retirer les terrains dont nous avons besoin.

La loi des échanges, qui oblige le gouvernement à obtenir le consentement des compagnies, ne s'applique que lorsque le gouvernement veut obtenir des terrains privés ou échanger des concessions. J'affirme de nouveau que le domaine forestier de la province ne se trouve nullement aliéné. Je ne vois donc aucune raison pour abroger la loi que nous avons adoptée.

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, il s'agit d'une question légale, de l'appréciation de textes de loi qui sont loin d'être clairs. J'ai consulté deux avocats éminents qui ont exposé le pour et le contre sur cette question avec grande habileté, au point que le profane n'y voit pas plus clair, et ils ne m'ont pas donné la même opinion. Voici certainement un texte obscur. J'assume un rôle qui est au-dessus des capacités d'un simple cultivateur. Cette loi a-t-elle l'importance que veut lui donner le chef de l'opposition?

En vertu d'une coutume, tout bien immeuble est sujet à l'hypothèque. En 1912, une loi a été passée décrétant que les droits de coupe sont des biens immeubles. Quand un droit de coupe est hypothéqué, qu'est-ce qui est hypothéqué? C'est le bois qui est là ou qui peut pousser là; ce n'est pas le sol. Je ne suis pas prêt à admettre, en outre, que le droit de coupe entraîne nécessairement, comme l'a prétendu le chef de l'opposition, l'aliénation du sol même.

L'exploitation forestière a donné lieu à des abus, sans doute, à des scandales même, mais tout de même, il reste que beaucoup de braves gens ont investi dans l'industrie forestière leurs épargnes et il convient de ne pas le leur faire perdre, lorsque cet argent a été légitimement acquis. Je suis donc d'avis que nous devons protéger la garantie donnée aux porteurs d'obligations des compagnies.

Il y a des millions de dollars engagés par hypothèque dans les droits de coupe. La Chambre ne peut pas, par un simple amendement, détruire cette fortune. La loi passée l'an dernier ne change rien à la situation et ne constitue pas une hypothèque sur le domaine forestier et ne doit pas être rappelée. Je voterai donc contre le projet de l'honorable député de Trois-Rivières.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, si je prends part à la discussion, c'est que l'été dernier, mon honorable ami le chef de l'opposition et ses amis ont fait grand état de cette loi dans leurs discours, lors d'assemblées politiques. Ils ont dit que la colonisation était devenue impossible, que le gouvernement avait sacrifié le patrimoine laissé par nos ancêtres, qu'il avait hypothéqué les terres de la couronne pour \$483,000,000, etc. Je crois que ces discours n'ont eu aucun effet, mais puisque l'honorable chef de l'opposition revient à la charge, je tiens à lui répondre.

Je suis surpris qu'un bon avocat comme lui, un homme intelligent comme lui, persiste dans une erreur fondamentale. La loi n'a pas les conséquences que lui prête le chef de l'opposition.

Mon honorable ami de Rouville (M. Barré) a dit qu'il était surpris de voir deux avocats se disputer et ne pouvoir s'entendre sur une pareille question. Mais avec son bon sens ordinaire, il a vu tout de suite de quel côté est la vérité, ce qu'était la loi et sa portée. Il a très bien saisi de quoi il s'agissait: le droit de coupe est un droit immobilier.

La loi que nous avons passée l'an dernier ne change en rien la situation des détenteurs de limites. Depuis longtemps le droit de donner les droits de coupe en garantie existe. Elle n'affecte nullement la colonisation et, bien que la chose ne fût pas nécessaire, nous l'avons prévue dans la loi. Le transfert de lots du ministère des Forêts à celui de la Colonisation a été reconnu par une loi en 1912 et s'est pratiqué sans cesse depuis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre de la Voirie me permettra-t-il une question?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Certainement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre est-il capable de me citer un mot dans les lois de la province, de 1867 à 1933, qui dise que le domaine forestier peut être hypothéqué?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je suis enchanté de la question de mon honorable ami. Les compagnies ont dû emprunter pour le développement de leurs industries de pâte et papier. Elles ont donné en garantie une hypothèque sur leurs limites. Un texte de 1868 autorise les concessionnaires forestiers à garantir leurs emprunts par leurs limites de bois.

Il a toujours été nécessaire de recourir à ce moyen quand on a voulu obtenir des fonds. La procédure n'a rien d'extraordinaire. Le Code civil classe le droit de coupe parmi les biens immobiliers. C'est un texte de loi. Et la loi générale autorise l'hypothèque sur les biens immobiliers. Le concessionnaire est propriétaire de l'arbre et il a le droit de l'hypothéquer.

La loi permet donc, depuis 1912 au moins, l'hypothèque sur les concessions forestières.

La loi de 1933 a donné au concessionnaire le droit de renouveler son permis de façon plus expéditive. La loi passée l'an dernier ne fait qu'exempter le détenteur de droit de coupe de renouveler l'enregistrement de son hypothèque, si son permis est renouvelé. Mais ce droit n'accorde pas l'aliénation du fonds.

Le gouvernement a légiféré pour épargner l'enregistrement annuel des hypothèques, pour protéger les bailleurs de fonds, le public qui a fourni de l'argent aux compagnies concessionnaires. L'hypothèque est accessoire au permis, et donc, puisque le permis est délivré sur une base annuelle, il s'ensuit que l'hypothèque est seulement annuelle. Les obligations sont entre les mains du public et ont droit à la protection, d'où il découle que le renouvellement du permis annuel doit être daté en fonction de la date du permis originel. Les détenteurs de titres sont protégés contre toute irrégularité de la part des détenteurs de limites du fait que les permis doivent être renouvelés annuellement. Partout où des abus ont été constatés le permis a été annulé.

Quant au texte de loi de 1934, il a eu pour but de tranquilliser des inquiétudes, d'éviter toute ambiguïté, tout doute, en spécifiant que le lot transféré à la colonisation échappe complètement à l'hypothèque. Au point de vue de la colonisation, rien n'est changé. Les lots des colons sont tout à fait libres de tout lien. On a parlé de surcapitalisation. Le contrôle est difficile avec le régime sous lequel nous vivons. Il faudra, pour l'exercer, une loi uniforme pour tout le Canada, adoptée par Ottawa et acceptée par toutes les provinces. La province de Québec ne peut faire seule les réformes suggérées par le chef de l'opposition. Elle ne peut agir si les autres provinces ne le font pas dans le même sens qu'elle, car il serait alors très facile aux compagnies de s'incorporer dans une autre province et de venir ensuite opérer dans Québec.

Il s'étonne que le chef de l'opposition qui, dit-il, est un bon avocat, persiste aussi longtemps dans une erreur dont il aurait très bien pu sortir lui-même, s'il avait pris la peine de réfléchir sur cette question.

La loi, poursuit-il, qu'attaque le chef de l'opposition ne change rien à la situation qui existait auparavant. La loi de colonisation disait que le ministère des Terres pourrait transporter au ministère de la Colonisation toutes les terres requises pour les besoins de la colonisation.

On n'a apporté aucune modification à cette mesure. Quand le ministre de la Colonisation a besoin d'un lot, celui-ci sort automatiquement de la concession et cela se fait avec d'autant plus de facilité que l'on ne donne pas de permis de coupe pour plus de douze mois.

À propos des hypothèques sur les droits de coupe, il faut bien que l'on sache que c'est pour garantir les obligations qu'ils avaient lancées dans le public que les concessionnaires ont hypothéqué leurs droits. L'article 72 du Code civil déclare

explicitement que le droit de coupe est un droit immobilier et que le concessionnaire est propriétaire de son droit pour le temps qu'il l'a en concession. La loi n'est pas changée quant au permis. Le permis reste annuel et peut être renouvelé. Un soin particulier a été apporté l'an dernier, bien que cela n'était pas nécessaire, afin de spécifier que les lots retirés des concessions impliquaient aussi que l'hypothèque sur ces lots était annulée. Il est d'ailleurs bien entendu que les lots de colonisation qui ont été requis n'entrent plus dans les nouvelles concessions. En aucun cas le colon n'est affecté défavorablement.

Y a-t-il question plus claire que celle-ci? Chaque année les permis sont annulés et renouvelés, si le concessionnaire en fait la demande. Comment le chef de l'opposition peut-il affirmer, comme il le fait dans tous les coins de la province, que notre domaine national est hypothéqué pour \$480,000,000? Je ne comprends pas comment mon honorable ami le chef de l'opposition ne reconnaît pas que le gouvernement a pris toutes les précautions nécessaires. Le seul effet de la loi est celui que je viens de mentionner.

La loi passée l'an dernier et celle d'il y a deux ans sont donc sages, elles ne changent rien au principe et n'empêchent absolument pas les fins de colonisation, elles ne donnent absolument rien de plus aux concessionnaires et elles protègent les obligataires qui sont les petits épargnants.

Mon honorable ami le chef de l'opposition a dit que la loi aiderait à la surcapitalisation et il a réclamé des changements à la loi des compagnies. Nous avons dit et nous répétons que la loi des compagnies ne peut être changée, dans l'intérêt public, que si elle est rendue uniforme par le dominion. Le gouvernement fédéral devait en présenter une l'an dernier. Il nous en annonce une cette année. Nous ne demandons qu'à nous entendre à ce sujet. Le seul moyen de protéger le public contre les exploitations, c'est d'avoir une loi uniforme dans le pays. Toutes les provinces la réclament, Québec la première.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, nous avons, conformément aux engagements contractés devant la population, présenté dès le début de la session, une loi pour faire disparaître de nos Statuts deux iniquités, deux monstruosités légales. Il est facile de constater les contradictions des deux ministres. L'un a parlé trois quarts d'heure pour répéter ce qu'il avait déjà dit, et l'autre a parlé pendant une demi-heure pour démontrer que c'était clair. Je répète mes affirmations.

Le défie qui que ce soit de dire qu'un régime de 1867 à 1933 dans notre province, a commis l'infamie d'insérer dans nos Statuts une loi qui grève d'hypothèques la plus grande partie de notre domaine forestier. Il appartenait au régime actuel, obéissant à des motifs que les règlements de la Chambre ne me permettent pas d'apprécier, d'incorporer dans nos Statuts l'aliénation de notre richesse forestière. Ni les Statuts, ni le Code civil, ne confèrent le droit d'hypothéquer le domaine public.

On lit dans les dispositions interprétatives des lois que "nul acte de la Législature n'affecte les droits de la couronne à moins qu'ils n'y soient expressément compris". Or, c'est la première fois en 1933, que la loi déclare expressément que notre domaine forestier pourra être hypothéqué. L'hypothèque est un démembrement de la propriété.

Le droit de coupe est un bien immobilier. Le Code civil dit qu'on peut hypothéquer un bien immobilier, mais ni le Code civil, ni la loi de 1912 ne mentionnent qu'on peut hypothéquer le droit de coupe. Or, l'article 42 de la loi interprétative dit qu'il faut que ce droit d'hypothéquer un bien de la couronne soit expressément mentionné.

Si cette loi ne change rien, si ça n'existe pas, pourquoi l'avoir adoptée? Pourquoi alors le premier ministre l'a-t-il présentée à deux sessions pour la retirer, puis l'a présentée à une troisième session? Le ministre des Terres n'a pas apporté un seul argument. Les ministres ont apparemment délibéré sur le sujet pendant quatre ans et ont décidé que la loi devait être adoptée, et ils continuent d'affirmer que cela ne veut rien dire.

On est allé jusqu'à doubler l'infamie en donnant un effet rétroactif à la loi jusqu'à 1867, afin de pouvoir grever le domaine public de toutes les hypothèques qui pouvaient exister.

Je le dis avec conviction, aucun régime, fût-il conservateur ou libéral, n'a le droit de sacrifier à des intérêts financiers la plus belle partie de notre patrimoine.

Le ministre a déclaré que la loi laissait intact le droit de chasse, de pêche et de mines. Belle consolation et assez ironique, venant du régime qui a sacrifié nos lacs et nos pouvoirs d'eau aux étrangers.

Il (M. Duplessis) dit au ministre de la Voirie qu'il a une grande sollicitude pour les mines, puisqu'il les a rattachées à la voirie en partant de la colonisation.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), lui, a dit que la loi laissait le droit de retraire des terres pour les cimetières. Quelle belle image et si significative. C'est bien en effet la seule

chose qu'on s'est réservée, que le droit de réserver un cimetière pour y ensevelir nos droits, nos prérogatives, nos promesses d'avenir, quand le domaine nous avait été donné pour assurer la survie de notre race, établir notre jeunesse. Cimetière de nos libertés, de nos droits d'ainesse et des richesses que la Providence nous avait assurées!

Le premier ministre sourit, le ministre de la Voirie sourit. Le premier ministre a raison, car il est directeur du Royal Trust qui bénéficie de \$162,000,000 des \$483,000,000 d'hypothèques qui grèvent notre domaine forestier. Mais le peuple ne sourit pas, lui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Le peuple ne sourit pas, mais il vote. M. l'Orateur, mon honorable ami recommence le discours que nous avons eu le bonheur d'entendre hier. Il devrait se contenter de répliquer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère que le premier ministre n'ira pas hypothéquer le droit de parole. Ça ne fait pas plaisir au premier ministre, mais je suis ici pour remplir mon devoir. Je ne réponds pas aux arguments, mais aux motifs des ministres qui défendent cette loi.

L'honorable ministre de la Voirie a demandé de changer la loi fédérale des compagnies. Mais c'est notre loi provinciale qui a permis à des organisations les manœuvres affreuses, les turpitudes des compagnies. L'hypothèque de \$483,000,000 sur notre domaine forestier est le résultat des opérations de manipulations scandaleuses, malhonnêtes, canailles et véreuses de grosses compagnies, sans âme, perpétrées à la faveur de lois provinciales adoptées par le gouvernement actuel, et notre domaine a été hypothéqué pour laver leurs orgies.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Est-ce que la Providence permet à mon honorable ami de parler ainsi?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Providence m'a aimé autant et même plus que le député de Lotbinière, car ça lui a pris vingt-deux ans avant de devenir ministre.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** (Souriant) Mon honorable ami est-il jaloux?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il appartient plutôt aux ministres d'en parler. Toute la jalousie est de l'autre côté, car ils sont plusieurs qui aspirent à

remplacer le premier ministre et qui se font une vive concurrence. D'ailleurs, la remarque du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) est bien significative de l'esprit de la droite. Lorsque nous discutons d'une question sérieuse, de l'avenir des nôtres, le ministre fait des farces et il sourit en pensant au chef-d'œuvre du pont de l'Île d'Orléans.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Mon honorable ami a tort de se fâcher. Je voulais l'empêcher de commettre un péché mortel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le plus grand péché mortel que je pourrais commettre serait d'aller m'asseoir à droite.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Vous ne le commettrez jamais ce péché-là, alors. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous sommes loin du projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demanderais au premier ministre de ne pas intervenir dans ce débat, car il est intéressé et il n'en a pas le droit, en vertu des règlements de la Chambre. Le premier ministre est directeur du Royal Trust. Il a dit l'an dernier que la loi avait été passée parce que des avocats américains la réclamaient. Songez à ce qui a dû se produire à la réunion du Royal Trust, lorsque le sujet est apparu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je suis obligé de soulever un point d'ordre. M. l'Orateur, je rappelle que nous n'avons plus le droit de répondre. Le chef de l'opposition devait s'en tenir aux discours qui ont été prononcés.

Vous avez le droit de répliquer sur la discussion en cours. Si vous parlez d'autre chose, nous aurons droit de réponse. Je demande au président de donner sa décision.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que ça fait mal.

Il (M. Duplessis) déclare qu'il exerce un droit et qu'il ne se laissera pas bâillonner.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** Le député doit se conformer au Règlement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie a déclaré qu'une loi uniforme sur les

compagnies devait être adoptée à Ottawa, et toutes les provinces devaient suivre. Depuis quand un gouvernement préoccupé du bien public doit-il attendre que ses voisins se corrigent pour faire de même? Le gouvernement de la province doit prendre ses responsabilités. C'est lui qui a passé ces lois qui permettent le vol et l'usure, et la spoliation de l'épargne populaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je soulève de nouveau un point d'ordre. Le chef de l'opposition fait un discours fort intéressant, sans doute, mais il n'a pas le droit de s'écarter du sujet. Je demande une décision de l'Orateur et qu'il ordonne au chef de l'opposition de s'en tenir au sujet en discussion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En faisant référence à la nécessité d'une nouvelle loi sur les compagnies, le ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault) a admis qu'il y a eu des stocks mouillés et qu'il y avait nécessité de changement.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** Je crois que l'honorable député de Trois-Rivières ne devrait pas s'écarter du sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais le ministre de la Voirie a dit qu'il y a eu des stocks mouillés et qu'il devrait y avoir uniformisation de la loi des compagnies.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

soulève de nouveau un point d'ordre.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):**

L'honorable ministre de la Voirie a dit que la loi fédérale des compagnies devrait être changée et qu'ensuite Québec pourrait changer sa loi. La majeure partie de son discours a été consacrée à discuter la loi qui nous occupe présentement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'ai simplement dit qu'il faudrait une loi uniforme pour tout le Canada, sans quoi Québec ne pourra pas prendre d'initiative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que Québec a le droit de passer des lois pour corriger les abus, même ceux que peut permettre la loi fédérale. Ce n'est pas une raison de persister dans l'erreur, sous prétexte d'attendre que le voisin agisse, alors qu'il est question ici de faire bien.

Quant aux compagnies qui utilisent les ressources naturelles de la province, le gouvernement pourrait se prémunir d'une bonne loi sur les compagnies et les forcer à s'y incorporer. Si nos lois avaient été bonnes, nous n'aurions pas assisté à ce dévergondage de mouillage de stocks.

Le ministre des Terres et celui de la Voirie affirmait tout à l'heure que les hypothèques pouvaient disparaître. Quand la Chambre a discuté le droit pour Québec de municipaliser son électricité, le premier ministre a dit qu'il y avait des droits acquis. Je dis que, non seulement le domaine forestier est hypothéqué, mais qu'il y a entrave à la colonisation.

J'ai reçu de nombreux témoignages venus de personnes autorisées qui me récompenseront des injures que l'on peut me lancer.

Il (M. Duplessis) dit qu'il respecte plus ces personnes que celles qu'il voit devant lui, et qui le vengent de certains procédés du gouvernement. Il sait qu'il va provoquer les repréailles de souscripteurs de fonds électoraux, mais il aime mieux faire son devoir, et faire la lutte du peuple. La demande que je fais est dans l'intérêt de la province, et je prie la Chambre de voter la deuxième lecture de ce projet.

(Applaudissements à gauche)

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis Élie, Fisher, Sauvé, Smart, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Barré, Bastien, Bélanger, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Crête, David, Desmarais, Dillon, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lamoureux, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 55.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### **Loi des liqueurs alcooliques, arrestation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant la loi des liqueurs alcooliques et se rapportant à l'arrestation sans mandat soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, il s'agit d'un projet de loi pour modifier la loi des liqueurs, en ce qui regarde les arrestations sans mandats. En fait, ce que vise le gouvernement ici, c'est d'éliminer la compétition qui vient de rivaux illégaux dans le commerce des liqueurs et, particulièrement, intimider les éventuels clients, en leur faisant courir le risque d'être arrêtés en tout temps sans mandat. La loi actuelle confère aux agents de la Commission des liqueurs des pouvoirs dangereux. Il me semble qu'on ne devrait pas permettre aux agents d'arrêter sans mandat.

Une loi comme celle-ci retire des lois britanniques tout élément judiciaire qui lui est caractéristique, uniquement pour des fins de commodités administratives. La loi ouvre grande la porte à l'injustice, la persécution et l'intimidation.

Les lois fédérales sur l'impôt et les douanes, particulièrement en ce qui concerne les drogues, ne sont pas les mêmes, parce que, dans ces cas, l'individu arrêté sans mandat est le criminel pris sur le fait, alors que, sous la loi de Québec, un individu devient criminel simplement parce qu'une autre partie a commis une offense en faisant du commerce clandestin, sans le permis requis. Tout le principe est illogique et injuste.

**M. Taschereau (Bellechasse):** La loi n'a pas la portée qu'on lui attribue. On tente de faire croire que la loi passée par la Chambre se rapporte seulement à l'arrestation sans mandat. La loi ne s'applique pas ici que dans le cas de la Commission des liqueurs. Le Parlement a confirmé, en 1929, le principe reconnu dans les Statuts fédéraux et ceux des autres provinces. L'article 56 de la loi des liqueurs permet l'arrestation sans mandat dans le cas où un individu se trouve dans un lieu où se fait le commerce clandestin des liqueurs alcooliques. Le gouvernement n'a pas innové. En adoptant cette disposition, la Législature de Québec n'a fait que sanctionner le principe contenu dans le Code criminel.

**M. Guertin (Hull):** Y a-t-il délit dans le fait de se trouver à consommer dans un endroit où se fait la vente illégale des liqueurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a un délit créé par la loi des liqueurs.

**M. Taschereau (Bellechasse):** Le Statut en fait un délit. Puisque le Code criminel permet l'arrestation sans mandat, dans ces cas, il n'y avait pas lieu de ne pas l'inscrire dans la loi provinciale.

Ces arrestations sans mandat existent aussi d'ailleurs en vertu des Statuts fédéraux, lorsqu'il y a contravention à la loi des douanes, des drogues, etc. Pourquoi pas alors, quand il s'agit de la loi des liqueurs? Le statut provincial ne fait qu'uniformiser les deux législations. Les officiers ne pourraient, autrement, faire respecter la loi. Le délinquant n'attendrait pas le retour de l'officier, si celui-ci était obligé d'aller chercher un mandat d'arrestation.

**M. Guertin (Hull):** Pourquoi laisser la loi sur les Statuts? Le député de Bellechasse dit que c'est pour faire respecter la loi des liqueurs. Le gouvernement devrait être le premier à respecter la loi car, tous les jours, des magasins de la Commissions des liqueurs vendent illégalement. L'officier peut donner des interprétations très libres aux règlements. Supposons qu'un officier arrive dans un endroit où la vente est licite, et qu'il arrête tout le monde? Je crois que le bill de l'honorable député des Deux-Montagnes est légitime. Il y a eu des abus de commis.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ceux qui vendent des liqueurs ne sont pas arrêtés sans mandats. Aussi, la loi ne touche pas ceux qui détiennent un permis de la Commission, ni ceux qui se trouvent dans ces établissements, puisque d'autres sanctions sont prévues pour ces détenteurs. La loi n'affecte pas non plus les détenteurs de "barbottes", puisque ces cas ont été prévus au tout début de la loi. Les problèmes ont été constatés chez les habitués, des hommes qui se déplacent avec de la mauvaise boisson, qui ont causé du tort dans les régions rurales et même dans les villes. Il y a six ans, une loi a été passée décrétant que celui qui est dans un établissement où se fait la vente illicite est passible de condamnation.

Mais il arrivait ceci: du moment que les agents arrivaient sur les lieux, ils ne pouvaient les arrêter sans mandat. Le temps d'aller en chercher un permettait aux oiseaux de déguerpir. C'est pourquoi nous avons adopté la disposition que le député des Deux-Montagnes veut faire rappeler. Si le député de Deux-Montagnes a quelques exemples de malconduite à nous donner, je serai heureux, dit-il, de les entendre.

La loi est en vigueur depuis 1929 et a donné de bons résultats: les abus de cette sorte ont beaucoup diminué et la situation générale s'est grandement améliorée à tous points de vue. Et d'ailleurs, le député de Hull n'a pas cité d'abus. Elle a fait disparaître des abus, et elle est nécessaire parce que, sans cela, il ne

pourrait y avoir aucune arrestation. Si on l'abroge, le gouvernement ne peut sévir contre les "barbottes" Il en est ainsi pour les droits de douanes et d'accises. Les employés des douanes et accises n'attendent pas d'avoir un mandat, lorsqu'ils prennent un individu en flagrant délit de trafic de cigarettes par voie aérienne ou par camion, ou de faire entrer de la soie au pays. Ils l'arrêtent immédiatement.

La loi atteint celui qui vend sans permis, elle atteint le contrebandier et le tenancier de tripot. Mais ce sont les clients illégaux qui encouragent les "bootleggers" et le trafic de liqueurs illicites et qui courent constamment le risque de s'intoxiquer, c'est donc eux qui doivent être protégés et que l'on doit forcer à respecter la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce qu'une arrestation sans mandat? Pour avoir un mandat, il faut une plainte, et celui qui la porte est responsable: c'est là une garantie pour celui qui est arrêté. La loi des liqueurs fait disparaître cette garantie. Il ne faut pas sacrifier nos libertés pour la Commission des liqueurs. On a cité le Code criminel: il s'agit là de flagrant délit. Mais si un officier a le droit d'arrêter sans mandat, il se fait le juge de celui qu'il arrête, et celui-ci peut passer 24 heures en prison. En vertu de la loi, un officier peut pénétrer chez n'importe qui et arrêter tous ceux qui s'y trouvent. Pourtant, un mendiant n'est pas arrêté sans mandat, à moins d'être pris sur le fait.

Des avocats se font des sommes rondelettes avec ces arrestations sans mandat. Le premier ministre est-il au courant que les avocats engagés par la Commission font, certains matins, \$400 et \$500 lors d'une arrestation semblable sans mandat? Encore plus, sous la loi des liqueurs, il n'y a aucun ordre d'*habeas corpus*, comme il y en a pour les cas de vols.

La Commission des liqueurs a des officiers honnêtes, mais elle a aussi des canailles. Un officier peut aller arrêter le ministre des Terres, chez lui, sous prétexte qu'il s'y vend des liqueurs. Vous réalisez que ces manœuvres sont dangereuses: elles peuvent servir au chantage, à l'intimidation.

Les mandats, qui doivent être signés et examinés par des juges, des constables et du personnel chargé de classer les plaintes, constituent la meilleure garantie de protection et de justice contre les arrestations non fondées. Le magistrat étudie la plainte et le plaignant lui-même doit faire attention, car il est passible de poursuite pour dommages, s'il s'avère qu'il a fait une fausse accusation.



Les lois fédérales similaires ne s'appliquent pas dans le cas présent, parce qu'elles stipulent clairement que la personne doit être prise en flagrant délit d'offense criminelle. Dans notre province, l'individu en question n'a commis aucun crime, mais est passible d'être arrêté sans mandat parce qu'une autre partie a été trouvée coupable de vente illégale de liqueurs.

Une loi comme celle qu'on discute présentement constitue une attaque brutale contre les libertés individuelles et va à l'encontre des principes les plus élémentaires des lois et de la justice britanniques. Et tout cela pour protéger le commerce de la Commission. On enlève la protection des citoyens honnêtes pour quelques bouteilles de liqueurs, pour sanctionner des bénéfices administratifs. On sacrifie des principes pour permettre à la Commission de faire de l'argent. Un citoyen ne devrait pas être arrêté sans mandat.

Il termine en demandant au gouvernement d'abroger cette loi nuisible, dangereuse et injuste.

**M. Dugas (Joliette):** On croirait que l'arrestation sans mandat est une chose tout à fait nouvelle, particulière à la législation introduite depuis la création de la Commission des liqueurs. On trouve pourtant dans le Code criminel, si l'on parcourt les articles 32-50, que l'arrestation sans mandat peut se faire dans une foule de cas, quand il s'agit de personnes prises en flagrant délit. La loi de la Commission des liqueurs permet précisément l'arrestation sans mandat dans les cas de délits flagrants, dans les violations manifestes de la loi, lorsque la personne se trouve dans un débit clandestin de boissons alcooliques.

Ce n'est donc pas un principe, une pratique qui ait rien de nouveau. Le député de Trois-Rivières s'apitoie sur le sort des braves gens arrêtés dans les débits clandestins. Il proteste que ces gens ne savent pas quel lendemain les attend, parce qu'ils ne pourront pas s'expliquer avant 24 ou 48 heures. Il affirme encore qu'ils n'auront pas le privilège de l'*habeas corpus*. Mais il ignore que l'arrêté peut bénéficier de l'*habeas corpus*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** assure que non.

**M. Dugas (Joliette)** lui apporte en témoignage un jugement rendu par Sir François Lemieux.

Il y a 7 ans que le jugement a été rendu, dit-il. Mon honorable ami a sûrement eu le temps de le lire.

Il (M. Dugas) admet que la loi a écarté certaines procédures comme celle du *certiorari*. Mais, dit-il les prisonniers, contrairement à ce qui a

été dit, peuvent toujours demander un ordre d'*habeas corpus*, et ils doivent alors être relâchés au bout de vingt-quatre heures, si aucun mandat ordinaire n'a été délivré. La procédure adoptée dans ces cas-là est simplement calquée sur des lois étrangères similaires et est dictée par le sens commun. Encore une de ces larmes versées inutilement par le chef de l'opposition.

**M. Guertin (Hull):** La loi en question est injuste tant dans son principe que dans la pratique, et elle doit être abrogée.

Il (M. Guertin) demande si tous ceux qui se trouvent dans les locaux d'un vendeur autorisé de liqueurs deviennent des criminels et sont sujets à être arrêtés sans mandat, s'il s'avère que le vendeur n'a pas renouvelé son permis ou qu'il n'a pas obtenu toutes les autorisations nécessaires, etc.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que non et fait remarquer qu'on ne peut dire que la mesure s'applique dans un cas où les clients se trouvent sur les lieux en toute bonne foi; cette partie de la loi qui autorise l'arrestation de gens sans mandat vise spécifiquement les vendeurs et les clients illégaux.

**M. Guertin (Hull)** pas encore convaincu, parcourt la loi et en souligne quelques faiblesses. Il critique sévèrement les pouvoirs considérables donnés aux officiers de la Commission des liqueurs qui peuvent ainsi entrer n'importe où et faire n'importe quoi, sans mandat, et sans que le citoyen arrêté injustement ne puisse tenter d'action contre eux par la suite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si la loi de la Commission des liqueurs a mis de côté certaines procédures, ce n'est pas par préoccupation de l'intérêt public, mais par simple souci de faciliter l'administration des affaires, d'assurer plus aisément des bénéfices au gouvernement. Il ne s'agit pas, dans le présent cas, d'offenses aussi graves que les infractions aux lois de douane ou défendant le commerce des douanes. Il ne faut pas confondre le commerce des drogues et celui des liqueurs. On ne sévira jamais trop sévèrement contre les marchands de drogues.

Mais ici, le gouvernement n'a que le souci de se réserver des revenus. Dans ce but, on crée des tracasseries au public. En ce qui regarde les débits clandestins, l'offense n'est pas de boire, mais le fait que l'on ne soit pas seul à boire dans le même endroit. N'importe qui peut se trouver, un jour, dans un endroit où se fait le commerce illégal, sans qu'il le sache. On a donné à l'agent le droit de juger s'il y a

ou non débit clandestin. Cette disposition de la loi peut avoir une portée assez considérable.

**M. Dugas (Joliette):** Mon honorable ami peut-il me citer une loi qui abolisse l'*habeas corpus*?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La loi des liqueurs.

**M. Dugas (Joliette):** Je le mets au défi de le faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne peut pas croire que le député de Joliette n'en connaisse pas. Il serait le seul dans son cas, dit-il. Je ne veux pas faire un cours de droit à mon honorable ami.

Le premier ministre dit que cette loi est pour mettre les contrebandiers à la raison. L'opposition est tout à fait d'accord avec le gouvernement pour la guerre aux bootleggers. Mais, ce qu'elle n'admet pas, c'est que l'on suscite des tracasseries au public, que l'on laisse les gens 48 heures dans l'ignorance de leur sort, ce qui se produit si l'arrestation a lieu par exemple, un samedi. C'est le public, ici, qui est atteint.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Bélique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, Smart, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Crête, David, Desmarais, Dillon, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Reed, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 50.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 3 modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.

#### Salaberry-de-Valleyfield, règlement 350

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

Adopté.

#### En comité:

**M. Saintonge (Beauharnois):** Il s'agit de certaines commutations de taxes accordées à une compagnie locale, qui emploie un grand nombre d'ouvriers, la Montreal Cotton.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste. C'est un mauvais principe, dit-il, de décréter des exemptions de taxes par règlements municipaux.

**M. Saintonge (Beauharnois):** La compagnie qui bénéficiera (du) projet de loi demeure soumise à l'impôt. Elle paiera le même impôt que le reste des habitants de la localité, Salaberry de Beauharnois. Il s'agit tout simplement de régler une question de proportions à l'avantage de toute la population.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne m'oppose pas à la commutation de taxes dans ce cas particulier, à condition que la compagnie s'engage à employer un certain nombre d'ouvriers.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Que le chef de l'opposition prenne autant l'intérêt des ouvriers des Trois-Rivières que je prends ceux des ouvriers de Valleyfield, et il se fera élire!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** s'inquiète du sort des ouvriers.

**M. Saintonge (Beauharnois)** déclare que les ouvriers l'ont choisi pour avocat dans cette histoire.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Dépôt de documents:****Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 64**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 64. (Document de la session no 89)

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 3**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 3. (Document de la session no 90)

**Explications sur des faits publiés:****Article de  
*L'Action catholique***

**M. Saintonge (Beauharnois):** M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Je veux protester contre une nouvelle tendancieuse, injurieuse, mensongère parue dans un journal qui se pare du manteau de la religion, un journal de cette ville, *L'Action catholique*. Aujourd'hui, en rapportant les débats de cette Chambre au sujet du crédit agricole, *L'Action catholique* dit: "La majorité ministérielle se prononce contre l'établissement du crédit rural". Ce titre est absolument bas. Ceci est faux et mensonger. Nous ne nous sommes pas prononcés contre le crédit rural. Nous nous sommes au contraire prononcés en faveur du prêt agricole canadien, tel qu'il existe actuellement, avec toutes les subventions du gouvernement de Québec et toutes les modifications qu'Ottawa pourra lui apporter pour le rendre meilleur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Quand un député discute une question de privilège, il n'a pas le droit d'entrer dans

les détails qui ne se rapportent pas à cette question. Une question de privilège donne droit à l'honorable député de relater des faits, mais non de les apprécier.

**M. Saintonge (Beauharnois):** J'ai bien le droit de regarder de quels principes s'inspire le journal que je lis. Or, je vois que sa devise dit: *Instaurare omnia in Christo*. Quand ce journal affirme, à côté de cette devise, que les députés ministériels ont voté contre le crédit rural, je dis qu'il commet une fausseté. Je n'aurais jamais cru que cette devise puisse l'autoriser à contrefaire les faits. Je n'aurais jamais cru que, pour servir le règne du Christ dans cette province, il fallait ne pas dire la vérité. Pour résumer, je dirai que le titre de cet article aurait certainement plu à Tartuffe.

(Applaudissements à droite)

**Crédit rural**

**M. Élie (Yamaska):** Hier après-midi, j'étais aux Trois-Rivières pour y représenter mon chef, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), aux cérémonies très imposantes qui ont accompagné l'installation du nouvel évêque, Sa Grandeur Monseigneur Comtois. Conséquemment, il ne m'a pas été possible d'être présent à la séance d'hier après-midi à l'Assemblée législative.

Si j'avais été présent hier, conscient et respectueux du mandat que mes électeurs m'ont confié, ayant toujours cru, depuis plusieurs années, à la nécessité d'un crédit rural provincial, j'aurais voté avec grand plaisir, avec mes collègues loyaux de l'opposition, en faveur de la motion présentée par l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), et contre l'attitude dommageable et dilatoire du gouvernement de la province à ce sujet.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. Bien que M. Duplessis, selon les journaux, dise qu'il soulève l'article 322 à l'appui de sa question de règlement, nous relevons que dans le procès-verbal de l'Assemblée, le greffier a écrit que la question a été soulevée en vertu de l'article 155. Est-ce les

journaux qui ont erré? ou est-ce une interprétation des propos de M. Duplessis par le greffier? Nous ne pouvons le dire. Pour des fins de compréhension, nous reproduisons l'article 155 du Règlement: "155. Nulle motion ne doit anticiper sur un ordre du jour ou une autre motion dont il a été donné avis."

2. "Il s'agit d'une motion de M. J.-A. Francoeur (Montréal-Dorion) invitant la Chambre à recommander au gouvernement fédéral de remplir ses promesses de 1930 en mettant à exécution un programme de construction pour soulager le chômage", selon *L'Événement* du 7 février 1935, à la page 3.

3. D'après *Le Soleil* du 7 février 1935, à la page 16, c'est M. Taschereau qui aurait dit cette réplique.

Séance du jeudi 7 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Limites  
de Varennes**

**M. Messier (Verchères)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), que les articles 498, 510, 511 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la paroisse de Varennes, demandant l'adoption d'une loi confirmant les limites de la municipalité de cette paroisse, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la corporation de la paroisse de Varennes, demandant l'adoption d'une loi confirmant les limites de la municipalité de cette paroisse, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Messier (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 88 concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du révérend Henry Keane, S. J., et autres, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de consolider la loi de la province du Canada, incorporant l'université de Régopolis et pour définir les pouvoirs de ses administrateurs;

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Geo. Christie Canada, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières;

- de MM. Eddie Martin, Ludger Madore et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

- de Montreal Industrial Land Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

**Charte  
de Montréal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 123 concernant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Trois-Rivières**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 121 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Geo. Christie Canada  
Limited**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Université  
de Regiopolis**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 114 concernant l'Université de Regiopolis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Montréal-Est**

**M. Filion (Laval)** demande la permission de présenter le bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles  
de Pointe-aux-Trembles**

**M. Filion (Laval)** demande la permission de présenter le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des accidents  
du travail**

**M. l'Orateur** rend sa décision, ainsi qu'il suit, sur le point d'ordre soulevé, hier, le mercredi 6 février courant, par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), à la motion de présentation du bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931:

La Chambre étant à considérer la présentation des bills publics, le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) fait motion qu'il lui soit permis de présenter un bill intitulé: Loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) s'objecte à la prise en considération de cette motion parce qu'elle a trait à la présentation d'un bill ayant des objets semblables au bill 156, loi modifiant la loi

23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités, inscrit sous l'ordre du jour no 45 de la séance en cours, au nom du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et d'un second bill portant le no 161 et inscrit sous l'ordre du jour no 48 au nom du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et portant le titre: loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins.

L'honorable député qui soulève le point d'ordre s'appuie sur les articles 322, 155 et 144 des règlements de la Chambre.

J'ai examiné attentivement la loi proposée par le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) et les bills nos 156 et 161, et j'ai constaté qu'en effet la loi proposée par le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) contient des dispositions semblables à celles portées dans les bills du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) sous les nos ci-dessus; cette loi contient en outre plusieurs dispositions pour amender la loi des accidents du travail, 1931, qui ne sont pas contenues dans les bills des deux députés.

Aucun des articles mentionnés par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'a trait spécifiquement à la présentation d'un bill qui suivrait la présentation d'autres bills d'une nature semblable, et ce serait par simple inférence et par simple assimilation de la procédure s'appliquant à une motion que l'honorable député aurait conclu qu'on ne peut présenter un bill dont l'objet serait semblable en tout ou en partie à un ou plusieurs bills déjà présentés.

Je regrette de ne pouvoir partager son opinion, car appliquer une règle semblable à la procédure parlementaire serait rendre pratiquement impossible, dans plusieurs cas, la présentation de lois par le gouvernement et ce serait permettre dans l'espèce, à de simples députés, d'empêcher le cabinet de présenter lui-même les lois qu'il annonce dans le discours du trône. Je ne trouve aucun article dans les règlements de la Chambre pour autoriser une semblable opinion. Mes vues sur ce point sont d'ailleurs celles de nos meilleurs auteurs sur la procédure parlementaire.

Dans la onzième édition de la *Pratique Parlementaire* d'Erskine May, à la page 468, nous lisons sous le titre: "Bills relating to the same subject" (Lois ayant rapport au même objet): "There is no rule or custom which restrain the introduction of two or more bills relating to the same subject, and containing similar provisions." "Il n'y a aucune règle ou coutume qui empêche l'introduction de deux ou

plusieurs projets de loi ayant rapport au même objet, et contenant des dispositions semblables."

Je lis à la page 690 de la troisième édition de la *Procédure Parlementaire* de Bourinot: "Dans la session de 1877, M. Barthe présenta un bill pour rappeler la loi de l'insolvabilité, qui fut l'objet d'un ordre pour une seconde lecture à un jour postérieur. Quelques jours plus tard, M. Palmer présenta un bill ayant le même titre et le même objet. Le point d'ordre fut soulevé à l'effet de savoir si ce deuxième projet de loi pouvait être présenté régulièrement, puisqu'il y en avait déjà un sur le même sujet devant la Chambre. En se référant aux autorités anglaises on trouva qu'une semblable question s'est présentée dans la Chambre des Lords en 1854 et Lord Lyndhurst établit la règle suivante: "Tant et aussi longtemps qu'un bill est en suspens et jusqu'à ce qu'il en soit complètement disposé, il n'y a rien qui empêche de présenter un autre projet de loi ayant le même objet." Lord Lyndhurst cita aussi un mémoire d'un officier éminent de la Chambre des communes (Sir T. E. May) à ce sujet "Aucune objection ne peut être soulevée contre l'admission d'un bill dans la Chambre des communes parce qu'il y aurait déjà un autre bill semblable devant la chambre. C'est le renvoi (rejection) et non la prise en considération (pendency) d'un bill qui crée une difficulté pour les procédures ultérieures. Cette règle s'applique aux deux Chambres." Dans le cas des projets de loi sur l'insolvabilité auxquels il est référé, le projet de loi de M. Barthe fut retardé pendant trois mois et quand l'ordre de sa seconde lecture fut appelé, M. Palmer proposa qu'il fût rayé de l'ordre du jour. Plusieurs cas de bills ayant le même objet qui ont été introduits dans une même session peuvent être retracés dans les journaux du Parlement canadien."

M. Bourinot continue: "Il est toujours régulier pour un membre de présenter un second bill sur le même sujet, avec l'intention de demander le rejet de l'ordre du jour du premier bill, quand permission aura été donnée d'introduire le second."

Pour ces considérations je renvoie le point d'ordre soulevé par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 17 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ouvriers auraient été protégés plus tôt si on avait adopté les projets de loi de l'opposition.

**M. Guertin (Hull)** pose une question.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** déclare que son projet de loi avait pour but de faire payer les indemnités à partir du huitième jour de l'incapacité de l'ouvrier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### *Journal d'agriculture*

**M. Élie (Yamaska):** Du 1<sup>er</sup> juillet 1934 inclusivement au 31 décembre 1934, combien le *Journal d'agriculture* a-t-il coûté à la province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** \$39,743.02.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Stockwell (Brome),** trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 7 février 1935  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de l'Islet (l'honorable M. Godbout), que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

#### Subsides<sup>1</sup>

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** M. l'Orateur, l'on relève en 1934 la reprise, sur de nombreux points, des activités de la vie économique.

Le volume des affaires transigées a été beaucoup plus considérable. L'expérience des marchandises par chemin de fer s'est notablement accrue relativement à 1933, quoiqu'elle soit restée bien en-deçà du chiffre des années d'abondance. Les revenus bruts et nets de nos deux grands réseaux ferroviaires ont aussi subi une hausse marquée.

La production du papier à journal a visiblement augmenté, et, de façon générale, l'état de l'industrie forestière s'est grandement amélioré, aussi bien en ce qui a trait au nombre des ouvriers qu'au chiffre de la population. Les exportations de bois au cours de l'année ont continuellement dépassé celles de 1933.

Les obligations de tout repos n'ont cessé d'acquiescer de la valeur, et la diminution du taux des intérêts a rendu beaucoup plus facile aux gouvernements les opérations financières, à l'encontre de ce qui a prévalu en 1933.

On estime à 284,000,000 de boisseaux le volume de la récolte de blé. Le blé se vend à bien meilleur compte, mais le surplus invendu de l'an dernier, anormalement élevé, soit 200,000,000 de boisseaux, constitue l'un des facteurs inquiétants de cette affaire. A cause de sa qualité supérieure, le blé canadien, dont le prix normal devrait être de 15¢ de plus le boisseau que tout autre blé compétiteur sur les marchés étrangers, a été maintenu au niveau d'environ 30¢ de plus le boisseau. Alors que ce prix dirigé s'est maintenu grâce aux opérations du pool canadien du blé, d'autres nations exportatrices, particulièrement l'Argentine, ont vendu leurs stocks au prix du marché. A moins que le surplus de blé des autres pays ne décroisse sensiblement, ou à moins que l'on ne vende de grandes quantités de notre provision actuelle à des prix moindres que le présent prix dirigé, il est à craindre que l'écoulement de cet énorme surplus invendu, auquel s'ajoute la récolte de l'an dernier, ne soit extrêmement pénible à effectuer. Comme le gouvernement fédéral appuie le pool dans ses opérations, on ne peut s'empêcher de prévoir une perte sérieuse qui sera à la charge générale des contribuables canadiens.

L'industrie hydroélectrique se développe, et la consommation de l'électricité s'accroît rapidement.

En général, l'actif des banques s'est amélioré, et les compensations ont considérablement augmenté, ce qui indique un meilleur roulement des valeurs, et, de façon générale, un commerce accéléré et de meilleures affaires.

À l'encontre des améliorations que nous venons de consigner, il ne faut pas, dans une revue

de la situation générale au point de vue national, négliger de tenir compte de certains facteurs adverses.

Le chiffre de la construction n'a encore présenté que le quart de celui des années 1928 et 1929.

Les ventes réelles de blé sont minimes, et le mouvement d'exportation du blé, au cours de l'automne dernier, a été si faible que chacun en a été désappointé.

Le nombre des sans-travail secourus est encore très grand, quoique l'on constate une certaine amélioration, relativement à l'état de choses en 1933.

Le déficit de nos chemins de fer nationaux constitue encore un lourd fardeau pour les contribuables, de façon générale, malgré une certaine amélioration que nous avons précédemment consignée.

La sécheresse, dans plusieurs parties de l'Ouest, a causé de lourdes pertes de bétail.

Il est vrai que le prix des marchandises en gros a été plus élevé, mais le prix des produits agricoles n'a généralement pas suivi le même rythme. Il en est résulté que le pouvoir d'achat des classes agricoles est encore faible et que les agriculteurs doivent encore se débattre en posture désavantageuse.

Le cultivateur est la clef de voûte de l'économie canadienne. Suivant sa bonne ou sa mauvaise fortune, la prospérité nationale croît ou décroît. D'ici à ce que son pouvoir relatif d'achat soit meilleur, l'état général des affaires ne s'améliorera point, comme nous aurions pu autrement nous y attendre, pour le bien de toutes les classes sociales.

Les efforts des États-Unis pour maintenir leurs effets de commerce au niveau de la nouvelle évaluation de l'or ont rencontré des difficultés, de temps à autre. Leurs lois à ce sujet ont été contestées par leur propre Cour suprême.

Les jugements du tribunal et le mode d'action auquel le gouvernement des États-Unis pourra éventuellement être obligé de recourir sont la cause de très vives inquiétudes qui peuvent avoir un profond retentissement sur la vie économique du Canada.

Les répercussions des jugements de la Cour suprême, si, dans un délai raisonnable, on n'arrive à remédier à la situation, affecteront probablement l'aptitude des sujets canadiens à s'acquitter de leurs obligations payables en espèces des États-Unis, et accroîtront ainsi, à un degré formidable, le fardeau de nos dettes nationales de toutes sortes.



### **État de choses dans le Québec**

La province de Québec a participé à l'amélioration générale des affaires à laquelle j'ai fait allusion. En certains cas, elle en a profité dans une plus grande mesure qu'aucune autre province du dominion.

La valeur des récoltes dans la province de Québec s'est élevée, durant l'année 1934, au-delà du point atteint en 1933, soit de \$67,500,000 à \$97,500,000. La récolte du foin n'a pas atteint le volume habituel des années normales, bien qu'elle ait dépassé celle de 1933. Les prix, cependant, ont été meilleurs; et un automne tardif, comme aussi l'augmentation des récoltes d'ensilage, ont permis à nos cultivateurs d'hiverner leurs troupeaux d'une manière beaucoup plus satisfaisante que durant le long hiver de 1933-34.

La production minière s'est accrue, et nos mines d'or en particulier produisent bien davantage, tandis que plusieurs nouvelles mines ont récemment commencé leurs opérations. La province de Québec est maintenant la deuxième des plus grandes productrices d'or au Canada.

L'industrie de l'amiante a été en progrès durant l'année 1934. Cette industrie a employé un plus grand nombre d'ouvriers. Les prix se stabilisent. Aussitôt que le mouvement de construction immobilière aux États-Unis sera en cours, les qualités inférieures d'amiante seront requises en plus grandes quantités. Une nouvelle fabrique d'amiante sera érigée à Lennoxville.

L'augmentation du volume de la pêche et des prix obtenus pour le poisson, qui a été sensible dans tout le Canada, fut aussi perçue dans la province de Québec, quoique les prix y soient encore bas.

L'industrie forestière s'est considérablement développée durant l'année écoulée, comme je l'ai dit précédemment. Il est probable que l'amélioration dans l'industrie du papier-journal et dans celle du bois de sciage fut plus grande dans le Québec que dans n'importe quelle autre province. Au cours du mois de novembre dernier, il n'y avait pas moins de 9,000 bûcherons de plus au travail qu'au même moment en 1933.

L'index du revenu national a marqué une augmentation de 19 %, alors que les chiffres du Bureau fédéral de la statistique indiquent que l'augmentation dans la province de Québec atteignait presque 30 %. Notre province a dépassé toutes les autres. Les chiffres-indices du revenu national sont déterminés, entre autres, par l'étude du revenu

découlant des activités de nos gens en agriculture, industrie forestière, pêcheries, industrie des fourrures, mines et manufactures.

La position dominante de notre province doit être principalement attribuée à la remarquable reprise dans l'industrie de la pulpe et du papier.

Le nombre des polices d'assurance émises en faveur de résidents de la province, au cours de l'année étudiée, accuse aussi une augmentation, et les placements ainsi effectués par nos concitoyens tendent à montrer que l'instinct de notre peuple le porte à l'économie et à l'épargne.

Dans toute la province, les comptes d'épargne ont augmenté en général, tant en nombre que relativement au total des montants déposés.

Il apparaît comme évident, si l'on suit les indications que j'ai consignées, que les meilleurs atouts de notre peuple, au cours des années de la dépression, ont été pour lui les formes variées de l'agriculture et de toutes les industries naturelles ou particulières à notre province.

### **Activités des départements**

Toutes les activités des divers services du gouvernement dans la province ont été conduites et réalisées conformément à leur objet et au véritable esprit de la Constitution et de la coutume. La paix, l'ordre et le bon gouvernement ont prévalu. Le peuple est demeuré calme et respectueux des lois. Toutefois, ceux qui ont voulu tenter de changer l'ordre social en recourant à des méthodes de violence ont appris à leurs dépens que ces méthodes ne seraient pas tolérées.

Les relations entre le patron et l'employé dans la province ont été marquées au coin d'un louable esprit de tolérance et de bon vouloir. Il n'y a pas eu de grèves ou de lock-outs notoires.

Les efforts pour améliorer les conditions du travail et les salaires des ouvriers, tels qu'accomplis d'après la loi de l'extension juridique des contrats collectifs du travail, ont en grande partie obtenu le meilleur succès. L'expérience a été tentée avec jugement par les patrons et les ouvriers, en tenant compte des mises au point nécessaires et de l'état des choses dans la province. Tous ceux qui se sont prêtés à cette expérience méritent louange pour leur esprit de conciliation et leur bonne volonté.

Les finances municipales ont été sagement administrées. Certaines municipalités qui ont éprouvé des difficultés financières ont effectué un rajustement radical, et d'autres ont repris leurs paiements là où

elles étaient antérieurement en défaut. Le total des obligations municipales et scolaires (capital et intérêts) en souffrance dans la province se chiffrait seulement par 1.92 % de la dette totale des municipalités de la province, relativement au pourcentage beaucoup plus élevé dans plusieurs autres provinces.

Les conditions de travail des bûcherons dans la province de Québec ont été grandement améliorées. C'est l'effet des lois de la dernière session. Ce facteur, ajouté à celui du relèvement général de l'industrie forestière, a contribué à l'amélioration de la situation économique d'une très grande partie de la population.

Bien qu'il eût fallu restreindre en général les dépenses du gouvernement, les octrois pour l'éducation et aux maisons d'enseignement n'ont pas été diminués. Ces octrois ont été d'un merveilleux secours, particulièrement pour les municipalités scolaires pauvres. Toutefois, l'éducation de notre jeunesse ne peut souffrir et ne souffrira point, malgré toutes les épreuves que nous avons subies au cours des quatre dernières années de dépression.

Jusqu'ici, les efforts de la Commission de l'industrie laitière de Québec, afin d'obtenir un meilleur prix aux producteurs de lait, ont été couronnés de succès, assurant à nos producteurs de lait une plus juste compensation, tout en sauvegardant, du même coup, les intérêts des consommateurs. A ce sujet, des témoignages d'appréciation nous sont venus de partout.

A même le fonds de l'assistance publique, au-delà de \$6,000,000 ont été versés pour venir en aide à nos hôpitaux et à nos autres institutions charitables et philanthropiques, au cours de l'année étudiée. Le gouvernement n'a pas hésité à employer le crédit et les ressources de la province au soutien des dépenses faites à même ce fonds. Les secours ainsi accordés à un moment où les besoins se faisaient plus pressants ont été d'une valeur inestimable.

Un grand nombre de nouvelles routes ont été construites, en certains cas, à la charge entière de la province; et, en d'autres cas, avec le concours des municipalités désireuses de se prévaloir des avantages du mode dit de 50-50 %. Ces entreprises ont procuré une somme considérable de travail à la population des comtés ruraux, et ont ainsi contribué à remédier notablement au chômage à la campagne. Les salaires perçus de la sorte par les contribuables ont permis à beaucoup d'entre eux d'acquitter leurs taxes municipales. Aussi, le résultat de cette coopération entre la province et les municipalités a-t-il été de faciliter la perception des taxes municipales dans presque toute la province.

Les travaux divers, effectués au cours de l'année dernière, ont constitué un apport substantiel au total de la construction dans la province, tout en permettant aux fournisseurs de matériaux d'activer leur commerce. La remédiation ainsi apportée au chômage fut également considérable, et, ajoutée aux secours directs, a eu pour effet de venir en aide à tous les chômeurs en général.

Les opérations financières de la trésorerie ont été rendues plus faciles au cours de l'année dernière par les pratiques et les facteurs suivants :

*a.* Le prix de toutes les obligations publiques de premier ordre s'est régulièrement élevé;

*b.* Les taux des intérêts sur les emprunts gouvernementaux ont été abaissés;

*c.* D'amples fonds d'amortissement pour de nouvelles émissions ont été constitués. Cette façon d'agir est plus strictement observée dans la province de Québec que dans toute autre province du Canada;

*d.* Notre province jouissant, parmi toutes les provinces, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, du taux le plus bas quant à la dette par tête, les obligations de notre province ont été très recherchées par les épargnants. Les obligations de la province de Québec sont universellement reconnues parmi les valeurs les plus appréciées au monde, et, par conséquent, sont à prime et constamment requises;

*e.* L'intérêt moyen payé par la province de Québec sur ses obligations est le plus faible de tous ceux qui sont payés par aucun des gouvernements de la Puissance du Canada, plus faible même que celui des émissions du Canada. (Voir le tableau à la page suivante)

**Année fiscale 1933-1934**

Voici le résumé des opérations :

Total des revenus ordinaires .....	\$28,282,503.53
Total des dépenses ordinaires .....	<u>33,876,977.01</u>
Excédent des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires .....	5,594,473.48
Crédit au fonds consolidé du revenu appartenant aux années antérieures, dont :	
la somme suivante a été perçue pendant l'année courante .....	<u>2,152,835.59</u>
	3,441,637.89
et les comptes recevables nets étaient dus à la province le 30 juin 1934.....	<u>1,176,467.35</u>
Charge nette du fonds consolidé du revenu, le 30 juin 1934 .....	<u>2,265,170.54</u>

Les détails de ces revenus et dépenses apparaîtront aux comptes publics, qui ont déjà été déposés en Chambre.

Le tableau suivant vous présentera les pourcentages de nos revenus et dépenses. (Voir le tableau à la page suivante)

**Année fiscale 1933-1934****Revenus**

Subside fédéral.....	8.72		
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce).....	4.34		
Terres et Forêts .....	8.45		
Loi des véhicules-moteurs .....	18.40		
Gazoline, droits et taxes.....	<u>17.05</u>	56.96	
Taxes sur les successions .....	9.54		
Taxes sur les corporations.....	14.03		
Licences, hôtels, magasins, etc. ....	<u>4.40</u>	27.97	
Autres revenus ordinaires .....		<u>15.07</u>	100 %

**Dépenses**

Éducation .....	11.06		
Voirie et Mines .....	16.07		
Travaux publics et Travail .....	5.91		
Agriculture .....	8.78		
Terres et Forêts .....	4.92		
Colonisation.....	<u>5.85</u>	52.59	
Administration de la justice .....	6.26		
Gouvernement civil.....	<u>7.15</u>	13.41	
Intérêts et autres charges .....		16.16	
Fonds d'amortissement .....		5.36	
Autres dépenses ordinaires .....		<u>12.48</u>	100 %

**État sommaire, 1933-1934**

Voici l'état sommaire de la caisse pour l'année terminée le 30 juin 1934 :

**Recettes :**

Ordinaires.....	\$ 30,777,992.09	
Capital .....	<u>246,764.93</u>	\$31,024,757.02
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	3,532,968.44	
Dépôts judiciaires.....	<u>2,168,752.33</u>	5,701,720.77

**État sommaire, 1933-1934 (suite)****Recettes : (suite)**

Fonds de l'assistance publique :		
Général.....	4,197,170.62	
Avances par le Trésorier de la province .....	<u>2,059,253.73</u>	
		6,256,424.35
Produit de la vente des obligations .....		18,396,296.00
Bons de la trésorerie.....		<u>33,500,000.00</u>
		\$94,879,198.14
<i>Balances en banque :</i>		
le 30 juin 1933 .....	1,921,479.16	
le 30 juin 1934 (soutiré).....	<u>1,831,769.64</u>	
		<u>3,753,248.80</u>
		<u>\$98,632,446.94</u>

**Dépenses :**

Ordinaires.....	\$ 33,876,977.01	
Imputables à l'actif .....	629,086.98	
Imputables à l'actif et aux dépenses différées .....	14,778,077.16	
Ordinaires chargées au surplus .....	<u>184,118.32</u>	
		\$49,468,259.47
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	3,019,246.96	
Dépôts judiciaires et autres .....	<u>2,073,895.47</u>	
		5,093,142.43
Fonds de l'assistance publique.....		6,029,032.40
Dettes publiques, rachat.....		2,530,666.67
Bons de la trésorerie.....		<u>33,000,000.00</u>
		\$96,121,100.97
<i>Mandats impayés :</i>		
le 30 juin 1933 .....	6,510,533.09	
le 30 juin 1934 .....	<u>3,999,187.12</u>	
		<u>2,511,345.97</u>
		<u>\$98,632,446.94</u>

**Année courante**

Il est encore trop tôt pour établir des prévisions définies, au sujet du résultat des opérations de l'année courante qui se terminera le 30 juin prochain.

Les revenus, jusqu'à ce moment, sont à peu près les mêmes que ceux de l'an dernier. L'on espère que les appropriations votées ne seront pas dépassées, excepté pour les petits montants qui pourraient être requis comme estimés supplémentaires à soumettre aux Chambres à la fin de cette session.

**Estimés budgétaires  
pour 1935-1936**

L'estimé des revenus et des dépenses pour l'exercice se terminant le 30 juin 1936, à soumettre à l'approbation des Chambres, a été soigneusement préparé, quant aux revenus, en tenant compte des résultats de l'année antérieure et de l'état des affaires, et quant aux dépenses inscrites aux rapports des ministres des différents départements. Des

tableaux sommaires à ce sujet sont inclus dans les états financiers soumis à la Législature.

Ces estimés budgétaires sont :

Recettes ordinaires	
estimées à.....	\$33,580,477.73
Dépenses ordinaires	
estimées à.....	<u>35,877,393.26</u>
Déficit prévu.....	<u>\$ 2,296,915.53</u>

Quoique ces estimés prévoient un déficit de \$2,296,915.53, l'on espère que les économies pratiquées dans les départements, jointes à un accroissement de nos revenus en général, nous permettront d'atteindre à un meilleur résultat.

Je voudrais attirer l'attention de la Législature sur le fait que le budget, en dépit des chiffres précités, est pratiquement équilibré, si l'on interprète strictement l'expression "dépenses ordinaires", pour la raison qu'une somme excédant \$3,000,000 est comprise sous cette rubrique et mise à part pour constituer des fonds d'amortissement.

**Dettes consolidées**

Les comptes publics démontrent que la dette consolidée nette a été augmentée de \$14,437,112.55, au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1934. Cette augmentation s'établit ainsi :

Le 1<sup>er</sup> août 1933; conformément à :

8 George V, chapitre 13, amendé par	
14 George V, chapitre 9 .....	\$ 2,750,000.00
10 George V, chapitre 4, amendé par	
14 George V, chapitre 4 .....	3,000,000.00
18 George V, chapitre 3, amendé par 19 George V,	
chapitre 9, et 20 George V, chapitre 6 .....	2,800,000.00
21 George V, chapitre 5 .....	800,000.00
21 George V, chapitre 7, amendé par	
22 George V, chapitre 4 .....	<u>1,000,000.00</u>
	\$ 10,350,000.00

Le 15 mars 1934; conformément aux lois de remédiation au chômage, 1930, 1931 et 1933..... 7,700,000.00

Le 1<sup>er</sup> juin 1934, conformément à 24 George V, chapitre 3 ..... 760,782.00  
\$18,810,783.00

**Moins :**

Le 1 <sup>er</sup> mars 1934 : emprunt à 4 % échu à Londres .....	\$ 2,530,666.67	
Ajouté au fonds d'amortissement .....	<u>1,843,002.78</u>	<u>4,373,669.45</u>
		<u>\$14,437,112.55</u>

J'ai fait part à la Chambre, dans mon discours de l'an dernier sur le budget, de l'émission du 1<sup>er</sup> août 1933.

Pour l'émission du 15 mars 1934, nous avons même obtenu des termes plus avantageux; des obligations au montant de \$7,700,000 à 4 %, pour 10 et 20 ans, ayant été vendues au taux comptant d'environ 4.04 %, soit à 99.577 %. Ce taux, à un pareil moment, était le plus bas qu'on ait atteint pour aucune des émissions semblables depuis les années d'avant-guerre.

La petite émission de \$760,782.00 du 1<sup>er</sup> juin 1934 fut rachetée à même les argents des divers fonds d'amortissement de la province.

L'emprunt à 4 %, échéant à Londres, Angleterre, le 1<sup>er</sup> mars 1934, fut d'abord lancé en 1894; et, comme il n'avait alors été prévu aucun fonds d'amortissement, devait être renouvelé. Les termes de renouvellement offerts sur le marché de Londres ne furent pas jugés satisfaisants, et, le change sterling étant à prime considérable, des arrangements furent conclus avec la succursale à Londres de la Banque de Montréal, grâce auxquels celle-ci chargeait à notre compte ce déboursé comme une somme soutirée au taux de 3 % par année.

Ce compte soutiré fut plus tard transféré à la Banque de Montréal, Québec, lorsque l'échange sterling fut en notre faveur, et la somme à rembourser fut incluse dans notre plus récent emprunt, à un prix de base d'approximativement 2½ % pour les cinq prochaines années. Cette opération épargna à la province environ \$106,000 en échange sterling, représentant une économie substantielle.

Ce qui s'est ajouté au fonds d'amortissement, soit \$1,843,002.78, représente ce qu'il a fallu retirer de nos revenus ordinaires afin de pourvoir au rachat à l'échéance de bien au-delà de 80 % de notre dette consolidée actuelle en suspens.

Cette partie de notre dette consolidée, au sujet de laquelle aucun fonds d'amortissement n'a été prévu, représente une très petite somme, soit approximativement \$9,000,000.

Depuis la fin du dernier exercice, la dette consolidée en suspens a été augmentée, surtout pour nous permettre faire face aux frais de remédiation au chômage et de rembourser un emprunt à court terme, comme suit:

Le 23 août 1934, des obligations au montant de \$10,000,000, à 3 %, pour cinq ans, furent vendues à 99.77, soit un prix de base de 3.05 %. Sur ces \$10,000,000, \$5,000,000 furent émis conformément à la loi de la voirie, et \$5,000,000 conformément à la loi de remédiation au chômage.

Bien que cette vente constituât un record d'opération financière sur une base de cinq ans, j'ai le plaisir d'aviser les membres de cette Chambre que le 10 janvier écoulé, une offre même plus avantageuse nous fut faite, que nous acceptâmes, pour une émission de \$13,730,000 d'obligations à 2½ %, pour cinq ans, qui ont été vendues au prix de \$100.78, ou à un prix de base constituant un intérêt de 2.338 %. Ce taux n'a été, jusqu'ici, égalé nulle part au Canada, en ce siècle, pour des obligations à terme semblable.

\$9,230,000 de cet emprunt constituent des fonds de remboursement et \$4,500,000 de nouveaux fonds, dont une somme de \$2,500,000 empruntée conformément à la loi de la voirie, et \$2,000,000 conformément à la loi relative à la construction de certains ponts dans la province.

### Emprunts temporaires

Des emprunts temporaires ont été obtenus de nos banquiers, au moyen de bons de la trésorerie, au cours de l'exercice écoulé. Ils furent nécessairement considérables entre les émissions variées d'emprunts consolidés que je viens de décrire.

Une balance de \$13,500,000 de ces bons de la trésorerie restait encore en suspens à la fin de l'exercice, ainsi qu'il appert en détail aux comptes publics.

### Conclusions

L'état des activités des ministères et celui de la législation, que nous venons de porter à votre connaissance, ont servi à mettre en lumière les principales caractéristiques de notre peuple.

Le mouvement ascensionnel vers de meilleures conditions sociales et économiques ne s'est pas ralenti.

Le programme soumis à notre considération au cours de la présente session de la législature prouve que ce mouvement se continuera à l'avenir. On demande sans cesse des lois sociales. Y répondre implique généralement une augmentation de taxes. Quoique le public se rende compte de certains besoins, il lui arrive en général de ne pas faire suffisamment état de ce que ces demandes comportent.

Le record établi par la province de Québec dans le domaine de ses activités et de la législation destinée à améliorer la situation sociale et économique établit que l'on s'est montré méthodique, ordonné, progressif, c'est-à-dire que l'on a évolué sans perdre l'équilibre ni la raison.

L'aspect le plus inquiétant de notre vie économique, comme je le vois, est l'inégalité dans la répartition de la population. Un véritable réseau de mesures tarifaires prohibitives, au cours des quatre dernières années, a contribué à aggraver la situation en favorisant de façon extrême le développement des agglomérations industrielles urbaines, aux dépens des campagnes. Cette rupture de l'équilibre démographique a été une source de difficultés et d'abus dans tous les temps.

Remédier à cet inconvénient est le principal problème auquel le Canada doit faire face. D'après moi, il faut s'en prendre à la racine même du problème. La tendance du peuple à s'entasser dans les villes ne peut être corrigée qu'en aidant les chômeurs des grands centres industriels urbains, qui n'ont pas tout à fait perdu le goût de la culture, à retourner à la campagne. Un autre moyen consiste à venir en aide, autant que nous le pouvons, à ceux qui habitent déjà les campagnes, afin qu'ils y restent. De cette façon, l'on réservera à nos gens une plus grande mesure de bien-être pour l'avenir, par un contact plus direct avec la nature et la terre maternelle nourricière.

Un projet de colonisation sur une grande échelle - tel qu'il nous sera soumis pour étude - constitue une méthode qui, sans doute, contribuera efficacement à nous aider à atteindre le grand objectif que je viens justement d'esquisser.

Voilà les principes qui ont animé le gouvernement actuel et qui lui ont inspiré son programme de la présente session. A la vérité, nos programmes de l'an dernier et ceux de cette année, de même que nos prévisions, offrent le tableau d'une réforme sociale et économique dont l'évolution est assurément progressive.

En terminant cette revue des affaires, je ne saurais mieux exprimer ma pensée que par la citation de cette phrase, extraite de l'un de nos grands journaux contemporains qui disait :

"Le gouvernement Taschereau continue à être une force d'équilibre au milieu des épreuves qui assaillent l'âme humaine."

Je propose maintenant que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des subsides. (Voir les tableaux aux pages suivantes)



### Revenus probables, 1935-1936

#### Dominion du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$2,224,553.00	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	2,464,553.00

#### Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement placés .....	754,119.12	
Intérêt sur prêts et dépôts .....	342,000.00	
Intérêt sur comptes dominion du Canada .....	188,460.68	
Divers .....	<u>24,233.33</u>	1,308,813.13

<b>Terres et Forêts</b> .....	4,250,000.00
<b>Mines</b> .....	500,000.00
<b>Colonisation</b> .....	27,300.00
<b>Travaux publics, Chasse et Pêcheries</b> .....	384,000.00
<b>Administration de la justice</b> .....	99,400.00

Licences .....	1,275,000.00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente) .....	1,550,000.00
Loi des vues animées - revenu .....	25,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....	3,300,000.00
Taxes sur profits des corporations commerciales .....	2,400,000.00
Droits sur les successions .....	4,000,000.00
Taxes en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine) .....	10,000.00
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chapitre 28 .....	75,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc. ....	650,000.00
Loi concernant les véhicules automobiles .....	5,200,000.00
Gazoline - droits et honoraires .....	5,100,000.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec - honoraires .....	29,000.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies .....	160,000.00
Loi concernant les détectives privés - revenu .....	1,000.00
Loi pour prévenir les incendies - Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	30,000.00
Percentage sur honoraires d'officiers publics .....	20,000.00
Législation .....	10,000.00
Affaires municipales .....	12,000.00
Loyers des édifices publics, etc. ....	7,411.60
Taxes et honoraires <i>re</i> Loi des compagnies .....	150,000.00
Loi des assurances, revenu .....	118,950.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu .....	5,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer .....	3,000.00
Ponts de péages Revenu .....	197,800.00
Honoraires divers, amendes, confiscations, etc. ....	134,050.00

### Revenus probables, 1935-1936 (suite)

Loi des poseurs tuyauterie, 23 George V, chapitre 69 .....	16,000.00
Inspection des hôtels, etc. ....	5,000.00
Gazette <i>officielle de Québec</i> .....	25,000.00
Loi de la prévention des fraudes .....	7,200.00
Contributions municipales, loi des bons chemins .....	30,000.00
	<u>\$33,580,477.73</u>

### Dépenses probables, 1935-1936

Dette publique :	
Intérêt et autres charges .....	\$ 6,472,255.00
Fonds d'amortissement .....	3,341,065.51
Législation.....	663,050.00
Gouvernement civil.....	2,635,411.00
Administration de la justice, etc.....	2,481,515.00
Instruction publique, etc.....	2,757,770.00
Affaires municipales .....	85,100.00
Secrétaire de la province .....	2,821,526.05
Travaux publics, Chasse et Pêcheries .....	2,369,600.70
Travail.....	435,600.00
Agriculture .....	2,898,000.00
Voirie et Mines .....	5,445,000.00
Terres et Forêts .....	1,458,400.00
Colonisation.....	1,421,000.00
Charges sur le revenu.....	481,000.00
Services divers .....	111,100.00
	<u>\$35,877,393.26</u>

**M. Fisher (Huntingdon):** M. l'Orateur, avec la permission de la Chambre, je propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Code de procédure civile, article 716

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile, relativement à certaines annonces et publications.

Mon but est de restreindre le nombre d'avis donnés dans la *Gazette Officielle*. Il y a multiplicité d'annonces quand il s'agit de la vente d'une propriété, dans les journaux, dans la *Gazette officielle*, etc. Les frais légaux sont considérables et nuisent au crédit à cause de tous les privilèges que nos lois confèrent. Actuellement, les annonces légales accordent un privilège au gouvernement, et ce privilège ne devrait pas exister. Les frais de publicité sont élevés.

Or, personne ne lit la *Gazette Officielle* d'une manière générale. À ceux qui la lisent, une annonce suffit. La population a assez de la publicité faite dans les journaux et à la porte des églises. L'an dernier les frais d'annonce, dans la *Gazette Officielle*, pour les avis de vente des municipalités ont atteint \$33,000; pour les faillites, \$8,000; pour les ventes par le

shérif, \$38,075. C'est dire que près de 90 mille dollars sont payés à la *Gazette officielle* par un petit nombre de citoyens. Nous demandons de revenir au sens des proportions et de réduire les frais d'annonces à la moitié. Le crédit individuel en bénéficiera. Je ne vois pas de raison sérieuse qui rende obligatoire la publication de deux annonces dans la *Gazette Officielle*, publication du gouvernement imprimée par *Le Soleil*.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce projet de loi a déjà été refusé par la Chambre l'an dernier. Le comité des bills publics l'a aussi refusé l'autre jour. L'honorable chef de l'opposition a voulu le ramener devant la Chambre. Très bien. Mais, si comme le député de Trois-Rivières le veut, on ne faisait qu'une annonce dans la *Gazette officielle*, il y a bien des cas où elles échapperaient aux créanciers et débiteurs. Il en résulterait plus de dommages pour eux que par les frais de publication de deux annonces. Il y a longtemps que les deux annonces sont de règle.

On dit que les annonces se font dans les journaux et à la porte de l'église. Mais, les créanciers ne sont pas toujours à la porte de l'église et il faut qu'ils soient prévenus. D'ailleurs, ces deux annonces dans la *Gazette Officielle* ont pour but de faire venir plus de monde à la vente et d'encourager les enchères.

Il invite la Chambre à rejeter le projet du député de Trois-Rivières et propose que le comité se lève.

La motion étant mise aux voix, est adoptée<sup>2</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport.

**Code municipal,  
article 228**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 modifiant l'article 228 du Code municipal.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** suggère qu'au lieu de réduire la valeur foncière, on

stipule que les hypothèques soient ignorées dans l'établissement de la valeur des propriétés. Il ajoute qu'il ne s'oppose pas, par ailleurs, au bill dans la forme que lui a donnée le député d'Yamaska (M. Élie).

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Élie (Yamaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 75 constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier";

- bill 80 modifiant la loi constituant en corporation Quebec Paper Box Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester limitée";

- bill 81 modifiant la loi constituant en corporation Dominion Corset Company et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot limitée".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 83 concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud.

**Perception de taxes  
à Montréal-Sud**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Compagnies de chemins de fer**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux): Que cette Chambre apprend avec regret que des compagnies de chemin de fer congédient des Canadiens de Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province et les remplaçant par des gens venant d'ailleurs, quand elles devraient garder autant que possible, dans chacun de leurs réseaux respectifs, les employés qui y avaient leur emploi avant la crise économique et ne pas les mettre ainsi à la charge de leurs municipalités, et qu'elle proteste contre ce favoritisme exercé au détriment des nôtres.

Nous subissons le déchet d'une crise qui ne semble pas vouloir s'atténuer. Je reviens donc à la charge au sujet de cette motion que je présentai sous une autre forme l'an dernier, parce que nos compagnies de chemin de fer renvoient des employés de notre province qui étaient depuis longtemps à leur service et les remplacent par des citoyens de l'Ontario.

Il (M. Francoeur) ne veut pas soulever de question de nationalité ou de race, mais il ne peut s'empêcher de noter que les nôtres ont souvent à souffrir de la constitution financière de quelques compagnies anglaises.

Ces compagnies subissent la crise, dit-il, mais ce n'est pas une raison pour en faire porter la responsabilité aux seuls employés de la province de Québec, et on ne devrait pas faire une distinction comme celle que l'on fait.

Il se fait un grand mouvement en faveur de la fusion des chemins de fer. M. Beatty, président du C. P. R., fait campagne pour cela. La fusion aggraverait le chômage. Serait-il dans l'intérêt de la province de se désintéresser de cette question? Question délicate. La province paye sa part de l'administration du Canada; nous contribuons au déficit des C. N. R. Ne serait-il pas temps d'étudier s'il n'est devenu opportun de donner à la province de Québec ses propres chemins de fer? Le Canada ne se passera jamais du rail; le climat s'y oppose.

J'espère que la Chambre fera à ma motion l'accueil bienveillant qu'elle lui a déjà accordé, et qu'elle aidera les employés qui souffrent des changements faits par les compagnies.

**M. Fortin (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Subside à la ville de Terrebonne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à la présente séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas)

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Attendu qu'il est à propos de fournir des deniers à la ville de Terrebonne, pour aider cette dernière à payer l'intérêt sur les emprunts qu'elle a pu contracter sous l'empire de la loi 13 George V, chapitre 7, telle que modifiée par les lois 15 George V, chapitre 7, 16 George V, chapitre 4 et 21 George V, chapitre 13 et à pourvoir à leur remboursement; et

Attendu qu'il appert, à la loi précitée, que lesdits emprunts ont été autorisés dans un but philanthropique, celui d'apporter secours aux sinistrés de ladite ville de Terrebonne détruite en grande partie par un incendie, le 1<sup>er</sup> décembre 1922;

Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux termes et conditions qu'il déterminera, accorder à la ville de Terrebonne, pour une période n'excédant pas cinq ans, un subside payable par versements annuels de cinq mille dollars chacun, à même le fonds consolidé du revenu, pour aider celle-ci à payer l'intérêt sur les emprunts autorisés par la susdite loi 13 George V, chapitre 7, telle que modifiée par les lois 15 George V, chapitre 7, 16 George V, chapitre 4 et 21 George V, chapitre 13 et à pourvoir au remboursement desdits emprunts.

Le projet accordera à Terrebonne un subside annuel de \$5,000 pendant 5 ans. La ville a besoin de cette assistance pour assurer le service de l'intérêt et

de l'amortissement d'un emprunt de \$300,000 fait à la suite du tragique incendie de 1922. L'incendie avait détruit un grand nombre d'habitations et jeté plusieurs familles dans la rue. Terrebonne, qui fut une des villes les plus prospères de la province, a emprunté \$300,000 qui ont servi, entre autres choses, à la construction d'habitations.

Pendant quelques années, la ville a pu payer ses intérêts. La ville souffre de la dépression depuis 1929. Sa principale industrie, la compagnie Moodey, qui employait plusieurs personnes, a fermé ses portes. Les ouvriers, locataires de ces maisons, sont devenus incapables de payer leurs loyers. Ils ont dû quitter leur logis et la ville a été obligée de les racheter.

La population de la ville a diminué de 2,300 à 1,900 personnes et les taxes ont diminué. Terrebonne ne peut plus assurer le service de l'intérêt et de l'amortissement. Le projet de loi présenté devant la Chambre aura pour but de l'assister. Terrebonne croit pouvoir faire face à ses obligations et équilibrer son budget, dans cinq ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province a garanti l'émission de débentures jusqu'à concurrence de \$300,000. Les citoyens de Terrebonne qui se sont imaginés que c'est le gouvernement qui donne tout, ont demandé des privilèges.

Il (M. Duplessis) parle de détournements de fonds, d'irrégularités et de poursuite devant les tribunaux. Il reproche au gouvernement de sanctionner trop d'irrégularités et d'abus dans certaines municipalités, par-dessus la tête des tribunaux, et de pratiquer le favoritisme trop généreusement.

Il s'oppose à ce que ces \$5,000 consacrent des détournements de fonds. Il censure encore le projet, parce qu'il subordonne le paiement du subside au bon vouloir du lieutenant-gouverneur en conseil.

Nous n'avons pas d'objection à ce que Terrebonne bénéficie de cet octroi. Mais je me demande si la récente assemblée tenue dans le comté de Terrebonne par l'Action libérale nationale n'a pas décidé l'honorable secrétaire de la province (M. David) à accorder cette faveur à son comté.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Mon honorable ami le chef de l'opposition a une façon admirable de prêter, sans intérêt, des motifs intéressés à ses adversaires. Il sait que si je ne suis pas un violent, mais je ne suis pas un craintif non plus. Ce n'est pas une assemblée même du chef de

l'opposition qui m'empêchera de faire mon devoir. Je vois dans ce cas-ci, le cas d'une brave population de 1,900 âmes qui ne peut se suffire à elle-même. Je crois que la province ferait un beau geste en l'aidant. L'honorable député de Trois-Rivières doit se rappeler que sa ville a connu aussi les lueurs de l'incendie, de la conflagration, et que la province s'est empressée de lui porter secours. Les octrois accordés à Terrebonne pour sa protection contre l'incendie l'ont été dans le cours normal des choses.

Le député de Trois-Rivières a parlé de procès? Il s'agit de menées politiques, dues au fait des amis de mes amis de la gauche.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que nous n'avions pas d'objection à cette résolution. Il arrive que les octrois sont des promesses d'élections. L'honorable premier ministre est venu dans mon comté, la fois que j'ai été élu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Oui, et vous l'avez échappé belle! Vous l'avez rudement rasé aussi. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous viendrez encore!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Accepté! Vous êtes venu d'ailleurs dans mon comté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, et j'y retournerai.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il vous faudra sûrement plus de deux visites!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre a dit "Si mon candidat est élu, vous aurez un octroi pour votre hospice".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est vrai que, bien que le candidat de l'honorable premier ministre n'ait pas été élu, l'hospice a eu son octroi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous voyez bien que je n'ai pas dit cela, puisque Trois-Rivières l'a eu son octroi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça m'a pris trois ans pour l'avoir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

C'est à la population de Trois-Rivières que nous avons donné cet octroi. Mais je n'ai jamais tenu les paroles que l'honorable chef de l'opposition m'a prêtées tout à l'heure. Mon honorable ami n'a pas pu garder son sérieux pour dire cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ce que j'avais compris.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous avez mal entendu.

**M. Béique (Chambly):** Si on fait cette faveur à Terrebonne pourquoi ne pas l'accorder à d'autres municipalités qui en ont besoin?

Il (M. Béique) plaide en faveur de Chambly qui a prêté à Saint-Joseph d'Alma et ne reçoit pas le service de son prêt. Il demande au secrétaire de la province d'inclure dans son texte toutes les villes tombées dans la même situation que Terrebonne.

Que l'honorable secrétaire de la province ne donne pas ce montant par esprit politique, comme l'a fait remarquer le chef de l'opposition, qu'il fasse la même chose pour tout le mode. Il est ministre pour tous les comtés de la province, dit-il.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La meilleure politique dans la vie consiste à se mêler de ses affaires. Pour le moment, je m'occupe de mon comté. Je n'ai pas confiance à celui qui s'occupe des affaires des autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est ministre de toute la province, ses petites attributions...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a des gens qui, dans la vie, réussissent à faire de grandes choses avec de petites attributions, d'autres qui avec de grandes attributions ne peuvent faire que de petites choses!

(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève pour protester.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais ce n'est pas pour vous que mon honorable collègue a dit cela!...

(Rires)

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand paierez-vous le subside?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dès que la loi sera adoptée.

La résolution est lue deux fois.

**Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 350**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

**En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que ce bill a comme défaut principal d'être un bill municipal accordant des exemptions de taxes scolaires. La Montreal Cotton devrait payer ces taxes. Il suggère qu'un article soit inséré à l'effet que les commutations de taxes municipales soient subordonnées au nombre des employés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a 2,000 hommes qui travaillent là.

**M. Saintonge (Beauharnois)** cite les noms des membres du conseil de Valleyfield et dit que le règlement a été jugé satisfaisant pour toutes les parties.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se dit surpris de l'attitude du député de Beauharnois qui s'oppose à ce que l'on insère une clause pour protéger les ouvriers. Ses électeurs seront sans doute surpris eux-mêmes de cette attitude.

Le député est tout feu tout flamme pour la compagnie, dit-il, et tout à fait tiède pour les ouvriers.

**M. Saintonge (Beauharnois)** se défend en disant qu'il n'est aucunement intéressé dans la compagnie. À son avis, la population de Valleyfield

est satisfaite. Personnellement, il n'a rien à faire avec le règlement. Il se rend au désir du conseil, en se faisant le parrain du bill.

**M. Béïque (Chambly)** se demande pourquoi le député de Beauharnois s'obstine à ne pas protéger ses électeurs. Je crois, dit-il, que si le député de Beauharnois veut inscrire une clause pour accorder des réductions de taxes à une grosse compagnie, il devrait insérer une clause pour protéger l'ouvrier, pour forcer la compagnie à garder un certain nombre d'ouvriers au travail.

Le député de Beauharnois n'a pas eu une grosse majorité. Nous voulons l'aider.

**M. Saintonge (Beauharnois):** La majorité du chef de l'opposition n'a pas été forte.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elle a été beaucoup plus forte que celle obtenue par le premier ministre actuel, lorsqu'il a été battu dans Dorchester.

Les prétentions du député de Beauharnois sont singulières. Il s'acquitte d'une commission et se défend de vouloir faire autre chose. Le rôle du député est pourtant de défendre la classe ouvrière. Est-il vrai que le député de Beauharnois se refuse à protéger ses électeurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** se lève...

**M. Béïque (Chambly):** Ah oui, le premier ministre. Je trouve étrange sa conduite de toujours intervenir contre l'ouvrier, en faveur des grosses compagnies.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai le droit d'en parler comme vous.

**M. Béïque (Chambly):** Oui, mais pas toujours contre les ouvriers. D'ailleurs, on sait que le premier ministre s'en fiche des ouvriers, depuis qu'il a des directorats pour assurer l'avenir de sa famille.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond qu'il n'a jamais gagné sa vie en vendant des débentures qui ne valent rien.

Je connais aussi des gens qui ont vendu des obligations sans valeur, dit-il.

**M. Béïque (Chambly):** Ces obligations étaient émises par des compagnies amies du gouvernement et des ministres, à la faveur de lois passées par le gouvernement actuel.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nommez-en donc!

**M. Béïque (Chambly):** Caron & Frères, Lamontagne Itée, les Joubert, la Saguenay Pulp and Paper dont le président, M. Dubuc, un député libéral.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y avait un Béïque.

**M. Béïque (Chambly):** Le premier ministre est bien maladroit, car le Béïque en question est un rouge, le sénateur Béïque. Je ne suis pas surpris de la politique du régime. Il ne peut pas défendre son administration, il fait toutes sortes d'insinuations malhonnêtes et fausses. Depuis dix ans qu'on essaie de me battre ainsi dans mon comté, mais je me suis fait élire par 600 de majorité.

Le premier ministre est moins pressé de parler des siens. Il sait qu'il en a une centaine de sa famille au crochet de la province. Pendant ce temps-là, le premier ministre lance des accusations et tente d'abattre deux honorables conseillers qui veulent garder leur liberté d'agir, de croire et de penser. Il les attaque en Chambre basse où il ne peuvent se défendre. Il déclare les avoir nommés pour les empêcher de crever de faim, alors que lui en a cent des siens qui n'ont rien fait pour la province, contrairement aux deux conseillers.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** se lève. (Il y a du chahut)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** soulève un point d'ordre.

**M. Béïque (Chambly):** Asseyez-vous les Américains! On parlera des Américains au ministre de la Voirie.

Soulevez tous les points d'ordre que vous voulez à présent, puisque j'ai dit tout ce que j'avais à dire. (Rires)

Je ne vois pas pourquoi le député de Beauharnois néglige ainsi les ouvriers de son comté, pourquoi il fait passer avant eux une certaine compagnie. Voilà pourquoi je conseille au député d'inclure une clause pour l'ouvrier.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** est d'avis que la première chose que le gouvernement devrait exiger, lorsqu'il donne des faveurs, c'est la protection des ouvriers. Il demande qu'on insère une clause dans le bill à cet effet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit regretter que pas un ministre ne se lève pour protéger les ouvriers. Au contraire, dit-il, tous ceux de la droite qui ont pris la parole ont parlé en faveur de la compagnie. Il demande une dernière fois au député de Beauharnois de faire insérer un article garantissant des droits aux ouvriers.

Il réclame toute la lecture du bill.

**M. Saintonge (Beauharnois)** répète que tout le conseil de ville de Salaberry a jugé à propos d'accorder l'exemption de taxes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'étonne que le député de Beauharnois ait consenti à présenter un bill sans savoir ce qu'il contient. Il veut savoir depuis quand la compagnie jouit d'une exemption.

**M. Saintonge (Beauharnois)** ne peut lui répondre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le bill a déjà été référé au comité. Si on a besoin de renseignements supplémentaires, on peut de nouveau le référer à ce comité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député qui veut protéger la classe ouvrière doit s'assurer de l'étendue et de la durée des faveurs ainsi que des conséquences qu'une loi peut avoir sur la classe ouvrière.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Un député qui présente un bill n'est pas nécessairement au fait de ce qu'il contient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rétorque qu'il a fait les mêmes déclarations au comité Aujourd'hui, il demande des renseignements que le parrain ne peut lui donner.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** intervient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'étonne, de voir le ministre de la Voirie défendre l'autonomie municipale, lui qui, il y a trois ans, a imposé une commutation de taxes à l'International Paper, malgré la volonté du conseil et de la population des Trois-Rivières. Je suis obligé, dit-il, de défendre les ouvriers à la place du député de Beauharnois.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

Adopté.

#### **Obligations de l'hôpital Saint-Luc**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 24**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 24. (Document de la session no 91)

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 47**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, en vertu du chapitre 47, 24 George V, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935. (Document de la session no 92)

##### **Arrêtés en conseil, 24 George V, chapitre 17**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse,



en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 17. (Document de la session no 93)

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 25**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 25. (Document de la session no 94)

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 45**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 45. (Document de la session no 95)

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15.

*budget prononcé par l'hon. R.F. Stockwell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, le 7 février 1935. [s.l.]: 1935. 17 p.*

2. *Le Canada* du 8 février 1935, à la page 8, écrit: "Les députés votent par assis, levé."

3. *L'Action catholique* du 8 février 1935, à la page 10, signale que l'étude en comité a duré près d'une heure.

4. Allusion à M. Béïque, selon *Le Devoir* du 8 février 1935, à la page 3.

---

**NOTES**

1. Le discours du budget que nous avons reproduit est la version officielle contenue dans le document suivant: Stockwell, Ralph Frederick. *Discours sur le*



Séance du vendredi 8 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Substitutions A. Prévost  
et M.-R.-V. Bernard**

**M. Bachand (Shefford)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Le Sun Trust Company, Limited, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal; dame Marie-Rosalie Berthelot, épouse de Léon Bourgeois, sa fille Léonie Bourgeois et Arthur Gagné, avocat, demandant l'adoption d'une loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de Le Sun Trust Company, Limited, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal; dame Marie-Rosalie Berthelot, épouse de Léon Bourgeois, sa fille Léonie Bourgeois et Arthur Gagné, avocat, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de MM. Archibald Dickson Anderson, Gerald Walker Birks, John Pearson Coplan, et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Sir George Williams College of Young Men's Association of Montreal.

**Secours directs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève sur une question de privilège.

Le service des secours directs, jusqu'ici, accordait un certain montant pour payer le coût de l'électricité consommée par les chômeurs. Ces montants couvraient l'éclairage et la cuisson. Depuis quelque temps, le courant n'est payé qu'aux compagnies d'utilités publiques. Les municipalités qui ont leur propre système ne reçoivent rien. Je voudrais savoir du ministre des Travaux publics la raison de cette ligne de conduite. Cela serait-il dans le but d'empêcher la municipalisation?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas une question de privilège. Que l'honorable chef de l'opposition inscrive une question régulière ou une motion sur le *Feuilleton* de la Chambre et le gouvernement lui répondra.

**Mariage G. Shooner et J. DeBlois**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), que nonobstant les dispositions du Règlement, il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.

Adopté.

**M. Élie (Yamaska)** demande, en conséquence, la permission de présenter le bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sir George Williams College**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 122 constituant en corporation Sir George Williams College.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subventions  
aux collèges classiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 28 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Adopté.

#### **Subside à la ville de Terrebonne**

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 10 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:  
Que cette Chambre adopte maintenant ladite résolution.  
Adopté sur division.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 10 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne.  
Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company".

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que l'ordre soit révoqué.  
Adopté.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Wabasso Cotton Company**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie The Wabasso Cotton Company Limited.  
Adopté.

#### **En comité:**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je trouve qu'on en accorde bien souvent des exemptions comme cela.

Il dit au député de Champlain qu'il aime les compagnies.

**M. Grant (Champlain):** En fait, la Wabasso n'utilisant pas l'eau de Trois-Rivières, n'a pas à payer la taxe d'eau. Je ferai remarquer à mon honorable ami de Saint-Sauveur que la Wabasso emploie deux mille ouvriers et donne plus de \$2,000,000 en salaires de toutes sortes. La population de Trois-Rivières bénéficie considérablement des activités de la compagnie. Celle-ci veut tout simplement éviter le paiement d'une taxe qu'elle n'a pas raison de payer, puisqu'elle a son propre approvisionnement d'eau. D'autre part, Trois-Rivières, qui a une bonne position financière, ne souffrira nullement de cette exemption de taxes.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** La compagnie paie la taxe d'eau depuis plusieurs années. S'il y a un accident à son approvisionnement d'eau, elle aura recours à la ville. La compagnie rend service à la population des Trois-Rivières, mais la population a aussi permis à la compagnie de faire de gros bénéfices. Rien ne justifie qu'elle reçoive un meilleur traitement que les autres industries.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à faire remarquer que je n'ai jamais présenté, en faveur d'organisations de Trois-rivières, de projets de loi semblables. La compagnie Wabasso jouit d'exemptions de taxes considérables. Elle avait toujours payé sa taxe et maintenant elle veut cesser ces paiements. 35 % seulement des propriétaires assument le coût des taxes. 53 % des propriétés appartenant aux industries sont exemptées. Les compagnies doivent payer leur part de la taxe d'eau. La ville en a besoin.

Il proteste contre ces commutations de taxes et affirme qu'elles incitent nos populations au bolchevisme et au communisme. Il fait l'éloge de la population qu'il représente et assure à la Chambre que la situation financière de sa ville n'est pas si bonne qu'on veut bien le dire.

L'exemption de taxe demandée ne devrait pas être accordée. Elle constitue une charge pour le petit propriétaire.

**M. Béique (Chambly)** se prononce contre le bill.

**M. Grant (Champlain):** Le député de Trois-Rivières ne semble même pas avoir lu le bill. S'il l'avait lu, il parlerait tout autrement.

Le règlement municipal qui accorde à la Wabasso cette exemption de taxes a été adopté à

l'unanimité par le conseil municipal. Le zèle des échevins et du maire de Trois-Rivières pour les ouvriers n'est pas moindre que celui du chef de l'opposition.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Grant (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession C.-H. Laurier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 88 concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Royal Trust Company**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Limites de Varennes**

**M. Messier (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Montréal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Quel bill est-ce là?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Oh, en fait, il y en a deux: l'un est le bill 100 et l'autre le bill 119, qui est le bill financier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** jette un coup d'œil sur le bill et dit que c'est le numéro 123.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Geo. Christie Canada Limited**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** argumente dans le même sens que précédemment.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Commissaires d'écoles de Pointe-aux-Trembles**

**M. Fillion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Entretien des routes, Saint-Hermas, comté des Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1935, pour copies authentiques de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932 jusqu'au 20 janvier 1935, relativement à l'entretien

des routes dans la municipalité de Saint-Hermas, comté des Deux-Montagnes, ou au cantonnier qui en a la surveillance. (Document de la session no 96)

**Taxes à Montréal,  
article du *Devoir***

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne sais pas si le représentant du *Devoir* a mal saisi la portée de nos paroles, si nous ne nous sommes pas exprimés assez clairement hier au comité, mais je puis dire en autant que le gouvernement est concerné, - et je crois que le chef de l'opposition sera de notre avis, - nous avons l'intention de laisser le conseil de ville de la métropole absolument libre d'imposer à Montréal les taxes qu'il jugera à propos. Nous voulons laisser au conseil municipal de Montréal la pleine responsabilité de venir devant nous discuter et demander les mesures qu'il croit nécessaires. Le gouvernement entend accorder à Montréal tout ce que le conseil de ville demandera.

En autant que ce côté-ci de la Chambre est concerné, nous dégageons notre responsabilité de vouloir imposer un système plus qu'un autre. Si Montréal veut avoir \$8,000,000 de taxes, si Montréal veut avoir un système de taxation, cela relève uniquement du conseil. La population lui a fait confiance. Il a été élu par le peuple et il est responsable au peuple. S'il juge à propos d'imposer de nouvelles taxes, c'est son affaire et nous ne nous opposerons pas. Nous dégageons entièrement notre responsabilité. Montréal est libre de se gouverner à son choix.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain..

Adopté.

La séance est levée<sup>2</sup>.

Mercier, qui fut retenu plusieurs jours à sa chambre par la grippe, revient en Chambre en ce moment et il est cordialement applaudi."

2. *Le Devoir* du 8 février 1935, à la page 1, écrit que la séance a duré une demi-heure; *L'Événement* et *La Patrie*, dans leur édition du 9 février 1935, respectivement aux pages 3 et 69, écrivent une vingtaine de minutes.

---

**NOTES**

1. *Le Soleil* du 8 février 1935, à la page 17, rapporte le fait suivant: "Le Dr Anatole Plante, député de

## Séance du mardi 12 février 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The Quebec Association  
of Seventh-Day Adventists**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que les règlements concernant la présentation et la réception des pétitions soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh Day Adventists, demandant une loi pour modifier sa charte, et que ladite pétition soit maintenant lue et reçue; que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh Day Adventists, demandant une loi pour modifier sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires;

- bill 24 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes;

- bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet;

- bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndicats d'écoles de ladite paroisse;

- bill 112 ratifiant le règlement no 6 de la municipalité de Grande Île.

**M. Samson (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Le Sun Trust Limitée et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company";

- bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis;

- bill 102 modifiant la charte de la cité de Lachine.

**Substitutions A. Prévost  
et M.-R.-V. Bernard**

**M. Bachand (Shefford)** propose appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que l'article 516 du Règlement soit suspendu, qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Adopté.

**M. Bachand (Shefford)** présente le bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Visites de maisons à louer**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)**, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), demande la permission de présenter le bill 179 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Publication d'avis municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 27 pour valider la publication de certains avis municipaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Explication.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Le Code municipal prévoit que tous les avis municipaux doivent être publiés en français et en anglais. La présente loi est pour valider certains de ces avis qui, par erreur, ont été publiés en une seule langue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Paiement des deniers prélevés**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), la permission de présenter le bill 178 modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **Dépenses de voirie, 19 George V, chapitre 32**

**M. Béïque (Chambly)**: Relativement à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie.

1. Depuis le 4 avril 1929, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: 1. \$11,461,406.39. Depuis la réponse donnée le 15 février 1934, la somme de \$1,317,062.51, dépensée pour des travaux de construction de chemins, a été, sur certificat de l'ingénieur en chef du département de la Voirie, porté au compte capital.

#### **Travaux de voirie, dépenses**

**M. Béïque (Chambly)**: Relativement à la réponse donnée par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), en date du 24 janvier 1935, et concernant tous les travaux de voirie faits dans la province, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1934 au 31 octobre 1934 inclusivement:

a. À part la somme de \$6,187,805.20, durant la dite période de temps, combien la province a-t-elle dépensé, à quelque titre que ce soit, pour travaux de voirie ou travaux dans les chemins, en cette province?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: Par le département des Mines: \$122,739.43.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)**: a. \$254,503.98 pour travaux de chemins faits par le ministère de la Voirie sur fonds du chômage.

\$380,437.56 pour travaux de chemins faits par le ministère de la Colonisation sur fonds du chômage.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**: Pour la partie concernant le ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

\$434,360.08 pour travaux de chemins ordinaires.

#### **Pont de l'Île d'Orléans**

**M. Élie (Yamaska)**: Relativement à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent:

1. Ces travaux sont-ils terminés?
2. S'ils ne sont pas terminés, quand seront-ils terminés?
3. En quoi consistent les travaux accessoires?
4. D'après les estimations du gouvernement, à combien s'élèvera le coût total de tous lesdits travaux?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)**: 1. Non.



2. Probablement au cours de l'été prochain.
3. Ceux qui se rattachent à ce pont, tels que forages, approche-nord et approche-sud au complet, bureau de la perception des péages et installation électrique.
4. Environ \$3,000,000.

**Hull,  
aide aux nécessiteux**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quelles étaient les sommes dues (réclamées mais impayées) à la cité de

Hull, pour dépenses encourues pour l'entretien des nécessaires, au 1<sup>er</sup> janvier 1935?

2. Pour quels mois et quels montants ces sommes sont-elles dues ou réclamées?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1.

et 2. Tableau des sommes réclamées dont le paiement n'a pu être effectué avant d'avoir tous les détails nécessaires de la municipalité pour fins de rajustement. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Réclamation du mois de:</i>	<i>Reçue le:</i>	<i>Montant:</i>
Juillet 1934	10 septembre 1934	\$17,821.33
Additionnelle à avril et mai 1934	10 septembre 1934	2,679.02
Additionnelle à avril, mai, juin et juillet 1934	29 septembre 1934	195.67
Août 1934	29 septembre 1934	15,843.68
Septembre 1934	6 novembre 1934	14,655.13
Octobre 1934	21 novembre 1934	21,561.64
Additionnelle à septembre 1934	21 novembre 1934	3,330.29
Additionnelle à octobre 1934	13 décembre 1934	3,383.38

**Dispensaires en opération,  
province de Québec**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien de dispensaires:

a. antituberculeux?

b. antivénériens?

c. de puériculture?

étaient en opération dans la province au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

2. Même question pour le 1<sup>er</sup> janvier 1931?
3. Même question pour le 1<sup>er</sup> janvier 1932?
4. Même question pour le 1<sup>er</sup> janvier 1933?
5. Même question pour le 1<sup>er</sup> janvier 1934?
6. Même question pour le 1<sup>er</sup> janvier 1935?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. a. Dispensaires fixes antituberculeux, pourvus du personnel et de l'équipement nécessaire, 1<sup>er</sup> janvier 1930: 18.

Même nombre en 1931, 1932, 1933, 1934 et 1935.

Depuis 1930, tous les comtés organisés en unités sanitaires ont été réunis au fur et à mesure en cinq districts et pourvus de cliniques ambulantes en charge de phthisiologistes experts qui visitent toutes les municipalités pour y faire du dépistage et de l'éducation antituberculeuse. Dans les plus importantes de ces municipalités comme Shawinigan-Falls, Grand'Mère, Saint-Jean, etc., il se donne en moyenne deux cliniques par mois.

b. Le 1<sup>er</sup> janvier 1930, il existait 70 centres de traitement des maladies vénériennes et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, nous en comptons 80. Ce nombre comprend les dispensaires proprement dits établis dans les hôpitaux généraux. Le traitement antivénérien est aussi donné dans les autres hôpitaux, maternités et crèches, hôpitaux d'aliénés, sanatoria pour tuberculeux, écoles de réforme et d'industrie, prisons.

De plus, dans les endroits éloignés de la province où il n'y a pas d'hôpital général ni de dispensaire, et dans le cas de malades indigents, la division des maladies vénériennes du service provincial d'hygiène fournit gratuitement aux médecins les médicaments nécessaires pour le traitement des syphilitiques.

c. Tous les dispensaires fixes antituberculeux au nombre de 18 sont aussi des dispensaires de puériculture. En outre, dans les villes de Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières, 77 cliniques de nourrissons sont réparties dans les différents quartiers.

Dans les trente-neuf comtés présentement organisés en unités sanitaires, il y a des cliniques de puériculture dans chaque municipalité, en charge des officiers médicaux des unités sanitaires dont les visites sont aussi fréquentes que nécessaires selon la population et ses besoins.

2, 3, 4, 5 et 6, répondus par 1a, b et c.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 7 février courant, sur la motion proposée le même jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Fisher (Huntingdon):** Le discours du budget présenté par le trésorier provincial, jeudi dernier, a été un profond désappointement pour le contribuable québécois déjà lourdement obéré et inquiet. Les citoyens de la province espéraient de la part du trésorier l'annonce encourageante et clairement exprimée d'un allègement à leur fardeau. Mais ils n'ont même pas eu une lueur d'espoir. Le trésorier s'est contenté, dans la première partie de ses remarques de faire un résumé des conditions générales du pays. Il a parlé de la surproduction du blé, des déficits des chemins de fer nationaux, du grand nombre des chômeurs dans le pays; il a même attiré notre attention sur la sécheresse qui a régné dans les provinces de l'Ouest. Tout cela est fort intéressant à lire.

Ce n'est pas l'intention de l'opposition de faire une revue des conditions générales du Canada, encore moins de tenter de résoudre le problème du change aux États-Unis. Nous sommes d'abord et avant tout intéressés aux conditions telles qu'elles existent dans la province de Québec auxquelles le trésorier se contente de faire simplement allusion dans la seconde partie de son discours.

Sur les conditions qui prévalent dans la province de Québec, le trésorier provincial est très optimiste: "La province de Québec a participé à l'amélioration générale des affaires. En certains cas elle en a profité dans une plus grande mesure qu'aucune autre province du dominion". Si tel est le cas, nous tenons à souligner au trésorier provincial que cette amélioration est due au travail, à l'économie, à la loyauté, à la persévérance et à l'intégrité qui sont l'apanage des citoyens de la province de Québec plutôt qu'à toute direction constructive, qu'à la précision que le gouvernement provincial a pu leur donner. Le trésorier provincial nous a parlé des mines d'or. Il déclare que Québec est en importance, le second grand producteur d'or au Canada. Le monde le sait et il n'est pas besoin de le répéter.

On ne peut blâmer le gouvernement de n'avoir pas fait l'impossible, mais nous croyons qu'il est responsable de son manque de prévision et de sens commun, dans le développement de cette

grande richesse naturelle. Ainsi, il y a des années, on découvrait des mines d'or dans la province d'Ontario, dans les districts de Porcupine, Kirkland. Chacun sait que des filons se retrouvent à certaines latitudes. Mais le gouvernement provincial de Québec, apparemment, ignorait ce fait. Cependant les filons de minerais ontariens s'étendaient dans la province de Québec. Et le développement minier québécois, grâce à l'incurie du gouvernement, n'a commencé que plusieurs années après celui d'Ontario, ce qui a entraîné une perte considérable pour notre province.

Lorsque les mines québécoises ont été découvertes suivant le développement rationnel des données géologiques le gouvernement de Québec, s'est empêtré dans une chicane avec la province d'Ontario au sujet du T. N. & O. Ry, chicane qu'il a portée jusqu'au pied du trône et perdue, tout comme il avait perdu le Labrador. Pendant que le gouvernement provincial plaidait, le gouvernement d'Ontario récoltait les fruits de sa politique minière.

Même aujourd'hui, avec les vastes champs miniers aurifères québécois dont le gouvernement s'enorgueillit, il n'y a pas encore de voies de communication entre ces mines et nos villes québécoises, avec le résultat que tous les matériaux, les vivres, provisions, vêtements nécessaires à ces régions sont achetés en Ontario, au détriment de la province de Québec.

Bien plus, ce n'est qu'en 1930 que la province de Québec a organisé un bureau géologique pour aider notre industrie minière. On a alors constaté qu'il n'y avait pas de géologues disponibles dans la province, et il a fallu les faire venir d'ailleurs. Ces délais apportés par le gouvernement a non seulement retardé le progrès de notre industrie minière, mais il a augmenté et aggravé les souffrances de la population pendant la crise.

Le trésorier provincial nous a parlé aussi de nos forêts et de nos pêcheries. M. l'Orateur, nous, de l'opposition, nous admettons que cette province a reçu un merveilleux héritage en mines, forêts, pouvoirs d'eau, terres arables, et surtout une population industrielle et courageuse. Le gouvernement se vante constamment de ces richesses et de leur développement. Les revenus en sont énormes, et tout naturellement nous comptons qu'ils seront dépensés sagement, car on demande beaucoup à qui beaucoup a été donné.

Le gouvernement tente de comparer Ontario avec Québec, mais nous prétendons M. l'Orateur qu'une telle comparaison est inexacte, car la

province de Québec possède des richesses beaucoup plus considérables que celles de toute autre province au Canada. Si ces ressources naturelles avaient été utilisées d'une manière efficace, la situation actuelle des citoyens de cette province serait moins grave. Nos aïeux ont protégé et maintenu ce domaine public pour le transmettre à la postérité comme un héritage d'une richesse incomparable. Mais le gouvernement provincial a exploité et dissipé ces richesses naturelles qui étaient notre patrimoine, non pour le bien de la population, mais pour enrichir des capitalistes dont un grand nombre sont des étrangers. M. l'Orateur, un gouvernement vaut par ses œuvres.

Quelles ont été ces œuvres?

Car malgré tous les trésors forestiers et minéraux qu'il avait à sa disposition dans cette province, le gouvernement ne peut pas trouver quelques grains de riz à celui qui les demande; il a laissé la population périlcliter. Si le gouvernement ne change pas immédiatement de politique, il plongera la malheureuse population de cette province dans une sottise malade, comme la chose est arrivée dans l'Europe centrale. La nature donne un nid et des plumes à l'oiseau, un terrier au renard, alors que nous voyons les enfants et les jeunes gens de cette province souffrir de dénuement, manquer de nourriture au milieu de l'abondance, faute d'une administration diligente. Les grandes erreurs entraînent leurs conséquences, tout comme les petites. Nous offrons une critique saine, sans autre désir de remplir notre devoir d'hommes publics.

Nous de l'opposition, regrettons et reprochons au trésorier qu'il n'ait pas parlé dans son discours sur le budget, de notre grand actif: notre jeunesse, notre capital humain. Nous, conservateurs, nous voulons faire la place large à la jeunesse de notre province, dont les cœurs battent d'espoir, d'ambition et des plus nobles aspirations qui n'attendent que l'occasion pour faire sa part du travail commun, pour faire œuvre durable. Mais le gouvernement actuel fait la sourde oreille à leurs demandes à leurs appels. Nous affirmons, M. l'Orateur, qu'une telle attitude de la part du gouvernement les condamnera à une dissolvante inaction. Et cependant, ces jeunes ont été éduqués avec soin; ils ont des esprits vigoureux, et ils ne demandent qu'à prendre leur place dans la vie. Mais ils n'ont rien à faire, et tout chemin leur est fermé. Et le gouvernement se lave les mains de toute responsabilité envers eux.

Il est temps que ce gouvernement, ivre de puissance et qui a perdu tout sens de ses responsabilités, se réveille. Nous suggérons qu'au lieu d'augmenter la dette, ce qui alourdira le fardeau

que notre jeunesse devra payer, il supprime les dépenses inutiles et organise une politique constructive pour aider notre jeunesse.

En examinant l'état financier de notre province, tel que présenté par le budget, nous constatons que le trésorier est dans la même situation que Christophe Colomb qui en partant d'Espagne ne savait où il allait. Quand il a touché terre, il ne savait pas où il était, et quand il est retourné en Espagne, il ne savait pas où il était allé.

La situation, telle que révélée par le trésorier provincial, donne lieu à de sérieuses inquiétudes. La dette, sans cesse grossissante de la province, paralyse la reprise économique. Les services des intérêts et de l'amortissement absorbent une grande partie du revenu provincial.

Et en même temps que la dette publique augmente, la taxe suit la même courbe ascendante. L'orgie de dépenses à laquelle le gouvernement s'est livré est une lourde hypothèque, non seulement sur les générations futures, mais elle prend, à l'heure présente, toutes nos ressources disponibles. À la lumière des faits présentés par le budget, nous sommes engagés sur la route de la ruine. Aucun gouvernement ne peut continuer à dépenser comme fait le présent gouvernement et ne pas aller à la banqueroute.

Le gouvernement actuel, taxe, emprunte et dépense, hors de proportion, avec notre capacité à payer. A moins que nous ne mettions fin à cette politique, nous ne pouvons espérer en une amélioration financière. Il faudra des générations pour acquitter la dette que le gouvernement actuel a contractée. Le trésorier provincial se vante d'avoir fait des emprunts parce que le taux d'intérêt est peu élevé. Mais je demanderais au trésorier s'il est bien sincère.

Le temps du camouflage est passé. Il fait équilibrer le budget gouvernemental en réduisant les dépenses au lieu d'emprunter ou de taxer davantage. Le premier ministre avait pourtant répété plusieurs fois et assuré la population de cette province qu'il n'y aurait de taxes nouvelles. Or, nous voyons que les nouvelles taxes sont sur le programme de la nouvelle législation.

Lorsque nous examinons les *Comptes publics* et que nous additionnons les sommes actuellement dues, qui sont des obligations directes, sans tenir compte des comptes courants qui se chiffrent à des millions de piastres et qu'on ne mentionne pas en détail d'ailleurs, nous en arrivons à une somme considérable.

Ainsi:

Dette fondée nette .....	\$ 98,020,254
Emprunts temporaires .....	13,500,000
Obligations garanties par le gouvernement.....	13,100,000
Octrois spéciaux à même les fonds publics.....	16,732,897
Banque Nationale.....	<u>13,417,399</u>
Dette totale de la province : .....	\$154,766,345

Pour obtenir une idée vraie de la dette de notre province, nous devons aussi y ajouter la dette municipale et la dette scolaire, qui ont monté à des hauteurs fantastiques au cours de la dernière décade. Le gouvernement actuel doit en être tenu responsable, car le département des Affaires municipales dont le premier ministre est le chef, a autorisé tous ces emprunts.

Les statistiques nous apprennent que la dette scolaire est actuellement de \$120,640,247, soit une augmentation de cinquante millions en dix ans.

La dette municipale a atteint \$497,676,406, soit une augmentation de \$250,000,000, en dix ans.

Pour résumer, si nous totalisons les dettes, nous arrivons au calcul suivant:

Dette fondée nette de la province.....	\$154,766,345
Dette scolaire .....	120,640,247
Dette municipale .....	<u>497,676,406</u>
Dette totale : .....	\$773,083,208

Le trésorier provincial nous dit que la province de Québec a la plus basse dette par tête de population, dans tout le pays, l'Île du Prince Édouard exceptée.

Or, le 29 août 1934, le journal *La Presse*, très sympathique au gouvernement actuel, publiait les dettes relatives des provinces, par tête de population, comme suit:

	Par tête
Nouveau-Brunswick .....	61.63
Québec .....	161.27
Ontario .....	158.82
Manitoba .....	132.08
Saskatchewan .....	67.54
Alberta.....	120.41
Colombie-Anglaise .....	248.80

Et lorsque nous considérons le grand nombre de chômeurs, la vaste armée des citoyens qui ont

perdu toutes leurs économies en les plaçant dans les compagnies frauduleuses autorisées par le gouvernement à voler la population, quand nous considérons le grand nombre de nos gens qui ne peuvent rien contribuer pour le paiement de notre dette, nous devons en arriver à la conclusion que cette dette énorme tombe sur une petite partie de notre population.

La meilleure façon de déterminer l'augmentation considérable de notre dette provinciale, c'est d'examiner la somme des intérêts que nous payons annuellement. Il y a 20 ans, soit en 1914, l'intérêt payé sur la dette de la province de Québec, se chiffrait à \$998,411, ce qui signifie que, pour chaque piastre, le contribuable payait 7 cents d'intérêt au trésorier de la province.

En 1924, le service des intérêts sur la dette était de \$2,424,747, soit 10 cents sur chaque piastre payée par le contribuable au trésor. En 1932, lorsqu'un nouveau trésorier a été nommé, il y eut un regain d'optimisme. On s'attendait qu'il garderait plus jalousement le trésor public. Or, en 1932, le service des intérêts atteignait la somme de \$4,033,685, soit 14 cents par piastre payée au gouvernement en taxes.

En 1933, l'intérêt montait à \$7,278,702, soit 22 cents par dollar de taxe que paie le contribuable. Voilà de magnifiques finances vraiment! Le service des seuls intérêts pour l'année courante sera de \$8,256,682, soit 30 cents par chaque piastre payée en taxe par les contribuables. Pour résumer, depuis l'entrée en fonction du présent trésorier provincial, la somme annuelle payée en service d'intérêts sur la dette a plus que doublé.

Maintenant, quand nous constatons la somme considérable de taxes payées annuellement par les contribuables, rien que pour l'intérêt, quand les comptes ordinaires de la province indiquent des déficits de plus de douze millions de dollars en deux ans, déficits qu'il nous faut rencontrer avec des emprunts, sans compter les taxes nouvelles qui se chiffrent pour ces deux années à plus de \$13,000,000, la situation n'est guère encourageante.

Nous demandons donc au trésorier, avant d'imposer de nouvelles taxes à la population déjà surchargée, de diminuer le coût de l'administration. Depuis 1930, le coût de l'administration a augmenté de \$2,009,649 à \$2,635,411, alors que le revenu provincial a diminué de \$43,585,140 à \$28,283,503, soit de 40 %.

Il est temps de mettre fin à cette frénésie de dépenses, de considérer la pauvreté et la misère qui assiègent notre province, de penser au cultivateur qui

peine et travaille à la sueur de son front pendant 12 et 14 heures par jour, pendant six jours de la semaine, et dont le revenu est pratiquement nul, de penser aux milliers de collets blancs qui cherchent vainement un emploi, aux professionnels, médecins, avocats et autres qui attendent du pain. De pareilles conditions dans une province si riche sont telles que tout citoyen qui a du sang dans les veines doit s'indigner et protester.

Nous de l'opposition, nous croyons qu'il est grand temps de diminuer les dépenses d'administration, pour correspondre aux revenus diminués de cette province. Il faudrait réorganiser entièrement le service civil dans cette province, abolir les départements inutiles ou désuets, réajuster les salaires des employés qui sont plus que grassement payés. Le gouvernement devrait imposer ces économies avant d'imposer un autre sou de taxe.

Le trésorier provincial s'est vanté que la province avait pu emprunter au plus bas taux d'intérêt qui soit au Canada. Même à bas intérêt, c'est de mauvaise administration que d'emprunter sans cesse et de dépenser l'argent de façon extravagante et inutile. Il y a une grosse différence entre les emprunts pour des fins constructives et les emprunts pour maintenir des équipes de fonctionnaires superflues.

Dans son rapport, la maison Price & Waterhouse a recommandé que tous les argents perçus par le gouvernement aillent au fonds consolidé du revenu. Le gouvernement persiste à maintenir des comptes séparés. Ainsi le fonds de l'assistance publique fait l'objet d'une comptabilité séparée. D'après les comptes publics de l'an dernier, il y a eu au fonds de l'assistance publique un déficit de \$1,941,948. Autrement dit, le gouvernement devait à diverses institutions de charité, cette dite somme, à la fin de l'année.

Il est regrettable que le gouvernement recoure à des moyens si méprisables pour ne pas payer ses dettes à nos institutions, afin de montrer un déficit apparemment moins élevé. Si le gouvernement avait payé ce qu'il devait à ces institutions, dettes d'honneur, le déficit à la fin de 1934 aurait été de \$7,646,422, au lieu de \$5,594,473, tel qu'admis par le trésorier provincial. C'est une méthode facile de masquer un déficit, que de ne pas payer ses dettes.

En parlant de l'industrie agricole, le trésorier est heureux de constater que la valeur des récoltes est passée de \$67,500,000 en 1933, à \$97,500,000 en 1934.

En passant en revue la grande industrie agricole, le trésorier provincial est encouragé du fait

que la valeur des récoltes a augmenté de \$67,500,000 en 1933 à \$97,500,000 en 1934. Mais examinons plutôt *l'Annuaire statistique* concernant les superficies cultivées en 1922 et 1933:

	1922 Acres	1933 Acres
Blé du printemps.....	145,047	58,200
Avoine .....	2,252,016	1,718,000
Orge .....	155,578	130,800
Seigle .....	18,746	5,100
Haricots.....	29,812	3,900
Pois .....	64,096	18,900
Sarrasin .....	167,185	135,400
Maïs .....	53,379	.....
Grains mélangés .....	139,697	109,200
Lin.....	5,880	1,800
Pommes de terre .....	206,234	133,100
Navets, betteraves, etc. ...	48,812	36,400
Foin et trèfle.....	3,998,036	3,384,000
Maïs à moulée.....	120,592	44,200
Luzerne .....	30,200	5,700
	7,435,310	5,784,700

Source: *Annuaire Statistique*, Québec, 1935, pages 260 à 262.

Cela parle de soi et nous montre à quel point l'agriculture a chuté en l'espace de 10 ans.

Le trésorier a dit aussi que le principal problème du Canada était de maintenir sur la terre ceux qui y sont déjà. C'est vrai, mais l'aide doit être appréciable. Le trésorier dit qu'il veut le faire dans la limite raisonnable de ses ressources, qui sont fort maigres. Le gouvernement, dont le trésorier fait partie, est au pouvoir depuis 38 ans. Pendant cette période, le gouvernement a toujours eu une grosse majorité au parlement et aurait pu prendre toutes les mesures qu'il jugeait nécessaires.

L'opposition, au cours de ces années, n'a cessé de signaler au gouvernement, que notre agriculture périssait. On lui répondait que tout allait bien, dans le domaine agricole. Comme question de fait, au cours des deux dernières années, les subsides à l'agriculture ont été réduits de \$1,600,000. au moment où, dans les autres pays, on reconnaissait le besoin d'augmenter l'aide à l'agriculture.

D'après la déclaration du trésorier, seulement 8.78 % sont allés pour aider l'agriculture. Encore si cette proportion était allée à l'agriculteur, mais 60 % de cet argent va en salaires, gages, dépenses

d'administration, ce qui laisse 40 cents par piastre qui vont aux cultivateurs. Nous demandons alors s'il n'est pas temps de réorganiser ce département, de supprimer les parasites et les inutiles qui vivent aux dépens des cultivateurs.

Le trésorier nous dit que les revenus, jusqu'à date, sont à peu près les mêmes que l'an dernier. Cependant il prévoit pour l'année prochaine un revenu ordinaire plus élevé de \$5,000,000 que celui de l'année précédente. Sur quoi se base-t-il pour faire telle prédiction. Veut-il laisser entendre qu'il va augmenter les taxes? Ou bien fera-t-il des prédictions aussi heureuses que celles des années passées. Nous nous rappelons qu'en 1932 il a prédit un surplus de \$158,786, qui a tourné en déficit de \$584,702. En 1933, il avait prédit un surplus de \$187,290 qui s'est transformé en déficit de \$4,840,907. En 1934, il a prédit un surplus de \$62,214; il a eu un déficit de \$5,594,473.

Pour 1935, le trésorier prophétise de nouveau et il anticipe un déficit de \$2,296,915. Si le public doit se fier aux prophéties passées du trésorier, il devra anticiper un déficit d'au moins dix millions de dollars.

Le trésorier nous parle du bon travail de la Commission de l'industrie laitière. Ce n'est pas notre intention de critiquer le travail d'aucune organisation qui cherche à aider les cultivateurs de cette province. Nous dirons seulement que la Commission doit aider les cultivateurs qui perdent chaque mois de grosses sommes d'argent pour fausse pesée de leur lait. Il n'y a aucun contrôle sur les pesées faites par les distributeurs. Un autre point: Nos cultivateurs, qui paient pour le maintien de la Commission, sont obligés de garder de grandes quantités de lait chaque semaine du marché de Montréal, avec grandes pertes pour les expéditeurs, alors que l'on permet aux cultivateurs ontariens d'envoyer leur lait sur le marché de Montréal. Ces cultivateurs ontariens ne paient pas un sou pour le maintien de la Commission. Il semblerait à tout le moins juste de faire passer d'abord nos cultivateurs.

D'après la loi, la Commission est obligée d'exiger une garantie de chaque distributeur de lait, afin d'assurer le paiement entier aux cultivateurs pour leur lait. La Commission a négligé de le faire avec la conséquence que, depuis la création de la Commission, neuf de ces établissements sont allés en banqueroute et ont fait perdre \$303,048 avec, et nos cultivateurs, qui étaient fournisseurs, ont perdu dans plusieurs cas, deux ou trois mois de lait. Le gouvernement qui avait donné l'assurance aux cultivateurs qu'ils seraient protégés devrait rembourser cette perte due à la négligence de la Commission.

Le trésorier provincial a omis de parler de la Commission des liqueurs, au cours de ses remarques. Cependant dans un article à la revue annuelle financière du *The Gazette*, il déclare que la diminution de revenu était due à la tempérance, la sobriété de la population, autrement dit au fait qu'on vendait moins de liqueurs alcooliques. Nous sommes au courant que le profit tiré de la vente des liqueurs alcoolique a été pendant plusieurs années le rempart du gouvernement. Cela en dit long sur l'électorat de la province. Nous dirons en terminant que ce qui est écrit dans le ciel nous annonce une ère nouvelle, car la sobriété d'une nation, c'est son salut économique.

**M. McDonald (Pontiac):** M. l'Orateur, en écoutant l'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) critiquer le gouvernement de la province, il me semblait que ses reproches étaient dirigés contre le gouvernement d'Ottawa, composé de ses amis politiques et qui est responsable des erreurs que mon honorable ami a énumérées.

(Applaudissements à droite)

Le député de Huntingdon a blâmé le gouvernement de Québec disant qu'il n'a pas développé nos mines assez tôt. Le gouvernement ne mérite pas ce reproche. Son administration minière est parfaite. Les prospecteurs et les découvreurs ont à leur disposition les services d'hommes avertis au Bureau des mines.

Le député de Huntingdon a parlé des pêcheries de Québec. J'étais à Ottawa, il y a quinze jours. J'ai assisté à une séance de la Chambre, et j'ai entendu un orateur féliciter la province de Québec pour ce qu'elle fait pour les pêcheurs. Les députés des provinces maritimes à Ottawa ont loué l'administration des pêcheries dans notre province et ont dit que le système en vigueur dans Québec en appelle au jugement de tous, par sa logique.

Si on ouvre les comptes publics et que l'on voit ce que le gouvernement a payé pour l'aide au chômage, l'encouragement aux cultivateurs et aux pêcheurs, on est vraiment émerveillé.

De 1930 à 1933, il a été dépensé \$55,000,000 dans la province de Québec en secours directs, en travaux publics et en aide au chômage. De ce montant le gouvernement de la province a dépensé \$21,000,000, tandis que le gouvernement fédéral ne dépensait que \$16,000,000<sup>1</sup>. La somme de \$38,000,000 dépensée, et par le gouvernement, et par les municipalités, est plus considérable de plus du double que celle du chef du député de Huntingdon (M. Fisher) à Ottawa, M. Bennett, qui avait pourtant promis en 1930 de mettre fin au chômage ou de périr à la tâche!

(Applaudissements)

Il n'a pas mis fin au chômage; la situation s'est empirée. Pour ce qui est de l'altération, c'est un problème qui sera réglé plus tard et d'une manière sûre.

Le gouvernement fédéral, qui s'est fait voter \$40,000,000 pour l'exécution de grands travaux publics pour remédier au chômage, n'en a dépensé que \$7,000,000. Je n'hésite pas à dire que le gouvernement fédéral spéculé sur la misère du peuple, par des promesses et des demi-mesures, au lieu de la soulager.

(Applaudissements à droite)

Le député de Huntingdon a parlé des dettes des corporations scolaires. Ces dettes ont été contractées par des corporations scolaires pour la construction de nouvelles écoles nécessaires au progrès éducatif du peuple. Le gouvernement ne devrait se faire reprocher d'encourager l'éducation. Si les corporations n'avaient pas construit d'écoles, le député de Huntingdon et ses amis critiqueraient quand même.

Évidemment, on ne peut satisfaire tout le monde et son père, et le gouvernement est conscient d'avoir rempli tout son devoir en nommant la commission municipale qui veille sur les corporations scolaires, comme sur les corporations municipales.

C'est un vieux refrain que le député de Huntingdon a entonné en parlant de la dette comparative des provinces d'Ontario et de Québec. Il devrait savoir que la dette d'Ontario est de \$600,000,000, tandis que celle de Québec n'est que de \$118,000,000.

Le développement de l'industrie minière dans la province de Québec est très encourageant, quoiqu'en dise le député de Huntingdon. Des développements sensationnels se sont faits dans le nord-ouest québécois depuis quelques années. L'an dernier, plus de 3,500 hommes ont profité d'environ 573,000 jours de travail et ont été payé plus de \$5,000,000 en salaire. Ces chiffres pourraient aisément être doublés, si l'on tenait compte également des industries alliées.

De 1927 à 1934, le nord-ouest de la province de Québec a produit en or, en argent, en cuivre et en zinc, pour une valeur de \$90,000,000, d'après le rapport du ministre des Mines (l'honorable M. Perrault). En 1934, la production de l'or, à elle seule, a atteint \$33,000,000. Seule la province d'Ontario a une production supérieure à la nôtre. Pourtant la production minière de l'Ontario est plus vieille de 20 ans que celle de Québec.

L'administration de Québec serait bien avisée d'ouvrir de nouvelles routes pour relier plus directement

les mines du nord-ouest de la province aux centres industriels et commerciaux de l'est. Le développement de notre industrie minière aidera au mouvement de retour à la terre lancé par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin). Car il y a autour des districts miniers des terres propres à la culture.

Il (M. McDonald) cite les témoignages rendus à l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Stockwell) par toute la presse de la province.

Connaissant l'honorable trésorier provincial personnellement, je sais que les éloges qu'on lui a décernés sont mérités.

(Applaudissements à droite)

Le premier ministre peut s'attendre à une majorité considérable de la population lorsque sonnera l'heure du prochain scrutin.

(Applaudissements)

Il termine en soulignant à quel point la province, dans une situation des plus favorables économiquement et financièrement parlant, est comparable aux autres parties du dominion.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** J'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh non! Il me semble que nous devrions continuer le débat. Continuons!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parlant sur la motion d'ajournement, je crois que ce débat sur le budget pourrait attendre. Nous sommes à étudier un budget pour l'exercice financier qui commence le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Il n'y a donc aucune raison d'en précipiter l'étude. Rien ne presse. Nous avons du reste sur le *Feuilleton*, depuis des semaines, un grand nombre de mesures importantes que nous pouvons étudier tout de suite, car elles ont pour but de permettre à la province de faire face aux problèmes de l'heure.

Le gouvernement refuse de les étudier ou de s'en occuper. Parmi celles-ci, il y a les bills du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) sur les indemnités des accidentés, et du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) décrétant l'âge des bénéficiaires de ces indemnités. Il est plus important de les étudier tout de suite que de se perdre dans des discussions sur les crédits qui seront nécessaires dans quatre mois.

Il (M. Duplessis) cite un nombre de projets de loi, de motions et de questions de l'opposition, toutes d'importance immédiate, dit-il, pour la population.

Je demande au gouvernement, au nom de la justice et au nom de la courtoisie élémentaire que nous prêche l'honorable premier ministre, de consentir à l'ajournement du débat. Ce dernier a un personnel considérable à sa disposition pour faire sa besogne, tandis que l'opposition n'est pas nombreuse, n'a qu'un personnel restreint, et a un travail considérable à faire. J'espère que le gouvernement se rendra à notre demande légitime.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

C'est très bien, mais on ne peut ajourner indéfiniment le débat sur le budget.

L'honorable trésorier provincial (M. Stockwell) a prononcé son discours du budget jeudi après-midi. Le député de Huntingdon (M. Fisher) a demandé l'ajournement du débat et l'a obtenu. Le député de Huntingdon était prêt. Le député de Pontiac (M. McDonald) était prêt. Mon honorable ami le chef de l'opposition ne peut pas se plaindre que nous ne lui avons pas donné tout le temps voulu pour se préparer. Il a fait un discours évidemment très intéressant. Il a repassé tout l'ordre du jour. En ce qui concerne les mesures qui sont sur le *Feuilleton*, nous en avons commencé l'étude, en avons étudié la plus grande partie, et nous avons même disposé de quelques-unes d'entre elles.

Il nous a répété la même chose pour la centième<sup>2</sup> fois depuis le début de la session. Nous avons un projet de loi au *Feuilleton*, au sujet de la loi des accidents du travail qui sera distribué demain, probablement. Cette loi est beaucoup plus complète que celle que l'opposition a fait inscrire au *Feuilleton*. En attendant, nous voulons disposer du discours du budget. Nos honorables amis de la gauche ont eu une semaine pour se préparer, et ils ne devraient pas se plaindre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lorsque l'ajournement d'un débat est proposé par un député ministériel, l'honorable premier ministre y consent. Pourquoi nous la refuser? Pourquoi toujours deux poids deux mesures? Le premier ministre est toujours prêt à admettre que ses partisans ont raison et que les députés de l'opposition ont tort, dût-il se contredire.

Les trois-quarts des motions et des questions du *Feuilleton* viennent de l'opposition. Les députés oppositionnistes sont venus à la session bien préparés. Quant au discours du budget, il n'y a pas sept jours encore qu'il a été prononcé. Il faut laisser à l'opposition le temps de se documenter. Le gouvernement de son côté devrait être prêt à

présenter et à discuter sur-le-champ ses projets de loi. Il y a un mois que la session est convoquée et que les députés siègent. Pourquoi ne pas ajourner le débat sur le budget pour étudier les autres postes du *Feuilleton*?

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** La motion d'ajournement est-elle adoptée?

**Des voix ministérielles:** Non! Non!

**Des voix de l'opposition:** Oui! Oui!

**M. Béique (Chambly)** poursuit le débat sur le discours du budget<sup>3</sup>.

Depuis le 9 juillet 1920, le gouvernement actuel subsiste et survit à ses abus. "Tout régime après 15 ans de pouvoir disait Laurier, est gangrené et il faut le remplacer". "S'il eût connu le régime Taschereau, Sir Wilfrid aurait fixé pour l'opération un temps beaucoup plus court", ajoutait avec justesse l'honorable chef de l'opposition.

La façon la plus heureuse et la moins dispendieuse de rappeler pratiquement que ce régime est vieux de 15 ans consiste à y mettre fin, et c'est d'ailleurs le cadeau utile que le peuple de cette province se propose de s'offrir pour commémorer proprement un tel anniversaire.

Le quinzième budget que présente le gouvernement est une pièce à conviction contre l'impuissance, l'insuffisance et l'incompétence ministérielles, contre la routine, l'à-peu-près et la négligence chronique érigés en système contre l'autocratie révoltante, le favoritisme effréné - avec le népotisme comme spécialité, - et contre l'abus universel poussé cyniquement jusqu'au scandale. Le quinzième budget est un aveu arraché au gouvernement par la réalité des faits; c'est le bilan déposé des ruines accumulées par la politique du laissez-faire et du laissez-nous faire.

Vraiment, M. l'Orateur, tout bon citoyen peut-il, sans une tristesse profonde, jeter un regard en arrière sur les 15 dernières années et contempler de sang-froid cette néfaste période de reculs, de faillites et de trahisons? Nos adversaires, quelle que soit leur désinvolture, le peuvent-ils sans honte?

Dans le domaine national, économique et social, qu'ont-ils fait? Partout, c'est le piétinement sur place et, partant, la reculade. C'est la session humiliante de notre emprise sur le sol de nos campagnes, sur le coin de rue stratégique de nos centres urbains. Partout, c'est le chiendent de la routine ministérielle, conquérant et destructeur qui



étouffe le bon grain semé par nos pères d'une main large, forte, généreuse, débordante de foi en l'avenir.

Dans la sphère où se meut la noble foule de la classe ouvrière, qu'ont fait nos gouvernants arriérés? Des milliers et des milliers de travailleurs paisibles sont devenus des chômeurs inquiets et, au milieu des richesses naturelles dont la divine Providence nous a, pour ainsi dire, accablés, ils errent, découragés, désorientés, décontenancés, à la recherche d'un emploi, d'un morceau de pain et d'une faible lueur d'espérance.

Pour les fils des ouvriers, pour les fils de cultivateurs, pour les fils de colons, pour les fils des industriels, pour les fils des commerçants et pour les fils des professionnels, qu'a fait le gouvernement pendant ses 15 années de pouvoir ou plutôt d'abus de pouvoir? Qu'a fait pour la jeunesse de notre province, le vieux régime gangrené? Du tort! Du mal! Un tort incalculable, un tort inappréciable! Un mal difficilement réparable, un mal peut-être irrémédiable!

**Une voix ministérielle:** Tout cela est très sérieux.

**M. Béique (Chambly):** Dans le domaine des finances provinciales, qu'a fait le régime actuel à mesure qu'il vieillissait et qu'il se gangrenait toujours davantage? La nuit, la nuit opaque, la nuit complète, la nuit favorable à ceux qui cherchent la complicité de la noirceur, la nuit de plus en plus ténébreuse pour cacher des décrépitudes de plus en plus accentuées et des plaies de plus en plus repugnantes.

Incompétence dommageable, incurie coupable, inaction condamnable, abus intolérables; voilà résumée et qualifiée par quatre substantifs et quatre adjectifs l'œuvre du gouvernement Taschereau.

Où en sont les finances provinciales? Le moins empressé à répondre à cette question, c'est le gouvernement.

Le rapport de l'auditeur de la province, pour l'exercice 1933-34, trahit un état de choses pour le moins irrégulier. "C'est la première fois, déclare M. Edgar Vézina, que le trésorier soumet à la Législature des comptes publics établis d'après les revenus et les dépenses". Auparavant, il était établi d'après les recettes et les déboursés, contrairement à l'article 14 du chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec 1923.

L'opposition, et tout particulièrement son chef actuel, avaient à maintes reprises et avec

vigueur, dénoncé cette violation flagrante de la loi qui enveloppe d'épaisses ténèbres la comptabilité ministérielle, empêche de voir clair dans la situation financière et qui enlève pratiquement tout contrôle des deniers publics aux représentants du peuple. "En 1930, de déclarer l'auditeur Vézina dans son rapport daté du 19 décembre 1934, je recommandais à l'honorable trésorier de la province que le système de comptabilité fût tenu d'après les revenus et les dépenses, tel que l'exige l'article 14, chapitre 21, S.R.Q. 1925. Cette recommandation fut approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté ministériel no 2166, du 8 septembre 1932. En 1934, ajoute l'auditeur, c'est la première fois que l'état des revenus et des dépenses est soumis à la Législature.

Vous avez entendu, M. l'Orateur. En 1930, l'auditeur de la province demande au trésorier de la province, qui était alors l'honorable premier ministre lui-même, de rendre ses comptes à la Législature, conformément à la loi, non d'après les recettes et les déboursés, mais d'après les revenus et des dépenses. Il appartenait au premier ministre, procureur général, de passage à la trésorerie, de prêcher l'exemple et d'y laisser l'empreinte de sa détermination à faire respecter la loi. Sans doute, l'auditeur y comptait-il beaucoup.

Le premier ministre, procureur général, directeur de compagnies anglaises, américaines et même canadiennes, avait été très vif, on s'en souvient, à légaliser les empiètements d'une compagnie étrangère qui avait agi chez nous illégalement et sans droit. Le premier ministre, trésorier provincial, fut plus lent à légaliser la comptabilité du département dont, à cause de l'échec G. W. Scott, il avait momentanément la direction. Il temporisa. Deux ans après, en 1932, on fit passer un arrêté ministériel pour régulariser la situation. Deux autres années s'écoulèrent et, en 1934, son successeur au trésor nous arrive avec des comptes établis apparemment plus en conformité avec la loi. Enfin!

Vous le constatez, M. l'Orateur, c'est à reculons que le premier ministre entend sortir du bois. C'est en petite vitesse qu'il s'éloigne des chemins archi-battus de la routine. Ses proches lui disent qu'il est le chef du Parti libéral en cette province. Un problème se pose. Actuellement, dans Québec, il y a un parti libéral qui passe pour être exclusivement et sauvagement familial. Par contre, un parti libéral se proclame avant tout, envers et contre tous, national.

Il est évident que le premier ministre est le chef incontesté du parti libéral familial, lui qui trouve répréhensible chez un homme public de susciter la

prospérité resplendissante de sa famille et les intérêts variés de son entourage, à l'avenir menacé de la province et à l'intérêt supérieur de ses concitoyens. Quoi qu'il en soit, et pour revenir à la chose publique, ce n'est certainement pas le chef du parti libéral familial qui hissera le drapeau au mât ou mieux au ...<sup>4</sup> des réformes utiles et au progrès profitable à toute la communauté. Il y en a qui sont irrémédiablement convaincus que le soleil ne luit pas pour tout le monde.

Ce changement retardataire dans le système de la comptabilité apporté *in extremis* comme une clause du testament, par le vieux régime gangrené et moribond, signifie une éclatante victoire remportée par l'opposition, après une longue lutte aussi constante que courageuse. Combien de fois n'avons-nous pas entendu notre chef infatigable déclarer dans cette Chambre que, pour connaître de 12 mois en 12 mois la vraie situation financière de la province, il fallait d'abord commencer par savoir ce que, du 1<sup>er</sup> juillet d'une année au 30 juin suivant, avaient été les revenus réels et les dépenses exactes de la province?

Cependant, le système de comptabilité qui consiste à tabler sur les recettes et les déboursés plutôt que sur les revenus et les dépenses, n'est pas propice à la manipulation des chiffres. Il favorise les acrobates ministériels, passés maîtres et devenus des étoilés dans l'art de jongler avec le bilan. Il permet aux administrateurs-charlatans de faire miroiter sur les tréteaux politiques des surplus de fer blanc, surplus fictifs, surplus faux, surplus forgés, surplus truqués. Ce système illégal, le gouvernement l'a maintenu et il en a abusé pendant 14 ans.

Pourtant, le tissu est cousu de fil blanc. Pour avoir un surplus de tel ou tel volume, selon les besoins électoraux, il s'agissait simplement de payer après le 30 juin des dettes dues avant le 30 juin et d'obtenir, avant la fin de l'exercice fiscal, de certaines compagnies qui avaient obtenu du gouvernement des avances, des droits et des taxes qui n'étaient percevables qu'au cours de l'année financière suivante. Et c'est ainsi que le vieux régime a joué avec le surplus, tel un bouffon, les gonflant, les dégonflant, les regonflant, les redégonflant selon que le cirque avait lieu la veille ou le lendemain des élections. Le rapport de Price, Waterhouse & Co. a crevé le ballon, et maintenant c'est devant des déficits que le pauvre Paillasse doit s'agiter et grimacer.

Monsieur l'Orateur, en ce 15ième anniversaire de naissance, où, pour être plus précis en cette fin de régime, on ne saurait omettre, en discutant le dernier budget du parti libéral familial, de parler de la Commission des liqueurs, la créature,

la vache à lait, ou plutôt l'alambic à surplus du gouvernement Taschereau.

A la page 193 de l'*Annuaire statistique de Québec, 1934*, je vois le tableau de la distribution du revenu net annuel de la Commission des liqueurs. Je vais vous citer pour vous démontrer jusqu'à quel point, l'administration, en faisant sa reddition de comptes annuelle, a trompé le peuple sur la véritable situation financière de la province.

En 1932-33, le revenu net de \$3,773,219. admet l'*Annuaire statistique*, comprend \$1,500,000. transmis des réserves. Donc, en 1932-33, ce n'est pas seulement \$98,626 de plus que son revenu net de l'année que la Commission des liqueurs a versés au gouvernement provincial, mais c'est en réalité \$1,598,626.

Ainsi, pendant sept ans, de 1922 à 1929. La Commission des liqueurs se fait des réserves pour \$5,807,690 et pendant les quatre années subséquentes, de 1929 à 1933, le gouvernement provincial, à bout de moyens, va puiser \$5,147,923 dans ces réserves, n'y laissant que \$659,667. Ces revenus de \$5,147,923 qui ont été réalisés de 1922 à 1929, le régime les fait entrer dans les recettes des années 1929-30, 1930-31, 1931-32, 1932-33. Peut-on concevoir une comptabilité plus fantaisiste et plus décevante? Comme nous avons raison de dire que le peuple a été odieusement trompé sur l'état réel des finances de la province!

Leur surplus? Il est à espérer que les orateurs ministériels n'auront plus le toupet de nous en parler. Il y a trop longtemps qu'ils abusent de la confiance populaire et qu'ils se moquent des gens avec ces inventions-là. L'électorat de cette province se rend parfaitement compte que les supposés surplus du régime, c'est une farce monumentale, mais malheureusement une farce dommageablement cynique et sinistre.

La première reddition des comptes, d'après les revenus et les dépenses, nous montre un déficit de \$6,517,477.07 et non pas de \$5,594,473.48, comme je le prouverai tout à l'heure, et il serait sans doute plus instructif qu'édifiant d'apprendre de l'honorable trésorier quels auraient été exactement, comme on dit à la cent - les surplus ou les déficits des quatorze autres années de l'administration actuelle, si les comptes avaient été légalement établis d'après les revenus et les dépenses, et non d'après les recettes et les déboursés.

Qu'il remonte avec sa lanterne, d'année en année jusqu'à 1867, et il verra que, si les gouvernements conservateurs ont pu eux aussi établir leurs comptes d'après les recettes et les déboursés, ce

n'était nullement dans le but de tromper l'électorat: ils n'avaient pas, comme le vieux régime, la ridicule et coupable manie d'épater les gens en étalant des surplus aussi faux que monstrueux; en préparant leur budget, ils se contentaient de demander au peuple l'argent qu'ils croyaient indispensable à l'administration honnête, économique et progressive de la chose publique, contrairement au gouvernement actuel qui, s'il fallait en croire ses surplus, aurait taxé pour un million, deux millions, trois millions, quatre millions, jusqu'à cinq millions de trop, le contribuable de cette province jugé par nos maîtres-taxeux "taillable et corvéable à merci". Cependant, il convient de dire que personne ne croit plus aux surplus du gouvernement. Le gouvernement, lui, n'y a évidemment jamais cru: il savait si bien jusqu'à quel point ils étaient inexistantes.

Le trésorier proclame que le déficit est de \$5,594,473.48. A cette affirmation, l'auditeur de la province répond dans son rapport par la déclaration suivante qui, certes, a son importance: "Je dois vous faire remarquer qu'un montant de \$184,118.32 aurait dû être porté comme dépense ordinaire, au lieu d'être capitalisé" et il donne le détail de cette dépense ordinaire qui a été capitalisée par une erreur volontaire ou involontaire de nos experts en comptabilité ministérielle.

Ainsi, l'auditeur découvre dans le total des dépenses ordinaires un oubli de \$184,118.32. "Ceci, dit-il ne fut constaté que lors de la préparation du bilan, en octobre dernier." Monsieur l'Orateur, quels génies administratifs! Quels hommes-chiffres prodiges!

Donc, si le gouvernement a ignoré par simple ignorance ou par ignorance crasse ces \$184,118.32 de dépenses ordinaires dans l'addition des dépenses ordinaires de l'exercice 1933-34, il n'en reste pas moins vrai qu'il doit y être inclus: que, de ce chef, les dépenses ordinaires sont, non pas de \$33,876,977.01, mais bien de \$33,876,977.01 plus \$164,112.32, c'est-à-dire de \$34,061,085.33 et que, de ce seul chef encore, le déficit réel n'est pas de \$5,594,473.48 mais de \$5,594,473.48 plus \$184,118.32, c'est-à-dire de \$6,778,591.80.

Savez-vous pourquoi, Monsieur l'Orateur, le trésorier n'a pas donné le chiffre exact du déficit? Écoutez cette étrange explication de l'auditeur de la province: "Vu, dit-il, que l'état des opérations de l'exercice avait déjà été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les chiffres ne pouvaient être modifiés, et ce montant a été porté directement au compte de surplus". Le moins que l'on puisse dire, c'est que les scrupules dont le gouvernement fait

étalage à propos de la *Gazette officielle* sont bien tardifs et suintent l'hypocrisie, lui qui, dans sa fièvre d'aliéner nos limites forestières, n'a pas hésité à la fausser, selon l'accusation non relevée portée de son siège par l'honorable juge Saint-Jacques, alors qu'il était le représentant du comté d'Argenteuil dans cette Chambre.

Il y a plus, et la comptabilité fantaisiste du gouvernement est une fois de plus prise en défaut. Le déficit réel, pour l'exercice 1933-34, d'après une autre déclaration de l'auditeur de la province, ne s'arrête même pas à \$5,778,591.80, mais il s'élève à \$6,517,477.07.

L'exercice 1933-34 a pris pour lui \$689,794.91 de \$1,428,680.18, on trouve donc \$738,885.25 de dépenses ordinaires qui appartiennent à l'exercice 1933-34, et que le gouvernement, par simple ignorance ou par ignorance crasse, a ignorés dans l'addition des dépenses ordinaires pour l'exercice 1933-34.

Monsieur l'Orateur, voilà la sorte de comptabilité que le vieux régime gangrené offre aux citoyens de la province de Québec, après ses quinze années d'abus de confiance et de mépris de l'opinion publique.

Dans le discours sur le budget, l'honorable trésorier semble se plaindre du fait que "l'on demande sans cesse des lois sociales", - je le cite textuellement. "Y répondre implique généralement une augmentation de taxes", ajoute-t-il sentencieusement pour reprocher aussitôt au public en général de ne plus faire suffisamment état de ce que ces demandes impliquent". Le trésorier provincial peut-il décemment s'étonner que "le public en général" réclame des réformes sociales, réformes nécessaires, réformes urgentes, réformes profitables à toute la population, alors que pour racheter les promesses électorales d'un particulier, on engloutit des millions dans l'inutile construction du pont de l'Île d'Orléans?

Le premier ministre exige de ses collègues ce monument de l'extravagance. En répondant oui, le trésorier provincial a-t-il fait état de ce que cette demande arbitraire implique en augmentation de taxes? *Magister dixit* et nous savons tous qu'entre les caprices entêtés du chef et les besoins raisonnés du peuple, le cabinet n'hésite pas: les tourmensolent et les roseaux sont faits pour se plier.

Le trésorier provincial affirme sans même sourciller que "le record établi par le gouvernement dans le domaine de la législation destinée à améliorer la situation sociale et économique établit que l'on s'est montré méthodique, ordonné, progressif.

"Quand on ne fait rien? Quel mérite y a-t-il à ne pas perdre l'équilibre, quand on est prudemment enfoncé dans son fauteuil? Peut-on se vanter de ne pas perdre la raison quand on ne se donne même pas la peine de s'en servir?"

Le record du gouvernement de Québec dans le domaine économique et social? C'est le record de l'abstention systématique. Peut-il exister un régime aussi endormi, aussi routinier, aussi arriéré, aussi récalcitrant, aussi réfractaire à toute idée progressive de réformes économiques et sociales?

Il y a quelques jours à peine, la majorité ministérielle n'a-t-elle pas écrasé la motion du député de Saint-Sauveur préconisant la pension de vieillesse, depuis si longtemps réclamée par la population de cette province?

Pour endormir l'opinion publique, le régime a nommé une commission, qu'il a fait étudier et dont il ne s'est plus occupé. La Commission des assurances sociales de Québec fut constituée en 1930 en vertu de la loi 20 George V, chapitre 14 et, par un arrêté en conseil du 29 octobre 1930, elle fut chargée d'étudier toutes les questions relevant de l'assistance publique, des assurances sociales et de l'hygiène industrielle.

La Commission étudia pendant deux ans, tenant "au-delà de cent séances et entendant au-delà de cent quatre-vingts témoins, dont plusieurs lui ont soumis des mémoires au nom de l'Association qu'ils représentaient".

La Commission soumit sept rapports au gouvernement de Québec au sujet de la protection de l'enfance, de l'assistance aux mères nécessiteuses, des œuvres d'assistance, des allocations familiales, de l'hygiène industrielle, de l'assurance-vieillesse, de l'assurance-chômage et de l'assurance-maladie-invalidité.

Ces divers rapports tirent des conclusions, font de suggestions et des recommandations au gouvernement de Québec. Ces conclusions, ces suggestions, ces recommandations sont restées lettre-morte, et le vieux régime continue à se gangrener dans son inaction et ses procédés routiniers.

Quand l'opinion publique de notre province s'inquiète, s'indigne, proteste et réclame, le premier ministre fait le scandalisé, se lave les mains, cherche à dégager sa responsabilité en la rejetant sur Ottawa, et, comme enrayé des résultats néfastes de son régime de quinze années d'incompétence, d'incurie et d'inaction, il s'écrit d'une voix courroucée, d'un ton mal assuré et sur le mode nerveux: "Mais voyons! Voyons donc! C'est la faute du gouvernement Bennett!"

Mais le gouvernement Taschereau, quelle action a-t-il prise pour donner suite aux études de la Commission des assurances sociales de Québec? Aucune! Depuis qu'il a reçu ses rapports en 1932 et en 1933, qu'a-t-il fait pour accomplir les réformes préconisées? Rien! Quelle législation progressive a-t-il adoptée au sujet de la protection de l'enfance? Aucune! Au sujet de l'assistance aux mères nécessiteuses? Aucune! Au sujet des œuvres d'assistance? Aucune! Au sujet de l'hygiène industrielle? Aucune! Au sujet de l'assurance-vieillesse? Aucune! Au sujet de l'assurance-chômage? Aucune! Au sujet de l'assurance-maladie-invalidité? Aucune.

Pourquoi alors avoir nommé la Commission des assurances sociales de Québec? Pourquoi en pleine crise avoir affecté plus de \$83,700.00 à ses études de deux années, à ses recherches, à ses enquêtes à ses voyages à travers le pays, à ses pérégrinations d'outre-mer, s'il était entendu et compris d'avance qu'on se contenterait de faire coucher et de faire dormir sur le papier sept beaux rapports, avec l'intention bien arrêtée de ne jamais s'en servir? A quoi bon écrire un livre ou faire écrire des livres sur les réformes sociales, si l'on ne s'en soucie pas, ni l'on néglige de faire passer, de faire circuler ces réformes dans la vie, mère de la société?

Cependant, au sujet des allocations familiales, il faut reconnaître, pour être juste, que le vieux gouvernement a fait quelque chose dans le sens indiqué par la Commission des assurances sociales de Québec. En effet, la Commission recommande de ne rien faire, pour le moment, en vue de l'institution des allocations familiales dans la province de Québec, et le gouvernement s'est empressé de continuer à ne rien faire!

Néanmoins, pendant que le vieux régime soigne ses bobos, en 1935, une législation sera adoptée qui cadre avec les conclusions de la Commission des assurances sociales de Québec: la loi de l'assurance-chômage. Mais cette initiative patriotique, ce n'est pas le premier ministre de Québec qui l'a prise, c'est le premier ministre du Canada.

Cette réforme sociale, ce n'est pas un gouvernement soi-disant libéral qui va l'accomplir, c'est un gouvernement conservateur. En effet, dans son rapport sur l'assurance-chômage, la commission Montpetit recommande la mise en application graduelle de l'assurance-chômage avec contribution tripartite: État, patrons, ouvriers. Quand la situation économique permettra à la nation de supporter pareil fardeau.

Cette assurance-chômage à contribution tripartite de l'État, des patrons et des ouvriers, la situation économique du pays se fait un devoir de l'instituer et dès cette session. Grâce à la politique avisée du gouvernement d'Ottawa, le peuple canadien en sera doté.

Le premier ministre, pour ne pas fausser, devra donc changer d'air et de refrain. Il devra cesser de crier sur tous les tons et sur tous les toits son couplet démodé: C'est la faute à Bennett! Il lui faudra, s'il veut être dans la note, chanter avec tous les autres: "réformes sociales, nous les aurons, grâce à Bennett".

En résumé, dans le domaine économique et social, le régime de quinze ans, pour cacher ses omissions, a nommé une commission. Un point, c'est tout.

**Des voix**<sup>5</sup>: Il est six heures.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** invite le député de Chambly à continuer.

**M. Béïque (Chambly)**: J'en ai encore pour deux jours.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30**

##### **Charte de Lasalle**

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 modifiant la charte de la ville Lasalle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Charte de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 108 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Sir George Williams College**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 constituant en corporation Sir George Williams College soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Subsides**

Le débat se poursuit.

**M. Smart (Westmount)** condamne les méthodes administratives du gouvernement concernant les finances. Il signale les déficiences du discours du budget en s'aidant des comptes publics.

Il affirme que le déficit du gouvernement est beaucoup plus élevé que ne l'annoncent les chiffres officiels. Il constate aussi qu'on n'a pas suivi les recommandations de la maison Price, Waterhouse and Company, pour établir une comptabilité de revenus et dépenses.

Ce n'est pas seulement la crise qui a entraîné la province dans la situation difficile où elle se trouve aujourd'hui, mais, plus que tout, l'extravagance de ce gouvernement, affirme-t-il. Conséquemment, on se retrouve devant la nécessité de taxer encore plus.

Ce gouvernement n'a aucune vision. Tout ce que le gouvernement peut faire, c'est élaborer une

autre taxe, souvent une taxe de nuisance, ici et là, mais aucune vision, aucune projection d'avenir.

Il (M. Smart) propose en amendement, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand)<sup>6</sup>: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de délai, les mesures requises:

a. Pour faire cesser les dépenses extravagantes ou non suffisamment productives et pour que la dépense des argent publics soit réduite à des proportions convenables;

b. Pour que les subsides à l'agriculture, industrie fondamentale en cette province, soient considérablement augmentés et mieux répartis, de façon à ce que la classe agricole de cette province reçoive tous les crédits qui lui sont nécessaires, et de façon à ce que les crédits de l'agriculture ne soient pas absorbés en trop grande partie par les salaires et les dépenses des fonctionnaires publics;

c. Pour que la classe ouvrière en cette province puisse bénéficier des lois sociales et ouvrières qui s'imposent;

d. Pour que les comptes publics de la province, qui constituent la reddition des comptes de l'administration publique, soient clarifiés, considérablement simplifiés, et établis sur une base d'affaires;

e. Pour que les dépenses capitales de la province soient déterminées, non par une législation, mais par les principes reconnus en comptabilité d'affaires.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. l'Orateur, cet après-midi, quand j'ai proposé l'ajournement du débat, le premier ministre s'est objecté. Il a accordé bien d'autres ajournements. Je me lève, ce soir pour parler sur l'amendement à la motion. Dans le discours du budget, il n'y a rien pour les ouvriers. Le gouvernement a eu tort de ne pas annoncer de grands travaux publics en faveur des chômeurs.

Il parle du travail des femmes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** le rappelle à l'ordre.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je pensais qu'il y serait question de l'aide aux chômeurs, des pensions aux vieillards, de l'assurance-chômage, loi nécessaire comme vous le savez, et des diverses assurances sociales recommandées par la

commission Montpetit. Eh! bien, il n'en est pas question. Le gouvernement ne veut pas de réformes sociales. Les ouvriers auraient aimé obtenir ces lois sociales du gouvernement de la province, au lieu de se les voir donner par le gouvernement fédéral. Le discours du budget ignore la population ouvrière. Le gouvernement n'est pas disposé à aider les travailleurs.

Les projets de travaux routiers et les amendements à la loi des accidents de travail ne sont rien d'autre que des astuces électorales de la part du gouvernement pour s'attirer des votes. Il n'y a rien pour aider au pauvre peuple. Ces gens-là ne pensent pas aux ouvriers, mais aux élections, nous les voyons venir leur faire la cour avec de nouvelles promesses. On viendra avec des travaux de voirie.

Quand on disait que la province était florissante, c'était pour un petit groupe. Le gouvernement n'est pas sérieux, et il devrait aider ceux qui sont dans le besoin, lui qui est si pressé pour accorder des exemptions de taxes aux compagnies. Le gouvernement devrait donner l'exemple en faveur de la classe ouvrière. Mais le gouvernement actuel donne l'impression de considérer l'administration publique comme sa chose.

Le premier ministre pense-t-il que les ouvriers vont se contenter de deux ou trois petits amendements? Je suis sûr qu'aux prochaines élections le peuple va renvoyer ce gouvernement qui dure déjà depuis trop longtemps. Le peuple se souviendra que le gouvernement ne fait rien pour lui. Les électeurs, messieurs, vous jugeront à votre mérite. Il y en a plusieurs parmi vous autres qui vont avoir le plaisir de rester chez eux.

(Applaudissements à gauche, rires à droite)

Depuis deux ans on a diminué les crédits de l'agriculture et de la colonisation...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami devrait s'en tenir à l'amendement. Il traite de toutes sortes de questions qui ne s'y rapportent pas. Le voilà rendu dans les élections.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. l'Orateur, il me semble, en parlant de voirie...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai soulevé un point d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Saint-Sauveur est dans l'ordre, les choses qu'il dit

étant mentionnées dans l'amendement. Il a le droit de parler sur le point d'ordre!

**M. l'Orateur:** Parlez-vous sur le point d'ordre?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je parle sur le point d'ordre. En parlant de voirie, on a augmenté les crédits en vue des prochaines élections.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas le point d'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parlant sur le point d'ordre, le député a le droit de commenter notre amendement qui est très large: l'amendement avec des paragraphes sur la comptabilité, la finance, l'agriculture, autorise les digressions à propos de l'agriculture et de la voirie. L'amendement est clair; nous disons que le gouvernement fait trop de dépenses extravagantes.

**M. l'Orateur:** L'honorable député doit s'en tenir sur l'amendement, mais s'il veut parler sur d'autres sujets<sup>7</sup>, qu'il attende que la Chambre ait disposé de l'amendement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le discours du budget aurait dû parler de législation sociale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons un projet de loi sur le *Feuilleton* à ce sujet.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Laissez-moi dire quelque chose, toujours. (Rires) Je regrette infiniment que, dans le discours du budget, on n'ait pas pensé davantage aux ouvriers. Par exemple, le choix du médecin pour les accidentés, l'aide aux mères nécessiteuses, etc.

Il termine en disant qu'il n'a pas eu la chance comme le premier ministre d'aller au séminaire et à l'université.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, Smart, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Bélanger, Chouinard, Drouin, Duffy, Dugas, Fauteux, Fillion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau

(Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 27.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Applaudissements)

M. l'Orateur, le discours du budget prononcé par le trésorier provincial a été très bien accueilli dans toute la province, même par les journaux conservateurs.

Toutefois, il ne faut pas s'étonner des critiques faites, cet après-midi, par nos excellents amis de l'opposition. Le discours qui m'a le plus surpris a été celui du député de Chambly (M. Béïque). Évidemment, il connaît très peu son histoire politique, surtout l'histoire politique des quinze dernières années. S'il l'avait connue, il n'aurait pas parlé comme il a parlé.

Il a affirmé que, depuis quinze ans, l'administration Taschereau n'a rien fait dans la province de Québec, que le gouvernement a piétiné sur place, que sa politique en a été une de routine, de laisser-faire.

Pourtant, l'histoire dira qu'au cours des quinze dernières années qui ont été sans contredit les plus difficiles que nous ayons eu à traverser depuis la Confédération, ce fut la prospérité de 1920 à 1929. Le gouvernement a fait beaucoup. Des problèmes nombreux et nouveaux se sont présentés.

Le gouvernement a eu le courage de les attaquer de front. Jamais la province de Québec n'a fait autant de progrès. C'est l'administration Taschereau qui a résolu le problème de l'alcool. Alors qu'une vague de prohibition passait sur le Canada et les États-Unis, la province de Québec a eu le courage de régler ce problème grâce à l'énergie de son premier ministre. La législation qu'il fit adopter a été calquée dans toutes les provinces du Canada et aux États-Unis.

Un autre grave problème se posait, celui de l'assistance publique. On se souvient de la situation dans laquelle se trouvaient nos hôpitaux. Ils vinrent frapper à la porte du gouvernement, qui leur permit de faire face à leurs obligations. La province de Québec donne \$6,000,000 par année à ses pauvres; elle a donné \$19,000,000 à l'assistance publique. Grâce au courage et au savoir-faire du premier ministre, ce grave problème fut résolu.

On dit que la province n'a rien fait depuis 1920. Le gouvernement a créé un réseau routier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du temps de Gouin, il ne s'est rien fait?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous n'avions pas 3,000 milles de chemin en 1920. Nous en avons aujourd'hui 16,900 milles. Nos routes couvrent toute la province de Québec. Notre réseau se compare favorablement à ceux des autres provinces et des États-Unis.

En 1920, nous n'entretenions pas un seul mille de chemin; depuis, nous avons pris à notre charge l'entretien de 15,000 milles de chemin. C'est une œuvre accomplie en faveur du cultivateur.

Les cultivateurs ont bénéficié de ces constructions; le réseau routier a changé la face de la province de Québec. Voilà une œuvre utile qui nous a permis de créer de toutes pièces l'industrie du tourisme qui est en importance la troisième du pays, œuvre dont toute la population a bénéficié. C'est dans la période de 1920 à 1929 que le budget agricole a été le plus augmenté, que l'agriculture a fait le plus de progrès, grâce à l'enseignement donné par mon collègue du ministère de l'Agriculture et grâce aux directives du ministère de l'Agriculture.

Le député de Huntingdon (M. Fisher) a dit, cet après-midi, que le gouvernement n'encourage pas le retour à la terre. Pourtant, il doit savoir que le gouvernement n'a pas attendu la crise pour parler du retour au sol. Depuis vingt ans, il n'a pas cessé de faire campagne. La désertion de la terre n'est pas un fait unique à la province de Québec, c'est le grand fait commun qui domine l'histoire de tous les pays depuis quelques années. La grande industrialisation des pays, depuis une cinquantaine d'années, a attiré les gens de la campagne vers les villes: la grande industrie avait besoin de bras. Depuis cinquante ans, la population urbaine de la province de Québec est passée de 18 % à 54 %.

La création des villes tentaculaires, par l'industrie, a pris nos réserves de jeunesse. Les fils de campagnards se sont dirigés vers les villes malgré les avertissements donnés par le ministre de l'Agriculture.

Cette année, le gouvernement consacre \$10,000,000 au retour à la terre, mais ce n'est pas la première fois qu'il empruntera pour activer le retour vers le sol. En 1921, il avait emprunté cinq millions de dollars pour ces fins. En 1923, il empruntait deux autres millions. C'est l'administration Taschereau qui a créé les primes de défrichement; il a donné \$3,000,000 en primes de défrichement. Trente mille acres de terre nouvelle ont été ouverts sous l'administration Taschereau; 75 paroisses nouvelles ont été ouvertes, dont 35 dans l'Abitibi qui est appelée

à un immense avenir, car on considère qu'il y a là place pour 200 à 300 paroisses.

Voilà l'œuvre du gouvernement Taschereau qui a apporté à notre province la richesse et la prospérité. Je m'étonne d'entendre le député de Chambly dire que nous n'avons rien fait depuis quinze ans. Sait-il que dans le domaine de l'hygiène, par exemple, grâce aux efforts de l'administration, la mortalité infantile, la tuberculose et bien d'autres maladies ont été effectivement combattues. Depuis 1926, la mortalité infantile a diminué de 50 par mille naissances. Les méthodes d'hygiène sauvent quatre mille enfants par année. Ce ne sont pas des œuvres sociales, cela? J'aime mieux le témoignage d'une grande maison d'assurance que celui de mon honorable ami. C'est la compagnie d'assurance Metropolitan Life qui a constaté dans son bulletin d'avril 1933, une amélioration notable dans la santé publique au Canada pour l'année 1931-1932. Elle a noté que c'est dans la province de Québec que s'est produite l'amélioration la plus considérable, en regard des autres provinces.

Le député de Chambly dit que nous n'avons rien fait pour la classe ouvrière? Non seulement le Parti libéral a-t-il donné une loi des accidents de travail aux ouvriers de cette province, mais, à leur demande expresse, il a calqué cette loi sur celle de l'Ontario. Chaque année, mon collègue du ministère du Travail, organisme créé par l'administration Taschereau, a fait adopter des lois nouvelles pour favoriser la classe ouvrière, ce qui faisait dire tout dernièrement à l'honorable M. Roebuck, ministre du Travail de l'Ontario, que la province de Québec est plus avancée que sa voisine, au point de vue de la législation sociale. J'aime autant le témoignage de M. Roebuck que celui du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand).

Le député de Saint-Sauveur a dit cet après-midi que, lorsque les élections viendront, plusieurs des ministres seront forcés de rester chez-eux. Nous avons déjà entendu cette assertion en 1923, en 1927, en 1931, mais les faits sont là pour dire que les électeurs ont toujours eu confiance dans l'administration Taschereau. Les élections de 1931 ont eu lieu en pleine crise, tous les gouvernements de tous les pays étaient tombés, et pourtant le gouvernement Taschereau a été maintenu, parce qu'il avait donné à la province de Québec une politique qui répondait aux besoins, aux aspirations de sa population tant agricole qu'ouvrière. Quand viendront les prochaines élections, nous irons avec confiance devant l'électorat de cette province, nous compterons encore une fois sur le bon sens et la



reconnaissance du peuple, et il rendra un verdict en notre faveur comme il le fit en 1931.

Je souhaite qu'il reste encore quelques membres de l'opposition après le prochain scrutin. Les preuves en sont là, et le peuple les a vues. Notre gouvernement est le seul qui ait résisté à la crise.

(Applaudissements)

Nous venons de traverser six années de dépression. Le député de Huntingdon (M. Fisher) s'est étonné de ce que le trésorier ait parlé de blé, et d'autres choses qui intéressent le Canada et de certains événements mondiaux, et qu'il n'ait pas parlé seulement des choses de Québec. Mais croit-il que nous sommes seuls au monde?

Le trésorier a fait allusion à la situation générale, parce que nous ne sommes pas seuls à habiter le dominion. Ce qui se passe sur le voisin réagit sur nous. Nous ne pouvons pas être prospères, seuls. Ce qui se passe aux États-Unis, ce qui se passe en Europe, ce qui se passe dans les autres dominions nous affecte par ricochet. Et le trésorier avait bien raison d'en parler. Nous avons le devoir de regarder ce qui se fait autour de nous.

En 1931, lorsque les électeurs nous ont renouvelé notre mandat qui durait déjà depuis 30 ans, ils ne l'ont pas fait parce que nous les avions trompés. Si nous les avions trompés, nous aurions été battus. Dans la crise énorme que nous avons traversée, la grande majorité de l'électorat a conservé la confiance qu'elle a toujours eue envers notre parti.

Que devons-nous faire? Dépenser sans compter ou ménager? Nous avons adopté une politique de juste milieu; nous avons donné à la province de Québec la législation qui lui convenait. Tous les grands services ont été maintenus, malgré la diminution des revenus qui se chiffre par dix millions de dollars. Depuis deux ans, comme les autres, les budgets de l'agriculture et de la colonisation ont dû être réduits quelque peu. Mais nous avons tenu à maintenir l'efficacité des services publics. L'instruction publique a reçu \$5,000,000 depuis 1930.

On n'a pas oublié l'agriculture. Le gouvernement a donné quinze millions<sup>8</sup> à l'agriculture depuis 1930. Le trésorier provincial a constaté, avec raison, que la situation du cultivateur s'améliore; la valeur de la récolte a atteint \$97,000,000 l'an dernier, soit trente millions de plus qu'en 1933. Le pouvoir d'achat du cultivateur s'est augmenté de 10 %. Mon collègue de l'agriculture remarquait l'autre jour que le budget agricole de la province de Québec est de 13 % du budget total, tandis qu'il n'est que 3.4 % en Ontario. Notre province est celle qui affecte le plus fort pourcentage de son budget à l'agriculture.

Le gouvernement ne s'arrête pas là. Le gouvernement veut faire davantage. Il y a deux ans, il a décidé d'aider les cultivateurs à établir leurs fils sur la terre. Il consacrera dix millions spécialement à cette fin, cette année, soit pour établir les fils de cultivateurs, les cultivateurs et les chômeurs des villes, anciens cultivateurs qui veulent revenir au sol.

La crise ne se terminera que lorsque la disproportion qui existe actuellement entre le prix que reçoit actuellement le cultivateur pour la vente de ses produits et celui qu'il doit payer pour les instruments aratoires et la marchandise qu'il achète sera disparu. C'est ce à quoi il faut tendre actuellement. La situation du cultivateur ne s'améliorera que lorsqu'il aura des marchés pour écouler ses produits. Malheureusement, des barrières tarifaires l'empêchent d'écouler sa marchandise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** N'est-il pas vrai que ce sont des produits étrangers qui se vendent à Montréal?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Certains produits. Mais les cultivateurs de la province de Québec vendent énormément sur le marché de Montréal et, grâce aux dispositions prises par mon collègue, le ministre de l'Agriculture, ces ventes augmentent chaque année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des millions d'œufs sont vendus chaque année à Montréal.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous en vendons nous aussi. D'ailleurs, l'éducation du cultivateur se fait grâce aux sociétés de coopératives créées par mon collègue de l'Agriculture. L'union leur sera très utile. On a dit en certains milieux et on a écrit que ce n'est pas dix millions qu'il faudrait consacrer à l'agriculture et à la colonisation, mais trente, quarante, cinquante millions. Je puis dire ceci à l'opposition - le premier ministre et mes collègues l'ont déclaré d'ailleurs: que le gouvernement ne reculera devant aucun sacrifice pour établir les fils de cultivateurs et les chômeurs qui veulent retourner à la terre. S'il faut plus de dix millions pour cela, le gouvernement n'aura pas d'hésitations à les emprunter.

(Applaudissements)

L'opposition a reproché cet après-midi au gouvernement d'avoir construit le pont de l'Île d'Orléans. La construction du pont de l'Île n'a pas été entreprise seulement pour permettre aux citoyens de l'endroit de venir à Québec, mais aussi pour diminuer grandement le chômage dans la région.

Des \$3,000,000 qui ont été dépensés pour le pont, 50 % l'ont été en main-d'œuvre. C'est \$1,500,000 qui sont allés dans les goussets de l'ouvrier et qui ont contribué à réduire la gravité du chômage.

Le gouvernement a entrepris d'autres travaux. On me permettra bien maintenant de parler des travaux de voirie. Malgré la diminution de son budget, la voirie a continué de faire des travaux qui ont aidé les cultivateurs et les gens de la campagne à traverser la crise et à diminuer le chômage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Y a-t-il dans le budget un montant emprunté aux \$17,000,000 votés en 1929 pour la construction des routes?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Tous les ans, le budget renferme des crédits pris à cette source. Ils ont été de \$500,000 en 1934.

À l'heure actuelle, la province a 16,926 milles de chemins améliorés, soit 50 % de tous les chemins; elle a 2,360 milles de chemins qui sont pavés. De 1911 à 1929, 10,536 milles de chemins ont été construits, soit une moyenne de 600 milles par année. De 1929 à 1934, 6,396 milles ont été construits, soit une moyenne de 1,000 milles par an. La province a exécuté un programme considérable de réaménagement et de pavages. En 1926, la province avait 9,237 milles de chemins. Pendant la crise, nous avons construit 7,000 milles additionnels.

Le gouvernement a soulagé les municipalités de tous les frais d'entretien de 7,000 milles de chemins; c'est maintenant le gouvernement qui s'en charge. Elles bénéficient des salaires de la main-d'œuvre sans rien déboursier. On sait ce que coûte l'entretien des routes à cause de la circulation intense. Le gouvernement, pendant la crise, pour soulager les municipalités, leur a remis la somme de \$600,000 par année, qu'elles étaient obligées de payer en vertu de la loi. C'est un capital de \$17,000,000 que le gouvernement a ainsi remis aux municipalités.

Quels sont les résultats de notre politique? Québec sort de la crise avec un crédit intact; la structure du capital privé repose sur le crédit de l'État, de la nation, de la province; Québec a le meilleur crédit de toutes les provinces; sa dette par tête de population est la moins élevée de toutes les provinces du dominion, y compris l'île du Prince Édouard; son crédit est tel qu'elle a pu emprunter à 2½ % d'intérêt. Il n'y a pas une autre province qui puisse faire cela, c'est le plus faible pourcentage d'intérêt de toutes les provinces. Elle est la seule à avoir un fonds d'amortissement aussi considérable

pour sa dette consolidée. Le chiffre-indice de la richesse nationale est de 30 dans la province de Québec, tandis qu'il n'est que de 19 dans les autres provinces.

Voilà des faits qui répondent aux critiques de l'opposition. On aura beau parler des réserves et des revenus de la Commission des liqueurs, faire des critiques sans fondements, basées sur de l'imagination pure, c'est un fait que la province de Québec a la confiance des hommes d'affaires et qu'elle commande le meilleur crédit. Tout cela est dû à la sage et habile administration du premier ministre. Si le gouvernement Taschereau avait donné à la province la mauvaise administration que lui attribuent ses adversaires, nous n'aurions pas obtenu ces résultats. C'est la meilleure réponse que nous pouvons donner aux critiques élevées contre le gouvernement.

(Applaudissements)

Évidemment, nous avons eu des difficultés à surmonter; l'administration des affaires publiques présente des difficultés considérables. Ceux qui gouvernent le savent bien. Et si aujourd'hui la province de Québec a un aussi bon crédit, si elle est sortie de la crise comme elle en est sortie, nous le devons à un homme que l'opposition s'obstine à attaquer, au premier ministre qui a eu le courage et l'énergie, qui doit se réjouir et se féliciter des résultats de sa politique.

(Applaudissements à droite)

Pendant que j'entendais le député de Chambly (M. Beïque) parler du premier ministre, je ne pouvais m'empêcher de penser que les conservateurs de Montréal, dans un article d'un journal anglais, ont demandé au premier ministre de la province de Québec d'aller à Ottawa résoudre les grands problèmes du pays.

(Applaudissements à droite)

Mon honorable ami de Huntingdon dit que nous n'avons rien fait pour développer les mines, que nous n'avions pas de géologue attiré avant 1919, que l'on avait découvert de l'or à Kirkland Lake, tandis que l'on n'en avait pas encore découvert dans Québec, tout près. Le gouvernement a aidé au développement minier de la province. La province possède un service des mines depuis 1892. Depuis cette époque, le service des mines a fait faire des relevés géologiques.

Les archives du département prouvent que des rapports géologiques ont été enregistrés en 1892, en 1895, en 1897 et le reste. Des rapports ont été faits sur les régions de l'Abitibi, du Témiscamingue, de Chibougamau. On a demandé pourquoi on n'a pas développé plus tôt les mines dans le nord-ouest

québécois. Il ne faut pas oublier que la construction du chemin de fer Transcontinental n'a été commencée que vers 1912 ou 1915. Il ne faut pas oublier non plus que l'Ontario n'a créé son service de géologie qu'après la découverte accidentelle des mines de Porcupine, Kirkland Lake et de Cobalt. Dès que nous avons eu des communications avec l'Abitibi, nos gens ont commencé à y pénétrer. Le député de Huntingdon ne prétendra tout de même pas que nous devons envoyer des prospecteurs dans ces régions.

Ce sont des gens de l'Ontario qui ont découvert la mine Horne, devenue la mine Noranda, qui a déclenché le mouvement de prospection dans la province. Le gouvernement de la province de Québec a encouragé le développement minier en subsidiant les Chemins de fer Nationaux pour leur permettre de construire une route de Taschereau à Noranda. Le ministère de la Voirie a construit une route qui relie l'Abitibi au Témiscamingue.

Depuis six ans que le développement a pris de l'importance dans cette partie de la province, le gouvernement a dépensé \$2,500,000 pour ouvrir des chemins, afin d'encourager la prospection et les recherches. Le service des mines a donné des cours aux prospecteurs. Le résultat est celui-ci: il y a quelques années, notre province occupait le cinquième rang quant à la production minérale: aujourd'hui, elle occupe le deuxième.

Depuis 1931, la production minière a augmenté considérablement. Des milliers de gens font actuellement des recherches. Elle était de \$25,000,000 en 1932; elle fut de \$32,000,000 en 1934. La production des métaux qui n'atteignait pas un million en 1927, passe à \$20,000,000 en 1934. Depuis 1927, la province a produit pour \$90,000,000. Les mines ont rapporté \$565,483 au gouvernement en 1933. Nous avons actuellement douze mines en opération.

En 1935, cinq ou six mines nouvelles s'ouvriront. Et l'on poursuit des travaux dans 20 autres. Les recherches minières se poursuivent sur une bande de 130 milles de longueur, par 40 milles de largeur, entre la frontière ontarienne et la rivière Bell. On a tout récemment fait une découverte importante au lac Madeleine, à 75 milles au nord de Senneterre. Entre l'Abitibi et Chibougamau, nos géologues ont découvert des filons contenant de l'or visible en très grand nombre. La découverte du lac Madeleine est en plein développement.

Nous connaissons la valeur des terrains miniers de Chibougamau depuis trente ans, mais il faut que des exploitations assez nombreuses s'y

fassent pour justifier le gouvernement d'y construire des routes.

Comme résultat de notre politique minière, il y a actuellement 41,320 lots sous concession minière; 55,310 journées de travail ont été fournies par les prospecteurs et 19,849 pieds de sondages au diamant ont été forés. Ces travaux ont mis à jour des quantités considérables de minerai d'or et de cuivre. Dans la région de Chibougamau, les travaux de recherches en profondeur n'ont été commencés qu'en 1934, mais ils ont révélé l'existence de gisements de cuivre et d'or qui seront sûrement l'objet d'une exploitation commerciale. Dans le canton Opemisca, une compagnie a fait des travaux importants. Elle a dépensé tout près de \$500,000 et a découvert du minerai très riche en or et en cuivre. 14,400 acres sont sous concession à cet endroit.

À la fin de l'été 1934, les prospecteurs ont rapporté des découvertes d'or dans le canton Guillet, à 40 milles à l'est de Ville-Marie. Des travaux importants sont commencés dans cette région. À ce tableau du développement minier dans la province, il faut ajouter les exploitations de chromite dans les comtés de Wolfe et Mégantic, de fer titane dans les comtés de Charlevoix, Saguenay et de Terrebonne, de fer magnétique dans la région de Hull, de molybdenite dans les comtés de Pontiac et d'Abitibi, des gisements de zinc de plomb et de cuivre dans la Gaspésie, des gisements de zinc et de plomb dans le canton de Montauban, dans le comté de Portneuf, d'amiante dans les Cantons-de l'Est. Malgré la concurrence que nous font la Russie et la Rhodésie, nous produisons encore 60 % de tout l'amiante du monde entier. On peut se rendre compte par là de l'immense avenir minier de la province de Québec. Je n'ai aucun doute qu'avant longtemps, Québec occupera une place importante dans la production mondiale de l'or.

Un aspect intéressant de l'exploitation minière, c'est l'ouverture des marchés pour les produits pour les régions de colonisation. Les cultivateurs de l'Abitibi et du Témiscamingue trouvent des marchés très intéressants dans les villes minières qui ont surgi dans l'Abitibi. Les villes minières achètent toute la production agricole qui n'est d'ailleurs pas suffisante. On pourra se faire une idée de l'amélioration notable dans le commerce, lorsqu'on apprendra qu'à Amos et à Senneterre tout le bois qui remplissait les cours depuis des années a été vendu aux compagnies et qu'il a fallu en importer d'autre. Mille wagons de marchandises sont entrés à Amos au cours de l'été, et les marchandises ont ensuite été transportées aux grandes entreprises

minières situées à 40 milles au sud d'Amos soit en avions, en canots, soit par le nouveau chemin.

On nous a demandé de relier ces régions à Montréal. Le travail est déjà commencé. Nous avons déjà un chemin de Rouyn à Senneterre. Le chemin de Senneterre-Mont-Laurier est aussi commencé et couvre une longueur de 33 milles. La longueur totale du chemin, lorsqu'il sera terminé, sera de 151 milles. Une fois la route ouverte, l'Abitibi sera à égale distance de Montréal et Toronto, et je crois que nous pouvons attirer tout le commerce de l'Abitibi à Montréal. Jusqu'à présent, les marchandises viennent surtout de Toronto. Il y a une raison à cela. C'est que les entrepreneurs miniers sont pour la plupart des gens de l'Ontario qui ont à leur disposition le chemin de fer T. & N. O. Mais il est sûr que Montréal et Québec ont au moins 50 % des affaires de l'Abitibi.

Fait consolant, il est encore à noter que notre développement minier n'a pas fléchi durant la crise.

Il y a une autre industrie dont je veux maintenant parler. C'est celle du tourisme, devenue la troisième en importance au Canada. Cette industrie prend des proportions plus considérables d'année en année. C'est elle qui nous a aidés à traverser cette période de dépression. Toutes les régions, toutes les classes de la société bénéficient de cette industrie. Malgré la crise, nous avons eu, cette année, une augmentation de 25 % dans l'industrie du tourisme. Les revenus du tourisme ont particulièrement aidé notre population au cours des années de crise, malgré que la crise ait depuis 1930 empêché un grand nombre d'Américains de voyager et de dépenser aussi libéralement qu'autrefois. C'est au cours des six dernières années que le tourisme a fait dans notre province les progrès les plus remarquables.

Depuis 1915 jusqu'à la fin de 1928, soit 14 ans, le tourisme a rapporté à notre province des revenus établis à environ \$200,000,000. De 1929 à la fin de 1934, soit six ans, les revenus provenant de cette industrie sont évalués à \$260,000,000. C'est donc dire que, même au cours des six dernières années de crise, la province a retiré de l'industrie touristique plus qu'elle n'avait retiré au cours des 14 années précédentes. La statistique établit que 4,200,000 autos, portant environ 14,000,000 d'étrangers sont venus visiter notre province depuis 1929. Les fêtes de Gaspé et celles des Trois-Rivières ont attiré chez nous un grand nombre de touristes en 1934.

La revue *Le Mois* du mois de décembre dernier dit que, en 1933, le tourisme a rapporté en France, \$180,000,000, au Canada, \$120,000,000, en

Italie \$120,000,000, et le reste. Le commerce touristique de la province représente 75 % de celui de la Suisse, où l'organisation touristique est cependant presque parfaite. Ce qui est à retenir de ceci, c'est que le Canada occupe la seconde place au point de vue touristique de toutes les nations du monde, et que Québec a 25 % du total reçu des touristes dans le Canada; si l'on tient compte de l'unique province de Québec, les chiffres placent notre province au premier rang. De tels résultats ont été obtenus grâce à une bonne voirie, une publicité bien faite et un service d'hôtellerie efficace. Le ministère de la Voirie a dépensé \$1,112,000 à la publicité depuis cinq ans.

Voilà autant de faits qui démontrent que la crise diminue d'intensité. La confiance renaît. Grâce au courage de notre population, nous avons bien traversé la crise. Nous sommes confiants et assurés que les espoirs d'amélioration de mon collègue, l'honorable trésorier, se réaliseront bientôt. Demain sera bien meilleur qu'hier.

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Questions et réponses:

#### **Pont Honoré Mercier, tarifs et revenus**

**M. Fisher (Huntingdon):** Depuis l'ouverture du pont Honoré Mercier:

1. Jusqu'au 31 décembre 1934, quelles ont été les recettes brutes provenant des péages sur ledit pont?
2. Quelles ont été les recettes nettes provenant des péages sur ledit pont?
3. Quel est le tarif des péages sur ledit pont?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. et 2. Depuis l'ouverture du pont à la circulation, le 22 juin 1934 au 31 décembre 1934, les recettes provenant des péages sur ledit pont ont été de \$91,723.25; les dépenses ordinaires de \$26,249.65. Le revenu net ordinaire a donc été de \$65,473.65.

3. Le tarif des péages sur ledit pont est le suivant: (Voir le tableau à la page suivante)

	Tarifs	Aller	Aller et retour
<i>Passagers:</i>			
1.			
a.	Passagers à pied ou en véhicule, ou en bicycle, bicycle avec panier, tricycle ou semblable véhicules (pas motocyclettes) montés, par une ou plusieurs personnes:		
	Billets simples (chacun).....	0.05	
	Six billets (en bande).....	0.25	
b.	Passagers à cheval (chacun).....	0.20	
2.	<i>Bétail: (Seul ou troupeau):</i>		
	Chevaux ou ânes, par tête.....	0.15	
	Bétail, par tête.....	0.10	
	Moutons, par tête.....	0.03	
	Veaux, par tête.....	0.03	
	Porcs, par tête.....	0.03	
3.	<i>Véhicules tirés par des animaux:</i>	0.03	
a.	Véhicules pour passagers (taux de péage comprend le cocher):		
	Tiré par un animal.....	0.15	
	Tiré par deux animaux.....	0.25	
	Tiré par trois animaux.....	0.40	
	Tiré par quatre animaux.....	0.55	
b.	Véhicule de commerce, pas de passagers: (taux de péage comprend le cocher):		
	Tiré par un animal.....	0.15	0.15
	Tiré par deux animaux.....	0.25	0.25
	Tiré par trois animaux.....	0.45	
	Tiré par quatre animaux.....	0.60	
c.	Réservoir d'huile tiré par deux animaux (taux de péage comprend le cocher).....	1.00	
d.	Véhicule tiré par un chien ou une chèvre (taux de péage comprend le cocher).....	0.15	
4.	<i>Voiture en usage par les chiffonniers, les aiguiseurs de ciseaux, etc. Le taux de péage comprend la personne en charge.....</i>	0.25	
5.	<i>Automobiles, etc.:</i>		
a.	Motocyclettes (Taux de péage comprend la personne en charge).....	0.25	
b.	Automobiles (chairs de passagers de pas plus de sept personnes):		
	billets simples.....	0.50	
	10 billets (en bande) non-transférables, bons pour un mois.....	4.00	
	20 billets (en livret) non-transférables, bons pour trois mois.....	6.00	
	50 billets (en livret) non-transférables, bons pour trois mois.....	10.00	
	<i>NOTE:</i> Les billets ci-dessus mentionnés sont bons seulement pour le passage d'une automobile et de la personne à charge. Les autres personnes occupant l'automobile doivent payer en plus un autre tarif.		
c.	Camions ne transportant pas de passagers (le taux de péage comprend la personne en charge):		
	1 tonne ou moins, billets simples.....	0.50	
	1 tonne à 2 tonnes, billets simples.....	0.80	
	2 tonnes à 4 tonnes, billets simples.....	1.20	
	4 tonnes à 5 tonnes, billets simples.....	1.80	
	5 tonnes à 6 tonnes, billets simples.....	2.00	
	6 tonnes à 7 tonnes, billets simples.....	2.40	
	7 tonnes à 8 tonnes, billets simples.....	3.00	

	Tarifs	Aller et retour
d.	Des livrets ou billets de 50 et de 20 passages, bons durant les six mois qui suivront leur émission, pourront être vendus pour le passage de camions, aux prix, en la manière et suivant les séries ci-après exprimées:	
	1 tonne et moins, par 50 billets de 40 cents .....	20.00
	Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, par 50 billets de 60 cents.....	30.00
	Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, par 50 billets de 90 cents .....	45.00
	Plus de 4 tonnes à 5 tonnes inclusivement, par 20 billets de \$1.25 .....	25.00
	Plus de 5 tonnes à 6 tonnes inclusivement, par 20 billets à \$1.50 .....	30.00
	Plus de 6 tonnes à 7 tonnes inclusivement, par 20 billets à \$1.80 .....	36.00
	Plus de 7 tonnes par 20 billets de \$2.00.....	40.00
e.	Voiture attachée au camion-automobile ne transportant pas de passager:	
	1 tonne ou moins, billets simples.....	0.40
	Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, billets simples.....	0.60
	Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, billets simples.....	0.90
	Plus de 4 tonnes à 5 tonnes inclusivement, billets simples.....	1.40
	Cependant, il pourra être vendu par la Corporation du pont, pour le passage des remorques ou voitures spécifiées dans le présent paragraphe, des livrets de 20 passages, bons pour les six mois de leur émission, aux taux suivants:	
	1 tonne ou moins, par 20 billets de 30 cents .....	6.00
	Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, par 20 billets de 45 cents.....	9.00
	Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, par 20 billets de 65 cents .....	13.00
	Plus de 4 tonnes à 5 tonnes inclusivement, par 20 billets de \$1.00 .....	20.00
f.	Camions remplis de produits de ferme (fumier ou produits de fertilisation artificielle seulement), 50 billets (en livret) bons pour 6 mois (le taux de péage comprend la personne en charge):	
	Camions de 1 tonne ou moins.....	5.00
	Camions de 1½ tonne.....	7.50
	Les remorques attachées à un véhicule automobile portant une licence de fermier, suivant la classification des permis-automobiles de cette province, paieront les taux suivants:	
	1 tonne ou moins.....	0.20
	1½ tonne.....	0.30
	NOTE: Ces billets seront émis et acceptés pour passage seulement d'un camion d'une tonne et 1½ tonne lorsque chargé de produits de ferme (fumier ou produits de fertilisation artificielle) sur présentation d'un certificat émis à l'applicant par le maire de sa municipalité dans la province de Québec, attestant qu'il est fermier Le numéro du certificat sera écrit par le percepteur, sur le dos du billet. Les billets ne seront pas honorés pour passage de camions de fermiers retournant chargés de marchandises.	
g.	Des livrets de 50 passages, bons durant les six (6) mois qui suivront leur émission, pourront être vendus pour les camions transportant du lait ou de la crème, aux taux suivants:	
	1 tonne ou moins, 50 passages .....	15.00
	Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, 50 passages.....	25.00
	Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, 50 passages .....	35.00
	Ces billets ne seront pas honorés lorsque les camions retourneront chargés de marchandises.	
6.	Autobus - Opérés par des compagnies incorporées pour le transport de passagers à des jours et heures réguliers.	
	Les taux de péage suivants seront autorisés et seront perçus, suivant la table démontrée plus bas, d'après le nombre de sièges pour les passagers, dans les autobus. Que l'autobus soit rempli ou non, le taux pour cet autobus devra être perçu en entrant ou traversant le pont, Les billets seront vendus en livrets de pas moins de 100 billets et seront valides pour un passage sur le pont dans n'importe quelle direction:	

Tarifs		Aller et retour
<i>Capacité maximum de l'autobus:</i>		
16 passagers	120.00	
21 passagers	135.00	
25 passagers	142.00	
29 passagers	150.00	
Un livret de 100 billets sera valide durant les douze mois de la date de son émission		
7. <i>Autobus</i> - n'opérant pas sur un temps régulier, aussi camions convertis ou arrangés temporairement ou d'une manière permanente pour le transport de plus de sept passagers (le taux de péage comprend la personne en charge):		
Une traversée.....		1.20

**Pont Saint-Louis,  
conseil d'administration**

**M. Fisher (Huntingdon):** En ce qui regarde la Corporation du pont Saint-Louis:

1. Quels sont les membres qui composent cette corporation?

2. Quelle somme d'argent leur a été payée individuellement ou pour eux, depuis leur nomination jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. L'honorable R.-O. Grothé, président; M. J.-A. Trudeau, vice-président, M. Louis Chatelle, secrétaire-trésorier; MM. Robert R. Ness et Joseph Dupont, commissaires.

2. Du 11 octobre 1928, date de leur nomination, au 31 décembre 1934, les commissaires ont reçu chacun le montant total suivant:

L'honorable R.-O. Grothé, président, \$5,419.19; M. J.-A. Trudeau, vice-président, \$4,279.42; M. Louis Chatelle, secrétaire-trésorier, \$4,735.34; M. Robert R. Ness, \$4,279.42; M. Joseph Dupont, \$4,279.42.

**Dépôt de documents:**

**Certificats du ministre de la Voirie,  
19 George V, chapitre 32**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 janvier 1934, pour copies authentiques des certificats du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, depuis le 8 février 1934 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, et se rapportant à la somme

de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: Loi modifiant la loi de la Voirie. (Document de la session no 97)

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 50**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse en date du 22 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 50. (Document de la session no 98)

**Arrêtés en conseil,  
24 George V, chapitre 20**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse en date du 22 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 20. (Document de la session no 99)

**Contrats,  
24 George V, chapitre 20**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre en date du 22 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les contrats et de toutes les conventions intervenus depuis le 19 avril 1934 jusqu'au 19 janvier 1935, et prévus dans le statut 24 George V, chapitre 20. (Document de la session no 100)

**Ordre en conseil,  
no 2586**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 30 janvier, demandant la production de copie authentique d'un ordre en conseil no 2586, de 1934. (Document de la session no 101)

**Demandes de documents:**

**Constructions de chemins,  
Saint-Benoît, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935.

Adopté.

**Constructions de chemins,  
Sainte-Scholastique, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935.

Adopté.

**Constructions de chemins,  
Saint-Colomban, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de

chemins, dans la municipalité de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935.

Adopté.

**Octroi, protection contre l'incendie,  
Annonciation d'Oka, comté Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à une demande d'octroi pour la protection contre l'incendie, dans la municipalité de l'Annonciation d'Oka, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 00.

**NOTES**

1. \$16,968,000 précise *The Quebec Chronicle* du 13 février 1935, à la page 3.
2. *L'Action catholique* et *La Presse* dans leur édition du 13 février, respectivement aux pages 11 et 15, écrivent "vingtième". Nous conservons toutefois la version du *Soleil* du 13 février 1935, à la page 9, car l'intervention de M. Taschereau est rapportée en style direct.
3. Aucun membre de l'opposition n'ayant demandé le vote sur la motion d'ajournement, la motion est tombée d'elle-même, selon *Le Soleil* du 13 février 1935, à la page 9.
4. Mot illisible dans la copie du *Journal*.
5. Le *Soleil* du 13 février 1935, à la page 9, avance que ce serait une voix en provenance des banquettes de l'opposition qui aurait prononcé ces paroles.
6. Tous les journaux rapportent que c'est le député d'Yamaska (M. Élie) qui a appuyé la motion



d'amendement de M. Smart. Nous nous en tenons au procès-verbal de l'Assemblée qui spécifie que c'est M. Bertrand qui seconda ladite motion.

7. *Le Soleil* du 13 février 1935, à la page 9, écrit "sur n'importe quoi".

8. *La Presse* du 13 février 1935, à la page 15, écrit \$30,000,000.



Séance du mercredi 13 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

**Questions et réponses:****Commission des liqueurs, emprunts**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission des liqueurs de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1933 inclusivement jusqu'au 3 juillet 1934, inclusivement:

1. A-t-elle emprunté?

Dans l'affirmative:

a. Quand a été contracté chacun des emprunts?

b. Quel est le montant de chacun des emprunts?

c. Pourquoi chaque emprunt a-t-il été contracté?

d. À quel taux d'intérêt chaque emprunt a-t-il été contracté?

e. De qui chaque emprunt a-t-il été contracté?

e. Lesdits emprunts ou aucun d'iceux ont-ils été garantis par la province, directement ou indirectement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La Commission des liqueurs de Québec, à son début, a été autorisée à ouvrir un compte de banque par le moyen de lettres de crédit du trésorier de la province. Elle a tiré sur ses banquiers les sommes d'argent

nécessaires et déposé quotidiennement des revenus, le solde en variant chaque jour. Aucun emprunt spécial n'a été négocié.

**Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi 12 février, sur la motion proposée le jeudi 7 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Hull (M. Guertin).

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, l'année qui vient de se terminer nous a apporté de grands événements. Je veux en signaler deux en particulier: l'enquête Stevens et le programme de réforme sociale énoncé par le premier ministre du Canada, peu de temps avant l'ouverture de la session. Son courage et son activité contrastent avec l'indifférence du gouvernement de Québec à l'égard de tout ce qui contribuerait à l'amélioration du sort des travailleurs.

Il (M. Guertin) reproche en particulier au gouvernement de n'avoir pas donné suite au rapport de la Commission des assurances sociales, qui a coûté \$80,000: il laisse dormir le rapport depuis deux ans. Il se réjouit par ailleurs du changement heureux qui s'est opéré dans l'opinion publique vis-à-vis des réformes sociales.

J'ai moi-même prêché quelques années, à la fois dans et hors de la Chambre tout un programme d'action sociale qu'on est en train d'appliquer partiellement, partout ailleurs que dans la province de Québec. Partageant la vie du peuple, j'ai été à même de constater ses misères et ses problèmes, et je me suis rendu compte de ce que l'on pouvait et devait faire pour aider les humbles. On m'a traité de socialiste et radical, mais les années se sont cependant chargées de me donner raison. Ce qui compte, aujourd'hui, c'est la question sociale.

Mais son regret est de voir que la province de Québec demeure à l'écart, quand le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux se lancent définitivement dans les assurances sociales.

Il (M. Guertin) dit qu'il a écouté avec sympathie, l'autre jour, le député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) déclarer avec mélancolie qu'il ne croyait pas revenir à la Chambre après les prochaines

élections. Ce député, dit-il, venait de voir ses amis politiques voter contre un projet de loi qui pourtant avait pour but louable de renvoyer au foyer les femmes n'ayant pas besoin de travailler et de les faire remplacer par des jeunes gens anxieux de se faire une place au soleil. Il semblait craindre les représailles de ses amis politiques. Le député n'a aucune raison de craindre les réactions de ses amis, puisque l'ouvrier ignoré et méconnu sait aujourd'hui faire la différence entre ses véritables amis et ceux qui se servent de lui pour atteindre à des buts égoïstes. Ils ont plus de confiance en un homme qu'en un parti.

Fuir la solution des problèmes sociaux ou s'en désintéresser, c'est faire le jeu des communistes. Un jour ou l'autre, il faudra faire face à ces questions. Plus on retarde les solutions, plus on irrite les masses, sans compter qu'on prolonge la misère. Il y a lieu de s'étonner, en ces années de crise, de l'obstination et de l'entêtement que l'on met dans les milieux du gouvernement à refuser les conseils de sages citoyens qui, voyant venir la tempête, supplient les puissants du jour de ne pas imiter la folie de l'autruche.

Heureusement, il se trouve des hommes qui mettent l'intérêt public au-dessus de celui du parti. N'a-t-on pas vu un Paul Gouin, fils d'un ancien premier ministre libéral, las de l'inertie du gouvernement, faire le geste de rompre avec son parti et réussir à lancer un nouveau mouvement politique. N'a-t-on pas vu un H.-H. Stevens, ministre du Commerce dans le gouvernement Bennett, lever l'étendard de la révolte dans son parti, et protester contre les injustices sociales qui se pratiquent dans le commerce et l'industrie? Alors qu'il était à la porte d'un ministère, se lancer dans une campagne contre le trust de l'électricité?

Il a probablement perdu un portefeuille de ministre, mais il a valu à la province une commission Lapointe suivie probablement d'un nouveau régime de l'exploitation de l'électricité que nous serons appelés à discuter un jour ou l'autre. N'a-t-on pas vu le député de Québec-Est (M. Drouin) et deux conseillers législatifs (MM. Thériault et Ouellet) s'attirer maints ennuis par leur indépendance de caractère?

Il (M. Guertin) souligne l'attitude d'indépendance prise par lui-même et les députés de député de Rouville (M. Barré) et de député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault). Nous avons cru, dit-il, de devoir faire ce geste afin de tenter la conversion du Parti conservateur provincial à une foule de réformes sociales que nous croyons absolument nécessaires au bien-être de nos concitoyens.

Ce geste nous a valu de nouveaux adversaires politiques, partis de tous les rangs et de tous les milieux. Le chef officiel de mon parti, accompagné de ses députés n'est-il pas venu dans ma région pour me susciter l'opposition que vous connaissez? Ce qui prouve une fois de plus que, pour le politicien, les principes ont moins d'importance que les moyens nécessaires à ses fins égoïstes. Que voulez-vous, l'histoire des peuples est remplie d'exemples qui démontrent que le travail de précurseurs n'est pas le plus facile.

Deux membres du gouvernement ont aussi honoré le comté de Hull d'une visite. Deux ministres, le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), sont venus me choisir un adversaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** (souriant): Mais, il n'en tient qu'à vous d'être notre candidat.

**M. Guertin (Hull):** Pourquoi a-t-on commencé le choix des candidats dans Hull? Les deux ministres qui sont venus dans mon comté, je les avais tenus responsables de la situation des bûcherons dans la province. On s'est demandé pourquoi cette visite ministérielle. A-t-on cru que le député de Hull avait beaucoup d'importance? C'est trop d'honneur et pour mon comté et pour mon humble personne.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est cela.

**M. Guertin (Hull):** Voulait-on changer le siège du gouvernement et l'installer à Hull?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Qu'est-ce que vous en pensez, vous-même?

**M. Guertin (Hull):** Je regrette que l'honorable ministre des Terres ne se soit pas donné la peine de venir me serrer la main. Je lui aurais posé quelques questions. Je regrette que l'honorable ministre du Travail ne se soit pas donné la peine, lui non plus, de venir me serrer la main.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous auriez dû aller les saluer vous-même.

**M. Guertin (Hull):** Au ministre du Travail, j'aurais demandé ce qu'il pense des codes de travail dans notre province, pourquoi le gouvernement dont il fait partie refuse obstinément de suivre l'exemple de l'Ontario, en législation ouvrière?

Oh! Je sais qu'il va m'opposer la déclaration de M. Roebuck, procureur général de l'Ontario, qui a dit que la province de Québec était plus avancée que l'Ontario au point de vue législation sociale, mais il oublierait de dire que M. Roebuck voulait parler simplement de la loi de l'extension juridique des contrats de travail que l'Ontario n'a pas encore.

Je ne comprends pas cette déclaration, car dans l'Ontario, on a des pensions de vieillesse et des allocations aux mères et aux veuves nécessiteuses, et nous n'en avons pas. Je m'explique cette déclaration en pensant que M. Roebuck a dû vouloir se montrer généreux pour des alliés politiques qui feront bientôt leur élection. Pour régler cette question d'une façon définitive, je dirai que l'Ontario a dépensé, au cours de l'exercice se terminant en octobre 1932, \$33,867,000 sous la rubrique santé, secours au chômage, bien-être et éducation. C'est plus que le budget de notre province.

Il dit qu'il espère beaucoup des initiatives de M. Bennett en législation sociale, et que Québec a perdu une occasion unique de se mettre de l'avant dans la Confédération. Mais est-ce à dire que toute la question sociale sera par le fait même solutionnée? demande-t-il. Ne nous faisons pas d'illusions.

Le député de Hull lance un appel énergique en faveur des jeunes chômeurs et rappelle que le député de Rouville (M. Barré) a affirmé récemment qu'il y avait plus de 400,000 jeunes sans emploi dans la province. Une autre classe de la population qui a également besoin d'aide, c'est celle des hommes de plus de quarante ans. Et il insiste pour qu'une loi soit proposée pour venir en aide et protéger ces deux classes, tout spécialement les jeunes hommes de la province. Celui qui mettra fin au chômage de la jeunesse et des plus de 45 ans, que l'on jette trop souvent au rancart, sera un bienfaiteur public.

En Angleterre, des allocations de chômage s'étendent à tous les salariés, qu'ils soient assurés ou non, poursuit-il.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le chômage augmente en Angleterre.

**M. Guertin (Hull):** Peut-être. Les allocations sont bien supérieures en Angleterre à celles qui sont payées au Canada. Le régime anglais est moins démoralisant. Il est vrai que le Christ nous a dit qu'il y aura toujours des pauvres, mais pauvres par l'insuffisance des dons et non pas par la mauvaise organisation économique de l'homme ou à cause de son égoïsme, de sa cupidité ou de sa rapacité ou de son injustice.

La législation doit suivre le mouvement économique, technique, scientifique et mécanique. Les biens qu'ont valu à l'humanité ces merveilleuses découvertes doivent être distribués équitablement parmi toute la population. Il faut abandonner les vieux préjugés et marcher de l'avant en adoptant une législation qui soumette la machine à l'homme et non l'homme à la machine. Le temps presse et les gouvernements doivent agir "as soon as possible" s'ils veulent éviter les pires calamités sociales. À quoi sert à l'homme de gagner l'univers...

**Des voix:** ... s'il en vient à perdre son âme...

**M. Guertin (Hull)** regrette la disparition de quelques députés, au cours des vacances.

Quant à moi, comme en 1931, on chante ma défaite depuis longtemps, avec la seule différence que deux partis politiques la désirent cette fois. Quel sera mon sort si je suis de nouveau candidat, je n'y ai pas encore songé, occupé que je suis à bien remplir la tâche que j'ai acceptée de poursuivre en 1931. J'ai la satisfaction d'avoir essayé de me rendre utile, d'avoir fait mon possible pour éveiller les esprits aux contingences de l'heure durant mon séjour dans cette auguste Assemblée délibératrice; j'ai conscience d'avoir voulu servir et non me servir, de n'avoir jamais trahi personne, et cela me suffit.

**L'honorable M. David (Terrebonne)<sup>1</sup>:** (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, Messieurs, il y a quelques années, je crois avoir affirmé que c'est toujours avec un peu de crainte que j'accepte de parler dans cette Chambre. Je la considère comme un immense micro, qui porte nos paroles aux quatre coins de la province, et, par le fait même, leur donne une portée telle que le mot et la pensée doivent être mesurés.

Je réponds, dans le moment, à l'honorable député de Hull qui a terminé son discours sur une note tellement triste que je ne veux pas lui répondre. Je craindrais, si je retardais, que mes remarques n'en fussent trop affectées.

Il nous a parlé de Jean le Précurseur, qui, attendant dans le désert l'Homme qui devait venir, ne percevait pour tout écho que le son répété de sa voix. Qu'il ne soit donc pas surpris, si réellement il éprouve la satisfaction intime d'un devoir accompli, d'être seul, pourvu qu'il ait raison.

Il est un reproche, oh! très léger, que je ferai à l'honorable député. C'est qu'à l'entendre parler quelquefois dans cette Chambre, on pourrait croire qu'il est seul à s'occuper du devoir social et de la

solidarité humaine qui doit exister entre les citoyens d'un pays; qu'il est seul à s'efforcer d'améliorer la situation sanitaire dans les classes laborieuses de cette province; qu'il est seul à tenter de faire accepter des mesures sociales destinées à augmenter un peu le bonheur là où il existe et à le donner là où il n'existe pas; qu'il est seul enfin à attirer l'attention de cette Chambre et de cette province sur les défauts de notre armature économique, sur les défauts de notre cuirasse politique. Et pourtant!

L'honorable député de Hull a déclaré, il y a un instant: "Vous n'avez pas l'occasion de coudoyer les hommes du peuple".

Qu'en sait-il? Sait-il le nombre de ceux qui passent, chaque jour, dans nos bureaux, dans nos maisons privées, nous raconter leurs peines, étaler leurs misères, demander la charité ou du travail? pauvres gens qui viennent, résignés raconter la même histoire triste. Croit-il que, dans nos poitrines, le cœur ne soit pas aussi sensible et généreux que celui qui bat dans la sienne? S'imaginerait-il que devant les larmes des veuves, les supplications des pères de famille, nous restions sans pitié devant le sort de ces malheureux? Croit-il que nous regardions passer la misère humaine avec le sourire aux lèvres?

Je vous l'affirme - je ne parle que pour moi, mais mes collègues pourraient en dire autant - j'ai vu depuis trois ans plus de misère s'étaler, dans mon bureau, que depuis mon entrée dans la vie politique. Cependant, il est une chose que je ferai remarquer à cette Chambre: cette misère ne vient pas inutilement critiquer les gouvernements; cette pauvreté ne vient pas attaquer le pouvoir établi; cette faiblesse ne vient pas essayer de saper une institution, un État; elle vient, humble, modeste, triste et résignée, supportée avec patience, demander qu'on l'aide.

Or, la meilleure façon d'aider le peuple, c'est encore, on l'admettra, - je ne parle pas pour le moment de ceux qui ont faim - de donner (et je cite dans l'ordre de l'honorable député de Hull) à l'individu, à la famille et au foyer, une base solide et les meilleurs gages de salut pour l'avenir. La meilleure base sur laquelle une famille puisse s'appuyer, concevoir le bonheur, l'espérer et l'atteindre, c'est la santé et pour cela, il faut tâcher d'en chasser la maladie qui peut y entrer et de la bannir à jamais, en essayant de créer des corps sains.

Il est un autre devoir pour l'État: celui de donner, par l'instruction et la protection qui lui est due, l'assurance d'un avenir plus heureux à la jeune génération.

Je crois qu'à ces deux points de vue: santé et instruction (laissons de côté pour le moment les

questions sociales), nous pouvons défier qui que ce soit de nier que, durant les vingt-cinq dernières années, aucune province, et peut-être aucun pays, a fait autant de progrès que la province de Québec.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

L'insincérité, l'hypocrisie ont enlevé, prétend-il, la confiance du peuple. Si c'est vrai, ce que je n'admets pas, qui donc aurait créé cette opinion que, dans notre province, dans notre pays, le politique n'est pas aussi honnête qu'ailleurs et qu'il est un égoïste qui pense à lui et non aux autres? Qui, sinon certains hommes - et je ne fais aucune allusion personnelle - dont les paroles ont imité le cours de certains ruisseaux qui, à l'époque de la fonte des neiges, dévalent les montagnes, se grossissent et tombent en torrents, emportant tout sur leur passage.

Mais voyez-les lorsqu'ils atteignent les lacs et les rivières. Tout est calme, tout est tranquille, tout reprend sa stabilité. Ainsi à certaines époques de la vie des peuples, lorsque les intelligences ne jugent plus avec le même raisonnement, la même modération, la même pondération qu'en temps normal, on allume, on attise, devrais-je dire, les passions du peuple, du moins de cet élément populaire qui n'est pas toujours le meilleur. C'est à ce moment, peut-être, que l'on crée cette impression que l'homme politique manque de sincérité, qu'il est un hypocrite et un égoïste.

Mais si cela existe ailleurs, il me semble qu'il est de notre devoir de reconnaître que, dans notre province, depuis au moins 1897, en dépit des appels de ce genre qui ont été faits, en dépit des campagnes inavouées qui ont été menées, en dépit des calomnies qui ont été semées, en dépit des médisances qui ont été colportées, toujours le peuple a comparé la valeur des accusations et les actes des accusés, et, dans la balance, la parole des accusateurs ne l'a pas emporté sur les actes de ceux qui gouvernaient.

(Applaudissements à droite)

On dit, quelquefois, de notre province, qu'elle est lente à accepter les changements. On a dit d'elle aussi, dans le passé, qu'elle était arriérée, qu'elle était - la sœur, pour reprendre une vieille expression que l'on me pardonnera, - la sœur-pauvre de la Confédération.

Je suis prêt à admettre, et j'y mets une certaine fierté que, dans Québec, on est prudent. On demeure sourd à certains appels que d'autres pays écoutent avec empressement. Je vois dans cette lenteur, faite de prudence, une source de tranquillité, de stabilité qui permet à notre peuple - sans rester indifférent à ce qui se dit - de demeurer sourd à des appels auxquels, ailleurs, des populations plus turbulentes n'ont pas su résister.

Je vois aussi dans cette lenteur la preuve d'une expérience durement acquise et chèrement payée. J'y vois deux cent cinquante années de luttes, - car nous luttons déjà alors que nous étions français, - j'y vois enfin le résultat d'une mûre réflexion. J'y vois aussi le fruit de l'expérience passée. Nous avons compris, depuis longtemps déjà, que quiconque va trop vite s'expose, en tentant des aventures qui souvent obligent à se ressaisir, à reculer beaucoup plus qu'il n'a avancé.

Les expériences, surtout lorsqu'elles sont douteuses en résultats, imprécises dans leur dessein, pourquoi ne les pas laisser à d'autres pays qui ont moins à craindre, moins à perdre que nous? Si elles sont satisfaisantes, nous ne craignons pas de les utiliser, car la vie n'est-elle pas un enchaînement d'imitations?

L'honorable député de Hull a parlé de la loi du chômage en Angleterre. Il nous a dit que dès la première année, si j'ai bien compris, quatre millions de personnes ont profité de cette loi. Sait-il ce qui s'est passé au cours de 1930, 1931, 1932 et même 1933? Sait-il que des milliers d'hommes en Angleterre, manquant d'ouvrage, devaient retirer ce qui pour moi est la chose la plus triste que nous ait apportée la civilisation, le salaire de la charité, le triste dole, au lieu de celui du travail? Sait-il qu'à ce moment les chômeurs anglais retiraient chaque semaine le montant que le gouvernement leur attribuait et prenaient, à Folkestone, à Southampton ou à Douvres, le bateau qui traverse la Manche pour se rendre au Pas de Calais ou ailleurs, où temporairement ils demeuraient avec leur famille, dépenser l'argent qu'ils venaient de recevoir? Ce n'était pas faire preuve de grand patriotisme, ni d'une bien grande reconnaissance.

Je n'ai jamais caché ma pensée et l'ai dite sur cette question il y a déjà quelques années. Pour ma part, je préférerais infiniment une dépense de millions de dollars pour donner du travail à l'ouvrier canadien plutôt que de voir aujourd'hui ces bras inactifs, appesantis et alourdis par un chômage déletère qui va devenir un problème effroyable et créera chez nous, s'il continue, une génération d'ouvriers ayant désappris à travailler.

J'admets que, parfois, la solution d'un problème est à ce point complexe que même le remède le plus raisonnable et le plus rationnel est impossible à appliquer. Est-ce que remplacer la charité par le travail est possible? L'appel a été fait si souvent, la demande renouvelée avec tant d'insistance que, puisque là-bas on n'a pas voulu accepter cette politique, je dois en conclure qu'elle devait être irréalisable.

L'honorable député de Hull a eu un mot de reconnaissance pour son comté. Qu'il me permette d'en avoir un pour le comté de Terrebonne qui, depuis dix-neuf ans, n'a jamais failli, à chaque élection, à me déléguer dans cette Chambre, me priant de tâcher à faire le plus de bien possible, non seulement pour le comté, mais aussi pour la province. Ai-je réussi? Peu importe! Je sais une chose: c'est que je me suis toujours efforcé de rendre service à qui me sollicitait.

Depuis dix-neuf ans, j'entends des discours en réponse à l'adresse, des discours sur le budget qui viennent de votre gauche, M. l'Orateur. Chaque fois, c'est la même critique qui s'élève. C'est à se demander si, lors d'un voyage à Jérusalem, quelque membre de l'opposition de 1897 n'a pas rapporté une pierre du Mur de Lamentations où vont pleurer les Juifs de Jérusalem.

(Applaudissements à droite)

Tout va mal, tout est mauvais en notre province, dit-on. Nous n'avons rien fait de bon! Jamais cette critique n'est atténuée, je ne dis pas d'un mouvement de reconnaissance - celle du peuple nous suffit (Applaudissements à droite) - mais d'un mot d'admission que tout n'est pas si mauvais, que tout n'est pas dépourvu de qualités. Il semble que l'on serait plus juste. Depuis 1897, nous avons dû faire quelque bonne action, un bon geste: nous avons dû avoir une bonne pensée. La population ne peut croire que, dans un gouvernement comme le nôtre, tout est mauvais. Ce que l'on veut aujourd'hui, ce n'est pas des lamentations, mais des politiques concrètes.

Avons-nous besoin de répéter, dans le Québec, cette fable de La Fontaine si connue de nos amis de l'opposition tant elle est simple et à la portée de tous, et qui se passe de commentaires: Le berger et le loup.

Il s'agit d'un berger qui s'amuse un soir à crier: Aux loups! Les bergers des alentours vinrent à son secours. Il n'y avait pas de loups. Ils vinrent une seconde fois, il n'y avait pas de loups. La troisième fois, ils ne vinrent pas. Il y avait des loups.

(Rires et applaudissements)

Le danger pour l'opposition, c'est que même s'il y avait des loups, le bon berger qui est le peuple de la province de Québec, ne viendrait pas à son secours.

Construire, dans tous les pays du monde, c'est aujourd'hui un mot d'ordre, celui des oppositions, comme celui des gouvernements. Construire, c'est s'attacher à un travail parfois difficile; c'est parcourir souvent une route ardue, si l'on veut aboutir à une édification. Cette œuvre exige de l'intelligence, du jugement, du discernement, des connaissances du climat et de la situation géographique de l'édifice que l'on veut élever et de la discipline.

Démolir, c'est tout autre chose. C'est facile. Quelques outils suffisent, un pic, une pelle parfois, et surtout on ne manque jamais son coup avec une cartouche de dynamite. Mais un pétard n'aura jamais cet effet là.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas dans le bureau du premier ministre.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** "Nous n'avons rien fait dans la province de Québec", dit mon honorable ami de Hull. Quiconque est sérieux et désintéressé, quiconque observe notre vie provinciale, constate que, depuis trente ans, elle n'est plus reconnaissable tant elle s'est transformée et améliorée. Que l'on ne craigne rien, je ne veux pas faire l'éloge du gouvernement. Je ne parlerai même pas de son œuvre! On en sera peut-être surpris, mais moins lorsque j'aurai dit pourquoi. C'est que, depuis les trente-huit années que le Parti libéral est au pouvoir, il a réussi à ce point à instruire le peuple que celui-ci est capable de lire et de se renseigner par lui-même. Il n'a donc pas besoin que nous lui répitions ce que nous avons fait. Il en est suffisamment informé. Il est capable de comprendre.

(Applaudissements à droite)

Le député de Chambly (M. Béique) a affirmé qu'il a entendu un jour un mot de l'honorable L.-O. Taillon. Cet homme d'État canadien a été premier ministre de la province de 1890 à 1892. C'est un désenchantement pour tout le monde de voir qu'un homme en apparence aussi jeune se souvienne de ce qu'il a entendu quand il avait 2 ans.

(Rires et applaudissements)

**M. Béique (Chambly):** M. Taillon n'est mort qu'en 1923.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous avons à Montréal une pianiste, Ruth Slenczynski, dont on dit qu'elle est un prodige. Mais sa précocité ne peut être en rien comparée à celle de mon honorable ami de Chambly. (Rires)

Aussi, avant d'exprimer les remarques que j'ai l'intention de soumettre à cette Chambre, puis-je dire un mot, sans anticiper sur le débat qui accompagnera la présentation du bill de Montréal, de la situation de la métropole<sup>2</sup>. Montréal représente l'influence d'au-delà d'un tiers de la population de la province. Avec ses maisons de commerce, ses banques, ses terminaux fluviaux et ferroviaires, elle jouit d'une importance et d'un prestige qui rejailliront sur la province et dont tout amoindrissement affectera la province entière et même le pays.

Je souhaite ardemment que les représentants du peuple montréalais découvrent un moyen de dégager la métropole de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

J'affirme à l'intention des députés des comtés ruraux - j'en suis un moi-même - qu'ils n'ont pas le droit de se désintéresser de la grande ville. Il est de leur devoir de nous aider à trouver une solution, non pas temporaire, mais d'un tel caractère de permanence qu'une fois pour toutes Montréal obtienne l'indépendance et la stabilité qui lui sont essentielles.

Jusqu'en 1929, l'homme a toujours réussi à dominer les crises qui assaillirent le monde, et il s'est toujours montré le maître des événements. Aujourd'hui, le désespoir s'empare d'un grand nombre en face de leur impuissance à trouver une solution immédiate capable d'assurer au monde un équilibre nouveau.

On a cru, on croit malheureusement encore, que cette crise est comme celles du passé que l'on appelait les crises de décade. Selon les économistes, il fallait que le monde eût des malaises périodiques.

Malheureusement, les remèdes d'autrefois n'assurent plus la guérison. La crise a pénétré trop profondément dans l'âme des peuples et l'avenir les laisse trop sceptiques pour qu'un simple remède soit efficace. Pourquoi? Parce que les hommes n'ont plus confiance.

L'homme de la rue n'est plus l'homme du peuple d'autrefois. On pouvait lui dire: mangez, voici du pain; amusez-vous, voici des cirques! Le *panem et circenses* ne suffit plus pour contenter l'état d'esprit créé par les besoins nouveaux. On considérait autrefois une bonne récolte comme une bénédiction du ciel. Aujourd'hui, d'aucuns la considèrent comme un malheur parce qu'elle entraîne une réduction des prix des grains sur les marchés. Le peuple sait, il l'a lu et entendu, que l'on a fait brûler des récoltes entières de blé, détruit des troupeaux gigantesques.

Il sait qu'au large des côtes du Brésil, on a jeté à la mer des cargaisons entières de café. Et cela, pendant que des milliers de femmes, d'hommes, d'enfants n'avaient pas de pain à manger, ni de café à boire.

Croyez-vous que ces hommes du peuple, ouvriers, agriculteurs ainsi renseignés vont accepter encore, comme baume à leurs souffrances, de vaines promesses de prospérité? Qu'on leur parle de la prospérité qui est à notre porte, Dieu sait que la démagogie ne m'a jamais plu, mais le temps est venu où la vérité doit éclater, et je la dirai.



Ce n'est pas avec des formules d'équilibre administratif, des mesures législatives que vous réglerez la crise, que vous apaiserez la faim, que vous protégerez contre le froid, que vous soulagerez les angoisses des parents qui ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école, incapables qu'ils sont de les vêtir. Ce n'est pas avec l'attendrissement que l'on calmera le peuple. Ce n'est pas avec des statistiques savantes que vous consolerez l'ouvrier qui, jusqu'à l'âge de quarante ou quarante-cinq ans, a gagné sa vie, péniblement il est vrai, mais avec fierté. Son intelligence, ses bras réclament du travail et refusent l'aumône.

(Applaudissements à droite)

Mais si l'ouvrier souffre et ne peut être soulagé par des paroles, qu'il n'oublie pas qu'aujourd'hui toutes les classes de la société sont affectées. L'ouvrier souffre, c'est vrai, mais l'agriculteur souffre aussi de ne pouvoir vendre ses produits, le commerçant de ne pas écouler sa marchandise, le financier, de ne plus avoir le capital disponible pour effectuer des transactions.

Il est curieux que l'on oublie cela facilement. Il est une classe qui est singulièrement oubliée dans la crise actuelle: celle qui a fait le plus pour la grandeur du Canada et de la province de Québec, la classe professionnelle, à laquelle le peuple canadien-français doit en grande partie la liberté dont il jouit aujourd'hui dans notre province. C'est elle qui nous a arraché, bribe par bribe, nos droits, nos libertés.

En ces moments de crise, n'a-t-on jamais pensé à la misère secrète, à la pauvreté honteuse de certaines maisons où vivaient hier à l'aise un avocat, un notaire, un médecin? Non! ils n'ont pas, eux, crié au public leur misère, ils n'ont pas dit leur grande pitié. Jusqu'au dernier moment, pour aider les autres, ils ont donné le fruit de leur expérience, de leurs paroles et quelquefois les derniers dollars de leur bourse.

(Applaudissements)

Tantôt, je le disais, la crise actuelle, dont je me défends de parler trop longuement, repose sur un manque de confiance, qui a effondré des trônes, se reflète même dans le sentiment religieux, là où il était le plus profondément ancré, et dans les institutions politiques. Est-il nécessaire de rappeler que les peuples, à tort ou à raison, soulevés par le mouvement de 89 en France, avaient jusqu'ici cru dans les mots: Liberté, Égalité, Fraternité? Aujourd'hui, les peuples croient-ils en la liberté? Cette liberté est une belle illusion que les hommes caressent, mais qu'ils ne possèdent jamais. Je ne connais pas de pays plus libre que le Canada et cependant, quand le citoyen canadien a répondu à la loi de Dieu, à la loi naturelle, aux lois fédérales,

provinciales, municipales et scolaires, après cela peut-il prétendre que sa liberté est sans restriction? La fraternité, la rouge hécatombe de 1914 est venue lui rappeler la sanglante réalité.

Ce manque de confiance, il s'étend plus loin encore. C'est la prétention de notre époque de croire que ce qui a fait la grandeur, la force du monde de 1896 à, disons, 1908, c'est le capitalisme. Or, qu'y voyons-nous? N'est-il pas, dans le moment, en train de crouler par suite de son propre aveuglement?

Le capital est une chose nécessaire. La Russie voulut un jour l'abolir. Aujourd'hui, indirectement, elle y revient. La doctrine absolutiste de Lénine a cédé le pas au système mitigé de Staline. Mais, si le capital est nécessaire, pourquoi subit-il les assauts du prolétariat et de la bourgeoisie? Parce que ceux-ci ont perdu confiance en lui, devant les abus qu'on en a faits. Le capital a cessé d'être le capital allemand, le capital français, le capital américain, soit un capital national, pour devenir un capital international.

Sa force n'a pu empêcher les peuples de se jeter les uns contre les autres dans la Grande Guerre de 1914, pour permettre aux usines de gros canons d'écouler leurs produits amassés depuis quarante ans. Cependant, le capitalisme vivra! On me pardonnera ma témérité. Mais le capitalisme est devenu un enfant malade qu'il faudra peut-être sauver malgré lui. Du moment que nous admettons la nécessité de son action dans le domaine économique, s'il est malade, soignons-le, guérissons-le malgré lui, s'il le faut.

Manque de confiance aussi dans le travail. On a accoutumé, dans le passé, de considérer l'homme apte à gagner sa vie, grâce à son intelligence et à ses forces physiques. Cette croyance a inspiré les peuples depuis 89 et elle s'est incarnée dans ces trois mots: Liberté, Égalité, Fraternité. En effet, le travail a accepté cette formule fondée d'ailleurs sur la nature: liberté dans le travail, égalité dans le travail, fraternité dans le travail.

Les hommes se sont bercés de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais il y a une évolution. Ils n'y croient plus. Aujourd'hui, toutes les parties du monde sont solidaires les unes des autres. L'homme a compris plus que jamais combien sa fraternité, sa solidarité est grande et absolue.

Il ne peut se passer, à l'heure qu'il est, un événement politique ou même national (laissons de côté le point de vue économique) dans un grand pays du monde, dans une grande capitale d'Europe, sans que la répercussion s'en fasse sentir sur les marchés de Toronto, de Winnipeg, de Vancouver ou de Montréal.

C'est qu'aujourd'hui le monde est un organisme complet dont chaque membre, quel qu'il soit, où qu'il se trouve, doit être sain pour que l'organisme lui-même fonctionne normalement.

Mais le travail, après avoir tant ajouté foi à la liberté, s'est rendu compte que ce n'est en somme qu'un mot; après avoir tant cru à la fraternité, 1915 lui a arraché des yeux le bandeau qu'il conservait depuis 89. La fraternité, même dans le rang du travail, n'existait pas. L'Allemagne était tellement convaincue que le socialisme français ne marcherait pas, que la guerre de juillet 1914 fut déclarée à la suite de renseignements obtenus de l'Association du travail français. On avait oublié qu'une chose: c'est que lorsque la patrie est en danger, les sentiments de solidarité de classe comme ceux de l'individualisme cèdent devant la solidarité nationale.

Reste l'égalité: on cherche à la pratiquer. Cependant, pourra-t-on jamais changer les lois physiologiques de la nature? Réussira-t-on un jour à niveler par le bas les héritages de la naissance? Utopie! Toujours l'homme devra, comme par le passé, à son effort individuel, à son intelligence et à sa volonté, la réelle maîtrise qui le portera aux postes supérieurs. Il semblerait que le peuple, quand il voit un homme de la masse sortir de son milieu n'ait aucune objection à le suivre et écoute volontiers son mot d'ordre: il croit que cet homme représente ce que chacun croit par-devers soi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'il n'y a pas une formule séculièrement jeune: la foi, l'espérance et la charité.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Depuis 38 ans, mon ami a la foi, il a l'espérance, qu'il ait la charité de ne pas m'interrompre.

(Applaudissements à droite)

On a vu sortir des rangs du peuple ceux qui dominant dans certains pays d'Europe: l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, l'Italie, la Russie. Il semble même, aujourd'hui, que la masse ait moins d'objection à suivre et à écouter les disciplines et les mots d'ordre de l'homme d'origine modeste, s'imaginant sans doute qu'il représente mieux leurs intérêts communs.

Dans son beau discours d'hier, l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) disait qu'un des grands défauts de nos compatriotes de Québec est leur tendance à l'individualisme. C'est vrai et c'est au contraire par la coopération que l'élément minoritaire dans notre province (je n'entends pas par là qu'un élément, j'en comprends deux au moins) s'est acquis la force incontestable qu'il manifeste.

Nous sommes demeurés français, donc individualistes et peut-être avons-nous péché, je ne dirai pas par orgueil mais par vanité. Nous avons sans doute craint, cherchant le succès par la coopération dans le travail, dans l'énergie et dans l'effort, de demeurer anonymes dans la gloire et de ne pas voir nos noms de famille s'immortaliser dans le marbre ou le bronze. Le résultat n'est pas joli à voir. Aussi comptons-nous, depuis cinquante ans, de plus grandes fortunes individuelles mais constatons-nous, en revanche, une rétrogradation dans l'ensemble de notre fortune nationale. Pour le moment, qu'on me permette de laisser de côté ce sujet sur lequel je reviendrai plus tard.

Je voudrais, profitant de la présence en Chambre de mon collègue et ami, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin), faire certaines remarques dont d'ailleurs je l'ai prévenu et qui n'ont aucune recherche de critique.

Représentant avec un orgueil légitime et une fierté que je ne dissimule pas davantage le comté de Terrebonne, je suggère, M. l'Orateur, que l'on tienne compte du fait suivant dans l'œuvre de colonisation que l'on poursuivra bientôt: Dans la campagne que l'on commence, pour rendre à la vie rurale ceux qui n'auraient jamais dû la quitter, que l'on s'inspire du curé Labelle.

Il y a soixante-quinze ans, si je ne fais erreur, des pionniers suivirent, à travers les Laurentides, à travers le bois touffu et sauvage que l'on y trouvait à cette époque, un homme à la parole chaude, à l'éloquence patriotique, à l'intelligence éclairée: le curé Labelle. Ce brave curé parcourut à pied les distances qui séparent Saint-Jovite de Saint-Jérôme, accompagné de son fidèle Martin, qui le suivit comme un chien pendant vingt ans. Il fut à côté de lui, son maître, taillant parfois son chemin à la hache et n'hésitant jamais devant les difficultés et les obstacles de la route.

Mais parce qu'il bravait la misère, que le travail et l'effort lui étaient familiers, les colons montèrent, les uns après les autres. Ils s'établirent sur des terres qu'aujourd'hui on n'hésiterait pas à déclarer incultes. Cependant, à force de travail et d'énergie, on enleva les pierres, on arracha les souches et l'on réussit à utiliser quelques arpents de terre qui permirent tout de même aux mères d'élever jusqu'à vingt-trois enfants sous le même toit. Les colons étaient contents de cette vie.

Ce que je veux ajouter, c'est ceci: ce que les pères et les grands-pères ont fait, les fils et les petits-fils veulent le refaire. Vous n'êtes pas capables, quels que soient les avantages offerts, d'arracher les fils de

colons aux montagnes où ils sont nés et de les amener à s'établir dans la plaine. Leurs poumons ont besoin de l'air vif de la montagne, comme leurs yeux des vastes horizons, des reflets mauves du soleil couchant sur le granit de leurs montagnes, sur leurs maisons et leurs champs. Ceci s'applique à tous les comtés au nord de Montréal.

Ne craignez en aucune façon, mon cher collègue, d'installer les fils de colons là où ils vous demandent d'aller, ils sauront vaincre toutes les difficultés, renverser tous les obstacles! Les pierres et les roches, ils n'en ont pas plus peur que leurs pères; les souches, ils les arracheront; les difficultés de transport, ils les surmonteront. Ce qu'ils veulent, c'est l'atmosphère que crée dans la montagne, l'apparition dans le lointain du petit clocher de Saint-Faustin ou de Saint-Jovite, qui les rapproche de leurs morts, qui est un salut amical et familier des foyers où vécurent et moururent leurs aïeux, leur rappelant que là-bas, au cimetière, dorment ceux dont ils ont reçu la vie.

Il y a à peine deux semaines m'arrivait une lettre ainsi conçue: "M. David, malgré toutes nos difficultés, on récolte assez de blé parmi les roches pour n'être pas obligé de recourir aux secours directs". Voilà la façon de parler des colons du nord. Donnez-leur des lots et ce sont eux qui vous demanderont le moins d'argent. Vous pourrez ainsi garder à la terre des hommes qui y sont habitués, des hommes qui l'aiment, puisqu'ils ne l'ont pas quittée, et vous réussirez peut-être de la sorte à redorer les blasons de l'agriculture. De même que Chanteclerc ne chantait bien que lorsque ses ergots étaient bien entrés dans le tuf du sol, de même la province de Québec ne chantera clair et haut que lorsque nous nous serons résolument et profondément ancrés, enracinés dans la terre ancestrale, dans le sol de la campagne.

Nous devons demeurer une province agricole. Le salut de notre peuple est là et aucun sacrifice ne doit être épargné, aucun effort ne doit être négligé pour atteindre ce but: faire aimer le sol. Comment le faire aimer? Nous n'y réussirons qu'à une condition: faire de l'école de campagne, une école de campagne. Mais pour que l'école rurale en soit vraiment une, il faut que l'école normale la prépare par les professeurs qu'elle forme. Il faut que la jeune fille qui sort de l'école normale ait appris elle-même à aimer le sol de son pays, à aimer la terre, à respecter l'agriculture et l'agriculteur.

Je sais que l'on pourra me dire: "Vous prétendez donc que nos institutrices ne connaissent pas et n'aiment pas suffisamment l'agriculture?" Je

répondrai: Si cela est exact, est-ce leur faute? Elles sont sorties de l'enseignement primaire à quatorze ans pour entrer au couvent. Elles en sortent très instruites. On leur a enseigné l'astronomie, la géographie, l'histoire, le catéchisme et même le latin, mais peuvent-elles, lorsqu'elles s'en vont le long de nos routes québécoises, distinguer un chêne d'un hêtre, entre les fleurs qui pailletent les levées, nommer exactement les fleurs et les plantes, retracer la source du petit ruisseau qui chante tout près de la maison d'école? N'avons-nous pas le devoir, nous qui voulons, et qui sommes sincères, quoi qu'on puisse prétendre, donner à l'agriculture son ancienne emprise, de demander à qui de droit, aux autorités qui ont juridiction en cette matière, de faire en sorte que nos normaliennes, nos futures institutrices, soient prêtes à donner aux enfants de nos paroisses rurales une instruction adaptée aux exigences de leur milieu agricole, et soient décidées, au moins, à ne pas dépayser, déraciner, les petits êtres que des mains d'agriculteurs leur confient?

Je m'inspire, pour parler d'enseignement dans cette Chambre, avec tant de franchise et de liberté, sans crainte que demain, comme naguère, sur les ailes de la calomnie, se répètent les mots de sectaire ou de libre penseur, je m'autorise, dis-je, d'un cardinal Villeneuve, d'un monseigneur Camille Roy, d'un Édouard Montpetit et d'un curé de campagne, M. l'abbé LaPalme.

En effet, c'est Son Éminence qui a fustigé l'insuffisance de notre enseignement universitaire; c'est Mgr Roy qui a reconnu celle de notre enseignement secondaire. M. Montpetit a demandé une enquête pour la révision du programme de l'enseignement primaire et l'abbé LaPalme a proclamé la grande pitié de l'école de rang. N'avons-nous pas le droit, nous qui avons à cœur, autant que ces personnalités, d'améliorer le sort de notre peuple, de dire ce que nous pensons? La vie est trop courte pour qu'on la fasse petite.

Dans le passage éphémère de cette vie, nous laisserons l'impression d'hommes qui ont voulu donner à la population de la province l'instruction nécessaire. Si notre peuple se laisse enliser et permet que les jours où il n'y avait pas d'école reviennent dans notre province, ce jour-là c'en sera fait de la religion, de la langue et de la tradition. Hâtons-nous! Autrement, nous serons anglicisés (sic) ou américanisés d'ici à 50 ans.

Dieu merci, tous reconnaissent chez nous la nécessité d'un meilleur enseignement. Mais au point de vue économique, avons-nous aussi bien compris notre devoir?

On admettra, sans verser dans l'utopie, que nous le voulions ou non, nous évoluons, nous sommes jetés dans une révolution en marche vers un monde nouveau. De quoi demain sera-t-il fait? Dieu seul le sait. Mais s'il est bon de regarder l'avenir, il est bon aussi de regarder le présent. Aussi bien, je tiens à attirer l'attention de cette Chambre sur nos difficultés au point de vue canadien-français dans le domaine économique, difficultés dues trop souvent à une mauvaise organisation corporative ou à une mauvaise administration. Mais il y a des difficultés considérables à surmonter. Sans doute, comme l'a dit le chef de l'opposition, il ne faut pas sacrifier les principes pour de l'argent.

Dernièrement, le chef de l'opposition dénonçait la déclaration suivante du ministre de la Voirie: "Il faut une loi des compagnies uniforme dans le Canada". La refonte des lois de compagnies doit être faite de concert avec Ottawa. Sinon les promoteurs d'organisations commerciales iront demander au gouvernement fédéral les pouvoirs dont ils ont besoin.

Le moment est venu de dire au promoteur d'une compagnie: Monsieur, vous avez confiance dans la compagnie que vous voulez incorporer ou vous n'y avez pas confiance, et alors vous allez tenter d'exploiter les gens. Si oui, commencez par déposer dans une banque autorisée 50 % du capital que vous désirez faire souscrire. Ce dépôt servira à prouver votre bonne foi et la confiance que vous avez dans votre entreprise. Vous irez alors devant le public.

Ce système évitera la multiplication des compagnies champignons qui vendent des actions à cinq ou dix dollars, après quoi certains promoteurs d'une entreprise mettent l'argent en poche laissant à nos pauvres gens de la campagne, de beaux et reluisants certificats, comme reliquats d'une belle et bonne faillite qui, bien souvent, ne valent pas le papier enluminé sur lequel ils sont imprimés. Je vais plus loin.

Tout en cherchant la stabilité de la compagnie ainsi formée, je crois qu'il serait bon de modifier la loi de telle façon que tout profit excédant le 6 % de dividende habituel, soit distribué aux actionnaires et aux ouvriers.

On créerait ainsi, outre une bonne harmonie entre le capital et le travail, une bonne caisse de réserve en cas de chômage. Je crois que la reconnaissance de ce principe (quitte à discuter les détails de l'application plus tard) serait de nature à satisfaire l'ouvrier mieux même que certaines réformes sociales que celui-ci accepte avec difficultés.

On pourrait ainsi constituer des fonds de chômage, de maladie, d'accidents, de décès, de la vieillesse, qui ne coûteraient rien à la population ouvrière, fonds plus efficace que l'assurance-chômage d'État. Si cela peut surprendre quelqu'un, je lui répéterai le mot d'Arthur Buies, au lendemain d'une élection où les libéraux avaient triomphé, à quelqu'un qui lui demandait pourquoi il ne s'accordait pas avec les libéraux ministériels: "Voyez-vous, je suis un libéral tellement avancé que mes amis m'ont perdu de vue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne sais pas ce que le premier ministre dit de cela.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le chef de l'opposition est d'une grande curiosité. L'honorable chef de l'opposition a une façon de scruter les cœurs et les esprits. Il en a assez autour de lui que cela devrait lui suffire.

Cette participation aux bénéfices fera peut-être oublier que le capitalisme industriel a souvent arraché à l'agriculture des bras qui lui étaient nécessaires pour leur faire exécuter de durs travaux dans des puits de mines où on les voyait cracher leurs poumons et mourir comme des bêtes de somme au travail. Mais ils étaient remplacés le lendemain par un autre qui attendait sa place. Mais cette ère a eu une fin.

Autrefois, à Montréal, il y avait à presque tous les deux coins de rue deux hommes connus de tout le voisinage. C'était l'épicier du coin, c'était le boucher. On achetait viandes chez l'un, comestibles et légumes chez l'autre. Un jour, on a remplacé l'âme et le cœur de l'épicier et du boucher par des compagnies. Petit à petit, des coins de l'est de Montréal, sont partis les bouchers et les épiciers. Ils étaient, pour la plupart, propriétaires, au nombre de disons deux mille. Leur propriété valait, en moyenne, cinq mille dollars. Ces propriétaires payaient des taxes.

Leur pécule leur apportait une modeste aisance. Cette aisance leur permettait de donner une bonne instruction à leurs enfants, à l'aîné des garçons ou à l'aînée des filles. Ils étaient les premiers à souscrire aux œuvres religieuses, patriotiques et sociales. Ils achetaient des commerçants en gros et nous tenions, à ce moment, le commerce de gros de l'épicerie, à Montréal, ce qui représentait plusieurs millions.

Les étrangers, connaissant sans doute notre défaut d'envie envers ceux qui font de l'argent chez nous et sachant, par expérience, que nous ne

pratiquons pas le nationalisme que nous prêchons, sont venus s'établir à Montréal. Ils ont délogé les épiciers et les bouchers. Ils ont envoyé des millions dans leur pays, en plus des salaires payés à leurs gérants de luxe et aux faites des organisations. Leur ambition, leur âpreté au gain les ont conduits jusque dans nos campagnes et nos petites villes, faire la concurrence à nos concitoyens qui, depuis des années, non seulement gagnaient leur vie mais aidaient leurs compatriotes moins fortunés, en leur faisant du crédit. Petit à petit, se sont établis les "chain stores". C'est un mal pour la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je sais ce à quoi fait allusion mon honorable ami. Les "chain stores" n'ont eu aucun privilège ici. Les "chain stores" ont été traités sur les mêmes pieds que les autres compagnies qui font affaire dans la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On verra cela plus tard.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Très bien. J'accepte. On a enquêté sur ces magasins à chaînes et je n'ai pas à citer ici les témoignages éhontés présentés à la commission Stevens.

Une autre question. On me dira peut-être utopie! illusion! Je prétends quand même que l'impôt sur le revenu chez nous est un impôt sur le travail. Permettez-moi une suggestion. Pourquoi ne pas imposer une taxe de 10 % au lieu de 6 %? Celui qui achèterait pour \$500 ne paierait que sur cette somme et celui qui disposerait de revenus suffisants pour acheter pour \$50,000 paierait en proportion de ses achats.

Mais je ne veux pas que l'on taxe de nouveau le revenu de l'homme, quand on lui a imposé la taxe de vente. Qu'on ne se recuse pas! Prenons comme base d'argumentation un homme qui gagne \$100,000 par année et qui a une taxe de vente établie de 10 %. Sur son \$100,000, il en dépense \$50,000 pour la vie de sa famille. Par conséquent, cet homme paierait au gouvernement une taxe de \$5,000, c'est-à-dire 10 % sur cette moitié de son revenu.

Alors que l'on dresse une liste d'industries qui seraient considérées comme des industries nationales, qu'on les appelle acier, amiante, ce que l'on voudra, mais considérées comme nationales et que celui-là qui placera dans cette entreprise nationale une somme quelconque, soit \$25,000, soit exempt de la taxe de l'impôt sur le revenu pour ce

montant. Mais que l'on taxe le reste de son revenu, qu'il ne dépense pas, revenu absolument improductif, capital endormi qui ne donne rien. Serait-il vraiment injuste, au moment où il s'agit de trouver l'argent où il est, d'accepter que l'État prenne 50 % de son surplus improductif qui reste à la banque? Je sou mets ces considérations dans un seul but: sauver le capital malgré lui.

Un dernier point et je termine. M. l'Orateur, il semble qu'à l'heure actuelle on veuille considérer la possibilité d'amender l'acte confédératif. Un peu dans tous les milieux, on dit la nécessité de répondre aux exigences nouvelles en délimitant mieux les pouvoirs, les obligations et les droits. Pour ma part, je n'ai pas changé d'opinion depuis 1917, alors que dans cette Chambre un débat fut soulevé sur la Confédération. J'aime mieux une constitution qui présente pour nous des dangers connus que l'acceptation d'amendements destinés à soulager certains maux temporaires, en créant le précédent de la porte ouverte que nous ne pourrions plus fermer.

(Applaudissements à droite)

Qu'on sache bien que nous ne discutons pas les mobiles qui inspirent les démarches actuelles. Leurs motifs sont sans doute excellents. Nous ne sommes pas éternels. Que seront dans cinq, 10 ou 25 ans les sentiments nationaux de nos successeurs? Si à l'heure qu'il est nous disons, nous du Québec, que nous n'avons pas d'objections à amender la constitution, n'aurons-nous pas posé le principe que celle-ci peut s'amender à volonté selon les exigences nouvelles? Nous engageons ceux qui viendront après nous.

Rappelons-nous l'exemple des États-Unis où l'on a amendé la Constitution pour établir les lois de prohibition et à qui il a fallu cinq ans d'efforts, de luttes, avant de réunir la majorité nécessaire pour abroger l'amendement. Certes, les autres provinces n'ont rien à perdre, mais qu'on ne l'oublie pas, il s'est trouvé des Canadiens français qui combattirent l'acte confédératif en disant: Ça ira peut-être très bien pour 25 ou 50 ans, mais un jour ou l'autre on cherchera à l'amender et, ce jour-là, ce ne sera pas à l'avantage de la province de Québec. Je ne veux pas être chauvin ou lancer un appel à la race, mais les autres provinces n'ont pas à se mêler de modifier notre Constitution.

Je le répète, j'aime mieux garder une constitution qui offre pour nous des dangers et qui, à certains point de vue est imprécise, que de consentir à des changements, même à l'unanimité, qui serviraient plus tard de prétexte pour apporter d'autres amendements sans unanimité.

Je termine en demandant pardon à cette Chambre de l'avoir retenue si longtemps.

**Des voix:** Non, non.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Peut-être me pardonnera-t-elle si je lui affirme que j'ai toujours essayé de dire ce que je croyais utile, non seulement à mes compatriotes, aux citoyens de notre province, mais à ceux du Canada tout entier. Convaincu d'avoir toujours agi dans leurs intérêts communs, ce que l'on a pu dire de moi - que l'on souffre que je sois personnel pour un instant - ne m'a jamais affecté, car pour celui qui accepte la vie politique comme carrière, il n'y a qu'une satisfaction pleine, entière, absolue; c'est la certitude du devoir accompli. (Applaudissements et ovation).

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Questions et réponses:

#### Ponts de la rivière Chaudière, comté de Beauce

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** La province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, a-t-elle, partiellement ou totalement, contribué à la construction ou à la reconstruction des ponts couvrant la rivière Chaudière, dans le comté de Beauce:

Dans l'affirmative:

- a. Où?
- b. Quand?
- c. Quand les travaux ont-ils été commencés?
- d. Quand les travaux ont-ils été terminés?
- Quant à ces travaux:
- e. Des soumissions ont-elles été demandées publiquement par les journaux?
- f. Quel est le coût total de chacun desdits ponts?
- g. Quel est le coût total des quais relatifs à chacun desdits ponts?
- h. Quel est le coût total des approches relatives à chacun desdits ponts?
- i. Quel est le coût total de chacune des expropriations relatives à tous les travaux ci-dessus?

#### **L'honorable M. Francoeur (Lothbinière):**

En autant que mon ministère est concerné: Oui, partiellement.

- a. Pour pont vis-à-vis Beauceville;
- b. En 1930-1931;
- c. 20 octobre 1930;
- d. 20 juillet 1931;
- e. Oui, par la municipalité;
- f. \$120,205.00;
- g. En assumant que le mot quais veut dire sous-structure, la réponse est \$13,475.00. En autant que le ministère de la Voirie est concerné;
- h. \$36,886.10. Ce montant comprend non seulement le coût des approches, mais encore celui des améliorations à la courbe chez Caïus Roy, du côté ouest du pont sur la route Beauceville-Sherbrooke, et le déplacement de la route Lévis-Jackman du côté est du pont;
- i. Mathias Lacombe, \$433.15; Madame A.-M. Latulippe, \$556.66; Albert Mathieu, \$20.06; Pierre Mathieu, \$1,579.86; J.-T. Poulin, \$83.00; Madame S. Duval Poulin, \$4,658.84; Jos. Fortier, \$4,764.80; Odilon Poulin, \$721.10; Charles Veilleux, \$448.36; Frs. Mathieu, \$210.85; Alf. Jolicoeur, \$8,963.18; L. A. Grondin, \$1,539.15; A. Morissette, \$12,068.53; J. A. Poulin, \$2,597.78; F. Doyon, \$1,195.95; J.-B. Poulin, \$421.05; A. Beauchesne, \$11,936.90; J.-T. Gilbert, \$7,186.40; Madame Elise Thibaudeau, \$392.35; P. Angers, \$310.60; Succession Madame P. Angers, \$548.90; Majorique Gilbert \$403.00; P. Thibaudeau et Madame Jolicoeur, \$801.57; Réal Thibaudeau \$68.70; Mademoiselle Alexina Latulippe, \$137.05; La Fabrique de Saint-François, \$481.60; Madame M. Thibaudeau Fortin, \$24,759.19; H.-R. Renault, \$2,249.25; Caïus Roy \$18,547.40; Compagnie de Téléphone Local de Beauceville, \$193.97; Fortunat Veilleux, \$1,322.63; Athanase Doyon \$7,273.60.

Ces divers montants comprennent l'indemnité payée par chacun des expropriés, les frais de notaires, les frais d'arpenteurs, ainsi que les frais d'avocats dans les causes qui ont été soumises à la Commission des services publics, tant pour les approches du pont que pour les améliorations aux chemins mentionnés au paragraphe précédent.

- a. Pour pont entre la municipalité de Saint-Georges-Est et Aubert-Gallion;
- b. En 1930-1931, 1931-1932, 1932-1933;
- c. En septembre 1928;
- d. 22 août 1930;
- e. Oui, par la municipalité;
- f. \$86,948.13;

g. En assumant que le mot "quais" veut dire sous-structure, la réponse est \$6,394.73;

h. \$11,998.50 par la municipalité;

i. Expropriation faite par la municipalité du comté de Beauce.

#### **Visites de maisons à louer**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Paiement des deniers prélevés**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Louiseville**

**M. Thisdel (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 modifiant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Montréal-Est**

**M. Fillion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Quebec Association of Seventh-Day Adventists**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Substitutions A. Prévost et M.-R.-V. Bernard**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Dépôt de documents:**

#### **État certifié en vertu de 21 George V, chapitre 38**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1935, pour: État dûment certifié se rapportant à la différence d'intérêt, n'excédant pas un et demi (1½ %) pour cent, prévue par la loi 21 George V, chapitre 38, depuis le 3 avril 1931, jusqu'au 16 janvier 1935 et indiquant: 1. Les noms, prénoms et adresses de chacune des personnes qui ont bénéficié ou bénéficient de ladite différence d'intérêt; 2. Le chiffre et le montant de tout versement fait quant à chacune desdites personnes à ce sujet; 3. La date à laquelle chacun desdits versements a été fait. (Document de la session no 102)

#### **Constructions de chemins Saint-Benoît, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935. (Document de la session no 103)

#### **Constructions de chemins Sainte-Scholastique, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le

gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935. (Document de la session no 104)

La séance est levée 6 h 30<sup>3</sup>.

---

## NOTES

1. M. David aurait parlé 2 heures, selon *L'Événement*, du 14 février 1935, à la page 8; 1 h 45, selon *La Presse* du 14 février 1935, à la page 17.

2. *L'Événement* du 14 février 1935, à la page 8, rapporte que le maire de Montréal, M. Camillien Houde, est dans la galerie.

3. Selon certains journaux, la séance se serait terminée à 6 h 45.



Séance du jeudi 14 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Québec**

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Samson (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième

rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 109 autorisant l'association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien.

**Questions et réponses:****Achats des ministères à la  
Coopérative fédérée de Québec**

**M. Élie (Yamaska):** À quel montant s'élèvent les achats de marchandises faits à la Coopérative fédérée de Québec, par chacun des ministères de la province durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** (Répondant en français, le député de Saint-Sauveur, M. Bertrand applaudit)

Par le ministre de la Colonisation, de	
la Chasse et des Pêcheries	\$59,415.87
Par le ministre des Travaux publics	156.73
Par le ministre de l'Agriculture	65,606.51

**Coopérative fédérée de Québec,  
octrois du gouvernement**

**M. Élie (Yamaska):** Quel montant a été payé ou accordé par la province à la Coopérative fédérée de Québec, directement ou indirectement comme octrois, pour propagande, publicité, etc., à quelque titre que ce soit:

a. durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934;

b. depuis l'organisation de la Coopérative fédérée de Québec à date?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

a. Par le ministère des Travaux publics	\$ 3,572.05
Par le ministère de l'Agriculture	88,476.04
b. Par le ministère de Travaux publics	27,870.66
Par le ministère de l'Agriculture	1,163,748.41

**Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 13 février, sur la motion proposée le jeudi 7 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Rouville (M. Barré).

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, mes premières paroles seront pour offrir mes félicitations au secrétaire de la province (l'honorable M. David) pour le magnifique discours qu'il a prononcé hier.

(Applaudissements)

Je ne sais ce qu'il faut admirer le plus de l'éloquence de ses paroles, de leur forme impeccable ou des idées nouvelles qu'il a énoncées.

Il regrette cependant que le secrétaire de la province ne se soit pas entendu avec le député de Hull (M. Guertin).

Mon collègue de Hull, dit-il, n'a pas parlé de lui-même en parlant du Précurseur. S'il avait parlé après l'honorable secrétaire de la province, il aurait sans doute ajouté son nom à la liste de ceux qui s'occupent des questions sociales; surtout après le beau discours qu'il a prononcé hier. Car l'honorable député de Hull n'a pas prétendu être le seul homme à s'occuper des questions sociales. Comme je l'ai dit, il en a dressé une liste.

Je nie au gouvernement le droit de prétendre que ceux qui ne pensent pas comme eux sont des sapeurs de constitution ou des ennemis de la province. Personne n'a le monopole du patriotisme. Il (M. Barré) refuse à qui que ce soit le droit d'accuser de félonie ceux qui croient pouvoir servir leur province et sa population autrement que par une obéissance passive au pouvoir et à tous ceux qui l'exercent.

Mais la Constitution, ce n'est pas le gouvernement, et le gouvernement ne respecte pas non plus toujours la lettre de la Constitution. La province n'est pas le gouvernement. Il est fini le temps où un homme pouvait dire, à l'instar de Louis XIV: "l'État c'est moi". L'État, c'est notre

passé, notre avenir, nos espérances. Nous n'avons pas à offrir d'encens à personne, comme l'a dit si bien l'honorable secrétaire de la province.

Le secrétaire de la province a parlé de prophètes prêchant dans le désert. Il ajoute que Saint Jean-Baptiste, avant de prêcher en paroles, a commencé par prêcher par ses actes. On a le droit d'attendre des hommes au pouvoir des actes en rapport avec leurs paroles.

Des individus font de la cabale politique dans la province en faveur de mouvements qui sont chers aux yeux de l'Orateur. Bien qu'on les considérait autrefois comme des radicaux prêchant dans le désert, leurs idées non seulement intéressent les citoyens de Québec, mais ils leur accordent tout leur support dans l'élaboration de leurs réformes et de leurs politiques.

L'honorable ministre, dans une belle phrase éloquente, nous a dit que le chômage était un des malheurs que nous a donnés la civilisation. Ce n'est pas la civilisation qui nous a donné le chômage. C'est l'idolâtrie, l'adoration du dieu dollar. Depuis 50 ans, on a adoré le dieu argent. Tout lui a été sacrifié. L'homme, l'être humain, a été oublié, ou plutôt on a faussé l'échelle des valeurs: au lieu de faire servir l'argent au bien de l'homme, c'est l'homme que l'on a fait servir à grossir les tas d'argent de quelques individus. Le chômage est venu de là. Mieux vaut le travail inutile, plutôt que l'oisiveté déprimante.

Il (M. Barré) ne croit pas qu'un gouvernement puisse fournir indéfiniment l'argent nécessaire au paiement des travaux qui emploieraient les sans-travail. Il faut autre chose.

C'est à tort que l'on accuse le député de Hull et qu'on m'accuse moi-même d'avoir dit que le gouvernement n'a rien fait. Le gouvernement n'a rien fait? Nous n'avons jamais dit cela. Le secrétaire de la province a imaginé, pour expliquer les critiques obstinées de l'opposition, qu'un membre de l'opposition de 1897 a rapporté de Jérusalem une pierre du Mur des Lamentations où vont pleurer les Juifs. Mais le ministre lui-même a admis que si l'homme a eu raison des crises du passé, aujourd'hui les populations sont plongées dans le désespoir de ne pouvoir rien faire.

Jamais l'opposition n'a eu d'expression aussi désolante. Elle a dit qu'il fallait faire quelque chose, et elle a invité le gouvernement à faire quelque chose. Mais a-t-il fait ce qu'il devait faire? A-t-il accepté les suggestions qui lui ont été faites de la Commission des assurances sociales? J'espère que le gouvernement les suivra d'ici à la fin de la session. Si, d'ici la fin de la session, un député du

gouvernement arrive à nous démontrer qu'il a l'intention de faire quelque chose en matière de législation sociale, je serai le premier, dit-il, à l'en féliciter.

Le ministre a ajouté, de son propre mouvement, que l'homme de la rue n'est pas comme autrefois. C'est l'honorable secrétaire de la province qui a eu les expressions les plus fortes que l'on ait trouvées pour caractériser la détresse populaire. Il est bon de se rappeler que ces paroles ont été prononcées par un ministre solidairement responsable de ce qui s'est fait ou ne s'est pas fait dans la province.

C'est peut-être le poids de cette responsabilité sur son cœur et sa conscience qui ont fait qu'il a trouvé des accents désolés et des expressions plus fortes en tristesse que celles que l'opposition a jamais employées.

Le secrétaire de la province a dit: "Inspirez-vous du curé Labelle".

Les colons qui ont suivi le curé Labelle étaient de leur temps. Ceux d'aujourd'hui sont de notre temps. Je ne veux pas passer pour un dégénéré. Mais mon grand-père et mon père valaient mieux que moi. Cependant, je ne veux pas avoir à faire tout ce qu'ils ont fait. Les colons de notre temps veulent avoir une vie de monde.

Le secrétaire de la province a dit: "Une bonne récolte est considérée comme un malheur et cependant des millions de gens souffrent de la faim". Pourquoi? Parce que nous avons rompu l'équilibre. L'honorable secrétaire de la province a dit de grosses vérités. Voici une situation qui devrait sans délai être changée, si l'on veut garder le communisme hors du pays et particulièrement hors de la province de Québec.

Le capitalisme occasionne plus d'un abus, mais nous voulons le maintien du capitalisme. Sur ce point, il n'y a pas de doute possible. Et nous admettons avec le secrétaire provincial que c'est un enfant malade qui se déconsidère lui-même et qu'il faut guérir malgré lui. Si maintenant nous cherchons les excès du capitalisme, nous les trouvons presque tous sous une même forme de capitalisme: le capitalisme anonyme et irresponsable qui n'a pas de nom, et qui n'a que de l'argent. Les compagnies ne cherchent qu'à augmenter les profits des actionnaires et à payer les salaires les plus bas possible.

Avec dix hommes bons, droits, consciencieux, groupés dans une association impersonnelle, sans cœur, ni conscience, ni âme, ni humanité, le capital anonyme a fait un être légal quasi mécanique, toujours mercantile au plus mauvais sens du mot, qui n'a rien de ce qui rend l'homme différent de la brute. Que sera donc la

personnalité civile et légale qui aura pour constituants des gredins qui se diront associés dans le but d'exploiter, entendons voler, leurs semblables sous le couvert des lois et de l'anonymat?

Faut-il décréter la mort ou le bannissement de toutes ces personnalités impersonnelles, autrement dit proscrire les compagnies à fonds social limité? Faut-il en revenir au capital individuel et ne permettre le capital anonyme que dans des cas particuliers? Le remède serait radical. Avant d'en venir à cette extrémité, il conviendrait d'essayer autre chose. Ayons une loi des compagnies qui protège le public, des lois sociales qui protègent l'individu. On s'objectera que la Constitution, la juridiction fédérale s'y opposent. Mais on est en marche à Ottawa.

Il semble qu'il soit possible d'améliorer la loi des compagnies, de réprimer les vices des ces personnalités civiles et légales impersonnelles, sans pour autant attenter aux vertus de la Constitution. La Constitution est une dame qui a de grandes jupes sous lesquelles on cache bien des choses. Bennett, le premier ministre du Canada a une lourde tâche. Le premier ministre de cette province aussi, et lorsqu'il nous l'a dit en cette Chambre, j'en ai été profondément touché. On va à Ottawa. Qu'on y aille encore pour obtenir une loi uniforme sur les compagnies. Qu'on se hâte de l'obtenir, si on veut sauver le capitalisme et éviter que le communisme ne vienne faire table rase de tout.

Cinquante ans auparavant, la race canadienne-française était pauvre en ressources matérielles, mais riche sur le plan moral et physique. Nous ne sommes toujours pas très riches, côté financier, mais je ne serais pas surpris que nous ayons assez d'énergie chrétienne pour compenser les erreurs et les lenteurs de nos administrateurs.

Il (M. Barré) note cependant le renversement de l'équilibre démographique qui a transformé un surplus de population rurale en un surplus de population urbaine. Alors que 80 % des citoyens de la province, il y a de cela 50 ans, étaient des habitants ruraux, et le 20 % restant des citadins, les chiffres démontrent actuellement qu'un maigre 35 % vivent à la campagne.

Il n'est pas prêt à dire que les gens ont une condition inférieure aujourd'hui parce qu'ils vivent dans les villes, mais il est certain que la paix et la satisfaction de la vie familiale ont disparu totalement. Il dit que les secours directs sont la pire forme de socialisme qui soit. On prend l'argent de ceux qui travaillent pour nourrir ceux qui ne travaillent pas, déclare-t-il.

Le secrétaire provincial (M. David) a raison de dire que les gens doivent travailler. Il est d'accord avec cette proposition. Ce qui, par contre, le préoccupe davantage, c'est le fait que les employeurs obligent les hommes à travailler 12 et 14 heures par jour. L'opposition a réclamé la limitation des heures du travail, de sorte que le travail puisse être distribué parmi le plus de travailleurs possible, mais pas le secrétaire provincial, pas le gouvernement, ni aucun des ministres. Le gouvernement a répondu que "Cela constituerait une atteinte à la liberté". La nouvelle est venue d'Ottawa que l'on voulait les limiter. Le député ne regarde pas d'où vient le bien, pourvu qu'il vienne.

Il (M. Barré) réclame la réglementation du travail féminin et l'assistance aux mères nécessiteuses, deux mesures rendues nécessaires par l'évolution qui s'est opérée chez-nous, affirme-t-il. Si l'on veut redonner du travail aux hommes des villes, il faut réglementer le travail féminin. La femme ne doit pas être une imitation ou un substitut de l'homme. Rendons à la femme son rôle de reine du foyer.

Il (M. Barré) insiste sur la nécessité des pensions de vieillesse.

Une autre législation sociale dont il est prématuré sans doute de parler, poursuit-il, mais qu'il faudra étudier le plus tôt possible, c'est celle du salaire familial et des allocations familiales. Je ne suis pas prêt à présenter une solution à ce problème, mais il doit être approfondi. Il faudra y venir tôt ou tard, à moins que nous acceptions les doctrines de Malthus.

Il (M. Barré) n'admet pas que la crise actuelle soit une crise de confiance ou de surproduction due au machinisme. Il attribue nos difficultés au manque d'adaptation aux conditions nouvelles. Puisque la machine a permis à l'homme au sens générique de produire plus en moins de temps, réduisons la durée du travail de l'homme. Puisque le machinisme permet l'augmentation de la production, augmentons la consommation en augmentant le pouvoir d'achat des masses, répartissons d'une façon plus juste le travail et les salaires.

Il rappelle que lui et ses amis ont promis un crédit agricole à 4 %, puis à 3 % et 2 %.

On a dit: "C'est une utopie, c'est une folle utopie". Les classes ont évolué. Apparemment, le gouvernement s'est rendu à nos raisons, puisque nous avons appris qu'avec la coopération des deux gouvernements nous aurons un crédit au taux que nous avions promis. La folie s'attrape-t-elle comme la rougeole? J'espère que nous aurons le crédit agricole à un taux d'intérêt abordable pour les cultivateurs.

Il (M. Barré) dit qu'il ne refuse pas le bien parce qu'on l'affuble d'un capot bleu ou d'une livrée rouge.

Dans les magasins à chaînes, on vend des livres de beurre de 14 onces. À Granby, dans un magasin de ce genre, le beurre qui se vendait à 19 cents à la beurrerie se vendait en bloc supposé d'une livre à 20 cents. La Commission de l'industrie laitière a fait du bon travail. Mais le contrôle du prix du lait n'est pas suffisant. La Commission devrait avoir le droit de veiller au coupage du beurre. On ne me reprochera pas de dire qu'il n'y a rien de fait. Il y a quelque chose de fait. Mais ce n'est que le commencement.

Il (M. Barré) aborde un autre sujet, l'école de campagne, un sujet qu'il préfère.

J'espère que, sur cette question, l'honorable secrétaire provincial n'a pas été traité comme moi.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oui, mais on finit par s'habituer.

**M. Barré (Rouville):** Quand on est deux à endurer, c'est moins difficile. J'ai été président de l'Union catholique des cultivateurs. J'ai dit que dans la petite école de campagne, la seule que j'aie fréquentée, on devait enseigner autre chose que des histoires de France. Des journaux m'ont ridiculisé. L'honorable secrétaire provincial n'est pas un crétin. Il a dit la même chose hier, et les journaux lui ont fait des compliments. Je n'en ai gardé aucune haine. Je n'ai de haine pour personne. Mais on peut toujours avoir du mépris pour les petits politiciens qui ne comprennent pas l'importance des questions en jeu. Depuis au-delà de 10 ans, j'ai demandé que l'on nous donne un enseignement rural.

L'honorable secrétaire de la province nous a rappelé les grands mots que l'on a placés au fronton des édifices publics en France: Liberté, Égalité, Fraternité. Je ne m'accorde pas avec l'honorable ministre sur ce qu'il a dit. Je crois en la liberté, tout en respectant la liberté des autres. Je crois en l'égalité des hommes devant la loi. L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a mentionné trois autres mots: Foi, Espérance, Charité. Je crois en notre pays. Je crois en notre province et, de tout mon cœur, je voudrais croire au gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est facile.

**M. Barré (Rouville):** Je crois en notre peuple. J'espère que la charité triomphera de l'égoïsme, que

nous comprendrons qu'il est possible de trouver l'intérêt particulier dans l'intérêt général. J'espère que nous aurons assez de fraternité pour dompter la crise, qui est le résultat de l'orgueil de quelques-uns et de l'égoïsme de plusieurs. J'ai dit que je voulais croire au gouvernement. Une évolution profonde nous est révélée par le porte-parole du gouvernement. Ce que l'on prenait pour des utopies, on l'accepte aujourd'hui. Je suis disposé à faire confiance à l'administration.

Soyons frères dans un commun effort. Au gouvernement, j'ai déjà assuré en paroles, et plus qu'en paroles, notre volonté de coopération et de confiance. Je réitère cette assurance, mais on ne doit pas être surpris que j'ajoute que, de la part de l'honorable secrétaire, de la part du ministre, de la part du gouvernement qui a le pouvoir d'agir, nous avons le droit et le devoir de demander plus que des paroles, même si ces paroles donnent raison à nos réclamations passées. Il faut des actes. Il faut des mesures tangibles. Nous les attendons. Nous les jugerons à leur mérite. Nous voulons que le gouvernement fasse ce qu'il doit faire et il peut être certain que nous l'aiderons à traverser la crise actuelle. Les "Trois Mousquetaires"<sup>1</sup> se feront un plaisir d'apporter leur coopération.

(Applaudissements)<sup>2</sup>

**M. Bastien (Berthier):** M. l'Orateur, j'ai écouté l'honorable député de Rouville et je suis heureux de constater ses bonnes dispositions à l'égard du gouvernement de la province. Ce qui m'étonne, c'est son admiration et sa sympathie pour M. Bennett. Il voudrait que le gouvernement aille à Ottawa pour obtenir une meilleure loi des compagnies. Nous connaissons M. Bennett. Mais M. Bennett n'est pas un homme commode. Il n'écoute même pas ses ministres. M. Stevens l'a appris à ses dépens. Que l'honorable député de Rouville se rassure. M. Bennett aurait pu nous donner une bonne loi des compagnies.

Il a eu cinq ans pour régler la question des lois des compagnies et il s'est contenté d'observer. Les démarches du gouvernement de Québec l'auraient-elles fait changer d'avis? Mais avant longtemps, dans quelques mois, nous aurons des élections fédérales.

La population portera alors un jugement, va chasser M. Bennett du pouvoir, donnera au pays une nouvelle administration, et nous aurons alors un gouvernement libéral qui nous donnera une bonne loi des compagnies. Nous aurons alors des lois vraiment utiles pour le peuple.

(Applaudissements à droite)

L'honorable député de Rouville a parlé de la lourde tâche du premier ministre du Canada et il nous a dit que cela lui causait beaucoup d'émotion.

**M. Barré (Rouville):** J'ai dit que c'est la tâche accablante du premier ministre de la province qui m'émeut.

**M. Bastien (Berthier):** J'accepte la déclaration de l'honorable député de Rouville. Je l'ai mal compris. Les cultivateurs ne peuvent vendre leurs produits, mais ils le doivent à la politique tarifaire de M. Bennett.

Le député de Rouville a encore parlé du travail des femmes. Un seul pays a interdit la main-d'œuvre féminine; il ne semble pas qu'on doive l'imiter présentement. M. Gustave Francq, président de la Commission du salaire minimum, a déclaré dans une conférence à Montréal que l'on ne peut contester le droit au travail de la femme et que le travail féminin est devenu une partie intégrante du commerce et de l'industrie.

L'honorable député reproche au gouvernement de n'avoir pas institué les assurances sociales. Je lui demande s'il n'est pas suffisant que nous ayons consacré le quart du budget aux œuvres sociales. C'est bien beau de faire de la sociologie, mais où le gouvernement prendra-t-il l'argent pour accomplir toutes les œuvres sociales demandées?

Tout le monde convient que les sociologues proposent des lois utiles, mais ne faut-il pas attendre que les finances aient retrouvé un peu d'équilibre, que les budgets aient été rétablis? Il ne faut pas oublier qu'il faut taxer, pour faire des œuvres sociales.

J'ai peut-être le droit de dire un mot de l'école rurale, puisque j'ai passé une partie de ma vie dans l'enseignement. Je ferai remarquer que ce n'est pas le secrétaire provincial qui prépare les programmes, mais le Conseil de l'instruction publique. Il vaudrait mieux dépenser de l'argent pour la petite école que pour les questions de sociologie dont parle le député de Rouville.

Le ministre de l'Agriculture a déjà expliqué que si le cultivateur était plus instruit, il serait plus facile d'élever le niveau même économique et social de notre classe rurale.

M. l'Orateur, vous me permettez de féliciter l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) pour l'exposé clair et bien documenté qu'il a fait des finances de la province. Le trésor public est entre bonnes mains. Dans le discours qu'il a prononcé, l'honorable trésorier a démontré, preuve à l'appui, que le crédit de la province est excellent.

L'emprunt du mois d'août dernier ainsi que celui du mois de janvier, sont des preuves de l'excellent crédit dont jouit le gouvernement.

L'intérêt moyen sur nos obligations est le moins élevé de tout le dominion, sans excepter le gouvernement fédéral. Depuis la crise, plusieurs provinces du dominion n'ont créé leur fonds d'amortissement que d'une manière incomplète. Québec est une des rares provinces où le fonds d'amortissement a été créé totalement, où il n'a pas été sacrifié aux besoins pressants du moment. La province voisine, avec une dette de \$400,000,000, n'a qu'un fonds d'amortissement de \$7,000,000. Québec, avec une dette de \$100,000,000, possède un fonds d'amortissement de \$15,000,000.

Ces faits sont tellement frappants que, pendant l'été 1934, un journal conservateur anglais de Montréal, le *Star*, dans un éditorial, a eu des louanges pour l'administration de la province. Je n'y fais pas allusion pour être désagréable au chef de l'opposition, dit-il, mais lorsque le premier ministre entend les éloges qui viennent d'un peu partout sur l'administration financière de notre province, ceci doit le venger des attaques violentes dont il est l'objet parfois. Il a fallu une crise aussi forte que la crise actuelle pour faire sentir à la population l'importance de finances saines.

Grâce à l'intervention de la Commission municipale, les municipalités veillent de plus près à leurs dépenses: la province est celle où les finances municipales sont en meilleur état. Le président de la Commission municipale et ses adjoints ont droit à toute notre reconnaissance. Ils ont accompli un travail précieux; j'ai cependant une supplique à leur adresser.

Je crois qu'une campagne devrait être entreprise par cette Commission afin que les municipalités préparent de meilleurs rôles d'évaluation.

Actuellement, le grand nombre des municipalités n'évalue les propriétés qu'au tiers ou à 50 % de leur valeur. Dans bien des circonstances, ce mode d'évaluation cause des préjudices sérieux à notre population, spécialement aux cultivateurs qui font des demandes d'emprunt au prêt agricole canadien ou sur un autre marché financier que le marché local.

L'efficacité des services, malgré la nécessité des économies, a été pratiquée dans tous les départements de l'administration provinciale. On n'a pas oublié les malades et les miséreux. L'assistance publique a versé six millions de dollars aux hôpitaux et aux institutions de charité.

Il (M. Bastien) se déclare heureux de voir que l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) s'est rendu à la demande de la députation et qu'il ait pu continuer l'amélioration des routes à 50 %.

Je remercie sincèrement l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) d'avoir pensé aux braves cultivateurs dont les chemins n'étaient pas améliorés. J'espère qu'il pourra encore continuer cette bonne politique cet été.

Il félicite également le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) pour le travail très efficace de la Commission des bûcherons de même que le ministre du Travail (M. Arcand) pour l'extension juridique des contrats collectifs.

Je m'en voudrais de ne pas signaler le geste généreux du gouvernement, lorsqu'il a décidé de faire voter par la Chambre la somme de dix millions, afin de promouvoir la colonisation et l'établissement des fils de cultivateurs sur les terres. Comme complément de ce beau geste, l'honorable premier ministre, qui connaissait la valeur de l'honorable député de Saint-Jacques (M. Vautrin), l'a appelé à faire partie de son cabinet. Je souhaite plein succès au nouveau ministre.

Dans un court laps de temps, il a fait une excellente besogne. Il est convaincu de la grandeur et de la beauté de sa nouvelle fonction. Je suis certain qu'il réussira. Je n'en veux pour preuve que l'immense succès qu'il a remporté, lors du congrès de la colonisation en octobre dernier. En cette circonstance l'honorable ministre de la Colonisation n'a révélé qu'une partie de ses talents, mais ceux qui le connaissent dans l'intimité savent que ce n'est là que le commencement de ses succès. L'établissement des cultivateurs et le mouvement de retour à la terre viennent à leur heure. Déjà les gens qui s'occupent de la chose publique peuvent juger que cette politique rendra service à la population en général.

Dans le comté de Berthier, présentement 150<sup>3</sup> cultivateurs ont sollicité du ministère de la Colonisation la prime de défrichement pour l'établissement de leur fils. Plusieurs sans-travail des villages et des petites villes attendent que le nouveau projet de loi soit voté pour s'établir sur des terres libres. Le cultivateur peut obtenir gratuitement sur place tous les renseignements dont il a besoin. Des spécialistes de toutes les cultures et de l'élevage sont à sa disposition.

Cette politique, dirigée par un homme averti et pratique comme l'est le ministre de l'Agriculture, est en train de rénover nos exploitations agricoles. Nos cultivateurs ont confiance dans les nouvelles méthodes qui leur sont enseignées et ils marchent vers le progrès. La politique de drainage remporte un

succès inespéré. Par ce moyen, depuis 1930, nos cultivateurs ont amélioré au-delà de un million d'arpents de terre en culture, répartis sur 37,000 milles fermes.

Ces travaux ont coûté près de \$865,000 de frais au ministère de l'Agriculture. La politique du chaulage des terres et des engrais chimiques se répand de plus en plus. En 1933, le gouvernement a payé les frais de transport de 31,500 tonnes de pierre à chaux et a subventionné l'achat de 27,000 tonnes d'engrais chimiques. Nos cultivateurs comprennent aussi l'importance de l'assainissement de leurs troupeaux. Depuis 1931, près de 29,000 troupeaux ont été passés à la tuberculine et assainis.

Il y a également progrès aussi dans le domaine de la coopération. L'an dernier, 32 coopératives nouvelles se sont établies.

Il signale encore l'amélioration de la culture des fruits et surtout de la pomme. D'année en année la culture s'améliore, celle de la pomme de terre en particulier. La culture maraîchère a été pratiquée sur 21,000 acres en 1930 et sur 36,000 acres en 1933. L'industrie des conserves bénéficie de ce développement. La valeur de la production des conserves a été évaluée à \$5,000,000 l'an dernier. Les quelques 54 établissements de mise en conserve donnent annuellement près de \$700,000 en salaires. L'industrie animale progresse constamment, en dépit de l'effondrement des prix; nos cultivateurs ont remporté des premiers prix à l'exposition royale de Toronto, à l'exposition mondiale des grains de semence à Regina, en 1933. Il en va de même dans l'industrie avicole qui compte 37 couvoirs coopératifs.

L'activité du ministère dirigé par ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) ne s'arrête pas là. On a organisé des concours d'exploitation rationnelle des fermes qui ont obtenu le plus grand succès. L'enseignement des officiers du ministère de l'Agriculture pénètre partout. Ces techniciens ont organisé 92 cercles de jeunes agriculteurs. Ce sont des écoles théoriques et pratiques. Ils ont aussi organisé, depuis quelques années, des cercles des fermières qui atteignent actuellement le nombre de 212. Le ministère s'est efforcé, depuis la crise, à répandre les arts domestiques, en faveur des femmes et des filles des cultivateurs. Les arts domestiques apportent de nouveaux revenus à la famille et cet enseignement contribue à attacher nos gens à la terre, particulièrement les femmes, par des travaux agréables qu'ils leur procurent.

M. l'Orateur, nos adversaires trouvent qu'une trop grande partie de l'argent voté pour l'agriculture va aux salaires des officiers. Mais il ne s'agit pas de donner de l'argent aux cultivateurs: l'agriculture est

une science qui s'enseigne; il faut éduquer les cultivateurs. Le succès de l'agriculture en dépend.

(Applaudissements à droite)

On donne souvent l'Ontario en exemple. Il y a cependant des statistiques qui le contredisent. Je crois que Québec peut se comparer avantageusement à la province voisine. Pour l'étendue des terres en culture, si l'on prend comme point de comparaison 14 des grandes cultures les plus usuelles, on constatera que la province de Québec dépasse l'autre province sur 9 de ces cultures. Le rendement moyen à l'acre sur 14 desdites cultures, donne la supériorité à Québec sur 8. Cependant, l'Ontario bénéficie d'un meilleur climat que le nôtre et a des revenus plus considérables que la province de Québec. À la vérité, l'opposition ne peut pas prouver que le gouvernement ne fait rien pour l'agriculture. Comment expliquer cela? Il ne faut pas oublier que le gouvernement dépense ici deux fois plus pour le cultivateur que n'importe qu'elle autre province.

Pour l'exercice 1932-1933, l'Ontario avait un revenu de \$20,000,000 de plus que la province de Québec. Durant cette année, le gouvernement de Québec a consacré \$4,233,000 à l'agriculture, quand l'Ontario n'y affectait que \$2,174,000. Lorsque l'Ontario dépense, *per capita*, \$2,71 annuellement pour ses cultivateurs, la province de Québec dépense \$5,44. C'est dans la province de Québec que le cultivateur est le mieux traité et le moins taxé. Le cultivateur ontarien est obligé de défrayer une lourde partie des dépenses de la justice.

Jusqu'à l'an dernier, les cultivateurs de l'Ontario étaient obligés de payer 20 % de l'entretien et de la construction des routes nationales et 30 % de la construction et de l'entretien des chemins de comté, les chemins que nous appelons routes régionales. Dans Québec, le gouvernement a pris complètement à sa charge la construction et l'entretien de toutes ces routes depuis 1927. Québec est la seule province du dominion qui paie l'entretien de ses routes.

(Applaudissements à droite)

Il est allé plus loin. En 1931, il a soustrait les municipalités à l'obligation du service de l'intérêt qu'elles avaient accepté de payer.

La crise a permis aux adversaires du gouvernement de multiplier les attaques et de signaler quantité d'erreurs et de fautes. L'électeur éclairé et impartial pensera, lors de la prochaine consultation populaire, que la province a été bien administrée.

Depuis 15 ans, notre province a connu un développement égal, sinon supérieur, à n'importe quelle partie du dominion. Or, Québec demeure la

province la moins taxée et aussi la moins endettée. Nous devons cette bonne administration à l'homme d'État supérieur qu'est l'honorable premier ministre.

Je souhaite que la Providence lui garde la santé et qu'il demeure encore longtemps le chef de notre parti et le chef de la province.

(Applaudissements à droite)

**M. Élie (Yamaska):** (Applaudissements)

M. l'Orateur, tout le monde s'accorde à reconnaître l'importance de l'agriculture. L'agriculture est une question si importante dans notre province que tous les hommes publics doivent s'y intéresser. Les uns le font avec sincérité, les autres par obligation comme certains députés de la droite et certains ministres. L'agriculture est à la base de notre vie nationale. Si elle est si importante, cependant, pourquoi ne la remet-on pas à sa place?

Au lieu de la quatrième et de la cinquième place dans le budget, pourquoi ne lui donne-t-on pas la première? Quelle logique! Pourquoi le gouvernement essaie de nous faire croire que nous sommes prospères, nous les cultivateurs? Je suis cultivateur moi-même, et on ne pourra pas me convaincre d'une chose qui n'est pas vraie. C'est comme si je voulais faire croire au premier ministre qu'il est riche quand il ne l'est pas, lui qui admet qu'il est obligé de travailler encore pour ses vieux jours, lui qui a besoin de directoirats de compagnies pour vivre.

Prenons les statistiques du gouvernement<sup>4</sup>. Nous y voyons qu'il y a diminution partout dans l'agriculture: pour le cheptel, pour les vaches, les moutons et les porcs. Nous voyons qu'il y a même diminution dans le pourcentage de la population rurale.

La production du fromage a diminué de 50,000,000 de livres dans une année. Est-ce cela que l'on appelle la prospérité? Il y a là, il est vrai, augmentation dans la production du beurre, mais pas assez pour compenser la diminution du fromage. Pendant deux ans aussi, malgré cela, on a diminué les crédits de l'agriculture.

La situation des cultivateurs est si florissante que M. le juge Loranger, président de la Commission de révision relative à la loi des concordats, dans une lettre écrite au premier ministre, le 6 février dernier, dit qu'il faut aider le cultivateur à rester sur sa terre, à rencontrer ses lourdes obligations; il déclare que les taxes municipales et scolaires constituent pour les cultivateurs un lourd fardeau.

Si les cultivateurs sont obligés de partir de sur leur terre, ce n'est pas un signe remarquable de prospérité ou de richesse.

Il n'y a pas que les cultivateurs qui ne sont pas prospères, qui soient dans une demi-misère. Les ouvriers le sont et des membres d'autres classes sociales aussi.

On a dit que le cultivateur n'est pas taxé. Le cultivateur est trop taxé. Je parle avec connaissance de cause. Moi-même, j'ai payé la semaine dernière \$145<sup>5</sup> de taxes, par suite des charges imposées par le gouvernement. Les municipalités ont trop de charges. Les cultivateurs sont abandonnés à leur propre initiative.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** À qui?

**M. Élie (Yamaska):** Au secrétaire de la municipalité?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ah! Ah! Alors ce n'est pas une taxe provinciale?

**M. Élie (Yamaska):** J'ai payé \$35 pour la construction de la route Lévis-Saint-Lambert. Ce sont les cultivateurs qui ont payé cette route.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Est-ce que cette somme a été payée pour une somme empruntée par la municipalité?

**M. Élie (Yamaska):** Le ministre doit le savoir, vu que c'est son ministère qui est intéressé.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Étiez-vous opposé à la construction de cette route?

**M. Élie (Yamaska):** Non,

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Alors payez pour!

**M. Élie (Yamaska):** Mais les cultivateurs ne veulent pas payer!

Il dit aussi qu'il sait ce qu'il lui en a coûté pour des expériences personnelles qu'il a tentées dans son exploitation agricole; cela l'a convaincu qu'il ne fallait pas se lancer à l'aveuglette dans toutes les innovations modernes. Il demande comment, par exemple, le ministère de l'Agriculture a laissé les cultivateurs dépenser pour des chargeuses mécaniques, quand des expériences lui auraient démontré que le système de veilloches était plus profitable.

Nous sommes en faveur des agronomes et de la propagation de la science agricole, affirme-t-il, mais nous sommes contre le système actuel. Les agronomes ont trop de travail actuellement dans leurs



bureaux. Ils sont trop occupés à faire des rapports qu'ils gardent leur science dans leur tête. Cela les empêche de visiter les cultivateurs. Ce que j'aimerais c'est que l'agronome vienne nous visiter chacun chez nous.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pouvez-vous citer un seul cas, avec la date, qu'un agronome ne s'est pas rendu chez un cultivateur.

**M. Élie (Yamaska):** J'ai demandé chez nous l'agronome de comté et il a dit qu'il n'avait pas le temps. Je pourrai fournir les précisions que l'on me demande en temps et lieu.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Donnez-moi la date où la chose s'est produite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas raisonnable d'interrompre le député de Yamaska. Les ministres n'ont pas le droit d'interrompre un député. Il y a un plan concerté chez les ministres pour empêcher le cultivateur des plus distingués d'exprimer son opinion de l'agriculture.

Il (M. Duplessis) nomme le ministre des travaux publics (l'honorable M. Francoeur), le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout).

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) et l'honorable M. Godbout (L'Islet)** protestent de leurs pures intentions.

**M. Élie (Yamaska):** Je serais heureux d'avoir la visite de l'agronome. Je l'ai demandé et il n'est jamais venu chez nous. Il avait trop d'ouvrage. J'aimerais recevoir sa visite pour le consulter sur les nombreux problèmes qui intéressent ma ferme, sur la cause des insuccès qu'il peut m'arriver de rencontrer dans telle ou telle culture, etc. Mais comme je l'ai dit, les agronomes ne font que du travail de bureau; ils ne propagent pas assez leur science.

Je suis certain que l'honorable ministre de l'Agriculture est sincère quand il déclare, et il a mis son siège en jeu, qu'il ne fait pas de politique avec son département et ne dit à personne dans son département d'en faire, mais cependant un agronome a conseillé d'aller acheter de la gazoline à telle place, parce que c'est un libéral. Ce n'est pas le ministre de la Voirie qui dit au cantonnier d'employer tel homme plutôt qu'un autre, mais cet homme est toujours un libéral. Mais n'empêche que ça existe. De même, ce n'est pas le ministre de la Colonisation qui dit à l'inspecteur dans Yamaska de faire de la politique

avec l'octroi de \$300 accordés par le ministère de la Colonisation.

L'opposition préconise une politique agricole progressive, un crédit agricole, de plus forts octrois à l'agriculture et une meilleure répartition des taxes. Elle veut moins de politique, moins de discours et plus d'action. Et ça ira mieux. Le grand problème, c'est la conservation du capital humain. Il faut donner aux cultivateurs tout l'encouragement qu'il est en droit d'attendre pour qu'il continue d'aimer la terre et conserve les traditions de la province.

(Applaudissements à gauche)

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Desmarais), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

## Questions et réponses:

### Bombe au bureau du premier ministre, 1929

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Au sujet de la bombe qui aurait été placée dans ou près des bureaux du premier ministre, dans le palais législatif, en février 1929:

1. En outre des membres de la police provinciale du Québec, des agences de détectives privés, des détectives privés ont-ils été employés à ce sujet?

2. À combien se chiffre le total des dépenses payées par la province au sujet de cette affaire?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai déjà répondu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de donner des renseignements sur la police.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre cette réponse au nom des droits des députés de cette Chambre. La réponse donnée est un déni de justice et un mépris des droits des députés. Ils ont le droit de savoir comment ont été dépensés les deniers publics, et, à tout le moins, combien d'argent a été dépensé en telle ou telle affaire. Les députés ont droit et devoir de surveillance sur la façon dont sont dépensés les deniers publics. L'attitude du gouvernement est d'autant moins défendable que le député de Saint-Sauveur ne demande que deux choses fort simples: si, à part la police provinciale d'autres agences ont été employées à faire les

recherches, et quelle somme a été dépensée; il ne demande pas quelles méthodes la police a employées. Nous avons le droit de savoir ce que nous demandons et nous le saurons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous ne le saurez pas. J'aurais même pu refuser de donner une réponse. Je le répète, il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître ce qui se passe au département de la Justice. C'est le gouvernement qui est juge pour savoir si une question est d'intérêt public. Je sais que l'honorable député de Saint-Sauveur est un vieux gentilhomme: qu'il laisse donc à d'autres la sale besogne des autres. J'ai trop de respect pour vous pour croire que ça vient de vous.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Il me semble que ce que je demande est raisonnable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit d'employer des expressions semblables. Il y a deux fois que le premier ministre injurie l'honorable député de Saint-Sauveur en disant qu'il fait la sale besogne de d'autres. Je demande au président de rendre une décision.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je dis que votre collègue est un gentilhomme, mais qu'il fait la besogne malpropre des autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il se peut que, du côté de la droite, on considère qu'il n'est pas déshonorant de faire de sales besognes. C'est sans doute une question de mentalité. Mais, du côté de l'opposition, on n'appelle pas gentilhomme quelqu'un qui fait une sale besogne. Je demande et j'insiste, M. l'Orateur, pour que le premier ministre retire les paroles qu'il a prononcées et que, du côté de l'opposition, nous considérons comme une insulte. Les règlements existent pour le premier ministre comme pour les autres; je demande qu'ils soient appliqués. Non seulement l'expression du premier ministre n'est pas parlementaire, mais elle n'est pas polie.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** ne comprend pas les réticences du premier ministre. Il ne demande pas des secrets effroyables, mais il veut simplement savoir ce que la bombe a coûté à la province.

Je vais m'expliquer. Tout le monde en parle de la bombe. Voilà quatre ans qu'on parle de cette question de la bombe. La nouvelle a paru dans tous les journaux, dans le temps. *Le Soleil* en parlait avec des titres de deux pouces et demi de hauteur. Le

premier ministre parle de besogne malpropre. Mais, c'était propre dans ce temps-là pour les ministres, parce qu'ils ne pensaient qu'à ça. Il n'y rien de mal à demander ce que la province a dépensé pour découvrir les coupables.

Le premier ministre a annoncé lui-même qu'il y avait eu dans son bureau une bombe qui n'avait pas explosé. On n'accuse pas le gouvernement de scandales, on ne dit pas qu'il a fait du mal, mais on veut savoir ce qu'il a dépensé. La question que je pose est aussi propre que la réponse qu'on vient de me donner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste sur son point d'ordre.

**L'Orateur suppléant (M. Authier):** L'explication du premier ministre semble enlever l'offense qu'il pourrait y avoir dans ses paroles. Il a déclaré que le député de Saint-Sauveur est un gentilhomme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La justice devrait être la même pour tous.

**Questions et réponses:**

**Ponts de la rivière Chaudière, comté de Beauce<sup>6</sup>**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** La province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, a-t-elle partiellement ou totalement, contribué à la construction ou à la reconstruction des ponts couvrant la rivière Chaudière, dans le comté de Beauce?

Dans l'affirmative:

a. Où?

b. Quand?

c. Quand les travaux ont-ils commencés?

d. Quand les travaux ont-ils été terminés?

Quant à ces travaux:

e. Des soumissions ont-elles été demandées publiquement par les journaux?

f. Quel est le coût total de chacun des dits ponts?

g. Quel est le coût total des quais relatifs à chacun des dits ponts?

i. Quel est le coût total de chacune des expropriations relatives à tous les travaux ci-dessus?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Pour la partie concernant le ministère de la Colonisation:

a. À Notre-Dame de la Providence; et à Beauce-Jonction.

b. Le département de la Colonisation a payé une somme de \$4,036.61, étant la balance d'octrois promis en rapport avec la construction du pont à Notre-Dame de la Providence aux dates suivantes: \$1,000, le 22 août 1930, \$36.61, balance de facture de bois, le 13 avril 1931; \$1,000, le 13 juin 1931; \$1,000, le 20 octobre 1932 et \$1,000, le 15 juin 1933.

Pour le pont de Beauce Jonction, le département a payé pour réparations à ce pont, une somme de \$3,355.87 comme suit: \$2,000, le 22 août 1930; \$343.12, le 30 juin 1931 et \$1,012.75, le 18 octobre 1934.

c. Le pont de Notre-Dame de la Providence a été construit en 1927 et celui de Beauce Jonction en 1910.

d. Les travaux au pont de Notre-Dame de la Providence ont été terminés en 1929 et ceux au pont de Beauce Jonction en 1910.

e. Non, les travaux ont été exécutés à la journée, sous le contrôle immédiat des charpentiers du département.

f. Pour le pont de Notre-Dame de la Providence, \$37,547.17, celui de Beauce Jonction a coûté \$12,614.80.

g. et h. Le coût des quais et des approches de ces ponts est compris dans le coût total des ponts.

i. Le département l'ignore.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il me semble que le gouvernement pourrait répondre à nos questions sans s'y prendre à deux reprises. J'attire l'attention sur la manière dont les livres de la province sont tenus. Il y a quelque temps, dans une réponse du trésorier, il y avait une légère erreur d'un million. Ça fait au moins trois réponses qu'on corrige parce qu'incomplètes. J'espère que ceux qui doivent rendre des comptes donneront à l'avenir des réponses exactes et complètes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député est bien injuste. L'opposition nous presse tous les jours au sujet des questions. Nous nous hâtons de lui répondre et parce que l'honorable ministre de la Colonisation vient donner des détails pour compléter, mon honorable ami n'est pas content. Il nous accuse.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Référence aux trois députés indépendants suivants: MM. Barré, Gault, Guertin.

2. *La Presse* du 15 février 1935, à la page 17, précise que M. Barré reçoit des applaudissements d'un certain nombre de députés de la droite et de quelques ministres.

3. 130, selon *Le Canada* et *Le Devoir* dans leur édition du 15 février 1935, respectivement aux pages 7 et 8.

4. *L'Événement* du 15 février 1935, à la page 8, spécifie que M. Élie se réfère à l'*Annuaire statistique*.

5. \$140, selon *La Presse* et *L'Action Catholique* dans leur édition du 15 février 1935, respectivement aux pages 17 et 11.

6. *L'Événement* du 15 février 1935, à la page 8, souligne que "L'honorable M. Vautrin complète une réponse donnée la veille au sujet des dépenses pour les ponts de la Beauce".



Séance du vendredi 15 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Corporations  
du Lac-Saint-Jean**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Gagnon), que les articles 497, 498, 503, 510, 511, 516, 542 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des corporations municipales de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, du canton de Delisle et de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi constituant la ville d'Isle Maligne, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 relatif à certaines corporations du Lac-Saint-Jean.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demanderais de laisser le bill sur la table pour jusqu'à la prochaine séance, comme aucun avis n'a été donné. Que tous les intéressés soient avertis en temps utile.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie-Amélie-Élisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry;
- bill 2 modifiant l'article 2182 du Code civil.

**Dépôt de documents:**

**Octroi, protection contre l'incendie,  
Annonciation d'Oka, comté Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à une demande d'octroi pour la protection contre l'incendie, dans la municipalité de l'Annonciation d'Oka, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 31 janvier 1935. (Document de la session no 105)

**Questions et réponses:**

**Grains de semence,  
dépenses du gouvernement**

**M. Élie (Yamaska):** Quant aux grains de semence, du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement au 31 février 1934, inclusivement:

1. Quel est le montant total dépensé par la province:
  - a. Dans chacun des comtés de la province;
  - b. Par chacun des départements de la province?
2. Combien la province a-t-elle payé à date?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$303,490.16.

<i>a. Comtés</i>	<i>b. Colonisation</i>	
	<i>Chasse et Pêcheries</i>	<i>b. Agriculture</i>
Abitibi.....	\$50,963.287	.....
Argenteuil.....	.....	1,218.90
Arthabaska.....	.....	3,415.49
Bagot.....	.....	1,032.92
Beauce.....	.....	2,262.81
Bellechasse.....	.....	2,494.58
Berthier.....	.....	2,474.92
Bonaventure.....	36.00	3,717.87
Brome.....	.....	2,587.45
Chambly.....	.....	173.37
Champlain.....	.....	1,548.66
Charlevoix.....	.....	6,248.87

<i>a. Comtés</i>	<i>b. Colonisation Chasse et Pêcheries</i>	<i>b. Agriculture</i>
Chicoutimi .....	18,837.88	.....
Compton .....	.....	1,876.48
Deux-Montagnes .....	.....	200.02
Dorchester .....	24.00	3,224.70
Drummond .....	.....	2,096.45
Frontenac .....	6,161.09	.....
Gaspé-Nord .....	36.00	3,096.05
Gaspé-Sud .....	55.20	6,146.25
Gatineau .....	6,427.43	1,192.64
Huntingdon .....	.....	25.79
Iberville .....	.....	1,848.65
Îles-de-la-Madeleine .....	.....	804.95
Joliette .....	36.45	1,511.34
Kamouraska .....	24.00	1,711.14
Labelle .....	9,027.67	.....
Lac-Saint-Jean .....	8,279.30	.....
L'Assomption .....	.....	507.19
Lavolette .....	.....	1,225.52
Lévis .....	.....	891.63
L'Islet .....	.....	2,590.81
Lotbinière .....	11,145.49	.....
Maskinongé .....	.....	1,819.75
Matane .....	79.29	6,618.25
Matapédia .....	11,108.95	173.46
Mégantic .....	.....	3,495.32
Missisquoi .....	.....	445.13
Montcalm .....	.....	1,500.92
Montmagny .....	144.00	3,870.82
Montmorency .....	.....	1,973.58
Napierville .....	.....	19.63
Nicolet .....	.....	2,329.57
Papineau .....	.....	2,509.63
Portneuf .....	12.48	2,367.38
Pontiac .....	2,585.32	.....
Québec .....	.....	766.07
Richelieu .....	.....	1,651.44
Richmond .....	.....	1,413.56
Rimouski .....	7,757.97	.....
Rivière-du-Loup .....	5,681.85	156.06
Roberval .....	24,813.21	.....
Rouville .....	.....	550.73
Saguenay .....	6,683.03	.....
Shefford .....	.....	2,000.02
Sherbrooke .....	.....	1,521.46
Stanstead .....	.....	1,542.48
Saint-Hyacinthe .....	.....	1,017.72
Saint-Maurice .....	.....	1,471.85
Témiscamingue .....	16,938.04	.....
Témiscouata .....	13,114.34	.....
Terrebonne .....	.....	3,163.59
Trois-Rivières .....	.....	292.01
Verchères .....	.....	820.17

<i>a. Comtés</i>	<i>b. Colonisation Chasse et Pêcheries</i>	<i>b. Agriculture</i>
Wolfe .....	.....	3,047.52
Yamaska .....	.....	854.45
	\$199,972.14	\$103,518.02

2. \$303,490.16.

### Ferme expérimentale de recherches, animaux à fourrure

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la Ferme expérimentale de recherches concernant les animaux à fourrure, en cette province, depuis la date de son institution jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1935:

1. Quelle est la somme totale payée par la province pour l'établissement et l'aménagement de ladite ferme?

2. Des octrois ont-ils été accordés à ladite ferme?

Dans l'affirmative:

a. Par qui?

b. Quel a été le montant de chaque octroi?

c. Quand chacun de ces octrois a-t-il été payé?

d. À qui?

e. Pour quelles fins dans chaque cas?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. La ferme et le jardin ont été organisés, en même temps, partie avec un octroi provincial et partie avec des fonds de secours, en vue de remédier au chômage. Ces deux institutions sont si intimement liées que la plupart des constructions profitent également à l'une et à l'autre. Il en va de même de l'équipement général et du laboratoire. On peut affirmer que, même si le jardin n'avait jamais été organisé, les terrains auraient été achetés quand même pour les besoins de la ferme, que la plupart des constructions y auraient été érigées conformément au plan originellement établi, et qu'une partie importante de l'aménagement y aurait été nécessaire. Pour les fins susmentionnées, une somme de \$110,000.00 a été dépensée.

2. Aucune. Le budget général de la Chasse et de la Pêche ayant pourvu aux dépenses d'entretien de la ferme et du jardin.

### Gaspé-Nord, rivières à saumon

**M. Guertin (Hull):** 1. Quelles sont les rivières à saumon, dans le comté de Gaspé-Nord?

2. Ces rivières sont-elles louées?  
 3. Dans l'affirmative à qui?  
 4. Le loyer est-il payable d'avance?  
 5. Sont-elles louées par bail?  
 6. Si oui, existe-t-il une clause dans le bail obligeant les clubs à payer le salaire de leurs gardiens régulièrement?

7. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il arrive depuis une couple d'années que le salaire des gardiens de la grande rivière Sainte-Anne-des-Monts est en retard de deux et même trois mois?

8. Est-ce l'intention du gouvernement de remédier à cet état de choses?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Rivière Cap-Chat, Sainte-Anne des Monts, Madeleine et partie de la rivière Darmouth.

2. Les rivières Cap-Chat, Sainte-Anne des Monts et Darmouth sont louées.

3. La rivière Cap-Chat est louée à M. R. S. McLaughlin, la rivière Sainte-Anne des Monts au Ste. Anne River Fishing Club, la rivière Darmouth aux honorables R. M. Wilson et Donat Raymond.

4. Oui.

5. Oui.

6. Non.

7. Non.

8. C'est l'habitude du département d'intervenir auprès des locataires, lorsqu'il est porté à sa connaissance que les gardiens ne sont pas payés.

#### **Travaux de voirie, route no 22, Saint-Guillaume, comté Yamaska**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux travaux de voirie, exécutés par le gouvernement de cette province sur la route No 22, Yamaska-Drummondville, dans la paroisse de Saint-Guillaume, comté de Yamaska, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 12 février 1935, inclusivement:

1. Le gouvernement a-t-il acheté du gravier pour l'exécution desdits travaux?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. De qui?

4. À quel prix?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. En 1932 et en 1934.

3. En 1932, de Uldège Guilbault et Lucien St-Germain; en 1934, de Élie Lambert.

4. \$1 la verge cube en 1932, pour du gravier extrait de la rivière David et transporté sur le chemin; ce prix comprend l'achat et le transport. \$0.10 la verge cube en 1934 pour du gravier extrait du banc de gravier appartenant à Élie Lambert; ce prix comprend l'achat seulement et non le transport.

#### **Travaux de voirie, sixième rang, Saint-Guillaume, comté Yamaska**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux travaux de voirie, exécutés par le gouvernement de cette province, au sixième rang, appelé rang du Cordon, dans la paroisse de Saint-Guillaume, comté de Yamaska, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 12 février 1935, inclusivement:

1. Le gouvernement a-t-il acheté du gravier pour l'exécution desdits travaux?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. De qui?

4. À quel prix?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. En 1934.

3. Élie Lambert.

4. \$0.10 la verge cube pour du gravier extrait du banc appartenant à Élie Lambert. Ce prix comprend l'achat seulement et non le transport.

#### **Code civil, article 2161e**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 5 modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cet amendement a pour but d'obliger les parties à donner un avis au procureur général, dans le cas des ventes par le shérif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela va encore augmenter les frais de vente.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Pas du tout. Il s'agit simplement de prévenir le procureur général, au cas où la couronne aurait des privilèges ou des droits sur l'immeuble mis en vente.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Prescription des taxes municipales et scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 23 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer que le député d'Yamaska (M. Élie) a présenté une loi dans le même sens et plus complète, mais que le gouvernement l'a rejetée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le député d'Yamaska est donc lui aussi un précurseur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement devrait bien trouver un précurseur pour convaincre le gouvernement qu'il devrait payer ses dettes et aussi pour mettre un peu de logique dans sa politique. On accorde du délai aux municipalités pour leur permettre d'attendre la rentrée des taxes, sans les obliger de poursuivre pour garantir leurs droits.

Mais d'un autre côté, on passe une loi pour forcer les municipalités à vendre les propriétés grevées de plus de deux années de taxes.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pension des juges et des magistrats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose que le bill 8 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subside à la ville de Terrebonne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

#### **Publication d'avis municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 pour valider la publication de certains avis municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

#### **Salaberry-de-Valleyfield, règlement 350**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

Adopté.



**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit ne pas pouvoir approuver le principe qui est en jeu ici. La Montreal Cotton, dit-il, a profité d'une commutation de taxes à Valleyfield pendant les quinze dernières années. À cause de ce privilège, la ville s'est vue privée d'au moins \$2,000,000 en revenus, qui ont dû ensuite être prélevés en taxant les petits propriétaires. En outre, la compagnie a profité d'une exemption de taxes scolaires.

Il demande que l'on garantisse du travail et des salaires raisonnables à un minimum de 2,000 d'ouvriers tant qu'elle bénéficiera d'une exemption de taxes, puisque cette commutation n'est accordée que parce que la compagnie donne du travail. La ratification que la Chambre donne à cette décision crée un précédent dangereux, dit-il.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Ces exemptions que l'on accorde aux compagnies ne les empêchent pas de renvoyer en masses les ouvriers, quand cela fait leur affaire.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Si la Chambre refusait l'exemption en question, elle se trouverait à donner ainsi un certificat indirect d'incompétence au conseil municipal qui a approuvé le projet.

Le maire et les échevins de Salaberry ont été élus par les ouvriers de l'endroit. Ils ont tout intérêt à ne pas léser les droits de leurs électeurs. Les exemptions ont aidé la Montreal Cotton à prospérer. Cette prospérité ne peut que servir les intérêts ouvriers en jeu.

Il admet que la compagnie a profité de privilèges par le passé, mais affirme que le conseil de ville a trouvé satisfaisant le contrat qu'on a cherché à ratifier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une raison pour ne pas prendre des précautions. Outre une évaluation de \$3,500,000 sur ses bâtiments, la compagnie a profité d'une exemption complète sur sa machinerie, évaluée à plus de \$2,000,000.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 353**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**La Compagnie mutuelle  
d'assurance LaSalle**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 84 constituant en corporation "La Compagnie mutuelle d'assurance LaSalle - LaSalle Mutual Insurance Company".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Lévis**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a, dans ce bill, une clause qui donne un double vote au propriétaire aux élections municipales. Je trouve cela pour le moins extraordinaire, et j'ajouterai que c'est un précédent dangereux que rien ne justifie, qui est de nature à provoquer d'inutiles dissensions, et qui implique que l'on défranchise en partie les travailleurs de Lévis, puisque la minorité annulera leur décision.

Cela est antidémocratique et injuste, affirme le chef de l'opposition. Durant les deux ou trois dernières années, il est devenu une habitude de la Législature de pénaliser un électeur, juste parce qu'il ne possède pas une propriété.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce double vote n'est que pour l'élection du maire.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Vous oubliez que les locataires sont des gens comme les autres. Ce que vous faites là équivaut à leur enlever leur droit de vote: c'est les défranchir. Le propriétaire, avant de voter lui-même, annule en somme le vote du locataire. Il dit ne pas avoir remarqué que le système que l'on cherche à Lévis se soit montré tellement avantageux dans les villes et villages où il a été testé. Dans la cité de Québec, la moitié du conseil est élue par les propriétaires seuls, et l'autre moitié par les propriétaires et locataires, mais tout le monde a voté pour le maire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les temps changent. Dans certains coins de l'Europe, on donne aux hommes un vote supplémentaire, simplement parce qu'ils sont mariés, et ce serait une bonne chose que de surveiller l'expérience de Lévis. Je crois qu'il y a là une expérience intéressante à faire. Les temps ont changé et, pas plus tard que la semaine dernière, le comité des bills publics a décrété que trois des six conseillers de Lachine devraient être élus uniquement par les propriétaires. Il ne faut pas oublier que le propriétaire a plus d'intérêt que le locataire à la bonne administration de la ville, puisque sa propriété est hypothéquée.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** On abuse. Il me semble que les propriétaires sont suffisamment protégés, puisqu'ils sont les seuls à approuver ou à rejeter les règlements d'emprunts. Il n'est pas juste de faire une exception pour Lévis. Il est déjà suffisant que les propriétaires élisent trois des échevins, qu'on laisse au moins élire le maire par tous ses électeurs, sans privilèges injustes à certains des électeurs, comme celui de donner un double vote aux propriétaires. Et de nos jours de telles actions risquent de provoquer le mécontentement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a en cette Chambre un homme qui représente spécialement les ouvriers dans le gouvernement. C'est l'honorable ministre du Travail (M. Arcand). Comme les locataires sont en grande partie des ouvriers, je demanderais à l'honorable ministre ce qu'il pense de cette clause, s'il est en faveur de défranchiser ainsi les ouvriers... Si la Chambre pouvait avoir l'opinion du ministre des travailleurs, elle serait mieux guidée pour décider d'un tel problème. L'honorable ministre ne répond pas?... Pourquoi ne répond-il pas?..."

**Des voix ministérielles:** Vote, vote.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le ministre du Travail ne répond-il pas?

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** Adopté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non, c'est trop important; nous devons penser aux travailleurs et nous demandons les lumières de celui qui est leur représentant en cette Chambre. Le droit de vote a toujours été sacré; le ministre du Travail a certainement quelque chose à dire sur la question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous ne sommes pas à l'école ici pour répondre à des questions comme celle-là. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire une telle requête au ministre du Travail. Le ministre du Travail n'est pas obligé de donner son opinion sur une affaire qui intéresse seulement la ville de Lévis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le ministre du Travail parle lui-même, au moins! L'honorable premier ministre pourrait le laisser parler. J'espère que le ministre du Travail ne s'attend pas à ce qu'un autre parle à sa place. Je proteste contre l'impression que laisse le premier ministre, à savoir que le ministre du Travail ne peut parler en son nom personnel. Ce n'est que justice que nous ayons l'opinion des ouvriers sur un projet de loi qui veut le défranchissement des ouvriers. Je demande l'opinion du représentant des ouvriers dans le gouvernement.

**M. l'Orateur suppléant (M. Authier):** Le bill est-il voté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non, si le ministre du Travail ne répond pas, le bill ne sera pas voté. Le ministre est-il incapable de répliquer quant à l'attitude des ouvriers qui se voient privés de leur vote? Certainement pas. Le ministre semble pouvoir trouver les mots qu'il faut lorsqu'il s'agit de priver les ouvriers blessés de bénéfices, sous la loi des accidentés du travail ou lorsqu'il s'agit d'une loi sur les pensions de vieillesse, mais il se fait étrangement silencieux, quand il est question d'enlever leur vote aux ouvriers.

**Des voix ministérielles:** Vote, vote.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette) sourit.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dois-je comprendre que le ministre du Travail n'a pas la permission de parler, qu'il refuse de se prononcer sur cette question? On défranchise les ouvriers, et le ministre du Travail sourit, il s'amuse avec son crayon. (Protestations à droite). D'après ce que je vois, le ministre n'est pas un homme d'action. J'ai sûrement tort de supposer que le ministre continuera de rester ainsi silencieux.

Quel spectacle pour cette législation. Ce n'est pas très édifiant. Nous avons ici un ministre de la couronne, nommé pour représenter les ouvriers, et lorsque le temps est venu de parler en leur nom, il refuse de dire un mot. Tout ce qu'il se contente de faire, c'est de sourire, mais qu'en est-il des ouvriers dans cette affaire? Ne sommes-nous pas en droit d'attendre les conseils du représentant officiel des ouvriers? Je crois que les ouvriers se souviendront du spectacle que vient de nous donner l'honorable ministre du Travail. Ce sourire montre le mépris du gouvernement pour les ouvriers.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Je suis surpris de voir cette charge à fond de train que fait contre moi le chef de l'opposition au sujet d'une clause du bill de la cité de Lévis. On me demande de me prononcer sur une question de principe. Qu'on m'en laisse le temps. Le chef de l'opposition devrait se rappeler qu'en tant que ministre, je ne suis pas au courant des détails de la question, détails qui justifient sans doute dans une certaine mesure le bill. La question est délicate, et je n'ai pas eu, dit-il, comme le chef de l'opposition, l'opportunité de l'examiner dans ses détails.

Il (M. Arcand) se dit surpris des attaques répétées faites à son endroit en Chambre. Il a déjà eu l'occasion de dénoncer le fait qu'on l'ait pris comme cible. Pour le chef de l'opposition, il ne s'agit que d'attaquer sans cesse le représentant des ouvriers, et c'est un triste spectacle. Mais je demanderais une petite faveur à l'honorable chef de l'opposition. Ne pourrait-il pas nous épargner ce triste spectacle de faire faire au député de Saint-Sauveur des questions aussi ridicules que depuis quelques jours? Il me semble que ce n'est pas rendre service aux ouvriers que de mettre le député de Saint-Sauveur, qui est un gentilhomme, dans de telles attitudes.

Le chef de l'opposition n'a pas le droit de se servir de son instruction, comme il le fait. Pourquoi devrait-il faire une déclaration de principe sur le bill de Lévis? L'idée derrière tout cela, c'est de chercher à donner au public l'impression qu'il évite la question. Eh! bien, non. J'ai toujours pris mes

responsabilités. Aucun dossier ne me fait peur. J'ai toujours défendu les droits des ouvriers, affirme-t-il, et n'ai pas besoin des leçons du député de Trois-Rivières ou du député de Québec-Saint-Sauveur. Le chef de l'opposition m'accuse de mutisme, aujourd'hui, mais peut-être un jour trouvera-t-il que je parle trop. On trouve cela nouveau, le double vote, mais il y en a tant, de choses nouvelles, aujourd'hui. D'ailleurs, le premier ministre vient de dire que c'est une expérience intéressante à faire.

Il (M. Arcand) ne croit pas que le changement contreviendra aux coutumes ou créera un précédent. L'ouvrier qui est propriétaire a autant droit de se protéger par son vote que l'ouvrier locataire, et celui-ci exerce la plénitude de ses droits en votant une fois pour le maire.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** L'honorable ministre n'a pas le droit de faire des insinuations sur mon compte. Il trouve ma conduite ridicule et déplorable. Je ne sais pas lequel des deux est le plus ridicule. Au moins moi, je ne fais pas mon grand homme.

Il (M. Bertrand) ne croit pas avoir été ridicule en faisant pression pour que soit rétabli le salaire minimum pour les ouvriers blessés, même s'il s'oppose à l'idée. Il n'était pas non plus ridicule de réclamer que l'ouvrier choisisse son propre médecin. Il n'était pas plus ridicule de vouloir que les vieillards aient une pension, même si le ministre du Travail était contre lui. Ce qui est ridicule et déplorable, c'est de faire comme lui, quand il vote contre les pensions de vieillesse.

Je mets le ministre au défi de me rencontrer n'importe où dans la province et de me parler comme il le fait ici. Je serai alors en mesure de dire ce que je pense, ce que je ne peux malheureusement dire ici. Je n'accuse personne d'être ridicule, mais s'il y en a un de nous deux qui l'est, ce n'est pas moi.

Il est évident que le premier ministre a demandé au ministre du Travail de ne rien dire, lorsqu'on lui demandera de se prononcer. Cela n'est pas correct. Lui, affirme-t-il, il parle quand il le souhaite, et il parlera même si le chef de l'opposition ne veut pas qu'il parle, car son rôle en tant que membre de la Chambre est d'exprimer son point de vue. Il regrette l'attitude du représentant officiel des ouvriers, et il est persuadé que l'honorable M. Arcand regrettera d'avoir pris cette position sur la question. Cela est très malheureux.

Prenez donc vos responsabilités. Soyez donc comme vous étiez auparavant, un homme de caractère...

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je soulève un point d'ordre. Si l'honorable député a quelque chose à dire au ministre du Travail, il doit s'adresser à l'Orateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Ah! Ah!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** répond qu'il ne lui dit rien de mal, mais simplement d'être, comme avant, un homme de caractère.

Que l'honorable ministre prenne ses responsabilités. Qu'il sache dire oui ou non.

Il n'a jamais remarqué que le ministre du Travail ait proposé quelque législation que ce soit pour aider les ouvriers ou pour les défendre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On est loin du bill de Lévis.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Pas tant que cela. Je dis que ce n'est pas juste de défranchir les ouvriers.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, en vertu des règlements de la Chambre...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre ne peut citer les règlements: il n'y a pas de point d'ordre. Nous avons ici un cas de discrimination à l'endroit des ouvriers de Lévis, et le premier ministre veut le régler en discutant un point d'ordre, et encore, il n'en a même pas soulevé un.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je cite les règlements de la Chambre pour démontrer que le chef de l'opposition a posé une question qu'il n'avait pas le droit de poser. S'il n'avait pas le droit de poser sa question, le ministre du Travail n'est donc pas obligé de répondre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je proteste contre ces paroles du premier ministre. Le ministre du Travail a parlé pendant dix minutes: le premier ministre n'a pas le droit de dire qu'il n'a pas répondu à ma question, de prétendre qu'il n'a rien dit.

**Des voix:** Non, non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais c'est vrai.

**M. le président (M. Authier):** Sur le point d'ordre...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vous demande pardon, M. l'Orateur, mais il n'y a pas de point d'ordre... Le premier ministre nous dit que son collègue n'a pas parlé, qu'il n'a rien dit. Je proteste contre l'insulte qui est faite au ministre du Travail. Cela est très malheureux.

**M. le président (M. Authier):** Dans les discussions, il ne faut pas s'écarter des règlements de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est très bien. Je reprends la discussion du bill. Ayant le droit, en parlant, de mentionner un ministre, je dis que l'honorable ministre du Travail aurait dû se prononcer sur un principe aussi cher aux ouvriers que celui de leur droit de vote, à savoir la parité de vote.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je proteste absolument et je défie le chef de l'opposition de démontrer que je me suis prononcé; qu'il cite un seul mot ou une phrase de nature à répudier ce principe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel principe?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Le droit de l'ouvrier à son droit de vote.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre du Travail a déclaré qu'il approuvait le premier ministre, lequel approuve la clause. J'ai le droit de conclure. Si le ministre du Travail dit qu'il n'est pas d'accord avec le premier ministre, je retirerai mes affirmations.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bélanger (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 modifiant les lois concernant

le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Royal Trust Company**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 concernant le titre de la Royal Trust Company à un terrain dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Geo. Christie Canada Limited**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Université de Regiopolis**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant l'université de Regiopolis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Mariage**

##### **G. Shooner et J. DeBlois**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

2. Voir note 1.

3. Voir note 1.



Séance du mardi 19 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes;
- bill 178 modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 27 pour valider la publication de certains avis municipaux.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

- bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval;
- bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

**Loi de la pêche**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 31 modifiant la loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche.

Certains de ces locataires ne peuvent accéder à leurs réserves qu'en passant sur le terrain des voisins. Le projet de loi a pour but de légaliser cette situation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Transcription  
de témoignages**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 33 modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages.

Il s'agit des instances au cours desquelles le sténographe meurt et de la conduite à suivre, dans ce cas, pour la transcription de la sténographie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Entrepôts frigorifiques  
pour la pêche**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche.

Il s'agit pour le gouvernement de dépenser une somme de \$100,000 pour la construction d'entrepôts frigorifiques pour la conservation de la boëtte nécessaire aux pêcheurs.

La première lecture du bill est ajournée.

**Droit de vote  
des femmes**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), la permission de présenter le bill 181 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.

**Des voix:** Rejeté! Rejeté!

**Des voix:** Adopté!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explication.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tout le monde sait de quoi il s'agit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Droits d'action contre les corporations municipales**

**M. Saintonge (Beauharnois)** demande, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), la permission de présenter le bill 182 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'action contre les corporations municipales.

Le bill relèvera les cultivateurs de l'obligation d'entretenir leurs trottoirs pendant l'hiver et a pour but de limiter certains délais dans certaines poursuites prises contre les corporations municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Explications sur des faits publiés:**

#### **Déclaration de M. Ferland, maire de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Je me lève sur une question de privilège. Dans une déclaration faite il y a quelque temps à l'hôtel de ville de Verdun, reproduite dans le journal *The Messenger*, le maire Hervé Ferland m'a accusé d'avoir été absent du comité des bills privés, lorsque le bill de la ville de Verdun a été étudié. Cette déclaration du maire de Verdun, si elle a été prononcée, est injuste et contraire aux faits. J'étais présent. Au moment de la seconde discussion devant le comité des bills privés, j'étais malade, mais mes collègues se sont battus jusqu'au bout pour les intérêts des contribuables de Verdun. C'est l'opposition, représentée par son chef et moi-même, qui avons sans cesse combattu dans l'intérêt des contribuables de Verdun. Je me suis plus occupé des intérêts des électeurs de Verdun que le maire ne l'a jamais fait.

#### **Article du *Nouvelliste***

**M. Thisdel (Maskinongé):** M. l'Orateur, me levant sur une question de privilège, je désire informer cette Chambre qu'il a été publié dans le *Nouvelliste*, des Trois-Rivières, édition de samedi dernier, un article contenant des informations tout à fait erronées à mon endroit, et voici la teneur de ce que le *Nouvelliste* a publié en première page, avec encadrement spécial pour attirer l'attention de ses lecteurs. On y lisait que le nom du député de Maskinongé qui paraissait comme parrain du bill amendement la charte de Louiseville, au début de la

session, a été changé pour celui du député de Shefford (M. Bachand). Je déclare de mon siège de député du comté de Maskinongé que l'affirmation à l'effet que le parrain de ce bill aurait été changé est absolument fausse. J'ai toujours été et je continue d'être le parrain de ce bill que j'entends faire adopter par cette Chambre. S'il y a eu du retard dans la prise en considération de ce bill, c'est dû au fait que le maire qui désirait attendre de prendre l'opinion du nouveau conseil m'a demandé de retarder cette prise en considération. J'espère que le directeur du *Nouvelliste* publiera ma déclaration dans un endroit aussi en vedette que celui où il a publié cette information erronée.

### **Travaux de la Chambre**

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, la Chambre ne dispose en général d'aucune mesure importante à sa séance du vendredi matin. Or, par les comptes-rendus des journaux de la séance de vendredi dernier, on a adopté des projets de loi importants, en particulier, un projet de loi au sujet de la Montreal Cotton, sur lequel j'avais des observations à faire, et je le regrette.

Si l'entente sur la nature des bills du vendredi ne vaut plus, les députés seront obligés de demeurer à Québec jusqu'au vendredi soir.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

En effet, on se limite aux séances du vendredi à l'étude des bills privés. Il faut tout de même que nous puissions travailler sérieusement le vendredi. On ne peut pas tout de même se réunir pour ne faire absolument rien. Si nous ne devons rien faire, j'aimerais le savoir. Autrefois, l'honorable député de Hull s'en rapportait au chef de l'opposition.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749;

- bill 79 constituant en corporation Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie;

- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen.



Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 86 concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook;
- bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal;
- bill 103 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

#### **Fonds d'amortissement de Coaticook**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 86 concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook.

L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Titres de R. Cardinal-Painchaud et A. Cardinal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal.

Les amendements sont lus une première fois.

#### **Entrepôts frigorifiques pour la pêche**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche.

Adopté.

#### **Questions et réponses:**

##### **Nouveaux employés de la province**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien de nouveaux employés ont été engagés dans le service civil de cette province depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1931?

2. De ce nombre combien étaient:

a. Du sexe masculin?

b. Du sexe féminin?

##### **L'honorable M. Stockwell (Brome):**

1. et 2.	a.	b.
Service intérieur (permanents)	208	34
Services intérieur et extérieur (surnuméraires)	847	218
Administration de la justice	<u>383</u>	<u>66</u>
	1,438	318
Moins : personnes ayant quitté le service durant la même période	<u>464</u>	<u>127</u>
	974	191
	1,165	

##### **Ligne de transmission, parc des Laurentides**

**M. Béïque (Chambly):** 1. Quand a été construite, à travers le parc national des Laurentides, la ligne de transmission électrique qui la traverse?

2. Par qui ladite ligne a été construite?

3. À qui appartient ladite ligne de transmission électrique depuis sa construction?

4. Au sujet de quel pouvoir hydraulique ladite ligne de transmission électrique a-t-elle été construite?

##### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. En 1926 et en 1927.

2. The Shawinigan Water & Power Company.

3. The Shawinigan Water & Power Company.

4. Chutes du Saguenay à l'Île Maligne.

##### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 14 février, sur la

motion proposée le jeudi 7 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les différents discours qui ont été prononcés à la suite de celui de l'honorable trésorier provincial. Le discours du trésorier provincial sonnait une note optimiste. Si l'on considère, en effet, le déficit depuis deux ans, on peut se vanter que Québec a maintenu ses finances à un meilleur niveau que n'importe qu'elle province pendant la crise. Si la crise dure aussi longtemps, c'est au gouvernement fédéral qu'il faut l'attribuer. Il était évident que l'inactivité du gouvernement central devait tôt ou tard nuire à la bonne administration du gouvernement provincial.

L'attitude de l'opposition provinciale prouve bien que le Parti conservateur dans Québec admet les responsabilités d'Ottawa. L'opposition, par ses manœuvres, montre qu'elle veut avant tout sauver le Parti conservateur fédéral, qui est en détresse du désastre aux prochaines élections. Je crois que cela est contre l'esprit de la Constitution. L'opposition critique sans cesse l'administration provinciale pour le simple plaisir de critiquer, répétant toujours à peu près la même chose.

Cependant, nos collègues de la gauche devraient se rappeler que l'honorable M. Bennett a fait des promesses en 1930, promesses qui n'ont pas été remplies, parce qu'elles étaient faites seulement pour gagner la faveur populaire. Depuis cinq ans, le premier ministre n'a rien trouvé de mieux à présenter qu'un autre programme électoral. Il a ainsi prouvé son manque de sincérité ou de loyauté envers toutes les provinces, envers Québec particulièrement.

Il serait donc injuste d'obliger la province à prendre des responsabilités qui incombent au pouvoir central. Qu'a-t-il fait pour le chômage, qui est essentiellement un problème fédéral et dont la province en principe n'a pas à s'occuper? Rien. Que penser de cette attitude du gouvernement d'Ottawa qui n'a rien fait depuis cinq ans qu'il est au pouvoir?

Les ministres québécois, MM. Arthur Sauvé et Alfred Duranleau, qui font partie de son gouvernement n'ont rien fait pour rappeler leur chef à ses devoirs envers nous et osent prétendre que si les choses vont mal dans Québec, c'est la faute du gouvernement Taschereau. Qu'a fait l'ancien chef de l'opposition, le ministre des Postes actuel? Je me souviens que, comme le député de Trois-Rivières, il réclamait la place du premier ministre. Mais il l'avait, là, l'occasion de faire quelque chose, de donner une

politique progressive. Qu'a-t-il fait? Après cela, nos collègues de la gauche passent leur temps à dire que le gouvernement provincial ne fait rien. L'opposition de Québec, elle n'existe que pour critiquer et critiquer encore un gouvernement qui fait des efforts surhumains pour rétablir l'équilibre perdu. L'honorable premier ministre n'a pas fait tant de promesses que l'honorable M. Bennett, mais il a fait son devoir. Les conservateurs, eux, sont toujours remplis de promesses. Mais ce ne sont pas des réalisateurs. Ils promettent toujours, mais ne réalisent pas.

Ses critiques ne portent d'ailleurs pas. Les amis du gouvernement sont aussi nombreux qu'autrefois et ils le resteront. Chacun des ministères provinciaux a fait l'effort voulu pour aider au retour de la prospérité. Le gouvernement du Québec, pour donner du travail aux chômeurs, a construit des ponts pour huit millions de dollars; il a donné \$7,000,000 pour l'Université de Montréal et l'hôpital Notre-Dame; il en est ainsi dans tous les domaines: les travaux publics, l'agriculture, la voirie. Souvent il a dû remplir les promesses du fédéral.

La construction des ponts qui occupe un grand nombre d'ouvriers, est une excellente politique. Qu'a fait le gouvernement d'Ottawa à ce point de vue. Rien. Par exemple, quand Mackenzie King était au pouvoir, il devait y avoir un octroi fédéral pour aider à construire le pont de Caughnawaga, mais on s'est vite rendu compte qu'un changement de gouvernement signifierait l'annulation de l'aide fédérale. Nous avons demandé le concours d'Ottawa pour la construction de ce pont, mais nous ne l'avons pas obtenu, et c'est le gouvernement du Québec qui l'a bâti seul.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mais le gouvernement d'Ottawa a assisté à la bénédiction de ce pont! (Rires)

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Oh! Oui!

Il dit qu'il préférerait voir à Ottawa une dictature déclarée.

En réponse au député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qui ne cesse depuis le début de la session de répéter que le gouvernement Taschereau ne fait rien pour les ouvriers, mon expérience quotidienne me prouve que les ouvriers connaissent ce que l'on a fait pour eux et qu'ils n'oublieront pas ce qu'ils doivent au régime actuel, en dépit des envolées de l'opposition. S'ils souffrent, ils savent qu'ils le doivent à la politique de M. Bennett, qui nous a valu l'esclavage des secours directs.

Le pouvoir central a promis du travail à tout le monde, en 1930. Il n'a pas rempli ses promesses. On les a fait vivre de charité, quand ils voulaient de la besogne. Tous les discours du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) ne feront pas oublier cela!

L'autre jour, j'entendais le député de Chambly (M. Béique) citer un discours prononcé par Sir L.-O. Taillon. Le député de Chambly se souvient, quand il s'agit d'attaquer le gouvernement, des discours qu'il a entendus quand il avait deux ans, mais il a complètement oublié les promesses faites par son chef, M. Bennett, et les paroles dites par le grand marinier du pays, M. Duranleau, il y a cinq ans, en 1930.

Il (M. Francoeur) remercie et félicite tous ses collègues qui ont pris part au débat qu'il a soulevé, il y a quelques semaines, sur la nécessité de contrôler le travail des femmes dans la province. Tous les discours que nous avons entendus à cette occasion, dit-il, qu'ils soient pour ou contre, nous ont prouvé l'intérêt que l'on garde chez nous aux questions sociales, et cela est un gage de notre retour à la prospérité, la question économique et la question sociale étant intimement liées. L'opposition, elle, ne s'intéresse aux questions sociales que pour critiquer le gouvernement. Qu'est-ce que fait le gouvernement d'Ottawa, au point de vue social? Le chef de l'opposition s'apitoie sur le sort de 40,000 jeunes canadiens qui n'ont eu aucune chance de réussir, et cependant le gouvernement fédéral a promis de s'occuper de leur avenir.

Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) se plaint que les usines ne fonctionnent pas assez; mais il devrait savoir que le contrôle de l'industrie et du commerce relève du fédéral, les provinces n'ayant rien à voir avec les affaires extérieures. Le député, comme député et commissaire du port de Québec doit être au courant de la situation des ouvriers; qu'ils fassent donc comme nous et sans esprit de parti, qu'il demande donc à son chef à Ottawa de se pencher sur les ouvriers! Ce serait bien mieux si le gouvernement libéral avait un gouvernement sympathique à Ottawa, prêt à coopérer avec Québec.

On a soulevé bien des questions de grande importance depuis le début de la session. On a parlé du capitalisme. À mon avis, il faut, comme le disait le secrétaire provincial, mercredi dernier, corriger les abus du mauvais capitalisme, chez nous. Car il y a un bon et un mauvais capitalisme et c'est à ce dernier que nous devons nous en prendre. Notre politique, tant provinciale que fédérale, laisse peut-être un peu à désirer, quant à son contrôle du capitalisme. Il nous faut des lois sévères à ce sujet.

Les réformes devront être faites, afin que toutes les classes soient mieux servies. Ainsi, la Montreal Light Heat and Power devrait entendre raison et réduire ses taux. Mais je ne veux pas forcer les choses, et il faut attendre la loi du gouvernement sur l'électricité, avant de se prononcer sur les problèmes qui touchent à l'électricité. Seulement il y a un fait, à mon avis qui milite contre certaines compagnies d'électricité, c'est d'avoir réduit les salaires de leurs ouvriers pendant la crise, et cela, sans y être obligé le moins du monde.

Je pose comme principe que chacun doit faire sa part pour nous sortir de l'impasse. Les questions qui se présentent à nous sont très vastes. Le gouvernement de Québec, grâce à la direction éclairée d'un homme qui sait unir ce qu'il y a de bon dans l'esprit traditionnel, avec ce qu'il y a d'utile dans l'esprit de réforme, a fait son devoir envers toutes les classes sociales qui composent la province. Le premier ministre a proposé à Ottawa de partager moitié moitié avec Québec le poids des secours directs, ce qui aurait déchargé nos municipalités d'une dette dont elles ne peuvent s'acquitter.

Qu'est-ce qu'Ottawa a répondu ces jours derniers: Non. Les ministres québécois au fédéral ont pris une lourde responsabilité en acceptant cette décision de M. Bennett. Il est bien évident que le gouvernement d'Ottawa ne veut rien faire pour Québec, mais si les députés et ministres conservateurs québécois voulaient agir, ils pourraient peut-être convaincre leurs chefs de faire quelque chose.

L'automne dernier, à Montréal, le premier ministre a fait une promesse qu'il a tenue. Il a demandé au gouvernement d'Ottawa de faire sa part pour aider et sauver Montréal; Ottawa a refusé. Cela prouve que nos représentants dans le cabinet Bennett ne prennent pas leurs responsabilités.

Dans Québec, le gouvernement provincial va réaliser un grand programme de colonisation. Il a soumis un programme qui a été adopté par un congrès et qui sera appliqué avec fermeté. Il faudrait qu'Ottawa prenne exemple de ce qui se fait chez nous, les choses iraient mieux. Qu'est-ce qu'Ottawa fait pour le retour à la terre?

Il félicite le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin). Il parle ensuite de la ville de Montréal.

Le gouvernement fédéral actuel ignore totalement la ville de Montréal. Y a-t-il un chef de gouvernement qui ait jamais fait si peu pour la métropole du pays? Pour démontrer à quel point Ottawa ignore les intérêts de Montréal, il (M.

Francoeur) réfère au projet de développement du Saint-Laurent et remarque que le premier ministre Taschereau n'a jamais été invité à discuter une question de cette importance avec Ottawa. Il se dit content que le traité ait été rejeté par le Sénat américain.

En terminant, je demande à l'opposition de collaborer avec le gouvernement plutôt que de critiquer sans cesse. Car nous avons de grands problèmes à résoudre. L'attitude des députés de Rouville (M. Barré) et de Hull (M. Guertin), qui sont des hommes sérieux (et qui) adhèrent sur plusieurs points à la politique du gouvernement, démontre le peu de mérite de l'opposition. Il termine en exprimant sa confiance dans l'administration du premier ministre, à laquelle il reste fidèle.

(Applaudissements à droite)

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)<sup>1</sup>** : Je n'ai pas l'intention de faire une longue critique du budget ou de porter une attention spéciale au déficit. Ce serait prendre des précautions bien tard.

Mais le temps est révolu où nous pouvions porter notre attention sur de soi-disant surplus, et je crains que l'ère des déficits ne soit arrivée et qu'elle se poursuivra encore pendant quelques années.

Le gouvernement, comme plusieurs autres, semble croire que les temps de prospérité dureront toujours. Il ne s'occupe pas de l'avenir et poursuit ses dépenses extravagantes, plutôt que de mettre des ressources de côté pour le futur puisque, aussi sûr que deux et deux font quatre, le mauvais temps suit le beau temps.

Le discours du trésorier provincial traite de plusieurs questions fédérales. Il parle des prix fixes du blé et exprime ses craintes à propos du montant de transfert, mais il ne fait pas mention des avantages qu'ont tirés les cultivateurs. Je crois qu'ils sont estimés à environ \$80,000,000, ce qui couvre amplement toute perte que pourrait subir le gouvernement. On a dit, alors qu'il y a encore beaucoup de blé non vendu, que l'on prévoyait qu'en une année le report sera considérablement réduit et qu'éventuellement le gouvernement fera un profit substantiel sur la vente du blé.

Le trésorier parle du déficit de la "Canadian National Railways" sans se prononcer sur la manière dont ce problème pourrait être résolu. La question pourtant est de la responsabilité de tous, et aucun homme public ne s'est encore présenté pour y remédier. Il ne fait aucune doute que c'est là le problème le plus sérieux de l'heure pour les Canadiens, mais avec les économies mises en branle

par l'administration actuelle, les arrangements amicaux établis entre les deux grands systèmes à propos de la circulation ferroviaire et l'annulation de certaines lignes inutiles, et avec le retour de temps plus prospères, il est possible que le problème se règle progressivement. Il est cependant très encourageant de noter que les bénéfices des Chemins de fer Nationaux augmentent et, l'an dernier, il y a eu un redressement considérable dans le bon sens.

On parle d'abandonner des voies en certains endroits. Il est impensable que des voies soient abandonnées alors qu'on a incité de nouveaux colons à s'installer dans des fermes. Les gens qui vont coloniser là-bas auront le droit de croire qu'on les a envoyés sous de faux prétextes. Dans les circonstances, on a probablement à cet égard la meilleure politique possible.

On ne pourra attendre de soulagement à la situation ferroviaire qu'une fois que notre population aura grossi de plusieurs millions.

M. l'Orateur, d'après les chiffres cités par l'honorable trésorier, la situation de nos cultivateurs n'est pas trop mauvaise. Leur situation pourrait en effet être pire, puisqu'ils ont quand même vu la valeur de leurs produits augmenter de près de 50 %. Les prix de certains produits ont progressé de façon concrète ces dernières années. Si le gouvernement fédéral est capable de contracter un accord raisonnable avec le gouvernement américain, il sera en mesure de donner un bon marché à tous les produits de la ferme, et particulièrement au lait et aux produits laitiers. À partir de là, les perspectives semblent bonnes.

Je crois que l'on peut considérer avec satisfaction le succès de notre industrie minière, elle qui en est encore à ses débuts. Année après année, elle sera appelée à prendre de l'expansion, avec le développement de nos productions. À mon avis, cela a été et restera l'un des facteurs les plus actifs de notre retour à la prospérité.

Les produits miniers enrichissent le pays, alors que d'un autre côté les employés sont de grands consommateurs de produits de la ferme et de biens manufacturés.

Le trésorier a dit que la structure des tarifs prohibitifs tend à aggraver la situation, mais il ne donne aucunes statistiques pour soutenir ses avancés.

Tout d'abord, l'augmentation des importations au cours des deux dernières années démontre que le tarif n'est pas prohibitif. Les accords qu'Ottawa a contractés avec l'Angleterre et les autres dominions ont agrandi considérablement notre marché et augmenté notre commerce.

Baisser les barrières tarifaires et laisser les produits étrangers moins dispendieux entrerait viendrait à ruiner les industries canadiennes et à assécher le meilleur marché qui soit pour les cultivateurs canadiens.

Irons-nous mettre à la porte les employés des manufactures et augmenter ainsi la légion des chômeurs? Ces employés sont les principaux et les meilleurs clients du cultivateur.

À part l'outillage agricole, les dépenses des cultivateurs sur les biens manufacturiers sont comparativement faibles et, dans la plupart des cas, il n'y aura aucune économie, étant donné que les biens manufacturiers sont aussi abordables ici qu'à peu près partout ailleurs, à l'exception des pays où la main-d'œuvre ne coûte rien.

La demande pour certains produits agricoles a augmenté avec l'amélioration des prix, et des négociations sont en cours avec les États-Unis, ce qui pourrait entraîner une amélioration des conditions pour les cultivateurs canadiens, particulièrement ceux qui se trouvent le long de la frontière et qui auraient ainsi une chance de disposer de leurs produits laitiers et de leur bétail. En 1930, notre balance commerciale avec les États-Unis jouait en notre défaveur et, si M. Bennett n'avait pris les mesures qu'il a prises, on ne peut imaginer ce que serait l'état de nos finances aujourd'hui. La Conférence d'Ottawa et les traités impériaux sur les échanges qui y ont été signés ont également fait beaucoup pour améliorer la situation des cultivateurs, et on peut s'attendre à bien d'autres bénéfices découlant de ces mêmes traités.

Mais avec les modifications apportées au tarif et aux règles régissant les échanges, notre pays est devenu un pays créateur plutôt qu'un pays débiteur, excepté face aux États-Unis, où nous achetons beaucoup de coton et autres produits de base. Le Canada a maintenant une balance commerciale favorable de tout près de \$100,000,000, suite aux réajustements, modifications et améliorations faites par le gouvernement Bennett.

M. Bennett a peut-être fait la promesse de régler le problème du chômage, mais, en 1930, aucun homme vivant pouvait prévoir que la dépression allait être aussi dure ou qu'elle allait durer si longtemps. La situation a été pénible depuis quatre ans, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'une crise mondiale contre laquelle les gouvernements ne pouvaient rien. On le critique, mais aucun crédit ne lui est accordé pour ce qu'il a accompli. On admet généralement que le dominion s'en est aussi bien sorti, sinon mieux, que n'importe quel autre pays,

excepté l'Angleterre. On a donc tort de blâmer un gouvernement ou l'autre.

Le plus grand problème du commerce entre nations, c'est le manque d'échanges stables. Tant qu'on ne trouvera pas un moyen, il faut s'attendre à de violentes fluctuations.

Tous les pays, pratiquement, ont augmenté leur tarif pour se protéger, et il n'y a aucune raison pour que le Canada devienne un dépotoir pour des biens manufacturés par une main-d'œuvre à bon marché.

Pour ce qui concerne la Commission d'électricité, on ne peut remettre en question l'indépendance et l'habileté de ses membres, non plus que la confiance que le public accorde à ses conclusions. Son rapport démontre qu'elle a bien en main la situation et que ses recommandations sont bien pesées, mais je crois qu'il en aurait coûté moins cher au gouvernement et aux intéressés, et que l'on aurait obtenu de tout aussi bonnes suggestions et un aussi bon rapport, si les conseils avaient été requis auprès d'un ingénieur électrique. J'imagine que \$50,000 sera loin de couvrir toutes les dépenses.

Le fait de nommer une autre commission me semble une dépense inutile, car cela ne servira qu'à fournir de l'emploi qu'à trois officiers de plus et à quelques greffiers, dépenses qui seront assumées par les contribuables. Les pouvoirs de l'actuelle Commission des services publics pourraient être étendus à toutes les questions qui touchent l'électricité.

Les compagnies d'électricité sont impatientes d'étendre leurs affaires, mais on peut difficilement s'attendre à ce qu'elles s'engagent dans de grandes dépenses, sans prévoir quelque retour sur leur capital, que ce soit immédiatement ou dans un futur proche. Si le gouvernement veut aider les cultivateurs à obtenir de l'électricité à bas prix, il doit se préparer à accorder de grosses subventions.

La question de l'économie<sup>2</sup> en est une qui nous intéresse tous, hommes, femmes et enfants à travers le dominion: économie dans le gouvernement du dominion, économie dans les gouvernements provinciaux, économie dans les gouvernements municipaux. Pour un étranger, il est difficile de dire où l'économie doit débiter, mais pour une population d'environ 10,000,000, nous avons trop de gouvernements, trop de députés au parlement, trop de conseillers et de membres de commissions.

Il y a quelques années de cela, je parlais d'unifier quelques provinces pour réduire les dépenses, mais la chose n'a pas semblé intéresser l'opinion publique. En considérant les dépenses de

notre province, je crois que le nombre de députés de l'Assemblée législative pourrait être réduit, sans que cela n'interfère d'aucune façon sur son efficacité. Soixante-cinq députés feraient très bien le travail de 90. Le nombre de ministres et de départements pourrait être réduit. Je ne suis pas d'accord pour que l'on réduise la rémunération des ministres; en fait, nous pourrions réaliser des économies en augmentant leur rémunération, de sorte à inciter les hommes de valeur à joindre l'administration. On économise toujours en allant chercher le meilleur.

Je crois également qu'après avoir servi honnêtement pendant un certain nombre d'années, un ministre devrait avoir droit à une allocation de retraite. Cela aussi constituerait un incitatif aux hommes de valeur à se présenter lors des élections. En effet, lorsque vient le temps d'un changement de gouvernement, un ministre pourrait constater, s'il est un professionnel, que sa pratique est disparue ou, si c'est un homme d'affaires, que son commerce a souffert de son absence. Ce serait juste à mon avis.

Alors que l'on pourrait croire que le pire de la dépression est derrière nous, nous devons tout de même reconnaître qu'il reste un bout de chemin à parcourir avant de revenir à une situation normale.

Tous les gouvernements sont submergés de problèmes sérieux et de grandes difficultés, et le temps est venu que des patriotes et des hommes capables se présentent et se dévouent pour le bien de notre pays. Le temps est venu de laisser de côté les partisaneries et de travailler ensemble pour un vrai gouvernement national. Ce serait merveilleux si nous pouvions, chacun dans nos circonscriptions, nous unir et trouver le meilleur homme possible, quelle que soit son allégeance. Nous sauverions ainsi les dépenses de toute une élection générale et nous aurions de la sorte une vraie coalition et un gouvernement national.

Je sais que l'on dira que c'est utopique, mais je crois que ce n'est pas impossible.

Prenons la question du point de vue des dépenses. On m'a dit que plus de \$3,000,000 avaient été dépensés lors de la dernière élection provinciale, et j'imagine qu'on a dépensé autant lors de l'élection fédérale de 1930. Quelle économie cela représenterait et combien cela représenterait de plus pour les nécessiteux et les chômeurs!

Il va sans dire que le gouvernement d'Ottawa ne peut parer à tout, pas plus que le gouvernement de cette province. Mais unis, nous pourrions résoudre la plupart des problèmes les plus sérieux.

Certains libéraux pourraient demander: Pourquoi joindre un gouvernement de coalition, alors

que le gouvernement actuel est au bord de la défaite aux prochaines élections générales? Possible. Quoiqu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

Le fait que le public n'ait pas été informé correctement ni totalement, quant à ses intentions et ses réalisations, est un élément qui a joué contre le gouvernement d'Ottawa.

Le premier ministre du Canada s'est comporté comme le capitaine d'un grand vaisseau, avec à son bord d'importants passagers et de la marchandise de valeur, pris dans une tempête économique sans précédents. Son devoir était de se tenir sur le pont, jour et nuit, et essayer de mener le vaisseau à travers brouillard et rochers, vers un rivage sûr. À présent que les nuages semblent s'être dissipés et que la mer est plus calme, il a davantage le public avec lui, lui expliquant ce qui a été fait et ce qui est tenté pour sauver les cultivateurs, les manufacturiers, les grandes institutions financières et toutes les autres classes. Au fur et à mesure que le public écoute et s'informe, il apprécie mieux ses efforts. Et lorsque viendra le temps des élections, le public lui démontrera cette appréciation en le portant probablement une autre fois au pouvoir.

Il semble ces jours-ci que le gouvernement de la province soit en position de force, mais le vase qui va trop souvent à l'eau risque de se briser. On peut alors penser que le gouvernement actuel n'est pas aussi fort qu'il ne le croit et qu'un changement se fait pressentir. Ce n'est peut-être pas attribuable à la force du Parti conservateur, mais sans doute plutôt à la faiblesse du Parti libéral. Un retournement d'environ 25,000 ou 30,000 votes des élections de 1931, adéquatement répartis, pourrait suffire.

Lorsque je parle d'un gouvernement national, je sais que je parle au nom d'un grand nombre de gens qui se sont penchés sur la question et qui ne sont pas nécessairement attachés à un parti.

Je crois fermement que, puisque les députés sont élus pour une période de cinq ans, il n'y a aucune raison qui oblige de déclencher des élections plus tôt, à moins évidemment que le gouvernement ait perdu sa majorité en Chambre. Les élections devraient être tenues à date fixe. Pourquoi aller augmenter les dépenses en déclenchant des élections inutilement?

Évidemment, tous s'entendent pour dire que les hommes et les femmes devraient avoir un revenu décent, mais quand vous établissez le nombre d'heures qu'une personne peut travailler et en même temps le traitement qu'elle devrait avoir, la loi économique est rompue; c'est la loi de l'offre et de la demande.

Tout le monde est contre l'exploitation, mais le salaire fixe peut être si élevé que l'employeur est incapable de compétitionner avec la main-d'œuvre à bon marché du continent de l'Est, où les conditions sont si différentes. Dans ce cas, employeur et employé sont perdants. Il vaut mieux recevoir un quelconque salaire et éviter la misère que de crever.

Un employé à \$1 de l'heure, brillant, intelligent et travaillant peut être rentable alors qu'un autre coûtera trop cher à 50 cents de l'heure.

À nouveau, plus la différence est grande entre le salaire fixe des villes et celui du pays, plus cela joue sérieusement contre les villes. Je sais que Montréal a déjà perdu plusieurs de ses industries à cause de la loi du salaire minimum et qu'elle court le risque d'en perdre encore plus, ce qui est un sérieux problème à l'heure actuelle pour la ville qui a besoin de tous ses citoyens pour aider à payer les taxes et améliorer sa situation financière.

Je suis heureux de constater la position qu'a prise le premier ministre, concernant l'industrie de la pulpe et du papier. Les fabricants de papier ne devraient pas avoir le droit de vendre leur produit en bas du prix coûtant. Avec toutes ces compagnies sur le point de faire faillite, l'heure est venue de prendre des mesures et éviter que les ressources naturelles de la province ne soient sacrifiées pour le profit. Quand le papier journal était à plus de \$100 la tonne, on ne se plaignait pas, mais quand il a été à \$40 et qu'on a parlé d'augmenter son prix de \$2.50, on a crié.

Je n'ai pas remarqué de réduction dans les tarifs publicitaires des journaux. C'est un crime que nos actifs les plus importants disparaissent ainsi et que le gouvernement n'ait pas la part qui lui revient sur les redevances de bois de coupe et de bois de pulpe. Dans certains cas, les compagnies de papier n'obtiennent même pas un dollar neuf pour un vieux.

À mon avis, il n'y a pas de meilleur temps pour émettre un emprunt qu'en ce moment, et j'espère qu'il sera possible d'émettre un emprunt encore plus grand ou autant d'emprunts qu'il sera nécessaire, afin de supporter la province pendant plusieurs années. L'argent, tout comme tous les autres produits, a ses hauts et ses bas. Le meilleur moment pour emprunter, c'est quand ça ne coûte pas trop cher, et nous devrions en tirer avantage et faire en sorte que les emprunts s'étalent sur un long terme.

Je conclurai en recommandant fortement que l'on n'impose plus de nouvelles taxes pour cette année, quel que soit leur taux. Montréal doit aller chercher un gros montant et devra taxer ses citoyens d'une façon ou d'une autre. L'entretien des chemins coûte cher au gouvernement, et on pourrait

augmenter le coût des permis et la taxe de la gazoline. Mais comme Montréal paie une bonne partie de cet impôt de la gazoline, j'espère que le gouvernement n'imposera pas trop de nouvelles taxes aux contribuables de la métropole.

Je crois que le crédit de la province devrait être utilisé, et, si un besoin d'argent se présente, nous devrions emprunter et ainsi donner une chance à nos gens. Il sera peut-être plus facile de balancer le budget l'année prochaine; nous aurons peut-être la chance d'augmenter les recettes et de réduire les dépenses.

J'aimerais simplement attirer l'attention de la Chambre sur un emprunt contracté en 1894 à un taux de 3½ %, je crois, et au sujet duquel le Parti libéral du temps a fait tant de cas. Il s'avère que ce fut là l'un des emprunts les plus profitables que cette province ait faits. Il était remboursable à Paris, en francs - les francs ayant déprécié d'environ 22 cents en dessous des 7 cents.

**M. Drouin (Québec-Est):** M. l'Orateur, budget veut dire revenus et dépenses. Le budget doit être l'équilibre entre les dépenses et les revenus.

Dans l'esprit de certaines gens, le budget signifie simplement la dépense. On fait des suggestions, on préconise des réformes, mais rarement on indique des sources de nouveaux revenus. C'est, à mon avis, le devoir de ceux qui préconisent des réformes de suggérer des sources nouvelles de revenus. Je me suis rendu compte que les suggestions que j'ai faites comporteraient, si elles étaient appliquées, des dépenses additionnelles. Je crois donc de mon devoir de suggérer de nouvelles formes de revenus. J'ai dit que nous devrions faire l'inventaire des dépenses de la province. Quand je parle d'inventaire, je ne parle pas de finances, ni de savoir si elles sont en bon état. Mais je demande simplement qu'on dépense moins pour certaines choses que le temps a rendu moins nécessaires, et davantage pour d'autres qui sont plus urgentes.

L'exemple doit partir de haut. Nous, les législateurs, ne pouvons pas nous dérober à nos devoirs, même si ces efforts peuvent être contre notre intérêt, et particulièrement, c'est dans cet esprit que je fais quelques suggestions pour diminuer les dépenses et augmenter les revenus. Une des grandes questions qui se posent à l'heure actuelle non seulement dans notre province, mais dans le monde entier, est celle-ci: sommes-nous trop gouvernés? On prétend que les frais d'administration publique coûtent trop cher, qu'il y a trop de centralisation, qu'il faudrait une régie publique moins coûteuse et, notamment, que les frais de représentation sont trop élevés.

La province de Québec est représentée au parlement fédéral par 65 députés. La province, au parlement provincial, a 90 députés. Au début de la Confédération, Québec avait 65 députés: le chiffre a été augmenté depuis, à diverses époques, jusqu'au chiffre actuel. J'ai déjà voté pour une augmentation de la députation et je crois que nous avons bien fait. Lorsque la représentation a été portée à 90, nous n'étions pas encore en période de crise et personne ne pouvait prévoir les proportions qu'elle a prises depuis. Mais aujourd'hui, nous ne sommes plus dans la même situation.

Il y a de la misère partout, nos revenus diminuent; il ne semble pas qu'ils doivent revenir au niveau des bonnes années. Je me demande si nous ne devrions pas revenir aux chiffres de 1867, à une représentation de 65 députés comme à Ottawa. En avons-nous besoin de plus? Si 65 députés suffisent à Ottawa, pourquoi nous en faut-il 90 à Québec? Pour ma part, je crois que c'est là une anomalie.

On me permettra de signaler qu'il y a des anomalies et des injustices dans le mode de représentation actuel. Elle n'est pas équitable par rapport à la population et aussi à certains intérêts. Ainsi, d'après le rapport des dernières élections provinciales, mon comté, Québec-Est, a 10,687 électeurs; Saint-Sauveur, 9,077; Québec-Centre, 8,380 et Québec-Ouest seulement 3,859. Il y a là, entre mon comté et celui de Québec-Ouest, une évidente disproportion qu'on ne peut justifier. Prenons le cas de la région de Montréal. Westmount a 29,885 électeurs; Mercier, 23,652; Laval, 23,087; Maisonneuve, 22,333; Verdun, 21,420; Sainte-Marie, 13,210; Dorion, 13,050; Jacques-Cartier, 10,649; Laurier, 9,046; Saint-Henri, 8,642; Saint-Jacques, 8,801; Saint-Louis, 5,802; Saint-Georges, 5,578; Sainte-Anne, 5,438; Saint-Laurent, 4,720. À Montréal, la plupart des députés représentent plus de vingt mille électeurs, et par ailleurs quelques-uns n'en représentent que dix mille, huit mille et même 4,720<sup>3</sup> (St-Laurent).

Passons maintenant à la représentation rurale. Il est évident que la situation n'est pas la même qu'en ville et qu'on ne peut exiger la même proportion d'électeurs. Mais il y a dans les comtés ruraux eux-mêmes des disproportions qui ne sont guère justifiables. Il y a dans le comté de Beauce 6,648 électeurs; Mégantic, 8,075; Terrebonne, 8,970; Bonaventure, 7,096; Charlevoix, 8,156; Saint-Maurice, 7,576; Soulanges, 2,334; Iberville, 2,364; Vaudreuil, 2,099; Verchères, 3,064; Chambly, 3,455; Deux-montagnes, 3,499; Châteauguay, 3,508; Rouville, 3,552; Maskinongé, 3,858; L'Assomption,

3,931; Bagot, 3,811; Wolfe, 3,930; les Îles-de-la-Madeleine, 1,899. À première vue, il n'y a pas de raison pour qu'un député représente deux fois plus de votes qu'un autre.

Ces anomalies devraient disparaître et pour les fins de la justice et pour les fins d'économie. Ce n'est pas le danger qui devrait nous faire reculer. Ce serait un excellent moyen de pratiquer des économies, c'est là un problème qui se posera avant longtemps d'une manière absolument pressante. La province épargnerait au bas mot \$75,000 en ramenant le nombre des députés provinciaux à celui des députés fédéraux. Et avec ces économies, nous pourrions nous occuper davantage de législation sociale, de colonisation ou d'agriculture.

Est-il absolument nécessaire d'assurer les bâtisses et le matériel du gouvernement? Nous sommes supposés dépenser \$212,482 cette année pour les assurances. On me fait remarquer que ces assurances se trouvent payées pour trois ans. Dans le temps de la prospérité, c'était là une bonne politique: nous avons bien fait de nous assurer. Mais aujourd'hui, est-ce que nous ne pourrions pas nous dispenser de ces assurances?

Quelles sont celles dont nous pourrions nous dispenser? On pourrait modifier l'assurance sur les édifices publics, palais de justice et prisons, ministères de l'Agriculture, Travaux publics et Voirie. On m'informe que le gouvernement fédéral et la compagnie du Pacific ne font pas assurer leurs édifices et leur matériel, mais ont créé à la place un fonds spécial. Les bâtisses ne peuvent pas brûler toutes en même temps, et en plus, elles sont à l'épreuve du feu.

Je serais heureux de savoir quelles sont les sommes que les compagnies d'assurances nous ont payées depuis que nous sommes assurés. Évidemment, nous ne pouvons renoncer aux assurances patronales, aux assurances de garanties et aux assurances collectives. Je parle des assurances sur les bâtisses et le matériel. En faisant une étude sérieuse de la situation, je crois que nous pourrions faire une économie considérable sur cet item. Pour moi, nous pourrions économiser \$88,000. Je ne dis pas cela pour critiquer ce qui s'est fait dans le passé, mais je parle pour l'avenir.

Je propose une taxe spéciale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que pense mon honorable ami des salaires payés aux membres de la Commission des liqueurs, etc.?

**M. Drouin (Québec-Est):** J'en parlerai plus tard, mais je ferai remarquer à l'honorable chef de



l'opposition que je ne fais pas entrer de politique dans mes remarques. Il ne devrait pas en introduire, lui non plus, par ses questions.

La taxe que je suggère est une taxe sur tous les pouvoirs d'eau non exploités dans la province de Québec, tant les pouvoirs d'eau qui appartiennent en propre à des particuliers ou à des compagnies que les pouvoirs d'eau loués ou concédés par la couronne pour une période d'années. Des pouvoirs d'eau que les compagnies ont achetés ou se sont fait concéder, les uns ont été exploités et les autres, dans un grand nombre de cas, ont été achetés pour empêcher dès le début la concurrence, pour empêcher d'autres compagnies de les exploiter. Ces pouvoirs d'eau ne rapportent aucun revenu. Les choses en sont au point que si une municipalité veut municipaliser les services électriques, elle n'a pas de pouvoir d'eau disponible.

On a même employé cet argument contre ceux qui voulaient municipaliser: où allez-vous trouver les pouvoirs d'eau? Et remarquez que ceux qui emploient ces arguments appartenaient aux compagnies qui ont accaparé les pouvoirs d'eau non utilisés, pour bloquer le développement hydroélectrique et la concurrence. Ces pouvoirs d'eau non exploités, mais accaparés, non seulement ont empêché la concurrence, mais ont privé et privent la province des revenus qu'elle retirerait de chaque cheval-vapeur développé, sans compter qu'elles entravent la municipalisation des services électriques.

On devrait au moins les taxer. Notre service hydraulique est bien organisé et fait du bon travail avec la Commission des eaux courantes: le revenu ordinaire se chiffre à environ \$1,000,000 par année. Je demande au gouvernement d'imposer une taxe spéciale sur ces pouvoirs d'eau contrôlés, mais non développés. Une pareille taxe surtout, si elle est considérable, aurait de beaux résultats; les compagnies pourraient développer leurs sources d'énergie.

Où elle forcerait les compagnies à exporter ces pouvoirs d'eau, et donc à payer des droits au gouvernement, ou les compagnies les remettraient à la province qui en profiterait en certains cas.

Je ne suis pas venu ici pour brûler ce que j'ai adoré, ni pour adorer ce que j'ai brûlé, mais je parle sincèrement, et je fais ces remarques parce que je les crois justes et utiles.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**  
M. l'Orateur, permettez-moi de féliciter tous les orateurs qui ont pris la parole au cours du débat sur

le budget. Plusieurs députés ont fait des suggestions constructives, utiles. Cependant il y a eu des attaques injustifiables. J'ai entendu quelques critiques, qui n'aideront ni le gouvernement de cette province ni les autres, mais depuis que je siége en cette Chambre, je n'ai pas souvent entendu, dans un débat, de meilleures suggestions. Mon honorable ami de Huntingdon (M. Fisher), pour qui j'ai beaucoup d'estime, a été le principal critique de la gauche. Il nous a dit qu'il y avait beaucoup de pauvreté, de détresse, et que les gens mourraient de faim au milieu de l'abondance. Ces critiques ne sont pas justes. Ce tableau est exagéré et on veut l'attribuer à la province de Québec où le gouvernement, mettant toute politique de côté, a fait tout ce qui était possible pour soulager toutes les misères.

Même les tenants des tendances les plus radicales s'accordent pour dire que les Canadiens qui se sont inscrits au chômage dans les quatre dernières années se portaient mieux que les habitants de la Russie soviétique qui ont un emploi, et les efforts de tous les gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral constituent un triomphe pour la démocratie et la chrétienté.

Les Canadiens se sont taxés jusqu'à se saigner pour venir en aide aux nécessiteux, en raison de l'époque particulière que nous traversons et qui a entraîné la plus grande période de privation de notre histoire. C'est aux gens de notre province que nous devons cela, et en regardant derrière nous, nous pouvons le constater. Année après année, sous la direction du ministre des Travaux publics, (l'honorable M. Francoeur) qui a eu la charge de ce problème, la Législature s'est associée aux autorités de la manière la plus loyale et la plus constante possible, et les critiques de l'opposition sont mal venues et injustes. S'il fallait accepter les critiques du député de Huntingdon (M. Fisher), cela reviendrait à répudier totalement tout ce que le gouvernement fédéral actuel a fait pour les chômeurs.

Le député d'Huntingdon a référé à la nécessité de balancer le budget, et il ne fait aucun doute que cela est une bonne mesure, mais il faut se rappeler que le revenu a chuté d'environ dix millions et qu'il était impossible de couper dans les dépenses à une cadence aussi précipitée pour absorber la chute des revenus. D'ailleurs, les besoins s'accroissaient. Le gouvernement a dû se contenter de maintenir les dépenses dans des bornes raisonnables. Il y a les dépenses départementales autorisées par la Chambre qui sont essentielles, et les gens de notre province, même si les temps sont difficiles et que les revenus baissent, veulent ces services essentiels.

Nous devons nous occuper des besoins raisonnables et rationnels des gens, et le gouvernement devrait se faire féliciter de ce qu'il fait pour affronter la situation sous ses diverses facettes. Alors que le gouvernement encourageait certaines coupures, et il a triomphé dans une large mesure, le chef de l'opposition ne cesse de critiquer ses actions et de déplorer les efforts qu'il fait pour balancer le budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable trésorier doit s'en tenir, dans sa réplique, aux déclarations faites par les autres orateurs. Je n'ai pas parlé sur le budget et je soulève un point d'ordre. Il n'a pas le droit de faire un deuxième discours. Il ajoute que ce qu'il aurait pu dire sur la question en une autre occasion ne justifie en rien que le trésorier se serve de celle-ci pour y répliquer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais il s'y tient. L'honorable trésorier répond simplement à l'honorable député de Huntingdon, et il a droit de parler de l'honorable chef de l'opposition.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Ceux qui sont ici depuis 1931 doivent être conscients que le gouvernement a effectué toutes les économies possibles, tout en maintenant les services essentiels.

Il (M. Stockwell) n'apprécie pas la manière dont M. Fisher fait référence à la dette publique. Le député de Huntingdon a accumulé la dette du gouvernement provincial, les emprunts temporaires et les comptes payables, les \$15,000,000 portés au compte débiteur de la Banque Canadienne Nationale, les crédits votés pour une période d'années. Le député de Huntingdon en est venu à des conclusions douteuses, comme par exemple l'émission de 15 millions à la Banque Canadienne Nationale.

On doit se rappeler qu'alors que la banque aurait pu vendre ces obligations en tout ou en partie, elle ne l'a jamais fait; que si elles avaient été vendues, la banque aurait eu le devoir de les rembourser. Et il faut insister sur le fait que la banque a, chaque année et en toute bonne foi, fourni le fonds d'amortissement, de sorte qu'au moment où les obligations étaient venues à terme, soit à la fin de la période de 40 ans, à partir de 1924, elles avaient été payées complètement au gouvernement. Pourquoi alors anticiper que de telles obligations représentent un fardeau pour le gouvernement?

Le député d'Huntingdon a fait allusion également à des prêts gouvernementaux à des institutions. Ces items sont couverts par des Statuts

spéciaux, et le gouvernement les garantit, mais chaque année le fonds d'amortissement est tiré du revenu ordinaire pour les payer, et des provisions sont aussi faites pour couvrir la part en intérêts. Pourquoi alors présumer que le gouvernement devra faire face à une dette additionnelle au bout de 15 ou 20 ans? Rien ne justifie une telle attitude, à moins que ce ne fût le désir du député d'Huntingdon de gonfler inutilement la dette. De nos jours, les gouvernements doivent avoir le bon mot, lorsqu'on leur demande de l'assistance, et non aller heurter le crédit populaire.

**M. Fisher (Huntingdon):** Lorsque le gouvernement a autorisé ces emprunts aux institutions, on a donné l'impression que le gouvernement leur faisait des cadeaux, comme dans le cas de l'octroi à l'Université de Montréal, alors que ce n'était pas le cas. Les emprunts avaient été émis par les institutions et garantis par le gouvernement, et ces obligations doivent être assumées un jour ou l'autre par ce gouvernement-ci ou un autre. Pourquoi ne pas mettre le montant dans la dette publique?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce que le député est en train de faire un autre discours?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** L'honorable député de Huntingdon a essayé de représenter la dette de la province de Québec comme étant très considérable, en y ajoutant la dette des municipalités. Je ne trouve pas cela très juste pour la province. Pourquoi ajouter à la dette de la province les dettes des municipalités et des corporations sociales? Pourquoi toutes ces critiques mal à propos qui ne servent aucun but utile? Le député veut placer sur les épaules de Québec des responsabilités qui ne lui appartiennent pas. S'il fallait procéder comme cela, au lieu de dire que la dette nationale du Canada est de 3 billions, il faudrait y ajouter les dettes des provinces et les dettes des corporations municipales et scolaires.

Le député d'Huntingdon en a conclu que le gouvernement aurait dû empêcher les commissions scolaires et les corps municipaux d'emprunter de l'argent. On a oublié que les commissaires d'écoles avaient besoin d'équipements scolaires additionnels et que les municipalités ont dû assumer ainsi des charges additionnelles, puisqu'elles participent au coût des travaux publics fédéraux lancés par Ottawa en 1930 et au coût du secours direct.

Où irions-nous? Si le gouvernement de Québec n'avait autorisé aucun emprunt: "Quelle glorieuse autocratie!" aurait-on dit dans la province. Pouvons-nous dire aux corporations scolaires qu'elles ne doivent pas s'occuper de l'instruction des enfants? Pouvons-nous prendre une pareille responsabilité, oublier ainsi l'autonomie des commissions scolaires municipales? Les travaux accomplis, les écoles construites ne représentent-ils pas un actif assez considérable?

Le chômage a coûté \$28,000,000 et, de toute évidence, le revenu ordinaire ne peut pas supporter ce coût. Le revenu ordinaire a assumé cependant une partie de cette dépense et ceci est attribuable au fait que les emprunts pour les secours directs ont été amortis pour la plupart sur une base de 20 ans - et dans certains cas sur une base de 28 ans - et au fait que des provisions ont été faites chaque année pour le fonds d'amortissement à partir du budget ordinaire pour rembourser la majeure partie de ces emprunts. Cela signifie qu'année après année une part substantielle du fardeau de l'aide au chômage a été assumée.

L'opposition a critiqué l'augmentation du nombre des fonctionnaires. Elle a été rendue nécessaire par les temps que nous traversons: cela est dû à de plus grands besoins pour mener à bien les projets provinciaux de colonisation, le plan Gordon et la vérification des secours directs.

À une époque, l'auditeur provincial faisait travailler quarante auditeurs, semaine après semaine, à Montréal, pour faire le ménage dans cette situation, et les mêmes conditions s'appliquent partout dans la province, puisque les demandes de l'auditeur général du Canada doivent être satisfaites.

Il (M. Stockwell) remercie le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) de ses paroles aimables à l'adresse du premier ministre et envers lui-même, et de ses suggestions.

L'honorable député de Saint-Georges a parlé comme un homme sincère et je l'en remercie. Je ne m'accorde pas avec lui, lorsqu'il suggère la création d'un gouvernement national. Je ne crois à une pareille nécessité qu'en temps de guerre. Le fait d'avoir un gouvernement national implique la fusion de deux partis ou plus, et il en résulte qu'un des partis est liquidé. J'ai plus de confiance dans le régime parlementaire actuel, avec un gouvernement et une opposition: un pour mener le gouvernement, l'autre pour lui disputer le pouvoir. Et le résultat net de ce système, c'est que le meilleur gouvernement possible est ainsi assuré. La critique est une œuvre utile. Laissons vivre la démocratie. Ici au Canada, les

deux principaux partis, soit le Parti libéral et le Parti conservateur, sont trop importants pour être ainsi balayés.

Nous avons deux partis politiques au Canada et ce serait une erreur de les fusionner dans un gouvernement national. Abordant la question d'une perspective non politique, je considère que cela nuirait aux intérêts du Canada et donc je m'y oppose, car, sans égard aux considérations politiques, je suis d'avis que le Parti conservateur et le Parti libéral se suffisent à eux-mêmes et que le système actuel doit se perpétuer si nous devons maintenir un bon gouvernement, selon les principes constitutionnels britanniques.

La discussion a permis d'éclaircir certains points. Le gouvernement de la province de Québec a coopéré avec le gouvernement d'Ottawa le plus possible, depuis le début de la session. Nous avons maintenu en activité tous les services essentiels de la province. Le gouvernement a maintenu le bon crédit de la province. Pour arriver à faire ce qui devait être fait dans les dernières quatre années, il a certainement fallu qu'il y ait eu, pendant les 30 années précédentes, une administration saine et une prise en charge intelligente des finances de la province.

Trente-quatre années de bonne administration, 34 années de surplus!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas être désagréable à l'honorable trésorier, mais ce n'est plus une réplique qu'il nous fait. C'est un nouveau discours.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** En terminant, je répète que le débat a permis de démontrer que, si tous les arguments étaient pesés, nous nous rendrions compte que la politique poursuivie pendant les quatre dernières années a été menée à bien et que le crédit de la province est sorti intact de cette période éprouvante. Financièrement parlant, Québec a survécu à la dépression économique mieux que n'importe quelle autre province, ou, à cet égard, mieux que tout autre pays du continent nord-américain. Le crédit de la province a été maintenu, demeure très solide, grâce à la politique de prévoyance de modération et de bon sens du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

La motion "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant mise aux voix, est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

**En comité:**

Le comité siège pendant quelque temps et fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions.

À 6 h 15, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 7 h 30****Salaberry-de-Valleyfield,  
règlement 353**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 110 ratifiant le règlement no 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté.

**En comité<sup>4</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame des explications.

**M. Saintonge (Beauharnois):** L'évaluation des propriétés de la compagnie, la Canadian Bronze Power Corporation, est actuellement de \$104,000, et le bill demande que l'évaluation soit portée à \$60,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut savoir ce que le député de Beauharnois pense de ce bill.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Ce projet est favorable à Valleyfield.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un article qui oblige à donner du travail aux ouvriers.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Le conseil municipal a été unanime à recommander cette clause.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourtant, dans le cas de la Montreal Cotton, le député de Beauharnois a refusé de faire insérer un article semblable dans le bill.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Le cas n'est pas le même. Le conseil municipal de Valleyfield n'a pas jugé à propos de le faire. Il a ses responsabilités et on ne peut le condamner *a priori*.

Il (M. Saintonge) dit qu'il ne veut pas donner un certificat d'incompétence au conseil municipal et à la majorité des contribuables qui se sont prononcés en faveur du règlement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les députés ont le devoir de rectifier les erreurs commises ailleurs. Tout le monde sait comment se passent ces règlements. Il s'exerce des influences indues sur les conseillers. Le député de Beauharnois devrait protéger ceux qui subissent des influences au lieu de protéger les compagnies<sup>5</sup>. La chambre doit protéger les populations.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Cette compagnie emploie combien d'hommes?

**M. Saintonge (Beauharnois):** 90.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je proteste contre ces exemptions de taxes. Le gouvernement devrait refuser toutes ces exemptions de taxes et passer une loi pour défendre les exemptions de taxes pendant plusieurs années. Les villes n'ont pas le pouvoir de les accorder; elles doivent s'adresser à l'Assemblée législative. Dans ce cas-là, les citoyens pauvres pourraient demander, eux aussi, des exemptions. Est-ce que les particuliers en reçoivent? Pourquoi ce traitement de faveur pour les compagnies? Les compagnies doivent payer leurs taxes comme les autres.

Il (M. Bertrand) parle des droits des ouvriers.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Ils sont sauvegardés dans le bill qui dit d'ailleurs en toutes lettres que "ladite compagnie devra maintenir en opération ses usines actuelles, et donner constamment de l'emploi à ses employés, sauf pendant un espace de temps de pas plus de trente jours par année, pour lui permettre de faire des réparations" et "qu'à défaut de remplir ces obligations elle sera déchu des avantages du présent règlement."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce la première faveur que cette compagnie demande?

**M. Saintonge (Beauharnois):** Non. Elle en a demandé, une il y a dix ans. Mais est-ce que le chef de l'opposition est opposé à ce que l'on aide des industries?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il n'est pas opposé à aider les compagnies à leurs débuts.

Mais, dit-il, cela devient un abus. Pas une compagnie d'électricité ne jouit pas d'une exemption de taxes municipales et scolaires.

Les commutations de taxes accordées dans toute la province s'élèvent à \$250,000,000 ou \$300,000,000. Avec un taux moyen de 2 % d'impôt, voici \$5,000,000 enlevés aux municipalités et aux commissions scolaires. Les exemptions de taxes constituent une situation intolérante, odieuse et inique.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande le vote.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Duffy, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Perrault, Poulin, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 39.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Successions M. Hatt, M. A. É. Hatt  
et L.-J.-D. Beaudry**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 104 concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie-Amélie-Élisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je comprends que ce bill intéresse la Royal Trust dont le premier ministre est directeur. Je ne comprends pas cependant pourquoi on a mis dans le titre du projet le nom de ceux dont les droits ont été lésés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: S'il y a des objections, on va différer la deuxième lecture.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### **Charte de Québec**

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Isle Maligne**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), dont elle a été saisie le vendredi 15 février courant:

Que les articles 497, 498, 503, 510, 511, 516, 542 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des corporations municipales de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, du canton de Delisle et de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi constituant la ville d'Isle Maligne, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 abrogeant la loi constituant la ville d'Isle Maligne.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition des corporations municipales de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, du canton de Delisle et de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi constituant la ville d'Isle Maligne, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 127 abrogeant la loi constituant la ville d'Isle Maligne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrement  
de jugements**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte  
de Racine**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, intitulée: "Loi constituant en corporation la ville de Racine" soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette ville, sans habitant, a été incorporée par l'Alcoa Power, uniquement pour dispenser la compagnie de payer les taxes municipales à Jonquière-Kénogami. En fait, il n'y a personne. On y avait nommé les conseillers par ordre de la Législature, sans être élus par les contribuables. D'ailleurs ces derniers étaient inexistantes.

La loi adoptée il y a plusieurs années, en 1928, est l'une des plus extraordinaires qui ait reçu l'approbation du Parlement de Québec. Il n'y a pas dans les Statuts d'exemple semblable. Il s'agit d'une incorporation inimaginable, en fait d'un précédent dangereux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Tout cela a été dit au moment de l'adoption de la loi, en 1928. Il y a dû y avoir de bonnes raisons pour l'incorporation. Nous devrions référer cela au comité des bills privés pour que les intéressés soient

entendus. Il y a plusieurs personnes qui veulent venir dire pourquoi la charte de la ville de Racine ne devrait pas être abrogée. Si on le veut, le bill pourrait être ensuite ramené devant la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une affaire publique. Le cas de la ville de Racine est un cas particulier. La Chambre devrait voter maintenant et prendre ses responsabilités, au lieu de s'en dégager par des faux-fuyants. En 1928, l'Alcoa Power, propriétaire de la Chute-à-Caron, payée \$21,000,000 du gouvernement provincial, revendue pour \$18,000,000, a décidé de construire un barrage pour la production de l'électricité. Normalement, le barrage aurait dû être annexé à Kénogami ou à Jonquière et aurait servi à payer les taxes municipales et scolaires.

Or, au lieu de cela, on a violé les principes les plus sacrés de notre législation. La compagnie qui possède la centrale adjacente et de grandes propriétés dans la région, a sollicité la création de la municipalité de Racine. On a formé une ville spéciale, sans un seul habitant pour que la compagnie ne payât aucune taxe. Pour cela, on a supprimé les dispositions de la loi générale qui exigent une population de 2,000 habitants. Bien plus, le gouvernement a décidé d'élire lui-même les conseillers municipaux. Du maire et des deux conseillers qui ont été élus, deux étaient des étrangers. Il n'y avait qu'un Canadien français, M. Pouliot.

La Législature, à la demande de la compagnie, l'a élu pour trois ans, jusqu'en 1931, tandis que le maire, M. Reed, était élu pour jusqu'en 1937, et son collègue, un M. Bolton, un anglais également, était élu pour jusqu'en 1932. Or, ces gens qui étaient à l'emploi de la compagnie avaient le droit de l'exempter de taxes. Le gouvernement a déclaré que le conseil municipal avait le droit d'exempter l'Alcoa de taxes. Cela s'est fait sur l'instigation du premier ministre. Le premier ministre a défendu le bill. Il s'agit des privilèges accordés aux compagnies amies du premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je proteste, M. l'Orateur, je proteste contre cette attaque du chef de l'opposition qui mêle notre nom à toutes ses attaques. Je ne connais pas ces gens et je ne les ai jamais vus. Je n'y ai été pour rien. Depuis que la session est commencée, le chef de l'opposition intervient inlassablement de cette façon et toujours sur le même ton. Le chef de l'opposition continue sa tactique de nous prêter des sentiments que nous n'avons pas, cherchant à tout mélanger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'étais en Chambre. J'ai protesté contre ce bill, lors de son adoption en 1928, et le premier ministre a défendu le bill au comité et en Chambre. Le premier ministre était en faveur du bill. Il a voté pour le bill.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tel n'est pas le cas. J'ai voté pour le bill, mais je ne l'ai pas défendu. Je déclare que ce n'est pas à ma demande que le bill a été passé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'affirme j'y étais. Le premier ministre a favorisé le bill et les journaux du temps en font foi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tel n'est pas le cas. Je le sais. J'étais en Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'y étais aussi et je dis que le premier ministre a défendu le bill.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition devrait accepter ma parole.

**M. l'Orateur:** Le député est obligé de prendre la parole de l'honorable ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une déclaration! mais un fait.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si, c'en est une. J'ai voté pour le bill. Le chef de l'opposition a voté contre le bill. Je respecte l'opinion du chef de l'opposition, qu'il respecte la mienne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi instituant ville Racine en corporation est la violation de tous les principes. De plus, ville Racine qui devait posséder des milliers d'habitants se compose encore du même rocher et ne compte pas dix maisons. C'est l'abîme des principes et des droits du peuple. Et tout cela, parce que la compagnie Alcoa Power fait ce qu'elle veut et ne paye pas de taxes.

La création de cette ville, dans le but d'éviter à la compagnie le paiement des taxes, constitue une violation du principe britannique: "No taxation without representation". C'est pourquoi nous demandons à la Législature de faire disparaître cette loi, cette iniquité où on a sacrifié nos libertés et les principes les plus sacrés, et de soumettre l'Alcoa Power à la loi générale.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La ville de Racine a été incorporée par un bill privé. Le gouvernement n'a rien eu à y faire. Le parrain était le député de Chicoutimi. On aurait dû présenter un bill privé au lieu d'un bill public. Je crois qu'il est juste de référer ce bill devant le comité, comme le demande le premier ministre pour que les intéressés puissent se faire entendre. Je propose donc, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant les mots "lu une deuxième fois" par les mots "renvoyé au comité des bills publics en général".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me lève pour parler sur la motion de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault). Je dois dire que notre bill n'a rien d'extraordinaire.

Cette procédure n'est pas nécessaire. Il n'y a pas d'intéressés à entendre dans ce cas! Il y a en outre des exemples récents où elle a été négligée, notamment lors de la présentation du projet de loi du premier ministre abrogeant les commutations de taxes à la Ste. Anne Paper, de Beauré. Le renvoi au comité n'a qu'un but: éviter l'enregistrement des votes parce que le scrutin n'est pas enregistré au comité. La proposition que l'on a faite est un moyen détourné pour faire mourir la discussion et empêcher les députés de voter. Il est bon que toute la Chambre se prononce. Je demande le vote sur le principe du bill.

**M. Barré (Rouville):** Je crois pour ma part, que la loi que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) veut abroger consacre un principe mauvais qui n'aurait pas dû rentrer dans nos Statuts. Il me semble que la Chambre devrait prendre ses responsabilités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je répète ce que j'ai dit tantôt. Que l'on réfère le bill au comité pour que les intéressés puissent se faire entendre. Que le bill passe ou ne passe pas, nous le rappellerons en Chambre pour le discuter.

**M. McDonald (Pontiac)** félicite le premier ministre de ce qu'il fit en 1926, dans une occasion semblable, alors qu'une compagnie faisait une demande similaire. Le premier ministre s'est opposé à la demande de la compagnie et laissa le député parfaitement libre d'aviser les municipalités en cause comme il l'entendait, dans leurs démêlés avec les compagnies.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Duffy, Fauteux, Filion (Laval), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Perrault, Saintonge, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 34.

**Contre:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, 8.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Rentes seigneuriales**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault):

Que cette Chambre:

Attendu que, dans la province de Québec, le régime seigneurial est censé être aboli;

Attendu qu'il en reste certains vestiges qui sont une anomalie;

Attendu qu'il est injuste que les héritiers directs des premiers colons soient chargés à perpétuité du paiement des rentes seigneuriales;

Attendu que les articles 439 et 445, inclusivement, du Code municipal prévoient le rachat de ces rentes par les municipalités;

Attendu que le moyen prévu par lesdits articles du Code municipal comporte des procédures trop longues et trop compliquées pour être pratiques;

Invite le gouvernement à présenter dès cette session une législation basée sur les principes suivants:

*a.* Émission d'un emprunt au montant nécessaire pour fournir aux municipalités intéressées tout le capital nécessaire au rachat des rentes payables dans la province de Québec;

*b.* Avis à toutes les municipalités intéressées que, dans un délai à déterminer, mais qui ne devra pas dépasser 24 mois, chaque municipalité intéressée aura à préparer ou faire préparer un rôle de perception, tel que prévu au paragraphe 5 de l'article 437 du Code municipal;

*c.* Avis à toutes les municipalités intéressées que dans le délai plus haut mentionné, elles auront à racheter les rentes dans l'étendue de leur territoire et que les fonds nécessaires sont à leur disposition à un taux d'intérêt ne dépassant pas 4 % annuellement;

*d.* Avis public à tous les propriétaires, obligataires, créanciers ou autrement intéressés au paiement ou à la perception des rentes seigneuriales que, dans le délai ci-haut mentionné, toutes les rentes seront rachetées par les municipalités avec les fonds fournis par le gouvernement.

Le système que je présente n'est peut-être pas parfait, mais mon but est de nous débarrasser de cette histoire de rente seigneuriale. Les rentes seigneuriales constituent un état de choses anormal. Elles sont la continuation d'une injustice qui dure depuis longtemps. Du fait qu'elles existent, la population paie deux fois pour la colonisation qui se fait aujourd'hui par le gouvernement.

En effet, les seigneurs ont exigé des rentes des colons qui s'établissaient sur leurs terres. Il y a là anomalie à faire disparaître. Je crois que le système que je propose ne comporte d'injustice pour personne, sans blâme pour le gouvernement. Rien ne sert de susciter des chicanes au moment de solliciter des adhésions.

Il y a une solution mise à la disposition des censitaires, mais il est difficile d'y recourir. Que le gouvernement garantisse aux municipalités intéressées le capital nécessaire au rachat des rentes. Chaque municipalité aura un délai ne dépassant pas 24 mois pour préparer un rôle de perception. Le taux d'intérêt ne devra pas dépasser 4 %.

Il (M. Barré) estime que le gouvernement peut emprunter à 4 %, peut-être à un taux inférieur. Ainsi, les rentes disparaîtraient en l'espace de vingt-cinq ans. Il y a actuellement des rentes dans 54 comtés de la province.

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Lortie), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée.



## NOTES

1. M. Gault prononce son discours en anglais, selon *Le Soleil* du 20 février 1935, à la page 9.

2. Limitation des dépenses.

3. *L'Événement* du 20 février 1935 écrit 4,715, à la page 8. Nous gardons toutefois le chiffre de 4,720 repris par la majorité des journaux.

4. Le comité se réunit sous la présidence du député de Rimouski (M. Moreault).

5. *L'Action catholique* du 20 février 1935, à la page 9, stipule qu'à ce moment une discussion assez longue s'entreprind entre M. Duplessis et M. Saintonge. Malheureusement aucun journal ne la rapporte.



Séance du mercredi 20 février 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 25.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des écoles catholiques  
de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Turcotte), que les articles 498, 500, 503, 510, 511, 514 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières. Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières. Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Documents relatifs aux octrois  
du fonds de l'assistance publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 janvier 1935, pour copies authentiques de tous les documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de

ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'assistance publique. (Document de la session no 106)

**Ordres en conseil,  
24 George V, chapitre 9**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chapitre 9. (Document de la session no 107)

**Loi concernant la vente  
des produits agricoles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 6 février 1935, pour: États dûment certifiés, relativement à la réponse donnée par l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), en date du 25 janvier 1935, au sujet de la loi concernant la vente des produits agricoles (17 George V, chapitre 24), depuis le 10 janvier 1934, inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, et indiquant:

- a. Les nom et adresse de toutes les personnes à qui les montants ou partie de montants indiqués à ladite réponse ont été payés;
- b. La date de chaque paiement à chacune desdites personnes;
- c. Le motif de chaque paiement à chacune desdites personnes. (Document de la session no 108)

**Questions et réponses:**

**Travaux de voirie,  
parc des Laurentides**

**M. Béïque (Chambly):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935, relativement au chemin public qui traverse le parc national des Laurentides, entre Stoneham et Hébertville:

1. Combien la province a-t-elle dépensé?

2. Quels sont les départements administratifs de la province qui ont dépensé à ce sujet et combien a été dépensé par chaque département?

3. Quand a été faite chacune desdites dépenses?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$974,941.96.

2. et 3.

Exercice fiscal 1924-1925	
Dépt. de la Colonisation.....	\$ 1,500.00
Exercice fiscal 1925-1926	
Dépt. de la Colonisation.....	1,142.00
Exercice fiscal 1927-1928	
Dépt. de la Colonisation.....	2,000.00
Dépt. de la Voirie.....	987.53
Exercice fiscal 1928-1929	
Dépt. de la Colonisation.....	3,000.00
Dépt. de la Voirie.....	5,027.30
Dépt. des Terres et Forêts .....	5,000.00
Exercice fiscal 1929-1930	
Dépt. de la Colonisation.....	176.08
Dépt. de la Voirie.....	142,052.01
Exercice fiscal 1930-1931	
Dépt. de la Voirie.....	130,325.57
Exercice fiscal 1931-1932	
Dépt. de la Voirie.....	195,117.88
Trav. du chômage	268,382.02
Subside fédéral	
probable à recevoir	105,197.77
	163,184.25
Exercice fiscal 1932-1933	
Dépt. de la Voirie.....	55,251.44
Travaux du chômage.....	989.42
Exercice fiscal 1933-1934	
Dépt. de la Voirie.....	23,970.61
Trav. du chômage	230,841.19
Subside fédéral	
probable à recevoir	30,306.51
	200,534.68
Exercice fiscal 1934-1935, jusqu'au	
1 <sup>er</sup> janvier 1935	
Dépt. de la Voirie.....	41,329.64
Travaux du chômage.....	3,353.55

#### **Demandes de documents:**

##### **Commission scolaire de Sainte-Scholastique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il

soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres et officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la Commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 jusqu'au 31 janvier 1935.

Adopté.

#### **Arrêtés en conseil,**

##### **18 George V, chapitre 30, article 11**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 21 mars 1928 jusqu'au 31 janvier 1935, et se rapportant à 18 George V, chapitre 30, article 11.

Adopté.

#### **Enregistrement**

##### **d'automobiles non utilisées**

**M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 relatif à l'enregistrement, en vertu de la loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** M. l'Orateur, ce projet nous a été présenté l'an dernier. L'honorable député voudrait que le gouvernement accorde des demi-licences pour les autos. Il n'y a aucune bonne raison d'accepter le bill du député de Huntingdon au sujet de l'enregistrement des véhicules-moteurs. Le principe est consacré au Canada et aux États-Unis d'enregistrer les autos sur la possession et non sur l'usage. Aux États-Unis, presque tous les États se sont ralliés à ce système. C'est que la possession est facile à établir, tandis que l'utilisation, l'usage, exigerait une armée d'inspecteurs constamment à l'affût pour découvrir les violations, d'autant plus qu'à l'arrivée des inspecteurs chacun se hâterait de remettre la voiture au garage et de faire le mort.

La population protesterait que le gouvernement nomme trop d'inspecteurs. L'application de la loi serait très coûteuse, tandis qu'il est très facile de se rendre compte de la propriété d'un véhicule. Le gouvernement a mis \$150,000,000 sur les routes, et il est certainement raisonnable que tous les conducteurs soient appelés à contribuer à leur entretien. Quels revenus la province retirerait-elle avec un impôt déterminé d'après l'utilisation des véhicules-moteurs?

Contre quoi s'élève le député de Huntingdon? Le député de Huntingdon persiste à croire qu'il n'est pas raisonnable d'imposer une taxe sur une automobile inutilisée et laissée au garage. Tout le monde reconnaît que l'auto en circulation sur les routes doit payer impôt; mais on ne voit pas bien pourquoi une voiture remise ou encore utilisée sur une propriété privée tombe sous le fisc.

**M. Fisher (Huntingdon)** dit qu'il ne voit pas pourquoi il serait plus difficile pour le gouvernement de contrôler les automobiles sur la base de l'utilisation, plutôt que celle de la possession. Il croit que cela serait plus facile. Selon lui, les véhicules non utilisés devraient être exemptés de la taxe.

Il y a, dit-il, au Canada des exemples qui appuient le projet du député de Huntingdon: au Nouveau Brunswick et dans l'Île du Prince-Édouard, il n'y a pas d'impôt sur les automobiles inutilisées.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** S'agit-il de simples exemptions, où si l'impôt est fixé dans ces deux provinces sur l'utilisation et non sur la possession?

**M. Fisher (Huntingdon):** En Ontario, il y a une exemption en faveur des automobilistes qui ne se servent de leur véhicule que pendant six mois. Les dépenses de l'utilisation d'une automobile sont déjà assez lourdes, sans que le gouvernement fasse peser tout le poids de l'impôt sur les automobilistes qui ne se servent de leur voiture que pendant une partie de l'année. L'auto n'est plus un luxe. C'est presque une nécessité. Le gouvernement devrait faire une différence entre le propriétaire d'auto qui utilise sa voiture douze mois par année et celui qui ne l'utilise que six mois.

Il ne comprend pas pourquoi Québec n'en ferait pas autant. Et encore, il dit ne pas être prêt à approuver le coût élevé des permis dans la province.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** L'exemption accordée en Ontario ne l'a été que pour

cette année. On ne peut pas dire qu'elle sera renouvelée l'année prochaine. Dans la province de Québec, il y a aussi une exemption partielle en faveur des automobilistes qui n'ont acheté leur voiture qu'après le mois d'août. Le gouvernement refuse d'imposer la propriété paysanne, mais il a bien fallu imposer l'automobile au titre de la possession et non de l'utilisation, parce que c'était le seul moyen pratique d'y parvenir. Je crois que nous ne devons pas changer le système de taxation. Je propose donc que le comité se lève.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Deux raisons motivent l'impôt: l'entretien des routes et le contrôle des accidents. L'automobile inutilisée ne détériore pas les routes et n'est pas partie aux accidents. Pourquoi alors fixer un impôt sur la possession? L'honorable trésorier donne comme raison, pour refuser ce projet, que son adoption entraînerait l'emploi de nombreux fonctionnaires. C'est un argument qui ne vaut pas.

Je crois au contraire que, si nous passions la loi du député de Huntingdon, nous réduirions la tâche des fonctionnaires actuels. Il faut bien plus d'inspecteurs pour faire peser l'impôt sur tous les véhicules, utilisés ou non, que sur les seuls véhicules en circulation. L'intention du législateur, a été de baser l'impôt sur l'usage et non sur la possession. Le présent projet devrait donc être adopté par la Chambre.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport<sup>2</sup>.

## Route

### Mont-Laurier-Maniwaki-Amos

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré): Que,

Attendu que l'opinion publique réclame depuis plusieurs années la construction de la route Mont-Laurier-Maniwaki-Amos;

Attendu qu'une telle route fournirait un débouché idéal pour les produits agricoles, que l'Abitibi est un marché nouveau et important pour l'industrie québécoise et serait d'un précieux appoint pour l'œuvre de la colonisation devenue si nécessaire;

Attendu qu'une telle entreprise aiderait énormément à soulager le chômage qui afflige notre population;

Attendu que cette route est nécessaire au double point de vue nationale et économique;

Cette Chambre prie respectueusement le gouvernement d'entreprendre dès maintenant la construction de cette route, soit avec la collaboration du gouvernement fédéral, soit seul.

Cette question a déjà été étudiée dans cette Chambre. Jusqu'à présent, on n'a pas donné suite à la demande, mais cette route se fait plus urgente que jamais par suite des développements qui se sont produits dans la région nord-ouest et qui devraient justifier la construction de cette route. Il y a dans cette Chambre des députés qui ont déjà gagné leurs élections en promettant ce que je demande aujourd'hui. Moi-même, j'ai déjà correspondu avec des ministres pour les encourager à exécuter cette entreprise.

Durant la session de 1933 et 1934, nous n'en n'avons pas dit un mot. Cependant, tout le monde reconnaît que cette route serait un excellent moyen de soulager le chômage. Elle aurait pu être construite avec la coopération pécuniaire d'Ottawa en 1933. Comme question de fait, la province a dépensé une cinquantaine de mille piastres pour le tracé et les arpentages. Le ministre de la Voirie a tenu le public au courant de ce qui a été fait, tant par les journaux que par ses discours en Chambre. Mais la partie exécutée est peu considérable, comparée à ce qui aurait pu être fait.

Pourtant, s'il est une route dont la construction s'impose, c'est bien celle qui mettrait la vaste région minière et agricole que sont l'Abitibi et le Témiscamingue en communication directe avec Montréal, Québec et Hull. Elle aurait pour effet de faire disparaître l'espèce d'isolement dans lequel se trouve présentement ce centre important. Car une population sans cesse croissante a développé un centre de production d'une inestimable richesse. En 25 ans, une trentaine de paroisses ont été fondées par des colons dont la volonté de réussir et l'ardeur au travail rappellent les pionniers de la colonisation en cette province.

Malgré des communications rudimentaires et pendant longtemps pratiquement inexistantes, ces colons ont persisté dans leur tâche héroïque. Ils ont travaillé quand même. Ils ont taillé dans la forêt de nouveaux domaines à l'agriculture. Leurs efforts ont été récompensés et aujourd'hui ils peuvent contempler l'avenir avec sérénité.

Malheureusement, le gouvernement n'a pas toujours secondé leurs efforts. Pendant de longues années, il les a laissés dans un isolement presque complet avec le résultat que les produits de l'Abitibi se vendaient difficilement jusqu'au jour où le

gouvernement d'Ontario les a mis en communication directe avec Toronto. Sans le gouvernement de l'Ontario, ce beau pays serait encore sans communications avec l'extérieur.

À cause de cette incurie du gouvernement de Québec qui, au lieu d'organiser une efficace concurrence, s'est engagé dans un conflit ridicule avec la province d'Ontario, sur la question du droit de passage de la voie ferrée du Témiscamingue et Nord-Ontario sur les terres de la couronne, procès finalement perdu par la province, l'Abitibi est demeurée pendant longtemps comme une terre fermée au commerce de Montréal.

Aujourd'hui que le gouvernement paraît enfin disposer à faire quelque chose, la crise économique survient. Et le gouvernement plaide pauvreté pour retarder la construction de cette route. Le manque de fonds que l'on invoque pour ne pas construire cette route immédiatement n'est pas une raison, quand on sait que des millions ont été dépensés en secours directs. C'est de l'argent perdu à jamais, qui a contribué à détruire la capacité de travail de l'ouvrier, de l'argent complètement stérile.

Les millions perdus en secours directs auraient pu servir à construire des ponts, des routes et des édifices publics qui auraient accru notre avoir national. Sans doute, le gouvernement provincial n'est pas seul responsable de cet état de choses, mais il aurait pu user de son influence auprès des autorités fédérales pour faire exécuter des travaux, au lieu des secours directs. C'est le contraire qui s'est produit.

Il n'est pas trop tard pour changer cette politique. Le ministre des Travaux publics doit soumettre prochainement une loi de chômage par laquelle il demande des pouvoirs dictatoriaux. L'on devrait adopter une législation qui spécifiera l'exécution de certains travaux de préférence aux secours directs. C'est ce que réclament d'ailleurs les chômeurs fatigués de la charité gouvernementale.

Et parmi ces travaux, un des plus importants sera certainement la construction de la route dont il est question. Le gouvernement de Québec devrait en profiter pour venir à l'aide de l'Abitibi. Non seulement, elle ouvrira aux produits de l'Abitibi un marché considérable qui n'est rien moins que celui de Montréal, mais elle donnera au commerce de Montréal un marché très vaste pour les produits manufacturiers. Et nous garderons ainsi chez nous des millions de dollars de notre argent.

La construction de la route projetée constituerait le travail le plus utile. Elle serait un bienfait inappréciable pour le nord-ouest de la province et même pour Montréal. Elle aiderait à

remédier au chômage, donnerait du travail à des milliers d'hommes. Elle libérerait les grandes villes d'un bon nombre de chômeurs et, partant, des dépenses qui écrasent les villes. Puis, on verra que beaucoup des employés à ces travaux décideront de s'établir sur les terres nouvelles. Tout le monde réclame cette route.

On sait le développement minier du nord-est de Québec, si considérable, que le ministre de la Voirie a pu affirmer que, dans ce domaine, notre province égalera bientôt la province d'Ontario. Il est donc important que la province se prépare à en retirer les bénéfices. Au point de vue du tourisme, elle sera des plus profitables dans cette partie de la province où il y a tant de chasse et de pêche.

Je suis certain que le gouvernement d'Ottawa coopérera avec celui de Québec, si celui-ci le lui demande. Mais même si, pour une raison ou pour une autre, Ottawa refusait, Québec devrait construire quand même la route.

**M. Authier (Abitibi):** M. l'Orateur, il me fait plaisir de voir que le député de Hull évolue de plus en plus dans le bon sens. Il est entièrement converti à cette idée de relier l'Abitibi avec le nord de Montréal. Ce serait le chemin le plus court, le plus direct, le plus logique. De tout temps, nous, de l'Abitibi, nous avons souhaité la construction de cette route. Au début, nous demandions un embranchement du Transcontinental, mais les circonstances n'ont pas permis la réalisation de ce désir. Aujourd'hui, une bonne route rendrait des services aussi appréciables au nord-ouest de la province et à la ville de Montréal.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a toujours été en faveur de la construction de cette route pour relier le nord-ouest québécois, si plein de promesses, à l'est de la province. Il y a deux ans, le ministre de la Voirie a pris des mesures pour faire avancer le trajet. Les ingénieurs du ministère des Mines ont été chargés de faire un relevé des lieux, et leur travail est maintenant terminé.

Le tracé que l'on a choisi paraît être le plus avantageux. Un montant d'argent a même été dépensé pour commencer le défrichement de cette route. Il y a actuellement une vingtaine de milles de défrichés du côté d'Amos, en tout ou en partie. De son côté le service des mines qui relève de sa juridiction a aussi construit une vingtaine de milles de chemins miniers qui feront plus tard partie de cette grande voie nationale. Le ministre de la Voirie a donc fait sa part et il continuera. Il a d'ailleurs fait des déclarations sympathiques à ce sujet, l'automne dernier.

Le député de Hull a dit que des députés se faisaient élire depuis 20 ans en promettant cette route.

**M. Guertin (Hull):** Ce n'est certainement pas le cas du député d'Abitibi, puisqu'il ne représente l'Abitibi que depuis 11 ans.

**M. Authier (Abitibi):** L'opinion de toute la province sera heureuse de voir l'Abitibi reliée à Montréal, car il s'agit d'un pays où la colonisation, les mines, les ressources forestières sont appelées à se développer considérablement. Des millions de dollars ont été produits par les mines et des dizaines de millions<sup>3</sup> par l'industrie forestière, depuis que la région est ouverte.

Voilà pourquoi, je suis heureux de m'unir au député de Hull pour demander la construction de cette route. Nous devons faire tout notre possible pour réaliser ce projet, et je suis heureux de voir qu'il est sur la voie de la réalisation.

(Applaudissements à droite)

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Subside à la ville de Terrebonne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** enregistre sa dissidence.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subventions aux collèges classiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 28 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder un montant annuel de trois cent vingt-cinq mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu aux fins de la loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134), telle que modifiée par les lois 17 George V, chapitre 40, 19 George V, chapitre 51, et 21 George V, chapitres 67 et 68, au lieu de la somme annuelle de trois cent quinze mille dollars, telle que déjà fixée par l'article 3 de la loi.

À une réunion du comité catholique de l'Instruction publique, cet externat a été considéré comme collège classique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un collège dirigé par les pères Sainte-Croix?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Exactement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'appuie de tout cœur la demande du ministre.

Il dit qu'il a été à même d'apprécier le dévouement des pères de Sainte-Croix.

Je n'ai pas besoin de faire l'éloge des révérends pères Sainte-Croix dont j'ai acquis le peu de science...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et leur patience. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La patience est une vertu chrétienne dont la province de Québec donne des preuves depuis 37 ans. Il ne faut pas prendre la patience pour le manquement au devoir et surtout n'en pas abuser.

Il fait l'éloge des collèges classiques.

J'espère que le gouvernement, qui est dispensateur de l'argent du peuple, ne posera pas de conditions que l'institution ne saurait accepter. J'espère aussi que le gouvernement paiera régulièrement.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je remercie le chef de l'opposition de son concours. Le chef de l'opposition admet le principe de la loi, ce qui ne peut étonner personne, puisque je ferai remarquer que le principe de l'assistance que le gouvernement était résolu à accorder à nos maisons d'éducation, a été voté en 1922 à l'unanimité de la Chambre, et mon honorable ami sait qu'il n'y a pas de conditions à cet octroi. Les paiements se feront, comme toujours, sans retard. D'une façon générale, le gouvernement se garde de retarder le paiement des octrois. Il faut tout de même tenir compte des formalités qu'exigent les sorties de fonds. Les demandes sont évidemment plus faciles à faire que les remises d'octrois.

Le gouvernement a souvent plaidé en Chambre la cause de nos maisons d'éducation. Nos collèges classiques ont fait une œuvre méritoire dans cette province et nous sommes heureux de le reconnaître.

Si nous avons duré, si nous avons conservé nos traditions, nous le devons en grande partie aux prêtres enseignants et au bon travail de nos premiers séminaires canadiens qui ont donné au Canada les hommes d'État dont elle avait besoin. Le gouvernement sait tout ce que notre race doit aux collèges classiques. Je tiens à remercier l'honorable chef de l'opposition pour le concours qu'il nous donne.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Comme ce collège est situé dans mon comté, je tiens à remercier le gouvernement en mon nom et au nom du collège de Sainte-Croix de l'octroi accordé par l'administration provinciale, et à me joindre à l'honorable secrétaire provincial et à l'honorable chef de l'opposition pour exprimer ma reconnaissance aux révérends pères de Sainte-Croix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est malheureux que l'on fasse si grande la part du gouvernement et si petite la part du collège. Les ministériels s'attribuent tout, quand il est évident que les fonds distribués par l'administration sont constitués par le gouvernement de l'impôt prélevé sur toute la population.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.



**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 28 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Publication d'avis municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 27 pour valider la publication de certains avis municipaux.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Transcription de témoignages**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Titres de R. Cardinal-Painchaud et A. Cardinal**

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements relatifs au bill 87 validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Saint-Louis-de-Gonzague, règlement 18**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 modifiant le règlement no 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition ne peut admettre ces exemptions de taxes scolaires multipliées, surtout dans les municipalités rurales. Les institutrices sont mal payées, parce que les municipalités n'ont pas assez de fonds et pour d'autres raisons. Il ne faut pas tarir les sources de fonds déjà si pauvres.

Pourquoi l'on amène tous ces bills pour exemptions de taxes aux grosses compagnies, à la veille des élections. Le député de Beauharnois en a présenté trois pour son compte.

Et s'il est une compagnie qui ne mérite pas d'exemptions de taxes, c'est bien la Beauharnois.

Lorsque les promoteurs de la Beauharnois se sont présentés, en 1928, devant la Chambre, pour demander des pouvoirs, une lutte s'est livrée entre les avocats de la Beauharnois et de la Montreal Light, Heat. Les avocats de la Beauharnois faisaient valoir que la Beauharnois aurait pour effet d'établir une concurrence efficace en faveur des consommateurs. Les avocats de la Montreal Light, Heat and Power, de la Shawinigan et de la Gatineau Power combattaient la demande de la Beauharnois.

C'est alors que l'on a appris que la Montreal Light, Heat and Power sollicitait le droit de procéder sous le nom de Soulange Power, au développement d'un pouvoir hydroélectrique puissant sur la rive nord du fleuve. Et l'on a fait valoir que la Beauharnois créerait une concurrence bienfaisante en face des compagnies d'électricité toutes puissantes. Mais le bill de la Soulanges Power a disparu soudain.

Et il (M. Duplessis) a découvert, déclare-t-il, que la disparition du bill concordait avec un contrat intervenu entre la Beauharnois et la Montreal Light,

Heat, au terme duquel la Montreal Light, Heat s'engageait à acheter une grande quantité d'énergie électrique de la Beauharnois, à condition que celle-ci ne fit pas de concurrence. Les deux compagnies se partageaient la province en fiefs, au point de vue de service électrique.

En 1929, M. Garland, député, lança à Ottawa, des accusations précises et retentissantes qui provoquèrent une sensationnelle enquête. Or, entre l'époque où M. Garland lançait les plus graves accusations contre la Beauharnois et le temps où eut lieu l'enquête, le gouvernement provincial de Québec en profitait pour accorder à la Beauharnois des pouvoirs plus considérables. Le gouvernement provincial est le plus grand coupable, lui qui a augmenté les pouvoirs de la Beauharnois, avant que le jugement fût rendu dans l'enquête tenue à Ottawa.

En présence de pareils faits, il n'y a pas de raison, il serait injuste d'accorder de nouvelles faveurs à la Beauharnois. Elle en a déjà obtenues assez, sinon trop. Les concessions exorbitantes, intolérables et odieuses dont elle jouit, et les scandales qui ont entouré les développements de cette compagnie, scandales tels, qu'un chef distingué comme M. King a pu dire qu'ils avaient conduit son parti dans la vallée de l'humiliation, doivent empêcher la Chambre d'accorder les nouvelles commutations de taxes que la compagnie sollicite.

En plus d'accorder des faveurs à la Beauharnois alors que les accusations les plus graves pesaient sur elle - et elles étaient malheureusement trop fondées - le gouvernement provincial a en plus fait bénéficier la compagnie d'une diminution de taxes dans le recouvrement de l'impôt sur les corporations. Que la compagnie remette à la population et au trésor public ce qu'elle leur doit. Elle a eu assez de faveurs du régime actuel, qui doit mettre fin à cette politique néfaste. Le devoir de la Législature n'est pas de continuer cette politique, mais de se prononcer contre la présente loi.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Toutes ces exemptions de taxes, ça devient des abus. Les compagnies ont le moyen de payer. Le projet de loi soustrait la compagnie au deux tiers de son évaluation. Ce n'est pas raisonnable. On ne trouve pas d'argent cependant pour les ouvriers.

On ne devrait pas accorder de faveurs aux grosses compagnies au détriment de la classe ouvrière. Si l'on continue à exempter les compagnies dans la province, il n'y aura plus rien. Je proteste contre ces faveurs qui sont au détriment de la classe ouvrière.

Si un pauvre diable de petit propriétaire allait à l'hôtel de ville réclamer une réduction de taxes des deux tiers, comme le fait actuellement la Beauharnois, on le mettrait à la porte sans cérémonie. Mais si c'est une compagnie millionnaire qui s'adresse au gouvernement, surtout à la veille des élections, il n'est pas de faveurs qu'on puisse lui refuser.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Si mon honorable ami voulait lire le bill, il verrait que ce n'est pas si malin que cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais ce qui est plus malin, c'est que nous sommes à la veille des élections, et qu'il y a des compagnies qui souscrivent à la caisse électorale.

C'est extraordinaire ce qu'on accorde de privilèges aux compagnies, et notamment à une compagnie qui a plongé le Parti libéral dans la vallée de l'humiliation, suivant la parole de M. King. La Beauharnois, en retour des privilèges qu'on lui avait accordés, à la veille des élections, avait souscrit des sommes importantes pour les fonds électoraux qui, et cela a été prouvé par une enquête gouvernementale, ont servi à payer de \$2,000 à \$4,000 à des députés de la Législature provinciale pour aider les compagnies, lors de leur formation. Au fond, c'est le consommateur d'électricité qui paie des fonds électoraux.

C'est la même compagnie qui vient devant le gouvernement de Québec réclamer des exemptions de taxes, des faveurs, des privilèges, et à la veille des élections.

Le député de Beauharnois a présenté trois bills qui tous demandent des exemptions de taxes. Il n'y en a jamais tant eu que cette année, de ces exemptions de taxes, au moment où les contribuables sont écrasés par les taxes, où les petits propriétaires perdent leurs maisons. Le député s'est laissé mobiliser par les compagnies cette année, à en juger par les demandes de réduction de taxes qu'il présente en Chambre.

**M. Saintonge (Beauharnois):** J'ai été parrain de ce bill à la demande des municipalités, et non à la demande de la compagnie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais à l'avantage de la compagnie et au détriment du peuple. Personne ne me fera croire que, dans Beauharnois, toute la population soit en faveur de gaver une compagnie dont le berceau a été entouré des pires turpitudes.

Nous pouvons faire nos propres déductions. Les deux compagnies Beauharnois, dont il est question dans le bill, forment une même organisation, contrôlée par les mêmes financiers étrangers, travaillent pour le même but qui est, la plupart du temps, étranger à l'intérêt public, et vers les mêmes fins qui ne sont pas celles de l'intérêt public.

Ces compagnies ont souscrit au fonds électoral libéral du dominion et il est logique d'en conclure que le Parti libéral provincial essaie de leur faire faire la même chose en vue des prochaines élections. Toutes ces exemptions de taxes accordées sont sans doute un signe d'élections.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

(Riant) Vous devriez être heureux d'avoir ces signes, ces prétendus avertissements, pour vous tenir au courant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition n'est jamais heureuse de connaître l'approche des élections de cette façon. L'opposition n'a pas besoin de ces signes, surtout quand ils signifient qu'on enlève à la population des revenus auxquels elle a droit, quand ces signes sont des concessions odieuses et malsaines.

Les souscriptions électorales que ces signes indiquent sont payées par les consommateurs et la population en général. Elles sont ajoutées aux taux d'électricité. Des avertissements de cette nature, nous aimerions mieux ne pas en avoir.

**M. Saintonge (Beauharnois):** Je ne plaide pas la cause des compagnies, je ne représente ici que mes électeurs. Or, ceux-ci se sont prononcés en faveur de ce bill, puisque les représentants municipaux élus par eux ont demandé, eux-mêmes, cette exemption de taxes. Je défie le député de Trois-Rivières d'aller à Saint-Louis-de-Gonzague dire au conseil de ville qu'il s'est trompé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au député de Beauharnois d'être obligé de recevoir des renseignements de l'opposition sur un projet de loi dont il est le parrain.

La Beauharnois a commencé le scandale que l'on sait, conclut-il.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), David, Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Perrault, Phaneuf, Plante, Poulin, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 49.

**Contre:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Sauvé, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Limites  
de Varennes**

**M. Messier (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Messier (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commissaires d'écoles  
de Pointe-aux-Trembles**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.

Adopté.

**En comité:**

**M. Guertin (Hull):** Je voudrais des explications sur ce bill. Je n'étais pas au comité.

**Des voix:** Honte!

**M. Fillion (Laval):** Le bill a été étudié au comité. Le chef du gouvernement et le chef de l'opposition étaient au comité. Ils ont été satisfaits. Vous devriez l'être aussi. C'est donc que le bill est bon. (Rires)

Est-ce que l'honorable député est satisfait des explications?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** donne des explications sur le bill.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Dépôt de documents:**

**Creusage du ruisseau Boudrias,  
comté de Laval**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1935, pour copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Boudrias, dans le comté de Laval. (Document de la session no 109)

La séance est levée à 6 heures.

---

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).
2. Ce qui a pour effet de tuer le bill.
3. "Une trentaine de millions", selon *L'Action catholique*, *Le Canada* et *La Presse*, dans leur édition du 21 février 1935, respectivement aux pages 9, 9 et 18.
4. Voir note 1.



